

FACULTÉ DE LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Claude-Carloman de Rulhière
premier historien de la Pologne
sa vie et son œuvre historique

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté de Lettres de Paris

PAR

Alice CHEVALIER

Licenciée d'Histoire et Géographie

Diplômée d'Études Supérieures d'Histoire et Géographie

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, Rue Saint-Jacques

1939

Thèse Paris
1939.

Universiteit Leiden



2 594 011 0

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Claude-Carloman de Rulhière
premier historien de la Pologne
sa vie et son œuvre historique

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté de Lettres de Paris

PAR

Alice CHEVALIER

Licenciée d'Histoire et Géographie

Diplômée d'Études Supérieures d'Histoire et Géographie

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, Rue Saint-Jacques

1939

*47803



INTRODUCTION

Ce livre n'est pas une histoire de la Pologne, ni une étude critique des événements qui ont causé son démembrement. C'est l'histoire d'un homme : Claude-Carloman de Rulhière, en même temps que la genèse d'un livre : *l'histoire de l'Anarchie de Pologne*, dont la composition a rempli l'existence de son auteur et en a marqué les étapes. Ses missions et ses voyages, ses liaisons et ses recherches ont apporté leur contribution, jour par jour, à l'édifice qu'il éleva patiemment pendant près de trente ans.

Mais cet historien appartient au xviii^e siècle et à la grande société de son temps. Etudier l'homme et son œuvre, c'est pénétrer dans ces cercles incomparables où la grâce et l'élégance des manières n'excluaient pas la solidité des pensées, mais en cachaient l'aspect trop grave. Rulhière poursuivit sans relâche, il est vrai, ses recherches historiques, mais en homme du monde qui voulait avant tout intéresser et divertir. C'est à travers les éclats d'une verve étincelante qu'il observa, nota et accumula, sans se presser ni se lasser, son immense documentation. C'est pourquoi, à part quelques rares intimes qui le virent à l'œuvre, on se refusa à croire que cet émule de Rivarol et de Chamfort, cet amusant persifleur, fût un véritable historien, épris de vérité et respectueux des méthodes scientifiques les plus modernes.

Parce qu'il travailla dans la joie, sans sacrifier la douceur de vivre, parce qu'il savoura ses méditations sans cesser d'être aimable, parce qu'il cacha les recherches d'un austère bénédictin sous les apparences d'un épicurien nonchalant, on ne le crut pas historien digne de foi. Et si l'on accueillit avec faveur son premier essai : *l'Histoire de la Révolution de Russie, en l'année 1762*, on n'y vit que l'exploitation piquante d'un scandale, une satire hardie des mœurs d'une cour et une imitation élégante de Pétrone et de Tacite, mais on ne prit pas au sérieux sa documentation.

Quant à *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, dont on parla beaucoup et dont seuls quelques initiés entendirent la lecture, on ne crut pas davantage à sa valeur historique. On insinua que l'auteur « n'envisageait les grandes choses que sous un petit rapport, qu'il n'aimait que les tracasseries de la politique et ne distinguait dans l'histoire que ce qu'il avait vu dans les petites intrigues de société » ; bref, on le tint pour un petit-maître qui voulait passer pour un profond politique.

Il n'avait d'ailleurs pas à attendre les suffrages de ses contemporains. Entrepris par ordre du Ministère des Affaires Étrangères, ce travail, traitant d'événements récents, était condamné par sa nature confidentielle à demeurer inédit pendant longtemps. L'auteur mourut sans l'avoir complètement achevé. Il comptait que la postérité, pour laquelle il avait travaillé, donnerait à *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* la place qu'elle méritait.

L'ouvrage ne fut livré au public que seize ans après la mort de son auteur et vit le jour dans des conditions assez étranges. Par une singulière coïncidence, l'œuvre de Rulhière fut confiée à l'impression au moment où la politique de Napoléon oscillait entre la restauration de la Pologne et l'alliance russe. Manipulé par une plume infidèle, qui obéissait autant à des vues personnelles qu'à des influences mystérieuses et lointaines, le manuscrit subit des altérations et des mutilations dont Napoléon s'émut au point d'en interdire momentanément l'impression. Daumou reçut la mission de rétablir le texte primitif et d'en rattacher les morceaux démembrés. Il s'acquitta de son mieux de cette tâche malaisée et l'ouvrage parut pour la première fois en 1807. Mais il intéressa peu : la curiosité du public était émoussée. Après le tumulte de la Révolution, en pleine épopée impériale, qui pouvait encore s'intéresser aux malheurs de la Pologne et à son narrateur, fantômes d'une époque disparue ? Les malveillants portèrent contre l'auteur les accusations les plus diverses : les uns lui firent le reproche d'avoir défendu la politique d'un parti et insinuèrent qu'il en avait reçu une récompense ; d'autres, d'avoir peint en

héros des hommes qui n'avaient pas soutenu ce caractère ; d'autres encore, d'avoir souligné de traits contradictoires le caractère des nations et des hommes qu'il avait mis en scène ; enfin, à bout d'argument, ses censeurs lui en voulurent d'avoir « dit souvent la vérité », ce qui est embarrassant pour la « démêler de l'erreur » (1).

Les quelques lettrés qui accueillirent avec bienveillance *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* n'y virent qu'une série élégante, et ornée de scènes dramatiques, de portraits peints avec art, mais sentant trop le métier. Cette opinion était encore, en 1851, celle de Sainte-Beuve, pourtant si favorable à Rulhière, dont il aimait l'esprit : « Son histoire ne paraît pas assez voisine des sources, écrivait-il, et sent trop la rédaction, ou si vous aimez mieux, la palette... Ceux qui aiment à se rendre compte, se demanderont ce qu'il y a au revers de cette toile immense. Il dissimule trop bien ses recherches et il oblige celui qui doute à recommencer... Où est-il l'historien qui saura unir la beauté et la pureté de la forme, propres en tout genre aux Anciens, avec la profondeur des recherches imposées aux Modernes et doit-on l'espérer découvrir ? Rulhière en eut l'idée, là est son titre et c'est en quoi, bien qu'il soit demeuré en chemin, nous le saluons aujourd'hui (2). »

Nous n'avons pas la prétention de présenter *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* comme un chef-d'œuvre et son auteur comme l'historien idéal que Sainte-Beuve appelait de ses vœux. Nos ambitions sont plus modestes ; nous souhaitons simplement, par la publication des papiers inédits de Rulhière, restituer à la conscience de ses recherches historiques l'hommage qui lui est dû.

Peu d'écrivains, en effet, ont rempli comme lui les devoirs de leur état. En écrivant sur des événements con-

(1) Discussion de l'Institut sur l'attribution du prix décennal. *Œuvres posthumes* de Rulhière en 4 vol. in-8°, Paris 1819, t. I, p. LII.

(2) Sainte-Beuve : *Causeries du Lundi*, Paris, s. d., in-12, t. IV, p. 586.

temporains, il n'avait presque aucun secours à tirer des bibliothèques, mais il a su se procurer, comme il le dit lui-même, « de grands moyens ». Il aurait pu raconter les faits sous leur angle indiscutablement dramatique, les présenter comme une longue lutte des nobles polonais libres contre leurs rois, ordonner les événements selon un thème. C'eût été donner au récit beaucoup de mouvement et de couleur, mais l'histoire-drame qui choisit entre les faits, ce n'est plus de l'histoire. Il pouvait subir une autre tentation, celle de donner un « discours sur l'histoire de Pologne », inspiré par le panorama des événements et soutenu par les commentaires que la philosophie de l'époque pouvait fournir. Il ne s'est pas davantage laissé séduire ; il a préféré entreprendre une œuvre beaucoup plus difficile, car elle embrasse la totalité du réel connu, une œuvre où la probité scientifique était d'autant plus méritoire qu'elle devait se reléguer volontairement dans l'obscurité.

Mais les documents sont là pour témoigner aujourd'hui de l'abondance et de la variété de ses recherches : des analyses minutieuses de 250 volumes in-folio des Affaires Etrangères, des relations demandées personnellement aux ambassadeurs, ministres et consuls de France à l'étranger, des questionnaires détaillés, des enquêtes vérifiées par des contre-enquêtes, des correspondances badines ou graves, des voyages et des missions diplomatiques, des notes extraites d'ouvrages latins, italiens, allemands et français, des traductions de relations polonaises, sont demeurés comme les témoins éloquents de son inlassable curiosité.

Et cependant cette documentation, toute volumineuse soit-elle, ne nous est parvenue que mutilée : la tourmente révolutionnaire a causé la destruction précipitée de papiers importants ; il faut tenir compte aussi des confiscations de l'Etat, des spoliations d'un éditeur infidèle, des partages d'héritiers, sans oublier la destruction lente, mais impitoyable, du temps. Il résulte de ces amputations répétées que, pour certaines parties de l'ouvrage, les sources nous sont parvenues abondantes et probantes ; sur d'autres parties, la pénurie est complète ou à peu près ; mais l'importance

de ce qui a été sauvé du naufrage ne laisse pas de doutes que, sur tous les sujets, la documentation n'ait été aussi minutieusement rassemblée.

La publication des papiers de Rulhière éclairera donc dans le détail les sources de *l'Anarchie de Pologne* ; mais elle permettra aussi de déterminer le sens des jugements que l'auteur porte sur les événements et les personnages de son histoire. La connaissance approfondie de l'histoire de Pologne a convaincu son historien que l'unique ennemie de la République, de l'intégrité de son territoire comme de la prospérité de ses affaires intérieures, a été la Russie ; aussitôt que l'empire des Czars a pu compter au nombre des grandes puissances de l'Europe, il a tout mis en œuvre, ses alliances, ses intrigues et ses armes, pour s'assurer la prédominance absolue en Pologne.

La conviction où se place Rulhière des mauvaises intentions de la Russie à l'égard de la Pologne le rend sévère, non seulement pour cette puissance, mais encore pour les personnalités polonaises de cette histoire qui lui ont confié leurs intérêts ou ceux de leur nation : c'est ainsi qu'il n'a aucune indulgence pour le roi Stanislas-Auguste, coupable à ses yeux d'avoir remis entre les mains de Catherine II le succès de son élection ; qu'il juge sans aménité ses oncles Czartoryski, assez aveuglés pour attendre de la Russie la réussite d'un plan de réforme, d'ailleurs sage et utile ; qu'il ne pardonne pas au référendaire Podoski, dont il estime cependant les capacités, son alliance avec la Russie ; en un mot, il est impitoyable pour tous les polonais qui ont eu la faiblesse ou l'aveuglement de compter sur une puissance qui les avait toujours trompés.

Mais si Rulhière déteste la Russie et la rend responsable des malheurs de la Pologne, ses opinions obéissent aussi à d'autres mobiles qui ne s'expliquent pas seulement par les méditations auxquelles il s'est livré, mais parce qu'il appartient à une école diplomatique : celle du Secret du Roi. Rulhière apprend son catéchisme politique sous la direction de Jean-Louis Favier, un des théoriciens du Secret ; de lui, il acquit pour toujours la certitude que le maintien

de l'alliance franco-prussienne eût assuré la paix de l'Europe et le salut de la Pologne. Après Favier, le maréchal de Richelieu, dont il fut l'aide-de-camp, l'entretint dans l'admiration du roi de Prusse. Enfin, sous la direction du Baron de Breteuil, dont il devint le secrétaire à l'ambassade de Russie, il fut très probablement initié au Secret et il se fit le fidèle champion des idées fondamentales du Comte de Broglie et de Favier : il considéra l'alliance franco-prussienne comme seule capable de brider les ambitions de la Russie sur la Pologne, en groupant autour de cette dernière les fidèles alliés de la France : la Suède, la Turquie et la Tartarie. Il resta convaincu que l'alliance autrichienne de 1756, en dispersant nos alliés, paralysa nos initiatives et fut la cause du rapprochement russo-prussien, prologue du démembrement.

Rulhière appartient donc à cette école du Secret qui base son système politique sur le retour de la France à l'amitié prussienne. Est-ce pour ce motif qu'en 1768, Choiseul, qui était en dehors de l'intrigue, mais n'en ignorait pas les intentions, chargea Rulhière de ramener la politique de la France vers la Pologne, en rédigeant un mémoire destiné à l'instruction du Dauphin et qui devait devenir, après de larges développements, l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne* ?

Introduit de ce fait dans la classe des écrivains politiques des Affaires Etrangères, Rulhière travailla clandestinement pour le Comte de Broglie, ses papiers en fournissent la preuve, et, selon toute probabilité, il collabora avec Favier pour la rédaction du fameux mémoire : *Conjectures raisonnées*, que ce dernier composa, en 1773, pour défendre la politique du Secret et recommander, sans rompre avec Vienne, un retour vers l'alliance prussienne. Il semble bien que, quatre ans plus tard, Vergennes ait suivi le conseil donné par Favier et, pour préparer un rapprochement éventuel avec Frédéric II, il lui expédia Rulhière, connu dans les milieux diplomatiques comme « bon prussien ».

Comme on le voit, Rulhière est un politique militant ; il a ses convictions et il est nécessaire de le savoir pour

comprendre son œuvre, car s'il condamne impitoyablement les alliés de la Russie, il trouve au contraire fort légitimes les intelligences de Mokronowski et des agents du Secret avec le roi de Prusse ; il présente sous un jour favorable les Confédérés de Bar, bien que leurs vues lui semblent souvent fort courtes et leurs procédés incohérents ; il leur sait gré de ne pas avoir désespéré du salut de la République et refuse de croire que quelques-uns aient pu se rapprocher de la Russie. Il est donc clair que l'explication des sympathies et des antipathies de l'auteur de l'*Anarchie de Pologne* se trouve d'abord et avant tout dans le système politique auquel il appartient.

Cette étude comprendra deux parties : la biographie de Rulhière et l'analyse de sa grande histoire. Les exigences du plan ont rendu nécessaire cette division, mais il n'y a pas en réalité cloison étanche entre une existence et une œuvre qui se sont si étroitement pénétrées : on verra, en effet, dans la première partie, que les faits majeurs de la carrière de Rulhière se ramènent à l'élaboration de son grand travail, et que la recherche de ses sources, objet de la seconde partie, consistera surtout à montrer l'auteur en action lorsque, en poursuivant ses personnages, il ramène vers son travail toutes les démarches et tout l'intérêt de sa vie.

Qu'il me soit permis d'adresser ici l'expression de ma profonde reconnaissance à Monsieur le professeur Georges Pagès qui a bien voulu, avec la plus grande bienveillance, orienter mes recherches et soutenir mes efforts.

Je n'oublie pas non plus avec quelle bonne grâce j'ai toujours été accueilli à la Bibliothèque Polonaise, où j'ai reçu de très utiles conseils. Ma reconnaissance s'adresse aussi à Mr Konopeczynski dont les magnifiques ouvrages sur *le Liberum veto* et *la Confédération de Bar* ont servi de base à la présente étude. Je me souviens aussi de tout ce que je dois à Mr Henri Froidevaux qui, depuis de longues années, m'a inspiré l'amour de l'histoire et m'a donné le soutien de sa précieuse amitié.

Nous avons fait choix, pour notre étude de *l'Anarchie de Pologne*, de l'édition d'Ostrowski, devenue, il est vrai, très rare, mais dont le texte est le plus complet.

Pour la *Révolution de Russie* et les autres ouvrages, nous renvoyons à l'édition de 1819 qui se décompose comme suit :

1° *Œuvres posthumes*, en 4 vol. in-8°, comprenant la Discussion de l'Institut sur l'attribution du prix décennal, *l'Anarchie de Pologne* et les *Anecdotes sur la Révolution de Russie*.

2° *Œuvres* de Rulhière, en 2 vol. in-8°, comprenant les *Eclaircissements historiques sur les Causes de la Révocation de l'Edit de Nantes*, le *Discours* de réception à l'Académie Française, les *Anecdotes sur le Maréchal de Richelieu*, le *Comte de Vergennes* et les poésies diverses.

ABRÉVIATIONS

Arch. Nat. — Archives Nationales.

Bibl. Nat. — Bibliothèque Nationale.

A. E. corr. — Affaires Etrangères, correspondance.

A. E. Mém. et doc. — Affaires Etrangères, mémoires et documents.

Suppl. — Supplément.

Fol. — Folio.

A. de P. — Anarchie de Pologne.

A. R. de R. — Anecdotes sur la Révolution de Russie.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I

L'éducation d'un « honnête homme »

La famille Rulhière. — Ses origines. — Les inspecteurs de la Maréchaussée de l'Île de France. — Martin de Rulhière, père de Claude-Carloman. — Ses amis : les Jésuites du Collège Louis le Grand, Jean-Louis Favier. — Naissance de Claude-Carloman. — Au Collège Louis le Grand. — L'éducation d'un homme du monde. — Etat militaire. — Premières armes. — Rulhière, aide-de-camp du maréchal de Richelieu. — Ses fonctions à Bordeaux. — Objet du voyage du maréchal en son gouvernement de Guyenne. — Les épitres de Rulhière. — La vie à Bordeaux. — Portrait du maréchal. — Les « *Mémoires* » apologie ou étude de mœurs ? — La comtesse d'Egmont. — Son portrait. — Impression qu'elle fait sur Rulhière. — Première lettre. — Retour à Paris. — Campagne de Westphalie.

C'est à Bondi que naquit Claude-Carloman de Rulhière, premier historien de la Pologne. Le lieu de naissance de ce lettré délicat n'avait pas bonne réputation : la célèbre forêt passait pour être le lieu de ralliement des plus mauvais garçons des environs de Paris et il est vrai que la présence de la famille de Claude-Carloman avait quelque chose à voir avec la pègre qui la hantait ; mais, c'était, pourrait-on dire, de l'autre côté de la barricade que Martin de Rulhière (1706-1772), père de Claude-Carloman, exerçait ses fonctions. Il remplissait dans la Maréchaussée de l'Île de France (1), la gendarmerie de l'Ancien Régime,

(1) La Maréchaussée ou Connétablie comprenait 35 compagnies, (une par généralité), placées sous la dépendance administrative du Secrétaire d'Etat de la Guerre.

La Maréchaussée de l'Île de France eut une situation indépendante jusqu'en juillet 1784, époque où le roi la réunit à la Maréchaussée Générale dont elle devint la première compagnie (*Almanach Royal de 1785*).

la charge de Premier lieutenant du Prévôt, puis d'Inspecteur des brigades des environs de Paris. Son père René-François (1670-1740) l'avait exercée avant lui et, après s'en être acquitté lui-même pendant de longues années (1740-1772), il devait la transmettre à son fils aîné Anne-Auguste, que ses fonctions de Commandant de la Garde de Paris devaient mener en prison après le 10 août 1792 et vouer au massacre le 2 septembre.

Chargés de faire respecter le roi en sa bonne ville, les Rulhière étaient donc fixés à Paris depuis au moins le milieu du ^{xvii}^e siècle, époque où le bisaïeul de Claude-Carloman, François de Rulhière, écuyer, conseiller du roi, (mort en 1694), avait épousé en 1664 Marguerite Marrier (1), dont la famille n'avait pas quitté le pavé parisien depuis le ^{xvi}^e siècle.

Mais si les Rulhière avaient ainsi acquis droit de cité par leurs alliances et leurs services, ce n'est pas à Paris qu'il faut chercher la souche de cette famille qui se disait d'antique noblesse, mais qui fut toujours sans biens ; elle venait d'un vieux terroir provincial où s'étaient formées ses solides vertus de bravoure, de probité et de désintéressement, très probablement les montagnes du Vivarais, où une branche de la famille habitait encore au début du ^{xix}^e siècle (2).

(1) En 1554, Jean Marrier épousait Jeanne Malot et en avait dix enfants dont l'un fut Dom Martin Marrier, prieur de l'Abbaye Saint-Martin des Champs et réformateur de la règle cistercienne (1572-1644).

Le frère de Marguerite Marrier de Rulhière, Jean Marrier (1646-1706), fut Maître des Eaux et Forêts de Fontainebleau.

Son neveu Jean-Louis Marrier (1673-1726), Premier Commis de la Marine eut 4 fils : Jean-Louis Marrier (1741-1813), commissaire général de la marine, Louis Marrier de Chanteloup (1744-1814), commissaire de la marine, Jacques Marrier de la Gatinerie (1746-1828), ingénieur en chef de la marine et Jacques-Marie Marrier de Boisdhyver, capitaine forestier. (Généalogie des familles Marrier et Rulhière, établie par Mr Gaëtan de MauSSION, conservateur au Musée du Louvre, marié à Antoinette de Rulhière).

(2) Celle dont fut issu le général Joseph-Marcelin Rulhière, pair de France, ministre de la Guerre en 1849. Il était originaire de Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire).

Mais il faut renoncer à connaître plus amplement ses origines, car la tourmente révolutionnaire, on l'a vu, jeta le désarroi dans cette famille, coûta la vie à son chef et, de plus, causa la destruction de ses archives : « Au lendemain du fameux 10 août, écrivait le neveu de Claude-Carloman, dans une notice sur son oncle, mon père (1) fut arrêté et conduit à la Force ; ma mère, menacée de visites domiciliaires qui eurent lieu effectivement, ainsi que l'enlèvement de son mobilier, brûla tous les papiers qui pouvaient compromettre son mari et même ses lettres de service et celles de ses pères..., dans les papiers de famille que nous ne possédons plus, on voyait qu'un de nos ancêtres était intendan d'armes [militaire] sous Henri IV, un autre servait dans les Mousquetaires et d'autres étaient dans les Gardes du Corps au moment de la Révolution (2). »

C'était donc une famille dont les membres ne connaissaient guère d'autre profession que la carrière des armes, mais si Martin de Rulhière, père de Carloman, demeura sagement, nous l'avons vu, dans la ligne de conduite tracée par ses ancêtres, il fit preuve, dans ses affaires privées, d'une indépendance qui n'était pas de mise au XVIII^e siècle. Séduit par les agréments d'une jeune personne sans nom et sans fortune, Anne-Marie Bonvalot, il l'épousa en 1730. Ce mariage irrita son père et il ne fallut rien de moins que l'intervention du ministre Maurepas, son chef hiérarchique, pour désarmer le courroux paternel (3).

En dépit de son caractère romanesque et malgré la naissance d'aimables enfants, le mariage de Martin de

(1) Anne-Jean-Auguste (1731-1792), gendarme de la Garde en 1750, exempt de la Maréchaussée de l'Île de France (1756), lieutenant (1760), inspecteur des brigades (1784), major (1785), commandant la Garde de Paris (1788). (Etats de services du Ministère de la Guerre, dossier Rulhière). Il épousa Marie-Louise Chantepie des Balances, dont le père avait été commandant de la Maréchaussée de Saint-Denis.

(2) « Réponses aux questions faites pour la rédaction d'une Notice historique sur Claude-Carloman de Rulhière, de l'Académie Française, fournies par son neveu le chevalier de Rulhière, ancien capitaine de cavalerie, sous-préfet de Falaise ».

(3) Lettre de Rulhière à son père, 23 novembre 1764.

Rulhière et d'Anne-Marie Bonvalot ne fut pas heureux. Les époux quittèrent Bondi pour Saint-Denis où ils s'installèrent dans une jolie demeure dont Rulhière fera plus tard son « Ermitage » ; mais ce changement de décor n'améliora pas l'entente du ménage. Il y eut séparation, probablement quand les enfants étaient encore petits, car ils reçurent les soins d'une modeste servante que Rulhière désigne dans sa correspondance sous l'affectueuse appellation de « ma chère bonne ». Très-au-dessus de sa condition, elle ne fut certainement pas sans influence sur la formation de Carloman.

Madame de Rulhière vécut retirée à Saint-Denis jusqu'à sa mort. Ses enfants ne la délaissèrent pas et Rulhière lui donna plus tard la grande marque de confiance de déposer entre ses mains un des rares exemplaires de *la Révolution de Russie*.

Faut-il mettre sur le compte des différences de milieu et d'éducation le dissentiment des parents de Carloman ? C'est vraisemblable, mais ce qui est certain, c'est que la tyrannie de Martin de Rulhière pesait sur la maison tout entière. A travers la correspondance de son fils, il apparaît comme un homme rigide, très pointilleux sur le chapitre de l'honneur, d'une sévérité professionnelle qui s'étendait à ses enfants, un de ces pères dont le ^{xviii}^e siècle donne tant d'exemples : probe, mais austère, préoccupé du bonheur des siens, mais sans familiarité, ni apparence de tendresse. Carloman l'aimait et le respectait, mais il le craignait comme le feu et il gardera toute sa vie, nous le verrons, quelques pénibles souvenirs de sa rigidité. Est-ce la pensée de la sévérité paternelle qui a inspiré à Rulhière cette terrible réflexion : « De vingt pères brouillés avec leur fils, dix-neuf ont tort. La déraison est du côté de l'autorité. Le père possède tout, jouit de tout, refuse tout. Molière a donc raison dans la manière dont il peint la nature » (1) ? Il ne faut donc pas s'étonner si cet honnête homme porta dans le service la même rigidité et manqua de souplesse envers ses supérieurs, ce qui nuisit à son avancement : « Il a souff-

(1) Papiers de Rulhière, notes sur la Comédie.

fert toute sa vie, écrit son fils, par ses éternelles querelles avec son prévôt (1), par les injustices de Mr de Saint-Florentin (2), par le désagrément de voir refuser à son état toutes les grâces militaires » (3). Ce n'était donc pas un habile. Il ne fut pas mieux inspiré pour ses affaires d'argent; il plaça tout son bien sur la Compagnie des Indes, le placement favori du français moyen de ce temps-là... (4) et se ruina.

Enfin nous le connaissons tout à fait en examinant ses relations. Dans le salon de la rue des Vieux-Augustins, où, en 1749, vint habiter Martin de Rulhière, promu inspecteur, on voyait ses dignes collègues de la Maréchaussée. On y voyait aussi les célèbres jésuites du Collège Louis le Grand : le Père de la Tour et le père Desnoyers (5). Mais comme il faut toujours une exception pour confirmer la règle la mieux établie, au milieu de ces honnêtes gendarmes et austères hommes d'église, on voyait dans l'intimité du maître de maison un singulier personnage. Il avait souvent transgressé la loi divine et la loi humaine que ces dignes gens représentaient, mais c'était un homme si exceptionnel qu'on ne pouvait à son égard être indifférent ; c'était Jean-Louis Favier, le Favier du Secret du Roi (6). S'il usait des plaisirs

(1) Papillon. (*Almanach Royal* 1766).

(2) Ministre d'Etat et du département de Paris, de 1751 à 1773.

(3) Lettre de Rulhière à son neveu, 17 août 1788.

(4) Lettre de Rulhière à son père, 26 nov. 1764. (Voir appendice).

(5) Le Père Desnoyers (Etienne-Joseph), professeur d'éloquence à Louis le Grand, enseigne la rhétorique à Rouen avant de la professer à Louis le Grand, de 1755 à 1759. Après la dissolution de l'ordre des Jésuites, en 1762, il est Chargé d'affaires en Hollande, sous le marquis de Noailles. (Dupont-Ferrier, *Du collège de Clermont au Lycée Louis le Grand*, Paris, 1925, 3 vol. in-8, t. III, p. 54, n° 411 bis).

(6) « Le plus habile politique de l'Europe, dit Dumouriez, qui, conservant dans un âge avancé les passions les plus impétueuses d'un homme de vingt ans, et doué d'un caractère très caustique, s'est fait haïr de tous les ministres qui le consultaient comme le plus savant homme de son siècle ». (*Mémoires*, Paris, 1822, 4 vol., t. I, p. 146). Le témoignage de Marmontel est absolument concordant : « L'insouciance d'un sauvage avec la plus profonde dissolution de mœurs formaient le caractère de cet homme d'ailleurs aimable, plein d'esprit et de connaissances. parlant

avec une ardeur qui allait jusqu'au désordre, si les profits qu'il faisait ne laissaient pas plus de traces dans sa bourse que l'eau dans le tonneau des Danaïdes, il y avait dans sa conversation tant de savoir et d'agrément, dans ses saillies tant d'esprit, dans sa philosophie tant de sagesse et dans ses idées politiques tant de profondeur, qu'on ne pouvait se lasser de l'écouter, même quand on ne l'estimait pas. L'austère Monsieur de Rulhière l'estimait-il ? On ne peut l'affirmer, mais ce qui est certain, c'est qu'il l'aimait beaucoup et le recevait dans son intimité. Favier vit grandir Carloman, tandis que les Jésuites du Collège Louis le Grand faisaient son éducation.

Carloman vénérât ceux-ci et admirait celui-là. Entre la vertu et le vice, et trouvant ici et là de grandes intelligences, il restera en équilibre avec une souplesse qui tient de l'acrobatie. Et s'il doit plus à la science des Jésuites qu'à leurs vertueux exemples, il confiera plutôt à Favier la formation de son système politique que la direction de sa conscience.

C'est le 12 juin 1734 que Claude-Carloman de Rulhière naquit, et non en 1735, comme ses biographes l'ont écrit (1). Cette date de 1734, il l'inscrit lui-même sur les actes officiels (2), et c'est une bonne raison pour l'adopter. Mais il y en a une autre et celle-là est péremptoire, c'est l'extrait de son acte de baptême, certifié devant notaire et que conserve le Ministère de la Guerre (3). Comme l'acte le prouve,

bien et facilement, doué du talent des affaires et tel qu'avec moins d'indolence, il eût été capable de remplir les plus grands emplois. » (*Mémoires*, librairie des Bibliophiles, Paris 1891, 3 vol., t. I, p. 171).

(1) Daunou, 1^{re} édition de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, Paris, 1807, 4 vol. in-8 et Auguis, 3^e édition, Paris, 1819, 6 vol. in-8.

(2) Affaires Étrangères, dossier Rulhière : déclaration fournie par Mr de Rulhière et enregistrée au Comité des Pensions, 4^e section, sous le N^o 652, en sept. 1790.

(3) Dossier Rulhière : « L'an 1734, le 12 juin, a été par nous curé, baptisé Claude-Carloman, fils de Messire Martin Rulhière, écuyer, conseiller du Roi en son conseil et lieutenant criminel de la ville, prévôté et vicomté de Paris ; le parrain, Messire Claude-François-Nicolas Le Comte, chevalier, Conseiller du Roi en son conseil et Lieutenant criminel de la

il fut prénommé Claude par son parrain ; mais on ne sait d'où lui vint ce nom gothique de Carloman, qui faisait plus tard les délices de Barbey d'Aurévilly et sous lequel sa famille le désignait toujours.

Il était tout indiqué que Martin de Rulhière confiât l'éducation de ses fils à ses amis les Jésuites du Collège Louis le Grand. Comme il n'y avait pas de mère à leur foyer, les enfants furent internes, Carloman admis en 1745, à l'âge de onze ans, en sortira, avec tous les prix du collège, en 1750. Le Père Simon de la Tour était alors préfet de l'internat du célèbre établissement (1). C'était une autorité que cet ancien précepteur du prince de Conti, et sa puissance dépassait de beaucoup les limites du Collège, « il était l'homme du plus grand crédit dans la Société » (2). Ceux dont il n'avait pas daigné s'occuper, tels Marmontel et l'abbé Morellet, lui ont reproché de ne pratiquer qu'une charité étriquée dont ne bénéficiaient que ses élèves et les intérêts de son parti. C'est possible, mais s'il fut partial à l'endroit de son Collège et de ceux qui y furent confiés à ses soins, en revanche l'amitié qu'il porta à ses protégés fut constante, éclairée et toujours efficace, et la noble sérénité qu'il montra au moment des tribulations de son ordre

Ville, prévôté et vicomté de Paris ; la marraine, Dame Marie-Marguerite Vutzel, épouse de Monsieur Picques, écuyer, seigneur de Merlan et autres lieux ».

(1) Entré au Noviciat à 17 ans, en 1714, il fut d'abord professeur de philosophie au Collège de Tours et fut désigné en 1730 pour remplacer le père du Cerceau auprès du prince de Conti (Sommervogel, *Bibliothèque des écrivains de la C^{ie} de Jésus*, VIII, 165). Après vérification, Mr Dupont-Ferrier, *op. cit.*, III, p. 19, dit qu'il ne fut pas recteur, mais seulement préfet des pensionnaires, c'est-à-dire principal, 1739-1751.

(2) Morellet : *Mémoires inédits sur le XVIII^e siècle et sur la Révolution*, Paris, Ladvocat, 1821, 2 vol. in-8. Il raconte qu'il lui fut présenté pour remplir un poste de secrétaire auprès de l'abbé d'Almeida : « Il me reçut avec toute la morgue et la dignité d'un protecteur et d'un protecteur jésuite. Et ce qu'il fit en jésuite, ce fut de me faire parler. Sans doute il entrevit dans cette conversation le bout de l'oreille, je ne dis pas du philosophe, mais de celui qui cherchait à le devenir, car quelques jours après... l'affaire était manquée : on m'avait trouvé trop jeune » (t. I, pp. 22 et 23).

est le plus sûr garant de la solidité de sa vertu (1). C'est à lui que Voltaire adressa cette célèbre lettre de 1746, qui devait lui ouvrir l'Académie, et qui fait plus d'honneur à l'influence du Père de la Tour qu'à la sincérité de son ancien élève.

Rulhière fut un excellent produit de l'éducation des Jésuites, « qui avaient le grand talent d'élever l'âme de leurs disciples par l'amour-propre et le sacrifice de soi-même » (2). Il leur dut toutes ces vertus du vrai gentilhomme, mais c'est surtout intellectuellement qu'il subit leur empreinte. Comme la plupart des gens de lettres et des hommes de goût de son temps, il a été modelé par cette éducation dont l'ambition se bornait à la rhétorique : des idées fixées comme des articles de foi sur des sujets sans nouveauté étaient traitées selon des règles invariables. Dans nombre de ses œuvres littéraires, Rulhière fera inconsciemment de l'amplification, comme il en faisait au collège ; quand ce sera médiocre, on ne verra que trop la maigre armature, mais quand ce sera bon, la riche matière y trouvera un solide soutien. Comme tous les élèves des Jésuites, il apprendra par l'exercice du latin, à écrire un français solide et élégant et à raisonner sur tous sujets, mais il sera du petit nombre de ceux qui, mieux doués, sauront regarder autour d'eux en cherchant à comprendre ce qui s'y passe.

Ses maîtres, qui avaient distingué ses qualités naissantes, cherchèrent à l'attacher à leur Société (3). Devant sa répugnance, ils n'insistèrent pas et ne songèrent plus qu'à le préparer à faire figure dans le monde, c'est-à-dire, puisqu'il en avait l'étoffe, à devenir un homme d'esprit.

(1) Voir à l'appendice la lettre inédite du Père de la Tour à Rulhière, de Fribourg, en 1763.

(2) Dumouriez, *Mémoires* (t. I, p. 9). Dumouriez entra à Louis le Grand en 1750, quand Rulhière en sortait.

(3) Notice de son neveu. Il fit la rhétorique avec les pères du Baudory et Geoffroy et l'éloquence avec le Père Desnoyers. (Dupont-Ferrier, *op. cit.*, III, p. 58). Il tint des rôles dans les représentations théâtrales du collège, dans *Sésostris* du Père du Baudory, joué le 7 août 1748, dans *le Ballet des héros de roman*, 6 août 1749, et dans la tragédie de *David reconnu roi d'Israël*, du père du Parc, jouée le 5 août 1752.

Le choix de la carrière ne s'imposait pas en ce temps avec autant d'acuité qu'aujourd'hui : serait-on militaire, diplomate, magistrat ou abbé ? La question ne demandait point de solution immédiate et il n'existait pas d'incompatibilité d'une fonction à l'autre ; l'essentiel était de devenir homme du monde, le reste viendrait en son temps. Parler avec aisance, donner au sujet le plus banal l'attrait de l'originalité, tel était l'art difficile dans lequel il fallait exceller : « A Paris, écrit Lord Chesterfield, il n'y a pas de sujet au monde qui ne puisse se traiter au moment voulu et dans le lieu convenable et demeurer ni en deçà ni au delà de la discussion. Il s'agit de bien parler du sujet qu'on traite, et le plus insignifiant et le plus frivole donnera toujours à un homme de talent l'occasion de le montrer. » Dans ce monde où les réputations littéraires se bâtissent, où les intrigues mondaines conduisent aux places, au pouvoir même, d'aimables poètes ou de brillants causeurs, c'est par l'esprit qu'il faut se conduire.

Rulhière se prépare donc à la vie mondaine dès l'âge le plus tendre et par-dessus les murs du collège s'adresse en vers quasi-officiels aux gens en place. En septembre 1749, un malheureux chevalier de Saint-Louis s'étant noyé dans la Seine, ses pauvres dépouilles, entre autres sa croix, furent remises entre les mains de Mr de Rulhière, dont les fonctions étaient un peu celles d'un commissaire de police ; le jeune Carloman vit dans ce fait une providentielle coïncidence et écrivit au Comte d'Argenson, alors ministre de la Guerre, une épître en vers pour demander pour son père la Croix de Saint Louis du noyé. Voici un extrait de cette pièce de quarante vers, où un esprit de famille candidement utilitaire tire parti de cette macabre circonstance ; mais l'âge de l'auteur est une excuse et aussi la manie du temps de faire de tout événement un ragoût littéraire :

Il ose, hélas, cet âge est téméraire ! (1)
Solliciter, sans être ambitieux,

(1) Il (Carloman), avait alors quinze ans.

Ce prix vanté, cette croix militaire,
Qui comblerait nos desseins et nos vœux
Et que le Ciel vint offrir à son père,
Quand elle errait sur la triste rivière ;
Il se noya, il semble, exprès pour lui
Ce chevalier qui, dans son légataire,
Si vous voulez, va revivre aujourd'hui.
Fixez-le donc dans sa main fortunée
Ce brillant lys, ministre généreux ! (1)

Faut-il penser que le ministre, charmé du talent de l'enfant ou plutôt de son esprit d'à-propos, accueillit favorablement sa requête ? On se refuserait à le croire, si on ne savait déjà que, dans ce temps aimable, la littérature menait à tout. Mr de Rulhière père reçut la croix de Saint-Louis en 1749, et c'est peut-être après tout à la veine poétique de son fils qu'il dut cette distinction.

C'était déjà un premier apprentissage de la vie de cour que cette existence du Collège, où Carloman formait des liaisons dont quelques-unes devaient durer toute sa vie : l'abbé Bertrand, Chabanon, Chastellux, le duc d'Agenais, fils du duc d'Aiguillon, le chevalier de Saint-Priest, le comte d'Egmont-Pignatelli, le baron de Breteuil étaient de ses amis dès le collège, en attendant, du moins en ce qui concerne ces deux derniers, de devenir ses protecteurs. Rulhière était de noblesse bien obscure à côté de ces illustres noms, mais il avait beaucoup d'esprit, et cette noblesse-là comptait déjà au XVIII^e siècle et lui attirait la considération de ses condisciples.

Les deux frères Rulhière quittèrent le Collège à la fin de 1749. Par la protection du comte d'Argenson, ministre de la guerre, ils prirent rang dans le corps des Gendarmes de la Garde du Roi (2) et furent présentés au prince de

(1) Les Jésuites stimulaient en toutes occasions la veine poétique de leurs plus brillants élèves. Voltaire enfant écrivit ainsi, à l'instigation du Père Porée, une lettre au Dauphin pour lui recommander un invalide. (*Œuvres complètes*, Garnier 1877, 62 volumes in-8, t. X, p. 213).

(2) Extrait du contrôle de la C^{ie} des Gendarmes de la Garde du Roi, du 8 déc. 1750. (Ministère de la Guerre, dossier Rulhière).

Soubise, commandant de ce corps d'élite, le 1^{er} février 1750. L'ainé Anne-Jean-Auguste, âgé de 19 ans, fut titularisé le 3 novembre de la même année, tandis que Carloman, âgé seulement de 15 ans et demi, resta surnuméraire cinq ans, « son enregistrement ayant été différé par des difficultés qui ont été levées » (1). Ces difficultés, dues peut-être à son âge, s'expliqueraient aussi par les dépenses importantes qu'il fallait effectuer pour l'équipement. L'uniforme était magnifique : habit écarlate doublé de rouge et orné de velours noir et de galons brandebourg or, veste chamois galonnée d'or, chapeau brodé d'or et orné d'une cocarde noire et d'un plumet blanc ; le cheval gris portait un équipage écarlate. Rulhière fournit d'ailleurs quelques renseignements précieux sur la grandeur de ce corps fameux et la servitude des officiers sans fortune dont toute la solde servait aux dépenses somptuaires : « On commençait à servir dans les gendarmes de la Garde comme surnuméraire sans appointements, même à la guerre ; après cette espèce de noviciat, on parvenait à être *un des deux cents*, alors on ne recevait de l'état que 600 l. par an pour s'habiller (2), s'équiper, servir en paix et en guerre et cependant on n'a pas oublié à quel degré de magnificence a été, depuis le règne d'Henri IV, la tenue de cette troupe amenée par lui de Navarre, à la tête de laquelle il a toujours combattu et qu'il appelait ses compagnons ».

Rulhière retrouva, dans cette compagnie choisie, plusieurs condisciples du collège : le baron de Breteuil et le chevalier de Saint-Priest, qui lui, servait aux Gardes du Corps et a consigné dans ses *Mémoires* quelques souvenirs de ce temps heureux. Que faisait-on dans cette illustre Maison ? Tout d'abord le service de cour, le service de quartier. Ce n'était pas très militaire, mais c'était très galant. La vie de Versailles, dit Saint-Priest, semblait à beaucoup « monotone

(1) Déclaration adressée au Comité des Pensions, sept. 1790, (dossier Rulhière, Affaires Etrangères).

(2) Encore fallait-il soustraire des impôts, ce qui ne faisait plus que 531 l. (Brevet de pension, dossier Rulhière, Ministère de la Guerre).

et fastidieuse », mais on y trouvait « la bonne compagnie qui est préférable à tout autre plaisir » (1). Rulhière était certainement de cet avis. D'exercices militaires, on faisait peu ou point (2). Les gendarmes poètes y étaient très bien accueillis au temps où Bernis dirigeait les Affaires Etrangères et le prince de Soubise, si galant, les armées du roi.

En 1753, à l'occasion du mariage de Mademoiselle de Soubise avec Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, mariage illustre qui approchait cette princesse du trône, Rulhière rédigea un poème dont voici l'envoi :

Prince, digne de nos hommages,
Recevez ces frivoles sons ;
Un jour, au bruit de cent canons
Je vous verrai dans les ravages
Ecouter encor mes chansons.

Hélas ! cette prophétie devait se réaliser, mais pas du tout comme l'entendait le jeune poète. Viendront un jour Rosbach et les ravages de cent canons... prussiens ; Soubise ne distinguera pas très bien son armée de celle de l'adversaire et la bataille ne tournera pas à sa gloire. Les chansons ne manqueront pas d'ailleurs, mais elles seront d'un ton moins élogieux que celle de notre jeune officier.

C'est en octobre 1754 que Rulhière fut gendarme en pied et qu'il servit son premier quartier à Versailles ; il devait demeurer dix ans et demi dans ce corps d'élite de l'armée : la Maison du Roi, si célèbre depuis Louis XIV qui lui avait accordé ses privilèges. En 1757, la Maison du Roi suivit en Hanovre le maréchal de Richelieu. Les gendarmes de la Garde ne furent pas engagés dans l'action et Rulhière ne mentionne pas cette campagne dans sa carrière mili-

(1) Saint-Priest, *Mémoires*, 2 vol. in-12, Paris 1929, t. I, p. 9.

(2) « L'instruction militaire n'était pas fort avancée dans la cavalerie de la Maison du Roi. Chaque compagnie des Gardes du Corps se rassemblait à peine tous les quatre ans pendant quelques semaines et les officiers, plus occupés du service de Cour que de celui de la guerre ne songeaient nullement aux études de leur profession,... c'était des paladins, des chevaliers de la Table-Ronde, il aurait fallu des militaires », (*Id.*, p. 10).

taire (1). Il y eut des remaniements dans la Maison du Roi ; la compagnie dans laquelle il servait ayant été réformée, Rulhière fut recommandé par le comte d'Agénais, son ancien condisciple, au maréchal de Richelieu et le suivit en qualité d'aide-de-camp dans son gouvernement de Guyenne.

Le jeune militaire n'était pas un inconnu pour le maréchal, qui l'avait sans doute remarqué à l'armée, mais il l'avait vu de plus près, et dans un cadre plus avantageux pour lui, chez sa parente la duchesse d'Aiguillon douairière, bonne et autoritaire vieille dame, qui faisait la loi dans la tribu Richelieu, élevait et mariait la propre fille du maréchal et étendait aussi sa bienfaisante tyrannie sur les milieux littéraires et philosophiques. A la recommandation de la duchesse d'Aiguillon et de son fils, s'était jointe celle, plus efficace encore, de la jeune Septimanie, fille du maréchal, tout nouvellement mariée au comte d'Egmont-Pignatelli, dans lequel nous retrouvons encore un élève des Jésuites. Le maréchal savait donc qu'il prenait dans sa suite un homme agréable, bon cavalier, rimeur adroit, apte au service de cour autant qu'à celui des armes et empressé auprès des dames, ce qui était une excellente recommandation pour cet amateur du beau sexe.

Aide-de-camp du maréchal, Rulhière remplissait dans les voyages l'office d'agent de liaison ou de sergent-fourrier ; il partait en éclaireur prévenir les gouverneurs de places de l'arrivée du maître (2) ; et si le duc invitait cinquante personnes, un jour où le cuisinier avait prévu un repas pour douze, il faisait oublier le retard en amusant les convives à quelque récit piquant ou grivois. Il était aussi le chevalier servant des femmes aimables qui entouraient

(1) A. E. dossier Rulhière, *notes de service*. Le neveu de Rulhière mentionne le fait dans sa notice biographique.

(2) *Lettre à la duchesse d'Aiguillon* (d'Avril 1759) éditée par Raymond Céléste, avec trois autres pièces. (Société des bibliophiles de Bordeaux, 1882). R. Céléste attribue à tort l'envoi à la jeune duchesse d'Aiguillon, née Plélo, le brouillon que j'ai sous les yeux mentionne la duchesse-douairière, née Crussol,

le maréchal ; il chevauchait sans lassitude, il se laissait gentiment mystifier au bal par de jolis masques, il tenait obligeamment la plume des admiratrices du maréchal (1), et surtout excellait à organiser des divertissements auxquels il fallait imprimer le cachet de l'improvisation. Beaucoup de gaieté était nécessaire : il fallait relever le moral d'une province dont une guerre désastreuse avec l'Angleterre avait ruiné le commerce ; il fallait aussi relever le prestige d'un homme fastueux dont les récentes opérations militaires avaient ébranlé le crédit. Rulhière trace en quelques traits le double but de l'entreprise :

« L'objet de ce voyage du maréchal en son gouvernement de Guyenne était de mettre en défense, pendant cette guerre malheureuse, les côtes de sa province les plus exposées à des descentes. Ces grandes occupations furent si multipliées et se succédèrent si rapidement, qu'il lui est enfin arrivé d'être trois jours dans une ville sans donner un moment aux belles dames. Il visita les fortifications de la place, il parcourut les côtes jusqu'à l'Espagne. Il montra aux ingénieurs qu'il sait diriger leurs travaux. Tous les officiers apprirent que ce qu'ils appellent fatigue n'est pour lui que promenade et exercice. Les habiles admirèrent et les timides furent rassurés. Chemin faisant, nous eûmes grand soin de nous instruire des fautes qui ont fait perdre à Bayonne le commerce des laines d'Espagne ; nous apprîmes comment les mauvais succès de la pêche à la baleine ont ruiné Saint-Jean-de-Luz... En revenant, nous visitâmes le vieux château de Dax, probablement parce que cet entrepôt de toutes les denrées du pays, n'étant qu'à huit lieues de Bayonne, sur la rivière qui forme le port de cette dernière ville, serait un poste important dans le cas où celle-ci aurait un siège à soutenir » (2).

Pour le maréchal, donner de la publicité à ses actes officiels était de bonne politique, comme narrer ses exploits galants assurait la continuité de ce genre de succès. La petite cour de Bordeaux avait besoin d'un poète officiel qui fût aussi quelque chose comme un moderne « reporter ». Rulhière devait remplir à merveille ce rôle, et en travaillant

(1) *Épître écrite au nom de la marquise de Rochechouart*, éd. par R. Cèleste. Cette lettre a été éditée aussi par Asse à la suite des *Anecdotes sur le Maréchal de Richelieu*, Librairie des Bibliophiles, Paris 1890, p. 60. La lettre à la duchesse d'Aiguillon s'y trouve aussi, p. 47.

(2) Voir note 2 de la page précédente.

à la réputation du maréchal, il devait fonder les premières bases de la sienne (1).

C'est ainsi que de longues épîtres en prose et en vers prenaient le chemin de Paris : la duchesse d'Aiguillon douairière était la première servie, comme étant le cœur et la tête de la famille Richelieu, la souveraine d'un salon recherché et la dispensatrice des réputations littéraires (2). Rulhière apporta dans ses divertissements de plume un remarquable esprit d'invention, uni à l'utilisation des connaissances les plus diverses : les anecdotes légères, les récits badins se mêlent aux descriptions géographiques minutieuses ; le sentiment de la nature y trouve sa place, une place modeste il est vrai, car cet esprit positif est plus sensible au pittoresque, au plaisir des yeux qu'à l'émotion intérieure ; il recherche surtout, (les retouches de ses brouillons le prouvent), les traits essentiels qui évoquent les choses. Ainsi cette description des landes de Gascogne :

Des sables, de vastes déserts,
Des forêts de pins toujours verts,
Mais sans oiseaux et sans ombrage.
- Le dépouillement des hivers
Est moins triste que leur feuillage.
Aucun son n'y troublerait l'air
N'étaient les cris qu'au Ciel envoie
Quelque voyageur qui se perd
Ou des loups qui manquent de proie.

Mais l'abondance des études de mœurs locales et les recherches historiques trahissent déjà la tendance naturelle

(1) ... moi, qui rimant sans peine
Comme un antique troubadour,
Suis ce héros qui se promène
Dans son royaume d'Aquitaine.

Op. cit., lettre du mois d'avril 1759.

(2) « Sa maison est le rendez-vous du clan des beaux esprits, écrit Lord Chesterfield, c'est une joie et une sorte de recommandation d'entrer ainsi en contact avec ces messieurs et cela met un jeune homme en relief ». *The letters of Philip Dormer Stanhope, Earl of Chesterfield...* London, 1845, 4 vol. in-8, édité by Lord Mahon.

de son esprit. Tout en badinant et pour plaire à de charmantes femmes un peu pédantes, il se laisse entraîner par une infatigable curiosité et son instinct de critique le dirige tout droit vers les sources : sans s'en douter, et parce que son tempérament le guide, il fait, dès 1758, son métier d'historien. C'est déjà de l'histoire que ces quelques lignes sur la ville de Dax :

« Dax fut la première ville que nous rencontrâmes. A peine y étions-nous arrivés qu'un vieux chanoine, correspondant de quelque académie, m'avait déjà appris que cette ville est ainsi nommée du mot latin « aquae » ; que les Aquitains, ses premiers habitants, ont donné leur nom à toute la province, qu'elle était la résidence du commandant des troupes romaines... De tant de gloire, il ne leur reste aujourd'hui qu'un évêque et un vieux château. »

Paris lisait les épîtres de Rulhière adressées à la douairière d'Aiguillon, Fréron les imprimait dans *l'Année littéraire*, (25 novembre 1757) et la jeune duchesse d'Aiguillon, née Plélo, les envoyait à son vieil ami, le comte de la Vieuville, fidèle compagnon de son glorieux père. Rulhière était alors comparé, par cet aimable rimeur, à Chaulieu pour son gracieux épicurisme et à Chapelle et Bachaumont pour son don charmant de décrire les voyages, à Anacréon enfin, chantre de l'amour et du vin (1).

(1) C'est ce comte de la Vieuville (1697-1771) qui recueillera Colardeau en 1768 et le léguera à sa femme. Celle-ci l'épousera. Rulhière a conservé dans ses papiers deux longues épîtres, restées inédites, de la Vieuville. En voici quelques extraits :

J'ai vu Chaulieu dans ma jeunesse
La coupe en mains, d'amour encore épris
Nous donner des leçons de cette gentillesse,
De cet enjouement fin, cette délicatesse
Qu'on voit régner dans ses écrits [ceux de Rulhière].

.....
On croyait voir le Chantre de Teios
Se presser de montrer sa lyre
Pour en ravir les sons à la fière Atropos,

Les glorieux événements de famille inspiraient aussi la verve poétique du troubadour de la maison Richelieu. A l'occasion de la victoire de Saint-Cast, remportée par le duc d'Aiguillon sur les Anglais, la duchesse recevait de Rulhière une ode de circonstance :

Ce héros couronné des mains de la victoire,
Que l'Anglais admirait en combattant ses coups,
Je l'aurais dû chanter, vous partagez sa gloire,
Elle vous rend l'éclat qu'il en reçut de vous.
Je l'ai senti, mais comment faire ?
Il eût fallu chanter dans le style d'Homère,
Sur un bord étranger, l'Anglais épouvanté,
La terre succédant à la témérité,
Suivre jusqu'au rivage un héros invincible,
Peindre le feu de ses regards
Troublant d'un tel effroi les bataillons épars
Que l'abîme des flots leur paraît moins terrible.

La métaphore est hardie et ne satisfait pas son auteur, car, raillant avec ironie ses vains efforts pour atteindre le sublime, il revient modestement au ton du madrigal qui lui sied mieux et aux allusions historiques qui viennent, on le sent, presque involontairement sous sa plume :

Un luth accompagnant mes timides chansons
Pour de si grands sujets rend de trop faibles sons,
Mais puisque je consacre au désir de vous plaire
Mes veilles et mes travaux,
Je vais apprendre à chanter les héros
Depuis Achille dans Homère,
Jusqu'à Richelieu dans Voltaire (1).
Puis, ainsi préparé, j'attends,
Avant qu'il soit fort peu de temps,
Celui dont la gloire est la vôtre.
Les noms de ces héros m'en rappellent un autre :
Ainsi que d'Aiguillon, César a commencé,
Sans doute on l'a déjà pensé,
Des brigands désolaient l'empire de Neptune,
Ils croyaient gouverner les mers,
Et ce vainqueur de l'univers,
Par leur défaite, essaya sa fortune (2).

(1) Dans le *Siècle de Louis XV. Œuvres*, éd. Garnier, vol. 15, p. 142.

(2) Épître inédite.

Flatteuse comparaison, séduisante prophétie qui, malheureusement pour le duc d'Aiguillon et surtout pour la France, ne se réalisa pas. Rulhière, d'ailleurs, devait changer d'opinion sur son héros ; en 1766, il l'attaqua (1) et en 1770, le duc d'Aiguillon, devenu ministre, se vengera.

Mais les grandes actions n'avaient pas seules l'honneur de figurer dans la chronique de notre écrivain. Au maréchal, en saison à Bagnères, il expédiait le compte-rendu des menus faits de la province et entretenait le gouverneur dans la satisfaction de son œuvre, en l'assurant que sa province l'aimait tant « qu'elle prierait Dieu en latin, si elle croyait que cette langue fût mieux entendue dans le Ciel » et, sous le vocable d'Horace, il rappelait à son maître, avec une affectueuse familiarité, que « le repos n'avait de douceur qu'en sa compagnie » (2). Toutes ces flatteries avaient à ce moment un célèbre entraîneur, c'était Voltaire, qui couvrait de fleurs son « héros », le vainqueur de Port-Mahon, et citait abondamment Horace dans ses épîtres ; on ne pouvait se ranger sous un plus illustre patronage.

(1) Dans les *Jeux de Mains. Œuvres*, t. II, p. 321, vers 3-7.

(2) Utrum ne jussi persequemur otium
Non dulce niteum simul.

(Horace, *Episode I*, vers 7 et 8). Lettre inédite, de 1759, probablement. Dans cette épître, l'auteur faisait habilement savoir au maître de la Guyenne qu'en son absence sa renommée ne serait pas oubliée : « Voici un hymne français qui sera chanté dans une assemblée faite à l'occasion de quelques dames :

O déesse de la Santé,
Quand tu reçus l'encens des peuples de la Grèce,
Quand Sparte t'honorait par la sobriété
Et Sybaris par la mollesse,
Ton égale faveur se répandait sur eux,
Mais les donc différents répondaient à leurs vœux.
Déesse aimable d'Epidaure,
Le héros pour qui je t'implore
Unit tous leurs espoirs, leurs goûts et leurs talents,
Verse sur lui tes bienfaits différents,
Et dans les sources de Bagnères
Mêle ces baumes salutaires
Que Péeon employa jadis. »

Tant de grâces légères et de spirituelles louanges conquièrent le maréchal et c'est à ce jeune homme de vingt-trois ans que Richelieu, qui ne se piquait pas de discrétion, contera les exploits de sa galante jeunesse.

Fut-ce un grand homme ? Fut-ce un fat heureux que ce grand seigneur dont la mémoire a suscité tous les sentiments, sauf l'indifférence ? Était-il « l'homme le plus brillant de la cour par ses talents et les grâces de son esprit, un homme dont il [le roi] a admiré les dépêches au Conseil, que les ministres consultent et dont les femmes se disputent la conquête » (1), ou n'était-il « qu'un homme sans une parcelle de mérite, de savoir ou de talent, qui s'est élevé un million de fois au-dessus de son niveau par la pratique du bel air et des manières engageantes, à tel point que le roi, qui l'a élevé si haut, ne l'appelle que « mon aimable vaurien » (2) ?

Ce qui importe ici c'est de connaître le sentiment de Rulhière sur le Maréchal. Il le considérait surtout comme l'arbitre du bon goût, le modèle le plus accompli qu'une jeunesse avide de plaisir pouvait se proposer d'imiter, et, pour un jeune auteur « en quête de personnages », le plus parfait objet d'une chronique mondaine. Le portrait qu'il en a laissé en 1766, alors que le Maréchal avait soixante-huit ans, est bien celui du « vieux beau » (3) :

Dimas, jeune autrefois dans une cour blasée,
Joignit au ton dévot une importance aisée,
Devint sous la Régence un honnête vaurien (4),
Changé comme son siècle, en ce temps il n'est rien ;
Et toujours gouverné par nos airs incommodes,

(1) Sénac de Meilhan, *Portraits et caractères*, éd. Lesenne, Paris, 1768, p. 364.

(2) *Lettres* de Milord Chesterfield à son fils, *op. cit.*, Lord Chesterfield donne ici au mot vaurien un sens étymologique absolu que Louis XV ne peut lui avoir attribué ; c'est avec une ironie admirative que le roi l'emploie et il l'applique seulement à la conduite privée du maréchal.

(3) Jeux de Mains. *Œuvres*, 1819, t. II, p. 317.

(4) On retrouve ici le mot de Louis XV.

A pris, quitté, repris plus de dix mille modes.
Vingt règnes de beautés célèbres à la cour
L'ont vu redevenir vingt fois l'homme du jour ;
Et discret confident des plus tendres mystères,
Il sait de tout son temps les véritables pères.

Ce portrait, écrit du vivant du maréchal par une plume mordante et fort indépendante, était-il l'œuvre d'un plat courtisan ? On doit reconnaître que non (1). S'il est vrai que Rulhière salua en Richelieu le plus bel ornement de la société polie du XVIII^e siècle, il resta néanmoins clairvoyant et n'en fit jamais un grand homme. Car recevoir les confidences du maréchal, c'était assez pour le choisir comme héros littéraire et beaucoup trop pour marcher sur ses traces.

C'est ainsi que Rulhière écrivit quelques pages sur les galants exploits de la jeunesse de Richelieu (2). Il faut bien avouer que c'est un étalage quasi inconscient du libertinage le plus dévergondé que ces *Anecdotes sur le Maréchal de Richelieu*, contées en une langue choisie, élégante et de la plus spirituelle veine. Le XVIII^e siècle, on le sait, affectionnait ces contes libertins ; les hommes les plus sages dans leurs principes et les plus austères dans leurs mœurs s'en amusaient sans s'en effaroucher ; il suffit de se rappeler, après Sainte-Beuve, le goût de l'honnête homme que fut Malesherbes pour la *Pucelle* de Voltaire : il en récitait encore de longues tirades dans sa vieillesse.

(1) D'Allonville (*Mémoires secrets*, éd. P. Werdet, 6 vol. in-8, Paris, 1838-41, t. I, p. 355) et Grimm (*Correspondance*, éd. Tournoux, 16 vol. in-8, 1877-1882, IX, p. 51) ont accusé Rulhière de servilité envers Richelieu.

(2) *Anecdotes sur le Maréchal de Richelieu*, *Œuvres*, 1819, t. II, p. 85. Le récit de Rulhière n'embrasse que la grande jeunesse de son héros. Sénac de Meilhan reprit le sujet avec succès, (cf. Sainte-Beuve, t. X, p. 101), mais la Révolution arrivant, il ne fit qu'un portrait. Faur, secrétaire du duc de Fronsac, et Soulavie, qui connut les papiers du maréchal, écrivirent, le premier, une *Vie privée du maréchal de Richelieu*, Paris, 1790, le second, des *Mémoires du maréchal de Richelieu*, Paris, 1790. Lescure a édité depuis les *Nouveaux Mémoires du Maréchal de Richelieu*, Paris, 1869, 4 volumes in-16.

Ce qui pourrait expliquer, sinon excuser, l'étrange complaisance que mit Rulhière à détailler cette chronique galante, c'est qu'il en fait, pour ainsi dire, un plaidoyer pour l'esprit. Ce n'est pas seulement par ses agréments extérieurs que le héros remporte ses victoires : « Sa figure n'était que jolie, mais ses grâces et son esprit la rendaient supérieure à tout... Le même esprit qui l'a rendu si séduisant auprès des femmes l'a rendu favori de son maître » (1). C'est en rendant grâce à son esprit, mais sans être dupes du sentiment, que ses victimes succombent : « Qu'importe qu'on nous trompe, dit l'une d'elles, pourvu qu'on nous trompe bien. Une femme n'est-elle pas trop heureuse qu'un homme se donne la peine de jouer pour elle une passion qu'il ne sent pas ? » (2)... « J'avais jugé, dit une autre, qu'un homme à qui rien ne résiste devait être un être supérieur aux autres... quelle grâce dans toute votre figure ! quel charme dans votre esprit ! quel talent pour persuader ce que vous ne pensez pas ! » (3)

C'est enfin à cause de la spirituelle désinvolture avec laquelle le duc se joue, que le public applaudit aux succès de son idole, « oracle de la jeunesse brillante » et « héros de la galanterie » (4). « J'ai offert mes vœux à Mademoiselle de Charolais, fait dire Rulhière à son personnage, je suis peut-être assez heureux pour l'avoir rendue sensible. Paris est instruit de mon goût et de mes projets sur elle, il serait honteux pour moi d'échouer » (5).

Et voici qui le peint encore mieux : « Richelieu, croyant qu'un moyen sûr d'avancer son affaire était de faire éclater son bonheur, ne fit plus de mystères... tout Paris sut son histoire ; on la célébra par mille chansons » (6).

Voilà donc le climat dans lequel se jouent les personnages de ce petit ouvrage sans pudeur dont les grâces spirituelles et la verve s'efforcent de faire oublier l'effronterie et de justifier un singulier sujet. L'auteur conclut enfin (et ce n'est pas une atténuation de la licence de son œuvre),

(1) *Op. cit.*, p. 85, (2) p. 114, (3) p. 131, (4) p. 104, (5) p. 91, et (6) p. 96.

que tout cela est sans importance, que la joie justifie ces aventures sans lendemain et qu'il ne saurait y avoir de dommage puisqu'il n'y a pas de victimes : « C'est Richelieu volage et inconstant que j'aime, dit l'une des héroïnes, je veux augmenter votre gloire et ne pas l'arrêter : courez, volez de belle en belle... » (1).

Mais l'intérêt principal, à nos yeux, de ce livre, c'est qu'il peut être considéré comme le premier essai historique de Rulhière. Il y a dans ces confidences une manière de mémoires interprétés où l'auteur, en dépit de la frivolité du sujet, marque sa prédilection pour la précision, la minutie du détail, l'analyse pénétrante des sentiments, qui révèle une grande finesse d'observation ; la plume est légère comme le sujet, mais il y a dans ces pages un historien né, on sent déjà venir les *Anecdotes sur la Révolution de Russie*. Aussi bien, quoiqu'il y ait à première vue peu de rapports entre ce badinage et le ton grave de l'historien, serait-il téméraire de penser que c'est ce petit livre qui orienta Rulhière vers l'histoire ? Ce n'est pas diminuer son talent que de dire que l'habitude d'observer de près, dans une société légère, tant de fuites intrigues, l'a en effet disposé à retrouver, parmi les causes des événements publics, des frivolités analogues. Et l'on ne peut nier que le monde politique de son temps n'en ait été fertile.

C'est dans cette petite cour de Bordeaux, dans la société des jolies femmes qui composaient l'entourage du gouverneur de la Guyenne, que la vocation de l'historien de la Pologne devait naître. Une femme surtout y contribua et joua un rôle décisif dans la vie de Rulhière : cette femme est la comtesse d'Egmont, fille du maréchal de Richelieu.

Elle avait dix-huit ans et elle était très belle. On a tracé d'elle bien des portraits, mais le plus agréable peut-être est l'amusante esquisse que Rulhière a laissée d'elle. En soulignant avec malice les quelques défauts de son visage, il fait mieux ressortir son originale beauté et surtout la mobilité charmante de sa jeunesse enthousiaste et sensible (2) :

(1) *Op. cit.*, p. 117.

(2) Madame Necker disait : « Il n'est pas surprenant que Rousseau

Dans vos yeux noirs, tout se peint vivement,
Là rougeur aisément colore votre joue ;
Et dans ce visage charmant,
Il n'est pas un trait qui ne joue
Et n'ait l'expression de quelque sentiment (1).

Rulhière était séduit « par cette gaiété si naturelle et si heureuse » et par « ces mouvements rapides qui expriment si vivement sur votre physionomie toutes vos pensées, ces traits de feu; s'il est permis de parler ainsi, qui semblent vous donner sans cesse tant de caractères différents » (2). Elle avait de l'esprit, les Richelieu et les Guise, dont elle était issue, lui avaient légué ce don des dieux, et sa brillante destinée lui avait prodigué les occasions de le développer :

Cette jeune déesse aime beaucoup à rire.
Et ne savez-vous pas qu'Homère peint les dieux,
Riant beaucoup sous la voûte des cieux,
Riant, à ce qu'il dit, d'un rire inextinguible :
Elle rit justement comme eux (3).

Malgré cette extrême mobilité qui lui donnait à la fois « un air de volupté joint avec un air sage » (4), elle aimait qu'on la prît au sérieux, qu'on ne la confondît pas avec la troupe banale des femmes qui n'étaient que jolies et

soit amoureux d'elle, sa beauté est un paradoxe. » Les portraits tracés par Horace Walpole, le duc de Luynes, Mme de Genlis, Marmontel et la Marquise de Créquy sont cités par Mme d'Armaillé dans : *La comtesse d'Egmont*, Paris, 1890, in-12. Deux petits ouvrages sur la comtesse d'Egmont ont été écrits par S. Gay (Paris, 1836, in-8) et J. Janin (Bruxelles, 1855, in-16). On trouve d'autres portraits dans Geffroy : *Gustave III et la Cour de France*, Paris, 1867, 2 vol. in-16, et Buffenoir : *Sur les pas de la comtesse d'Egmont*, Soissons, S. arch. 1930.

(1) *Œuvres de Rulhière*, vol. II, p. 348.

(2) Épître dédicatoire de la *Révolution de Russie*, *Œuvres posthumes*, IV, 257 et 261.

(3) *Épître à Madame Bourret*, *Œuvres*, II, p. 352.

(4) Envoi des *Disputes*, *id.*, II, 339. Marmontel, plus brutal, dit (*Mémoires*, II, pp. 6 et 107) « l'air de la volupté » et il est sévère pour ses mœurs.

auxquelles les fadaïses suffisaient. Les compliments, certes elle les aimait, mais pour lui plaire il fallait que la science se mêlât au badinage et que ses admirateurs tinssent en estime son goût de l'histoire et ses vues philosophiques (1). Elle était bonne et son cœur généreux vibrait à toutes les belles causes. Elle fut une des plus ardentes amies de Rousseau qui l'avait émue, et elle rêva même de réformer l'état. Elle écrivit, quand elle connut Gustave III, un étonnant mémoire, et si émouvant, quand on songe qu'il fut rédigé sur son lit d'agonie (2). Belle, spirituelle, bonne, elle cachait sous cette activité généreuse une âme désolée : la conduite d'un père volage lui causa souvent d'amères désillusions, la mort du comte de Gisors (3), qu'elle aimait, mais qu'elle n'aurait jamais épousé s'il eût vécu, laissa dans son cœur un vide qu'un mariage sans amour ne combla pas.

Son cœur était libre. Pour le conquérir, que fallait-il ? Des hommages à sa beauté et à sa jeunesse ? Sans doute, mais plus habilement, il fallait, par une adoration aussi discrète que passionnée, lui faire sentir l'étendue de son empire, la persuader que tout ce qui était beau et bon la touchait et l'animait, et après lui avoir donné confiance dans son propre jugement, lui laisser croire qu'elle seule voyait clair dans l'âme de son adorateur, qu'elle y distinguait des talents, qu'elle voyait se former une vocation : celle d'historien. Rulhière l'aima sincèrement, profondément jusqu'à sa mort : « Je ne m'étonne pas, écrivait-il à son père le 20 avril 1762, que Madame d'Egmont ait été admirée au bal. Elle m'a inspiré cette admiration partout où je l'ai vue. » Et beaucoup plus tard, après 1773, lorsque l'aimable comtesse était morte, ce poète réservé, qui s'était fait presque à plaisir une réputation de sécheresse, avait

(1) Elle était de ces femmes politiques dont parle Talleyrand (*Mémoires*, Calmann-Lévy, 5 vol. in-8, 1891, I, 60).

(2) Cité par Geffroy : *Gustave III et la Cour de France*, 1, p. 233 et par Mme d'Armaillé, p. 229.

(3) Fils du maréchal de Belle-Isle qu'on ne lui laissa pas épouser à cause du procès de Fouquet, ancêtre du maréchal.

gravé sur une fontaine de son ermitage de Saint-Denis ces vers mélancoliques :

D'Egmont parut ; sur cette rive
Une image de sa beauté
Se réfléchit dans cette eau fugitive.
L'image a fui, l'amour seul est resté.

Faut-il croire que dans ce sentiment chevaleresque et passionné, il n'entra aucun calcul ? On n'oserait le prétendre. Rulhière amoureux ne pouvait oublier que cette belle comtesse, fille de Richelieu, cousine des Choiseul, des Aiguillon et des Chevreuse, avait un crédit considérable. Et en 1759, de son propre aveu, Rulhière aspire ardemment à parvenir ; plus tard, après quelques déceptions, cette ambition fera d'ailleurs très vite place à une philosophie goguenarde et satisfaite.

La comtesse d'Egmont put-elle dire en toute vérité : « Je fus la première à découvrir son talent pour l'histoire » (1). Rulhière donne lui-même la vraie réponse à cette question dans la dédicace des *Anecdotes sur la Révolution de Russie* : « Cet ouvrage vous appartient : j'avais, il est vrai, employé tous mes soins à démêler les plus secrètes intrigues de l'événement que j'y raconte ; mais je ne songeais point à en écrire l'histoire : votre seule volonté m'y a déterminé » (2). On le voit, nul mieux que lui ne sut de quoi il était capable ; mais pour plaire à sa belle amie, il porta partout son infatigable curiosité et son remarquable esprit critique. En aurait-il été ainsi s'il n'y avait pas eu de comtesse d'Egmont dans sa vie ?

Fut-elle plus qu'une amie ? Quand il s'agit de ces particularités intimes, sur lesquelles il est si facile de bâtir des suppositions et si malaisé d'apporter une certitude, il est bien inutile de tenter l'indiscrétion. Après l'avoir célébrée pendant son séjour à Bordeaux, Rulhière lui écrit, en

(1) La comtesse d'Armaillé, dans son ouvrage sur la *Comtesse d'Egmont*, cite cette phrase dont elle ne donne pas la source (p. 77).

(2) *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 257.

1756, une lettre qui, par son ton hésitant, presque timide, fait penser qu'elle est peut-être la première d'une très abondante correspondance. Quelques passages nous ont paru intéressants à citer parce qu'on y trouve l'écho de l'existence du maréchal en Guyenne et des devoirs d'un gouverneur dans sa province (1).

« Nous avons eu deux fêtes depuis votre départ, il fallait de grands sujets pour nous rendre capables de plaisir au retour du voyage que Monsieur le Maréchal a fait à Bayonne (2). Toutes ces dames s'étaient rassemblées à Talens (3) et le prièrent de s'y arrêter. Tous les jardins étaient illuminés ; on soupa dans une belle salle de verdure, on dansa toute la nuit, et quelqu'enchanté que M. le Maréchal fût de toutes ces dames, on sait qu'elles le furent encore plus de lui.

M. le Maréchal a donné l'autre fête le jour où l'on chanta le *Te Deum* au sujet de la victoire remportée par M. le duc d'Aiguillon (4). L'assemblée fut nombreuse et choisie, quoiqu'il n'y eût personne en ville ; le Parlement était en vacances et tous les garçons étaient à faire les vendanges. Les illuminations et le feu d'artifice réussirent en dépit de la pluie et quoique cette ville se dise ruinée par la guerre, on ne s'en aperçut point sur les tables de jeu, qui toute la nuit furent environnées de masques... Samedi dernier, M. le Maréchal fut promener à la foire ; tous les gens accoutumés à lui faire leur cour s'y rassemblèrent autour de lui : montres, étuis, flacons, boîtes d'or, chacun reçut une marque de sa magnificence.

Madame la marquise de Rochechouart arriva mardi (5). Je m'aperçus que les bontés dont vous m'honorez lui ont donné un préjugé favorable pour moi. Vous avoir amusée un moment produit en ma faveur un effet qui n'est point momentané. Aussi, toute ma vie est-elle à vous, Madame. »

Cette brillante existence de fêtes et plaisirs ne pouvait pas toujours durer. Rulhière revint à Paris à la suite du maréchal, il reprit son service aux Gens d'armes de la Garde

(1) Après une inoculation mal réussie, la comtesse d'Egmont était partie pour Forges prendre les eaux.

(2) On a vu la situation désastreuse des ports de Guyenne par suite de la guerre. (Cf. Lettre à la duchesse d'Aiguillon, avril 1759).

(3) Talence, près de Bordeaux.

(4) Voir la pièce de vers sur le duc d'Aiguillon, p. 29. La victoire est celle de Saint-Cast, Nov. 1758.

(5) Rulhière avait écrit pour elle une déclaration en vers au maréchal (cf. p. 26).

du Roi et, en avril 1761, il suivit son corps en Westphalie, où, sous le commandement du Prince de Rohan-Soubise, la Maison du Roi occupa le Bas-Rhin, tandis qu'une seconde armée, confiée au maréchal de Broglie, occupait la Hesse.

L'armée de Soubise, cantonnée le 23 avril sur la frontière de la Gueldre, faisait face à l'armée ennemie du prince de Brunswick. Le plan de Choiseul était de rapprocher les deux armées françaises et, en les conjuguant vers les sources de la Lippe, de pousser l'ennemi au delà du Weser. Mais ce plan se heurta à plusieurs obstacles : tout d'abord, l'encombrement de la Maison du Roi : « les simples cavaliers gardes du corps, mousquetaires et chevaux-légers de la Maison du Roi, écrit Saint-Priest qui prit part à cette campagne, étaient des messieurs à qui il fallait des valets pour les servir et panser leurs chevaux » (1), et comme ils n'étaient pas ravitaillés par l'intendance, ils s'encombraient de bagages. En second lieu, les pluies abondantes tombées en mai et juin paralysèrent les mouvements du corps de Soubise (2). Il remonta la Lippe et arriva à la fin de juin devant l'ennemi, non loin de Unna, mais le prince Ferdinand de Brunswick se déroba et, tandis que Soubise continuait à marcher vers Broglie, il le tourna et, prenant l'offensive, l'attaqua le 4 juillet ; et bien que les deux armées françaises se fussent enfin rejointes, les deux généraux s'entraidèrent si mal que tout finit par un désastre. « Soubise était l'ennemi du maréchal, dit Saint-Priest (3), et Broglie n'avait aucune disposition à l'obéissance ; on pouvait dire de lui, comme disait le duc de Laval de lui-même, qu'il aimait la subordination en dessous ». La Maison du Roi était coupée de la route des subsistances et manqua de tout. Une lettre inédite de Rulhière, datée du 11 juillet 1761, c'est-à-dire de quelques jours après l'événement, donne de très intéressants détails sur les suites de cette néfaste journée (4) :

(1) Saint-Priest, *Mémoires*, t. I, p. 57.

(2) Bourcet, *Mémoires historiques sur la guerre d'Allemagne de 1757 à 1762*, Paris, 1792, 3 vol. in-8.

(3) *Op. cit.*, t. I, p. 56 et p. 60.

(4) Lettre adressée à la comtesse d'Egmont du camp d'Opmundum.

« Je commençais au camp d'Unna à écrire à madame la vicomtesse (1), je lui marquais que nous avions été quatre jours en présence de l'ennemi, toujours au moment d'une bataille ; enfin, il venait de décamper la nuit en profitant d'un orage affreux. Tout à coup, on crie : A cheval ! On y monte, on passe la nuit au bivouac, on marche tout le lendemain, l'arrière-garde est attaquée, on fait sauver les équipages avec précipitation à quatre lieues de là ; nous en sommes privés pendant six jours, couchant à terre, au vent, à la pluie, mourant de faim et pour vous peindre notre situation, trempant du pain de munitions moisi, acheté 20 sols la livre dans un exécrable vin muscat à quatre l. la bouteille, dont on acheta une voiture entière faute d'eau. »

Les gens d'armes de la Garde n'avaient vu de la campagne que l'affreux désordre de l'arrière.

(1) La vicomtesse de Rochechouart, née Gaslin de Tremarget, mère de Mme de Chenonceaux. Sa belle-mère, dame de la Dauphine, était une des belles amies du duc de Richelieu.

CHAPITRE II

Rulhière en Russie

Le Père de la Tour ouvre à Rulhière la Carrière. — Départ pour la Russie. — Origine d'une intéressante correspondance. — Voyage mouvementé. — Arrivée à Pétersbourg. — L'ambassade de France. — Le baron de Breteuil. — La baronne, née Parat de Montgeron. — Bérenger. — Duprat. — L'abbé Chappe. — Les commissions de Favier. — Le Secret du Roi. — Première initiation aux affaires. — Les nouvelles de France: Rousseau et les Jésuites. — Les sociétés russes. — Situation critique du baron de Breteuil. — L'ambassade sans ambassadeur. — Emploi du temps de Rulhière le jour de la Révolution! — Retour de l'ambassadeur. — Tracasseries diplomatiques. Breteuil demande son rappel. — Documentation des *Anecdotes sur la Révolution de Russie*. — Rulhière a-t-il été bien renseigné? — Ses informateurs diplomatiques: Breteuil, Mercy, d'Agénfeld; un témoin de Pierre III: le maréchal de Munich; les témoins de Catherine: le coiffeur Michel, Villebois, la princesse Daschkoff. — Les révélations de cette dernière sont à la base du récit de Rulhière; les contradictions qu'elle y oppose plus tard dans ses *Mémoires* déconcertent la critique. Le jugement de Rulhière définitivement établi par une lettre inédite: la princesse fut seulement un intelligent agent de liaison.

En décembre 1761, le chevalier de Rulhière (c'est ainsi qu'on le dénommera désormais) revint à Paris. Le Père de la Tour, qui avait à cœur de lui procurer « un état » et qui le jugeait capable de s'y distinguer (1), le proposa au baron de Breteuil, ministre plénipotentiaire du Roi en Russie depuis juillet 1760 (2). Nous avons vu que le jeune baron de Breteuil, ancien élève des Jésuites, appartenait aussi à la Maison du Roi, deux raisons... de corps pour qu'il prît en

(1) Lettre de Breteuil au Père de la Tour, 20 Mai 1762 (Archives de la famille Rulhière).

(2) Le poste venait d'être refusé par Léonard Thomas, pour raisons de santé. (*Vie de Thomas* par Maurice Henriot. Paris, 1918, in-12).

considération la recommandation du Père de la Tour. On peut voir aussi, dans l'empressement qu'il mit à l'accepter, le désir d'être agréable à la comtesse douairière d'Egmont, fort liée avec la famille Breteuil et à son fils le comte d'Egmont, ancien élève du collège Louis le Grand. La proposition fut accueillie avec satisfaction de part et d'autre et Carloman de Rulhière, après avoir obtenu de son chef hiérarchique le prince de Soubise un congé réglementaire (1), qui lui conservait son état de gendarme de la Garde et les avantages attachés à la carrière militaire (2), partit pour la Russie, de l'aveu du gouvernement, en qualité d'attaché à la personne du baron de Breteuil (3), ministre plénipotentiaire de S. M., ou de « gentilhomme d'ambassade » (4).

Cette première absence nous vaudra une abondante correspondance familiale ; les lettres de Rulhière sont charmantes et font bien connaître l'homme ; il y montre son vrai visage, sans apprêts et avec la plus parfaite spontanéité ; il y est spirituel, avide de connaître, la tête pleine de projets, le cœur excellent (5).

Quand on fait la connaissance, à travers ces lettres, d'un père affectueux malgré sa sévérité, d'une sœur dévouée, d'une nourrice aimée comme une mère, on baigne dans une atmosphère fraîche, qu'on aime à respirer après l'odeur forte des fêtes de Bordeaux, et quand on songe que, dans le siècle des confessions et des effusions du cœur, Rulhière fut un des écrivains les plus secs et les plus réservés, on s'arrête avec complaisance à ces confidences confiantes et spontanées qu'il ne renouvellera plus jamais à l'avenir. Cette correspondance est donc à cet égard inappréciable, mais elle offre un intérêt bien supérieur : jusqu'à ce mo-

(1) Lettre inédite de Rulhière à son père, 25 avril 1762.

(2) Lettre du Prince de Soubise (incluse dans la précédente).

(3) Passeport rédigé par Mr de Sainte Foix, premier commis aux Affaires Etrangères.

(4) Notes de service. (Dossier Rulhière. Affaires Etrangères). Ce titre assez vague était loin de comporter les importantes attributions de nos modernes attachés d'ambassade.

(5) Ces lettres, toutes inédites, sont reproduites en appendice.

ment, Claude-Carloman n'avait guère fait qu'entremêler avec agrément les camps et les salons ; il avait cultivé avec intelligence la littérature légère, non sans tirer grand profit de ces incomparables sociétés du xviii^e siècle, où il y avait tant à gagner pour un jeune homme qui savait regarder et agir à propos. Mais c'était encore peu de chose. Maintenant il arrive à un tournant de sa vie, il va aborder l'existence pour laquelle il est fait ; après les salons, les cours ; après la ville, le monde.

Ce voyage est le début d'une vie qui, malgré quelques aventures, se déroulera autour d'une grande et unique préoccupation : l'histoire. Du jour où il prend le chemin de la Russie, il débute vraiment dans la carrière d'historien. Il n'y a aucune exagération à dire que de cette date commencent ses recherches ; que, par anticipation et six ans avant d'en avoir la moindre idée, il travaille à son grand ouvrage sur la Pologne, et qu'il trouvera, quand il aura à s'en servir, une documentation abondante, puisée aux sources et entassée sans préméditation, par goût naturel et pour satisfaire ses exigences de diplomate et d'écrivain. Et c'est dans ses lettres de voyage qu'on voit se développer sa vocation.

Il quitta Paris le 21 mars 1762. Choiseul annonce à Breteuil son départ en lui expédiant les dépêches (1) : « Je fais partir, Mr, avec le courrier que je vous renvoie aujourd'hui, le sieur Rulhière que vous avez désiré d'attacher auprès de vous. Je suis fâché de n'avoir pu lui procurer une course, mais les frais de son voyage pourront être pris sur le remboursement de celle-ci... »

Le voyage dura vingt-cinq jours de course, nuit et jour, pendant lesquels, écrit Rulhière à son père :

« Je ne me suis couché que six heures à Vienne et je me suis jeté sur un lit tout habillé trois heures à Varsovie : le dégel nous a pris dès avant de sortir de France et nous avons versé sept fois et toujours la nuit, obligés de travailler seuls, le postillon, le courrier et moi, à relever la voiture ; ajoutez à cela que nous avons traversé

(1) Affaires Etrangères, *Corr.*, Russie, 69. 21 mars 1762.

toute la Pologne pendant la Semaine Sainte et que ces gens, qui vivent fort mal toute l'année, observent un jeûne rigoureux, que nous ne trouvions absolument rien à manger, que nous nous sommes embourbés autant de fois que nous avons versé, de là pied à terre et obligés de pousser la voiture une demi-heure entière, que nous avons traversé en bateau des rivières qui charriaient et dont les glaces ont été sur le point de nous emporter ; enfin c'est un voyage affreux à faire en cette saison (1). »

En traversant Varsovie, il prit pour la première fois contact avec la vie diplomatique et dans cette Pologne dont il allait plus tard tant s'occuper.

« Mr le marquis de Paulmy (2) m'a reçu avec une bonté infinie. En arrivant, il était l'heure du dîner, il me pria, je m'excusai sur ce que je n'osais paraître comme j'étais devant madame l'ambassadrice : vous avez, me dit-il, une autre raison, c'est que vous voulez dormir. et là-dessus, il m'envoya conduire chez M. le chevalier de Moret pour que je dinasse avec lui et me jetasse sur son lit aussitôt ; voulant que, quand je serais un peu reposé, je revinsse le voir et causer avec lui. J'ai passé une heure enfermé avec lui, assis au coin de son feu et sa confiance en moi a été aussi grande que la mienne en lui, si j'ose dire. Il m'a chargé très expressément de compliments pour vous, mon très cher père, notre conversation n'a fini que par l'arrivée de Madame de Paulmy à laquelle il m'a présenté et l'instant d'après je remontais en voiture et vogue la galère... (3). »

Rulhière parvenait à l'ambassade le 15 avril et, quelques jours après, il annonçait au Père de la Tour ses heureux débuts dans la carrière :

« Me voici déjà initié dans les affaires : ce que j'espérai mériter par une bonne conduite longtemps soutenue a été simplement l'effet des heureuses dispositions où Mr le baron de Breteuil est en ma faveur et que je dois, mon Révérend Père, moins encore aux témoignages que vous avez bien voulu rendre de moi qu'à votre protection.

(1) Lettre du 25 avril 1762.

(2) Le marquis de Paulmy était fils du marquis d'Argenson. Choiseul l'avait envoyé à Varsovie en 1759 pour remplacer le comte de Broglie qu'il trouvait trop entreprenant. Paulmy n'était pas au courant du Secret, Durand le chargé d'affaires à Varsovie, en était le dépositaire. Choiseul, dans ses *Mémoires* (Paris, Plon, 1893, in-8, p. 140) en fait un portrait trop malveillant pour être tout à fait exact : « Rien de plus chétif en esprit, en figure, en maintien et en talent ».

(3) Lettre à son père, 25 avril 1762.

Son Excellence m'a encouragé à l'étude des affaires par tous les objets capables d'exciter l'émulation et de donner d'assez grandes espérances pour l'avenir... Voici tous les préliminaires abrégés et me voici au point où je devais tendre (1). »

Langage un peu sibyllin, qui semble convenu à l'avance et qu'il faut comprendre ainsi : tout de suite j'ai été mis au courant des grandes affaires, chiffrement et déchiffrement, tous les travaux d'un attaché en titre et peut-être le Secret. Et l'ambassadeur lui-même assurait l'éminent jésuite de tout l'intérêt qu'il portait déjà à son jeune protégé : « Rulhière m'a remis votre lettre du 20 mars, il est arrivé en bonne santé, je suis ravi de l'avoir, il me paraît fort aise d'être auprès de moi. Ainsi votre marché est bon ; il ne dépendra pas de moi de rendre le sien excellent dans l'espace de quelques années (2). »

Cette méthode encourageante avait sans doute donné les meilleurs résultats et après huit jours passés à l'ambassade, le jeune secrétaire ne doutait plus du succès :

« On ne peut être plus content que je le suis, écrivait-il à son père, on me traite admirablement bien et il me semble que je fais des progrès rapides dans la confiance de M. le baron. Je partage mon temps entre lui, madame de Breteuil et l'étude des affaires politiques. J'ai refusé toute connaissance au dehors (3). »

Mis en goût par de riantes perspectives, il veut se préparer un avenir brillant et agite mille projets. L'ambition le possède, une ambition de jeunesse qui n'envisage que des succès et n'aperçoit aucune difficulté : crise passagère dont il sortira très vite :

« Vous savez peut-être que Mr le baron est nommé ambassadeur en Suède... Mr Bérenger et moi, peut-être moi seul, nous irons en Suède avec toute la maison de Mr le baron, et lui, dans le même temps, avec Madame de Breteuil, partira pour Paris... il m'a déjà proposé de me faire avoir un brevet de capitaine de cavalerie à la suite de quelque régiment... chose qui lui serait facile et se fera dans

(1) Lettre inédite au Père de la Tour, 3 mai 1762.

(2) Lettre inédite du Baron de Breteuil au Père de la Tour, 2 mai 1762.

(3) Lettre de Rulhière à son père, 11 mai 1762.

un dîner avec Mr le duc de Choiseul. J'ai répondu... d'une façon qui marquait ma reconnaissance, mais assez légèrement pour ne rien décider, que je n'avais plus que trois ans à attendre pour avoir par mon rang seul celui de capitaine, qu'on me compterait cependant cela pour une grande grâce, au lieu qu'après douze ans de service, c'était à la Croix de Saint-Louis que je devais viser. J'ai dit cela assez légèrement pour n'en pas faire une démarche positive, parce que, comme il n'a lui-même que cette décoration, j'ignore s'il me la verrait avec plaisir. Il y a quelques jours que Madame de Breteuil me disant que j'étais invité à dîner avec elle chez le ministre d'Hollande, elle me dit : **On vous a nommé Mr le chevalier. J'ignore où est votre chevalerie.** Je lui ai répondu en souriant : Madame, je n'ai pas l'honneur de l'être, mais j'espère l'être un jour. A quoi elle a répliqué très sérieusement : cela n'est pas douteux, cela sera... J'entrerai dans ma treizième année de service quand M. le baron sera à Paris ; le voyage de Russie, celui de Suède ajouteront aux services, ainsi je crois sans témérité pouvoir dès ce moment viser à la Croix. Ce sera l'affaire du P. de la Tour de déterminer M. le baron ; le soin de prendre mon certificat de service, de voir Mr de Vernège, Mr de Soubise, de solliciter M. Dubois, vous regardera mon très cher père, je présume assez de vos bontés pour croire que vous prendrez ces soins avec plaisir (1). »

A l'ambassade, la société était choisie ; on y voyait d'abord le jeune ministre de France : trente-trois ans, une famille influente, promue récemment aux hautes charges, « une jolie figure et un grand fonds de suffisance » (2), des talents remarquables et une grande facilité de dépense (3), enfin de solides protections : celle de l'abbé de Breteuil, son oncle, agent du clergé, chancelier du duc d'Orléans, grand-vicaire de Sens, et celle du frère de la favorite, le marquis de Marigny : tel était le baron de Breteuil (4). Il avait résidé

(1) Lettre du 11 mai 1762. Mr de Vernège, brigadier de cavalerie, commandait aux Gens d'Armes de la Garde. (*Alm. Roy.* 1764).

(2) Dufort de Cheverny (*Mémoires sur les règnes de Louis XV, Louis XVI et la Révolution*, Paris, Plon, 1886, 2 vol. in-8, t. I, p. 121) dit que « Breteuil n'avait jamais fait de révérence qu'à dessein d'en tirer parti ».

(3) Dépense que réglait l'oncle, l'abbé de Breteuil. Allonville (*Mémoires*, t. I, p. 32) a la même opinion que Cheverny sur Breteuil.

(4) Le baron de Breteuil, neveu du contrôleur général des finances de l'abbé Dubois, était le fils d'un introducteur des ambassadeurs, marié à une Gasville, belle et aimable personne ; son oncle l'abbé de Breteuil l'éleva et se chargea de sa fortune. (Voir le *dictionnaire de Noblesse* de

en Allemagne, à Cologne, avant qu'il ne fût envoyé à Pétersbourg, en juin 1760 ; il avait traversé la Pologne en 1761, reçu les doléances et les confidences du jeune duc de Courlande, expérimenté la cour d'Elisabeth et celle de Pierre III : le passé et l'avenir ; sa mission diplomatique exigeait une grande souplesse ; en tant que représentant de la politique officielle, il devait demander à la Russie une médiation auprès de l'Angleterre, et il lui fallait, en tant qu'agent de la politique secrète, tout sacrifier aux intérêts de la Pologne (1). Quoique très empressé auprès des femmes, le baron de Breteuil s'était fixé très jeune par un choix intéressé que lui dicta son oncle l'abbé. Il épousa en 1752 la fille aînée du financier Parat de Montgeron. Madame de Montgeron, fille du receveur des finances Dumas, aimait le plaisir et pour obtenir la fille, il fallut courtiser la mère ; s'il faut en croire Allonville, Breteuil s'acquitta de cette formalité préliminaire « en homme habitué aux bonnes fortunes » (2).

En 1762, madame de Breteuil avait vingt-six ans. Sa beauté et sa jeunesse auraient dû donner beaucoup d'agrément à la maison de l'ambassadeur, mais la grâce lui faisait défaut ; hautaine, elle écartait des gens qui entouraient son mari tout avantage qui eût pu éclipser la supériorité de celui-ci ; ambitieuse, elle voulait sa gloire, mais jalouse à l'excès, elle l'entravait et redoutait toute rivalité féminine, même princière (3) ; enfin les éclats de son caractère altier rendaient pénible l'existence dans son intérieur. Rulhière cherchera à se concilier ses bonnes grâces, mais après une

la Chesnaye des Bois). Grimm (XI, p. 313) dit malicieusement que si la famille s'éteignait, « elle mourrait à la fleur de l'âge ».

(1) Cf. Rambaud : *Instructions aux ambassadeurs de Russie*, Paris, Alcan, 2 vol. in-8, t. II, p. 112, pour la correspondance secrète et p. 118 pour la correspondance officielle.

(2) Allonville, *op. cit.*, t. I, p. 32. Le mariage fut décidé le 14 janvier 1752 et célébré huit jours plus tard, (la mariée avait 16 ans). L'abbé obtint pour son neveu le grade de Cornette des Cheval-Légers.

(3) On connaît l'étrange commission donnée à Breteuil par Choiseul : remplacer Poniatowski dans le cœur de la Grande-Duchesse Catherine. Cf. Waliszewski : *Le roman d'une impératrice*, Plon, 1893, in-8, p. 162.

guerre sourde dont on suit le développement dans sa correspondance, il finira par quitter l'ambassade après un retentissant éclat (1).

Auprès de l'ambassadeur se trouvait le chargé d'affaires Béranger, déjà expérimenté dans la diplomatie de Russie, car il avait servi sous le marquis de l'Hopital, qui aimait beaucoup se reposer du travail sur ses auxiliaires (2).

Puis l'abbé Duprat, si célèbre par sa fameuse thèse de Sorbonne, servait d'intermédiaire à Breteuil, depuis 1761, pour la correspondance secrète et évoluait entre Berlin, Vienne et Pétersbourg (3).

Enfin, l'abbé Chappe d'Auteroche, nouvellement revenu de son voyage scientifique en Sibérie, était aussi à l'ambassade, s'enflammant sur ses observations, plus sociales et politiques que scientifiques (4) ; Rulhière l'aima comme son « premier ami » et lui consacra des vers attendris (5).

En pénétrant dans le salon de l'ambassade où se réunissaient tant d'esprits délicats, Rulhière apportait aussi le souvenir de Favier qu'il avait quitté récemment ; une lettre du 3 mai mêle son image à quelques silhouettes qui nous

(1) En Suède, Décembre 1764.

(2) Béranger fut Chargé d'affaires pendant l'absence de Breteuil. Ses dépêches sont éloquentes dans leur concision, par le choix des détails et le récit des péripéties. Catherine ne l'aimait guère ; dans une lettre à Panine, elle disait de Mortonsoff : « Ne serait-il pas en relation avec les français ? Ses réflexions sont de la façon de M. Béranger, *cela peu après lui.* » Il fut Chargé d'affaires seul, du 19 mai 1763 au 29 avril 1765, date de l'arrivée du marquis de Beausset.

(3) Morellet, *Mémoires*, t. I, p. 27.

(4) Chappe revient de Tobolsk où il a été observer le passage de Vénus sur le disque du soleil, en juin 1761. Il publiera à son retour en France un gros ouvrage in-4° qui lui vaudra l'honneur d'une réfutation de Catherine, de la plume de Falconet probablement.

(5) Rulhière a joui de sa société trois semaines, ils ont beaucoup sympathisé (cf. *Épître sur le changement de ma fortune. Œuvres*, t. II, p. 346).

Enflammé pour la gloire et pour la vérité,
Dans ces nobles travaux ton cœur n'a redouté
Ni les déserts glacés, ni ces forêts profondes
D'où l'aigle de Moscou fait fuir la liberté.

deviendront bientôt familières, entrevues déjà dans la coulisse de l'ambassade :

«... mon passage à Varsovie a été si précipité que j'ai commis une étourderie énorme. M. Favier m'a chargé de deux paquets, qui contiennent je crois quelques bijoux, pour cette ville, je ne les ai point encore rendus et je les ai encore en mains, ici à Pétersbourg... je supplie Mr Favier de n'être point inquiet de ses paquets : je prendrai une voie sûre pour les envoyer à Varsovie, soit par un courrier du Ministre de France, soit par l'abbé Chappe qui va partir dans huit jours, soit enfin par M. le comte de Bruhl... Diriez-vous qu'au moment où j'écris ceci chez M. Duprat, voici M. Pratz, résident de Saxe, qui se charge d'envoyer ces paquets à Varsovie à M. de Wessel, ainsi vous pouvez apprendre à M. Favier que mon étourderie est réparée (1). »

Voilà notre jeune diplomate entré dans le sujet historique qu'il traitera dans six ans. Arrivé depuis quelques heures à peine, il a déjà établi contact entre Paris et l'extrémité de l'Europe : Duprat, Chappe, Favier, les amis, les conseillers du jeune historien encore novice, Bruhl, Pratz, Wessel... c'est la première rencontre avec le drame polonais.

Rulhière, nous le savons par ses confidences au P. de la Tour, avait été encouragé par Breteuil « à l'étude des affaires par tous les objets capables d'exciter l'émulation et de donner d'assez grandes espérances pour l'avenir ». Il fut initié aux affaires si absolument que, trois mois après son arrivée, il rédigeait les dépêches chiffrées (2) alternativement avec Béranger, partageant avec lui de lourdes responsabilités et s'en tirant avec honneur, pendant l'absence de Breteuil, au moment de la Révolution. Mais ici une très importante question se pose : Rulhière fut-il initié au Secret du Roi et à quel moment ?

Qu'il ait été initié, cela ne fait pas de doute ; il a laissé dans ses papiers des lettres de Boismartin, qui lui envoyait la correspondance de son maître le comte de Broglie, en lui recommandant la discrétion. Mais ces lettres de Bois-

(1) Lettre du 25 avril 1762.

(2) A. E. Russie *Corr.*, Nos 69, 70, 71 : Ce travail l'ennuyait fort, il s'en souvenait 26 ans plus tard : « Chiffrer et déchiffrer, écrivait-il à son neveu, je ne connais rien de pire au monde ».

martin sont de 1771 et on aimerait savoir s'il fut mis au courant du Secret et utilisé dès 1762. Il n'y a pas de preuve formelle, mais il y a de grandes présomptions : Favier dit explicitement que « tous les secrétaires chargés du chiffrement et du déchiffrement auprès des ambassadeurs initiés avaient personnellement reçu du roi ordre de garder le secret » (1).

D'ailleurs ce même Favier n'avait pas caché à son jeune ami et sans doute en avait-il le droit, l'origine des travaux occultes dont il était chargé : « Mr Favier, écrit Rulhière dans une note pour la comédie du *Défiant*, m'a dit qu'étant porteur de *papiers secrets* pour la Cour... » Cette réflexion précise le fait, si elle ne le date pas absolument. De plus, Rulhière a pu écrire quelques années après les événements de 1762, les lignes suivantes : « la confiance dont il [l'ambassadeur] m'honore *ne me laisse aucun doute que je n'aie su les mêmes choses qu'il a apprises* (2) ».

Enfin, une autre présomption, c'est le langage réticent et mytérieux que Rulhière tient au Père de la Tour aussitôt après son arrivée en Russie : «... voici tous les préliminaires abrégés et me voici *au point où je devais tendre*... chaque jour ajoute à ceux [les remerciements] que je vous dois, je n'ai plus qu'à avancer dans la voie que vous m'avez ouverte, mais *votre appui me sera de plus en plus nécessaire* ». Il y a certainement une convention de langage prévue entre eux, et le Père de la Tour ne veut pas, par prudence, d'un exposé plus explicite.

(1) *Politique des cabinets de l'Europe*, Paris 1793, 2 vol. in-8 et Arch. Nat. K. 157, liasse C. Dans cette liasse, une lettre de Louis XV pourrait nous mettre sur la voie ; il écrit le 1^{er} juin 1762 : « Mr le comte de Choiseul m'a dit qu'il me proposerait le Sieur d'Eon pour envoyer à Pétersbourg lorsque le retour de M. de Breteuil serait certain, mais dans l'intervalle, Mr de Breteuil laissera sûrement un secrétaire ». Or Breteuil avait deux secrétaires : l'abbé Duprat, officiellement initié, qu'il avait emmené avec lui, et Rulhière qui était resté à Pétersbourg. Il semble donc logique de penser que c'était lui ce secrétaire au courant du Secret, que d'Eon, officiellement initié, devait trouver à l'ambassade en l'absence de Breteuil.

(2) *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 267, *Révolution de Russie*.

On se doute de la puissance occulte que pouvait avoir ce Principal du Collège Louis le Grand, mais quand on sait que ce Père de la Tour avait été précepteur du prince de Conti, qu'il était depuis quelques mois l'hôte de son ancien élève (1), on ne peut voir là une simple coïncidence. On sait que le Secret imaginé par Louis XV en 1746, avait eu pour premier mobile de préparer la candidature du prince de Conti au trône de Pologne (2). D'abord considérable, le rôle du *Grand-Vizir de poche* avait beaucoup diminué. Madame de Pompadour s'était émue de ces conciliabules où elle n'était pas admise. Une autre femme, dont les intérêts étaient contraires à ceux du prince de Conti, la Dauphine, avait fait le reste et préparé la candidature de son frère Xavier de Saxe. Et l'alliance autrichienne était née de cette double intrigue. Parce qu'il avait refusé de l'associer à ses ambitions, le prince de Conti fut combattu par madame de Pompadour, et ses intérêts en Pologne furent d'autant plus compromis que le comte de Broglie, son agent, n'était pas opposé au soutien de la candidature saxonne, la croyant plus favorable au salut de la Pologne. Mais si les chances du prince de Conti au trône ne devaient pas aboutir (3), il restait toujours le chef de la diplomatie secrète, il y prenait des initiatives (4), il ne se désista jamais, et malgré le soutien déclaré donné par Louis XV et les agents du Secret à Xavier de Saxe, il était encore à la mort d'Auguste III le champion des libertés polonaises.

Le père de la Tour était sans doute très curieux d'apprendre, afin d'en informer le prince de Conti, que l'initiation avait été donnée à son protégé, et seul l'ambassadeur, après en avoir reçu l'ordre du comte de Broglie, pouvait remplir cette mission.

(1) Actuellement à Louveciennes, cf. lettre de Rulhière du 15 avril 1762.

(2) Cf. le duc de Broglie, *le Secret du Roi*, Paris, 1888, 2 vol. in-8, t. I, p. 12.

(3) Sa candidature fut officiellement abandonnée en 1757, pour plaire à la Dauphine.

(4) Celle d'envoyer Douglas en Russie pour obtenir de la Czarine la Courlande. (Cf. des Instructions secrètes dans Broglie, *op. cit.*, I, p. 539).

La haute politique n'occupe pas seule ce petit cénacle de lettrés délicats. On s'y tient aussi au courant de tout ce qui paraît en librairie à Paris :

« Je vous prie, mon très cher père, écrit Rulhière le 12 septembre 1762, d'aller trouver M. d'Hémery [ce M. d'Hémery est inspecteur de la librairie, c'est une bonne précaution de s'adresser à lui] et de lui demander le nouveau livre de Jean-Jacques Rousseau qui a pour titre **Emile ou de l'Education** (1). Son Excellence compte assez sur l'ancienne amitié de M. d'Hémery et sur les offres de service qu'il m'a faites pour Elle, pour espérer qu'il lui procurera cet ouvrage, quelque difficile qu'il soit devenu d'en avoir. Quelques lettres me parlent aussi d'un excellent livre en faveur des Jésuites intitulé **Appel à la raison**, mais après la mort, le médecin... (2). Je vous prierai aussi, mon très cher père, de m'envoyer ce livre, mais après l'autre, car cet autre est non seulement pour M. le baron, mais attendu impatiemment par madame la princesse d'Aschkoff, et la **Gazette de France** vous a appris ce que c'était que cette jeune princesse. »

Le sort des Jésuites, on le voit, préoccupe aussi beaucoup leurs anciens élèves. L'ambassadeur, fort inquiet, écrivait au Père de la Tour :

« Tout ce qu'il [Rulhière] m'a dit de vous, des vôtres, redouble mon affliction sur cet acharnement incroyable. J'ai lu tout ce qui a été fait pour vous, j'ai lu tout ce qui a été produit contre ; il me semble, tous sentiments à part, que la haine des derniers s'appuie sur de trop faibles raisons pour remporter une victoire que la solidité de vos réputations aurait dû arrêter dès le premier moment ; j'espère encore que vous en viendrez à bout, mais je voudrais que ce ne fût pas aux dépens de votre santé et je vous demande de la ménager davantage ; vous avez fort bien fait d'aller pour votre carême à Luciennes [Louveciennes], l'amitié de madame la princesse de Conty

(1) Rulhière écrit à Rousseau : « Votre traité de l'Education n'est pas encore parvenu en Russie. Ce peuple, qui joint à toutes les ambitions celle de passer pour cultiver les belles-lettres et la philosophie, n'a en bibliothèques et imprimeries que les restes des étables de Pierre I et d'ailleurs nul commerce de ce genre avec aucun des peuples de l'Europe. Ce n'est que sur des demandes particulières que votre livre arrive. Nous l'y attendons de jour en jour. » Streckeisen-Moulton : *Amis et ennemis de Rousseau*, Paris, 1865, 2 vol in-8, t. I, p. 311.

(2) *L'appel à la raison sur les écrits et libelles publiés contres les Jésuites de France* est l'ouvrage du Père Balbani, jésuite provincial. Bruxelles, Van der Berghen, 1762.

et de M. le prince de Conty étant un rempart bien satisfaisant pour vous si vous vous comptiez un peu plus ; votre abandon à cet égard est respectable, je vous y reconnais, mais je sais par plusieurs de mes amis qu'il va trop loin et je ne puis m'empêcher de vous rappeler ce que vous vous devez (1). »

« Je ne sais précisément où en sont les affaires des Jésuites, écrit Rulhière à son père le 20 août 1762, je vous prie de me le marquer en détail et si ce qu'on m'a dit est vrai que tout soit fini pour eux, quel parti prend le P. de la Tour. »

« Les gazettes disent que la Société des Jésuites est entièrement dissoute, écrit-il quelques jours plus tard, et l'arrêt qu'elles rapportent ne permet pas d'en douter. Instruisez-moi donc au plus tôt du parti que prennent le P. de la Tour, le P. Roth, le P. Desnoyers. Le confesseur du roi change-t-il d'habit sur un arrêt du Parlement ?... Je vous félicite mon très cher Père, d'avoir le portrait du P. de la Tour, le Parlement n'enverra-t-il pas saisir ce portrait à cause de la robe de Jésuite ? »

Quoiqu'il en fût de cette diversité d'intérêts dans la vie du jeune diplomate, c'était la politique naturellement qui était le centre de ses préoccupations. La dualité de la politique française jetait un jour particulier sur la complexité des problèmes diplomatiques et, pour les mieux comprendre et pour mieux connaître la Russie de 1762, Rulhière voulut se plonger dans les archives anciennes de l'ambassade. Il dit lui-même dans son épître dédicatoire à la comtesse d'Egmont (2) qu'il prit ainsi connaissance de toute la correspondance du marquis de la Chétardie (3). Nul doute qu'il ait lu tout ce que l'ambassade pouvait fournir à sa passion de savoir. Il est probable aussi qu'il a ajouté à ces bases précieuses de connaissances la lecture des gazettes et des ouvrages français écrits sur la Russie. Nous l'avons vu,

(1) Lettre du 2 mai 1762.

(2) 1^{er} épître dédicatoire. *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 268.

(3) On sait que le marquis de la Chétardie, ambassadeur de France, aida l'impératrice Elisabeth à prendre le pouvoir en 1740. Favier fut secrétaire de cet ambassadeur en 1749 ; il a fourni à Rulhière un supplément d'information ; ce dernier en tirera les portraits de Lestok (p. 294), de Biren (p. 290), et de Munich (p. 292) des *Anecdotes de la Révolution de Russie*, *Œuvres posthumes*, t. IV. La correspondance de la Chétardie est aux A. E. Russie, 31 à 45.

dès son arrivée, en conversation avec l'abbé Chappe, et les observations de ce voyageur le frapperont beaucoup (1). Mais les gazettes sont souvent fantaisistes, les livres sont de documentation incomplète ou de parti pris, rien ne vaut l'observation directe. Il est donc tout yeux, tout oreilles, tout intelligence. C'est le propre de cet esprit curieux et observateur, de cet infatigable discuteur, de profiter intégralement des occasions qui se présentent. Sa documentation a commencé, nous l'avons noté, du jour de son arrivée ; elle s'est faite dans le cabinet du ministre, dans les archives de l'ambassade, dans les gazettes et les ouvrages d'érudition, comme dans les cours, les salons des grands seigneurs russes ou des ministres étrangers, dans la conversation des français, coureurs d'aventures et des savants de cabinet. Il n'a rien négligé pour augmenter ses connaissances et lorsque le destin a mis sous ses yeux une étonnante aventure, il lui a suffi de vivre comme il avait fait auparavant pour saisir les fils de l'intrigue et en suivre le développement. Il reviendra en France avec un bagage très complet et très original d'informations sur la Russie. De tout cela que fera-t-il ? Il n'en sait rien encore et cela n'a pas d'importance, l'essentiel est de le posséder. Il en sortira ce que les circonstances décideront : un récit piquant, spirituellement raconté à de jolies femmes, un écrit commandé par l'une d'elles, une célébrité d'autant plus marquée que l'ouvrage sera plus discuté, enfin une mission plus sérieuse : la commande d'un long et minutieux travail historique auquel l'auront préparé ses recherches antérieures.

Cependant de graves événements se préparaient à Saint-Petersbourg et la position de l'ambassadeur devenait très embarrassante. La politique officielle lui conseillait de travailler au maintien de notre accord avec la Russie, accord très nécessaire à notre alliée l'Autriche et fort préjudiciable à la Prusse. Or le czar Pierre III, tout à l'admiration du génie militaire de Frédéric II, ne dissimulait pas ses préférences et préparait avec tapage une réconciliation avec la Prusse,

(1) Cf. chapitre VIII du présent ouvrage.

allant même jusqu'à l'alliance militaire. Les événements se précipitèrent et malgré les efforts du baron de Breteuil, l'alliance russo-prussienne fut réalisée en avril 1762 (1).

Les instructions de la politique secrète n'étaient pas plus aisées à réaliser. Pour conserver la Russie dans nos intérêts, on sait que le comte de Broglie avait suggéré la conquête du cœur de la Grande-Duchesse Catherine par notre jeune ambassadeur. Il s'agissait d'effacer la désagréable impression que lui avait laissée l'éloignement de Poniatowski, à la demande de la France. Cet ordre datait de septembre 1759 et Breteuil ne s'était pas hâté de le mettre à exécution ; d'ailleurs des obstacles naturels s'étaient élevés et Tercier n'avait pas été sans les prévoir : « Qui sait si le projet réussira ? Inspire-t-on de l'amour quand on veut ? Mr de Breteuil a une femme qu'il paraît aimer. Prendra-t-il une commission dont le principal point est d'en aimer une autre ? » (2) Ses hésitations avaient laissé passer l'occasion : la Grande-Duchesse, dont les décisions sentimentales étaient aussi promptes que déconcertantes, avait remplacé Poniatowski par Grégoire Orloff. D'ailleurs une autre complication avait surgi : la conspiration qui devait mettre Catherine sur le trône commençait à s'ourdir et le baron de Breteuil avait été mis au courant pour la raison bien simple que les conjurés comptaient sur son concours financier.

Quelle attitude prendre dans cette compromettante aventure ? Le tort de Breteuil fut peut-être de ne pas croire au succès de l'entreprise et, jugeant qu'il était impossible de l'empêcher et dangereux de l'affronter, il ne vit qu'une solution : disparaître avant la déflagration. Après avoir éludé les demandes d'argent de Catherine, il demanda un congé en prétextant la malveillance de Pierre III qui lui refusait une audience (3). Ce congé lui fut accordé le 31 mai.

(1) A. E. Russie *corr.* 69, 29 février 1762. (Scène d'ivresse de Pierre III, relatée par Breteuil).

(2) Tercier au comte de Broglie, 2 sept. 1757. A. E. Pologne, *corr.* 252. Tercier était un 1^{er} Commis aux Affaires Etrangères, chargé par Louis XV de centraliser la correspondance du Secret.

(3) Lettre du 24 avril 1762. A. E. Russie, *Corr.* 69.

Une lettre inédite du baron de Breteuil au Père de la Tour, dont nous avons cité un autre passage, fait connaître les sentiments intimes du jeune diplomate. Il est évidemment très tourmenté quand il écrit : « Je ne vous dis rien de ma situation, elle n'est pas commode. Je crois cependant que vous n'entendrez pas *les gens faits pour me juger* se plaindre du courage que j'y oppose, mais *on ne pare pas un coup de canon* » (1). Or le Père de la Tour, au lendemain de la dissolution de son ordre, était, nous l'avons vu, l'hôte du prince de Conti à Louveciennes. Les « gens faits pour juger » le jeune diplomate ne sauraient être les ducs de Praslin et de Choiseul, ministres officiels, car le Père de la Tour ne pouvait avoir aucune relation avec ces auteurs responsables du malheur de sa société. Il s'agit donc ici des chefs de la diplomatie secrète : le prince de Conti qui, malgré sa demi-disgrâce était, nous venons de le voir, le chef attitré du Secret, puis le comte de Broglie et Tercier. Ce détail nous paraît donner confirmation d'un fait qui ne semble pas avoir été mis en évidence jusqu'à présent : le rôle de ce discret personnage qu'est le Père de la Tour, dans la diplomatie occulte. Bien des ordres pouvaient passer par son intermédiaire auprès de ces jeunes diplomates, tous ses anciens élèves, aujourd'hui ses protégés, placés si naturellement sous sa paternelle direction. Quant au fameux « coup de canon », c'était le complot. Breteuil s'attendait à l'explosion et il préparait, à l'usage de ses chefs, la justification de sa conduite. Parti de Russie le 18 juin, il était à Varsovie le 14 juillet quand la nouvelle de la révolution lui parvint, et bien qu'elle marquât le triomphe éclatant de Catherine, il ne jugea pas prudent de revenir (2). Il continua son voyage sur Vienne et c'est là qu'il trouva un courrier où les deux diplomaties, sans s'être concertées, se trouvaient d'accord pour le blâmer sévèrement.

(1) Papiers de Rulhière. Cette lettre est du 3 mai 1762.

(2) Ses dépêches du 14 et du 21 juillet font part de l'événement à Choiseul. (A. E. Russie, *corr.* 70).

Le baron de Breteuil, en quittant la Russie, avait laissé à Béranger et à Rulhière toute la responsabilité de leurs démarches. Béranger, ainsi que son chef, ne croyait guère à l'efficacité des moyens employés par les conspirateurs : « il y avait tant de nuages dans la tête d'Odard (1), tant de personnes dans le secret, un tel fatras en fait de moyens, la princesse Daschkoff, imprudente au possible quoique courageuse, Razoumowski (2), indolent borné et n'ayant plus rien à désirer, Panine (3), âme sourde et modeste avec de la sagesse et de la subtilité d'esprit, mais subalterne » (4). Mais il avait l'habitude des affaires, de la fermeté et une prudence fort précieuse dans la circonstance. Quant à Rulhière, il ne songeait qu'à écouter et à voir, et sans préjuger des événements, à en saisir le plus possible, en attendant de s'en faire narrer les ressorts cachés par ceux qui y participèrent. L'événement qui devait placer Catherine sur le trône des Czars prit naissance dans la nuit du 9 juillet vers minuit. Très probablement dans les premières heures du jour, au moment où Catherine pénétrait dans les casernes pour recevoir le serment de fidélité des régiments, l'ambassade de France, qui avait des intelligences auprès d'elle, était déjà prévenue.

« Le jour de la Révolution, mon oncle passa par de grandes angoisses, écrivait en 1818 le neveu de Rulhière. Il passa plus de vingt-quatre heures sans manger ni même s'asseoir, constamment occupé à coordonner les rapports souvent contradictoires des nombreux émissaires qui se succédaient dans son cabinet et à entretenir un immense brasier capable d'anéantir en un instant les papiers et documents de l'ambassade ; le triomphe de Catherine rendit cette précaution inutile (5). »

Il s'agit sans doute, en fait de documents compromettants, des billets d'Odard et des demandes d'argent de

(1) Aventurier piémontais, à qui les conspirateurs avaient confié quelques missions.

(2) Hetman des Cosaques.

(3) Gouverneur du Grand-Duc.

(4) Cité par Waliszewski, *op. cit.*, p. 163.

(5) Notice biographique déjà citée.

Catherine. Rulhière, dans ses *Anecdotes sur la Révolution de Russie* (1), dit que l'ambassade de France, ainsi que l'ambassade de Vienne, avaient travaillé à donner à l'impératrice tous leurs partisans. Il y avait donc là des papiers à faire disparaître aux yeux de Pierre III. Il dit aussi qu'on craignait un massacre des étrangers, comme il en arrivait toujours en Russie, après les coups d'état.

Quelques heures plus tard, ce n'est plus dans son cabinet, mais en pleine ville, que nous retrouvons le futur historien de cette révolution : « Le jour de la Révolution, écrit-il lui-même dans la dédicace de son petit livre, je le passai tout entier soit sur la place publique, soit dans les sociétés les mieux informées (2). »

Il était dix heures et la place du palais se remplissait d'une foule dense, curieuse, avide de nouvelles : que se passait-il ? Personne ne s'en doutait encore. Rulhière, accompagné de quelques français, vint étudier les réactions de la foule. La description vive et imagée qu'il a donnée des événements sent bien l'observation directe.

Un manifeste distribué par Odard annonce la nouvelle : « l'impératrice Catherine II, *cédant à la prière de ses peuples*, montait sur le trône de sa chère patrie pour le sauver de sa ruine », les grands accourent vers le palais et sur leurs physionomies « l'empressement et le sourire » se joignent « à la pâleur et à la crainte », les soldats demandent « à grands cris » que l'Impératrice passe du grand palais dans un plus petit qui se trouvait à côté, pour l'environner : l'eau-de-vie circule, tandis que la souveraine traverse la place, au milieu « des plus tumultueuses acclamations », un cortège religieux monte au palais couronner la czarine et c'est le silence après le tumulte ; enfin les cris de joie reprennent quand Catherine, vêtue militairement, prend la tête des soldats, puis, près d'une fenêtre ouverte, lève son verre au milieu des ovations (3).

(1) *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 319.

(2) *Id.*, t. IV, p. 269.

(3) *Id.*, pp. 336 à 340.

De ces souvenirs de la place publique où, mêlé au populaire, Rulhière a finement noté les réactions de la masse russe, il est resté dans ses papiers une autre esquisse, qui confirme brièvement la description qu'il en a donnée. Ce document inédit est curieux à plus d'un titre : c'est une pièce en vers destinée à l'impératrice et qu'il avait la prétention de faire passer sous ses yeux en 1772, après ses démêlés avec elle, et dans l'espoir de recouvrer ses bonnes grâces. Nous reviendrons plus tard sur ce singulier hommage ; pour le moment, nous citerons les premiers vers qui résument les faits :

A SA MAJESTÉ IMPÉRIALE

J'étais présent à ce jour mémorable
Où tout un peuple implora votre appui (1),
Tous nos Français vous aimant comme lui
Vinrent grossir cette foule innombrable.
Je vis Pallas s'apprêtant au combat (2)
Belle et terrible, et de ce front tranquille
Dont maintenant elle règne au Sénat,
Soutien du faible et mère du pupille.
Je vis l'effroi marcher devant vos pas,
La rage vaine, et le trouble, et la fuite (3),
Votre nom seul désarmer les soldats (4),
L'ordre, la paix, marcher à votre suite.
Eh ! qu'opposer à l'effort généreux
D'un peuple entier que son salut anime,
Qui du moment où son choix unanime
Vous couronna, fût certain d'être heureux.

Le 13 juillet, Béranger expédiait à Paris un courrier porteur de ces stupéfiantes nouvelles. Rulhière collabora certainement à la rédaction de ces dépêches, car il écrivait à son père le 20 août 1762 : « Nous avons expédié un courrier qui a porté à Paris la nouvelle du détrônement de l'empereur, mais nous avons eu tant d'affaires, dans un

(1) Allusion au manifeste d'Odard.

(2) Catherine en militaire à la tête de ses troupes.

(3) Les trois étapes de la conduite de Pierre III.

(4) Les armées de l'empereur.

moment si précipité, qu'il m'a été impossible de vous écrire ». Ce courrier, signé par Béranger, a été chiffré et rédigé par Rulhière lui-même (1). Le ministre adressa des compliments à Béranger : « Je suis fort content de la conduite qu'a tenue le Sieur Béranger dans cette crise importante. Le compte qu'il m'en a rendu annonce de l'esprit, de la sagesse et du talent » (2). On peut croire que Rulhière, auteur de cette rédaction, dut prendre pour lui la moitié du compliment. Les félicitations lui venaient d'ailleurs d'un autre côté : Breteuil, revenu en hâte le 4 septembre (3) à son poste, pour réparer l'effet fâcheux de son abstention, se montra très satisfait de la conduite de son jeune secrétaire pendant le temps qu'il fut « à la tête de sa maison. Il arriva ici il y a eu hier huit jours et j'ai lieu de croire, dit Rulhière, qu'il se confirme à son retour dans les sentiments de bienveillance qu'il avait emportés d'ici » (4).

A ce satisfecit se joignent les encouragements du Père de la Tour : « Il m'a écrit pour me féliciter d'avoir passé trois ou quatre mois en Russie dans l'époque la plus intéressante. Ses compliments doivent redoubler depuis les grands événements dont j'ai été témoin. Si le spectacle d'une telle révolution ne me vaut pas plusieurs années d'expérience, le tort en est à moi » (5). Enfin, à toutes ces félicitations, Rulhière ajoute habilement les compliments anticipés de son père, en lui disant avec un respect mêlé de malice : « J'ai tâché de suivre d'avance les conseils que vous me donnez pour ma conduite » (6).

(1) A. E. Russie, *corr.* 69, fol. 330, 13 juillet 1762.

(2) Choiseul à Breteuil, 9 août 1762. A. E. Russie, *Corr.* 70.

(3) L'abbé Duprat annonce cette décision à Mr de Rulhière père : « Vienne, 5 août 1762. Mr le baron a reçu l'ordre de retourner en toute diligence à Pétersbourg. Il reprendra en conséquence ce soir le chemin de la Russie et Mme de Breteuil continuera seule sa route vers Paris et ne nous rejoindra qu'au mois de juillet de l'année prochaine ».

(4) Lettre du 12 sept. 1762.

(5) Lettre du 20 août 1762.

(6) Lettre du 12 sept. 1762.

Breteuil avait donc dû rebrousser chemin. Son secrétaire, plus avisé, avait jugé d'avance qu'il en serait ainsi :

« J'imagine que vous aurez été inquiet, me croyant embarqué, écrit-il à son père, de ne pas recevoir des nouvelles de mon arrivée à Stockholm ; mais je vous confierai qu'au moment de la révolution, ayant prévu que Mr le baron allait revenir ici, j'ai exprès et sous différents prétextes, différé de jour en jour le départ de ses équipages, l'informant par notre courrier de la conduite que j'allais tenir. Cela a réussi à merveille, mais il était temps que la nouvelle de son retour arrivât, car j'étais au bout de mon rollet, tout était embarqué et prêt à partir, mais nous voici restés et il revient. Au lieu de Stockholm, c'est à Moscou qu'il faut aller pour assister au couronnement de la nouvelle impératrice. C'est encore un petit voyage de 200 lieues (1). »

L'impératrice partit le 13 septembre pour Moscou (2), et le baron de Breteuil, à l'exemple des ministres étrangers, se disposa à la suivre, prêt à paraître au couronnement dans l'appareil qui convenait à un ministre de France. Mais des difficultés retardèrent son départ. En envoyant ses lettres de créance à la nouvelle souveraine, il demanda confirmation de la Reversale de 1745 qui accordait au représentant du roi de France la préséance sur les ambassadeurs étrangers (3). Catherine II répondit aimablement qu'elle recevrait avec plaisir le ministre de Louis XV, mais elle éluda la réclamation de Reversale, disant que ce privilège avait été accordé et qu'il n'y avait pas lieu de le renouveler. Breteuil était ulcéré, car Catherine se jouait de lui ; elle l'employait à faire passer des lettres à Poniatowski, mais se dérobaît quand il fallait reconnaître les services ; elle avait déjà ce sentiment que la servir portait en soi sa récompense. Breteuil la jugea sévèrement et nous verrons que Rulhière partagea

(1) Lettre du 20 août 1762.

(2) A. E. Russie, *corr.* 70, 12 sept. 1762.

(3) Le titre d'empereur avait été accordé par la France à Pierre le Grand, mais on exigea de lui la Reversale, c'est-à-dire la reconnaissance de l'ordre de préséance établi par le traité de Westphalie qui donnait au roi de France la première place des souverains étrangers. L'affaire n'était pas encore réglée quand Ségur alla en Russie en 1785. *Mémoires*, éd. Barrière, Firmin-Didot, 1859, 2 vol., t. I, p. 352.

son sentiment (1). L'ambassadeur songea un moment à bouder la Cour de Russie et à demeurer à Pétersbourg pour les fêtes de Moscou. Il se décida cependant à partir le 19 septembre, résolu à ne pas céder. Mais Cathérine fut aussi ferme que lui : la Réversale fut définitivement refusée (2). Rulhière s'en explique à son père lorsqu'il dit : « Nous avons fait 250 lieues pour venir au couronnement de la nouvelle impératrice, mais une nouvelle tracasserie nous a encore exclus de cette cérémonie et de toutes les fêtes. Il se pourra bien que je quitte cet empire sans avoir vu la Cour » (3).

Rulhière, on l'a vu, avait suivi les événements avec une attention aigüe et, dans les relations qu'il avait envoyées aux Affaires Etrangères, il avait noté heure par heure la chronologie des faits ; mais cet événement, dont le côté extérieur était si minutieusement décrit, avait des rouages cachés, et quand on lit l'ouvrage de Rulhière, il faut bien admettre qu'il a eu ou cru avoir des intelligences dans la place. Les détails circonstanciés qu'il donnera des dessous de l'affaire, comment les a-t-il connus ? Quel crédit leur faut-il donner ? Dans quel esprit doit-on les lire ?

C'est ici le moment d'étudier les relations qu'il a eues avec les principaux auteurs de la révolution et d'apprécier la valeur de ses « révélations ». On ne prétend pas ici répondre à toutes les critiques qui depuis cent soixante-dix ans ont été adressées à son petit livre ; il s'agit plutôt de montrer, sur le vif, par l'analyse des témoignages et à la lumière de quelques documents inédits, comment il a pu s'introduire dans les milieux du complot. S'il est vrai qu'il a pu faire parler sur une affaire si délicate les sujets de la czarine, en général si réticents, s'il a su démêler le vrai du faux dans une affaire si compliquée, il a vraiment déployé des talents d'historien et son coup d'essai est un coup de maître.

(1) Mémoire écrit en 1763, où il y a des jugements définitifs. A. E. *Mém. et doc. Russie* 9, pièce 17.

(2) A. E. *Russie corr.* 70, 9 octobre 1762.

(3) Lettre du 6 octobre 1762.

Dans ce xviii^e siècle où toute œuvre scientifique prend les apparences du badinage, où l'homme du monde seconde les vues du diplomate et le poète celles de l'historien, il faut pénétrer dans les salons et même les boudoirs, en Russie plus encore qu'en France, pour connaître les secrets de l'histoire. Cette étude des liaisons de Rulhière avec les protagonistes de la Révolution ne déterminera pas simplement la méthode historique du jeune attaché d'ambassade, elle a une autre importance : cet événement sera pour lui l'initiation à la mentalité russe ; de ce jour, il accumulera les observations sur la Russie, son gouvernement et ses mœurs, et ses jugements porteront toujours l'empreinte de la première impression qu'il en reçut. On peut dire que ce sera la base même des livres II et III de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*. « De tous ceux dont je raconte l'histoire, il n'y en a pas un seul que je n'aie connu personnellement » dit-il au début de sa relation. Il s'était procuré d'abord, dans le milieu de la diplomatie, de précieuses sources d'information. Notre alliance avec Vienne créait naturellement des rapports confiants avec l'ambassade d'Autriche ; l'ambassadeur, le comte de Mercy, portait aux événements de Russie une attention égale à celle de notre diplomatie et c'était un esprit fort délié ; Rulhière dut l'écouter respectueusement, mais il porta vers un subalterne de cette ambassade ses pressantes questions. C'était le comte d'Agenfeld, un vieux diplomate « qui habitait la Russie depuis quarante ans et y avait par état les rapports les plus secrets et les plus sûrs ». En Russie depuis les dernières années de Pierre I, « il avait travaillé sous onze ambassadeurs » (1) ; des hommes comme lui étaient des archives vivantes.

Parmi ces informateurs diplomatiques, il faut donner la première place naturellement au baron de Breteuil. Cet aimable ambassadeur, malgré sa dérobade, avait conservé

(1) *Histoire de la Révolution de Russie en 1762. Œuvres posthumes*, t. IV, p. 267.

après la révolution « la confiance de tous les partis » (1). Il entretenait d'ailleurs d'agréables rapports avec deux charmantes femmes : l'une, la comtesse Bruce, était au moment de la révolution dans la suite de Pierre III. C'est d'elle que Rulhière put connaître les détails plaisants et ridicules qui marquèrent le voyage de l'empereur à Péterhoff (2) et l'équipée de Cronstadt. L'autre était Catherine Ivanowna, la femme de chambre de l'impératrice, celle qui l'accompagna dans sa fuite. Il est vraisemblable que c'est de Breteuil que Rulhière tint le récit de l'entretien que Catherine eut avec son ministre Panine après la mort de son mari. « Il n'y a entre ce ministre et moi, dit Rulhière(3), qu'une seule personne importante et d'une autorité très grave ». Ce qui peut autoriser à croire que Breteuil fut cette importante personne, c'est une réflexion de cet ambassadeur, relevée dans un Mémoire des Affaires Etrangères : « Les Russes sont dissimulés, faux, d'un abord difficile, surtout les ministres ; mais quand à force de soins, on est parvenu à leur familiarité, il n'est pas de nation plus indiscrete et qui s'ouvre plus facilement de ses mécontentements avec les étrangers ; la méfiance que le Russe a de son compatriote en est la cause (4) ». Cette réflexion pourrait réfuter ce que dit Grimm touchant la compétence de Rulhière : « Nul homme sensé ne se persuadera qu'un étranger, pour avoir passé quelque temps au milieu de la nation la moins communicative de l'Europe, ait pu connaître les ressorts cachés de cette grande affaire » (5).

Mais ces diplomates n'étaient que des observateurs attentifs, ils n'avaient pas participé à l'événement ; or Rulhière prétend avoir connu intimement les principaux acteurs du drame tant du côté de l'impératrice que de son lamentable époux. De ces témoins, du côté de Pierre III, le plus important fut le feld-maréchal Munich. Ce vieillard

(1) *Id.*, t. IV, p. 267.

(2) *Id.*, IV, pp. 343 et suivantes.

(3) *Id.*, IV, 269.

(4) *Mém. et doc. Russie* II, fol. 16, 1^{er} septembre 1763.

(5) *Correspondance*, VIII, avril 1770.

de quatre-vingt deux ans, « dont les grands talents avaient fondé l'Empire », avait quarante années de séjour en Russie; il en avait connu les chancelleries et les camps, les cours et le bagne, voire même l'échafaud (1). Cet étranger, après tant d'avatars, méprisait la nation russe et l'incohérence de son gouvernement, mais il regardait l'armée, qu'il avait conduite à la victoire, et ces soldats « qui recevaient avec respect, venant du czar, l'ordre de mourir », avec une estime mêlée d'étonnement. Munich était francophile. Sous l'impératrice Anne, il avait préconisé sans succès une alliance française. Dans cette Russie déconcertante et barbare, il s'entourait d'étrangers, et Rulhière, en sa qualité de français, reçut de lui le meilleur accueil. En ces journées d'émotion qui succédaient au prodigieux triomphe de Catherine, le vieux soldat avait beaucoup à dire et c'est à son jeune ami qu'il fit le récit des tristes aventures de Pierre III. Ce récit pourrait s'intituler : histoire des efforts dévoués d'un fidèle soldat pour sauver malgré lui un empereur lâche et stupide. Le rôle de Munich y est toujours noble et courageux, celui de Pierre III lamentable et grotesque. Rulhière a-t-il par complaisance paré l'un et chargé l'autre ? Il est probable que non, car Munich n'avait pas attendu ce moment pour être brave ; tout son passé parlait en sa faveur, tandis que l'amour de Pierre III pour les parades militaires n'était que le jeu d'un grand enfant. De plus, les témoignages de l'époque sont tous concordants au récit de Rulhière sur le rôle de Munich (2).

Rulhière se loue hautement de cette illustre amitié : « La bienveillance que m'accorda ce grand homme me paraît encore aujourd'hui [en 1768] la plus précieuse récompense de mes voyages » (3). Il a donc reçu de lui des informations dignes de foi ; il en a tiré des tableaux inoubliables, tels que le portrait de Pierre III à l'annonce du coup d'état : « Il

(1) Après la révolution qui couronna Elisabeth, le 2 janvier 1742, il avait été condamné à mort. Sa peine fut commuée en exil.

(2) Entre autres deux mémoires conservés aux A. E. (*Mém. et doc. Russie* 9, pièces 17 bis et 19), dont l'un est en allemand.

(3) *Œuvres posthumes*, IV, p. 268.

courait à grands pas comme un homme dont la tête se perd. Il ordonnait qu'on allât tuer l'impératrice. Il demandait fréquemment à boire... » (1) Mais en accueillant avec empressement les confidences de ce témoin de choix, le jeune historien conserve néanmoins une indépendance d'esprit qui fait honneur à son sens critique. Il croit en l'objectivité du récit du narrateur, mais il s'en réserve l'interprétation. C'est ainsi qu'à propos des efforts de Munich pour sauver son maître, il écrit : « Dans les périls, les grands talents reprennent leur ascendant, mais sans doute il se promettait en sauvant l'empereur *de devenir encore une fois maître de l'Empire* » (2) et lorsqu'après l'échec de Pierre III il obtint le pardon de la nouvelle souveraine : « il lui offrit de lui communiquer tout ce que ses longues années... lui avaient appris de connaissances sur toutes les parties de ce vaste empire, soit qu'il fût touché de cet accueil généreux et inattendu, soit, comme on l'a cru, que son ambition fût encore cette tentative » (3). Voici une réserve qui en dit long.

Rulhière a donc connu un témoin de valeur sur la conduite de Pierre III. A-t-il eu du côté de Catherine des informateurs aussi dignes de foi ? Il a connu d'abord quelques modestes comparses dont le rôle fut limité, quoique fort bien joué : d'abord Michel, le coiffeur français de Catherine ; c'est lui qui, se rendant au palais de Péterhoff, le matin du 9 juillet, rencontra la carriole que conduisait Orloff, monta aux côtés de l'impératrice et assista en modeste spectateur au serment des soldats. Son rôle fut épisodique, mais il vit de près la scène des casernes et sut raconter. Ensuite Villebois, autre français, chambellan de la Cour. Fils d'un ancien page de Pierre III, il fut promu grand-maître de l'artillerie et, en cette qualité, connut Grégoire Orloff (officier payeur de l'artillerie), flaira habilement ce qui se préparait et laissa l'amant de Catherine puiser dans la caisse, après que le baron de Breteuil eut refusé son con-

(1) *Id.*, p. 347.

(2) *Id.*, p. 348.

(3) *Id.*, p. 362.

cours financier. Rulhière le connut personnellement et apprit par lui le rôle d'Orloff.

Mais le témoignage le plus important est incontestablement celui de la princesse Daschkoff ; les révélations qu'elle fit à Rulhière forment l'armature même de son récit. Les rejeter, c'est le réduire à rien. On sait avec quelle passion il fut accueilli ; les amis de Catherine s'évertuèrent à le démentir, on cria à l'invraisemblance devant tout fait surprenant, on alla jusqu'à dire qu'il n'avait pas connu personnellement la princesse. Une lettre inédite, qu'il lui adressa quinze jours après la révolution, donnera la preuve certaine d'une amitié qui n'était déjà plus à ses débuts. On sait que cette enfant de dix-neuf ans avait l'esprit républicain, n'aimait que les lectures philosophiques (1), méprisait l'ignorance de ses compatriotes et s'entourait d'étrangers lettrés. Pour s'introduire auprès d'elle, ce ne sont pas des fleurs ni des bonbons que le jeune français lui présente, mais les plus récents ouvrages de Rousseau : *l'Emile* et *le Contrat Social* (2) :

« Je supplie S. A. la princesse Daschkoff de recevoir les deux livres que j'eus l'honneur de lui offrir hier. La bonté avec laquelle elle reçut mon hommage m'enhardit à les lui présenter. Je pars trop tôt de ce pays ; mais avoir vu V. A. vaut le voyage que j'ai fait et quand je dirai : je l'ai vue, on s'empressera autour de moi, je dirai :

Vos dix-neuf ans, votre beauté (3),
Votre noble simplicité ;
Qu'en tout au-dessus du vulgaire
Votre enfance même a porté
L'empreinte d'un grand caractère.
Et pour s'en instruire avec soin
On n'a pas à remonter loin.

(1) Lettre de Rulhière à son père, du 12 sept. 1762, déjà citée.

(2) Rulhière s'introduisait auprès des grands seigneurs russes en leur procurant des livres français, introuvables sur place.

(3) Il la représente « fraîche comme on l'est à 20 ans », mais non jolie. Elle était si laide, si disgracieuse quand elle vint à Paris, en 1770, qu'on crut que l'historien avait fait d'elle un portrait de fantaisie. Il dut se disculper. (Cf. *Anecdotes sur la Révolution de Russie, Œuvres posthumes*, IV, p. 387).

« Je dirai que j'ai laissé en Russie un peuple content, une souveraine adorée, toutes les espérances d'un empire florissant et que l'honneur en est à vous seule, Madame, car quoique les volontés fussent déterminées à faire ce qu'elles ont fait, c'est vous qui, en les réunissant et en faisant en sorte qu'elles se produisent au même instant, avez assuré le succès des désirs unanimes (1). »

Voilà qui n'est pas sans importance, car on voit que même en s'adressant à l'héroïne elle-même, après avoir écouté un récit où elle s'attribuait tout le succès de l'entreprise, il ramène son rôle, sans le diminuer aucunement, à celui d'un agent de liaison, aussi crâne que décidé :

Plus philosophe qu'Aspasie,
Les sages vous cherchaient déjà,
Et votre audace vérifie
Ce qu'on nous dit de Portia.
Sublime, intrépide, éclairée,
Joignant les grâces aux vertus,
Vous eussiez conseillé Brutus,
Socrate vous eût adorée.

Cette lettre est l'expression même de ce que Rulhière pense, et résume clairement ce qu'il lui attribue. Il l'admire sincèrement et ses expressions flatteuses ne sont pas sous sa plume de simples hyperboles littéraires. Il croit à son héroïsme et exprime le plus élogieux jugement en parlant d'elle à Rousseau :

« C'est un personnage bien remarquable que cette princesse Daschkoff. Sa sœur, maîtresse de l'Empereur, allait devenir impératrice ; elle a sacrifié tous ses intérêts, elle a presque exécuté ce que Brutus écrit qu'il aurait fait, car il était nécessaire que son père fût du nombre des proscrits (2). »

Rulhière croit donc à son rôle et le prend au sérieux. Or c'est précisément sur le personnage de la princesse que lui ont été adressées les nombreuses critiques qui, depuis

(1) Lettre inédite du 26 juillet 1762.

(2) 12 août 1762. Streckeisen-Moultou, *Amis et ennemis de Rousseau*, Paris 1864, 2 vol. in-8, t. I, p. 312. On trouve un jugement analogue dans un mémoire des A. E. de la plume de Breteuil : « C'est une Cornélie ».

Diderot jusqu'à Waliszewski, en passant par Richer-Serizy et Fortia de Piles, ont mis en doute la valeur et la sagacité de ses informations (1).

Diderot, le premier, attaqua l'ouvrage de Rulhière, non paru d'ailleurs, dont l'auteur faisait des lectures. On sait que Diderot combattait en faveur de Catherine, pour jeter le discrédit sur un écrit qui la déshonorait. Or, en 1770, la princesse Daschkoff, venue à Paris, avait promis à Rulhière d'écouter sa relation. Diderot, qu'elle vit dans l'intervalle, lui représenta combien sa présence à une lecture des « *Anecdotes* » donnerait de crédit à la version de Rulhière et d'embarras à l'impératrice. Elle reconnut le fait, remercia Diderot de lui avoir épargné un pas de clerc, et devenue très humble en parlant des divers conspirateurs, « elle en réduisait, pour sa part et celle des autres, le mérite à presque rien, elle disait que cela s'était engagé par des fils imperceptibles qui les avaient tous conduits à leur insu ». Et Diderot, triomphant, trouve en cet aveu la preuve que le récit de Rulhière « n'est qu'un tissu de mensonges et de vérités que nos neveux compareront à un chapitre de Tacite ».

Mais la raison de l'humilité soudaine de la princesse peut se deviner. En 1762, après le succès, elle croyait sa faveur assurée et étalait sans prudence ses éclatants services, mais la réalité fut tout autre et la disgrâce vint. En 1770, elle traînait par toute l'Europe son ambition rentrée et son désœuvrement et souhaitait beaucoup un retour de fortune. Elle savait Diderot en correspondance avec l'impératrice. Son attitude modeste, dont il serait rendu compte en haut lieu, ne pourrait qu'être favorablement interprétée. Tout cela s'explique très bien et lorsque, bien des années plus tard, Catherine étant morte, la princesse écrira ses *Mémoi-*

(1) Diderot, *Œuvres complètes*, Assezat et Tournoux, Paris, 1875, 20 vol. in-8, t. XVII, p. 492. Cf. aussi Waliszewski, *op. cit.*, pp. 159 et suivantes. Fortia de Piles: *Examen de trois ouvrages sur la Russie*, 1802, pp. 36 à 57 et Richer-Serizy: *Voyage en Norvège, en Danemark et en Russie par Swinton*, Paris, 1798, 2 vol. in-8, t. II, pp. 327-348. Rulhière y est traité d'« avorton philosophe » et de tenant de « la secte révolutionnaire qui veut saper la religion et les gouvernements ».

res (1), son langage sera très différent ; elle cessera de diminuer la portée de son action et s'attribuera au contraire une importance que Rulhière n'a jamais voulu lui donner.

Waliszewski, dont les critiques, souvent judicieuses, reconnaissent à Rulhière beaucoup de talent et une information très étendue, fait cependant état contre son ouvrage des contradictions de la princesse (2).

Mais il semble que l'historien, qui donna la première version de l'événement avant Diderot et la princesse elle-même, ait fort bien démêlé que les confidences d'une héroïne de dix-neuf ans, même quand elle ressemble à Cornélie ou à Portia, doivent être un peu passées au crible de la critique. Il croit à son intervention, mais il ne cache pas qu'elle avait la passion de la célébrité (3) ; il dit nettement que Catherine menait tout et qu'Orloff, en feignant de paraître un agent de la princesse Daschkoff, était le vrai chef de l'entreprise (4). Comme on le voit, ce n'est pas là tout lui attribuer, mais en faire un auxiliaire intelligent et déterminé. D'ailleurs l'admiration qu'il semble manifester pour cette jeune républicaine est un hommage à la comtesse d'Egmont, à qui il dédiait son œuvre, et dont les opinions étaient fort libérales.

Si Frédéric II, s'entretenant avec le comte de Ségur, de longues années plus tard (5), a réduit le rôle de la princesse à celui de « la mouche du coche », subordonnant tout à l'action d'Orloff, il ne fait que pousser à l'extrême le jugement de Rulhière ; il n'aurait d'ailleurs peut-être pas tenu tout à fait ce langage s'il avait consenti à écouter la lecture du récit de l'historien, lors de la visite à Berlin de ce dernier, en 1776 (6).

(1) *Mémoires* publiés sur le manuscrit original par Mrs W. Bradford, trad. des Essarts, Paris 1859, 4 tomes en 1 vol. in-18.

(2) *Op. cit.*, p. 160.

(3) *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 308.

(4) *Id.*, p. 317.

(5) En 1785. *Mémoires*, t. 1, p. 292.

(6) Il s'y refusa pour des raisons diplomatiques.

Enfin Waliszewski ne croit guère à l'influence que la princesse Daschkoff a pu exercer sur Panine, dont l'ambition se cachait sous l'apparence de la nonchalance et qui vraisemblablement ne devait pas avoir d'attrance pour une conspiration d'écervelés. Mais Panine n'avait rien à gagner au règne de Pierre III ; si Catherine réussissait, au contraire, il pouvait espérer exercer la régence au nom de son élève le grand-duc Paul, ou être le ministre de la jeune impératrice, à laquelle il proposera, dès 1763, une réforme qui a quelque ressemblance avec celle des princes Dolgorucki et qui est inspirée de la constitution suédoise. En attendant, Rulhière dit bien que son intervention resta peu agissante.

Waliszewski fait une autre objection et celle-là est plus difficile à réduire, il faut le reconnaître. Rulhière fait dépendre le succès de la conspiration de l'intrigue amoureuse de la princesse Daschkoff et de Panine. C'est le piège sentimental dans lequel cette sirène attira un homme qui avait la réputation d'être un esprit très subtil et point du tout romanesque, qui, selon lui, assura le succès. Ce n'est pas de la princesse Daschkoff, on peut le croire, que Rulhière tient cette information scabreuse (1) et, devinant les objections qu'on y pouvait faire, il annonce ostensiblement le nom de son informateur. C'est le piémontais Odard, commissionnaire des conjurés et au courant de tous leurs secrets et dont il n'est pas difficile de tirer des confidences. Rulhière tient d'ailleurs à faire connaître le personnage afin de lui laisser toute la responsabilité de ses rapports. Il le fait parler en ces termes : « Je suis né pauvre, j'ai vu qu'il n'y avait dans le monde que l'argent de considéré, j'en veux avoir. J'irai, pour en avoir, mettre le feu au palais ; quand j'en aurai, je me retirerai dans mon pays et je vivrai honnête homme, tout comme un autre » (2).

(1) D'autant plus scabreuse que la chronique mondaine faisait une autre insinuation.

(2) Dans un Mémoire des A. E. déjà cité (*Mém. et doc. Russie* 11, fol. 18), qui pourrait bien avoir été écrit par Breteuil en collaboration avec Rulhière, il est dit : « Je ne crois pas qu'on puisse connaître de plus avide

En exposant au grand jour la bassesse de l'homme, ses délations après l'ascension de Catherine, Rulhière se retranche en quelque sorte derrière son témoignage.

Lorsqu'en 1797 la princesse Daschkoff lut enfin le récit de Rulhière, elle ne laissa pas passer pareille affirmation. Elle protesta avec indignation et c'était son droit, mais, ce qui paraît significatif, elle ne contesta rien d'autre qu'une petite remarque juridique et ce silence est plutôt favorable, en somme, à la relation de l'historien. Et s'il paraît difficile de croire que cette révolution ait été menée par de jeunes brouillons et que Catherine, si intelligente, leur ait confié son sort, qu'on songe qu'elle n'avait pas le choix, qu'elle ne répugnait pas à l'aventure et qu'en Russie, comme le dit Rulhière : le jour n'annonce pas le lendemain (1).

Il semble donc prouvé que tout ce que l'historien a avancé lui est venu d'une source directe. On peut cependant concéder que les auteurs de la conspiration aient été portés, au lendemain de la victoire, à exagérer la part qu'ils y avaient prise ou à cacher prudemment ce qu'ils jugeaient dangereux de dévoiler. Il est possible aussi que, malgré son esprit d'observation, Rulhière ait été amené à conjecturer en rattachant les disparates d'une entreprise aussi confuse ; mais les erreurs, s'il y en a, ne sont que de détail. Il semble bien qu'en somme, il a eu l'art de faire parler et qu'il a vu juste.

Et ce qui laisse à penser que sa relation fut un exposé exact des faits, c'est que Catherine II ne chercha jamais à la discuter, elle qui écrivit ou fit écrire une réfutation indignée de l'ouvrage de l'Abbé Chappe (2), dont les critiques étaient bien anodines à côté de celles de Rulhière, elle n'écrivit jamais rien contre l'ouvrage de celui-ci, elle ne chercha qu'à en obtenir la suppression, et à son défaut, un délai pour son impression.

et de plus hardi coquin. Livré à Panine et à la princesse Daschkoff à qui il doit tout, il a été associé à la trame de la conjuration ».

(1) Voir p. 74.

(2) *Antidote ou examen du mauvais livre superbement intitulé : Voyage en Sibérie*, Amsterdam, 1772, 1 vol. in-12.

Mais si Rulhière a toujours soutenu avoir écrit « une histoire vraie », il faut remarquer ici qu'il l'a composée sous un angle particulier : celui des mœurs politiques de la Russie. Il s'en est d'ailleurs expliqué dans sa préface : il a voulu faire entrer dans le récit d'un événement si terrible toutes les circonstances « relatives aux mœurs de la nation russe » (1). Il avait la conviction que le rapport avec les mœurs « était le vrai point de vue sous lequel il fallait envisager cet événement ». Comment expliquer autrement cette invraisemblable conspiration où « pour régner despotiquement sur le plus vaste empire du monde, arriva Catherine, entre sept et huit heures du matin, partie sur la foi d'un soldat, menée par des paysans, conduite par son amant, accompagnée de sa femme de chambre et de son coiffeur (2). »

Le triomphe de l'impératrice fut, de l'aveu des conjurés, un tissu d'incohérence et d'illogisme (3). En commentant à Rulhière les événements, ils soulignèrent tout ce qui était fait pour surprendre un esprit français, lequel devant des effets si étonnants cherchait à en déceler les causes profondes. Munich, qui avait vu en Russie cinq révolutions, dont chacune l'avait conduit des honneurs au bagne ou du bagne aux honneurs, Villebois qui, élevé dans le sérail en connaissait les détours, la princesse Daschkoff qui, bien que russe, rêvait de liberté, et même l'énigmatique Panine qui entrevoyait, en couronnant une allemande, des réformes à l'occidentale, tous savaient que dans le pays des czars, rien ne se passe comme ailleurs.

C'est ainsi que les idées de Rulhière sur l'incohérence du gouvernement russe se formèrent, et ceci est très important à signaler, pour ne plus jamais se modifier.

(1) *Œuvres posthumes*, IV, p. 258.

(2) *Id.*, p. 327.

(3) *Anarchie de Pologne*, I, p. 186. « La cour de Russie était alors comme l'intérieur d'un théâtre où la fortune préparait en secret tous les ressorts qui devaient exécuter bientôt ses jeux les plus bizarres ». Nous rappelons que nous renvoyons pour cet ouvrage à l'édition d'Ostrowski, Paris 1862, 3 vol. in-8.

Il résumait son opinion à la comtesse d'Egmont :

« A peine a-t-on passé huit jours en Russie qu'on peut déjà parler raisonnablement des Russes : tout saute aux yeux dans ce difforme colosse, le despotisme ne présente rien à étudier et le czar est cent fois plus despote en vivant en société avec ses sujets sans qu'un mufti, l'Alcoran à la main, ait le droit de balancer ses volontés, sans avoir à garder le respect des anciennes coutumes, ni à ménager les mœurs d'une nation à qui la hâche et le bâton ont appris qu'elle en doit changer. Tout y est désuni, le jour ne tient pas à la veille et n'annonce pas le jour qui suivra. Ainsi sans former aucun plan, on peut dessiner séparément tous les objets et peindre comme Callot tous les grotesques détachés (1). »

On remarquera que, lorsque Rulhière rédige cette lettre, deux ans et demi se sont écoulés depuis l'avènement de Catherine et que ses idées sur la Russie se sont affirmées dans le sens que nous signalions plus haut. Ce sera toujours de ce point de vue qu'il regardera toutes choses dans ce pays. Il faut donc considérer *l'Histoire de la Révolution de Russie en 1762* comme la préface des livres II et III de *l'Anarchie de Pologne*.

(1) Lettre inédite du 31 janvier 1765.

CHAPITRE III

Grandeur et servitude diplomatiques

Arrivée à Stockholm en juillet 1763. — Rossignol. — Politique officielle et politique secrète. — Breteuil cherche à concilier les deux. — Tentatives de rapprochement de la France et de la Cour de Suède. — Surveillance des agissements de la Russie et de l'Angleterre en Suède. — Progrès de Rulhière dans l'initiation diplomatique. — Ses études personnelles. — Gjorwell. — Correspondance avec Rousseau, avec la comtesse d'Egmont. — Espérances. — Brusque revers. — Sa mésintelligence avec l'ambassadrice l'oblige à partir. — Mystère. — Difficulté de connaître la cause du différend. — Hypothèses. — Est-ce en définitive le Secret du Roi ? — Le baron de Breteuil couvre son secrétaire et justifie sa conduite. — Projets d'avenir. — Adieu définitif à la Carrière.

C'est en juillet 1763 que Rulhière parvint à Stockholm avec la maison et les bagages du baron de Breteuil. Le marquis d'Havrincourt avait quitté son poste le 7 octobre 1762 et l'ambassade de France était, pendant l'intérim, administrée par Rossignol (1). Celui-ci, depuis vingt ans, dirigeait à Stockholm les travaux de chancellerie. C'est sous la direction de cet homme expérimenté que Rulhière s'établira dans ses nouvelles fonctions, en attendant l'arrivée du baron de Breteuil, qui rejoindra son poste cinq mois plus tard. C'est dire que le jeune secrétaire sera plus au fait des affaires, à cette date, que son supérieur hiérarchique. Il s'installe d'ailleurs tout de suite dans le métier ; dès novembre 1763, il est chargé du chiffrement des dépêches. Après le départ de Rossignol, (février 1764), toutes les lettres

(1) Rossignol (1724-1795) était chargé de la correspondance secrète. En 1764, envoyé en Russie comme Chargé d'affaires, Consul Général en 1765, il remplacera définitivement Bérenger et demeurera en Russie jusqu'en 1770.

lui passent par les mains et la correspondance expédiée à Paris est entièrement écrite par lui. C'est donc pour l'ambassadeur un véritable collaborateur.

A quels buts tendait cette collaboration ? Un bref examen de la situation de la Suède et du rôle que la France y jouait à cette date l'expliquera. Avant l'arrivée du baron de Breteuil, l'action de la France se limitait à l'office fort ingrat de banquier ; c'était depuis près de trente ans la base de son système politique en Suède. Même à l'époque des succès militaires de ce pays, son alliance avait été onéreuse. Avions-nous au moins tiré bénéfice de nos sacrifices ? Peut-être aux temps héroïques de Gustave-Adolphe, mais certainement plus depuis longtemps, car la Suède était en proie aux divisions aristocratiques des Bonnets et des Chapeaux, qui n'oubliaient leurs querelles que pour ruiner l'autorité royale. Nous avions des amis, les Chapeaux, ou parti patriote, mais ils ne flattaient la France que pour son argent, « nous nourrissions la corruption de gens déjà corrompus » (1). Fallait-il cependant renoncer à ce rôle, si ingrat qu'il fût, alors que l'Angleterre, amie des Bonnets, guettait nos défaillances et notre découragement pour jouer en Suède le rôle d'arbitre ?

Avec le baron de Breteuil et Rulhière, on voit un changement. Doit-on l'attribuer aux instructions officielles ? Certainement non : Choiseul ordonnait à l'ambassadeur de continuer à soutenir les Chapeaux, tout en ménageant les subsides ; c'était une politique voisine de l'inertie. Mais il y avait les instructions de la politique secrète, plus agissante, car elle avait un système. Elle voulait faire de la Suède une barrière contre la Russie et sauver ainsi la Pologne. Or l'activité de Catherine II était grande dans le Nord en 1764 ; elle aussi avait un plan et elle apportait, par surcroît, beaucoup d'énergie à l'exécuter. Elle négociait en Suède la reconnaissance de Poniatowski comme roi de Pologne. En échange de ce service, elle prétendait défendre

(1) Favier : *Conjectures raisonnées*, A. E. France, *Mém. et doc.* 583. Section II, article 1 (de la Suède).

la Suède contre toute tentative étrangère de réorganisation intérieure. Comme elle faisait en Pologne, elle faisait en Suède ; elle maintenait l'anarchie sous l'apparence du respect des libertés nationales. Ayant ainsi voué ce pays à la désagrégation, elle comptait « le prendre sous sa protection » comme la République, et formant avec le Danemark et la Prusse une grande coalition du Nord, écarter la France et l'Autriche qui eussent pu contrarier cet asservissement.

Le comte de Broglie et Favier avaient proposé les remèdes propres à conjurer ce danger : cesser de nous abandonner à l'alliance autrichienne, cesser de faire le jeu d'une puissance qui nous employait et ne collaborait pas et, sans rompre toutefois, la rappeler à ses devoirs, puis se rapprocher de la Prusse. En Suède, puisque depuis des années, on avait tant fait, il fallait continuer à monnayer, mais à bon escient, en relevant le souverain et en n'ayant affaire qu'à lui. C'était une action beaucoup plus directe, et la politique officielle devait y venir d'elle-même deux ans plus tard. Il convient d'insister sur cette nouvelle orientation diplomatique, car Rulhière s'en pénétrera et la fera sienne. Elle avait la chance de se développer à un moment où nos amis suédois semblaient mieux comprendre l'erreur de leurs divisions ; « après avoir redouté la prérogative royale, ils craignaient maintenant la licence publique » (1). La monarchie elle-même, hostile à la France précédemment, (la reine était la sœur du roi de Prusse), pensait maintenant retrouver par notre influence sa puissance perdue, et nos amis, les patriotes, étaient prêts à favoriser les bonnes dispositions de la Cour, pour opérer un rapprochement. L'Ambassadeur de France à Stockholm mettait tout en œuvre pour y réussir. L'ambassadrice elle-même donnait crânement l'exemple et ses fêtes mondaines étaient de petites manifestations politiques :

« Le carnaval de Stockholm a été marqué par une grande révolution, écrit Rulhière, Madame l'ambassadrice a banni d'ici les contredanses

(1) Breteuil au duc de Praslin ; A. E. Suède, *corr.* 243, 12 février 1764.

anglaises, sans y employer d'autre pouvoir que le charme de son exemple. La « Petite Provence » et le « Point du jour » vont être dansées dans les vallées de la Dalécardie et ce qu'à présent nous désirons le plus, c'est que Mr l'ambassadeur ait pendant la Diète autant d'ascendant sur la nation suédoise que Madame l'ambassadrice en a eu pendant le Carnaval (1). »

L'ambassade était le lieu de rassemblement des amis de la France dont il fallait raffermir le dévouement : le baron d'Eckelbladt, « homme courageux qui a besoin d'être encouragé », le baron de Scheffer, « imagination ardente, patriote zélé, mais indiscret », le baron d'Hermanson « ambitieux et honnête », enfin « l'homme supérieur de la Suède » le comte de Fersen (2). Avec leur appui, Breteuil cherchait à gagner le concours de la reine de Suède et reculait jusqu'en janvier 1765 la réunion de la diète, afin de gagner le plus de partisans à la réforme projetée. Il fallait aussi envisager avec fermeté les agissements de l'étranger : l'Angleterre, qui avait beaucoup d'amis chez les marchands et faisait de la surenchère, la Russie, qui était toute prête à lancer des troupes sur les frontières finlandaises, si la diète entreprenait des réformes contraires au traité de 1720, la Prusse, que Breteuil soupçonnait de s'entendre secrètement avec la Russie pour maintenir l'anarchie en Suède comme en Pologne (3). On retrouve dans les préoccupations de l'ambassadeur les instructions de la diplomatie secrète : il s'inquiète sans cesse de l'action de la Russie ; c'est selon lui l'élément perturbateur de l'Europe. Elle s'entend avec les états faibles : « Si la France voulait sacrifier 500.000 livres et profiter de la fermentation qu'a provoquée en Russie le meurtre du prince Yvan (4), on renverserait la czarine » (5).

(1) Lettre inédite à la comtesse d'Egmont, 31 janvier 1764.

(2) Extrait du *Mémoire* du marquis d'Havrincourt de 1759. A. E. Suède, *Mém. et doc.* 15, pièce 5.

(3) A. E. Suède *Corr.* 243, 27 juillet 1764.

(4) Yvan de Brunswick est le petit czar détrôné et emprisonné par Elisabeth en 1741, qui fut assassiné en septembre 1764.

(5) A. E. Suède *corr.* 243, 31 août 1764.

Rulhière secondait son chef dans cette tâche difficile. Il avait d'ailleurs des amis personnels en Suède : le baron de Scheffer et le comte de Creutz étaient des « Suédois de Paris » qu'il avait autrefois rencontrés dans les salons de la duchesse douairière d'Aiguillon et de la jeune comtesse d'Egmont. Il s'en faisait aussi de nouveaux dans les milieux scientifiques où sa curiosité intellectuelle l'avait conduit. Le savant historien suédois Gjorwell se mettait à sa disposition pour l'aider « dans toutes les occasions qui regardent notre littérature, lui écrivait-il, pour le nom cher à mon cœur de votre ami... ». Il le renseignait, à sa requête, sur *l'Abrégé de l'histoire de la nation suédoise*, de Mr André Botin et recevait avec reconnaissance l'envoi « d'une lecture très utile et très convenable à un suédois, *le Contrat Social* de M. Rousseau... excellent homme quand il parle pour les droits de l'humanité et pour la vertu » (1). Cet « excellent homme », Rulhière l'associait d'ailleurs à ses recherches. Il avait écrit déjà plusieurs fois de Russie à l'exilé, et l'aimable Madame de Chenonceaux, la belle-fille de Mme Dupin, se chargeait de leur correspondance (2). Il s'entretenait longuement avec l'auteur du *Contrat Social* : « Je voudrais vous parler de ce qui m'occupe le plus dans mes voyages, des mœurs et des gouvernements que j'y ai vus ». Cette activité n'était pas sans éveiller de l'inquiétude chez les adversaires de la France. L'ambassade se sentait surveillée :

« Le dieu du silence a mis son doigt sur ma bouche, écrit Rulhière à Rousseau, et il me fait signe que trois cents maîtres de poste, qui

(1) Gjorwell à Rulhière, lettre inédite du 24 août 1764. Dans une seconde lettre du 8 septembre, il établit pour son correspondant une bibliographie de l'histoire de Suède. Le livre d'André Botin fut traduit en allemand en 1767 : *Geschichte der schwedischen Nation*. (Riga und Leipzig, bei J. F. Hartknoch, 1 vol. in-8). Fondateur du *Mercur Suédois*, Gjorwell (1731-1811) défendit la littérature nationale contre le goût français.

(2) « Si vous voulez envoyer à mon adresse la lettre à Mr de Rulhière, écrit-elle à Rousseau (déc. 1764), je l'envverrai avec celle que je lui écris ». (Streckeisen-Moultou : *op. cit.*, t. II, p. 252.

pourront lire ma lettre avant qu'elle ne vous soit rendue, interpréteraient à tort et à raison mes réflexions les plus simples, que ma position donne une fausse importance à mes discours et qu'on ne voudrait voir que de grandes affaires dans les humbles confidences d'un disciple à son maître (1). »

Rulhière apporte donc à s'instruire une ardeur, une curiosité, qui dépassent de beaucoup les cadres de ses fonctions. En observant ce nouveau pays offert à son étude, il s'efforce d'appliquer dans le concret les méthodes des historiens philosophes français : Montesquieu et Rousseau. Il veut trouver le fil conducteur de l'évolution de cette nation, si différente de la déconcertante Russie. Du fruit de ses méditations et de ses patientes recherches, il est resté un singulier document, c'est une lettre qu'il nous paraît utile de présenter au lecteur comme specimen d'un genre cher au XVIII^e siècle, qui consiste à « instruire en amusant ». Badine et élégante dans sa forme, cette épître, écrite à une jolie femme de vingt ans, est sérieuse et philosophique dans le fond. Elle représente plusieurs mois de recherches historiques minutieuses. Rulhière l'écrira avec le plus grand soin, gardera précieusement son brouillon et, plus tard, il en découpera des morceaux entiers pour les insérer dans ses ouvrages. Le procédé peut sembler étrange, mais c'était en somme son bien et ce plagiat de sa propre éloquence ne faisait de tort à personne. S'il lui arrivait de disperser parfois sa littérature au vent, il voulait en conserver le capital, la seule propriété d'ailleurs qui fût bien à lui. Cette lettre a pour lui la même importance qu'un mémoire rédigé pour les Affaires Etrangères, car elle lui a coûté les mêmes efforts, elle a donc ici une valeur documentaire et prend place parmi les sources de *l'Anarchie de Pologne*. Elle s'adresse à la comtesse d'Egmont, qui a lu Montesquieu et Rousseau et qui attend de son correspondant des commentaires de ces deux auteurs sur cette terre de la liberté. Dans le préambule, l'auteur se réjouit de la guérison de la jeune femme qui,

(1) Lettre de Rulhière à Rousseau, 12 juillet 1764. Streckeisen-Moullou, *op. cit.*, I, p. 312.

quelques mois auparavant, était tombée gravement malade au moment où elle devait accompagner son père, le maréchal de Richelieu, pour rendre visite à Voltaire aux Délices. Elle dut renoncer à ce voyage.

« Je n'ai reçu, madame la comtesse, qu'à la fin de décembre (1) la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au commencement d'octobre. J'avais appris à Moscou votre maladie et à Stockholm votre guérison :

La déesse aux cent voix et le dieu du mystère
Egalement touchés de vos appas,
Volent autour de vous, observent tous vos pas.
L'une, trompette en main, prête à courir la terre
Et l'autre à vos genoux, conjurant de se taire.

Nous avons vu avec étonnement, par toutes les lettres de Paris, que dans l'assurance avec laquelle vous envisagiez les suites de votre maladie, on a généralement admiré cette fermeté, ce courage d'âme bien plus héroïque que la valeur. Ne quittera-t-on jamais à Paris cet esprit d'exagération qui domine dans tout ce qu'on dit ? Non, madame la comtesse, ce n'est point dans cette occasion que vous avez déployé cette hauteur de courage ; vous avez eu une vertu plus simple :

Il est un monstre affreux qui choisit son séjour
Aux antres où jamais n'a pénétré le jour,
Qui la nuit, en tous lieux, errant dans les ténèbres,
Peuple l'obscurité de fantômes funèbres,
Change un souffle de vent en formidables cris,
Dans le fond du tombeau fait gémir les esprits.
Son seul aspect renverse et dissipe une armée,
Mais qu'on l'ose fixer, il se perd en fumée (2).
Vous, fille, épouse, sœur de héros et de dieux,
Vous l'avez regardé, ce fantôme odieux,
Et l'appréhension qui rend leur mal extrême,
Ces troubles où la peur devient le danger même
Ont fui devant vos yeux.

Vous avez eu cette assurance qui ne voit que le mal qu'on éprouve. A mon avis, Panurge, qui se vante de bien moins, se vante encore d'une fort bonne qualité quand il dit qu'il ne craint que le danger ; ce n'est pas là une vertu, mais c'est la saine raison. »

(1) 1763.

(2) Rulhière a reproduit ce passage dans son poème des *Jeux de mains*, *Œuvres*, t. II, p. 326.

Après ce préambule, consacré à la flatterie mondaine, l'auteur, en mêlant le badinage à l'étude de mœurs, prépare l'esprit de sa jeune interlocutrice à de plus graves leçons :

« Si je parle de votre maladie avec tant de sécurité c'est peut-être madame la comtesse, parce que j'en savais d'avance la guérison : on me l'avait prédite en arrivant en Suède. La mousse de Laponie en étant le remède le plus salutaire, Mr le baron de Scheffer en avait demandé pour vous, Madame, et les Lapons l'avaient cueillie eux-mêmes avec toutes les cérémonies magiques de leur religion.

Priant leur dieu Storjonkavé,
C'est-à-dire le grand jeune homme,
Que toujours ils ont imploré
Pour les jeunes beautés ; et comme
Un vieux Lapon très révérend
Eut frappé son tambour magique,
Cui, le remède est assuré,
A-t-il dit d'un ton prophétique.
Les yeux hagards, l'air de Calchas,
Pensant vous voir dans son extase,
Il vous détaille avec emphase ;
Mais au récit de tant d'appas,
Tous ces nains, enfants de la neige,
Admiraient et ne priaient pas ;
Vous causiez un grand sacrilège.
Ils dessinaient sur leurs tambours
Des loups, des rennes et des ours,
Des anges, des démons à griffes,
Le nom sacré de notre Dieu,
Ceux de leurs dieux, au beau milieu
De ces affreux hiéroglyphes.
Le prêtre frappait et le son
Rendait un favorable augure,
Tandis qu'un anneau de laiton
Allait roulant sur la figure
Qui présageait la guérison.
Vous en rirez, je le présume,
Mais songez qu'un tambour lapon
Vaut bien la Sybille de Cume
Et la peau du serpent Python.

L'oracle du tambour a causé une joie générale dans le pays : votre nom, Madame la Comtesse, est cher à la nation suédoise ; outre un peuple nombreux qui habite le pays des mines, sorti autrefois des

Pays-Bas à la sanglante époque de la mort du comte d'Egmont (1) et qui, après deux siècles en adore encore la mémoire et le nom, les Suédois n'oublient point que le ministère du cardinal de Richelieu est l'époque de leur célébrité ; il découvrit dans cette nation une force qu'elle ne connaissait pas elle-même :

Et la destinant aux conquêtes.
Il fonda ses projets sur son puissant effort.
Ainsi le maître des tempêtes
Fait sortir l'Aquilon des cavernes du Nord (2).
Il appelait à la victoire
Les Banners et les Tortensons (3),
Et tout l'éclat de ces grands noms
Prend sa source dans votre histoire. »

Ces allusions flatteuses, ce concours d'ombres illustres évoquées habilement, ont dû préparer l'esprit de la jeune femme à entendre des raisonnements plus sérieux : l'historien prend enfin le ton grave :

« C'est le désir de vous parler en détail de cette nation qui m'a retenu quelque temps sans vous écrire... Je ne voulais point que mes relations ressemblassent à ces itinéraires de géographe, où on ne trouve que des noms de bourgs, de lacs et de villes, ou à ces journaux de navigateurs qui apprendront à la postérité qu'en telle année, à tel jour, il soufflait un vent de sud-sud-ouest, accompagné de pluie. Je voulais :

Vous dépeindre, non le rivage
Où l'eau tranquille du Meoler
A travers les rochers, perd son nom dans la mer,
Mais ce peuple vaillant et sage,
Aussi grand dans l'adversité
Qu'il le paraît dans la victoire,
Aimant moins aujourd'hui l'idole de la gloire,
Aimant bien mieux la liberté.

Depuis quinze cents ans ce peuple est toujours libre dans les différents systèmes de gouvernement qu'il a successivement établis (4).

(1) Exécuté à Amsterdam ainsi que le Comte de Horn, en 1562, pendant le temps des troubles religieux.

(2) Réminiscence de Virgile.

(3) Généraux suédois qui s'illustrèrent pendant la Guerre de Trente ans.

(4) *Esprit des Lois*, livre XI, *Des lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la constitution.*

S'il a éprouvé des temps de crise et de violence, ils n'ont point ressemblé aux temps de Sylla qui préparaient la fin de la république, mais à ceux des décenvirs, dont l'usurpation passagère ne fit que donner plus de ressort à toutes les passions du bon citoyen (1). C'est là qu'il faut examiner le rapport des lois aux mœurs, celui de la distinction des ordres de l'état à l'égalité commune (2), celui que les richesses et un luxe nouveau ont avec l'esprit républicain (3), il faut embrasser toutes les parties d'un gouvernement systématique (4), qui descend à tous les états pour assurer à chacun, des droits différents quant à la considération, mais égaux quant à la liberté. Et nous autres français, combien au premier coup d'œil ne sommes-nous pas effrayés du choc violent des partis opposés ; il faut un peu de temps aux esprits formés dans les monarchies pour se rassurer à la vue des mouvements rapides de tous ces ressorts agités en sens contraire, et pour se convaincre que les dissensions civiles ne sont point la destruction d'un état (5).

La difficulté de s'instruire est encore augmentée en Suède par un esprit de soupçon et de défiance répandu dans toute la nation. Peut-être provient-il de l'usage immémorial du scrutin secret dans toutes les délibérations, usage d'où résulte évidemment une multitude d'avantages, mais qui fait que les citoyens, malgré l'accord qu'ils chercheraient à établir entre eux, restent toujours en doute les uns des autres, et produit à la longue ce caractère soupçonneux.

(1) *Esprit des Lois*, livre XI, ch. 15 : « Mais quel était ce système de tyrannie, produit par des gens qui n'avaient obtenu le pouvoir politique et militaire que par la connaissance des affaires civiles ?... le spectacle de la mort de Virginie fit évanouir la puissance des décenvirs. Chacun se trouva libre, parce que chacun fut offensé ; tout le monde devint citoyen. parce que tout le monde se trouva père. Le sénat et le peuple rentrèrent dans une liberté qui avait été confiée à des tyrans ridicules. » Voir aussi le *Contrat Social*, livre II, ch. 7.

(2) *Esprit des lois*, l. XIX. On connaît l'importance de ce livre. Combien il faut être attentif à ne point changer l'esprit général d'une nation (ch. 5), les lois doivent être relatives aux mœurs (ch. 21), elles doivent être « simples dans des pays de bonnes mœurs » (ch. 22 et suivants). Voir aussi *Contrat Social*, livre II, ch. 8.

(3) *Contrat Social*, l. II, ch. 11 : « A l'égard de l'égalité, il ne faut pas entendre par ce mot que les degrés de puissance et de richesse soient absolument les mêmes... » et *Esprit des Lois*, l. VIII, ch. 2 : « le principe de la démocratie se corrompt... quand on prend l'esprit d'égalité extrême... Les hommes ne sont égaux que par les lois ».

(4) *Systématique* : qui développe un système d'ensemble.

(5) Allusion aux factions suédoises.

Mais en examinant bien, force est qu'on approuve :
L'ouvrage de leurs lois est un chef-d'œuvre en tout.
Car, eût-il un défaut, aussitôt qu'on le trouve,
La peine de mort est au bout.

Cette loi, qui au premier coup d'œil paraît tyrannique, est pourtant sage et nécessaire. Le corps entier de la nation, qui seul est souverain, ne se rassemblant jamais, obligé de communiquer son pouvoir à des représentants, a prévenu par cette loi que ces représentants n'attentassent à la liberté. On raconte d'une ancienne république qu'un citoyen qui voulait proposer quelque changement dans le gouvernement se présentait à l'assemblée la corde au col, prêt, si sa proposition était rejetée, à subir l'infamie de ce supplice. La loi suédoise paraît plus rigoureuse ; peut-être celle de Marseille était-elle plus efficace. »

Mais le ton grave pourrait lasser sa jeune lectrice,
Rulhière reprend bien vite le badinage du début et termine ainsi sa lettre :

Pendant cette longue étude,
Je perds la douce habitude
Des vers tendres ou plaisants,
Je perds ces fruits amusants
Du poétique délire
Où je vous voyais sourire.
Les soins vont me poursuivant
Tant, que ma muse obsédée
Ne trouve, en vous écrivant,
De riant que votre idée.
La gaité fuit l'air profond
De l'étude où je m'applique.
Pensez-vous qu'Anacréon
Eût voulu connaître à fond
Les lois d'une république ?
On ne trouve les amours,
Plaisirs, politique, grâce,
Que dans le luxe des cours.
Ainsi comment fit Horace ?
Il quitte un peu brusquement
Sa vertu républicaine,
Pour aller souper gaîment
Avec Auguste et Mécène.

On voit que l'enthousiasme de Rulhière pour la Suède était sans restriction. Il croyait d'ailleurs à une réciprocité : « J'ai mérité quelque estime de la nation suédoise, écrivait-il au Père de la Tour (1), c'est là que chaque homme est véritablement un homme, que chacun vaut ce qu'il vaut en effet, qu'un citoyen devient toujours aussi intéressant qu'il mérite de l'être ».

Deux années d'une vie laborieuse s'étaient écoulées, deux années d'un travail fécond où le jeune attaché d'ambassade voyait « le temps ajouter à ses espérances » (2), quand un véritable coup de théâtre vint compromettre à jamais un édifice si laborieusement échafaudé. Il faut le laisser lui-même exposer l'événement :

« Ma très chère sœur, écrit-il le 16 novembre 1764, l'exil des Jésuites et l'infortune qui m'arrive sont des coups bien rudes pour la sensibilité de mon père : Dieu m'est témoin que cette considération m'a fait supporter longtemps une situation cruelle. Madame l'ambassadrice doit écrire à mon père aujourd'hui. Mr l'ambassadeur a voulu arrêter cette lettre, mais quoique je ne sache pas ce qu'elle contient, je l'ai supplié moi-même de la laisser partir, afin qu'il vit, par la fureur dont elle sera sans doute pleine, d'où part le coup de ma perte ; je vais d'ici en droiture à Fribourg chez le Père de la Tour y attendre les événements et je copie ici la lettre que je lui adresse : Mon très cher père, quelle nouvelle ai-je à vous apprendre : un malheureux, mais digne encore de vos bontés, va arriver chez vous pour se jeter dans vos bras paternels ; des tracasseries domestiques dont vous avez vu le germe me forcent à partir d'ici, mais tranquille dans ma conscience, sauf dans mon honneur, n'ayant à craindre de reproche de personne dans l'univers et couvert partout de la protection de Mr l'ambassadeur. Mais mon père ? Mais le public ? Qu'aura-t-on à médire si le premier asile où je me sauve est l'asile de la vertu même et comment me plaindrai-je dans mon malheur quand je vous verrai dans l'exil. Mr l'ambassadeur, qui approuve la résolution où je suis de me sauver chez vous, mon très cher père, et dont toutes les bontés n'ont pu prévenir tout ce qui l'occasionne, doit avoir l'honneur de vous écrire à ce sujet. C'est à Fribourg que je prendrai sous vos yeux les résolutions ultérieures sur mon sort (3). »

(1) Lettre inédite du 30 novembre 1764.

(2) Lettre à Rousseau, 12 juillet 1764, Streckeisen-Moulton, *op. cit.*, t. I, p. 319.

(3) Lettre inédite du 16 nov. 1764. Cette lettre et les suivantes se trouvent *in-extenso* à l'appendice.

Voilà une lettre bien curieuse et qui peint l'homme dans une circonstance dramatique de sa vie. Commencée d'une plume fébrile, elle est obscure, presque incohérente ; la pauvre sœur à qui incombait la mission délicate d'avertir leur père, dut avoir bien de la peine à comprendre ceci : que le jeune secrétaire avait encouru la colère de l'ambassadrice et qu'il était honteusement chassé, mais qu'il protestait de son innocence, garantie par l'amitié de l'ambassadeur et l'asile que lui donnerait le Père de la Tour, image de la vertu persécutée. Puis le ton s'équilibre et l'homme de ressources se ressaisit. Mis en demeure par les circonstances d'avoir du courage, de l'esprit, de l'invention, il en aura et la lettre s'achève dans des projets d'avenir :

« Tout n'est pas perdu, ma chère sœur, ce revers est cruel, mais des hommes meilleurs que moi en ont éprouvé de plus grands ; je vais tâcher par tout moyen de ne pas être à charge à mon père. Il est d'abord très nécessaire de garder le secret de cette funeste aventure, premièrement parce que M. l'ambassadeur va continuer de demander pour moi le brevet de capitaine de cavalerie comme si je lui étais attaché, que Mr le duc de Choiseul a promis ce brevet et qu'un silence de quelque temps qui fera croire à tout le monde que je suis encore à Stockholm, est le seul moyen d'obtenir ce brevet que Mr l'ambassadeur me promet de m'envoyer ; 2^o je voudrais que Madame de Rochouchart fût à Paris afin qu'elle prévienne elle-même plusieurs gens... Mon cher père ne désespérez point de mon sort ; soyez sûr que mon cœur est pur : ma conduite a été sage, je ne laisse pas un sol de dettes ; j'ai quelque argent devant moi, qui peut-être me laissera le temps de chercher d'autres ressources. Cachez, je vous le demande à genoux, le violent chagrin que vous allez avoir, sous quelque prétexte, si vous ne pouvez le dissimuler tout à fait. Je viens d'exposer les raisons qui rendent cette conduite nécessaire. De la patience et je sortirai de ce gouffre... » (1)

Mais la patience n'était pas, on s'en souvient, la qualité dominante de l'Inspecteur de police. Il prit fort mal la nouvelle, crut son fils coupable et, fort exigeant sur le chapitre de l'honneur, refusa de le recevoir et même de lui écrire, qu'il ne se fût pleinement justifié. Ce fut dramatique. Le fils reprit alors la plume pour crier son innocence,

(1) Lettre inédite à sa sœur, 16 nov. 1764.

suppliant « à genoux » son père « de ne pas se joindre aux persécuteurs d'un innocent » qui « n'a pas de pardon à demander, mais seulement à faire connaître la pureté de son cœur et l'honnêteté de sa conduite » (1). Le désespoir le bouleverse, mais n'altère pas toutefois sa lucidité, et habilement il fait passer sous les yeux de son père les lettres de justification qu'il écrit à ses supérieurs et à ceux de Mr de Rulhière (2), pour leur expliquer les motifs de son retour inattendu. Dans ces quelques lignes, adressées à ceux qui doivent plaider sa cause auprès de l'auteur de ses jours, il glisse quelques arguments qu'il n'aurait pu lui faire valoir directement : le rappel... des erreurs de jeunesse de ce dernier, quelques évocations attendrissantes... enfin tout ce qui, en bonne logique, pouvait désarmer un père irrité :

« J'ai écrit aussi à Mr de Ménard (3), non que j'aie voulu implorer une protection auprès de vous ; je n'ai besoin que de votre justice ; mais j'ai pensé que son autorité, s'il vous parle pour moi, celle de Mr de Saint-Florentin même en imposerait à toute votre compagnie : j'ai pris le ton suppliant. Voici ma lettre : Monsieur, les bontés paternelles dont vous avez toujours honoré ma famille m'autorisent à me jeter sous votre protection. Des circonstances qui n'ont aucun rapport ni à ma conduite dans les deux cours où j'ai eu l'honneur de suivre M. le baron de Breteuil, ni aux affaires dans lesquelles cet ambassadeur m'honorait de quelque confiance, mais uniquement relatives à l'intérieur de sa Maison me décident à prendre le parti de retourner en France... Mais je tremble qu'à cette nouvelle, au renversement de tant d'espérances, le chagrin de mon père ne se tourne en une violente colère contre moi. J'implore Mr, toute votre autorité sur son esprit pour le fléchir. Il m'a souvent conté avec attendrissement qu'au temps de sa jeunesse, quand lui-même avait irrité son père, ce fut Mr le comte de Maurepas qui lui fit rendre les bontés paternelles qui sont la première fortune de tout homme qui pense honnêtement... »

N'y a-t-il pas un peu d'impertinence dans ce rappel des « folies paternelles » et croit-il convaincre son père que, pour condamner, il conviendrait de n'avoir jamais péché ?

(1) Lettre inédite à son père, 23 nov. 1764.

(2) Le maréchal de Soubise, commandant en chef des Gens d'armes de la Garde du Roi et le comte de Vernègue, colonel aux Gens d'armes.

(3) Mr de Ménard commandait la Maréchaussée (*Alm. Royal* 1764).

Il ne semble pas supposer que l'argument puisse porter à faux et, escomptant une détente, il reprend un raisonnement serré sur les avantages publics et privés que doit trouver un père à pardonner à son enfant...

« Oserai-je raisonner tranquillement avec vous sur mon malheur ? Si quelque chose est capable de l'adoucir, d'en prévenir les suites dans l'opinion publique, ne serait-ce pas que vous me reçussiez avec bonté, que vous disiez hautement que vous savez ma conduite et ne la désapprouvez pas. Tout ce public qui rend hommage à votre probité, qui sait votre délicatesse sur toutes les choses de l'honneur, s'il me voit couvert de votre vertu, n'osera me toucher. Je dis plus : quand j'aurais de véritables torts, cette conduite serait celle de la prudence. Mais je vous jure que la seule justice vous doit engager à la tenir (1). »

Que s'était-il donc passé ? Dans cette correspondance qui comprend dix longues lettres écrites en deux mois (novembre et décembre 1764), Rulhière ne s'expliquera jamais plus clairement que dans les deux premières dont il vient d'être donné quelques extraits. Pour expliquer sa discrétion, il dit que « la difficulté étant non pas de raconter les faits, mais de faire connaître la vérité sans compromettre personne », il ne s'en ouvrira qu'au Père de la Tour et seulement sous le sceau de la confession. Une chose est prouvée : madame de Breteuil ne veut plus de Rulhière à l'ambassade, c'est elle et elle seulement qui le congédie. Mais quel motif a pu faire agir cette femme ? Autoritaire, elle veut régner à l'ambassade sur son mari qu'elle surveille jalousement et sur les secrétaires qu'elle tient en sujétion : « Je n'avais pas un état, dit Rulhière, j'étais en service » (2). Ambitieuse, elle n'aime pas les secrétaires trop intelligents dont le zèle pourrait susciter un avancement trop rapide, elle redoute de les voir favorisés de distinction qu'elle juge ne devoir revenir qu'à son époux. Peut-être a-t-elle pris Rulhière en aversion depuis que, par la faute de son mari absent volontairement pendant la révolution de Russie, tous les compliments du ministre ont été dévolus

(1) Lettre du 16 déc. 1764.

(2) 16 déc. 1764.

aux secrétaires et le blâme à l'ambassadeur ? Peut-être craint-elle en Suède le crédit du jeune attaché dont les succès politiques ne se comptent plus ? On pourrait le croire en lisant les doléances de Rulhière (1) :

« Bon Dieu ! Dans quel enfer je vivais ! Que de couleuvres je dévorais ! Quand cet été je vous écrivais que le dieu de ce monde est l'argent comptant, je prévoyais ce qui m'arrive, je sentais que je ne pouvais plus tenir à tant de déboires : toutes mes espérances étaient éloignées : point de Croix que l'Ambassadeur n'ait le cordon bleu ; pour expectative, on me faisait attendre dans quelques années mille l. d'appointements de la Cour (2). »

Elle déteste donc Rulhière. Mais encore une fois quel est le motif secret de cette aversion ? Si ce n'est l'ombrageuse jalousie d'une femme ambitieuse pour son mari, est-ce le mépris d'une fille de financiers que sa fortune a faite ambassadrice pour la pauvreté d'un gentilhomme bien né ? Est-ce une explosion de colère contre un subalterne qui regimbe à la servitude ? Tout cela est possible ; mais en lisant attentivement les lettres que le jeune homme au désespoir adresse à sa famille, il faut admettre, bien qu'il n'ait jamais livré son secret, qu'il y eut quelque chose de plus grave : « Si j'avais voulu faire fortune par toute voie, écrivait-il, j'ai vu d'assez près tous les chemins, mais il y en a où j'ai dédaigné d'entrer... » (3). De quels chemins s'agit-il ? Il ne convient pas je pense d'évoquer « les sentiers ombreux où s'égarèrent les amoureux », car l'ambassadrice semble avoir aimé son mari. Nous sommes au XVIII^e siècle, il est vrai, en un temps où la vertu était particulièrement fragile, mais si on se permettait une hypothèse aussi hasardeuse, il faudrait immédiatement reconnaître que s'il y eut tentation, Rulhière n'y succomba pas et ne trahit pas son maître, car il écrit :

« Le mal est fait, la bonne volonté de Mr l'ambassadeur lui-même n'a pu le prévenir. Je crois ne point mériter de reproches, et pour

(1) 23 nov. 1764.

(2) 16 déc. 1764.

(3) 23 nov. 1764.

ne m'expliquer qu'autant qu'une lettre le permet : si je m'étais conduit de façon à prévenir le mal qui m'arrive à présent, il est certain que dans quelque temps, il me serait arrivé bien pis, car au moins, je conserve pour ma vie les bontés et la protection déclarée de Mr l'ambassadeur au lieu qu'autrement je les eusse perdues sans retour. Sur ma tête et sur l'Evangile je ne vous trompe point... (1). »

Il a donc conservé intacts l'estime et la protection de son chef et il s'agit bien, semble-t-il, d'une intrigue à laquelle il s'est dérobé, intrigue qui l'eût séparé du baron de Breteuil s'il avait fléchi. Et c'est avec l'accent de la sincérité que Rulhière ajoutait :

« j'ai assez vu des affaires de ce monde, d'intrigues de tout genre, de fortunes faites et détruites, pour apprendre à ne point me repaître de chimères et à ne point désespérer. Mon innocence bien connue de mon premier juge qui est le baron de Breteuil me laisse un calme dans l'âme que rien ne peut troubler (2) »... « Je lutte contre une destinée bien fatale, mais au moins cette fois suis-je irréprochable et tout mon désastre vient des viles passions des autres et non pas de moi-même (3). »

Les autres ? Mme de Breteuil n'est donc pas seule à persécuter Rulhière et on voit passer une ombre au second plan, un homme dont l'intérêt eût été de déloger le nouveau venu, quelqu'un dont les fonctions eussent été rivales de celles de Rulhière, en un mot, un autre secrétaire. Et dans ce cas, les soupçons tomberaient sur Duprat. L'abbé Duprat suivait, on l'a vu, le baron de Breteuil depuis 1760. Son rôle concernait les affaires du Secret : il assurait la liaison entre Breteuil et l'ambassade française de Berlin. Il ne voyait probablement pas d'un œil bienveillant les progrès de Rulhière, arrivé deux ans après lui et maintenant plus avancé dans la confiance de l'ambassadeur. La baronne, en revanche, l'appréciait et se l'attachait dans ses déplacements (4). On imagine tout un petit complot contre ce

(1) 16 déc. 1764.

(2) Lettre du 16 déc. 1764.

(3) Lettre du 23 nov.

(4) « M. l'abbé Duprat suivra Mme de Breteuil à Paris » (lettre de sept. 1762).

protégé des Jésuites, que Duprat ne devait guère aimer, lui dont la fameuse thèse avait encouru en Sorbonne la réprobation des théologiens et celle du *Journal de Trévoux* (1). Cependant les rapports entre les deux secrétaires avaient été d'apparente cordialité. Duprat écrivait en juillet 1762 au père de Rulhière : « J'espère que votre fils est aussi content de nous que nous le sommes de lui ». Ce n'était probablement qu'une formule de politesse sans conséquence, de l'eau bénite d'abbé de cour. Il paraît plus probable que Duprat sentit en son jeune collègue un rival dangereux et qu'il développa l'antipathie naturelle que la baronne nourrissait contre lui. « J'ai eu à souffrir, disait plus tard Rulhière, « du caprice, de l'intrigue et de la calomnie ». Mais on ne voudrait pas pousser plus avant une accusation qui ne repose, en somme, sur rien de précis. D'ailleurs, même en retenant cette hypothèse, il faut reconnaître qu'elle n'explique pas pleinement l'attitude réticente de Rulhière : « Mon départ, écrit-il au Père de la Tour, n'a aucune cause dont j'aie à rougir, il provient des inconvénients sur lesquels vous-même m'aviez prévenu, mais qui ont été portés à un excès qu'il était impossible de prévoir ».

Qu'est-ce que le Jésuite avait prévu ? Et Rulhière devient encore plus réticent : « L'éclaircissement exige toute sorte de circonspection de ma part, mais par le ménagement que je dois aux autres, non par aucune considération qui me soit personnelle » (2). Cette discrétion est-elle dictée simplement par la galanterie d'un homme qui ne voudrait pas porter plainte contre les mauvais procédés d'une femme ? Il peut y avoir quelque chose de cela, surtout quand cette femme est celle de son protecteur ; mais à l'entendre répéter ces confidences réticentes, on sent un parti pris de mulisme, la crainte d'en dire trop long et on ne peut s'empêcher de penser au Secret du Roi. Le baron de Breteuil, l'abbé Duprat et Rulhière étaient tous trois initiés et un dissentiment avoué entre eux aurait pu alarmer le Roi auquel

(1) Organe des Jésuites.

(2) Lettre du 30 nov. 1764.

cette intrigue causait déjà bien des désagréments (1) ; il fallait donc garder la plus entière discrétion devant les ministres, les commis et les courtisans et ne rien dévoiler, même à la famille. Mais, fait significatif, Rulhière s'est ouvert au Père de la Tour « sous le sceau de la confession » et s'il demande constamment le silence sur son aventure, il désire en revanche en faire avertir expressément Favier, dont on connaît le rôle capital dans le Secret : « Ne confiez mon malheur qu'à mon digne ami Mr Favier (2), il l'affligera, mais je l'aime trop pour lui cacher une circonstance si essentielle de ma vie et son amitié ne sera pas inutile à votre consolation ». Il sait que l'agent secret comprendra à demi-mot et saura en haut lieu et même dans sa famille, arranger les choses dans la mesure du possible. Il revient à la charge au moment de quitter Stockholm : « Je vous prie que ma lettre à mon père soit communiquée à Mr Favier. Ce digne ami partagera trop ma situation... » L'amitié suffit-elle à expliquer cette insistance ? (3) Et encore au moment même du départ : « La première personne que je veux voir à Paris, c'est Mr Favier » (4).

En somme le silence pour tous, sauf pour le conseiller du prince de Conti et pour celui du comte de Broglie : comment ne pas penser que le Secret du Roi se cache sous ces réticences ? On peut objecter que cette hypothèse s'écarte des seules données réelles du drame, c'est-à-dire l'inimitié de Mm^e de Breteuil ; on n'a garde de l'oublier, mais cette inimitié peut avoir été exploitée pour des fins occultes, madame de Breteuil n'étant là qu'un instrument inconscient. Le baron de Breteuil, en se portant garant de l'honneur de son secrétaire, espérait lui fournir un appui efficace pour préserver son avenir, mais était-ce une compensation suffisante de ce qu'il devait perdre ? Et Rulhière, martyr de la

(1) C'est le moment des folies du chevalier d'Eon à Londres, en mai 1764.

(2) Lettre du 16 nov. 1764.

(3) Lettre du 30 nov.

(4) Lettre du 16 déc. 1764.

discrétion, n'aurait-il pas été le Saint Jean-Népomucène du Secret du Roi ? Mais ce ne sont là que des suppositions et il faut bien conclure en avouant que cette troublante histoire reste malgré tout mystérieuse, parce que Rulhière a tout fait pour qu'il en fût ainsi. Il devait d'ailleurs voir bientôt disparaître de ce monde son irréconciliable ennemie. Madame de Breteuil, dont la santé était très ébranlée par un séjour prolongé sous les climats du Nord, revint à Paris dans l'hiver de 1765 et mourut en mars de la même année (1).

Le baron de Breteuil, afin de dissiper de légitimes soupçons, avait donc élevé la voix pour défendre la correction et l'innocence de son secrétaire. Le 1^{er} décembre 1764, il écrivit à Mr de Rulhière la lettre suivante (Rulhière en envoya la copie par le courrier du 1^{er} décembre et apporta l'original) :

« Je ne veux pas laisser partir, Monsieur, d'après de moi Mr votre fils, sans lui remettre une lettre qui vous ôte toute inquiétude sur les raisons de son départ et je veux aussi vous assurer que je serai très aise des occasions de lui être de quelque utilité. Je lui en donne aujourd'hui les seules preuves qui dépendent de moi en lui donnant mille livres pour son voyage et en lui conservant ses appointements de douze cents livres pour le courant de l'année prochaine. Je tâcherai de plus de lui procurer la commission de capitaine de cavalerie que Mr de Choiseul m'a fait espérer, et si, par suite, il était possible de lui obtenir une compagnie de cavalerie en pied et que vous fussiez embarrassé de lui fournir les huit mille francs nécessaires pour la payer, comme ce serait un établissement aussi solide que convenable que je serais fâché de lui voir manquer, je serais très disposé à lui en faire l'avance, en prenant avec vous les arrangements qui pourraient vous gêner le moins pour me rembourser. Je voudrais pouvoir vous convaincre plus essentiellement de mon estime pour vous et de tous les sentiments distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être... »

Rulhière, en envoyant cette copie, disait triomphalement à sa sœur :

(1) Dufort de Cheverny, *op. cit.*, t. I, p. 252 (en note), dit qu'elle fut emportée par la petite vérole à Stockholm en mars 1766. Le *Dictionnaire* de la Chesnaye-Desbois la fait mourir en couches, en donnant naissance à une fille. Il doit y avoir erreur, car Mme de Breteuil n'eut qu'une fille née en 1755, qui épousa en 1769, à 14 ans, le marquis de Matignon.

« cette lettre prouve que ceci est un revers inattendu, qui me laisse irréprochable, que Mr l'ambassadeur me sacrifie à des circonstances dont je vous ferai le détail ; mais, ma chère sœur, je vous en supplie éternellement, que mon père mette de la bonté et du calme dans cette aventure et je m'en tirerai bien. J'ai su faire les affaires des autres ; il faudra bien que je sache faire les miennes (1). »

Rulhière, on se le rappelle, avait d'abord songé à se réfugier à Fribourg, auprès du Père de la Tour, pour abriter son innocence « dans l'asile de la vertu » ; mais il lui parut que cet exil lointain, pour respectable qu'il fût, ne vaudrait pas une justification personnelle ; les beaux gestes ne font pas d'effet quand il n'y a personne pour les voir. Il décida donc de rentrer en France pour plaider lui-même sa cause. Mais il fallait auparavant aplanir une autre difficulté : après avoir convaincu son père de la « pureté de sa conduite », ne fallait-il pas aussi lui donner l'assurance qu'il ne serait pas à sa charge ? Il revient à Paris « sans un sol de dettes » et avec un petit capital qu'il compte répartir comme suit : 4.000 l. qui seront placés au denier 10 et rapporteront 400 l. ; 2.000 l. à conserver en portefeuille pour parer à toute éventualité, quelques objets de prix qu'il compte négocier : « une boîte d'or que j'ai reçue de l'impératrice de Russie, écrit-il, et qui vaut au moins 600 l. , une tente tartare si singulière qu'il n'y en a en France qu'une seule appartenant au roi ». Il compte en tirer 1.200 l. ; placé, cet argent rapportera 200 l. Ces rentes diverses feront avec sa solde de gendarme un revenu global de 1.200 l. au moins. Il peut donc fournir à ses dépenses. D'ailleurs, « il faut faire tout valoir », il apportera à l'intérieur de son père des améliorations dues à sa expérience : c'est ainsi qu'il a appris « la manière de bien chauffer les maisons en brûlant près d'une moitié moins de bois » (2).

Mais l'important en revenant à Paris est de lever toute suspicion sur son compte. Il verra avant tout l'abbé de

(1) 1^{er} décembre 1764.

(2) 26 nov. 1764.

Breteuil (1), se rendra ensuite chez ses supérieurs (2) et, en présence de son père, se justifiera « sans s'excuser ni rougir », mais aussi « sans compromettre personne ». Il recherchera ensuite le suffrage de Mme d'Egmont ; il importe d'autant plus qu'il a appris « qu'elle est en grande liaison avec M. le duc de Choiseul ». Et l'espoir lui revient aussitôt : « N'y a-t-il pas moyen de tirer de cette circonstance, non seulement des ressources contre cet accident, mais des moyens de fortune plus rapides et plus brillants ? » Il sera bientôt capitaine de cavalerie, c'est chose promise. Mr de Choiseul, sollicité par la comtesse d'Egmont, lui accordera l'agrément d'une compagnie et cette promotion militaire ne saurait être un obstacle à sa réintégration dans la Carrière. Cette réintégration, il se gardera de la demander maintenant. Mr de Sainte-Foix est prévenu qu'il ne « sollicite rien pour le moment », mais ne change d'objet que pour un temps. C'est un sage conseil de Breteuil : « Si on vous voit arriver en solliciteur, vous embarrasserez et l'humeur que cela donnera ajoutera à la prévention de votre retour, mais jetez un mot en passant « que si l'occasion s'en trouvait, vous seriez heureux de repartir ». D'ailleurs rien n'est perdu, de ce côté surtout, si le baron de Breteuil « arrive aux affaires ». Alors tout ira bien (3). Et s'il faut attendre, il serait tout prêt à voyager, « 6.000 lieues et la mer ne m'effraient pas ». N'a-t-il pas à la Compagnie des Indes un ami intime, Ristean (4) ? Si celui-ci lui offre un poste digne de lui, il acceptera et cela lui permettra de hausser la voix :

(1) C'était une gazette et un oracle.

(2) Mr de Sainte Foix et l'abbé de Laville.

(3) On voit par là que Breteuil espérait la succession de Choiseul, mal en cour depuis la mort de Mme de Pompadour.

(4) Ristean était un négociant de Bordeaux que Rulhière avait connu chez le Maréchal de Richelieu, c'était un ami de Montesquieu pour lequel il avait écrit une excellente *Défense de l'Esprit des Lois* (Notes de Rulhière).

« Messieurs, [dira-t-il], j'arrive du Nord, je pars pour le Midi, n'avez-vous point de commission à me donner ? » Mais s'il n'y a rien de prêt aux Indes, comme alors j'aurai besoin de tout le monde, il faut que je prenne un autre ton. »

Et sous l'empire de l'imagination, les faits se présentent sous un aspect riant et favorable :

« Tout ceci bien pesé, dit-il à sa sœur, mon père m'ayant pour compagnie sans avoir l'embarras de mon soutien, moi dans ce nouveau genre de vie me livrant tout entier à la littérature et sachant vivre petitement, avant beaucoup vu, assez voyagé pour mon instruction et pour l'agrément des autres, n'ayant plus rien à demander à personne, n'aurais-je pas atteint le bonheur que mon père me désire ? Il dépend de lui. »

Mais le père tenait toujours rigueur. Pour vaincre sa résistance, Carloman faisait passer sous ses yeux une lettre au Père de la Tour :

« J'ai écrit à mon père que, vous voyant dans l'exil, on devait apprendre à ne pas juger les hommes par leurs infortunes ; je lui ai écrit qu'il devait craindre devant Dieu de se joindre aux persécuteurs d'un innocent. S'il me recevait chez lui, je lui demanderais sa bénédiction en partant pour aller vous voir. S'il me refuse sa porte, j'irai en pleurer chez vous. »

Il aurait fallu un cœur de pierre pour ne pas se rendre à cet attendrissant tableau. Mr de Rulhière capitula enfin et le 17 décembre, tandis que son fils avait quitté la Suède depuis quinze jours sans se savoir pardonné, il annonçait son retour aux Premiers Commis aux Affaires Etrangères et les assurait que, convaincu qu'il avait tenu une conduite qui ne devait pas l'irriter, il l'attendait en père (1). Le Père de la Tour, toujours paternel, avait d'ailleurs conseillé l'indulgence au père, la prudence au fils et promis sa précieuse protection. Sa lettre vaut la peine d'être citée, c'est un modèle de réserve ecclésiastique où perce une immense bienveillance :

« Je suis enchanté du parti que vous prenez, écrivait-il de Fribourg à Mr de Rulhière, vous l'avez lu sans doute dans mon âme.

(1) Termes suggérés par Carloman dans sa lettre du 30 nov. 1764.

Allez, à cet âge surtout, il y a du remède à tout, hors à la mort. Seulement que Carloman ne se lâche sur rien... qu'il ne fasse son apologie que par la conduite la plus loyale, la plus mesurée. Grâce à Dieu, je ne suis pas absolument hors de ce monde ; puisqu'on n'a rien à lui reprocher et qu'il est malheureux, il sera toujours mon fils bien-aimé. Qu'il ne manque pas, dès qu'il le pourra, de me faire la confession plénière de tout ce qui est arrivé. Il a bien et très bien fait de ne pas passer par ici, c'eût été une franche équipée. Je me conduis avec autant de précaution que si je dansais sur la corde. Adieu, je vous aime si tendrement et si solidement (1). »

On ne peut pas, encore une fois, ne pas être frappé par l'insistance du Père de la Tour à recommander à Carloman, quoiqu'il puisse lui en coûter, la discrétion et la réserve, et ceci nous ramène à l'hypothèse d'un rapport entre l'aventure de Rulhière et le Secret, et l'allusion à une protection efficace semble promettre une compensation.

Rulhière avait quitté Stockholm en compagnie du baron de Staël, résident à la cour de Vienne. Le voyage s'annonçait pénible à cause de la saison : « J'ai la mer à traverser, des neiges, des glaces, écrivait-il au Père de la Tour, le 30 novembre, mais les hommes sont bien plus cruels pour les hommes que la nature entière ». La traversée dura quarante heures ; après une courte halte à Rügen (16 décembre), les voyageurs atteignirent Stralsund, puis parvenus à Hambourg, ils se séparèrent : Rulhière prit la route de Paris où il parvint vers le 20 janvier 1765.

C'en était fini de sa carrière diplomatique si brillamment commencée, une autre destinée l'attendait.

(1) Lettre inédite du 19 décembre 1764.

CHAPITRE IV

De la diplomatie à l'histoire

Rulhière, capitaine de cavalerie renonce à la carrière des armes. — Vie mondaine. — Poèmes badins et compositions académiques. — L'amitié du Comte de Provence. — Rédaction des *Anecdotes sur la Révolution de Russie en 1762*. — La comtesse d'Egmont en est-elle l'inspiratrice ? — Lectures. — Succès considérable, mais compromettant pour un diplomate. — Inquiétudes des amis de la Czarine. — Offres d'argent. — Négociations officielles et officieuses. — Diderot. — L'auteur promet de ne pas publier le manuscrit du vivant de Catherine. — Persécutions. — Ont-elles du rapport avec les *Anecdotes* ? — Menaces de la Bastille. — Encore Monsieur. — Lectures à la ville, à la Cour, en Europe. — Admiration de l'auteur pour Catherine. — « Ode à Sa Majesté Impériale ». — En 1791, après la mort de l'auteur, Catherine demande encore la suppression du manuscrit. — Refus de la famille. — Rulhière introduit par Choiseul, en décembre 1768, dans la classe des Ecrivains politiques des Affaires Etrangères. — « Mémoire sur les Affaires de Pologne pour l'instruction du Dauphin ». — 1^{re} version de l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, remise livre par livre à Gérard, de décembre 1770 à mai 1771. — Rulhière expulsé des Affaires Etrangères par le duc d'Aiguillon, réintégré par Vergennes. — Développement du grand ouvrage.

Le silence tomba sur Rulhière à son retour en France. Il avait annoncé, en effet, qu'il se ferait oublier une année entière ; mais l'année 1765 passa, puis 1766 et 1767, sans qu'on entendît parler de lui : rien sur son compte dans les *Mémoires* du temps, ni les *Gazettes*, rien non plus dans les distributions officielles de grâces ; lui-même se fait silencieux : pas une lettre de lui pendant cette période n'est demeurée dans ses papiers.

Des nombreux projets énumérés plus haut, qu'était-il advenu ? Son premier soin avait été de régulariser sa situation militaire. Le 19 juin 1765, il fut réformé du service

des Gendarmes de la Garde du Roi, avec la commission de capitaine de cavalerie ; il conserva son activité et reçut la promesse d'une compagnie (1). Comme il pouvait toujours reprendre du service dans les limites de temps prescrites par les ordonnances, il garda son traitement de 600 l., qui lui fut payé par l'Extraordinaire des guerres jusqu'au 1^{er} juin 1779 et porté en pension sur le Trésor Royal après cette date. Sa situation de soldat fut donc stabilisée, mais elle n'eut plus de militaire que le titre de capitaine de cavalerie qu'il porta jusqu'à sa mort. Il ne conservera de son premier état qu'un goût très vif pour les chevaux : c'était un des meilleurs cavaliers de son temps. Quant au voyage aux Indes, il semble bien qu'il n'ait été qu'une velléité d'un moment. Rulhière savait que sa véritable vocation, contrariée malheureusement, était la diplomatie. S'éloigner eût été se faire définitivement oublier. C'est en faveur de Bernardin de Saint-Pierre qu'il usa du crédit qu'il avait à la Compagnie et auprès du baron de Breteuil, mais le voyage de Bernardin à l'Ile de France ne procura pas à ce dernier les avantages qu'il en attendait et, malgré la complaisance et le désintéressement que son ami avait mis à l'obliger, il lui conserva toujours quelque rancune de sa déception (2).

A quoi s'occupait notre jeune diplomate en rupture d'ambassade ? La vie mondaine semblait seule absorber ses instants. Il feignait de ne plus songer aux affaires quand il écrivait :

(1) Dans une notice déjà citée, le neveu de Rulhière écrit : « L'auteur de la première notice [Daunou] s'est trompé quand il dit que mon oncle avait quitté le service le 19 juin 1765 avec la commission de Capitaine de cavalerie et la promesse d'une compagnie qu'il n'obtint jamais. Il avait été réformé et par conséquent, il avait dix ans pour rentrer en service. Etant attaché aux Affaires Etrangères, il était censé y être toujours [à l'armée] suivant les ordonnances. Après le temps prescrit, il avait de droit le brevet de capitaine et la croix de Saint-Louis. » Il l'eut en effet en 1775.

(2) Aimé Martin : *La vie de Bernardin de Saint Pierre et sa correspondance avec Hennin* (27 déc. 1784), Paris, 1826, 15 vol. in-8.

Ambition, vaine chimère
Source de craintes et de maux,
Et toi, moins fatal au repos
Mais non pas moins imaginaire
Savoir, dont je fus occupé,
Enfin l'Amour m'a détrompé (1).

Mais il ne faut pas être dupe de ce soudain détachement. Pénétrer dans les salons n'était-il pas le plus sûr moyen d'attirer à soi l'attention ? Ne fallait-il pas pour arriver, comme le disait Talleyrand qui s'y connaissait, « être porté par le suffrage de la bonne compagnie aux places auxquelles on pouvait prétendre » (2) ?

Rulhière avait fait ses premières armes militaires, galantes et littéraires sous la direction du maréchal de Richelieu ; il y avait pleinement réussi et le plus beau couronnement de son succès avait été le suffrage de la propre fille du maréchal : la comtesse d'Egmont. Il n'avait pas dépendu d'elle qu'il ne réussît aussi bien dans la carrière diplomatique, mais la fatalité et la baronne de Breteuil en avaient décidé autrement. Sous l'égide de sa protectrice et une lettre du baron de Scheffer en poche, il reprit sa place dans la société de la duchesse d'Aiguillon où les illustres suédois (les deux Scheffer, et le comte de Creutz) étaient très aimés. A la suite de ces aimables étrangers, il fut admis chez la comtesse de Brancas-Forcalquier (3), dame d'honneur de Mesdames, une autorité à la Cour et à la ville. Puis d'autres salons s'ouvrirent devant lui : celui de la comtesse de Brionne, l'amie passionnée de Choiseul, et le fameux hôtel de Valentinois où la maîtresse de maison, belle et indolente personne (4), brillait entourée de ses amies : la marquise de Ségur, douce et gracieuse créole, et la marquise de Clermont d'Amboise, (princesse de Beauvau-Craon

(1) *Épître à la comtesse de Coislin*, *Œuvres*, t. II, p. 356, datée à tort de 1758.

(2) *Mémoires*, éd. duc de Broglie, Paris, 1891, 5 vol. in-8, t. I, p. 59.

(3) La comtesse de Brancas était grande amie de Scheffer, *Mémoires de Saint-Priest*, t. I, p. 102.

(4) Princesse de Monaco. (Cf. *Jeux de mains*, *Œuvres*, t. II, p. 313).

en 1764) « modèle d'aménité et de l'art de gouverner la conversation » (1). De galants seigneurs se mêlaient à ce brillant cercle féminin : le comte de Thiard, le baron de Bezenval, « qui excelle à bien conter », le marquis de Pons et le comte d'Entraigues.

Dans ces salons où « un tact fin rendait savant dans l'art de plaire » et où l'on évitait l'ennui « en ne s'appesantissant sur rien (2) », on attendait du jeune diplomate qu'une réputation d'amuseur avait devancé, qu'il fixât par quelque spirituelle composition les galanteries et les divertissements d'une jeunesse éprise de plaisir autant que d'art. Rulhière savait divertir en effet, son esprit fin et juste avait, s'il manquait un peu d'abandon et de souffle poétique, le trait mordant avec grâce et le sens le plus remarquable de l'actualité mondaine, avec cela une concision élégante et un naturel dans le tour, qui donnait à ses compositions une aisance parfaite, ce que Daunou appelle : « cette élégance piquante et noble qu'un esprit distingué donne toujours même à ce qu'il n'achève pas » (3). Le poème des *Jeux de Mains*, qu'il composa en 1766, est une spirituelle imitation du *Lutrin*, et le plus joli tableau des mœurs du très grand monde, faisant suite aux *Mémoires du duc de Richelieu* (4).

On ne pouvait que rechercher un hôte aussi divertissant : les princes eux-mêmes voulurent l'avoir pour commensal. Il fut reçu par le duc d'Orléans, (encore dans le sillage de la comtesse d'Egmont qu'admirait beaucoup le duc de Chartres), à Saint-Cloud et à Villers-Cotterets, et en 1772, après les persécutions que lui occasionna son écrit sur la *Révolution de Russie*, il fut couvert de la protection du

(1) Ségur : *Mémoires*, éd. Barrière, 1859, 2 vol. in-8, t. I, p. 167.

(2) *Id.*, t. II, p. 63.

(3) *Anarchie de Pologne*, notice de Daunou, Paris-1807, 4 vol. in-8, t. I, p. III.

(4) Rulhière ne le publia pas dans la crainte de déplaire à la princesse de Monaco, mise en cause sous le nom d'Artémise. Cf. *Œuvres*, t. II, pp. 311-331.

Pour la vie mondaine de Rulhière, cf. *Rulhière, Rousseau et la Comédie de Caractère*.

Comte de Provence, devint Secrétaire de ses Commandements et fut des intimes du Luxembourg et de Brunoy. Le 17 février 1773, on joua sur le théâtre du prince sa féerie de la Grotte Magique. Rulhière se lia d'amitié avec le marquis de Montesquiou, premier écuyer de Monsieur ; on doit à ce commerce un échange de lettres fort agréable (1).

C'était, on le voit, un de ces hommes aimables qu'on attirait pour son esprit et dont la réputation se faisait : mais il fallait qu'un écrit plus consistant que tous ces petits vers lui valût une consécration officielle. Nous le savons, il voulait écrire. Il disait déjà de Suède, à la date du 23 novembre 1764 : « Je puis chercher des ressources en moi-même » et un peu plus tard : « Ce voyage m'a donné des instructions [connaissances] qui m'ouvrent de nouveaux moyens » ; enfin cette phrase plus explicite : « Je donne dans quelques mois une édition de quelques drogues qui pourront réussir ou je travaillerai pour la littérature » (2).

Travailler pour la littérature, c'était composer des poèmes légers dont la vie frivole des salons lui fournissait les thèmes, c'était aussi concourir pour les prix académiques qui pouvaient procurer la gloire aux écrivains ignorés. Le 25 août 1768, il proposa au jugement de l'Académie française son excellent poème des *Disputes* (3) auquel la docte assemblée fit beaucoup de réclame en lui préférant la médiocre composition d'un enfant de quinze ans, l'abbé de Langeac. Bachaumont, Collé et Diderot (4) prirent son parti, autant pour le louer que pour accabler l'Académie de sarcasmes. Voltaire, qui n'était pas fâché non plus de faire une

(1) Deux ont été imprimées dans les *Œuvres*, t. II, p. 381-393.

(2) 16 déc. 1764.

(3) *Œuvres*, t. II, 332-339.

(4) Bachaumont : *Mémoires secrets*, Londres, chez John Adamson, 1777-1789, 36 vol. in-12, t. IV, 25 août 1768.

Collé : *Journal et Mémoires*, éd. Bonhomme, Paris 1868, 3 vol. in-8, t. III, p. 12.

Diderot : *Œuvres complètes*, éd. Assezat et Tourneux, 20 vol. in-8, t. XI, p. 374, *Salon 1768*, et lettre de sept. 1768 à Sophie Voland.

niche à cette dernière, fit imprimer le poème en l'accompagnant d'une fort élogieuse préface (1).

Et les « quelques drogues », à quoi fait-il allusion si mystérieusement ? Ne serait-ce pas les *Anecdotes sur la Révolution de Russie* qu'il méditait d'écrire depuis qu'il en avait été le témoin, bien qu'il ait prétendu plus tard que la rédaction lui en avait été arrachée par les instances de la comtesse d'Egmont ? Nous avons déjà parlé des révélations que Rulhière avait recueillies sur l'événement. Il est temps d'aborder la genèse de la composition de ce petit livre qui devait avoir tant d'influence sur sa destinée, particulièrement sur sa carrière d'historien.

C'est pour plaire à la comtesse d'Egmont, assure Rulhière, que furent écrites les *Anecdotes*. Après son retour en France, la jeune femme voulut entendre le récit des incroyables événements dont le jeune diplomate avait été le témoin. Elle riait, posait des questions, excitait la verve du narrateur par sa curiosité et le forçait à « mêler du badinage à des narrations plus importantes et plus sévères ». Enfin, cédant aux instances réitérées de son aimable protectrice, il écrivit une relation détaillée de ce qu'il avait vu. Bref, à en croire l'auteur, cet écrit ne fut pas prémédité et naquit spontanément de la volonté d'une jolie femme. Certes, elle ne fut pas étrangère à la composition de l'ouvrage et surtout au ton badin que l'auteur adopta, mais on peut admettre difficilement qu'avant d'avoir produit son effet de narrateur mondain, Rulhière n'ait pas eu l'intention arrêtée de faire un jour usage de ce qu'il savait, ou sous la forme d'une grave narration diplomatique ou sous celle d'un récit historique plus léger.

La diplomatie l'ayant provisoirement rejeté et l'oisiveté aidant, il se sentit mordu par le démon littéraire. En la circonstance, ce fut peut-être madame d'Egmont qui joua le rôle du démon tentateur, mais s'il succomba, c'est que les notes recueillies en 1762 n'attendaient qu'une occasion

(2) Voltaire : *Correspondance*, t. XXIII, 26 avril 1769 et Grimm, *Correspondance*, t. VIII, p. 493, 1^{er} avril 1770 ; *Anarchie de Pologne*, ed. 1807, t. I, p. V, préface de Daunou.

pour voir le jour. Le récit de ces circonstances a été déjà fait plusieurs fois. Nous le reprendrons pour y apporter quelques rectifications. Le duc de Choiseul eut la primeur de *l'Histoire de la Révolution de Russie* (1). Une première lecture eut lieu chez lui à la fin de 1767, en présence de la comtesse d'Egmont, inspiratrice de l'ouvrage, du baron de Breteuil, qui en connaissait la genèse, du duc de Praslin, ministre des Affaires Etrangères, dont l'intérêt professionnel était d'en connaître la teneur : un jury d'initiés auxquels il faut joindre une trompette de la renommée : Madame du Deffant. Le duc de Choiseul, en sa triple qualité d'homme de goût, d'amateur d'anecdotes scandaleuses et d'ennemi personnel de Catherine II, goûta fort cette intéressante relation, mais en ministre prudent, justement inquiet des conséquences que pouvait avoir la divulgation de ces secrets d'état, il pria l'auteur de ne pas publier l'ouvrage « par égard pour une souveraine » et « de ne pas en multiplier les copies ». C'est ce qui ressort des termes de la 1^{re} dédicace de l'ouvrage, à la comtesse d'Egmont : « Je ne me suis pas dissimulé, dit l'auteur, les inconvénients d'écrire l'histoire de mes contemporains ; mais si une telle considération doit m'inspirer quelque ménagement sur l'usage que je ferai de cette histoire, en l'écrivant, je les ai tous oubliés (2) ». Et plus loin : « en attendant le moment de publier cette histoire, la copie que je remets en vos mains sera la seule qui sortira des miennes » (3). Mais s'il a compris cette leçon, Rulhière n'en a pas mesuré toute la portée, car Choiseul a pris de ce jour une décision fatale à sa destinée : celle de ne jamais employer en diplomatie un homme de lettres qui avait bravé ouvertement la plus grande puissance du jour.

(1) *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 378. Les premières rumeurs sont de janvier 1768 (Cf. Voltaire à d'Argental, t. 45, p. 506). Un témoin, — Mr de Bausset, écrivit la narration de mémoire. Ceci est rapporté par Fortia de Piles : *Examen de trois ouvrages sur la Russie*, Paris, 1819, in-8, p. 37.

(2) *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 269. On renvoie aussi le lecteur à l'édition de 1807, de *l'Anarchie de Pologne*, tome IV, qui contient les *Anecdotes de la Révolution de Russie*.

(3) *Id.*, IV, 270.

Rulhière, qui était à la fois téméraire jusqu'à l'inconséquence et très ambitieux, ne comprit pas clairement qu'en devenant un auteur connu, il s'interdisait le retour dans la carrière diplomatique, tout au moins par la grande porte. Il n'entrevit qu'un délai de prudence à sa réintégration et n'en éprouva qu'une légère inquiétude. Il s'en ouvrit en ces termes à Bernardin de Saint-Pierre :

« On (1) me flatte de m'employer avant qu'il soit peu dans une des ambassades de Rome, Suisse, Constantinople ou Naples, qui vont vaquer toutes quatre (2). On m'a dit que sur les préventions de M. de Choiseul contre moi, on lui avait proposé de me tenir encore trois ans subalterne sous un ambassadeur sage et qu'il verrait après. »

Aucun de ces séduisants projets ne devait se réaliser. « Au premier bruit que cette histoire existait, plusieurs personnes, en correspondance avec l'impératrice de Russie, en furent alarmées pour sa gloire » (3). Voltaire fut le premier à s'agiter, mais ses protestations demeurèrent platoniques (4). Grimm et Diderot, plus remuants et mieux placés pour agir, passèrent aux « démarches » (5). Ils envoyèrent madame Geoffrin à la comtesse d'Egmont dans le courant de janvier 1768. Madame Geoffrin avait d'ailleurs des raisons, pour ainsi dire « personnelles », pour intervenir : elle voulait obtenir la suppression de passages scabreux concernant le roi Stanislas-Auguste de Pologne qu'elle était si fière d'appeler « mon fils ». Elle fit d'abord des travaux d'approche, réclama à la comtesse son portrait de la part

(1) Sans doute Gérard, premier commis.

(2) A Rome, le marquis d'Aubeterre fut remplacé en 1769 par Bernis. En Suisse, le comte de Beutleville fut ambassadeur en 1768, 1769 et 1770. A Constantinople, Vergennes fut remplacé par Saint-Priest en 1768, Barthélémy, neveu de l'abbé, l'accompagna. A Naples, Dumas fut chargé d'affaires pour le comte de Choiseul-Praslin jusqu'en 1771, où Breteuil fut ambassadeur.

(3) Cf. *Anecdotes, Œuvres posthumes*, IV, p. 374.

(4) Lettre déjà citée à d'Argental : « j'ai une grâce à vous demander, c'est pour ma Catherine... »

(5) *Anecdotes*, p. 374. Voir Grimm, avril 1770, t. VIII, pp. 492 et suivantes.

du roi Stanislas-Auguste (1), puis s'adressant à Rulhière qui avait été convoqué, elle lui fit, en présence du prince Adam Czartoryski, ambassadeur de Pologne, et de Grimm, des offres pour l'achat du manuscrit, se fit pressante, doubla la mise (2) et n'ayant rien obtenu, pria la comtesse d'user de son influence. Tout fut inutile. On pourrait croire que son échec et l'amitié respectueuse qu'elle portait au roi de Pologne auraient dû tenir Mme Geoffrin éloignée du jeune auteur à la mode. Ce serait mal connaître une maîtresse de maison du « bel air ». Elle voulut donner une lecture en avril 1768 et invita pour l'entendre un grand concours de gens, parmi lesquels on comptait « vingt personnes appartenant à toutes les nations de l'Europe » (3). Singulière contradiction, qui étonnait fort la princesse Daschkoff (4) et que Diderot, qui était présent, jugeait ainsi : « En France, nous agissons sans nous inquiéter des convenances » (5).

Madame Geoffrin fut d'ailleurs bien punie de son inconséquence. Rulhière, soit malice, soit inconscience, mit le prince Czartoryski, cousin du roi de Pologne et son représentant à Paris, en fait son ennemi et son ancien rival, dans le plus cruel embarras en le prenant à témoin des « révélations » qu'il apportait sur les origines de la fortune de son parent et qu'il tenait peut-être de ses anciennes confidences » (6). Rulhière garda rancune à Mme Geoffrin de lui avoir proposé de l'argent. Il a laissé d'elle ce portrait :

« Madame Geoffrin porte aujourd'hui, avec les grands, l'esprit qu'elle portait autrefois avec les peintres. Elle voulait leur faire gagner de l'argent, mais qu'ils fissent leurs tableaux à sa manière, sans consulter leurs goûts et leurs talents. Elle donne des conseils, mais qui n'ont de rapport qu'à sa situation et à sa manière de voir, elle con-

(1) *Correspondance du Roi Stanislas-Auguste et de Mme Geoffrin*, lettre du 1^{er} janvier 1768, p. 316, éd. de Mouy, Paris, 1875, in-8.

(2) *Mémoire de la comtesse d'Egmont à Gustave III* (Archives d'Upsal) cité par la comtesse d'Armaillé. On proposa 30.000, puis 50.000 livres.

(3) Grimm, avril 1770, t. VIII, p. 492.

(4) *Mémoires*, t. I, p. 143.

(5) Diderot, t. XVIII, p. 256, lettre à Falconet, Mai 1768.

(6) Grimm, avril 1770, t. VIII, 492 et suivantes.

seille aux femmes de se séparer de leurs maris ; dans sa rage de conduire, elle a brouillé avec M^{de} de Brionne un homme qui en était amoureux, en persuadant à cet homme que cet amour était un ridicule et un malheur pour lui (1). »

Diderot, qui était présent à cette fameuse lecture, sentit qu'il était urgent d'intervenir. Il fit remarquer « qu'il était infiniment dangereux de parler des souverains, qu'il n'y avait sous le Ciel que l'impératrice même qui pût juger jusqu'où elle pouvait être offensée ou flattée d'un pareil ouvrage... et que quelque gloire qu'il [Rulhière] s'en promît, le plus sûr et le meilleur était qu'il le supprimât » (2). Rulhière comprit à demi-mot. Il assura « qu'il ne s'était proposé que de satisfaire la curiosité de quelques amis et que son dessein n'avait jamais été de publier ce morceau, que d'Alembert, que Mme Geoffrin préféraient cela à toutes les apologies qu'on avait répandues sur Sa Majesté Impériale et que le duc de La Rochefoucauld (3) lui avait dit : « Ce n'est pas une belle confession, mais c'est une belle vie ».

Comme on le voit, si Rulhière était déjà résigné à ne pas publier son écrit, il prétendait s'en tenir là dans la voie des concessions. Cependant le scandale allait bon train et Diderot sentait que, pour l'arrêter, il fallait agir directement, mais en secret auprès de l'auteur. Il demanda à Catherine, par l'intermédiaire de Falconet, l'autorisation d'intervenir : « C'est une affaire à traiter de littérateur à littérateur et non de littérateur à ministre ; l'argent s'accepte ou se refuse, selon l'homme qui le propose ». Il redoutait par-dessus tout une intervention officielle. Elle ne manqua pas. La lettre de Diderot à Falconet arriva trop tard (4) ; le secrétaire particulier de Catherine, Betsky, avait déjà prié Chotensky (5) de porter à Rulhière des propositions de

(1) Notes inédites de Rulhière.

(2) Diderot, lettre à Falconet, XVIII, p. 256.

(3) La Rochefoucauld d'Anville. Rulhière était reçu chez lui à la Roche-Guyon ainsi que ses amis Mably et Bernardin de Saint Pierre.

(4) Cf. Princesse Daschkoff : *Mémoires*, et Diderot, *Œuvres*, t. XVIII, lettre du 6 sept. 1768.

(5) Chotensky fut chargé d'affaires de Russie, à Paris, de 1767 à 1778.

l'impératrice. Le Russe le prit probablement de très haut : « Cela a tout gâté et je me doutais qu'il en serait ainsi, écrit Diderot. J'accompagnais Mr Chotensky à la seconde visite et je tâchai de réparer par beaucoup de gaieté le ridicule de la première ». Rulhière resta sur ses positions : « On n'a aucun dessein de la publier [l'œuvre], écrit Diderot en ironisant, on fera lecture à Chotensky afin qu'il en juge par lui-même et on n'a nulle répugnance à en faire passer une copie à Saint-Pétersbourg pourvu que S. M. I. en marque l'envie, ce qu'on n'ose présumer, car nous sommes modeste. Voilà donc le résultat de cette affaire que M. de R. traduit comme il lui plaît ».

Le résultat était à coup sûr un échec pour les négociateurs, car il ne fut pas un instant question de supprimer l'ouvrage. D'ailleurs l'auteur, restant persuadé qu'il n'attendait pas à la gloire de l'impératrice, demandait avec ingénuité de prendre « la place de Rossignol à Saint-Pétersbourg » (1) et en rentrant dans la diplomatie officielle, de venir s'expliquer aux pieds de Catherine et la convaincre de son admiration sincère. Diderot, faute de mieux, n'aura plus que la ressource de critiquer les *Anecdotes* pour en atténuer l'effet sur l'opinion : « un tissu de mensonges et de vérités que nos neveux compareront à un chapitre de Tacite » (2). On remarquera que Diderot serait bien embarrassé de démêler ce qui est mensonge de ce qui est vérité et qu'il ne le tente même pas. Quant à Grimm, prenant le même ton ironique, il affirme que Rulhière est « à peu près le seul homme en Europe qui ait foi à la vérité de sa relation » (3). Mais de véritable réfutation, il n'en vint jamais.

Rulhière avait donc refusé de se laisser acheter, mais il avait donné sa parole de n'imprimer jamais son livre du vivant de l'impératrice. Cette promesse, qui devait être fidèlement respectée par lui-même et par ses héritiers, n'avait pas tranquilisé la souveraine et ses partisans. Diderot n'avait

(1) Diderot, *op. cit.*, mai 1768, t. XVIII, p. 256.

(2) Diderot, *op. cit.*, Satire à Naigeon, sur les caractères, t. VI, p. 314.

(3) Grimm, *op. cit.*, VIII, p. 493, 1^{er} avril 1770.

pas confiance dans la bonne foi de l'auteur : « Il ne faut pas compter sur la parole de Rulhière, soit vanité, soit étourderie, soit infidélité prétendue d'ami, l'ouvrage paraîtra » (1). Et les alarmes n'étaient pas calmées.

Rulhière, avec un courage ou une inconscience inconcevable, continuait à faire des lectures de son ouvrage, car s'il avait promis de ne pas l'imprimer, il ne s'était pas engagé à le mettre dans un tiroir. Gustave III en entendit la lecture en 1772. Choiseul d'ailleurs s'était porté garant de la valeur historique de son travail, en lui confiant des recherches politiques aux Affaires Etrangères sur les affaires du Nord, (nous verrons que ce sera l'origine de ses travaux sur la Pologne), mais le puissant ministre fut disgracié et son successeur le duc d'Aiguillon enleva à Rulhière son poste d'écrivain politique et la pension qui y était attachée (2).

Faut-il voir dans cette persécution et dans les événements qui la suivirent un rapport avec l'affaire du manuscrit et les alarmes toujours très vives de la czarine ? Rulhière,

(1) Diderot, *op. cit.*, XVIII, p. 256. ♥

(2) Voir Bachaumont, *op. cit.*, 2 nov. 1771, t. VI. « Cet homme de lettres [Mr de Rulhière] connu par des pièces de poésie, l'est surtout par une histoire qu'il a écrite de la dernière révolution de Russie, dont il a été témoin oculaire, comme secrétaire d'ambassade alors résidant en cette cour. » Et plus loin : « Mr le duc d'Aiguillon écarte insensiblement de son département tous ceux qui passaient pour créatures de Mr le duc de Choiseul ou que leur attachement connu à son prédécesseur lui rend suspects. C'est pour ce motif qu'on assure que Mr de Rulhière vient de perdre sa place et sa pension sur les Affaires Etrangères... Son ouvrage encore manuscrit est, au gré des connaisseurs qui en ont entendu la lecture, digne d'être comparé aux plus beaux morceaux de Salluste et de Tacite. Mr le duc de Choiseul, qui connaissait tout le prix de l'écrivain, avait jugé à propos de l'attacher à son ministère, comme un homme de talent très distingué dans cette partie. On prétend que l'impératrice de Russie a fait faire à Mr de R. les offres les plus séduisantes pour l'engager à se dessaisir de son manuscrit, mais il a répondu à cette souveraine qu'il lui était impossible de la satisfaire, le double de son histoire se trouvant entre les mains d'un ami dont il ne pouvait le retirer. Il a du reste assuré S. M. I. que son ouvrage ne verrait jamais le jour de l'impression du vivant de l'auteur. »

victime du duc d'Aiguillon, s'était plaint avec hauteur. Le ministre avait alors prié le lieutenant de police Sartine d'admonester sérieusement le coupable : «... Je suis informé qu'à l'occasion de cette suppression [de son poste et de son traitement], le sieur de Rulhière tient dans Paris des propos plus qu'indiscrets. Je ne descendrai pas à une explication avec lui, n'ayant aucun compte à lui rendre des motifs de ma conduite. Mais je vous prie de le mander par devant vous, sans entrer dans d'autres détails, et de lui dire que vous êtes instruit de l'indécence de ses discours et que vous lui conseillez sérieusement de s'abstenir » (1). Rulhière fut donc consciencieusement admonesté : « Je l'ai mandé sur le champ, répond Sartine à son ministre, et je lui ai conseillé d'être plus réservé ; il m'a avoué que la perte de sa place l'avait affecté vivement et qu'il n'avait pu tenir quelques propos indiscrets, mais qu'il s'en repentait. Il m'a assuré, Monsieur, qu'il s'était refroidi depuis et que la conduite qu'il tiendrait dorénavant ne donnerait plus lieu à aucune plainte » (2). Le ton de Sartine est indulgent pour le coupable ; peut-être avait-il quelque amitié pour le fils de l'intègre commandant de la maréchaussée, ou bien, tout simplement, avait-il connaissance des protections qui le couvraient ?

Il se peut que Rulhière ait tenu parole, mais il ne sembla pas soupçonner que la sévérité du ministre pouvait bien lui avoir été dictée par des amis de la czarine. Il reprit le cours de ses lectures clandestines. Le Comte de Provence aimait les esprits frondeurs et ceux qui levaient le voile sur les scandales des cours. En avril 1773, il voulut entendre la lecture du manuscrit :

« Elle a eu lieu au jour indiqué par le prince, écrit Bachaumont (3). Comme l'historiographe en sortait, il a reçu injonction de passer chez Mr le duc d'Aiguillon. Ce ministre lui a fait des reproches sur la démarche qu'il venait de faire sans lui en faire part et a fini

(1) Lettre du duc d'Aiguillon, du 29 fév. 1772, A. E. dossier Rulhière.

(2) A. E., dossier Rulhière, 4 mars 1772.

(3) Bachaumont, *op. cit.*, t. VI, 18 avril 1773.

par lui demander son manuscrit. L'auteur s'est défendu sur l'un et l'autre point avec fermeté et n'a pas même été intimidé de la Bastille, dont l'a menacé le duc. Il a cru devoir en rendre compte à Mr le Comte de Provence qui l'a reçu, lui a dit qu'il le prenait sous sa protection et le faisait son secrétaire ordinaire. Cependant Mr le duc d'Aiguillon a écrit à Mr le lieutenant de police et lui a enjoint de mander Mr de R. avec son manuscrit et d'en exiger la remise. L'écrivain a fait le même refus et l'a de plus écrit, en le motivant, comme il l'avait fait au ministre. Il en a envoyé copie au prince, son protecteur, qui a mandé Mr de Sartine le Vendredi Saint et lui a manifesté d'une façon plus authentique la faveur dont il honorait Mr de Rulhière ; ce qui paraît avoir mis fin aux vexations dont on le tourmentait (1). »

Faut-il voir dans ce récit, issu de l'opinion publique, une exagération de l'admonestation dont nous avons un témoignage écrit, mais où il n'est pas fait mention de suppression de manuscrit, ni de Bastille ? C'était l'avis de

(1) Rulhière était hostile au duc d'Aiguillon depuis 1766 ; il avait alors épousé la cause des philosophes et de Choiseul, dont la comtesse d'Egmont était l'amie. Dès 1766, il le traite mal dans son poème des *Jeux de Mains* (*Œuvres*, t. II, p. 321). Il y a peut-être autre chose à la base de cette inimitié : Rulhière, déjà employé aux Affaires Étrangères par Choiseul, l'est aussi par le Secret du Roi et critique la politique du ministre. Ceci expliquerait l'indulgence du lieutenant de police Sartine qui était nécessairement au courant des intrigues occultes et tenait à ménager les agents du Roi dans leurs différends avec le ministère. L'attitude qu'il aura vis-à-vis de Favier, Dumouriez et Ségur, embastillés en 1773, présente une analogie frappante (Cf. *Dumouriez, Mémoires*, p. 270). On pourrait en conclure que la cause de la persécution exercée contre Rulhière n'était pas sans rapport avec le Secret si les dates coïncidaient exactement, or il y a un écart d'une année ; mais il est cependant probable que le duc d'Aiguillon, qui, dès cette époque (1772), tâtonnait pour saisir ses ennemis, devait soupçonner la collaboration secrète de Rulhière avec Favier et Broglie et que ce grief s'ajoutait aux autres.

Voici le portrait que Rulhière avait tracé du ministre : « Homme d'esprit, grand travailleur, ami de l'ordre, dévoré du besoin de réputation, qui avait plus encore à réparer qu'à acquérir, mais jeté dans des intrigues dont les circonstances lui avaient fait une nécessité et sa famille une habitude. Le duc d'Aiguillon avait donc négligé l'Europe pour la cour ; d'ailleurs, n'ayant pas été à même de connaître par lui-même les différents cabinets des grandes puissances, il était dans l'humiliante position de s'en rapporter aveuglément à ses premiers agents et l'on se dégoûte bientôt d'une besogne qu'on est obligé de faire faire (*Œuvres : Le Comte de Vergennes*, t. II, p. 144). »

Daunou qui, en écrivant la biographie de Rulhière, en 1807, met en doute cette assertion; mais un témoignage postérieur, celui du propre neveu de l'historien, se porte garant de cette menace de Bastille; le 3 novembre 1818, il écrit : « L'auteur de la notice de la première édition [Daunou] paraît révoquer en doute l'anecdote de la demande qui lui fut faite de son manuscrit par le lieutenant de police, à l'instigation de Grimm; je puis certifier la vérité de cette anecdote. Trois exemplaires furent répartis, l'un entre les mains de ma grand'mère à Saint-Denis, l'autre entre les mains de l'abbé de Mabli; le troisième fut confié au baron de Breteuil (1) ». Il faut donc ajouter foi à ce dernier témoignage et conclure que le duc d'Aiguillon n'écrivit que la première lettre d'avertissement et que Sarline, sans que trace écrite en restât, fit à Rulhière les menaces que l'on sait à propos de son manuscrit, ou bien que le ministre écrivit une seconde lettre plus explicite; mais de celle-là il n'est rien resté, ni aux Affaires Étrangères, ni dans les papiers de l'historien. Une chose qui doit être tenue en considération, c'est que la famille en conserva toujours le souvenir.

Couvert d'une aussi puissante protection que celle du frère du Roi, Rulhière chanta victoire, dans une jolie épître à Chamfort « *Sur le renversement de ma fortune* », où il écrit (2) :

Un prince, ami des arts et de la vérité,
Accorde à ma muse timide
Un bienfait non sollicité.
La fortune revient à sa voix souveraine
Fixer de mes destins la balance incertaine ;
Les vents ne l'agiteront plus,
Et, lorsque j'ai perdu Mécène, (3)
J'ai retrouvé Germanicus (4).

(1) De 1768 à déc. 1773, date de la mort de la comtesse d'Egmont, un seul exemplaire fut déposé entre les mains de cette dame. La princesse Daschkoff donne trois autres noms : Choiseul, la duchesse de Grammont et l'archevêque de Paris; mais elle parle par ouï-dire et longtemps après l'événement.

(2) *Œuvres*, t. II, p. 347.

(3) Choiseul.

(4) Monsieur.

L'année suivante, le roi lui-même voulut connaître l'ouvrage de Rulhière :

« On ne doute pas que ce soit Monsieur, auquel il a l'honneur d'être attaché, qui ait excité la curiosité de Sa Majesté, écrit Bachaumont. Bien des politiques sont fâchés de la publicité de cette anecdote ; ils craignent qu'elle ne parvienne aux oreilles de l'impératrice des Russes ; ils savent combien, vraisemblablement par ordre de cette souveraine, on a intrigué pour anéantir, s'il eût été possible, jusques au manuscrit de cet ouvrage. Elle ne pourra qu'être très fâchée du cas qu'on en fait à la Cour de France et cela doit éloigner cette princesse d'une réunion avec elle qu'on semblait avoir fort à cœur (1). »

En 1776, pendant un voyage en Europe Centrale, Rulhière en fera une lecture secrète au Prince Royal de Prusse et au corps diplomatique de Vienne chez l'ambassadeur de France, le baron de Breteuil (2). La même année, il en fera une autre à Paris au prince Charles de Courlande (3).

Talleyrand, dans ses *Mémoires*, fait mention de ces lectures qu'il semble d'ailleurs ne pas trouver très récréatives, comme d'événements qui se répétaient souvent et dans beaucoup de lieux : « Les lectures étaient alors fort à la mode ; elles faisaient l'importance de quelques maisons. On ne dinait guère chez Mr de Vaudreuil, Mr de Liancourt, Mme de Vaines, chez Mr d'Ansely, sans être obligé d'entendre ou le *Mariage de Figaro* ou le *Poème des Jardins*, ou le *Connétable de Bourbon*, ou quelques *Contes* de Chamfort ou ce qu'on appelait alors la *Révolution de Russie* » (4). A la vérité tout le monde en avait eu connaissance et Daunou pouvait dire : « le manuscrit devenait plus connu que beaucoup d'imprimés » (5).

Mais tandis qu'il lisait à toute l'Europe cet ouvrage confidentiel et qu'il refusait d'en livrer à l'impératrice le

(1) *Op. cit.*, t. XXX, 24 avril 1775.

(2) A. E. *Corr.* Autriche, 330, 21 déc. 1776.

(3) 2^e dédicace, *Œuvres posthumes*, t. IV, p. 382.

(4) *Mémoires*, t. I, p. 46. *Figaro* est de 1778, les *Jardins* de Delille de 1782 et le *Connétable de Bourbon*, de Guibert, de 1775.

(5) Préface de la 1^{re} édition, p. X.

manuscrit, il ne perdait cependant pas l'espoir, malgré toute vraisemblance de désarmer son courroux. Il ne manquait aucune occasion de parler d'elle avec admiration et ses poésies légères étaient parfois le prétexte d'un éloge de sa personne et de son œuvre (1). Il fit mieux encore : il rédigea pour elle une ode enthousiaste, sorte de tableau d'ensemble de la prospérité russe dans les premières années de son règne. Les allusions à « *l'Instruction législative de S. M. I.* » permettent de dater le morceau de 1769 ou 1770 (2). En voici quelques passages (3) :

De votre règne à peine commencé
Le premier jour a sauvé votre empire.
L'autorité reprise sans rigueur (4),
L'abus proscrit, la loi mise en vigueur (5)
Et la justice, appui de l'innocence (6),
Rendant égaux les bras de la balance.
Tout monopole arrêté pour jamais,
Et l'intérêt, père de l'industrie
Ne l'excitant qu'au bien de la patrie (7).
Tous les moments comptés par des bienfaits,
Tous les plaisirs rendus à la décence
Seraient ailleurs les pénibles succès
D'un règne long et le vôtre commence.
.....
Du fleuve Amour aux rivages baltiques
Un tiers du globe est soumis à vos lois,
L'ancien Scythe y sert ses dieux antiques,
Toujours campé, toujours errant par choix.

(1) *Œuvres*, t. II, p. 366.

(2) L'impératrice avait envoyé cette « *Instruction* » à d'Alembert en 1767 ; peut-être Rulhière l'avait-il lue à cette date. Elle fut imprimée en 1769, mais interdite en France.

(3) Le début de ce poème a été cité p. 59, comme résumé de la Révolution de Russie de 1762.

(4) Allusion à la clémence de l'impératrice après la révolution.

(5) Cf. *Instruction sur les lois*, ch. VI.

(6) Ch. VIII, *sur les peines* (il faut prévenir le crime plutôt que le punir).

(7) *Id.*, ch. XIII, *sur le commerce* : interdiction aux nobles de faire des monopoles : « Si les grands font des monopoles, écrit-elle, qui les réprimera ? »

Mais le bonheur de vos peuples tranquilles
L'appellera dans l'enceinte des villes,
Nous le verrons au travail engagé
Semer le champ qu'il aurait ravagé.
Les Khans soumis sont au rang de vos princes
Et les déserts se changent en provinces.
Ces nations pouvant comme autrefois
Parmi les dieux adorer les bons rois,
Dans leurs cités vous offriront l'hommage
D'un temple orné de votre auguste image ;
A vos autels accourt un peuple heureux
Et son bonheur justifiera ses vœux.

Ce morceau singulier fut-il envoyé ? On ne le sait. Mais s'il est parvenu à l'impératrice, elle dédaigna d'y répondre. Elle n'avait que faire de louanges, elle ne pensait qu'à la suppression du livre. Après tant de tentatives vaines, pouvait-elle espérer encore s'approprier cet ouvrage qui lui avait causé tant de soucis ? En dépit des prévisions de Diderot, elle pouvait en fait compter sur la parole de l'historien. Elle le vit mourir en 1791 sans que le livre eût été imprimé, mais cette mort lui donna un espoir : acquérir des héritiers ce qu'elle n'avait pu obtenir de l'auteur lui-même. Elle fit une nouvelle tentative, (ceci est un détail inconnu jusqu'à ce jour), pour faire disparaître cet écrit injurieux pour sa réputation : le 8 mars 1791, après quelques démêlés au sujet de la propriété des écrits politiques de l'écrivain, le comte de Montmorin, ministre des Affaires Etrangères, écrivait au frère du défunt : « Je serais très aise de parler à Mr votre fils d'un autre objet relatif à un ouvrage de Mr votre frère, que je ne réclame point [pour l'état], mais dont sa famille pourrait tirer un parti avantageux ». Il s'agissait, une fois de plus, du manuscrit de la *Révolution de Russie*. Les papiers de la famille Rulhière fournissent ici des renseignements aussi complets qu'intéressants sur la réponse faite à cette proposition :

« Le ministre me parla, dit le neveu de l'écrivain, des manuscrits de mon oncle et particulièrement des *Anecdotes sur la Révolution*, il m'ajouta qu'il était possible qu'on renouvelât les offres qui avaient

été faites à mon oncle pour la soustraction du manuscrit (1), qu'il serait bien aise de connaître les intentions de mon père. Je lui répondis que je lui en parlerais, mais que je croyais cependant qu'il était disposé à exécuter scrupuleusement les intentions que mon oncle avait manifestées de son vivant, qui étaient de ne pas traiter de son manuscrit, en prenant l'engagement de ne le faire imprimer qu'après la mort de l'impératrice. »

Il n'y avait donc pas à insister : Catherine II mourut en 1796 sans avoir rien obtenu et l'année suivante paraissait la première édition de cet ouvrage tant redouté. De cette fidélité de la famille, je tirerai plus tard un argument pour la dégager de l'accusation de corruption que l'on insinua contre elle lorsque le manuscrit de *l'Anarchie de Pologne* fut mutilé et contrefait.

Mais avant de parler de cette affaire, abordons la genèse de ce grand ouvrage que Rulhière devait entreprendre, jeune encore, en 1768, et laisser inachevé à sa mort, survenue vingt-trois ans plus tard.

Choiseul, on l'a vu, s'était intéressé à Rulhière que lui avait présenté la comtesse d'Egmont (2). Le ministre avait fort goûté les *Anecdotes* où son ennemie Catherine n'était pas ménagée, et si l'imprudence du langage que l'auteur y avait tenu rendait impossible son emploi dans les ambassades, le talent qu'il y avait déployé justifiait le cas, qu'un ministre avisé devait faire de son intelligence perspicace et de ses dons d'écrivain. On le savait d'ailleurs très au fait des affaires politiques des Etats du Nord où il avait résidé, et les archives du ministère conservaient les dépêches et les mémoires qu'il avait rédigés pendant ses séjours en Russie et en Suède. C'est dans la classe des écrivains politiques des Affaires Etrangères que Choiseul l'introduisit (3). C'étaient des hommes de lettres chargés de

(1) Précaution de diplomate pour ne pas avouer que ces offres avaient été renouvelées.

(2) Lettre de Rulhière à son père, 1^{er} décembre 1764. Voir en appendice.

(3) Masson : *Le département des Affaires Etrangères avant la Révolution*, Paris, 1903, in-8, p. 45.

préparer des mémoires et aussi de remplir des missions. Rulhière, par son ami Favier, qui avait rendu ces deux sortes de services, connaissait bien ces auxiliaires si précieux des Premiers Commis.

Mais si Choiseul introduisait ainsi aux Affaires Etrangères un homme qui tenait de si près au Secret, n'avait-il pas aussi d'autres raisons ? On sait que, sans être absolument au courant de la correspondance secrète, il en connaissait l'existence (1). Prudemment, il n'avait pas tenu à approfondir la découverte, assuré seulement que cette correspondance ne travaillait pas contre lui. Il savait Rulhière protégé du Père de la Tour, ami de Breteuil et disciple de Favier. En le faisant entrer aux Affaires Etrangères, il donnait satisfaction au roi et d'autre part augmentait le nombre de ses obligés dans l'équipe du Secret.

C'est en décembre 1768 que Rulhière fut « chargé de rédiger des mémoires sur les affaires de Pologne » (2). Après avoir songé à lui confier une mission auprès des Confédérés de Bar (3), « le ministre crut faire de lui un usage plus utile en différant cette mission et en le destinant à écrire pour l'éducation du roi [Louis XVI] aujourd'hui régnant, l'histoire des événements qui avaient donné naissance aux

(1) Mme du Hausset, *Mémoires*, Paris, librairie des Bibliophiles, 1891, in-16, p. 9.

(2) Geffroy (*Gustave III et la Cour de France*) dit que le duc de La Rochefoucauld avait proposé Rulhière pour écrire des Mémoires sur la Suède. Il y a en effet un mémoire (*Mémoires et documents*, Suède, 15) sur l'ambassade de Breteuil, qui pourrait bien avoir été rédigé par lui. Grimm dit que Gustave III le nomma historiographe de Suède.

(3) Mission de Châteaufort, début de 1769. Il fut question deux fois d'une mission, d'abord en mars 1769, quand Châteaufort lui fut préféré, puis en octobre 1769, où il fut en compétition avec Dumouriez. Rivière écrit à Sacken (10 sept. 1769) : « Rulhière, actuellement employé au Dépôt des Archives de Versailles, sollicite cette place. C'est un garçon de beaucoup d'esprit, fort lettré et parfaitement honnête homme ». Archives de Dresde. Cité par M. Konopczynski, *Confederacja Barska*, Varsovie, 1936-38, 2 vol. in-8, t. I, p. 447. D'ailleurs, si Dumouriez reçut la mission, Rulhière dut lui servir d'initiateur aux affaires de Pologne, dans la société de Favier, Mabli et Rousseau. Cf. Dumouriez, *Mémoires*, p. 150.

troubles de la Pologne » (1). Pour ce travail, il lui fut accordé une gratification annuelle de 6.000 l. sur le fonds des Affaires Etrangères, partant du 1^{er} janvier 1768 ; le traitement lui fut régulièrement versé pendant deux ans et demi, c'est-à-dire jusqu'à la nomination du duc d'Aiguillon aux Affaires Etrangères.

Rulhière se mit à la besogne avec ardeur. Sa documentation générale était, on l'a vu, considérable. En deux ans et demi, il rédigea ce long mémoire et en remit successivement les neuf livres entre les mains du Premier Commis Gérard. Les six premiers furent déposés en 1770, comme le fait connaître ce billet de Gérard, écrit à la veille de la chute de Choiseul :

« A Versailles, le 21 décembre 1770. J'ai remis, Monsieur, à M. le duc de Choiseul le 5^e et le 6^e livre de votre histoire, dont vous aviez chargé M. le baron de Breteuil. Je me réserve d'avoir l'honneur de vous entretenir sur le contenu de votre lettre pour le moment que vous choisirez pour vous rendre ici. Le commencement de votre ouvrage me sera probablement remis vers le milieu de la semaine prochaine ; vous voudrez bien alors me prévenir du temps que vous compterez venir passer à Versailles. Je me fais un vrai plaisir de vous renouveler de vive voix l'assurance du très sincère et très parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être... Gérard. »

La disgrâce du ministre était un vrai désastre pour son protégé, car, après avoir approuvé son mémoire, Choiseul lui avait promis « un emploi dans les pays étrangers » (2). Les jours suivants, il exprima plusieurs fois au Premier Commis les inquiétudes que faisait naître en lui l'exil de l'ancien ministre. Gérard lui répondit ces quelques mots :

« Dans la circonstance, Monsieur, où nous nous trouvons, vous jugez bien qu'il était difficile de répondre aux lettres que vous vouliez bien me faire l'honneur de m'écrire. Cependant si vous voulez bien me communiquer la suite de votre travail, à titre de confiance personnelle, je prévois Monsieur, que j'aurai l'après-dîner de vendredi et de lundi prochain libre, et j'ai l'honneur de vous proposer de manger ma soupe un de ces jours. Versailles 2 janvier 1771. »

(1) Extrait d'un mémoire adressé par Rulhière à Montmorin en avril 1790 (A. E. dossier Rulhière).

(2) *Id.*

Rulhière remit alors à Gérard une copie des neuf livres qui constituaient, à cette date, l'ensemble de son travail. Il avait donc déposé successivement deux manuscrits, l'un de six livres à la fin de 1770, l'autre de neuf au début de 1771. Nous avons acquis la certitude que ces manuscrits sont les mémoires conservés aux Affaires Etrangères (*Mémoires et documents*, Pologne, 19, 20 et 21) et qui ont été si étrangement attribués au Père Maubert (1). Nous reviendrons plus loin sur cette curieuse erreur en faisant l'historique des manuscrits de *l'Anarchie de Pologne*, nous reviendrons aussi sur l'analyse de cette première rédaction, en la comparant avec les versions postérieures, afin d'y trouver d'intéressants renseignements sur l'évolution des idées de l'auteur et de ses informations.

La lettre de Gérard, si prudente qu'elle fût, n'avait pas enlevé à Rulhière tout espoir d'être encore utilisé aux Affaires Etrangères ; le duc de la Vrillière avait remplacé Choiseul, mais ce n'était pas un choix définitif et l'on parlait du duc d'Aiguillon, son ennemi personnel.

En février 1771, le comte de Wielhorski, ministre des Confédérés de Bar, accrédité par la France, crut que son intervention auprès de Gérard ferait tomber les hésitations, mais la démarche d'un diplomate qui devait son rang à Choiseul était évidemment une maladresse et ne pouvait que nuire à l'intéressé ; c'est ce que fait comprendre ce petit mot adressé par Wielhorski à Rulhière, en date du 21 février 1771 : « J'ai oublié de vous dire que j'ai parlé à Gérard de sa lettre. C'était une imprudence de ma part. Je ne l'ai connue que trop tard ». Malgré cette déconvenue, Rulhière, qui avait toujours l'espoir tenace, tenta une ultime démarche le 21 mai 1771 et reçut de Gérard ce billet laconique : « Je serai à vos ordres le jour qui vous conviendra pendant le séjour que le Roi fera ici cette semaine ». Mais quelques jours plus tard, le duc d'Aiguillon prenait la direction des Affaires Etrangères (2).

(1) Gérard en conserva aussi deux autres à titre personnel.

(2) Rulhière dut aussi perdre l'espoir de faire imprimer immédiate-

Rulhière, considéré comme « une créature du duc de Choiseul », perdit son poste ainsi que nous l'avons dit en faisant l'historique des *Anecdotes de la Révolution de Russie*, sous le prétexte que « le travail était achevé et que les services de son auteur n'avaient plus d'utilité » (1). On a vu quelle fut sa conduite en cette circonstance. Mais Louis XV mourut en 1774 et sa mort mit fin au ministère du duc d'Aiguillon. Le nouveau roi était cet ancien dauphin pour l'éducation duquel Rulhière avait récemment travaillé ; le nouveau ministre des Affaires Etrangères était Vergennes que les questions du Nord et de l'Orient intéressaient fort puisqu'il avait fait sa carrière diplomatique en Turquie et en Suède où il avait fidèlement servi le Secret. Rulhière se crut donc encouragé à formuler une demande de réintégration (2). Vergennes l'appuya chaudement auprès du roi en septembre 1774 :

« La suppression de sa pension, disait-il, n'a point refroidi son zèle et son application, il désire et sollicite d'être employé au même genre de travail dont il a été chargé et je crois qu'il peut l'être utilement pour le service de V. M. J'ai l'honneur de proposer à cet effet à V. M. de permettre que le Sieur Rulhière soit employé de nouveau à rédiger des mémoires politiques sur l'Etat des Affaires de l'Europe et en conséquence à rétablir à compter du 1^{er} octobre prochain le traitement annuel de 6.000 l. dont il a joui jusqu'en 1771, à charge par le dit Sieur de Rulhière de remettre successivement son travail manuscrit au ministre politique de V. M. »

Selon sa mission, il se mit donc à « continuer le même ouvrage sur la Pologne et à donner à ce qui en était déjà fait l'étendue et l'ensemble qui devaient enchaîner et joindre les événements passés avec un dénouement aussi inattendu

ment son écrit. On y comptait dans son entourage, comme le prouvent ces quelques lignes de Mabli, écrites le 12 octobre 1771 : « Si vous pouviez paraître au moment des négociations pour la paix, rien ne serait plus à propos pour votre gloire et pour les projets de réformes que médite la Pologne ». Mais le ministère ne pouvait autoriser l'impression d'un mémoire aussi confidentiel.

(1) Lettre du duc d'Aiguillon à Sartines, (voir p. 110). A. E. dossier Rulhière.

(2) A. E. dossier Rulhière. Août et sept. 1774.

que celui du démembrement de cette république (1). » Et en date du 16 octobre 1774, Vergennes avertissait Sémonin, premier Commis, qu'il donnât au Sieur de Rulhière, chargé d'achever la rédaction de l'histoire de l'interrègne et de l'Anarchie de Pologne, « les facilités qu'il pourra désirer à cet effet et, s'il croyait avoir besoin de quelques autres ressources pour le même objet (2) », qu'il s'y prêtât.

C'est ainsi que Rulhière allait se replonger dans cette histoire, travailler sans relâche et, jamais satisfait, remettant toujours son ouvrage sur le métier, mourir sans l'avoir complètement achevé.

(1) Mémoire adressé à Montmorin.

(2) A. E., dossier Rulhière.

CHAPITRE V

Voyage diplomatique en Europe Centrale

Vergennes et la politique d'équilibre. — Souvenirs du Secret du Roi. — Activité de la France entre l'Autriche et la Prusse. — Voyage de Rulhière en Europe Centrale. — Mission diplomatique. — Recherches historiques. — Vienne et le baron de Breteuil. — Renouveau d'une vieille amitié. — La ville et la société. — Marie-Thérèse et Joseph II. — Kaunitz, sa personne: « un faux original », sa politique: « un allié plus dangereux qu'un ennemi ». — Berlin. — Entrevue de Rulhière avec Frédéric II. — Première entrevue avec le Prince Royal. — Deuxième entrevue, lectures des *Anecdotes de la Révolution de Russie*. — Enigme des princes héritiers. — Conversation politique basée sur les principes de l'abbé de Mably. — La mission de Rulhière à Berlin produit une grosse émotion à Vienne. — Audience de l'Impératrice à Breteuil. — Changement de langage. — Retour de Rulhière à Paris. — Il utilise pour son histoire les documents rapportés de son voyage. — Correspondance avec le comte de Galeppi. — Liaisons avec les ministres de Prusse à Paris. — Entrevue avec le prince Henri sur la participation de ce dernier aux affaires de Pologne. — Pourquoi Rulhière n'a pas visité la Pologne en 1776; conseils de l'abbé de Mably: dangers et inutilité de cette entreprise.

Rulhière s'était donc remis au travail en octobre 1777. Il reparaisait aux Affaires Etrangères à l'aurore d'un nouveau règne et au moment où Vergennes, devenu ministre, s'apprêtait à redresser la politique française, si décevante à la fin du règne précédent. Vergennes avait un plan basé sur la modération, la probité et la fermeté. Il préconisait, au lieu de conquêtes illusoires, l'organisation courageuse de nos forces défensives, pour qu'une France pacifique montrât au monde qu'elle était en situation de ne pas craindre la guerre. Ce qu'il ambitionnait, c'était de donner à la France assez de crédit pour rendre efficace la politique

d'équilibre qui consisterait à grouper autour de nous les nations faibles et à tenir en respect les puissances ambitieuses. Parmi ces dernières, l'Angleterre et l'Autriche étaient les plus à craindre. Contre la première, l'affaire des Insurgents d'Amérique lui fournira une excellente occasion d'effacer nos précédentes humiliations ; contre la seconde, à laquelle nous liait toujours l'alliance de 1756 et que la présence de la reine à Versailles maintenait dans l'espoir de nous exploiter comme par le passé, Vergennes méditait un plan aussi prudent qu'habile.

La cour de Vienne manifestait à ce moment une ambition effrénée. Mise en goût par le partage de la Pologne, elle envisageait semblable dépouillement en Turquie et réclamait pour sa part la Bukovine et la Moldavie. En Allemagne, elle prétendait asservir les petits états, menaçait la Bavière, songeait sournoisement à reprendre la Silésie, en dépit de sa renonciation, et ne cachait pas ses intentions de revendiquer un jour l'Alsace et la Lorraine. Il était urgent que la France, non seulement ne se laissât pas entraîner dans de complaisantes capitulations, mais qu'elle redressât une alliance qui, jusqu'alors, n'avait jamais servi que les intérêts de sa partenaire.

Vergennes ne songeait nullement à rompre cette alliance, mais il voulait lui donner une tout autre tournure ; il était décidé à rendre au roi le rôle d'arbitre que Westphalie et Oliva lui avaient autrefois dévolu ; en Allemagne, il voulait grouper autour de lui les petits états inquiets, donner à la Bavière menacée des apaisements, et faire des avances discrètes à la Prusse, épouvantail de l'Autriche ; dans l'Est, soutenir la Suède, protéger la Turquie, sauvegarder les restes de la Pologne, en un mot, maintenir un équilibre sage, basé sur l'honnêteté politique et le respect des engagements. C'était un système très modéré, tenant le juste milieu entre l'alliance autrichienne et l'alliance prussienne. Mais cette politique n'était pas nouvelle ; n'était-ce pas le programme que le comte de Broglie et Favier avaient préconisé en termes énergiques, avec la passion qui les dévorait, mais aussi avec leur clairvoyance

habituelle, dans le fameux mémoire « *Conjectures raisonnées* », remis au roi en 1773 par Favier, dans ce mémoire, souligne l'inertie de notre politique, paralysée par l'alliance autrichienne :

« Point de négociations pour renouer d'anciennes alliances et en former de nouvelles, dit-il... on laisse à Vienne le temps de se rapprocher avant nous des puissances avec qui elle avait été en guerre ouverte ou en froideur marquée, [allusion aux entrevues de Neuss et Nystadt entre Joseph II et Frédéric II]. Cette alliance ne fut pas un point intermédiaire, mais un mur de séparation. Sous prétexte d'union intime et d'intérêt commun, elle parvint à nous persuader que nous n'avions qu'une volonté commune, mais suggérée par elle et variable au gré de la sienne... Nous devions soutenir le roi de Suède, favoriser les Turcs, éviter qu'on ose exiger de la France la destruction de la Pologne. Et la France n'a plus d'allié que l'Autriche, connivente contre la Porte, co-partageante de la Pologne. Qu'est-ce d'ailleurs qu'un allié unique qu'on ne peut balancer par d'autres alliances ? La position topographique de la Prusse la met dans le cas d'avoir peu à craindre de nous et beaucoup à en espérer, on pourrait se laisser tâter et tâter réciproquement. C'est un sujet de conjecture. Notre alliance exclusive avec Vienne lui a ôté [au roi de Prusse] l'espoir de se lier avec nous et l'a réduit à la nécessité de se lier avec cette Cour qui nous avait lâchés sur lui pour le détruire... (1). »

Le ton est âpre, c'est incontestable, mais que demandaient en somme les anciens tenants du Secret du Roi, si ce n'est que la France ne fût pas, comme par le passé, asservie sans compensation à une alliée insatiable et qu'en maintenant cette alliance pour laquelle on avait tant fait, on se créât d'autres amis et qu'on jouât un rôle indépendant ? Immédiatement, Vergennes voulut appliquer son plan. Il expédia, en décembre 1774, un nouvel ambassadeur à Vienne avec ordre de prendre avec fermeté la défense de la Bavière et de la Turquie devant les ambitions autrichiennes, ce fut le baron de Breteuil ; puis, en 1776, il envoya deux agents, sans leur donner de caractère officiel : l'un à Munich

(1) A. E. Mém. et doc., France, 583, introduction. Un autre mémoire du Comte de Broglie conseille le rapprochement avec la Prusse : *Mémoire sur la paix du Nord, le démembrement de la Pologne, les suites que ces événements peuvent et doivent avoir sur le système politique de la France*. (7 juin 1772) Arch. Nat. 157, n° 1.

pour rassurer l'Electeur, ce fut le chevalier de la Luzerne, et l'autre à Berlin pour exposer au Grand Frédéric nos nouveaux plans, ce fut Rulhière.

Pourquoi ce choix de Rulhière ? Vergennes avait fait sa connaissance à travers la correspondance du baron de Breteuil en Russie et en Suède, il l'avait vu aux Affaires Etrangères et avait sans doute lu ses travaux : il connaissait son savoir, la souplesse de son intelligence et ses bonnes manières. Mais surtout, il le savait ami de Favier et du comte de Broglie et, comme eux, chaud partisan de l'amitié prussienne. Il ne s'était pas compromis comme le premier et son nom n'était pas une enseigne politique comme celui du second, et s'il avait fait quelque bruit à propos d'un écrit mal vu en Russie, ce n'était pas une raison, pouvait-on penser, pour ne pas l'envoyer au roi de Prusse qui, malgré son amitié avec la Russie, avait la réputation d'affectionner les affaires scandaleuses, surtout quand elles se rapportaient à des souveraines. Enfin, on savait Frédéric accueillant aux gens de lettres et teinté de philosophie, et Rulhière semblait tout indiqué pour présenter au souverain éclairé les nouvelles dispositions de la France, tout en sachant dissimuler les allusions politiques sous le couvert de la conversation d'un homme d'esprit.

Il accepta avec empressement cette mission pour laquelle il ne reçut aucune rétribution (1). Il entrevoyait la possibilité de rentrer enfin dans le corps actif des Affaires Etrangères et si cet espoir ne se réalisait pas, il y trouvait un avantage immédiat : « connaître par lui-même les souverains et les ministres qu'il avait à peindre » (2) dans sa grande histoire, et compléter ainsi une galerie de portraits déjà bien ornée. Ses précédents voyages avaient livré à sa curiosité les gouvernements de Russie et de Suède ; il avait surtout étudié la cour moscovite au début du règne de Catherine II, alors que son ambition menaçait déjà la Pologne. En 1776,

(1) Cf. le mémoire qu'il adressa à Montmorin en 1790 (A. E. dossier Rulhière).

(2) Lettre inédite de 1776 à Montmorin.

le démembrement de la victime avait eu lieu et c'était après la curée qu'il allait connaître les deux autres bénéficiaires du dépouillement, leurs conseillers et leurs héritiers (1).

Le portrait du Grand Frédéric, préparé par ses liaisons avec les ministres de Prusse en France (2), fut tracé d'après l'entrevue que sa mission lui procura (3), et complété par les entretiens qu'il eut, dix ans plus tard, avec le prince Henri de Prusse. Il a pu composer le tableau de la cour de Vienne, les caractères de l'impératrice et du jeune empereur, le portrait du prince de Kaunitz, d'après ses entretiens avec Breteuil, ambassadeur à Vienne, et ses propres observations dans les milieux de la Cour et de la ville où il fut introduit. Selon sa méthode favorite, c'est dans les salons les plus en vue, où la galanterie se mêlait aux sévères discussions, qu'il allait chercher ses informations ; puis, rentré dans ses appartements, il couchait ses observations sur le papier sous forme de lettres mi-badines, mi-sérieuses, qu'il expédiait à ses amis de France. En dépit des apparences, ces lettres étaient très travaillées, il en conservait précieusement les brouillons pour en tirer parti et on en retrouve dans son histoire des passages entiers. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler ce procédé.

C'est dans la première quinzaine de juin 1776 (4) que Rulhière prit le chemin de l'Allemagne. La première affaire qui le conduisait en ce pays était de porter la croix de Saint-Louis au marquis de Bombelles, ministre de France auprès de la diète, formé « ainsi que moi, dit Rulhière, à l'école du baron de Breteuil, et faisant bien plus d'honneur à un

(1) Ce voyage lui fournit donc les éléments du livre 12 de son histoire, (13 dans les éditions imprimées), où il a tracé, d'après ses observations personnelles, les portraits de Marie-Thérèse, de son fils Joseph et du prince de Kaunitz.

(2) Rulhière fut lié avec tous les représentants de Frédéric II, le baron de Goltz, Sandoz-Rollin, de Boden et Knipphausen.

(3) Il en a relaté les détails dans un mémoire que nous analyserons. (A. E. Prusse, *corresp.* 194, fol. 79).

(4) Lettre inédite du comte Pac, du 8 juin 1776.

tel maître » (1). On remarquera que cette école de Breteuil à laquelle furent mis Bombelles et Rulhière, était celle de la diplomatie secrète ; on remarquera aussi que Vergennes, qui y travailla lui-même dix-huit ans, n'en oublie pas, au début de son ministère, les anciens collaborateurs.

Il y avait quatorze ans que Rulhière n'avait visité cette Allemagne sauvage où « les montagnes impraticables qui séparent ses différentes provinces, qui leur forment des limites nouvelles et qui offrent aux plus faibles un rempart contre les plus puissants, ont certainement beaucoup contribué à maintenir... le gouvernement féodal, si aisément détruit parmi nous » (2). Il passa quelques jours à Ratisbonne, « la ville sacrée de l'étiquette ».

C'est là que ses dévots, ses prêtres, ses adeptes
N'osent ni respirer, ni penser qu'à leur tour.

Il parvint à Vienne au début du mois de juillet. La saison d'été était déjà trop avancée pour qu'il fût possible de jouir des charmes de la ville : « On ne cesse de me répéter, écrit-il à Montesquieu, que je ne suis pas venu dans un temps favorable et que la belle saison a dispersé toute la société ». Mais on pouvait encore la retrouver dans les châteaux riverains du Danube. Persuadé que le meilleur observatoire est un salon présidé par une jolie femme, Rulhière se fit présenter à la jeune baronne de Friesen, nièce du maréchal de Saxe. Et dans les beaux domaines qu'elle ouvrait à ses amis (3) sur les bords du Danube, il prit position en l'entourant d'hommages. Cette jeune allemande « à l'esprit plein d'agrément, toujours vrai sans humeur et fier sans artifice », cultivait les Muses ou au moins les accueillait avec faveur :

(1) Lettre à Montesquieu, 16 avril 76 (*Œuvres*, t. II, p. 385). Le marquis de Bombelles avait comme mission de faire entendre à Ratisbonne que le traité de Westphalie était toujours la règle du Roi, malgré sa religion et son alliance avec l'Empire.

(2) *Id.*, p. 386.

(3) Feslaü et Nasdorf.

Thalie et Melpomène et leur sœur Polymnie
Et Therpsichore et les Amours,
Sous le ciel de la Germanie
Viennent souvent de compagnie,
Mieux reçus que dans bien des cours (1).

Les diplomates aussi y reçoivent le meilleur accueil :

Le gros Andoaga, le grand Barthélemy (2),
En secret son rival et pourtant son ami
Oubliant la Seine et le Tage,
Oubliant Pénélope en deuil,
Viennent tous deux, nouveaux Ulysses,
Attendre leur sort d'un coup d'œil,
Ou se plaindre de vos caprices.

Mais c'est surtout auprès du baron de Breteuil, notre ambassadeur à Vienne depuis décembre 1774, que l'historien de la Pologne devait apprendre à connaître la capitale de l'Empire. Le baron de Breteuil, en 1774, n'était plus le jeune diplomate encore novice que nous avons vu en 1762, fort embarrassé entre la politique secrète et la politique officielle, entre le désir de répondre aux avances de la Grande-Duchesse de Russie et la crainte de se compromettre et ne trouvant que la fuite comme solution efficace à ses attermoînments. Il avait quarante-sept ans, vingt-quatre ans d'expérience diplomatique, dont dix-sept dans la diplomatie secrète. Il avait réussi en Suède et préparé le succès de Gustave III en 1772. Il avait la confiance de son ministre et de son roi, l'amitié de l'impératrice qui voyait en lui un remplaçant décent de l'ancien ambassadeur, le prince Louis de Rohan, qu'elle avait en horreur et mépris, et il devait bientôt avoir (1784) l'amitié de la reine de France : « Il savait parfaitement représenter, et tenir un grand état

(1) Lettre inédite à la baronne de Friesen, 12 déc. 1776.

(2) Andoaga, était attaché à l'ambassadeur d'Espagne, Barthélemy, le neveu de l'abbé et le secrétaire de Breteuil, fut ambassadeur en Suisse pendant la Révolution, membre du Directoire, vice-président du Sénat sous l'Empire, pair de France et ministre d'Etat sous Louis XVIII. Cf. sa biographie dans Masson. *Le département des Affaires Etrangères pendant la Révolution*. Paris, 1903, in-8°, p. 393.

sans déranger sa fortune, dit de lui Ségur (1), il connaissait l'art de marcher d'un pas ferme sur le terrain glissant de la Cour ».

C'est donc auprès de cet habile diplomate, dans son cabinet, en échangeant avec lui ses vues, que Rulhière connaîtra Vienne, sa cour, son gouvernement, sa société et les rapports de sa politique avec les affaires de Pologne. Il se proposait de retirer grand profit de son séjour auprès de son ami et en exprimait sa satisfaction, sitôt son arrivée, au comte de Montmorin, alors ministre auprès de l'Electeur de Trèves :

« Me voici, Mr le comte, dans un pays où il ne manque à ma satisfaction que de vous y avoir accompagné, comme je me l'étais promis. J'aurais grand plaisir à m'entretenir avec vous des personnes et des affaires, dans une cour si singulièrement intéressante pour nous sous le double rapport de notre alliance et de nos rivalités et dont les relations politiques, combinées avec celles de la France, tiennent véritablement à l'univers entier. Mr l'ambassadeur présiderait à nos entretiens et j'aurais encore le plaisir de considérer avec vous, dans toute sa conduite à cette cour, comment on peut unir sans effort beaucoup de franchise à la plus grande réserve, l'expérience et l'habitude des affaires à l'observation prompte et momentanée, l'amusement et le plaisir même à la prudence la plus circonspecte et enfin combien la connaissance personnelle de presque tous les souverains de l'Europe et de leurs ministres jette de lumières sur les affaires et ajoute à la sagacité. Voilà ce que je vois, monsieur le Comte, avec un plaisir inexprimable et dont je voudrais bien que vous fussiez témoin avec moi (2). »

Mais ce n'étaient pas les apparences, c'était surtout les dessous de la politique que Rulhière comptait découvrir

(1) *Mémoires*, éd. Barrière, Paris 1859, 2 vol. in-12, t. I, p. 271.

(2) Lettre inédite, non datée. Le comte Montmorin de Saint-Hérem (1746-1792), né d'une très ancienne famille d'Auvergne, épousa en 1767 sa cousine Mlle de Tanes, dame d'honneur de Mesdames. En 1771, il est menin du Dauphin, de 1774-77, il fait son apprentissage politique chez l'Electeur de Trèves. De 1777-83, ambassadeur d'Espagne, il négocie adroitement le concours de cet état dans l'affaire des Insurgents. Nommé maréchal de camp, chevalier du Saint-Esprit, gouverneur de Bretagne à son retour ; enfin ministre des Affaires Etrangères, en remplacement de Vergennes en 1786 (Masson, *Le département des Affaires Etrangères avant la Révolution*, p. 56). Rulhière fut lié avec sa fille Pauline de Beaumont.

dans l'intimité du baron de Breteuil, qui avait acquis une expérience certaine de cette cour : « La société de Mr l'ambassadeur, écrit-il à Montesquiou, et la confiance dont il m'honore, ne me laissent rien à désirer ni du côté de l'agrément, ni du côté de l'instruction » (1). En attendant les profonds entretiens politiques, Rulhière porta immédiatement sur la ville et ses habitants ce qu'il appelle plus haut « l'observation prompte et momentanée » :

« Le premier aspect de cette ville et le premier coup d'œil de ses sociétés ne rappellent pas à l'esprit qu'elle est la capitale de l'Empire et celle d'une grande monarchie. Les grands y habitent d'assez beaux palais, mais dans des rues si étroites et entourées de maisons si élevées que ces palais sont des espèces de prisons très obscures. Ces palais n'ont que de petites cours et aucun n'a de jardin. Comme tous les seconds étages de toutes les maisons appartiennent au souverain, qui en dispose, pour y loger à son gré qui il veut, chaque propriétaire est obligé d'élever sa maison très haut pour regagner par les étages supérieurs ce qu'une servitude si fâcheuse lui fait perdre (2). La ville est entourée de fortifications qui empêchent qu'elle ne s'agrandisse en proportion des accroissements du luxe. Il est vrai qu'en dehors des fortifications, il y a des faubourgs très étendus dans lesquels tous les gens riches ont des jardins et des maisons d'été où ils vont passer la belle saison (3). »

Cette société a-t-elle la politesse, la culture et le charme oisif de la bonne société de Paris ?

« La société est ici sans aucune sorte de mélange. La grande société se trouverait souillée de se mêler à une même table ou seulement dans une même chambre que la seconde société qu'on appelle la demi-noblesse. Personne d'ailleurs n'est désœuvré : grands et petits vaquent à leurs emplois, colonels et généraux vont à leur service dans les garnisons et dans les provinces et les grands seigneurs ne dédaignent pas, comme en France, les emplois civils, de sorte que

(1) Lettre déjà citée.

(2) Allusion au mécontentement de la nation, sacrifiée aux préparatifs militaires de Joseph en 1758, puis ramenée par Marie-Thérèse à une politique plus prudente en 1770.

(3) Lettre inédite du 4 juillet 1776, sans désignation de destinataire, probablement adressée à une femme, et comme d'habitude, écrite avec soin et très étudiée; les passages qui suivent sont empruntés à cette lettre, dont nous ne possédons que le brouillon.

ceux qui restent à la capitale et à la Cour passent une partie de leurs journées dans leurs bureaux ou leurs casernes. »

Ce qui caractérise cette noblesse, c'est donc d'abord le préjugé de la naissance plus accentué qu'ailleurs et aussi le goût du travail. Mais l'argent, l'honore-t-on ?

« Toutes les femmes se marient communément sans dot, mais quand, par hasard, il se trouve une héritière, elle demeure maîtresse absolue de toutes les terres qu'elle apporte à son mari. Il n'y a guère parmi les femmes, de considérées, que celles qui se trouvent dans ce cas ; la considération suit la puissance et la puissance est attachée à la possession des terres. »

Et ce beau monde ? Pense-t-il ? Vit-il décemment ? Quels amusements prend-il ?

« La société y consiste principalement dans de grands dîners de cérémonie. Dans les conversations les plus intimes, on ne s'entretient jamais d'aucune affaire, d'aucune nouvelle. C'est un vide et une insipidité dont il est difficile de se former une idée, et la gaieté ne s'y exerce que sur des enfantillages. On ne rit pas du gouvernement, les grands y contribuent pour leur part, contents d'acheter le titre d'Altesse par un travail assidu dans les cours de justice, dans tous les collèges de l'administration. On n'a pas la ressource de louer l'austérité des mœurs, les femmes y sont tristement faciles et la galanterie ne les conduit qu'à avoir discrètement des amants qui n'ont pas plus de crédit qu'elles. Dans cette ville d'où l'on a exclu la Comédie française dans un temps où tout le monde y parle le français tant bien que mal, il y a dix-sept troupes de bateleurs et de chanteurs. »

Malgré la discrétion de cette société ou prudente ou futile, Rulhière, dont les oreilles sont fines, a déjà perçu quelques échos de politique :

« Les plus graves des dames vous disent seulement, comme Agnès, que le petit chat est mort... ; cependant, malgré le peu de temps que j'y habite et en dépit de cette excessive réserve, j'ai entendu quelques plaintes sur tous les arrangements militaires qu'a faits Mr de Lascy : on prétend que rien de tout cela ne pourra subsister. On le blâme surtout d'avoir voulu rendre les Hongrois des Allemands, et à ce propos, on dit sur les manies prussiennes les mêmes choses que nous disons chez nous (1). »

(1) Allusion aux réformes du comte de Saint-Germain qui voulait introduire la discipline prussienne dans l'armée française. (Cf. Ségur, *Mémoires*, I, p. 83).

Rulhière fait ici allusion aux réformes que le jeune co-régent Joseph II venait d'appliquer à l'empire, où il voulait « régler la monarchie autrichienne sur le modèle de ce despotisme militaire établi dans les états prussiens ». Dans cette ambition, « son inquiète prévoyance ne mettait aucun terme à ces précautions » et il se laissait mener par le maréchal Lascy, « ambitieux adroit et flatteur », et « tous ces ressorts de l'état étaient forcés, tout était sacrifié à ces préparatifs menaçants et désordonnés » (*A. de P.*, III, 357).

« La nécessité d'entretenir plus de troupes que les ressources de l'état ne le comportent fait qu'aujourd'hui on est écrasé d'impôts. Il n'y a personne qui ne paie à l'état le tiers de sa fortune ; mais outre le poids de ces impôts, il y en a plusieurs dont la forme est particulièrement odieuse et importune : on ne peut sortir de la ville pour une promenade ni y rentrer sans payer ; pour éviter l'accaparement, par la Cour, du second étage des maisons, il faut se racheter de cette servitude par une taxe exorbitante. »

Voici, en quelques phrases, une synthèse claire de la situation des esprits : soumission apparente, mais mécontentement très sensible. Il restait maintenant à voir de près les conducteurs de la monarchie, la vénérable impératrice, le jeune et bouillant empereur, le vieux ministre Kaunitz. Quel intérêt que cette étude pour un adversaire de l'alliance autrichienne, pour un ami de la Pologne et un partisan du rapprochement prussien, chargé de préparer cette réconciliation !

« Il y a dans cette cour une situation qui peut être considérée indépendamment, par rapport à la philosophie et aux progrès qu'une civilisation douce et modérée a faits dans notre siècle, c'est celle de deux souverains partageant le gouvernement dans une opposition marquée d'opinions et de caractères, mais qui ne produit aucun mouvement violent, toute la force entre les mains d'un jeune prince très ambitieux, mais toujours subordonné par le respect filial à l'expérience, qui s'est réservé toute l'administration et la politique. Je sens bien que Socrate et Platon ne verraient rien là qu'ils dussent beaucoup admirer, mais quand on a lu toutes les horreurs de l'histoire ancienne et moderne, quand on a vu de près toutes les horreurs russes, il faut, ce me semble, concevoir une juste estime pour un

jeune prince, chef de 200.000 hommes (1) et dont l'ambition très impatiente ne se produit que par de légères altercations. Il faut même remarquer que cette ambition est plutôt celle d'agir que celle de régner. Je ne me rappelle pas que l'histoire tout entière nous présente un pareil spectacle et c'est véritablement une très belle situation théâtrale (2). »

« Croiriez-vous, dit-il à Montesquiou, son autre correspondant, que sous un jeune empereur et sous un vieux ministre, il n'y a pas une seule femme en crédit. »

Enfin Rulhière vit la curiosité de Vienne, le prince de Kaunitz, le doyen des ministres de l'Europe. Il avait vu changer ceux de toutes les Cours. Sa faveur avait survécu à tout ce que les autres cours avaient vu s'élever de faveurs et de puissances ministérielles (cf. III, 359). On sait quel étrange caractère avait ce ministre, ou plutôt quel faux original il était. Il cachait son jeu politique sous les apparences de la frivolité :

« Tout ce que les premiers personnages de l'Etat et les plus grandes dames passent ici au premier ministre est bien étrange. Imaginez que tous les jours à la fin de son dîner, on lui apporte sur la table une boîte de dentiste, un miroir et des poudres et que là, pendant une demi-heure, il mire ses dents, il les cure, il les frotte, tandis que tout le monde en silence attend respectueusement pour se lever que cette longue opération cinq ou six fois recommencée, soit achevée (3). Les libertés que Mr de Choiseul prenait avec les dames étaient d'un meilleur genre. »

Connaître un homme aussi singulier n'était pas l'affaire d'une entrevue. C'est de l'entretien du baron de Breteuil que Rulhière a recueilli les traits avec lesquels il a tracé, dans son 13^e livre, l'intéressant portrait de Kaunitz, mais c'est surtout des leçons de Favier qu'il se souvient quand il entreprend la critique de l'alliance autrichienne. Lorsqu'il

(1) Rulhière désigne par ce nombre l'armée que commandait Joseph.

(2) Cf. t. de P., III, 358.

(3) Chose curieuse : le marquis de Saint-Aulaire, dans ses *Mémoires*, fait de Metternich un portrait du même genre : le jour où les souverains alliés entrèrent à Paris en 1814, il était en tête-à-tête avec le coiffeur Harmand, très occupé de la coupe de ses cheveux. (Paris, 1926, in-8, p. 22). Ségur dit la même chose de Kaunitz. (*Mémoires*, t. II, pp. 194 et 195).

parle du dessein de Kaunitz « d'égarer la politique de la France par cette union », lorsqu'il signale le talent qu'il déploya « pour épier et saisir le faible des favoris et des maîtresses », on croit entendre le langage de Favier. Quand il juge ce nouveau système politique « qui devait détruire le crédit de la France dans tous les pays où elle avait coutume de dominer, laisser la Pologne sans secours et sans protection, isoler la Turquie de toutes les puissances européennes », on retrouve les arguments des agents du Secret et toute leur rancune contre une politique « qui aurait rendu la Maison d'Autriche maîtresse absolue de l'Allemagne, si le roi de Prusse n'avait eu en lui-même une force que rien ne pouvait renverser. Mais lorsqu'il cite la cynique maxime de ce Kaunitz qui proclamait « qu'il ne faut jamais faire par soi-même ce que l'on peut faire par les autres », c'est la profonde aversion des Français qu'il exprime pour ce ministre « bien plus dangereux allié que dangereux ennemi ». (III, 360-391). Diplomate avant tout, Kaunitz oubliait sa hauteur et sa nonchalance quand les circonstances l'exigeaient :

« La crainte du roi de Prusse, écrit Barthélemy à Vergennes (1), détermine toutes les démarches de complaisance de la Cour de Vienne pour la Russie qu'elle cherche à s'attacher. Voici une petite preuve de ce soin... j'y ai trouvé Mr le prince de Kaunitz fort en opposition avec son caractère connu. Ce ministre avait témoigné un grand désir d'entendre la lecture de la relation faite par Mr de Rulhière de la dernière révolution de Russie. Mr l'ambassadeur la lui fit faire chez lui en société des personnes les plus intimes avec Mr le prince de Kaunitz. Mr le prince Galitzine (2) a attendu le départ de Mr le baron de Breteuil (3) pour se plaindre au ministre autrichien de cette lecture et pour lui témoigner de la surprise qu'il y eût assisté. Mr le prince de Kaunitz s'en est presque excusé et lui a dit que, s'il avait été prévenu de quelques traits qui y sont insérés, peu favorables à la vertu de Catherine II, il ne se serait pas rendu à la lecture. »

Après deux mois d'une existence agréable et instructive, Rulhière quitta Vienne le 25 août 1776, en compagnie

(1) A. E. Autriche *corr.*, 330, 21 déc. 1776.

(2) Ambassadeur de Russie.

(3) Breteuil quitta Vienne pour Paris, (en congé), le 26 oct. 1776.

de Barthélemy et prit le chemin de Berlin (1). Une lettre de recommandation, demandée au marquis de Montesquiou, avait annoncé son arrivée au marquis de Pons, notre ambassadeur auprès de Frédéric II. Les deux voyageurs firent une courte halte à Dresde (2) où l'historien de la Pologne désirait se documenter, et parvinrent à Berlin le 21 septembre.

A cette époque, la politique de Frédéric II n'était plus entièrement dirigée contre la Maison d'Autriche. Il s'était « relâché de sa vigilance et avait mis un frein à la licence de ses plaisanteries » (III, 346). Laisant de côté ses griefs contre la Cour de Vienne, il l'avait priée d'oublier les siens, et les entrevues de Neisse (1769) et de Neustadt (1770) avaient rétabli des rapports de courtoisie entre les deux puissances allemandes ; mais il avait son plan et, deux ans plus tard, la Pologne avait été la victime offerte sur l'autel de la réconciliation. En 1776, si le roi de Prusse désirait vivement la paix avec ses voisins, il connaissait le jeune empereur et « sous son apparente simplicité, l'étendue de son ambition ». Joseph II, regardait vers la Bavière et espérait trouver en cet électorat une compensation à la perte de la Silésie. Frédéric II n'entendait pas laisser le chef de l'Empire s'agrandir des dépouilles d'un petit état. C'était le moment de rappeler à la France qu'elle était garante du traité de Westphalie. Celle-ci était toute disposée à reprendre cette politique et c'était précisément pour assurer le roi de Prusse qu'elle ne l'avait pas oublié, que Rulhière s'acheminait vers Berlin.

Il arrivait en Prusse dans la situation très indépendante d'un homme de lettres voyageant pour son instruction et son agrément. Connaissant la répugnance du roi de Prusse pour tout envoyé officiel, Vergennes ne l'avait revêtu

(1) Lettre du 16 août 1776. Barthélemy était une vieille connaissance de Rulhière qui l'avait certainement connu chez Breteuil en Suède. (Cf. Geffroy : *Instructions aux ambassadeurs en Suède*. Paris 1884, in-8, p. 414).

(2) Pas de trace du voyage de Rulhière à Dresde dans le fonds de Saxe.

d'aucun caractère ni militaire, ni politique. Mais il était chaudement recommandé à la bienveillance du souverain par le baron de Boden (1) et Mr Darget, avec lesquels il avait d'intimes liaisons et causait volontiers en « bon prussien » (2). Une lettre de d'Alembert à Mr de Catt, secrétaire des commandements de Sa Majesté Prussienne, avait obtenu pour Rulhière la faveur d'une audience. Comme titres à cet honneur, d'Alembert, qui connaissait les goûts littéraires du Roi, présentait Rulhière comme secrétaire de Monsieur, prince philosophe, et auteur de quelques vers et d'un ouvrage sur la *Révolution de Russie*, dont Sa Majesté écouterait la lecture avec profit « si des raisons politiques que j'ignore, disait-il, et que je respecte, ne l'empêchent pas de l'entendre ».

C'est aux manœuvres de Postdam, manœuvres qui terminaient les travaux militaires de l'année, que Rulhière fut admis en présence du Roi (3). Comme il était inutile que la France engagât des négociations avec un moribond, le premier souci du diplomate était de discerner l'état de santé du roi. Celui-ci, qui se doutait bien qu'il allait subir un examen médical, orienta lui-même favorablement le diagnostic en cherchant à donner la meilleure impression.

Bien qu'ayant été à cheval toute la matinée, « il s'est tenu debout, sans canne, sans s'appuyer ni d'aucune partie du corps, ni même de la main sur une table, comme on m'a dit qu'il en a la coutume : les yeux très bons quoiqu'un peu ternes, ce que j'attribue à la faiblesse habituelle de sa vue, le teint vif et haut en couleur sans être échauffé et au contraire avec toute la fraîcheur de la bonne santé... Vers le

(1) Le baron de Boden était alors ministre de Prusse à Paris. Claude Darget avait été secrétaire du marquis de Valori, ministre de France en Prusse (1739-1756). En 1755, il fut chargé d'une mission auprès de Frédéric II pour tenter de soustraire le roi à l'alliance anglaise ; la mission échoua, mais Frédéric s'attacha Darget.

(2) Frédéric II recommandait à ses agents de se « faufiler » auprès des hommes qui touchaient de près aux ministres plutôt qu'auprès des ministres mêmes. Cf. Instructions de Frédéric II à Knyphausen, 23 nov. 1754, cité par le duc de Broglie, *op. cit.*, I, 547.

(3) Cf. Lettre du marquis de Pons, A. E. Prusse. *corr.* 194, f. 235, 25 sept.

milieu de la conversation, il a élevé la tête et effacé les épaules d'une manière marquée, et depuis ce mouvement, quoiqu'il n'ait pas toujours soutenu cette attitude, il est resté la tête beaucoup plus droite qu'on ne m'a dit qu'il ne la porte communément. Sa marche est lourde, lente et embarrassée et pendant cette conversation qui a duré deux heures un quart, il n'a fait que quelques pas, mais, si j'ose m'exprimer ainsi, il les a faits à propos et quand le mouvement plus vif de la conversation paraissait l'entraîner. Cependant la surprise que Mgr le prince Royal ne m'a pas cachée quand je lui ai dit que le Roi avait été debout sans canne... me fait croire que S. M. a peut-être affecté de me montrer de la force... l'état où je l'ai vu annonce encore une forte constitution et une longue vie, à moins d'accidents dont il est vrai qu'il porte le germe en lui, mais sur lesquels on ne doit pas compter » (1). [Donc avis favorable sur l'état de santé].

« La durée de l'entretien fit sensation, écrit l'ambassadeur de France. Ce prince le [Rulhière] connaissait de réputation et pouvait se plaire à causer avec lui, mais il y a eu certainement du projet dans la durée de cette conversation. Il est fort occupé de ce qu'on dit à Vienne de sa santé. Or, Mr de Rulhière venait de Vienne et devait y retourner. Il y a apparence que le roi a voulu le convaincre de ses forces et qu'un témoin oculaire, fait pour en être cru, pût en porter des nouvelles certaines. »

Devinant bien ce qu'on attendait de lui, le roi prit la direction de l'entretien : il manifesta tout de suite ses bonnes intentions pour la France en chargeant la mémoire de Madame de Pompadour, responsable de l'alliance autrichienne ; « son animosité a paru de toute manière à l'occasion de quelques anecdotes qu'il a daigné me raconter sur la rupture de son alliance avec la France ». Mais il ne comptait pas pour autant revenir sur les faits accomplis et prenant les devants afin qu'on n'essayât pas d'intercéder en faveur de la malheureuse Pologne, il parla « avec un grand mépris des Polonais et, [ajoute son interlocuteur], il ne m'a pas caché une petite anecdote dont je lui ai parlé le premier : c'est qu'il a composé sur eux un poème héroï-comique » (cf. *A. de P.* III, 345). Enfin, usant de grande prudence de langage sur la Russie, son alliée, il parla à Rulhière à diffé-

(1) Le récit de cette entrevue est emprunté à un mémoire de Rulhière à Vergennes, conservé aux A. E. Corr., Prusse, 194, f. 79.

rentes reprises de son ouvrage sur *la Révolution de Russie*, « avec curiosité, mais non pas telle qu'il ait paru en désirer la lecture ». Il n'avait garde de se faire donner d'amples détails sur cet événement, décidé qu'il était, convaincu ou non, à proclamer l'innocence de Catherine ; grande habileté qui lui permettra, huit ans plus tard, d'assurer à Ségur que l'impératrice n'avait jamais trempé dans le meurtre de son époux (1). Aurait-il pu affirmer le fait si positivement s'il avait écouté cette lecture ?

En somme, bonnes dispositions pour la France, dispositions qui ne devaient cependant rien changer aux rapports de la Prusse avec la Russie et à ses intentions vis-à-vis de la Pologne, telles étaient les nouvelles que Rulhière pouvait rapporter à son ministre. Ces affirmations politiques du roi étaient d'ailleurs habilement émaillées de réflexions plus plaisantes, dont la comédie, l'éducation, les anecdotes littéraires et enfin les jésuites offraient le sujet.

« Il pense qu'on doit les regretter en France, que leur institution conservait dans les collèges le même esprit et les mêmes méthodes, au lieu que tout va y devenir sujet aux caprices des différents professeurs... qu'ils n'avaient rien fait dans ses états de ce dont on les accusait dans les autres pays... que ce qui avait fait leur fortune, c'est qu'ils ne demandaient pas d'évêchés et que cela même les avait rendus dangereux parce que, ne demandant aucune grâce pour eux-mêmes, ils en étaient plus facilement devenus confesseurs de tous les rois ; mais que pour lui, il ne se confessait point. »

Frédéric II avait donc fort bien accueilli l'envoyé sans caractère officiel de la France, il avait fait entendre des paroles qui pouvaient faciliter un rapprochement et avait déployé une fois de plus « cette coquetterie d'esprit qu'il savait mieux que personne employer, dit Ségur, quand il voulait plaire et augmenter le nombre de ses admirateurs ».

Bien que la faveur avec laquelle Frédéric II avait reçu Rulhière eût causé un grand étonnement, cette entrevue ne fut pas, à beaucoup près, la partie la plus intéressante de sa mission. Celle-ci, en effet, n'était pas terminée. Certes

(1) Ségur, *Mémoires*, I, 292.

il était capital de rapprocher la France du roi de Prusse, mais il fallait aussi voir plus loin dans l'avenir. Frédéric II se faisait vieux et ses infirmités, si elles ne touchaient encore à aucun organe essentiel, étaient cependant si sérieuses qu'il fallait songer à sa succession et prendre contact avec son héritier (1).

Le lendemain de l'entrevue avec le Roi, le 22 septembre, Rulhière fut présenté, ainsi que Mr de Barthélemy, à Mgr le Prince Royal, dans la maison qu'il occupait à Postdam comme major-général. Ce premier entretien roula sur des sujets indifférents ; cependant Rulhière sentit, à la réserve du prince, l'extrême contrainte où il vivait. Il manifesta de l'intérêt pour le baron de Boden, ambassadeur de Prusse à Paris qui, disait-il, « se conduira en France mieux que ses prédécesseurs » et, comme son interlocuteur ajoutait, à demi-voix pourtant, que ce ministre lui était tout dévoué, il rougit et sembla redouter qu'on n'eût entendu ce propos, qu'on le rapportât au roi et que Boden ne fût exposé « à son humeur ».

« Le tour assez vif que prit la conversation m'a permis, [écrit Rulhière] de hasarder une plaisanterie que je dois répéter ici parce que lui-même me l'a rappelée... dans nos entretiens suivants. Comme il me disait, à l'occasion des différentes ordonnances de Mr le comte de Saint-Germain, que si le prince de Montbarey était son successeur, ce prince serait dans les mêmes systèmes, j'ai réparti avec une inclination respectueuse : « Je n'ose répondre à Mgr qu'on ne connaît jamais bien les princes héritiers ». Il a été aisé de voir que cette plaisanterie lui était très agréable. »

(1) Depuis 1768 on avait songé en France à sonder les sentiments de l'héritier du Grand Frédéric, qui était son neveu. Dans Sorel : *Instructions aux ambassadeurs à Berlin*, 1884, in-8, p. 479, on voit qu'il était recommandé, dans les Instructions du duc de Guines, de « se rapprocher du Prince Royal qu'on dit avoir hérité des sentiments de son père pour la France, sans exciter la méfiance et la jalousie du roi ». Il faut savoir aussi « ce qui a rapport à la capacité et aux inclinations de ce prince », et s'assurer de la santé du roi sur laquelle on répand les bruits contradictoires, « De quelle importance il serait au roi d'être prévenu à temps à l'approche d'un événement aussi critique pour les affaires de l'Europe. »

Cette première audience se termina par une invitation à dîner pour le soir même, dans l'appartement de la Princesse Royale. Mais l'entretien devait reprendre sous une forme beaucoup plus intéressante. En sortant de table, le prince s'approcha de Rulhière et lui dit à voix très basse : « Jusqu'à quand restez-vous dans ce pays ? » Et comme son visiteur répondait qu'il pensait partir le lundi ou mardi suivant : « Ne partez que mercredi, reprit-il, je vais lundi à Berlin et je serais très aise de vous y voir ». Son ton « indiquait une sorte de rendez-vous » et faisait entendre qu'il comptait sur le plus grand secret. Or le bruit courait que le Prince Royal ne séjournerait pas à Berlin, la Princesse elle-même en était convaincue. Rulhière, perplexe, craignait d'attacher trop grande importance à un simple compliment qui, à peine prononcé, pouvait avoir été oublié. Après de longues hésitations, il prit enfin la résolution de se présenter le mardi matin à l'appartement du prince. Celui-ci l'attendait avec une extrême impatience et envoyait souvent aux différentes portes de sa demeure s'informer si on n'avait pas vu un officier français. Ainsi s'engagèrent deux longues conversations qui se succédèrent le même jour.

« Conversations sans suite, écrit Rulhière à Vergennes, souvent coupées par les questions du prince et, de ma part, mêlées de plaisanteries et de contes dans le dessein de l'amuser, afin qu'il prît plaisir à ces entretiens et qu'en les prolongeant, il me donnât l'occasion de le juger un peu... Ma position de voyageur sans aucun caractère, admis secrètement dans le cabinet du prince et lui parlant sans aucun ordre, sans aucun aveu, sans autre projet, m'autorisait à lui présenter toutes ces choses, comme une suite de conversation, et comme des opinions particulières. »

L'entretien se prolongea donc, mêlé de badinages, d'histoires singulières, comme celle du marquis de Fraignes (1), amenées habilement par notre diplomate, qui

(1) Le marquis de Fraignes était un jeune français qu'un attachement romanesque avait lié (marié peut-être) à la duchesse de Zerbst, mère de Catherine II. En 1757, pendant la guerre d'Allemagne, il voulut arrêter les progrès de Frédéric II et mettre Zerbst en état de défense. Le roi de Prusse le fit arrêter et conduire à Magdebourg. La princesse,

voulait en venir à dire « que la politique de ce temps-là avait été conduite par des intrigues d'un genre assez étrange [pour faire dévier] en Europe le cours naturel de la politique et rompre les anciennes alliances ». Par des voies détournées, Rulhière avait atteint le sujet capital et après une petite discussion sur la défiance, où il s'était fait le champion d'une ferme franchise, car la nature humaine est meilleure qu'on ne le dit communément, tandis que le prince s'était retranché sur la nécessité pour les souverains d'être méfiants, on aborda la grande affaire.

« Je lui ai dit, en continuant de parler de notre alliance comme de la plus naturelle qu'il y eût en Europe, fit remarquer Rulhière, que dans le temps même où elle se rompait, cette vérité politique s'imprimait publiquement à Paris par un homme dont les ouvrages en ce genre sont regardés comme des livres classiques. Je lui ai rapidement remis sous les yeux les raisons géographiques sur lesquelles M. l'abbé de Mably appuie cette assertion dans son traité **sur le principe des négociations** (2). »

Le prince semblait-il convaincu ? Ses réponses indiquaient une impression très favorable :

« Il m'écoutait, continue Rulhière, avec un air de satisfaction et en disant à plusieurs reprises : Cela est très vrai, cela est très juste ».

en héroïne de roman, lui fit passer des vêtements de femme et il s'évada ; mais l'amour le porta imprudemment à Zerbst, il fut reconnu et de nouveau enfermé à Magdebourg.

(2) Mably (*Du principe des négociations*, éd. Brizard, 1789) dit dans le chapitre 9, p. 78 : « Deux puissances sont naturellement alliées quand, par la position de leurs domaines, elles ne peuvent se faire aucun mal. Mais cette alliance est froide et stérile, si elles ne sont pas à portée de se procurer réciproquement quelque avantage ; ainsi si elles ont des ennemis communs et par conséquent, les hostilités d'un de ces alliés deviennent une diversion pour l'autre. Il ne s'agit ni de finesse, ni de surprise : le politique le plus habile, c'est celui qui fera le plus de bien à son allié. Une vue de la géographie permet de juger quels sont les alliés naturels, et les alliés naturels de son ennemi, [il faut] les traiter en ennemis ». Mably dit encore ceci (ch. 2, p. 16) : « Les négociations doivent être entreprises relativement à l'intérêt fondamental d'un état, selon ses lois, ses mœurs et sa position topographique, qui décident de ses vrais intérêts et il faut demeurer au-dessus de ses entreprises sans en forcer les ressorts ».

Puis il a ajouté avec un air de réflexion : « nous avons tiré un grand parti de notre alliance avec la Russie... Ah ! si ces gens-là avaient autant de ressources que la France !... »

Rulhière trouva à la réponse « un air de réticence ». Qu'est-ce à dire ? Exprimait-il de la sympathie pour une France riche ou n'était-ce pas plutôt le regret que la Russie, vers lequel le portaient ses sentiments, ne fût encore qu'une immense barbarie. Enfin, après quelques questions sur le séjour de Rulhière en Russie, le Prince Royal montra le désir d'entendre la lecture de son ouvrage sur *la Révolution de 1762*. L'historien crut de son devoir de l'avertir que le roi son oncle avait mis à le questionner une curiosité mêlée de réserve : « Je lui exposais tout ce qui pouvait le détourner de cette lecture et tout ce qui pouvait l'y enhardir par la nature de l'ouvrage ». Alors le prince arrangea, « avec les expressions et les tours les plus honnêtes » pour son hôte, que cette audition serait très secrète et que Rulhière se rendrait chez lui à 10 heures du soir, en habit gris et par un escalier dérobé.

C'était pour lui la meilleure occasion de connaître « les capacités et les inclinations du prince ». A l'heure indiquée et après avoir pris les précautions exigées, il était introduit dans l'appartement de l'héritier du trône par « le seul valet français qui soit à son service, parce que tous les autres ont été chassés par le roi », qui ignore encore la présence de ce dernier chez son neveu. Dès l'arrivée de ce dernier, la lecture commença. Le prince y prêta la plus grande attention, jusqu'à 2 heures du matin, en l'entrecoupant de questions.

« Ce prince a écouté toute cette lecture, non pas en bel esprit, mais en homme très instruit de l'événement que j'y raconte et connaissant très bien les personnes et les caractères. J'ai été frappé de ce qu'en écoutant le passage où je rapporte que Biren en neuf ans a fait mourir 11.000 personnes, il n'a pas sourcillé et quand ensuite j'ajoute que Biren disait que la vraie faute de Pierre III avait été l'indulgence et que les Russes ne doivent être gouvernés que par la verge et la hache, il a fort approuvé ce propos et a dit que Pierre III régnerait encore, s'il avait pensé ainsi. »

Cette lecture fut suivie d'une conversation très animée sur les Russes, et pour obtenir du prince qu'il lui livrât son opinion sur cette nation, Rulhière développa une de ses idées favorites, autrefois discutée avec Rousseau, sur le penchant naturel du moscovite à l'imitation. Après une courtoise discussion sur les progrès que le prince prétend que cette nation a faits dans les arts et que « je n'avouais pas au même degré », on vint à parler de l'alliance russo-prussienne, très heureuse puisqu'elle était basée sur « l'union des familles », et très nécessaire à la Prusse par son voisinage géographique avec son alliée, car « il faut être assuré sur ses derrières, il faut n'avoir rien à craindre à son dos » (1).

Il était tout naturel que de ce sujet on passât à son pendant : l'alliance autrichienne et française. Rulhière entendit avec plaisir son interlocuteur lui dire que la politique de Kaunitz était très « équivoque », et lorsque le prince fit la réflexion que l'union des souverains avait certainement fortifié cette fâcheuse alliance, Rulhière se récria en citant le vers de Corneille « Un véritable roi n'est ni mari, ni père (2). » Le prince comprenait-il qu'on souhaitait qu'il s'expliquât sur l'éventualité d'un rapprochement entre la France et la Prusse ? Pour vaincre une réserve qui provenait de la crainte de déplaire à son oncle, Rulhière cita les propos que le roi avait daigné lui tenir dans le long entretien qu'il lui avait accordé :

« J'ai dit que ce qui m'en avait fait le plus de plaisir, c'était d'avoir remarqué... [son] vif ressentiment contre la mémoire de Mme de Pompadour, qui était cause que notre alliance avait été rompue. Et en effet, ai-je ajouté, il est bien étrange que des intrigues de cette espèce aient fait prendre aux alliances de toute l'Europe un cours véritablement contre nature. Je demande pardon à V. A. R. de revenir une seconde fois sur cet objet, mais un homme de lettres est bien hardi quand il croit parler d'après la raison, d'après les positions géographiques, d'après les convenances de tous les genres (1). »

1) C'est une reprise des arguments de Mabli, exposés plus haut.

(2) *Nicomède*, Acte IV, scène III.

Le prince aquiesça sans toutefois s'engager davantage et lorsque Rulhière, prenant congé de lui, revint une troisième fois à la charge en disant « que la France pouvait espérer d'avoir un jour en lui un allié », il répondit sans plus préciser : « J'aime et j'estime la nation, le reste dépend des circonstances ». Mais s'il fut réservé sur le chapitre de l'alliance française, il s'ouvrit davantage sur l'affaire de la Bavière :

« La paix de l'Europe, disait Rulhière, me semble dépendre d'événements qui ne regardent qu'elle-même. Elle me paraît reposer sur trois têtes qui toutes trois peuvent durer dix ans : le roi, qui dans l'état où je l'ai vu peut encore vivre dix bonnes années (1), mais qu'une goutte remontée peut emporter demain et cette nuit même ; l'Impératrice-Reine qui est aussi d'une constitution excellente, mais qui a également les jambes en fort mauvais état et puis, l'Electeur de Bavière ». A ce dernier mot, sa physionomie s'est ouverte et paraissant moins réservé et plus à son aise, il s'est écrié : « Ah oui ». J'ai continué en disant : « Il se porte à merveille, mais les accidents de l'humanité peuvent aussi l'enlever d'un moment à l'autre ». Il m'a dit : « Quel parti prendra alors la France ? » J'ai répondu : « Monseigneur, je suis dans le dépôt des Affaires Etrangères, et point dans le cabinet du ministre ; je sais le passé, très mal le présent et point du tout l'avenir. Je conjecture seulement par mes propres lumières que nous ne serions indifférents à rien. L'opinion publique est aussi que cette cour prendra une grande part à cet événement. Il a dit alors d'un air très décidé et très fier : « Oui, assurément ».

On voit que sur ce point l'héritier du trône avait parlé net et avait clairement fait comprendre que son opinion était celle de la France. Sur un autre sujet pourtant fort périlleux, il trahit, sans doute involontairement, son attention aigüe :

« J'ai parlé de l'état de santé et de force où S. M. [Prussienne] m'a paru être. Sur cet article délicat, il m'a écouté avec un intérêt si marqué que je n'ai pu m'empêcher de l'observer. Il s'est fort étonné de ce que le Roi avait resté si longtemps debout sans canne, et quoiqu'il n'ait prononcé que des choses fort honnêtes sur la goutte du roi, sur ce qu'on vit très longtemps avec ce mal, sur ce qu'on voit partout de vieux goutteux traîner longtemps leurs jambes et leurs pieds malades, sa physionomie était alors beaucoup moins riante

(2) Ce fut un excellent pronostic.

et il m'a paru écouter avec plaisir ma dernière réflexion sur cette maladie, « qu'elle devenait bien dangereuse, quand une fois elle avait pris le chemin des entrailles. »

Et si l'on avait conservé quelque illusion sur l'attachement du neveu pour son oncle et souverain, voilà qui doit définitivement fixer sur l'état de ses sentiments.

Rulhière rapportait donc une très importante moisson de renseignements. Bien que ces causeries eussent souvent revêtu l'aspect d'un badinage sans conséquence, bien que le prince eût toujours abordé le terrain politique avec la plus extrême circonspection, quelques paroles significatives avaient été prononcées. C'était d'un commun accord qu'on avait déploré les regrettables influences qui avaient provoqué la rupture de l'alliance franco-prussienne. Rulhière avait su profiter de cet encouragement. Parlant au nom des philosophes, ce qui était infiniment plus habile que de présenter les opinions du gouvernement, l'homme de lettres avait exposé les désirs de l'opinion française de voir se renouer l'ancienne alliance présentée comme naturelle au sens le plus complet du mot, basée autant sur la raison (et il fallait entendre par raison un intérêt réciproque bien compris) que sur des convenances géographiques. Puis, lorsqu'après cette confiance le Prince Royal avait fait remarquer que si l'alliance russo-prussienne répondait à cette définition, l'alliance austro-française était plutôt basée sur les convenances des cours et de la parenté que sur le goût des nations, Rulhière s'en était habilement tiré par une citation de Corneille et ne l'avait pas contredit. Enfin les quelques mots jetés à la fin de l'entretien sur les inquiétudes de l'Europe en présence de la succession éventuelle de Bavière, avaient suffi pour faire comprendre que les intérêts de la France et de la Prusse concordaient et que les deux états agiraient dans le même sens dans l'esprit de Westphalie.

La relation que Rulhière fit de son séjour en Prusse fut reçue avec intérêt par Vergennes et parut assez importante pour être lue à deux époques différentes au Conseil du roi.

Le mercredi 25 septembre, Rulhière quitta Berlin et reprit avec Barthélemy le chemin de Vienne. Le bruit de sa visite l'avait précédé et l'émotion qu'elle suscita auprès du gouvernement autrichien fut un véritable succès pour notre politique. Le baron de Breteuil, qui devait prendre un congé, fut immédiatement reçu par les souverains pour ses audiences de départ. L'empereur avait déjà changé de ton : il louait maintenant très haut les avantages de notre amitié, en demandait des manifestations extérieures et ne ménageait pas les mauvais compliments à la Russie. Mais l'entrevue avec l'impératrice produisit un résultat encore plus intéressant. Elle ne cacha pas l'émotion qu'elle ressentait en surprenant nos velléités de rapprochement avec la Prusse. Elle promit de « tenir tous ses engagements avec la France ».

« Pour ne rien oublier, dit-elle à l'ambassadeur, j'ai fait des notes que je vous lirai... je ne serai jamais jalouse de votre bonne intelligence avec l'Angleterre, mais je la serai facilement de vos moindres rapports avec le roi de Prusse, et en revanche, je serai très indulgente sur vos jalousies de mes attentions pour la Russie... Il [Frédéric] se vante qu'il vous détachera de nous et je suis bien sûre qu'il n'y a sortes de vilains projets qu'il ne nous prête pour y parvenir (1). »

C'était bien le langage d'une jalousie inquiète et blessée ; la cause, elle veut aussitôt la réduire à néant : On a fait courir dans l'Empire de faux bruits relativement à ses ambitions sur la Bavière. Elle proteste n'avoir rien projeté en cette affaire et promet de ne rien former sans se concerter avec la France et comme elle craint que de récents événements n'aient fait douter de son désintéressement, elle ajoute :

« Si ce qui s'est passé dans le partage de la Pologne a fait perdre confiance dans ma modération et dans ma justice, je vous assure qu'on ne m'entraînera plus dans des démarches aussi faites pour détruire la considération de mon règne. »

Breteuil jugea le moment favorable pour parler avec netteté : le Roi s'opposera, dit-il à la souveraine, au renversement de l'Empire ottoman et il respectera l'obligation où il se trouve de veiller aux droits du Corps germanique.

(1) A. E. Autriche, 330, fol. 63 ; lettre de Breteuil du 24 octobre 1776.

« Vous voyez, ajoutait l'ambassadeur, en rendant compte au ministre, que l'entretien que l'impératrice a voulu avoir avec moi a mis en mouvement bien des objets délicats et sur lesquels les oreilles autrichiennes ont jusqu'ici été bien chatouilleuses... Je n'ai pas eu lieu d'apercevoir que le positif de mes discours ait déplu. »

Un si étonnant changement ne pouvait être imputable qu'à la politique ferme de Vergennes, politique dont le voyage de Rulhière à Berlin avait été le plus salutaire instrument : il avait, avant toute chose, fait baisser le ton à Vienne.

Ces importantes communications furent confiées à Rulhière le jour même pour être portées à Versailles dans le plus bref délai. Il quitta Vienne le 24 octobre, précédant le baron de Breteuil de deux jours. En six jours et demi, il franchit la distance qui sépare cette ville de Paris. Voici ce qu'il écrit à ce sujet à la princesse Sapieha :

« Je suis bien affligé de ce qu'il me fut impossible, à mon second voyage à Strasbourg, de vous faire ma cour. J'étais chargé de dépêches si importantes que je fis la route de Vienne à Paris en cent trente six heures. J'arrivai à Strasbourg aux portes fermantes et on les tint ouvertes une heure de plus pour ma sortie (1). »

On voit par ces détails combien le gouvernement français attachait d'importance aux dépêches dont il était porteur et qui avaient trait à l'heureux succès de sa mission. Il s'en était acquitté avec tact et intelligence et elle avait donné tout ce que Vergennes en attendait. Mais Rulhière en avait escompté plus. Des résultats qu'il avait rapportés, il espérait que le gouvernement français tirerait des conclusions nettes et accepterait de collaborer avec la Prusse pour contenir l'Autriche en Allemagne. La prudence du ministre déçut son attente. Treize ans plus tard, il en manifestait le regret et accusait Vergennes dont « le grand moyen de politique, comme son trait de caractère marquant, fut de ne jamais donner une réponse décursive » (2), de n'avoir pas

(1) Lettre inédite, non datée.

(2) *Le comte de Vergennes*. Cf. *Œuvres*, II, p. 161 et suivantes. Attaque contre la politique générale de Vergennes, qui fut évidemment

su profiter des occasions : « On lui propose de s'allier à la Prusse, il répond : Frédéric est vieux, les principes de son successeur sont inconnus ; avant de traiter, il faut s'instruire, mais c'est un moyen que la France ne doit pas négliger ». Allusion directe à la mission qu'il accomplit auprès du futur Frédéric-Guillaume II et qui faisait espérer une action concertée avec la Prusse. Il n'en fut rien cependant et l'Autriche, un moment inquiète après la visite de Rulhière à Berlin, fut assez promptement rassurée pour prétendre réclamer notre soutien quand le moment fut venu de régler la succession de Bavière.

« La Cour impériale fait demander en 1778, en cas que la Prusse s'oppose à ses projets, si on peut compter sur 24.000 hommes ou sur 24 millions [de livres] stipulés dans le traité de 1756. Mr de Vergennes fait une belle dépêche dont le résultat est que la France offre sa médiation (1). L'empereur insiste et ne se contente pas de belles phrases, alors le ministre répond que le roi son maître ne souffrira pas qu'aucune autre puissance se mêle de la querelle survenue entre celles du Nord et que si S. M. veut accepter la médiation de Versailles, elle sera contente des égards qu'on aura à ses droits. Dans le même moment, la cour de Postdam réclamait la garantie donnée au traité de Westphalie pour le maintien de la constitution germanique. On lui répondit que jamais la France n'avait impunément vu sa signature outragée. »

Rulhière ne cache pas son impatience devant ce déploiement de formules juridiques propres surtout à donner aux ambitieux toutes les audaces. Ne croirait-on pas « voir Maître Jacques raccommode Valère avec son père, sous prétexte qu'ils se sont querellés sans s'entendre ? » Les voies tortueuses du ministre, son indécision « volontaire et calculée » favorisaient encore les ambitions de la Maison d'Autriche. Il s'en tint à la neutralité, mais Catherine II, plus décidée,

écrite pour plaire au baron de Breteuil. Rulhière, qui avait toujours reproché à Vergennes sa grande prudence, tout en estimant ses connaissances, prend ici un ton nettement hostile.

(1) Le traité du 1^{er} mai 1756 autorisait « la partie requérante » à demander au lieu du secours effectif d'hommes, « l'équivalent » en argent. Cf. *Mémoires de Bernis*, éd. par F. Masson, Paris 1903, in-8, I, 461.

prit parti pour la Prusse ; elle proposa à la France de partager sa médiation (1). L'Autriche dut reculer, mais la France s'était donné en Catherine une collaboratrice dangereuse. On s'en aperçut quand les Turcs furent de nouveau menacés et que le Roi dut laisser la Russie annexer définitivement la Crimée en 1784. Tout ceci est vrai sans doute, mais ce que Rulhière ne dit pas, c'est que, de 1778 à 1783, nous soutenions les Insurgents d'Amérique contre l'Angleterre et qu'engagés outre-Atlantique, il nous convenait de suivre sur le vieux continent une politique très prudente.

Cependant ces négociations ne faisaient pas oublier à l'historien de la Pologne qu'il devait surtout chercher à connaître le passé. Il était rentré à Paris, la mémoire enrichie de tout ce qu'il avait vu pendant son instructif voyage ; mais il avait en outre acquis des moyens de se procurer à l'avenir de plus amples informations. Aussi, dès qu'il se mit à rédiger le livre XII, qui traite du rapprochement de Vienne et de Berlin, put-il s'adresser dans ces capitales où il avait de précieuses amitiés, pour obtenir un complément de connaissances. Par l'intermédiaire de Barthélemy, chargé d'affaires pendant le congé du baron de Breteuil, il reçut d'un diplomate viennois, le comte de Caleppi, des documents d'archives fort importants, tirés « des manuscrits des personnes les plus instruites ». Le correspondant se mettait à la disposition de l'historien et réclamait de lui « une liste de ce qu'il désire encore » (2).

Mais c'est surtout de Prusse que Rulhière obtint des renseignements du plus grand intérêt. Il avait relevé des notes abondantes sur l'évolution de la politique de Frédéric II, en 1768 et 1769, et sur ses efforts pour diriger selon ses vues les actes de Vienne et de Pétersbourg. Mais il n'était pas cependant pleinement satisfait ; il se plaignait des grandes difficultés qu'il rencontrait à se procurer des matériaux qui fussent absolument authentiques. Or, il était depuis

(1) Au congrès de Teschen, 1779.

(2) Lettre inédite du 4 octobre 1777. Ces documents n'ont malheureusement pas été retrouvés dans les papiers de Rulhière.

longtemps lié étroitement avec les ministres prussiens qui représentaient à Paris leur souverain : le comte de Sandoz-Rollin et le baron de Knyphausen avaient grande amitié pour ce diplomate, ami de la Prusse. Rulhière savait par les représentants de Frédéric II que le prince Henri, frère du roi, avait joué un rôle de premier plan dans la destinée de la Pologne ; qu'il avait su fort habilement faire entendre à la czarine (1) que la Pologne ne pouvait être solidement « pacifiée » que par une entente préalable entre les trois puissances. Le mot de partage avait été prononcé et Frédéric II avait pu en développer le sens en parlant à Catherine de la nécessité de « désintéresser » Vienne pour avoir ensuite « toute liberté d'employer ses forces contre la Turquie (2) ». Désintéresser Vienne ? On comprend sans peine que cela comportait une compensation pour les deux autres alliés. L'historien savait donc que le prince Henri avait joué le rôle de tentateur ; mais il avait grande envie d'entendre de la bouche du prince lui-même le récit de ses négociations.

Lors de son voyage à Berlin, il ne l'avait pas rencontré ; peut-être, connaissant la méfiance du roi, n'avait-il pas osé lui demander une entrevue ; mais Henri de Prusse vint à Paris en 1784, puis à nouveau dans l'hiver de 1788-1789. Pendant ce dernier séjour, il accorda à Rulhière deux entre-

(1) Lors de son voyage en Russie, décembre 1770-janvier 1771.

(2) Tiré des notes de Rulhière. Arch. Nat. K. K. 1396 d.

Séguir (*Mémoires*, t. I, p. 297) raconte le récit que lui fit le prince Henri de son intervention : « Pour le partage de la Pologne [dit le prince Henri], l'impératrice n'en a pas l'honneur, car je puis dire qu'il est mon ouvrage ; m'entretenant un jour avec Catherine II, comme elle me parlait de l'esprit turbulent des Polonais, de leur anarchie, de leurs factions qui, tôt ou tard, feraient de leurs pays un théâtre de guerre où les puissances qui les entouraient seraient inévitablement entraînées, je conçus et lui présentai l'idée d'un partage auquel l'Autriche devrait consentir sans peine, puisqu'il l'agrandirait. Ce projet frappa vivement l'impératrice : c'est un trait de lumière, dit-elle, et si le roi votre frère adopte ce projet, étant d'accord tous deux, nous n'avons rien à craindre, ou l'Autriche coopérera à ce partage, ou nous saurons sans peine la forcer à le souffrir ».

vues (1). A sa requête, il lui promit de lui envoyer des matériaux, mais il lui fit savoir que, mécontent du comte de Hertzberg (2), ministre du roi son neveu, il ne voulait pas s'adresser à lui pour avoir des copies des pièces demandées ; d'ailleurs, la Révolution survint en Rulhière, préoccupé par les événements, abandonna, on le sait, son ouvrage.

Rulhière était donc rentré de son voyage en octobre 1776. On s'étonnera peut-être que l'historien de la Pologne, si soucieux d'assurer à son travail la documentation la plus vaste et la plus directe, ait négligé de se rendre à Varsovie alors qu'il en était relativement proche et que le but capital de son expédition était d'enrichir ses observations. Ses biographes, sans s'en informer autrement, conclurent qu'il y avait été, sauf Daunou, qui mit la chose en doute, mais ne la vérifia pas. La vérité est qu'il s'abstint de s'y rendre, bien qu'à son départ pour l'Europe Centrale ce voyage fût partie de ses projets. Son ami, le comte de Wielhorski, récemment rentré dans sa patrie, l'en avait vivement prié et l'on ne peut douter que l'historien ne souhaitât prendre contact direct avec le théâtre des événements qu'il racontait. Mais au moment où il avait pris le chemin de Vienne, un autre ami de la Pologne, l'abbé de Mabli, s'était dirigé vers Zamosc, pour séjourner chez le comte de Wielhorski. A peine arrivé chez son hôte, il avertit Rulhière qu'il ne trouverait sur place aucune lumière pour son travail et qu'en revanche, il courrait de grands dangers, car les Russes ne manqueraient pas de se saisir de la personne d'un écrivain qui avait bravé ouvertement leur souveraine. Il faisait de plus à son ami un tableau poussé au noir des privations qu'il faudrait endurer pour venir en Pologne et, bien que Rulhière connût les éclats de langage de ce bourru bien-faisant, ses bruyantes explosions de mécontentement et ses faciles indignations, il prit au sérieux les objurgations du

(1) Le fait est relaté par l'éditeur des *Lettres de Vioménil sur les affaires de Pologne*, Paris, 1808, (Introduction).

(2) Le comte de Hertzberg (1725-1795) fut ministre des Affaires Etrangères de Frédéric II et de son successeur, —

philosophe, marqua au crayon rouge les principaux passages de cette missive et... rentra à Paris. Voici cette lettre inédite, qui contient des détails intéressants sur la situation des Polonais aussitôt après le partage :

« Horocow (1), 13 juillet 1776. J'imagine, Monsieur, que vous avez abandonné Paris et que vous êtes heureusement arrivé à Vienne. Je souhaite que dans votre route vous ayez eu un peu plus de commodités que nous dans la nôtre. Quel pays que la Pologne ! J'aimerais autant voyager dans la Tartarie. Je suis obligé en conscience de vous en avertir afin que vous ne me fassiez aucun reproche si vous venez nous voir à Horocow. Pour ne pas coucher sur la terre, portez avec vous votre lit, car je ne répondrais pas que vous trouviez de la paille. Pour ne pas mourir de faim et de soif, portez avec vous des vivres et même de l'eau, car les Polonais [il désigne ici uniquement les paysans-serfs] sont d'une cochonnerie et d'une paresse qui éteignent la plus grossière industrie (2). »

Ces renseignements sur le manque de confort des voyages n'auraient pas dû étonner Rulhière, ni le rebuter, car il en avait vu bien d'autres en ses missions, mais venaient ensuite des avertissements beaucoup plus inquiétants et qui pouvaient justifier des hésitations :

« Il est encore bon d'avertir la personne qui a écrit l'histoire de la dernière révolution de Russie que les Russes sont ici les maîtres comme le roi l'est à Paris ; ils ont envoyé cinq à six cents hommes dans tous les lieux où les diétines s'ouvrent aujourd'hui et tous les seigneurs un peu connus par leur amour de la patrie et de la liberté sont prisonniers dans leurs châteaux. On a mis en garnison chez eux cinquante cosaques ou hussards qui ne leur permettent d'avoir aucune communication au dehors. Si vous venez ici, je vous conseille d'y paraître sous un nom emprunté, car qui peut répondre de ce qui se passe dans des têtes toutes puissantes et si on avait envie de vous voir à Pétersbourg, il faudrait vous résoudre à faire ce voyage. »

(1) Horocow est près de Zamosc en Volhynie.

(2) Ces remarques ne tirent pas à conséquence, Mabli était connu pour l'outrance de son ton. C'est d'ailleurs à dessein qu'il force la note pour attirer l'attention de ses lecteurs sur la situation abjecte où la servitude réduit le peuple (Cf. *De la situation politique de la Pologne en 1776*, éd. Brizard, 1789, tome 13, p. 38). La correspondance de Wielhorski et de ses enfants contient l'écho de ses plaintes et de ses colères. (Bibliothèque Krasinski, à Varsovie, 3993. Archives Krasinski).

Comment cacher l'identité d'un homme déjà suspect par ses écrits antérieurs, qui venait d'attirer l'attention sur lui par une mission diplomatique dont tous les ambassadeurs avaient parlé et dont l'entrée en Pologne ne manquait d'être signalée. Si cependant l'historien avait pu trouver sur place d'amples renseignements, le risque eût valu d'être couru, mais ce n'était pas l'avis de Mabli :

« Je ne sais si en venant ici vous pourriez tirer de grandes lumières pour votre ouvrage : il règne ici les plus étranges préjugés et l'ignorance la plus barbare. Vous verriez des hommes qui ne connaissent ni leur situation ni celle de l'Europe. Ma première question est toujours celle-ci : « Mr, qu'espérez-vous de votre république ? Quelles sont les ressources que vous avez ? Par quels moyens comptez-vous réparer vos maux ? » A tout cela, on répond que c'est un grand malheur que l'invasion des trois puissances et on enfile des verbiages qui ne signifient rien et qui me prouvent que si la fortune faisait en faveur des Polonais quelqu'un de ces miracles par lesquels elle a quelquefois corrigé des nations, ce serait des miracles perdus pour les Polonais qui n'ont point d'yeux pour les apercevoir. Une vérité qui va vous surprendre, c'est que la Cour de Vienne est beaucoup plus haïe dans tous ces pays que la Russie, je tâcherai de démêler les causes de ce phénomène, car je croyais que rien n'est plus haïssable qu'un Russe (1). »

Après l'exposé des opinions politiques, Mabli coupait sa lettre par un petit couplet de morale épicurienne courante :

« Si vous pouvez avoir des plaisirs, vous ferez bien ; pour moi, je me contente d'une vie douce, libre et tranquille. Quand on est à son aise, quand on n'est plus rien dans la politique, on est en quelque sorte soulagé de ses maux en voyant que ses prophéties se vérifient. ... Mon hôte vous fait mille compliments et serait charmé de vous posséder. Je ne puis trop me louer de ses attentions et il se donne toutes les peines du monde pour me faire trouver ici toutes les petites choses auxquelles nous autres français nous sommes accoutumés et dont nous ne nous passons que très difficilement. Devinez un peu quelle est l'une de mes occupations qui m'amuse davantage. Il faut que je vous le dise, car vous ne la devineriez pas. Je me suis fait

(1) Mabli dit (*De la situation politique de la Pologne en 1776*, tome 13, p. 29) : « On ne se plaint guère de la Russie et on loue ouvertement l'administration prussienne. »

professeur en droit naturel et en droit public. Je tiens presque tous les jours mes conférences et je me réjouis de l'intérêt que mes disciples (1) mettent à cette étude. C'est un plaisir, ici on peut tout dire, [il faut comprendre dans le château de Wielhorski] et je crois que je ferais ce métier à Paris, si la science et le professeur n'y avaient pas à craindre la Bastille...

Je voudrais que vous pussiez passer un an à Vienne, je vous prendrais en passant (2), et nous retournerions ensemble à Paris où j'arriverai bien ignorant et bien neuf, car je ne sais pas la moindre nouvelle de nos tracasseries ministérielles (3). Si vous êtes instruit de quelqu'une de leurs manœuvres, vous devriez bien m'en dire un mot. En revanche, je vous promets de vous dire tout ce que j'aurai observé dans ce pays. En attendant, je puis vous dire qu'il me paraît qu'ils n'aiment pas la liberté mais qu'ils craignent qu'on les morigène : voilà les républicains que vous avez à peindre. Il me semble voir nos anciens seigneurs français, je trouve plusieurs de nos usages en Pologne et si j'en ai le temps, j'en ferai un entretien (4). »

C'est ainsi que Rulhière dut renoncer à voir la Pologne. Il ne lui restait plus à attendre qu'une chose : c'est que les héros de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* vinssent à lui.

(1) Les fils de son hôte Wielhorski. Mabli croyait que la Pologne pouvait être sauvée par la noblesse moyenne, mais qu'il fallait l'instruire. Cf. *op. cit.*, p. 41.

(2) On voit qu'il ne comptait plus sur la venue de Rulhière. Lui-même n'attendit pas un an ; après un hiver pénible où il se plaignit du froid et de la mauvaise alimentation, l'abbé de Mabli quitta la Pologne avec les fils de Wielhorski, le 27 avril 1777, et revint à Paris, le 28 juin, après avoir passé par Vienne. (Papiers Wielhorski aux Archives Krasinski, Varsovie, 3.993).

(3) Allusion à la chute de Turgot, le 12 mai 1776.

(4) Il composa au retour de ce voyage ses lettres sur *la situation politique de la Pologne en 1776* ; il y écrit : « La noblesse n'aime pas la liberté, elle est trop attachée à ses vanités, elle cherche à garder ses titres en faisant sa cour à ses nouveaux maîtres » (p. 30).

CHAPITRE VI

De l'histoire aux Conseils du Gouvernement

Rulhière soumet son œuvre au jugement de Thomas (1777-1781). — Léonard Thomas, professeur d'éloquence, auteur d'éloges et philosophe. — Ses conseils : le rôle moral de l'historien, d'imitation des Anciens. — Tacite, grand modèle. — Etude des procédés d'art de Rulhière : portrait, récits, tableaux, harangues. — Rulhière et l'abbé de Périgord. — Critiques de ce dernier sur l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*. — La comtesse de Brionne. — L'*Anarchie de Pologne*, manifeste en faveur de la liberté. — Chabanon et la défense des Russes. — Rulhière laisse son travail inachevé en 1785. — Raison de cet abandon. — Le ministère du baron de Breteuil. — Rulhière à l'Académie en 1787. — L'affaire des protestants. — Correspondance avec Malesherbes, 1786-87. — *Les Eclaircissements sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes*, 1788. — Rulhière, conseiller occulte en 1789. — Il prépare une *Histoire de la Révolution*. — Son assiduité aux Etats-Généraux. — Sa mort en 1791.

En revenant de son voyage en Europe Centrale, l'auteur de *l'Anarchie de Pologne* entreprit, livre par livre, la définitive mise au point de son travail, en y insérant les renseignements nouvellement acquis et en traitant ce qui en avait été précédemment écrit avec plus d'ampleur et de soin. Il s'agissait maintenant de donner à une histoire écrite avec un profond souci de vérité, et selon des méthodes scientifiques presque modernes, une forme élégante ; en un mot, d'en faire une œuvre d'art.

Il ne faut pas oublier qu'en dépit des progrès réalisés par l'histoire, on ne la concevait pas alors comme indépendante de la rhétorique. Pour atténuer l'austérité des sujets, il fallait y joindre l'élégance de la forme, la variété des mouvements et le pathétique du ton. Rulhière n'a pas échappé à cette influence de son temps, et ce qui est bien

significatif, c'est de le voir rechercher comme guide et conseiller le partisan le plus déterminé de l'éloquence au XVIII^e siècle, Léonard Thomas.

Les mémoires du temps sont unanimes à accorder à cet honnête homme l'estime générale : on ne peut douter de sa vertu et de sa générosité ; mais quand on a lu ses *Eloges* ampoulés, fait connaissance avec sa rhétorique à la fois fleurie et pesante, on s'explique mal comment il put avoir, en ce temps raffiné, des partisans si convaincus. Cette admiration allait, semble-t-il, plus aux dons de critique de cet ancien Régent du Collège de Beauvais qu'à ses talents de poète. Il fut, le fait est incontestable, le guide littéraire le plus écouté de son temps et l'on verra, par les remarques qu'il adressa à Rulhière, que son jugement était sage et mesuré (1). Rulhière l'aimait et il appréciait ses avis, mais il ne le tenait pas pour un génie. Il lui reprochait, comme Marmontel, « de ne rien laisser à penser au lecteur » (2).

« Mr Thomas, écrit-il (3), est le premier qui, dans ses *éloges* ait peint des géants (4). Ses pensées sublimes, un style plus que fleuri ont entraîné sur ses pas une foule d'imitateurs. Plutarque avait une manière opposée et a percé la nuit des âges... nous avons des ouvrages fortement pensés, éloquents comme les *Philippiques*, mais qui vont au delà du but. Pour demeurer dans le vrai, il faut intérieurement... s'entendre avec l'auteur pour n'attacher à sa pensée qu'un sens proportionné aux vertus humaines. »

Réflexion assez curieuse et qui tendrait à prouver que Rulhière ne goûtait que médiocrement le style sublime de son ami. Et cependant c'est cet auteur enflé qu'il choisit

(1) Thomas (1731-1785) fut comme Rulhière un protégé du baron de Breteuil. Ils se connurent dans les sociétés les plus choisies. Thomas était l'oracle du salon de madame Necker. C'était une âme sensible et tendre, heurtée par la vie, un Rousseau qui n'aurait pas été misanthrope ; on disait de lui qu'il pratiquait la vertu avec simplicité, mais qu'il en parlait avec emphase. Cf. M. Henriot : *L'académicien Thomas*, Paris, 1918, in-8.

(2) Marmontel, *Mémoires*, t. III, p. 61.

(3) *Le comte de Vergennes. Œuvres*, t. II, p. 189.

(4) Thomas a écrit des *Eloges* et la *Pétriade*, épopée sur Pierre le Grand.

pour en recevoir des conseils de style. Sans doute savait-il qu'un auteur juge plus sainement les œuvres des autres que les siennes propres et peut-être se réservait-il de baisser de quelques tons les conseils vigoureux qui lui seraient donnés. Il remit les chapitres de son travail au jugement de Thomas au fur et à mesure de leur achèvement : les six premiers livres en novembre 1777, les livres 7 et 8 en mars 1779 ; le livre 9 en décembre 1779 et le 10^e en septembre 1781. Dans ce dernier envoi, il annonçait le plan des deux derniers livres, mais Thomas mourut en 1785 sans qu'ils eussent été soumis à sa critique.

Lorsque l'auteur de *l'Anarchie de Pologne* s'adressa pour la première fois à Thomas, en 1777, il savait déjà formellement que son écrit ne verrait pas l'impression avant de longues années, à cause des susceptibilités politiques qu'il pouvait faire naître.

« Il est fâcheux que votre siècle ne puisse pas jouir de votre travail, lui écrit Thomas le 7 novembre 1777, et la France avoir un modèle de plus pour l'histoire, modèles qui sont si rares parmi nous, car, il faut en convenir, c'est le genre de littérature où nous sommes le plus pauvre. Vous nous justifierez un jour de ce reproche ; en attendant, vous jouirez de la conscience de votre gloire et de vos succès, et l'amitié, qui est sensible à l'honneur des lettres, jouira du plaisir d'être dans la confidence de Tacite. Elle représentera d'avance pour vous la postérité. »

Thomas a rempli son rôle de correcteur avec la conscience qui le caractérisait. Il a recherché d'abord, dans une analyse générale de l'ouvrage, les fautes les plus saillantes qui pouvaient nuire à l'équilibre de l'ensemble : développements inutiles ou trop didactiques, digressions sans portée ou anecdotes superflues. Puis, reprenant l'examen de chaque livre, il s'est attaché aux formes essentielles : l'enchaînement des événements, les tableaux d'ensemble et surtout les portraits, afin d'obtenir par des soins attentifs un effet maximum ; enfin il a souligné les défaillances de la narration, les équivoques ou les incorrections de la langue et a invité son disciple « à donner plus de mouvement et de rapidité à un style qui semble marcher d'une manière trop

périodique pour l'histoire » et qui se ressent trop souvent du langage « des dépêches et des diplômes ». En un mot, il a remarquablement travaillé à signaler à l'auteur tout ce qui pouvait contribuer à augmenter la beauté du plan, l'art de mettre en jeu les caractères, la chaleur et la grâce du style, la marche imposante de la narration.

Quand on examine de près les corrections de Thomas, on en reconnaît presque toujours la justesse et le bien-fondé. Rulhière annota avec soin les remarques de son censeur et s'y soumit avec reconnaissance, sauf dans quelques cas rares où la connaissance approfondie du sujet qu'il traitait lui conseilla de s'en tenir à son propre jugement. Ainsi, en ce qui concerne le premier livre, où Rulhière avait exposé la constitution de la Pologne, il écouta les avis de Thomas sur quelques détails :

« Je ne sais, lui avait écrit son correcteur, si l'article des dissidents n'occupe point trop de place et si la première moitié surtout ne devait pas être plus resserrée. J'ai surtout senti cette longueur à l'article des Cosaques : il y a dans ce morceau des choses étrangères à la religion, dont on est occupé dans ce moment et qui, comme l'idée principale et dominante, ne doit pas être perdue de vue (1). »

On sait, par la comparaison des manuscrits, que Rulhière a certainement tenu compte de ces critiques : il a restreint l'article des dissidents et reporté à un livre postérieur une partie de l'histoire des Cosaques. Mais lorsque Thomas lui conseilla de « resserrer » la peinture de la constitution de la Pologne pour « donner plus d'effet » à l'ensemble, il n'en fit rien, car il savait combien était nécessaire à l'intelligence du récit, malgré sa complexité et son aridité, l'exposé de ce premier livre. Il ne fit que des corrections de style pour acquérir, selon le mot de Thomas, « plus de liberté dans la marche ».

Nous ne donnerons pas ici le détail de cette correspondance, pourtant fort intéressante. Nous relèverons seulement quelques jugements qui nous ont paru plus significatifs et

(1) Cette citation et les suivantes sont tirées d'un *résumé* accompagnant la lettre du 7 novembre 1777.

qui font mieux comprendre ce que fut *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* en tant qu'œuvre d'art. Thomas, pour stimuler le zèle de son disciple, propose à son ambition l'exemple des grands historiens :

« Je vous crois fait pour tenir le pinceau de Tacite, de Montesquieu et je vous exhorte à le prendre de temps en temps à la place de celui de Xénophon. Ne me dites pas qu'on ne peut pas écrire l'histoire de la Pologne comme celle des Douze Empereurs de Rome. Je vous répondrai que la différence des deux sujets mettra nécessairement dans les deux ouvrages des nuances différentes, mais que la vôtre est susceptible d'en recevoir de plus fortes et de plus brillantes et vous m'estimez assez pour croire que ce n'est pas du phœbus que je vous demande, vous savez que je ne l'aime pas. Songez que Tacite est l'écrivain par excellence. Songez que sa raison s'est adaptée non seulement à la vie des Néron, des Caligula, mais à celle d'Agricola, aux mœurs des Germains. Achevez votre histoire et revenez-y ensuite la tête pleine de Tacite, de Montesquieu, de la Bruyère. »

Il est évident que Rulhière a eu constamment la pensée de composer une histoire digne des grands maîtres et qu'il a eu l'ambition d'imiter Tacite dans ses tableaux. Certes, il reste souvent loin de ses modèles et son travail sent parfois l'effort, mais il lui est arrivé, dans les meilleurs endroits, d'atteindre leur niveau. Dans la narration, Rulhière a suivi les conseils de Thomas et quitté Xénophon pour Tacite. Comme ce dernier, il recherche les détails justes et nécessaires qui apportent quelque chose au récit et qui ne sont pas seulement pittoresques ou curieux, et comme Tacite aussi, il s'efforce, dès que cela est possible, de transformer le récit en un tableau ; abandonnant alors le rôle de narrateur, il s'élève jusqu'à l'art du peintre. Il avait, il est vrai, la partie belle, car son sujet était tragique à souhait et prêtait aux vues d'ensemble saisissantes. Il s'en est fort habilement tiré en laissant simplement parler les faits. Son amour passionné du vrai, la façon intelligente dont il contrôle et discute ses sources, autorisent à dire qu'il n'a pas agi avec trop d'indépendance avec les événements, qu'il n'a pas obéi à un souci trop évident de composition littéraire, mais qu'il a tiré des effets dramatiques très frappants

des situations elles-mêmes, sans que la rhétorique l'emportât au-delà des bornes permises.

Thomas avait discerné le talent que Rulhière avait apporté dans ses tableaux et l'en avait vivement félicité :

« Je trouve, écrit-il à propos de la situation de la Pologne au moment de la mort d'Auguste III, que les différents fils qui forment l'intrigue de cette grande tragédie sont noués avec beaucoup d'art et que, malgré la multitude des intérêts et des incidents, il n'y a jamais de confusion... La peinture de la ville de Varsovie au moment de la Diète a quelque chose de pittoresque et de frappant qui plait à l'imagination. L'arrivée du maréchal de la Diète, sa conduite et celle de Mokranowski offrent un intérêt digne d'une tragédie, je connais peu de choses aussi attachantes dans aucune histoire... (1) ». Mémes appréciations pour les tableaux suivants : L'enlèvement des quatre sénateurs et tout ce qui précède et prépare cette violence à l'intérêt d'un roman ; on est ému, attendri, indigné, comme à la représentation d'une bonne tragédie » (2)... « Quelle horrible et profonde impression fait la peinture des massacres de l'Ukraine ! » (3)

Certainement Rulhière n'a pas poussé à l'extrême la peinture d'événements si profondément émouvants et il s'est contenté d'utiliser les ressources que lui offrait un sujet très riche en situations tragiques. Mais il ne faut cependant pas oublier que son ouvrage était l'objet de lectures mondaines et qu'il était fatal qu'il succombât à la tentation d'employer quelques tours raffinés, quelques expressions recherchées, quelques traits ingénieux ou subtils destinés à provoquer dans l'auditoire des mouvements d'admiration. C'était un homme du monde qui ne pouvait perdre de vue qu'il s'adressait à un public choisi, délicat, amateur de phrases brillantes et bien venues ; cependant cette recherche est l'exception dans son œuvre et ses tableaux en général ont une noble simplicité, parce qu'ils se déploient dans le cadre que les faits leur donnent, et que les gestes, les attitudes et les mouvements des personnages s'y déploient naturellement.

Dans la bouche de ces héros si passionnément vivants, l'auteur a mis de beaux discours qui demandent aussi un

(1) Même lettre. Cf. *A. de P.*, t. II, pp. 61-73.

(2) Lettre du 3 mars 1778. Cf. *A. de P.*, t. II, pp. 237-260.

(3) Lettre du 11 décembre 1779.

examen. Les harangues, fréquentes dans son œuvre, sont en général d'une éloquence sobre et noble. C'est évidemment un procédé classique, une conciliation de la science historique et de l'art, un usage venu des Anciens, surtout de Thucydide. Sont-elles reproduites comme elles ont été prononcées ? Est-ce du vrai arrangé ? Est-ce inventé ? En un mot quelle est la part de la science et quelle est celle de l'art dans ces discours ?

Il faut dire d'abord que, dans l'ouvrage de Rulhière, les discours tiennent une place toute naturelle. Cette histoire est celle d'un peuple libre, accoutumé depuis des siècles à ces grands tournois oratoires que sont les diètes et les confédérations : les Polonais aiment l'éloquence, ils en usent et en abusent, c'est un fait, et si les discours sont nombreux dans *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, c'est que la vie du pays en réclamait.

Il faut ensuite comparer ces harangues aux textes officiels ou secrets dont ils sont extraits presque toujours ; il est constant que l'auteur les a suivis scrupuleusement. Il n'a pas trahi la pensée des orateurs, ni ajouté de son cru, ni glissé ses propres opinions. Mais cela n'empêche pas que dans les discours, comme dans les tableaux, il n'y ait œuvre raffinée de littérateur, choix réfléchi des expressions qui ne sont pas toujours celles que les personnages employèrent. Sans doute aujourd'hui, où l'on a plus le souci de l'exactitude que de l'élégance, ces procédés seraient-ils considérés comme des libertés illicites, mais en ce temps-là, c'est le contraire qui eût été blâmable.

Si les tableaux et les harangues tiennent une place importante dans cette histoire, que dire des portraits ? Il n'est peut-être point de composition historique où il y en ait autant que dans *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* et quelques-uns sont remarquables ; l'auteur y a mis tous ses soins et n'a pas dissimulé le plaisir qu'il y prenait ; Tacite et Sallustre ont été ses maîtres. Quand il s'agit de personnages très importants, tels que les princes Czartoryski, le roi Stanislas-Auguste, la czarine Catherine II et le roi Frédéric II, il ne les présente pas dans le cadre d'un chapitre

spécial. Il suit le procédé de Tacite et les dessine par touches superposées, les reprenant de chapitre en chapitre et se servant de détails concrets pour mieux souligner les nuances du caractère ; mais surtout il les peint en action ou plutôt il les laisse se peindre eux-mêmes dans les circonstances qu'ils traversent. Les personnages secondaires font l'objet d'une description indépendante qui les immobilise d'abord avant de les jeter dans l'action. Rulhière s'inspire là davantage de Salluste. Leurs traits physiques, (il les dépeint minutieusement), lui sont des moyens d'interpréter les sentiments et d'atteindre l'âme. Le petit fait significatif, pittoresque souvent, n'est pas choisi pour lui-même, il ne prend place que s'il a un sens psychologique certain. Ces portraits abondent : les plus frappants sont ceux de Catherine II, du comte de Broglie, de Keyserling, de Repnine et des Confédérés.

Tous ces personnages s'encadrent naturellement dans la trame des événements. Placés très souvent dans des situations romanesques, ils ne sont jamais romancés, toujours un texte ou un témoignage a contribué à leur donner du relief, et si les témoignages et les textes n'ont pas toujours conclu à des opinions unanimes, l'auteur ne se prononce pas, et pour fournir au lecteur toutes les données d'un jugement qu'il doit pouvoir porter en toute liberté, il préfère donner à ses personnages le bénéfice du doute : c'est pourquoi il affectionne la forme alternative : soit que... soit que... lorsqu'il cherche à déceler leurs mobiles secrets. Thomas a hautement loué Rulhière de la beauté et du relief de ses portraits :

« Vous savez peindre les hommes avec des crayons vrais, lui dit-il, vous les faites connaître par des détails qui inspirent de la confiance et qui cachent l'historien autant qu'il est possible, pour ne laisser voir que le personnage de l'histoire » (1)... « leurs systèmes différents de conduite, fondés sur leurs caractères encore plus que sur les vues de leur esprit, sont tracés d'une manière supérieure... Je crois avoir vécu avec tous ces hommes et il me semble que si je les voyais, je les reconnaitrais tout à coup... » (2).

(1) Lettre inédite du 11 déc. 1779.

(2) *Id.*, 3 mars 1779.

Ce sont ces portraits qui, en dépit de défaillances de détail, ont fait de cette histoire la touchante épopée d'un peuple grand dans son malheur ; ce sont eux qui donnent aujourd'hui à cette œuvre vieille d'un siècle et demi, l'impression de vie qu'elle dégage encore.

Mais avant de quitter cette analyse des procédés d'art de Rulhière à laquelle nous avaient conduit les conseils de Thomas, il convient de dire quelques mots de la mission que ce dernier souhaitait que remplît l'historien au nom de la morale politique et de la philosophie. Thomas, « honnête homme », était un apôtre sincère de la justice sociale et politique et grand adversaire de préjugés et d'iniquités. Dès 1759, dans sa préface de *Jumonville*, il avait proclamé que « puisque pour le malheur du genre humain, il n'y a point de tribunal où l'on puisse citer les nations coupables, du moins que la postérité en tienne lieu, qu'elle les flétrisse et que la crainte de l'infamie soit au moins un frein qui les retienne ». Selon lui, l'histoire doit être une école de philosophie. Il faut, écrit-il à Rulhière, « jeter dans votre analyse des vues générales, soit morales, soit politiques, qui marquent un esprit penseur, un esprit profond » (1). Mais surtout Thomas voulait que l'histoire fût un tribunal : « La fonction du véritable historien, dit-il... est celle de juge. Vous punissez les tyrans que nulle force ne punit sur la terre, il faut vous remercier au nom du genre humain » (2). Juge sévère mais juge sans passion, l'historien doit conserver, dans ses arrêts impitoyables, la sérénité du magistrat suprême, en se souvenant du précepte de Tacite : *sine affectu et ira*.

« L'historien est un juge, répète-t-il, et en condamnant le coupable à la roue, il doit lui épargner du moins les injures, sa sévérité alors ressemble plus à la justice, on pourrait presque dire, en retournant un mot connu, ce n'est pas tout de rouer, il faut être poli. Je laisse le jugement de cette remarque à la conscience de l'auteur, non point à celle de son sentiment, mais à celle de sa raison » (3).

(1) Lettre inédite du 7 nov. 1777.

(2) *Id.*, 11 déc. 1779.

(3) Lettre inédite du 7 nov. 1777, déjà citée.

Raison, justice, nous voilà en pleine philosophie et l'historien idéal de Thomas, après avoir exposé des faits, se doit de raisonner, de remonter aux principes pour déceler les abus du pouvoir et réclamer au nom des peuples malheureux une justice politique basée sur la sagesse.

Grâce aux corrections de Thomas, Rulhière avait donc donné, dès 1782, une forme définitive à dix livres de son histoire. Il avait renoncé, nous l'avons dit, à voir un jour la publication de cet écrit ; c'est ce qui explique et excuse les abondantes lectures qu'il en donna dans ces cercles parisiens où il avait fait entendre, treize ans plus tôt, ses *Anecdotes sur la Révolution de Russie*.

La grande injustice politique qu'était le démembrement de la Pologne et les questions annexes qu'il embrassait : despotisme et esclavage, liberté et anarchie, étaient des sujets passionnants pour les salons épris de controverses politiques. Rulhière se faisait entendre chez la duchesse de La Rochefoucauld d'Anville, chez le baron de Breteuil, le marquis de Montesquiou, Madame Necker, où en dépit de la diversité des opinions, il était accueilli avec faveur. On le voyait aussi depuis quelque temps fort assidu aux réunions que donnait un tout jeune homme : l'abbé de Périgord, qui, encadré de ses deux amis inséparables : le comte de Narbonne et le comte de Choiseul-Gouffier, s'était fait « les relations qu'il fallait avoir avec les beaux esprits d'alors » (1). C'étaient des assemblées charmantes, « la gaieté contenait les prétentions... et d'une réunion où il y avait autant d'amours-propres en présence, il n'est sorti, en l'espace de cinq années (2), ni un bavardage, ni une tracasserie ». On se retrouvait aux dîners du jeune abbé ou chez la bonne madame d'Héricourt (3) qui recevait tout ce beau monde, ou dans les allées des Champs-Élysées, où l'on discutait avec passion. « C'étaient des matinées excellentes, écrivait Tal-

(1) Talleyrand, *Mémoires*, éd. Broglie, Paris 1891-92, 5 vol. in-8, t. I, p. 35.

(2) De 1783 à 1788, date de sa nomination à l'évêché d'Autun.

(3) Veuve d'un intendant de la marine,

leyrand longtemps après, pour lesquelles je me sentirais encore du goût » (1).

Bulhière soumit à l'abbé de Périgord son ouvrage pour qu'il s'en fit le critique. C'était bien flatteur pour un jeune homme de vingt-neuf ans qui n'avait encore donné en gage à la société que ses belles manières et quelques mots d'esprit. Il prit son rôle très au sérieux. Les observations qu'il adressa à Bulhière, venant après celles de Thomas, sont très intéressantes. Peu de critiques littéraires : l'abbé a une idée maîtresse : « mettre le philosophe à la place de l'historien », mais les revendications du jeune censeur prouvent que les idées émises par des gens comme Thomas avaient déjà fait bien du chemin en ces années si proches de la révolution : on ne lui conseille pas seulement de flétrir les iniquités des tyrans, mais encore de rendre aux peuples oubliés la place qui leur revient. Il ne suffit pas d'exalter une noblesse chez laquelle la liberté est devenue, par ses excès mêmes et « à force de malheurs, une vertu incorrigible », mais il faut sortir de l'oubli un peuple de quatre millions d'hommes. Que l'écrivain « se déclare le premier », que son éloquente indignation « devance « l'indignation tumultueuse de ses lecteurs » et qu'il établisse sur les erreurs de la Constitution de Pologne des « réflexions sur le vice capital des constitutions modernes ».

On entend ici l'écho des conversations enflammées du salon de Bellechasse où les apôtres de la liberté se grisaient de grands mots. C'est très sincèrement cependant que les partages de la Pologne avaient ému celui qui, devenu plus tard ministre des Affaires Etrangères, pressera Napoléon de réparer « ce grand acte d'injustice et de spoliation » (2). Mais nos lecteurs nous en voudraient de ne pas leur donner en entier cette lettre inédite de Talleyrand ; elle est d'autant plus précieuse que les longs écrits tombés de cette main

(1) Talleyrand : *Mémoires*, t. I, p. 36.

(2) *Id.*, t. III, p. 427. Cité par Lacour-Gayet : *Talleyrand*, Paris, 1928, 4 vol. in-8, t. I, p. 37.

nonchalante sont comptés en ces premières années de sa carrière (1) ; la voici :

« 25 avril 1783.

Je viens de lire avec la plus grande attention, Monsieur, l'extrait que j'ai fait de votre **histoire de l'Anarchie de Pologne**, j'ai eu soin de recueillir vos réflexions et d'y conserver presque toujours les propres expressions dont vous vous êtes servi ; l'ordre et la méthode de ce bel ouvrage m'a frappé de nouveau, j'ai vu de près l'ensemble où vous avez exposé tant d'événements, d'intérêts et de caractères, et où tout se trouve à sa place, lié, séparé et réuni à propos. Je connais tout ce qui me manque pour bien juger votre ouvrage, cependant sur l'estime que j'ai conçue pour vous, j'ai pris assez bonne opinion de moi, et je vous dois de me rappeler le vieux mot de Quintilien sur la lecture de Cicéron : c'est avoir fait des progrès que de s'y plaire.

Le choix que vous avez fait de la Pologne pour en écrire l'histoire m'a d'abord frappé, ce n'était un beau sujet que pour peu de monde. et pourtant c'était, avant l'indépendance de l'Amérique, le seul pays qui méritât un historien (2), tant pas la singularité de sa constitution que par la bizarrerie des événements qui ont élevé et ruiné cette constitution même.

Quel étonnant spectacle, comme vous le faites remarquer, qu'une nation libre d'origine, enthousiaste de ses lois et de son indépendance, que l'impérieuse nécessité expose tour à tour aux menaces et à la protection de deux peuples voisins nés sous le despotisme le plus féroce et le plus absurde. On ne peut voir sans surprise une telle nation conserver si longtemps une indépendance qui, jusqu'au règne de Catherine et de Frédéric, n'avait pas encore eu de plus grand ennemi qu'elle-même : et l'on peut dire que la Pologne a été, un moment, le seul pays du monde où le mot de liberté ait conservé quelque chose de sa vieille énergie, et le seul où l'amour de cette liberté, souvent altéré par ses excès, mais toujours pur dans son principe, soit devenu, à force de malheurs, une vertu incorrigible.

Mais pour user de la permission que vous m'avez donnée de vous rendre compte de mes sentiments et de mes réflexions, je vous avouerai, Monsieur, que dès le premier livre de cette histoire, j'ai été tourmenté d'un sentiment profond qui ne m'a pas quitté jusqu'à la fin de l'ouvrage : ayant toujours sous les yeux cette assemblée générale de cent mille gentilshommes qui composaient la république. je n'ai vu nulle part le peuple nombreux qui composait le royaume.

(1) Talleyrand fut un grand épistolier, mais si les billets de sa correspondance privée sont abondants, rares sont les longues lettres, plus rares encore celles qui sont datées et signées. Cf. Lacour-Gayet. *Talleyrand*, t. IV, p. 11.

(2) Talleyrand marque ici sa prédilection pour les nations libres,

Je n'ignore pas que l'histoire de la Pologne a toujours compté pour rien quatre millions de ses habitants, et je me suis bien aperçu que l'auteur n'était point complice d'une constitution bizarre et absurde et qu'il se croyait forcé de garder le silence sur une multitude dont l'histoire ne parlait pas : cependant cette importune idée s'attache à l'esprit des lecteurs et l'on s'attend de page en page à voir le philosophe prendre la place de l'historien ; oui, Monsieur, j'ose espérer que le public ne pourra jamais se faire à l'oubli total d'un peuple de quatre millions d'hommes dont le nom n'est pas même prononcé dans toute l'histoire d'un gouvernement qui s'est appelé républicain, à moins que l'écrivain ne se déclare le premier et que son éloquente indignation ne prévienne l'indignation tumultueuse de ses lecteurs.

Vous avez distingué la constitution polonaise de la féodalité : **là tous étaient égaux, un seul était égal à tous**, (1) un seul gentilhomme était égal à cent mille gentilshommes : ainsi chacun de ces nobles était souverain né de quatre millions d'esclaves, **tel était**, dites-vous, **la première simplicité** du plus ancien gouvernement qui existe aujourd'hui ; un historien doit-il se défendre d'élever la voix contre une pareille constitution qu'il est forcé de nommer républicaine ?

La féodalité était sans doute un gouvernement atroce où l'on traitait le peuple avec une barbarie dont le siècle de Caligula et de Claude n'avait pas d'exemple : mais ce même peuple était-il plus heureux dans la constitution polonaise qui, en établissant une égalité parfaite entre les nobles, seuls citoyens de l'état, écartait pour jamais le reste de la nation de toute charge publique, de tout emploi civil, et contenait cette foule d'esclaves sous le joug du mépris le plus avilissant, aussi, dans les dernières calamités de la Pologne, la plus grande faute que les chefs de la République aient commise a-t-elle été de se laisser prévenir par leurs ennemis sur l'affranchissement d'un grand nombre de serfs et sur les privilèges accordés au peuple ; les Czartoryski, comme vous l'avez fait remarquer (2), pour ruiner les anciennes lois et consommer leur ouvrage, entre autres moyens, usèrent de ce coup d'autorité ; étrange république où quatre millions d'hommes conspirent pour l'établissement d'une monarchie en faveur de la liberté.

Je vous fais cette observation, Monsieur, avec d'autant plus de confiance que le choix seul de votre sujet annonce que vous êtes fait pour créer ce qui lui manque : vos réflexions sur le vice capital des constitutions modernes orneront les plus belles pages de l'histoire d'un pays où ce vice domine : car enfin il est temps que l'histoire s'occupe des peuples sans lesquels elle n'existerait pas puisque ce

(1) Cf. *A. de P.*, t. I, p. 10.

(2) *Id.*, t. II, p. 86.

sont les peuples qui composent les états et non ceux qui les tyrannissent ou les gouvernent, je suis si frappé de cette vérité que je crois le changement dont je vous parle absolument nécessaire ; j'y tiens encore par un sentiment que vous inspirez, c'est que l'exécution de ce que je vous propose est digne d'une âme forte et d'un talent hardi ; vingt fois, dans le cours de votre histoire, il se présentera à votre esprit de riches occasions de développer la saine morale d'un philosophe et l'énergie d'un citoyen, il faut que le lecteur en partageant votre juste admiration pour une république de gentilshommes, rencontre partout vos regrets sur l'avilissement d'un peuple nombreux, l'esclave de sa patrie.

Un des charmes de votre ouvrage, Monsieur, c'est de développer les secrets de la politique de l'Europe à l'époque où son système a changé ; c'est d'avoir su trouver et rassembler les matériaux d'une histoire pour laquelle les gazettes du temps et le dépôt des affaires étrangères ne fournissent que des mensonges et des dates : la longue et bizarre intrigue de Louis Quinze et du comte de Broglie ; les vicissitudes singulières de la fortune du roi de Prusse et son mépris guerrier pour la politique ; le caractère et les amours, les amours et le caractère de l'impératrice de Russie ; la faiblesse, l'orgueil et les mœurs de la maison de Saxe ; l'ambition puérile de Poniatowski qui pleure pour être roi ; voilà des tableaux dont les sujets délicats attendaient et ont trouvé un historien qui sût par son talent rendre à de grands événements la dignité que de petites causes et de petits moyens leur enlèvent presque toujours.

Une autre partie de votre histoire, que j'appelle la partie républicaine, porte un caractère de grandeur digne des écrivains qui ont eu de grands personnages à peindre et des noms illustres à transmettre à la postérité. Branicki le vénérable et le grand Mokranowski seront immortels. Tant qu'il restera sur la terre quelque élévation dans les âmes, on lira avec admiration le récit éloquent de tout ce qui s'est passé à cette diète fameuse, la dernière de la république ; et l'on verra avec indignation que la vertu ne résista jamais aux efforts de l'intrigue et de la tyrannie : c'est à l'historien à la venger : aussi, en louant les belles qualités et en exaltant les sentiments sublimes, vous avez toujours humilié la faiblesse et attaché l'opprobre à la cruauté : chez la nation dont vous avez écrit l'histoire nul n'aura été grand sans récompense ou méprisable impunément.

Telle est, monsieur, l'opinion que j'ai de votre ouvrage. Je ne m'arrêterai point à des chicanes de mots, la petite guerre des laches ; sur les changements légers qui vous restent à faire dans une diction en général élégante et pure, ainsi que sur quelques mouvements que vous pourrez peut-être varier encore dans un style tout à la fois noble et facile, simple et brillant ; pour toute remarque j'ai un conseil à vous donner, c'est de vous relire une fois.

Comme il est juste que chaque chose ait son prix, il est juste que les critiques ne soient pas sans récompense, et vous allez voir que je les prise infiniment, car c'est une copie de votre ouvrage que je vous demande : je sens bien qu'il n'y a nulle proportion entre ma sévérité et votre reconnaissance, mais je veux faire un bon marché.

J'ai l'honneur de vous renouveler, Monsieur, l'assurance de l'attachement le plus inviolable.

L'abbé de Périgord.

Comme on le voit, les malheurs de la Pologne offraient à l'abbé de Périgord un beau sujet de dissertation en faveur de la liberté. Quelle éloquence vibrante et quelles qualités littéraires indéniables le jeune abbé y déployait ! On voudrait croire sincères ces harangues juvéniles, tant elles sont ardentes et passionnées. Sans doute l'étaient-elles alors qu'elles ne demeureraient que dans la théorie et que le temps n'était pas encore venu d'en faire l'apprentissage héroïque.

Les femmes, de leur côté, avaient dit leur mot sur l'ouvrage, et c'était le mot de la sensibilité : Rulhière reçut la consécration officielle de son histoire lorsqu'il l'eut soumise à l'une des reines de l'opinion, la charmante comtesse de Brionne (1). En général les femmes du XVIII^e siècle aimèrent beaucoup cette histoire dont l'élément dramatique touchait l'âme et dont la forme classique plaisait à la raison (2). Et autour de ce sujet dont la mode s'était empa-

(1) Louise de Rohan-Montauban, mariée à Charles de Lorraine, comte de Brionne, grand-écuyer de France, connue par sa liaison avec Choiseul. Je trouve mention de son jugement dans le billet suivant, non daté :

« Mr de la Guerche est venu pour avoir l'honneur de voir M. de Rulhière, lui rapporter la première partie de *L'Anarchie de Pologne*... Il a passé huit jours à Meudon où Madame la comtesse de Brionne lui avait ordonné de rapporter cette première partie pour la relire et lui avait promis d'y porter de son côté la seconde, ce qu'elle n'a pas fait, car les belles dames ne tiennent pas tout ce qu'elles font espérer. On a relu pourtant la 1^{re} partie avec une nouvelle satisfaction, ce qui est une épreuve dont M. de Rulhière doit être content, d'autant plus que nous nous donnions des airs de faire les critiques. Nous n'avons trouvé à glaner au profit de cette mauvaise intention que fort peu de chose ».

(2) La génération féminine suivante ne partagera pas cette opinion. Sainte-Beuve cite à ce sujet les appréciations opposées de Mme de

rée, les têtes s'échauffaient et l'enthousiasme des réformateurs découvrait dans l'œuvre de l'historien des intentions qu'il n'avait jamais eues. Ce chercheur consciencieux avait cru écrire, d'une tête froide, une histoire vraie, et des admirateurs exaltés voulaient y découvrir un plaidoyer vengeur en faveur de la vertu malheureuse et contre la tyrannie, et il recevait des approbations dans le genre de celle-ci :

Le temps a remis en ta main
Ces pinceaux fermes, ce burin
Que Tacite dans l'Ausonie
Prit jadis des mains du génie
Pour venger le peuple romain,
Et pour punir la tyrannie
Des affronts faits au genre humain.
J'ai vu dans ton écrit durable
La liberté toujours aimable.
Même au sein des plus grands abus ;
Par ses revers, plus respectable,
Créer des talents, des vertus ;
Le despotisme inexorable
Tremblant, et bas dans sa fureur,
Triomphant, mais avec terreur,
Dans la chute même exécrable,
Faire pitié dans son bonheur.
D'un livre où la vertu respire
J'ignore ce que pourront dire
Les beaux esprits de notre temps :
Chez eux, de fort honnêtes gens
Lisant une œuvre qu'en admire
Sont fâchés d'en être contents.
Moi, je voudrais toujours te lire
Excepté lorsque je t'entends.

Coigny et de la jeune Mme de Tracy, lisant ensemble *l'Anarchie de Pologne* : « Mme de Coigny tâche de m'inspirer son goût pour Mokronowski, dit la jeune femme, son admiration pour Radziwill, sa passion pour Branicki, et tant de ki toujours vaineux, toujours si malheureux, désolés, perdus, ruinés... Mr de Rulhière fait trop de portraits, c'est du remplissage. Mme de Coigny dit que j'ai tort de trouver cette histoire trop longue et que c'est là une nécessité de ce genre de littérature. Amen ». (*Causeries du Lundi*, éd. Garnier, Paris, s. d., t. XIII, p. 194).

Il est douloureux que l'auteur de *l'Anarchie de Pologne* ait goûté des approbations de ce genre, lui qui n'était rien moins que révolutionnaire. Il est probable même qu'il préférerait à ces admirations compromettantes des censures même sévères, qui ramenaient la discussion sur son véritable terrain : la critique historique. C'est ainsi que Chabanon, point du tout séduit par la vertu des Polonais, éleva la voix en faveur des vainqueurs et lui adressa ces reproches :

« Vous peignez les Russes comme une nation lâche et méprisable ; vous montrez chez les Polonais plus de noblesse, de grandeur et d'activité ; vous leur prêtez des sentiments patriotiques et un grand amour de la liberté. Vous produisez parmi eux de grands caractères, égaux en vérité à ceux des républiques anciennes ; cependant, dans tout le cours de votre histoire, ces Polonais fiers et actifs sont toujours sous le joug. Ils dépendent toujours de ces lâches tyrans à qui vous les asservissez. Il n'y a pas une époque où la fierté polonaise étonne et menace la féroce pusillanimité des Russes. La dernière époque de votre histoire mettra le comble à l'avilissement des Polonais. Ne craignez-vous pas qu'on ne vous reproche d'avoir annoncé de grands hommes qui ne font jamais rien, n'ayant à combattre et à repousser que des lâches ? Méditez cette objection et si vous trouvez une solution claire, ne négligez pas de la donner au lecteur. Voilà tout ce que m'inspire mon amitié et mon zèle pour votre gloire ». (1).

Cette critique plongea Rulhière dans de grandes perplexités. Il a laissé lui-même sur le revers de la lettre les réflexions qu'elle lui suggéra :

« L'objection que m'a faite M. de Chabanon était très spécieuse et ne laissait pas de m'embarrasser. J'étais sûr cependant d'avoir peint, avec la plus entière fidélité, sans amour et sans haine, **quorum causas procul habeo**. Mais en finissant mon ouvrage ce problème est résolu et j'ai aujourd'hui [1789] la satisfaction de reconnaître qu'on doit me savoir gré d'avoir représenté avec de telles couleurs, et sans prévoir les événements qui ont suivi, un peuple presque toujours vaincu pendant le cours des faits que je raconte, mais qui avait toujours en lui-même les ressources qui devaient, en peu d'années et à la première occasion que la fortune offrirait, amener sa délivrance ».

(1) Ferrand (*Les trois démembrements de la Pologne*, Paris, 1820, 3 vol. in-8) cite cette lettre, dans l'avertissement, comme un argument contre l'opinion défavorable que Rulhière a des Russes.

Quand Rulhière dit que le problème est résolu, il fait allusion à la grande espérance que donnèrent à la Pologne et à ses amis les réformes de la diète de quatre ans (1) et si les faits ne lui donnèrent pas raison immédiatement, il est incontestable qu'ils contenaient un germe que le temps allait faire fructifier. Rulhière n'a pas cessé d'être clairvoyant quand il a discerné, dans l'attachement des Polonais à une constitution extravagante, la cause unique de leurs malheurs, et il ne s'est pas trompé en voyant dans cette diète, qui abolit enfin le *liberum veto*, l'indice du relèvement à venir.

Il reste à expliquer maintenant comment *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, qui remplit la vie de l'historien de 1768 à 1785 et fut la raison d'être de toutes ses démarches, cessa brusquement de l'intéresser à cette dernière date, et comment il se fait qu'il mourut en la laissant inachevée.

Quand il soumettait à Thomas, en 1781, son 10^e livre, il lui annonçait que le 11^e était achevé et il lui soumettait le plan du 12^e livre, qu'il croyait devoir être le dernier. Mais l'abondance de ses recherches et le développement considérable qu'il donna à son texte le contraignirent à prévoir 14 chapitres au lieu de 12. Lorsque, six mois avant sa mort, Rulhière, auquel les nouveaux règlements du ministère des Affaires Etrangères venaient d'enlever sa pension d'écrivain politique (2), faisait remarquer à Montmorin, le ministre des Affaires Etrangères, que sur 14 livres que doit avoir sa grande histoire, « onze et demi sont finis et tous les matériaux des autres sont rassemblés », il donne la preuve que, depuis 1785, dernière époque où on le vit travailler encore aux affaires turques, il n'a plus donné de son temps à son histoire. Comment expliquer cet arrêt ? A quelles occupations s'est-il appliqué pendant cette dernière époque de sa vie ? Il répond lui-même dans le *Mémoire* à Montmorin dont nous avons cité quelques lignes plus haut :

(1) La diète réformatrice de 1788-92, dont il vit le commencement, avait enfin corrigé les vices de la Constitution.

(2) En avril 1790.

« L'histoire de l'Anarchie de Pologne et du démembrement de cette République ne pourra voir le jour que dans bien des années, parce qu'elle est écrite avec la plus entière vérité et qu'un grand nombre de personnes et de souverains dont il y est question vivent encore. L'auteur, qui a sacrifié à cet ouvrage ses plus belles années, n'en peut recueillir aucun avantage présent. Il ne l'a interrompu quelque temps que pour contribuer, par de longues et pénibles recherches dans tous les dépôts du gouvernement, à faire rendre l'édit favorable aux non-catholiques et à écrire, d'après ces recherches, la seule véritable **histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes**, ouvrage resté sans réplique et qui a facilité le rétablissement de la tolérance ».

Dès 1783, l'accession du baron de Breteuil au ministère de la Maison du Roi et du département de Paris avait orienté Rulhière vers la politique active (1). Il est de notoriété publique qu'il tenait la plume du ministre, rédigeant aussi bien ses pamphlets que ses appels à la charité publique : c'est Rulhière en effet qui écrivit le *Comte de Vergennes*, dirigé contre cet ennemi déclaré de Breteuil, en même temps que le *Prospectus en faveur des hopitaux de Paris* (2).

Mais un sujet d'un intérêt beaucoup plus élevé allait bientôt réclamer ses talents et ses efforts : Breteuil avait eu l'initiative d'une grande réparation à laquelle Malesherbes

(1) La reine, reconnaissante à Breteuil de sa conduite pendant son ambassade à Vienne, lui fit donner d'abord le titre de Ministre d'Etat, puis de Ministre de la Maison du Roi, en octobre 1783. Il se retira en mai 1788, après les séditions parlementaires causées par les réformes financières de Loménie de Brienne.

(2) « Prospectus pathétique, rempli de mouvement, de chaleur et d'onction, dit Bachaumont (*Mémoires secrets*, 24 janvier 1787, t. 34). On est seulement fâché qu'aux grands principes d'ordre, de bienfaisance, d'humanité, de philosophie, pour exciter la compassion des riches, l'auteur ait mêlé un motif puéril de vanité, en déclarant que les souscripteurs pour une somme de 10.000 livres et au-dessus, seront gravés sur quatre tables de bronze, à l'entrée des quatre nouveaux hôpitaux ». Choiseul-Gouffier, l'ami de Rulhière, s'était inscrit au nombre de ces généreux donateurs : « Vous êtes bien heureux de travailler si utilement à la gloire du ministre que vous aimez. Je voudrais tailler vos plumes ou les siennes et traîner les premières pierres de l'Hôtel-Dieu ». (Lettre inédite du 10 mars 1787).

prit aussi un intérêt tout particulier : il s'agissait de rendre aux protestants les droits civiques que la Révocation de l'Edit de Nantes leur avait fait perdre. Les deux ministres chargèrent Rulhière de rédiger le rapport qui devait être placé sous les yeux de Louis XVI. Il se mit à l'ouvrage dans les premiers mois de 1786. Ce rapport fut présenté au Roi en Novembre 1787 et, comme preuves à l'appui, l'historien écrivit ses *Eclaircissements historiques sur les Causes de la Révocation de l'Edit de Nantes*, qui parurent en deux parties, et dont la rédaction ne fut complètement achevée qu'à la fin de 1788. Il consacra donc à cette grande affaire trois années.

Il avait été sollicité par les philosophes de traiter la question de la tolérance accordée aux calvinistes au-dessus de toute argumentation juridique et historique, et de la présenter comme la réparation d'une grande injustice. On lui écrivait, pour qu'il se déclarât publiquement en faveur d'un principe qui relevait de la morale et de l'humanité, des lettres pressantes dans le style de celle-ci :

« Je suis revenu, Monsieur, sur une idée que j'eus l'honneur de vous présenter hier et que l'on a soigneusement écartée dans la discussion de l'affaire des Protestants. On pose pour principe que le Prince peut se borner à donner à ses sujets non-conformistes ce que la nature leur accorde et que la loi n'a pas le droit de leur ôter : l'état-civil ; d'où l'on tire indirectement cette conséquence qu'il n'est point injuste en leur refusant tout le reste. Que le législateur, dans un préambule, tienne ce langage, on sait que la politique a ses sophismes et comme elle ne craint rien tant que de paraître injuste dans une loi de justice, elle cherche à pallier les écarts qu'elle fait hors de l'équité. Il ne faut pas troubler les rois dans la libre possession où ils sont de mentir à l'univers et à eux-mêmes. Mais je ne voudrais pas que les philosophes consacraient leurs maximes, et que ceux qui se chargent librement de défendre les droits de l'humanité les sacrifiasent à la politique du moment. Ils écrivent pour tous les pays et pour tous les siècles, et il me paraît que, dans la discussion actuelle, on a écrit pour la Cour de Louis XVI et pour l'année 1786. Je sais, Monsieur, que cette politique était nécessaire, mais les écrits dont je parle étant secrets, les auteurs n'en sont pas comptables aux sages de tous les âges et de tous les

(1) Rulhière et Malesherbes, auteurs du rapport présenté au roi.

pays ; ce n'est plus la même chose quand ces écrits deviennent publics... Je sais bien qu'il peut y avoir du danger à tout accorder aux non-conformistes, mais je voudrais qu'on avouât de bonne foi qu'il y a du danger et non pas que l'on soutienne qu'en ne leur donnant qu'une partie de leurs droits, on ne fait rien que de juste. La politique ne dit pas ces vérités-là ; mais les philosophes ne doivent pas conniver à ces tergiversations » (1).

Mais il ne convenait pas à Rulhière de traiter la question sous cet angle-là : il préférait s'appuyer, pour la résoudre, non pas sur les principes de la loi naturelle, mais sur les arguments historiques empruntés aux Archives, car il fallait considérer avant tout la fin à réaliser, c'est-à-dire : obtenir du roi une amélioration du sort des calvinistes. Or Louis XVI, bon catholique et admirateur des actes de son prédécesseur Louis XIV, eût répugné à reconnaître publiquement que son grand ancêtre avait commis une erreur grave. Il fallait trouver un biais pour ne pas heurter de front sa piété filiale et monarchique. Il fallait d'autre part tranquilliser les catholiques sur la possibilité de conversions à venir parmi les réformés. C'était aussi l'avis de Malesherbes qui écrivait à son collaborateur :

« Il a fallu mettre au net le chapitre sur l'histoire des conversions... ce morceau fait partie d'un plus grand mémoire que je veux tenir prêt pour le cas où quelques dévots représenteraient au Roi qu'en rendant aux protestants leur état civil, le Roi Très-Chrétien ne doit pas abandonner les soins qu'ont toujours pris ses prédécesseurs pour la conversion des hérétiques... » (2).

On voit donc à quelles recherches minutieuses Rulhière dut se livrer. Il travailla en rapports étroits avec Malesherbes. Il était resté dans son portefeuille 52 lettres du ministre de Louis XVI, témoignage de leur intime collaboration. Par un don spontané et nullement sollicité, ces lettres furent remises, en 1819, par les héritiers de Rulhière, au petit-fils de Malesherbes, le marquis le Peletier de Rosambo (3). Il ne m'a pas été possible de prendre connais-

(1) Lettre inédite du 25 décembre 1787, non signée.

(2) Lettre du 8 mars 1786 (*Bibl. Nat.* fonds français, 7047, fol. 654).

(3) Comme en témoigne une lettre de chaleureux remerciements du 18 juin 1819. (Papiers de Rulhière).

sance de ces lettres, malheureusement sorties du patrimoine familial, mais quelques lignes extraites de la correspondance d'une nièce de Rulhière renseignent un peu sur leur contenu. On y lit que, par l'intermédiaire de Malesherbes, Rulhière était devenu, depuis 1787, en quelque sorte, un conseiller du trône :

« Dans ces lettres dont la plupart sont datées de 1787 à 1789, ces phrases reviennent souvent : « J'ai rendu compte au Roi et à la Reine de notre conversation de... » D'après ces lettres, on peut présumer qu'ayant publié un ouvrage sur les protestants, mon oncle était consulté par Mr de Malesherbes de la part du Roi sur la partie de la Constitution, projetée alors, qui les concernait. Leur date et l'assurance que donne Mr Bertrand de Molleville, dans son intéressante **Histoire de la Révolution** (1), que le Roi faisait consulter en secret des hommes de lettres sur les réformes et améliorations possibles et dont le vœu était exprimé dans la majorité des cahiers, tout me confirme dans cette opinion » (2)

Rulhière se mit donc à fouiller les archives les plus secrètes ; il en put extraire des documents qu'il groupa en une collection de matériaux ou *pièces justificatives* que le baron de Breteuil fit déposer à la bibliothèque du Roi (3) avec cette mention : « Toutes ces pièces secrètes, mais authentiques, composent le corps de preuves de ces vérités pour la plupart ignorées jusqu'à présent. Jamais monuments plus sûrs et plus incontestables n'auront été offerts aux historiens... » L'auteur s'efforce de démontrer que, dans l'affaire des protestants, la bonne foi de Louis XIV avait été surprise par les ambitions diverses de l'entourage auquel il était livré : Madame de Maintenon, Louvois et le père Lachaise sont, assure-t-il, les grands responsables de cette injustice, et si le Grand Roi annula l'Edit accordé aux Cal-

(1) *Histoire de la Révolution en France*, Paris, 1801, 14 v. in-8.

(2) Lettre de Mlle du Rocher, dame de Saint Denis, 15 avril 1817. Le recueil des papiers de Rulhière à la *Bibl. Nat.* contient deux lettres de Malesherbes qui lui sont adressées, avec mention : « Je vous prie de porter cette lettre au Roi » (12 déc. 1786).

(3) Aujourd'hui *Bibliothèque Nationale*, cf. fonds français 7044, 7045, 7046, 7047.

vinistes par Henri IV, c'est qu'il fut trompé sur les résultats des conversions et qu'il crut inutile de conserver un statut dont la raison d'être en fait, n'existait plus.

C'est en novembre 1787 que fut promulgué *l'Edit de tolérance* qui rendait aux réformés leurs droits de citoyens. Rulhière avait la conviction qu'il avait fait une œuvre utile ; il considérait l'amélioration du sort des protestants comme une victoire personnelle et en témoignait hautement sa satisfaction, ainsi que le montrent ces quelques lignes adressées à son neveu :

« Dangû, 17 août 1788. Je suis, mon cher Rulhière, dans le séjour que M. le baron de Breteuil s'est choisi après sa retraite du ministère et du Conseil et dans lequel il a résolu de passer désormais une grande partie de l'année (1). Vous ne doutez pas que je ne me fasse un devoir et un plaisir d'y passer avec lui la plus grande partie du temps qu'il y passera... J'ai du moins à me féliciter, mon cher ami, d'avoir tiré du ministère de M. le baron de Breteuil un parti qui honorera toujours votre nom : l'état civil rendu à une partie de la nation française est un succès dont on peut s'applaudir, et la sagesse des écrits par lesquels j'ai tant contribué à cette importante opération est telle que je ne crois pas que les adversaires les plus échauffés contre les protestants puissent me rien reprocher. J'ose espérer que vous retrouverez plus d'une fois dans votre vie l'avantage d'un succès aussi pur, car de petites critiques littéraires, quelle qu'en puisse être la justesse, ne peuvent offusquer cette gloire, j'en jouis davantage en songeant qu'elle se répand sur votre nom » (2).

« Gazettes, nouvelles à la main, propos publics, tout a été si favorable à mon nom dans cette occurrence, écrivait-il à Rabaud-Saint-Etienne (3) le 3 novembre 1788, que j'ai bien vu que loin de me savoir mauvais gré d'avoir défendu la grande et belle cause dont je me suis chargé et qui cinquante ans plus tôt m'aurait attiré une foule d'ennemis, j'avais au contraire bien mérité de ma patrie... »

(1) Dangû est dans l'Oise, près de Gisors.

(2) Rulhière reçut à ce moment la survivance du gouvernement de la Samaritaine, qui valait de 5 à 6.000 livres, le gouvernement de la Châtre en Berry et la promesse du logement qu'occupait au Louvre la duchesse de Noailles, alors fort âgée.

(3) Rabaud-Saint-Etienne fut son correcteur pour les *Eclaircissements*, comme Thomas pour *l'Anarchie de Pologne*.

L'affaire des protestants avait ouvert à Rulhière les plus secrètes archives d'Etat. Il s'occupa alors à réunir des matériaux pour servir à l'histoire de France afin de continuer l'ouvrage que l'abbé de Mabli avait laissé inachevé (1).

Tandis qu'il donnait ses soins à tous ces grands travaux, l'Académie Française lui avait ouvert ses portes. Son élection fut une surprise car il avait publié très peu de chose, mais la recommandation de Monsieur enleva les suffrages de l'Académie, et les amis du nouvel élu applaudirent à ce choix, comme le prouve ce billet de Choiseul-Gouffier, envoyé de Constantinople :

« Oui, mon cher et très cher confrère, je me réjouis, non pas de vous savoir de l'Académie, car c'est un bien faible rapport de plus auprès de ceux qui nous lient déjà, mais de l'empressement que votre amitié vous a fait mettre à m'en instruire, j'en suis sensiblement touché et j'en avais besoin pour me consoler de n'avoir pas été le premier à courir sur le sofa vous embrasser et vous faire embrasser par les belles dames qui célébraient votre victoire... Nous irons à l'Académie ensemble avec chacun notre bonne paire de galoches et notre petit parapluie... J'espère que vous m'adresserez votre discours aussitôt qu'il sera imprimé. Qui vous recevra ? Lirez-vous quelques vers ? Cette séance sera bien intéressante, j'en félicite l'Académie. Pourquoi suis-je à huit cents lieues de vos succès » (2).

La séance de réception, qui eut lieu le 4 juin 1787, fut en effet un événement mondain :

« Monsieur de Rulhière avait désiré, écrit Bachaumont (3), que la Compagnie retardât sa réception jusqu'après l'Assemblée des Notables, afin qu'elle fût plus brillante par la présence de plusieurs ministres et d'ailleurs, afin de pouvoir insérer dans son discours quelque paragraphe relatif à l'événement du jour... »

Ce discours présente une première originalité : c'est que l'éloge du prédécesseur, l'abbé de Boismont (4), n'y

(1) *Observations sur l'Histoire de France*, de Mabli, 1765, 2 vol. in-12, nouvelle édition continuée par Rulhière jusqu'à Louis XIV, 6 vol. in-12, éd. revue et complétée par Guizot 1823-1824, 4 vol. in-8.

(2) Lettre inédite du 10 mars 1787.

(3) Cf. son discours de réception, *Œuvres*, t. II, pp. 5-47. Cf. Bachaumont : *Mémoires secrets*, 10 juin 1787, vol. 34 et 35.

(4) Boismont (1715-1786), prédicateur réputé, auteur des oraisons funèbres de Marie-Thérèse, de Marie Leszczyńska et de Louis XV.

tient qu'une place fort limitée. L'auteur a préféré, ce devoir rempli, présenter un vaste tableau de la littérature française, agrémenté des portraits de quelques académiciens auxquels, dit Bachaumont, « il a porté successivement l'encensoir ». Mais ces académiciens étaient Malesherbes, Delille, Choiseul-Gouffier, Chabanon, Saint-Lambert, et ces éloges étaient surtout l'hommage de l'amitié. Bachaumont, d'ailleurs, après avoir critiqué l'élection de Rulhière, rend justice à ses talents oratoires et déclare que son discours était « le meilleur sans contredit qui depuis longtemps ait été prononcé à l'Académie... Rempli d'esprit, de goût, d'élégance, sans affectation, sans pédantisme et d'un très bon ton ».

Une autre particularité de son discours, qu'avait signalée Bachaumont, était ce paragraphe concernant les événements du jour. Les préoccupations politiques étaient devenues si absorbantes en cette année 1787 que les éloges académiques eux-mêmes s'en trouvaient envahis. A la fin de son discours, le nouvel élu avait salué « le souverain consultant le vœu des peuples sur les besoins de la monarchie ». C'était une allusion à l'Assemblée des Notables, close le 25 mai 1787. Mais d'autres événements, plus frappants encore, allaient bientôt retenir son attention.

Lorsque les Etats-Généraux se réunirent, il se passionna pour cette grande affaire ; mais très modéré dans ses revendications, il craignait surtout les dangereux effets des réformes hâtives :

« Si nous voulons agiter à la fois tant de questions, soumettre tant de préjugés, tant de passions, tant d'esprits de corps, écrivait-il à Rabaud-Saint-Etienne, faire en six mois ce que les Anglais ont fait en cent ans, nous sommes perdus. Il faut laisser aux Etats le soin de se perfectionner eux-mêmes dans l'espace d'un assez grand nombre d'années » (1).

(1) Lettre à Rabaud Saint Etienne du 3 nov. 1788. Cf. *Bulletin du Protestantisme français*, XXXII, p. 213. Bertrand de Molleville dans son *Mémoire particulier pour servir au règne de Louis XVI* (Paris 1816, 2 vol. in-8, I, p. 34) dit que les hommes de lettres étaient priés « de publier librement leurs idées et leurs plans sur la forme de convoquer cette assemblée ».

Il savait, pour avoir médité longtemps sur le droit public des Polonais, qu'un peuple possède toujours une législation qui lui est appropriée, et que la prudence commande avant de bouleverser et d'innover, de revenir aux traditions que des abus ont pu altérer et dévier de leur primitive sagesse :

« On pourrait selon moi, écrivait-il au même correspondant à propos du mode de vote aux Etats-Généraux, s'en tenir, pour cette première tenue d'Etats, aux anciennes élections. On continuerait à voter par ordres de privilégiés contre le Tiers-Etat, on établirait dans toutes les affaires importantes ce qui est établi pour les impôts, savoir le consentement des trois ordres. Ce moyen me paraîtrait lever toutes les difficultés qu'on a voulu susciter ».

Mais lorsque les avant-coureurs de la Révolution s'annoncèrent, il n'eut plus d'intérêt que pour ce qui se déroulait sous ses yeux et décida d'écrire l'histoire de ce grand bouleversement. Depuis le 14 juillet 1789 jusqu'à sa mort, il suivit les événements jour par jour.

« Il était très assidu aux séances des Etats-Généraux, écrit son neveu le chevalier de Rulhière (1), il logeait auprès du Gymnase, et Mr de Villemotte, qui en était propriétaire (2), s'était réservé une loge dont il avait donné la clef à mon oncle ; c'était précisément sur l'affaire de Versailles du 5 octobre qu'il avait réuni le plus de notes. Je l'ai accompagné dans quelques-unes des visites qu'il fit aux gardes du corps qui avaient été blessés en défendant les appartements. Il avait des renseignements de M. de la Châtre (3) qui n'avait pas quitté le roi pendant cette nuit fatale. Tous ces papiers, ainsi que beaucoup d'autres, ont été la proie des flammes » (4).

Les intérêts du pays furent le souci constant de ses dernières années ; ceux de sa famille lui tenaient aussi fort au cœur : « Les affaires de ma famille sont les miennes, écrivait-il, et mes neveux sont mes enfants ». Après avoir assuré la carrière militaire de ces jeunes gens (5), il obtint à

(1) Dans sa notice biographique, déjà citée.

(2) Villemotte, écuyer en chef de l'Académie royale au Manège des Tuileries. (*Almanach Royal 1786*).

(3) Le marquis de la Châtre est lieutenant-général en 1789 et premier gentilhomme de la Chambre de Monsieur. -

(4) De ces *Notes sur la Révolution*, il n'est resté qu'un feuillet (mois de juillet 1790).

(5) L'aîné, Philippe de Rulhière, capitaine de cavalerie en 1788, fut

son frère, par le crédit du baron de Breteuil, le poste à la fois enviable et dangereux de Commandant de la Garde de Paris (1).

Tel fut l'homme que l'on a peint comme un cœur égoïste et desséché.

La mort le surprit en plein travail. Il mourut à Paris le 30 janvier 1791, dans l'appartement du Cul-de-Sac du Dauphin Saint-Honoré, qu'il occupait depuis 1768. Cette mort fut subite.

« Il avait été la veille, écrit son neveu, au Salon des Echecs, où il se rendait assez fréquemment pour avoir des nouvelles : il fut pris de violentes douleurs pendant la nuit. Son chirurgien, appelé aussitôt, le fit mettre dans un bain. A 5 heures, il n'existait plus. Mon père ordonna qu'il fût ouvert : le chirurgien rendit compte qu'il était mort d'un squirre (2). Le bruit circula dans Paris qu'il était mort empoisonné. L'on savait que Mirabeau lui avait fait proposer, peu de temps auparavant, d'écrire en faveur de la Révolution et qu'il avait rejeté cette offre avec dédain ».

sous-préfet de Falaise en 1800, l'autre Chriseuil, capitaine d'artillerie, secrétaire de Bonaparte et historiographe près les armées d'Italie en 1796 et 1797, fut Secrétaire-Général de police au Piémont en 1800 et préfet de la Roër (Aix-la-Chapelle) en 1802.

(1) Il écrivait à ce sujet à Rabaud-Saint-Etienne, le 3 nov. 1788 : « Les nouvelles publiques vous auront appris sans doute qu'on a offert à mon frère la place de Commandant de la Garde de Paris et cela dans le même temps où le peuple brûlait le mannequin de Mr. du Bois et menaçait de brûler le commandant lui-même dans sa maison. Je vis trop intimement avec mon frère pour n'être pas venu partager ses indécisions. Nous nous sommes enfin déterminés à accepter cette place orageuse... (Rulhière fait allusion à la sédition de la place Dauphine, en septembre 1788, qui fit suite aux agitations du Parlement sous le ministre de Brienne). Cf. Bertrand de Molleville, *Histoire de la Révolution*, t. I, p. 134.

(2) La Harpe rend compte de ce fait dans sa *Correspondance*, 1820, t. IV, p. 227. « On lui a trouvé une poche remplie de sang caillé de 10 pouces de long et 2 de diamètre, adhérente aux côtes et qui avait refoulé l'extrémité du cœur vers la cavité du milieu. Les chirurgiens ont pensé que cette poche, produite originairement par un anévrisme, avait dû mettre au moins vingt années à se former et à croître jusqu'à cette excessive grandeur. Il se plaignait depuis quelque temps de douleurs dans le côté et dans le dos, de palpitations de cœur, de fatigue de poitrine... »

Rulhière n'avait que cinquante-six ans.

Ainsi mourut, en travaillant, un homme dont la grande passion fut l'histoire. Comme le siècle avec lequel il disparaissait, il avait dissimulé le sérieux de ses recherches sous des dehors frivoles ; mais le masque peu à peu était tombé et avait laissé voir le vrai visage : celui de l'historien consciencieux et fidèle.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Causes de l'Anarchie de Pologne (1)

Analyse de la 1^{re} version. — C'est le manuscrit des Affaires Etrangères attribué au Père Maubert. — Enseignement qu'on en peut tirer pour dater et rechercher les sources de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*. — Ce qu'il faut entendre par « anarchie ». — Méthodes de travail de Rulhière. — Compilations d'auteurs anciens: Lubienski, Vapowski, Herbestein, Lengnich. — Analyse des Relations des agents français en Pologne: A. de Lumbres, Bezenval. — Rulhière et les réformateurs: Wielhorski, Mabli et Rousseau. — Constitution primitive de la Pologne. — Première rupture de diète. — Tâtonnements de Rulhière pour connaître le fonctionnement des diètes. — La responsabilité de la noblesse. — Efforts vains des « hommes sages » pour éviter le désordre. — Premier projet de partage (1658). — Singulier compromis de 1673: la confédération de Golomb. — Second projet de partage (1709). — Confédération de Tarnograd (1716). — Ledochowski. — Nouveau compromis de la Diète Muette de 1717. — La Russie médiatrice. — Fatale confiance.

Après avoir raconté, dans les chapitres précédents, l'existence d'un homme du monde historien, beaucoup plus occupé, malgré les apparences, de science que de plaisir, nous voudrions aborder, dans cette seconde partie, l'analyse de son grand ouvrage. Mais rechercher les sources de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, ce n'est pas seulement remuer avec l'auteur la poussière d'archives dépouillées avec conscience et minutie, c'est surtout le suivre dans le dédale

(1) Sources du Livre I. Pour l'histoire générale de la Pologne on peut consulter utilement: O. Halecki, *La Pologne de 963 à 1914*, Paris, 1933, in-12 et W. Sobieski, *Histoire de Pologne des origines à nos jours*, Paris, 1934, in-8.

des informations que nécessitait un sujet aussi complexe et dont les événements se déroulaient encore alors qu'il les décrivait. Le sort de la Pologne intéressait l'Europe entière et Rulhière n'en a écrit l'histoire qu'après avoir couru le monde et connu par lui-même tout ce qu'il contenait d'illustre, afin d'entendre tous ceux qui avaient quelque chose à dire à son sujet. La Pologne, elle, est venue à lui se confesser et se justifier, car il a eu l'incontestable privilège d'inspirer confiance à tous les partis qui divisaient ce pays. Il a donc travaillé sur de la matière vivante et c'est ce qui donne tant d'originalité à son œuvre.

Rulhière avait déposé entre les mains de Gérard une copie de six livres en décembre 1770 et une seconde de neuf livres en mai 1771, ce qui représentait l'ensemble du travail qui lui avait été commandé en 1768. Ostrowski qui, en 1862, donna de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* une fort bonne édition, en connaissait l'existence ; il pensait que ces copies étaient aux Affaires Etrangères ; mais les Archives de ce département étant, sous le second empire, fermées aux étrangers, il n'avait pu s'en assurer. Nous les avons consultées et, après examen, nous pouvons certifier que les manuscrits remis par Rulhière à Gérard constituent la première version de son histoire (1). Elle est nécessairement plus courte que la version définitive et forme un tout complet. C'est ainsi que Rulhière, qui croyait avoir terminé son ouvrage, achève son livre IX par une conclusion qui ne peut avoir été écrite qu'avant les projets de partage :

« Je m'arrête et je pose ici la plume. Il est beau, il est consolant pour des citoyens, pour des hommes, de voir comment un peuple sans loi, sans union, sans gouvernement, amolli par le luxe, endormi par l'oisiveté et qui dans son engourdissement paraissait mort aux

(1) Ces copies forment 3 cahiers : 1^e une copie de 6 livres, (A. E. Pol. Mém. et doc. 19), c'est celle qui fut remise le 21 déc. 70 ; 2^e copie de 9 livres déposée en mai 1771 (Mém. et doc. 20) ; 3^e copie de 6 livres (Mém. et doc. 21). Cette dernière est intitulée : *Histoire des troubles actuels de Pologne et des événements qui les ont préparés*. Ce sont les manuscrits attribués au Père Maubert.

grandes choses, s'est réveillé, s'est animé au poids d'une oppression presque inévitable... Le reste n'est plus que le jeu de la fortune, l'œuvre de la puissance, l'image de tout ce qui s'est passé dans tous les temps. Mais de quelque manière que la fatalité entre dans les événements de cette guerre, ses causes, son origine et ses premiers détails sont des traits rares, précieux, remarquables, honteux à la tyrannie, honorables à l'humanité, dignes enfin d'être conservés dans le dépôt de l'histoire » (1).

A travers la forme oratoire et les vues philosophiques de ce morceau à effet, on distingue des faits précis qui permettent de le dater : les « premiers détails » qui laissent le politique dans l'expectative, ce sont d'une part les succès de la Confédération de Bar, d'autre part la déroute des Grecs. Il est vrai que le sort des Polonais était virtuellement décidé, mais c'était dans le secret, et des entrevues des souverains co-partageurs, rien n'avait encore transpiré (2). C'est ce qui permet à l'historien de ne pas tirer de pronostics sur l'avenir.

Quel intérêt pourrait présenter une analyse de cette première version de *l'Anarchie de Pologne* ? Un fort grand pour la recherche des sources de l'ouvrage ; en effet, la comparaison entre cette première rédaction et la version définitive, en présentant des différences, souligne l'évolution de la pensée de l'auteur. De plus, elle date les successives informations qu'il a reçues et, de ce fait, met sur la piste des informateurs. Enfin, elle dévoile les tâtonnements de la composition et l'élaboration du plan général de l'œuvre.

Nous ferons en temps utile des comparaisons ; pour le moment, nous examinerons l'ensemble de ses informations au début de 1771 et la forme générale qu'il avait donnée

(1) Il a utilisé quelques phrases de cette première conclusion dans la version définitive, mais il a modifié son sens : « Mais si les causes de cette guerre... » sont dignes « d'être conservés dans le dépôt sacré de l'histoire, les événements qui vont suivre, quoique d'un genre bien différent, ne sont pas entièrement indignes d'être conservés dans la mémoire des hommes ». (*A. de P.*, t. III, p. 88).

(2) Neisse, août 1769 et Neustadt, sept. 1770, entre Joseph et Frédéric II ; et Pétersbourg, janvier 1771, entre Catherine II et le prince Henri de Prusse.

à cette première version. A cette date, Rulhière a eu pour son instruction l'abondante source des Affaires Etrangères, ses lectures personnelles et l'expérience de ses voyages dans les pays du Nord. Il est très important de noter qu'à ce moment tout ce qu'il pensera de la Russie sera fixé *ne varietur*, qu'en revanche, il ne dira presque rien sur les Turcs et qu'en ce qui concerne la Pologne, sa documentation sera encore incomplète. Nous savons qu'au début de 1771 le comte Wielhorski a lu cette première version et qu'il a fourni, pour la mettre au point, ses souvenirs personnels (1). Rulhière avait aussi, par l'entremise de l'abbé de Mabli et de Favier, connu quelques polonais illustres, mais ce n'était que le début de relations que l'avenir devait amplement développer.

La composition de l'ouvrage a subi de fort importants changements. Dans la première version, le livre I contient un développement qui sera coupé en deux livres dans la version définitive ; en revanche le livre VI de la dernière rédaction proviendra des livres V et VI de la première. Les matières se présentent aussi selon un plan différent. Dans la 1^{re} version, le livre I donne d'abord un exposé du gouvernement et des mœurs des Russes et passe ensuite aux Polonais, ce qui est le contraire dans le manuscrit définitif. Surtout, le mode de présentation diffère : en 1770, Rulhière reste didactique et s'en tient à une analyse stricte des faits, plus tard il s'élèvera jusqu'à la synthèse et dominera la question de beaucoup plus haut. Les portraits auxquels il apportera tant de soins offrent aussi d'assez importantes modifications. Dans la 1^{re} rédaction, quelques-uns ne sort qu'à peine esquissés, tels ceux d'Auguste III et de Brühl. D'autres, déjà fort développés, sont présentés en une seule fois, celui de Mokronowski par exemple, tandis que, dans la suite, l'auteur les reprendra de livre en livre pour ajouter des traits et augmenter l'intérêt. L'examen des faits historiques même offre des différences à signaler. C'est ainsi que, dans le manuscrit primitif, Rulhière s'exprime trop

(1) Voir la correspondance de Rulhière et Wielhorski (p. 195).

librement sur le compte de certains personnages, Orloff notamment :

« Un simple gentilhomme nommé Orloff, inconnu jusque là, que les bontés de l'impératrice avaient été chercher dans la plus médiocre fortune, fit soulever les quatre régiments ou du moins elle se fit un plaisir de lui en attribuer le principal honneur et toute la reconnaissance... Il [Pierre III] se remit entre les mains de sa femme et bientôt sa mort parut nécessaire pour assurer le nouveau règne ».

Il y avait dans ce passage deux allusions trop directes, l'une à la nature de la faveur d'Orloff, l'autre à sa participation au meurtre du czar. Il est vrai que Rulhière composait un écrit destiné à demeurer confidentiel ; quand plus tard il développera son travail avec la conviction qu'il le publierait un jour, il se rappellera la promesse qu'il avait faite à Catherine et refera ce passage délicat en termes beaucoup plus discrets (*A. de P.*, I, 242). D'autres événements sont, au contraire, passés sous silence dans la première version et parmi ces derniers se trouve naturellement le Secret du Roi, dont on ne pouvait parler, du vivant de Louis XV, dans un travail officiel. Rulhière s'y étendra tout au long dans la version définitive. Ensuite, et c'est surtout le cas dans les livres VIII et IX, beaucoup d'événements sont à peine indiqués ou absolument omis qui, dans la dernière rédaction, seront longuement expliqués. C'est qu'entre temps Rulhière a connue de nombreux informateurs, particulièrement les Confédérés de Bar, et qu'il a eu tout le loisir de les interroger.

Enfin il procédera dans la suite à toutes sortes de retouches qui tendront à modifier des chiffres ou des dates, quelquefois des noms et surtout à des rectifications qu'on pourrait qualifier d'artistiques. On le verra supprimer des détails jugés superflus, dissimuler derrière des périphrases des précisions didactiques et sentant trop les sources, enfin donner à un travail d'une complexité inouïe un équilibre puissant et large. J'ajouterai, avant de quitter ce sujet, que les copies présentent de faibles différences, simplement celles qui sont le résultat inévitable d'une seconde lecture.

Dès la rédaction de la première version, Rulhière avait attaché la plus grande importance à la préparation du chapitre préliminaire, où il recherchait dans l'histoire ancienne de la République les causes qui ont déterminé son démembrement. Il le considérait avec raison comme absolument indispensable à l'intelligence des faits qu'il devait exposer dans la suite :

« L'ambition des princes Czartoryski et leurs liaisons avec les Russes, le règne funeste de Poniatowski et la révolte des dissidents, événements auxquels une partie des Polonais imputent tous les malheurs de leur patrie, en ont été les occasions successives, mais n'en sont point les véritables causes. Tant de calamités ont des racines plus profondes et qui s'étendent pour ainsi dire sous les derniers siècles ; de sorte que, si la fatalité eût amené d'autres conjonctures, ces tristes semences auraient aussi trouvé quelque autre manière d'éclore. »

C'est donc chez elle, dans ses constitutions et dans ses mœurs politiques, avant même de les imputer aux ambitions de ses voisins, c'est dans son anarchie enfin, qu'il convient de rechercher les causes de ses malheurs.

Cette expression d'Anarchie a paru cruelle aux Polonais et à leurs amis (1). Sans doute est-ce un mot malheureux, mais, en l'employant, Rulhière n'a jamais voulu dire que la Pologne n'avait pas de lois, ni que sa constitution fût mauvaise et incohérente ; je dirai presque, au contraire. Il a voulu montrer comment des lois, qui eurent comme unique objet la protection de l'indépendance de chaque particulier, eurent comme fatal résultat « l'oppression de tous » (2), et comment, par une implacable logique, « l'amour effréné des nobles polonais pour la liberté » devait les entraîner à plonger leur gouvernement « dans les plus singuliers désordres » et à ruiner l'indépendance de la nation (*A. de P.*, I, p. 4).

Rulhière reconnaît que cette constitution, unique en son genre, était la plus belle qu'il fût possible de concevoir :

(1) C'est cependant celle qu'employait Kornarski en 1760, pour définir la situation de sa patrie.

(2) Montesquieu, *Esprit des lois*, livre XI, ch. 5.

mais qu'elle avait le tort d'être faite pour des êtres supérieurs détachés des communes passions humaines et seulement préoccupés du bien public. Basée sur un idéal impossible, elle se maintint cependant quelque temps, autant par l'heureuse harmonie d'âmes éprises du beau que par la simplicité des affaires publiques ; mais cela ne pouvait durer, et la prosaïque réalité des ambitions et des intérêts individuels rompit le bel équilibre et fit naître les dissensions. Cependant, malgré les leçons de l'histoire, les Polonais, « même les citoyens les plus sages », se refusèrent à changer les fondements de cette constitution qui resta toujours la base de leurs tentatives de réformes. Ce fut l'irréremédiable anarchie. Voilà ce que Rulhière a voulu dire en employant cette expression.

Pour ce premier chapitre, il a eu peu de secours, et les Polonais qu'il consulta ne firent que contrôler ses dires. Ses notes de travail, assez complètes pour ce début si important, portent les traces de recherches minutieuses et toutes personnelles (1). Elles sont couvertes de petites observations marginales sur ses lectures : il y note ainsi le mécanisme des diètes, des confédérations, les empiétements successifs de la noblesse, l'antagonisme des ordres aristocratiques : magnats et nonces, les étapes du recul de la royauté ; il se pose des questions, inscrit avec une visible satisfaction les réponses, et dans une étude aussi complexe, il fait souvent le point et élabore de grandes synthèses ; enfin il compare, il critique, il discute ; c'est d'instinct un historien.

A quels ouvrages anciens a-t-il fait des emprunts ? Il va toujours à des témoins oculaires et prend soin de le noter ; il puise d'abord dans le vieux Cromer (2), puis dans

(1) Les éditeurs n'eurent pas connaissance de ces notes, mais l'un d'eux (Ferrand) écrivait : « L'exactitude que Rulhière portait dans le rassemblement des notes et pièces qui devaient servir à la seconde partie de son ouvrage garantit suffisamment que, pour le premier livre, il avait sous les yeux les preuves de ce qu'il écrivait ».

(2) Martin Cromer: *Polonia, sive de Situ, populis, moribus, magistratibus et republica regni Polonici libri duo...*, in-4, Cologne, 1578, *Bibl. Nat. M.* 5.375.

Stanislas Lubieniski, « très versé, dit-il, dans l'histoire de son temps (1), dans Bernard Vapowski (2), Reinhold Heidenstein et le baron Herbestein (3), parce que ce sont des voyageurs et des témoins des faits qu'ils racontent et parce qu'ils avaient la réputation d'être de véritables érudits. Mais c'est surtout à Gottfried Lengnich (4), qui a présenté avec tant d'intelligence et de précision l'histoire de la désagrégation intérieure des terres prussiennes au ^{xvii}^e siècle, qu'il a recours. Il le cite constamment, et selon sa méthode favorite, il vérifie en comparant avec les relations des ambassadeurs français en Pologne au ^{xvii}^e et au début du ^{xviii}^e siècle. Il étudie leur correspondance, surtout au ^{xvii}^e siècle où Mazarin et Louis XIV envoyèrent en Pologne, pour poursuivre une politique dirigeante, de vrais hommes d'état.

C'est Antoine de Lumbres (5), très au courant des affaires de la Pologne, qui lui fournit les plus abondants renseignements. Il consulte les dépêches de Bonzi, de Millet et de Bezenval. Mais pour entendre d'autres sons de cloche, il lit aussi la correspondance du comte Fleming, ministre saxon d'Auguste II. Il lit enfin les récits des voyageurs et des historiens français (6).

(1) Stanislas Lubieniski : *Opera posthuma historica*, Anvers, 1643, in-folio, M. 1179.

(2) Vapowski, appelé aussi Vapovius : *Fragmentum Sigismundi regis Poloniae, res gestas cromeri descriptione posterioris, continuans*, M. 1166.

(3) Heidenstein : *Rerum polonicarum ab excessu Sigismundi-Augusti*, Francfort, 1672 ; Herberstein : *Rerum moscoviticarum commentarii Sigismundi liberi baronis im Herbestein*, Neyperg et Guttenberg, Bâle, in-folio, Bibl. Nat. M. 1195.

(4) Lengnich, professeur de droit à Dantzig, cite les textes de lois et les discute avec intelligence. Rulhière a connu, grâce à lui, les idées des grands juriconsultes polonais, tel Zaluski.

(5) A. de Lumbres (1598-1676) fut ambassadeur à Varsovie de 1657-1665, il prépara la candidature du prince de Condé à la couronne et son mariage avec la nièce de la reine, et il participa avec N. Prazmowski et Ch. Pac à la rédaction d'un plan de réforme où il adoptait le système majoritaire ; la relation de son voyage est aux A. E. Mém. et Doc. Pologne 3. (Cette relation a été éditée à Paris, 1911, 2 vol. in-8). Rulhière note que ses informations sont « d'accord » avec les relations de Lengnich.

(6) Le Laboureur : *Histoire et relation du récit du voyage de la*

Il est évident que Rulhière a eu le souci constant de saisir les faits dans l'action et de ne pas se limiter à une seule opinion. Une question très importante se pose : A-t-il subi dans les jugements qu'il émet sur les origines du drame de la Pologne et ses conséquences sur la destinée de cette nation, l'influence des Polonais venus à Paris de 1768 à 1772 ? Il les a tous connus, ceci est un fait acquis, et nous verrons, dans l'analyse des livres suivants, qu'il attendait de chacun d'entre eux des témoignages plutôt que des jugements. Ne dit-il pas lui-même au début de son ouvrage, (nous avons déjà cité ce passage significatif), que les Polonais de 1768 ne reconnaissaient pas que leurs malheurs étaient plus imputables au maintien d'usages politiques impossibles qu'à l'injustice des autres ; il n'étaient pas tous des juristes et les passions politiques les aveuglaient.

Cependant, parmi ces polonais, il en est un que sa situation officielle en France devait désigner plus particulièrement à Rulhière pour lui servir d'informateur, c'était le comte Michel Wielhorski, l'agent des Confédérés de Bar. Originaire de Zamosc en Volhynie, il avait été nonce de son palatinat aux diètes de 1764 et 1766 et avait lié partie avec la Russie pour combattre les projets de réformes constitutionnelles qui tendaient à la suppression du *liberum veto*. Ce personnage avait donc un passé à défendre et un parti à soutenir, par conséquent des raisons très personnelles de présenter les faits. On devine combien il est utile de déterminer, dès le début de cette analyse, dans quelle mesure il a pu influencer l'historien de la Pologne.

Lorsque Wielhorski vint en France et qu'il fut accrédité par Choiseul, en Avril 1770, pour représenter les Confédérés de Bar, Rulhière travaillait depuis dix-huit mois à la rédaction de son ouvrage et il était déjà considéré comme un spécialiste des questions polonaises : il fut donc présenté au nouveau venu et les circonstances lui donnèrent bientôt

reine de Pologne et du retour de Mme la maréchale de Guébriant, ambassadrice extraordinaire, avec un traité particulier du royaume de Pologne, Paris, 1648, 1 vol. in-4.

un rôle à jouer. Choiseul, qui avait décidé de soutenir officiellement le soulèvement, souhaitait connaître le plan des réformes que les Confédérés comptaient réaliser si leur mouvement réussissait : Wielhorski rédigea un mémoire, le grand trésorier Wessel le contrôla, l'abbé de Mabli fournit aux rédacteurs les ressources de ses connaissances juridiques et Rulhière donna au morceau sa forme littéraire. De cette collaboration sortit le *Manifeste de la République Confédérée* (1).

Mais de ce que Rulhière a été admis à l'intimité de la collaboration, il ne faudrait pas en conclure qu'il avait été initié à toutes les pensées des Confédérés : ceux-ci n'avaient avoué de leurs projets que ce que la France, qui les soutenait, pouvait approuver. Le reste, le plus important sans doute, était dissimulé soigneusement, et un serment rigoureux, peut-être maçonnique, liait leurs consciences. De plus Wielhorski, l'auteur du *Manifeste*, avait tenté dans ce morceau une justification de sa conduite en 1766, et surtout il avait expliqué son alliance avec les Russes par des raisons supérieures de tactique et de patriotisme. Rulhière était trop fin pour ne pas se sentir environné de mystère, mais sa situation était très délicate : d'une part, il comprenait qu'on voulait influencer ses jugements, et sa méfiance était en éveil ; d'autre part, il ne désirait pas blesser les préjugés d'un informateur dont il avait le plus grand besoin. Il s'en tira avec beaucoup d'habileté et de discrétion. Il parut n'avoir jamais mis en doute la loyauté et le patriotisme de Wielhorski et de ses amis, mais conserva toute sa liberté pour apprécier les faits et leurs conséquences. On verra, dans la suite de cette étude que ses sentiments sur la conduite de Wielhorski ne sont pas toujours approbateurs ; on verra en outre, par ses jugements mesurés et nuancés sur le parti adverse, qu'il ne se fit pas l'écho docile des critiques passionnées de son conseiller.

(1) Connue à Paris en novembre 1769. (Cf. Grimm, *op. cit.*, t. IX, p. 147).

Le grand mérite de Rulhière fut de ne se laisser suggestionner par personne ; cependant, en dépit de sa clairvoyance, il ne put pas toujours, en composant une histoire dont les péripéties dramatiques se déroulaient au temps même où il l'écrivait, découvrir tout ce qu'on lui cachait, et nous ne prétendons pas dire qu'il n'y ait ni erreurs, ni lacunes dans son ouvrage ; simplement ceci : c'est que le mérite de sa clairvoyance fut grand, étant donné les efforts de ses collaborateurs pour lui faire adopter leur manière de voir.

Ce premier point posé, nous voudrions délimiter ici quelle fut la part de Wielhorski dans la composition du 1^{er} livre qui traite des origines de la constitution de Pologne.

Quand ce dernier s'installa à Paris, Rulhière achevait la rédaction de sa première version. Il est prouvé par six billets de Wielhorski, conservés dans les papiers de l'écrivain, que l'agent des Confédérés en entendit la lecture et donna son avis ; il fournit à l'historien son *Journal* et des *Gazettes*, il lui fit même don d'un exemplaire de l'ouvrage intitulé « *Etat de la Pologne* » (1), accompagné des corrections que ce livre lui avait suggérées. Les remarques qu'il lui adressa portèrent surtout sur les événements de 1766 et 1767 auxquels il avait été mêlé ; il y ajouta un relevé des retouches que l'écrivain était invité à faire aux « endroits qui sont contre la notion générale de la Pologne » (2), des notes personnelles à l'usage de l'historien « sur les notions qu'il avait » (3), enfin des encouragements à terminer au plus tôt un ouvrage destiné « à préparer les esprits à profiter des sages conseils que les hommes de génie (4) s'empressent de donner à sa nation ». Il n'y a

(1) Christian Pfeffel, *Etat de la Pologne*, Amsterdam, 1770, in-12. Mr Konopczyński a fait un relevé des réflexions les plus caractéristiques de Wielhorski sur cet ouvrage (cf. *Confederacja Barska*, Varsovie, 1938, 2 vol. in-8, t. II, p. 587). Mabli et Rulhière ont tiré parti de l'*Etat de la Pologne*.

(2) Lettre de Wielhorski du 21 fév. 1771.

(3) » » » du 4 mai 1771.

(4) » » » du 4 janvier 1772. Cette politesse s'adresse sans doute à Rulhière, mais plus encore à Mabli et Rousseau.

pas trace dans tout cela de renseignements juridiques définis et précis.

Lorsque Rulhière connut Wielhorski, il avait beaucoup étudié, il avait déjà porté un jugement sur les intrigues des parties et les enchevêtrements des intérêts. Il ne demanda à son ami polonais, plus renseigné que ses compatriotes sur les lois de son pays, que de corriger les fautes inévitables qu'un français devait commettre dans l'étude de lois si différentes des nôtres. Mais il n'attendait pas de lui une doctrine politique. L'enthousiasme républicain de ce dernier était fait surtout de haine pour le roi Poniatowski et la *Famille* (1) et cette haine lui fit adopter, après quelques fluctuations, le projet de sauvegarde absolue du *liberum veto*. Nous reviendrons plus tard, (à propos de la diète de 1766), sur son rôle effectif, mais nous pouvons dire que pour la composition du livre I, où sont consignées toutes ses idées sur la constitution de la Pologne, Rulhière dut très peu à Wielhorski, puisque ses jugements sont souvent à l'opposé de ceux de son ami. Nous citerons même, et ce sera notre conclusion, une phrase de Rulhière, relevée dans ses notes personnelles. En étudiant le traité de 1718, conclu entre la cour et la diète, il conclut : « L'histoire de ce traité me paraît jeter un grand jour sur les projets du référendaire Podoski (2), il était vraisemblablement le seul parmi tous ces étourdis qui sût l'histoire de ce temps passé ». Les étourdis ne pouvaient être que les Confédérés et Wielhorski tout le premier. Voilà qui en dit long sur l'estime où Rulhière tenait son jugement ; à moins qu'il n'ait voulu signifier qu'il n'était pas la dupe des efforts que faisait Wielhorski pour lui imposer son opinion.

Et Mabli, et Rousseau, qui tous deux ont composé des projets de réforme destinés à la Pologne (3), ont-ils dirigé les recherches de Rulhière pour la composition de ce pre-

(1) On appelait ainsi les Czartoryski.

(2) Voir le rôle de Podoski au Ch. IV.

(3) J. J. Rousseau : *Considérations sur le gouvernement de Pologne et sa réforme projetée en avril 1772* ; Mabli : *Du gouvernement et des lois de la Pologne*, 1781.

mier livre et influencé ses jugements ? La Pologne fut en effet l'objet de leurs mutuelles préoccupations. Pendant l'année 1771, Rulhière vit Rousseau fréquemment et s'entretint avec lui des lois constitutionnelles de la République, tandis que Mabli faisait passer sous ses yeux les mémoires qu'il composait pour ses amis de Pologne (1). Mais ces deux philosophes ne partageaient pas absolument les idées de Rulhière sur la réforme à donner à la République : Mabli estimait bien que le *liberum veto* était « la source de tous les maux » de cette nation, mais il ne pensait pas qu'elle fût mûre pour un régime majoritaire et n'en proposait pas l'application. Il se contentait de réduire le veto à la protestation de la voïévodie entière et à la condition que ce veto ne portât pas atteinte aux réformes acquises. Rousseau, beaucoup moins absolu que dans le *Contrat Social*, admettait le *liberum veto* sous forme de conciliation, à la condition que cette obligation d'unanimité ne s'appliquât qu'aux questions fondamentales et que son échec ne fût pas suivi de rupture. Rulhière, on le verra par les opinions qu'il exprime à propos des événements qu'il raconte, aurait souhaité des transformations beaucoup plus radicales. Il est donc difficile de croire que les deux réformateurs aient beaucoup pesé sur ses jugements ; il est plus probable que loin de réclamer leurs lumières, il leur a fourni des éclaircissements historiques. Rousseau et Mabli étaient venus à la politique en passant par le chemin de la philosophie ; c'était en se basant sur la raison universelle et naturelle qu'ils voulaient réformer les états ; ils raisonnaient sur les affaires de Pologne, (et ceci est surtout le cas de Mabli) en pensant aux républiques idéales de l'antiquité. Ces constructeurs des cités futures s'intéressaient peu à un passé qu'ils connaissaient en somme assez mal. L'abbé de Mabli avoue d'ailleurs son incompetence quand il dit dans un de ses mémoires « qu'il ne parle des lois polonaises que par rapport à la psychologie humaine et non pas en érudit ». De plus, les corrections

(1) Lettre inédite du 12 octobre 1771.

que Mabli fit à l'œuvre de Rulhière ne furent que de pure forme, comme le prouvent ces quelques lignes extraites d'une lettre inédite de juillet 1771 :

« Je suis ravi, Monsieur, que le travail ne vous ait pas fait peur et je me félicite de vous avoir appris à faire une histoire avec peine, comme Despréaux avait appris à Racine à faire des vers difficilement. Il est certain que, sans le talent de la correction, tous les autres talents sont perdus. Vous vous manqueriez à vous-même si vous ne nous donniez pas un ouvrage parfait. »

En somme, il est très probable que Rulhière n'eut pas de guides pour la composition de ce premier livre, mais seulement des correcteurs. Il semble qu'il ne doive qu'à lui-même et à des lectures judicieusement choisies ces prémices de son histoire. Ceci permet de lui attribuer le mérite de la perspicacité et en même temps d'excuser les petites inexactitudes très pardonnables à un français, qui ont pu se glisser dans un travail où il n'a été conduit par son propre jugement.

Le gouvernement de la Pologne, parti d'un état naturel, demeura plus longtemps que d'autres dans une extrême simplicité, à cause de la prédominance des terres sur les villes. Dans ces terres, les assemblées provinciales ou diétines prenaient des décisions en mettant tous leurs membres d'accord, c'est-à-dire à l'unanimité. L'égalité primitive entre tous les citoyens s'était maintenue de longs siècles dans ces diétines, mais, « malgré la loi fondamentale du consentement unanime, il y avait très peu d'occasions où la nature des affaires, les rendant personnelles à chaque citoyen, exigeât que ce consentement fût formellement donné, et la noblesse, éparse dans ses châteaux, abandonnait sans inquiétudes le soin des affaires privées à un roi librement élu et sans cesse surveillé par des ministres qu'il ne pouvait destituer et par un sénat composé des évêques, des palatins et des castellans (*A. de P.* I, 10) ».

Comment donc, se demande Rulhière, alors que le régime majoritaire ou la royauté absolue s'installaient dans les autres états, cette unanimité primitive, qui n'était en

somme qu'un accord de conciliation, est-elle devenue une règle nécessairement applicable à toutes les délibérations ?

En dépit des efforts de la royauté, la prédominance des provinces s'était maintenue et avait donné des gages à la décentralisation. La noblesse, petit à petit, avait arraché au souverain les garanties les plus étendues pour ses libertés (1) et, lorsque la réunion d'une Diète générale fut rendue nécessaire pour l'établissement d'un impôt national (2), la grande noblesse vit dans ces nouvelles assemblées le moyen d'exercer une action solidaire contre le gouvernement royal et, pour y dominer la petite szlachta (3), elle y maintint le vote à l'unanimité. Rulhière analyse fort bien cette manœuvre et montre que, dès ce temps lointain (15^e siècle), le danger que ce mode de vote pouvait entraîner n'avait pas échappé aux véritables hommes d'état : « La nécessité du consentement unanime, regardée comme la loi fondamentale de l'Etat, écrit-il (I, p. 17), fut maintenue dans ces assemblées nouvelles par un *respect déplacé et mal entendu* pour cette loi et contre le vœu des hommes les plus sages ».

Cette « loi fondamentale » est évidemment le Statut de Radom de 1505, qui posa le fameux *Nihil novi...* « Désormais à l'avenir rien de nouveau ne pourra être arrêté par Nous [le roi] et par nos successeurs, sans le consentement commun des sénateurs et des députés provinciaux... ». Texte vague qui, s'il marque l'obligation d'un accord entre le roi et les deux classes de la noblesse, ne précise pas si cet accord doit s'établir à la majorité ou à l'unanimité.

(1) Pactes des xiv^e et xv^e siècles : Koszyce, 1374, droit de s'imposer soi-même. — Czerwinsk, 1422, inviolabilité de la propriété foncière. — Cracovie, 1433, liberté personnelle. — Nieszawa, 1454, droit de décréter l'arrière-ban. — Piotrkow, 1496, plus de douanes sur les terres nobles. — Radom, 1505, la noblesse égale au roi et au Sénat, à la diète. (Cité par Mr Konopczynski : *Le liberum veto, étude sur le développement du principe majoritaire*, (traduction, Paris, 1930, in-8, p. 234) le meilleur ouvrage écrit sur la constitution primitive de la Pologne.

(2) Rulhière (I, 16) donne 1467 comme date de cette première diète de convocation ; il tire ce renseignement de Lengnich.

(3) On appelle ainsi la simple noblesse.

Rulhière remarque bien que tirer de là la nécessité d'un consentement unanime constitue un respect mal entendu de la loi. Il ramène la question à son point de départ et démontre que cette unanimité des diétines, dont on avait tiré une obligation pour le vote des diètes, pouvait n'être que le résultat d'une soumission volontaire de la minorité au vœu du plus grand nombre et que dans ce cas l'unanimité n'était qu'apparente. Il signale un peu plus loin qu'en dépit des prétentions à l'unanimité « on n'avait pu faire admettre dans les diètes une méthode constante pour délibérer et pour conclure. La violence des brigues renversa toute méthode qu'on essaya d'y établir » (I, 31).

D'ailleurs les députés furent bientôt chargés par leurs commettants d'un mandat impératif qui les obligeait à observer rigoureusement leur instructions et, en rendant bien difficile la conciliation, laissait fâcheusement prévoir une opposition irréductible. Nous avons déjà relevé plus haut une observation de Rulhière sur cet entêtement à établir cette loi fondamentale de l'unanimité en dépit des leçons de l'expérience ; elle était contraire, dit-il, au vœu des hommes les plus sages. A qui fait-il allusion ? Certainement à Zamoyski, lequel par une raisonnable application du principe *Viritim* demandait en 1572 qu'on penchât vers la majorité, à Jean Ostrorog aussi, qui fit la même proposition en 1673, et à Jacques Sobieski, qui, dès 1632, avait demandé l'abolition de l'unanimité, au moins pour l'élection royale.

Rulhière a connu l'œuvre du premier à travers Lengnich qui le cite souvent, et les autres dans les relations des agents français en Pologne. Et lorsqu'il parle de « perpétuelles réclamations » qui s'élevèrent dans la suite contre l'attachement à cette loi, il fait allusion à des réformateurs plus rapprochés de l'époque dont il écrit l'histoire, à Konarski (1)

(1) L'abbé Stanislas Konarski « le premier éditeur et le meilleur connaisseur des lois de son pays » dit de lui Mr Konopczynski. (*Le libe-*

entre autres, qu'il ne peut pas ne point avoir connu, au moins par l'intermédiaire de ses informateurs polonais, surtout de Wielhorski, lequel d'ailleurs négligea bien à tort ses avertissements.

Cependant les querelles religieuses du xvi^e siècle avaient pénétré en Pologne et, en dépit des calamités que ces désordres amènent toujours avec eux, elles avaient été sur le point de provoquer une révolution salutaire dans la Diète. On crut, en effet, que sous l'influence des Réformés, un moment prédominants, le vote à la majorité allait être substitué à l'unanimité ; mais ce changement heureux dans le mode des délibérations ne s'opéra pas et la vieille coutume l'emporta. En revanche, les passions religieuses changèrent l'esprit public de ce pays, jusque là le plus tolérant de l'Europe. Les Polonais « *inter eos dissidentes de religione* », qui s'étaient donné en 1572 la mutuelle promesse de ne jamais faire de guerre pour un motif religieux et de ne pas établir de distinctions entre les citoyens sur ce même motif (I, 25), conçurent les haines qu'engendrent les différences de religion. L'ambition des conquêtes extérieures s'en mêla et la Pologne s'affaiblit dans les luttes qu'entreprit Sigismond-Auguste contre la Suède qu'il revendiquait à des fins de propagande religieuse (1). Puis ce fut la tentative de réunion des églises grecques au catholicisme, négociations qui n'eurent pas d'autre résultat que d'agiter les esprits et de tourner les Cosaques, sujets orthodoxes du roi de Pologne, vers la Russie (2).

Le fanatisme avait aigri les cœurs, les troubles intérieurs avaient donné à la noblesse l'occasion d'augmenter ses prérogatives au détriment de la monarchie et d'accen-

rum veto, p. 204). Konarski disait qu'aucune loi n'autorisait à désorganiser et à briser les diètes.

(1) Rulhière a longuement étudié ces conflits dans l'œuvre de Stanislas Lubinski. Il en a laissé une minutieuse analyse (papiers de famille).

(2) Il étudie ces négociations dans la correspondance de Schanazillos avec Mazarin (A. E. Pologne, 11, f. 1, 18 janvier 1650) ; il compare les faits avec Lengnich et vérifie encore par Le Laboureur,

tuer la décentralisation. Pour sauver le pays de la désorganisation totale, il aurait fallu que les vertus civiques fussent à la hauteur de leur ancienne réputation et qu'elles garantissent les délibérations de la diète de l'ingérence des intérêts privés. Mais la noblesse gardait toujours jalousement le principe de l'unanimité. En 1633, lorsque les trois états avaient adopté les lois, elles pouvaient encore être annulées au dernier moment et, pour laisser agir sans entraves le *liberum veto*, on ne devait rien traiter aux lumières : les opposants se décidaient alors à se rendre. A ce moment la Pologne était mûre pour une catastrophe. Elle se produisit le 9 mars 1652. Pour la première fois une diète ne put aboutir, et ce fut l'œuvre du député Ladislas Sicinski.

Rulhière traite l'événement de rupture de diète et ne cherche pas à déterminer en quoi consiste au juste le geste de Sicinski. Malgré sa réelle pénétration, il n'était pas assez versé dans le droit polonais pour saisir qu'il ne s'agissait encore que d'une opposition à une prolongation illégale de la Diète. Il se conformait d'ailleurs à ce qui se répétait en son temps, à ce qu'il avait trouvé dans les Mémoires des Affaires Etrangères et à ce que lui avaient dit les polonais de sa connaissance, car Sicinski était alors considéré comme le premier de la lignée maudite des briseurs de diètes (1). Mais s'il n'est pas entré dans toute la subtilité de l'événement, il a compris que l'acte de 1652 créait un précédent et que la Pologne entrait à cette date dans une phase nouvelle, fatale à sa destinée. De plus il a très bien discerné que cet événement n'avait pas exprimé toutes les possibilités du *liberum veto*, et il est fort intéressant de suivre dans ses notes ses recherches sur ce sujet.

(1) Mr Konopczynski a démontré que la première diète rompue fut celle du couronnement de Michel Wisniewiecki, 1669, et que la première diète étouffée avant sa naissance, c'est-à-dire avant l'élection du maréchal, fut celle de Grodno, 1688 (cf. *Le liberum veto*, p. 199).

Une phrase de l'agent français Antoine de Lumbres (1) lui suggère des réflexions : « Le nonce désirerait que je tâchasse de rompre la diète ». Cela signifie-t-il, se demande Rulhière, « rompre la diète ou en rompre le dessein ? » Et après avoir pris des renseignements, il écrit en marge : « Il paraît qu'avant que la diète fût formée, on pouvait s'opposer à sa tenue ». Il relève donc là un premier procédé trouvé par les agitateurs pour se débarrasser d'une diète : en empêcher par tous les moyens la réunion. Mais quand, malgré les efforts des opposants, la diète s'était réunie, ne pouvait-on pas en prévenir les effets ? Rulhière trouve encore une réponse dans la correspondance d'Antoine de Lumbres : « Pour paraître satisfaire le czar sur sa nomination pour successeur au trône de Pologne, on a résolu d'assembler une diète qui se peut traîner ou rompre comme l'on voudra (2) ». Et il ajoute cet intelligent commentaire : « La rupture des diètes était déjà un second moyen et plus facile de les rendre vaines ». Mais il discerne aussi que ces moyens pouvaient ne pas donner le résultat recherché par les agitateurs, c'est-à-dire créer un précédent prenant force de loi. Il comprend que, pendant la période agitée qui marqua le règne de Jean-Casimir (1648-1667), la voix de la sagesse pouvait encore être entendue. On trouvait alors des juristes capables de discuter la légalité de ces ruptures. Dans une lettre d'Antoine de Lumbres, du 9 janvier 1665, il trouve mention d'une tentative qui ne fut pas acceptée :

« On n'a pas été surpris de cette rupture, parce que, dès les premiers jours, on a reconnu qu'il y avait quelques nonces qui n'y sont venus [à la Diète] qu'à ce dessein, trois s'étant dès lors retirés de l'Assemblée, après avoir protesté contre elle de tout cela, pour empêcher le jugement du maréchal (3), mais leur protestations n'ayant

(1) A. E. Pol. Corr. XI, f. 219, dépêche du 13 mai 1657.

(2) A. E. Pol. Corr. 12, fol. 57, lettre du 4 mai 1658 à Mr de Brienne.

(3) Il s'agit du maréchal Lubomirski, révolté contre le roi. Au retour de la campagne de 1664 contre les Cosaques et les Moscovites, Jean-Casimir profita de ce qu'il commandait l'armée pour citer Lubomirski à comparaître devant la diète. Condamné à mort par défaut, et à la confiscation de ses biens, il s'enfuit à Breslau.

pas été faites ni au lieu, ni dans le temps qu'elles dussent être reçues. n'ont pas arrêté le cours du jugement et ce que le dernier nonce a fait n'y donne aucune atteinte. Il est vrai que sur sa protestation et sa retraite qu'il fit en même temps, la dissolution de la diète ayant été prononcée, ce nonce qui peut-être a été averti de cela est entré dans le Sénat et a voulu parler à nouveau, pour dire vraisemblablement qu'il n'entendait pas rompre la diète, mais soutenir qu'elle avait été rompue, puisque les premières protestations avaient été faites, mais n'étant plus temps de réparer ce qu'il avait fait, il ne lui a plus été permis de parler. »

Mais il était clair qu'on ne pourrait longtemps s'opposer à un si fatal abus, d'autant plus que les mal-intentionnés se réservaient de rompre la diète tout à fait à la fin des délibérations, alors qu'il n'y avait plus aucun moyen de s'y opposer. C'est ce qui arriva finalement dans la diète de 1665, en dépit des sages représentations de quelques-uns.

Et quelle était l'attitude du Sénat en présence de ces oppositions ? Il était complice et le veto d'un nonce était presque toujours inspiré par un magnat. Mais le Sénat ne tirait de ces victoires ni plus de pouvoir, ni plus de prestige : « La rupture des diètes par les nonces, écrit Rulhière, fit perdre toute l'autorité au Sénat, on n'eut plus aucune déférence pour ses délibérations ». L'historien se demande ensuite comment les affaires de l'état pouvaient aboutir, malgré ces perpétuelles obstructions :

« Quand ces malheurs arrivaient, [les ruptures de diètes], écrit-il en marge de la correspondance de Lumbres, on était obligé de convoquer une diète de quinze jours... Les lois de 1717 prévinrent la nécessité de ces diètes extraordinaires et, ôtant un des symptômes du mal mortel qui détruisait cette république, rendirent la nécessité des remèdes moins pressants et, en guérissant un des accidents, s'ils diminuèrent la nécessité urgente, rendirent le mal presque incurable. »

Les palliatifs ne firent donc qu'aggraver la situation puisqu'ils ne touchaient pas au mal essentiel : mais ne pouvait-on pas espérer un retour à des conceptions plus raisonnables ? En mars 1665, une diète extraordinaire fut convoquée, où les amis de l'ordre cherchèrent dans la flétrissure des « briseurs de diètes » une sanction morale contre cet attentat. Voici la note de Lumbres à ce sujet :

« Les nonces demanderont avec instance qu'il soit fait une constitution portant peine contre ceux qui *sans raison* rompent les diètes et même une déclaration de nullité de toutes les protestations qu'ils pourront faire pour venir à une telle rupture » (1). Il y avait donc des hommes sages pour entrevoir à quelles calamités courait le pays en laissant s'implanter des usages aussi fâcheux. Car si le veto paralysait toute œuvre politique utile, à l'intérieur du pays, ses effets à l'extérieur n'étaient pas moins néfastes. Il faisait naître chez les voisins sans scrupules des projets d'annexion. Le règne de Jean-Casimir, qui avait vu commencer les exploits du *liberum veto*, vit aussitôt le pays livré aux invasions des Russes, des Tartares, des Cosaques, des Suédois et des Transylvains. On ne pouvait pas ne pas sentir le tragique de cette situation. Par malheur, les réformateurs qui tentèrent de la redresser n'apportèrent pas dans leurs projets des vues totalement désintéressées. L'entourage de la reine Louise-Marie (2) songea à une réforme profonde qui eût supprimé le *liberum veto* et donné à la royauté une autorité analogue à celle de la monarchie française. Ce fut l'objet des délibérations d'une commission parlementaire en février 1658 et, jusqu'à 1661, il fut question de ce projet. Mais il eût surtout profité à la France, en favorisant l'élection d'un Bourbon, et l'Autriche suscita une opposition qui sauva le *liberum veto*. Le projet fut abandonné.

Les ruptures de diète avaient porté à son comble l'insolence de la « simple noblesse » ; Rulhière s'efforce de déterminer les causes de ses inquiétants progrès. La noblesse avait d'abord conçu un sentiment de fierté légitime de son égalité avec le Roi et le Sénat.

Les nonces « se plaisaient à rappeler cette heureuse unanimité de leurs ancêtres qui donnait aux lois une sanction naturelle, aux actions de guerre un accord invincible. Ils se vantaient d'avoir trouvé dans cet heureux mélange de la majesté d'un roi, de la dignité d'un sénat

(1) A. E. Pol. Corr. 20, f. 118.

(2) Marie de Mantoue, princesse française, qui cherchait à préparer l'avènement en Pologne du duc d'Enghien, fils du Grand Condé.

et de la liberté d'une noblesse, le gouvernement le plus heureusement tempéré ».

Puis la noblesse avait empiété sur les prérogatives dévolues autrefois au Roi.

« Sous Etienne Bathori s'étaient établis ces grands tribunaux où la noblesse devint juge... Sous le même roi s'établirent des armées réglées et par conséquent la nécessité des impôts qui ne purent être levés que par le suffrage de cette petite noblesse ; elle devint donc puissante par ses suffrages et, sinon par son crédit, par son autorité personnelle » (1).

Enfin ses antiques vertus avaient bien dégénéré et les intérêts particuliers l'emportaient sur l'intérêt général. C'est ce que chaque nonce proclame quand il dit : « *Rien sur moi sans moi* ». Rulhière fait à ce sujet une réflexion très profonde :

« Les querelles des particuliers devenaient des affaires publiques, parce qu'elles produisaient des animosités de factions qui ne permettaient pas d'obtenir l'unanimité des suffrages dans les décisions publiques : ainsi tout le monde s'occupait de calmer les querelles, tout le monde y prenait part ; tantôt un simple gentilhomme mettait son suffrage au prix d'une satisfaction qu'il croyait d'un grand poids ou un homme habile et opiniâtre parvenait toujours à faire des plus légers intérêts une affaire d'état ».

D'ailleurs cette noblesse dont la puissance souveraine était si grande, ne tenait pas du tout à mener les diètes à bien et en voici la raison : « Si elle est conclue, disait-elle, nous aurons la contribution par tête, l'accise et la gabelle ». Enfin, prenant orgueil de son incroyable prérogative, elle tomba dans un aveuglement qui la porta à préférer toutes les calamités à l'abandon de l'unanimité.

« La jalousie que la noblesse a pour sa liberté est extraordinaire... (2) Sur ce qu'on représentait la ruine dont cet état est menacé si on souffrait qu'un nonce mal intentionné rompît la diète et ôtât le moyen à la république de contenter les armées, on leur donnerait sujet de se mutiner et occasion aux étrangers d'entreprendre sur ce

(1) Notes de Rulhière; voir *A. de P.*, 1, p. 23.

(2) *A. de Lumbres*, *A. E. Pol.* 20, *Corr.* fol. 27 et 28, 15 janvier 1665.

royaume, plusieurs nonces déclarèrent qu'ils aimaient mieux risquer l'état, leurs vies et leurs biens, que de souffrir la moindre atteinte à leurs libertés, qu'ils font en partie consister en cette opposition d'un seul qui peut rompre la diète et, quoique cet abus n'ait pas de fondement et aucune loi, ni aucune coutume, on ne laisse pas de l'observer. »

Tant de prétentions ne devaient pas tarder à faire naître un conflit avec les grands. Ceux-ci, qui longtemps avaient tiré bénéfice de l'opposition des nonces, sentirent le danger et voulurent retenir, pendant qu'il en était encore temps, les effets déplorables du *liberum veto*. La simple noblesse, de son côté, prétendit soustraire aux magnats leur prérogative essentielle : la jouissance à vie des grandes magistratures ; et pour marquer sa volonté, elle donna ses suffrages, après l'abdication de Jean-Casimir, à un petit noble sans ancêtres et surtout sans mérites : Michel Wisnowiecki. Les magnats, sous la conduite du grand Sobieski formèrent le plan d'une confédération protégée en secret par Louis XIV, pour détrôner ce roitelet et « soustraire la république à la sotte tyrannie d'une noblesse plébéienne ».

Ces événements étaient d'autant plus dramatiques que la Pologne était en guerre avec les Turcs. Sobieski signalait à ses compatriotes que le plus grand danger était aux frontières et que leurs divisions faisaient le jeu des voisins. Loin de l'écouter, la noblesse se confédéra contre lui et contre les sénateurs (1). Le funeste effet de cette guerre civile fut la prise de Kaminieh par les Turcs et le honteux traité que le roi Michel se laissa imposer. « Les diètes toujours rompues ont causé ce malheur, écrit Rulhière, et empêché la république de pourvoir à sa sûreté autrement que par cette paix ». Les immenses dangers que courait la république amenèrent les esprits à la sagesse ou tout au moins à un compromis. On chercha un terrain d'entente et « après avoir flétri ceux qui avaient rompu les dernières diètes », après les avoir déclarés « traîtres à la patrie », on remit les affaires à un grand conseil qui devait s'assembler

(1) A Golomb (1673).

à Varsovie le 9 janvier 1673. Ce conseil, que sa constitution même protégeait d'une rupture, aurait pu sauver la République ; mais, en dépit de la gravité de la situation, les partis ne voulurent rien sacrifier de leurs droits. On négocia les armes à la main. Les compensations réciproques calmèrent les haines : pour les grands la conservation de leurs dignités ; pour la noblesse, le maintien de sa chère liberté et *des décisions furent prises en renonçant momentanément au droit d'opposition*. (1). Cette conciliation forcée n'aurait rien de bon :

« La constitution ne fut pas rendue meilleure, dit Rulhière, cet exemple même de l'autorité d'une confédération et celle d'un congrès changé en diète est devenu d'un funeste exemple qui, renouvelé dans l'avenir, conduira la Pologne à sa perte ».

Cet événement lui suggère de sérieuses réflexions qu'il intitule : « Note la plus importante de l'ouvrage ». Il voit dans cette diète de 1673 une de ces dates décisives où il faut chercher les causes qui ont fait tomber cette république dans la dissolution ; « une espèce d'ordre rétabli par des voies illégales, mais consenties par tous les ordres ; ces voies illégales admises ensuite comme un exemple, la dégradation devait augmenter de plus en plus ». Il compte dans l'histoire de cette République quatre moments où la Pologne préféra à une réforme radicale un arrangement qui laissait à chacun les moyens de reprendre la lutte. Cette première fois, [en 1673], dit-il, « l'accord s'est fait par le concours des citoyens ». Mais en 1717, la même opération recommença et ce fut « sous une médiation étrangère » : une troisième fois en 1766, « sous l'autorité arbitraire de la Russie contre laquelle la nation s'est soulevée et la quatrième, en 1772, sous l'autorité des trois puissances, à laquelle il n'y eut pas moyen de résister » (2).

(1) Rulhière, dans la copie qu'il fit du traité du 11 mars 1673, mentionne le rétablissement des diètes, diétines, chambres des nonces, *libertas sentiendi, jus vetendi*. Cf. *A. de P.*, I, 41.

(2) Dans ses notes Rulhière en souligne ainsi l'importance : « Je crois qu'il faut annoncer ceci dès le commencement ou finir l'ouvrage

Les défauts de la constitution polonaise, les intrigues de l'élection des rois devaient d'autant plus exciter l'ambition des puissances voisines que le désordre de la République offrait plus de moyens de la subjuguier. Rulhière, après avoir montré les vices de la législation, va rechercher maintenant comment cet état intérieur néfaste va s'étendre à l'extérieur. Il faut remonter au temps où le roi Jean-Casimir songeait à abdiquer, c'est-à-dire au milieu du xvii^e siècle, pour découvrir le début des intrigues étrangères et entendre le premier glas du partage.

C'est encore dans la correspondance des Affaires Etrangères que Rulhière recherche la genèse du drame : il trouve d'abord dans une lettre du 20 avril 1657, de Lumbres à Mazarin, que la candidature du czar au trône polonais, en 1657, était bien plus dangereuse, en dépit des intentions troubles de la reine Louise-Marie, que celle d'un prince français. Le Moscovite mettait tout en œuvre : cajoleries aux Lithuaniens, dont il occupait le pays (1) et promesse aux Polonais de restitution de la Livonie, enfin appât d'une réunion de l'église russe à l'église romaine. La Suède, installée elle aussi dans le pays, songeait également à mettre sur le trône une créature, elle avait pensé un moment à Rajoczki (2).

Mais l'idée de Rulhière, en recherchant le développement de ces intrigues, est de montrer qu'elles ne pouvaient avoir si bien réussi qu'en raison du désordre où la rupture des diètes avait mis la Pologne ; ceci démontré, il en arrive à prouver que, dès le xvi^e siècle, l'anarchie intérieure conduisait le pays à l'abîme et que son anéantissement, c'est-à-dire son partage, avait été déjà débattu : en effet il avait, dès 1658, reçu un premier avertissement et cet avertissement n'ayant pas été suivi d'effet, les Polonais n'en avaient pas

par ce résumé : » En fait, il en parle plusieurs fois dans le cours de son récit : t. I, p. 88 et t. II, p. 191.

(1) En 1654 le czar Alexis Romanoff avait posé sa candidature au trône, rallié les Cosaques et envahi la Lithuanie.

(2) Voïévode de Transylvanie, tué le 6 juin 1660, à Hermanstadt, par les Turcs.

tenu compte et avaient repris de plus belle leurs fâcheuses habitudes de gouvernement.

On attribuait au roi Casimir une sorte de prophétie des malheurs qui attendaient la Pologne si elle persistait dans ses néfastes errements (I, p. 43), (1). Rulhière n'ajoute pas foi à cette auguste perspicacité, persuadé que les secrets de la diplomatie doivent éclaircir le mystère de cette prétendue divination. Un projet de partage avait, en fait, été élaboré, projet d'ailleurs sans consistance, mais le mot était lancé et c'était une semence qui allait mûrir en son temps. « Les projets exécutés de nos jours, [1772] dit Rulhière au début de son histoire (I, 8), ont été proposés il y a plus de cent ans... J'ai retrouvé dans les archives du ministère des Affaires Etrangères de France (2) cette anecdote importante et jusqu'à présent ignorée ». Le comte de Schlippenbach, ambassadeur de Suède, avait proposé cette spoliation à l'électeur de Brandebourg et à l'Empereur, qui l'un et l'autre occupaient la Pologne avec des intentions bien diverses d'ailleurs. C'est dans une lettre de Mazarin, du 15 mars 1658, que Rulhière trouve mention de cet événement si important : « C'était, dit-il, une idée vague de ce plénipotentiaire, lequel a avoué au ministre de France que sa conduite n'a été qu'un tissu d'artifices pour le bien des affaires de son maître » (cf. I, 42). Il ajoute que pour calmer le czar ainsi écarté du partage, la Suède « aurait offert la province d'Ingrie ; pour l'attacher à une alliance avec les Suédois et le détourner de l'alliance avec la Couronne de Pologne, dont il prétendait se faire nommer successeur ».

(1) En 1661 le roi Casimir disait aux états : ... je prévois les malheurs qui menacent notre patrie ; les Moscovites et les Cosaques unis s'approprieront le duché de Lithuanie ; les confins de la Grande-Pologne offriront à la Prusse un moyen de faire valoir des droits que le droit des armes rendra plus que probables. La maison d'Autriche portera ses vues sur Cracovie et chacun de nos voisins aimera mieux s'emparer à main armée d'une partie de la Pologne que d'attendre à posséder peut-être un jour un royaume que ses anciens privilèges semblent garantir des entreprises des puissances étrangères.

(2) Lettre de Lumbres, 4 mai 1658, A. E. Pol. 12, fol. 57 et 62.

C'est une chose curieuse, en effet, que la Russie, qui sera plus tard la spoliatrice la plus déterminée, n'ait pas été alors admise au partage :

« La raison en est, écrit Rulhière, en note de la lettre de Lumbres du 4 mai 1658, que le czar candidat offrait de restituer toutes ses conquêtes, à l'exception de Smolensk, de reprendre la Prusse, de réunir la Lithuanie à la couronne, de réduire les Cosaques à leur obéissance et de conquérir la Suède à frais communs, à quoi ne satisfaisant pas, ils [les Polonais] ne seraient plus obligés de le reconnaître pour roi... » (1).

La France n'eut pas de mal à persuader à la Suède de renoncer à un projet aussi indigne d'elle. Mais un second plan suivit immédiatement le premier. Laissons parler Rulhière, car il a recueilli sur ce nouveau projet des renseignements fort intéressants : « Le premier projet étant échoué, la France soupçonna qu'il était question d'un autre partage dans lequel on aurait substitué la Russie à la Suède ». C'est dans les archives personnelles des princes de Condé qu'il trouva mention de ce projet, dans une lettre de Mr de Lumbres à Mr de Brienne, du 14 mai 1659 :

« Je ne puis bien comprendre, disait notre représentant, quelle raison peut avoir Mr l'électeur de ne pas désirer la paix de Pologne, si ce n'est qu'il espère la partager avec l'empereur et le Moscovite, et avoir toute la Prusse pour sa part comme on en a quelque soupçon ou qu'il soit dans le dernier engagement avec l'Autriche (2) et pour ce qui est de l'Empereur, on ne doute pas qu'il souhaite la continuation de la guerre de Pologne dans l'espérance qu'il a de s'en acquérir la couronne par ce moyen (3), outre qu'il juge bien que cette guerre est plus capable que celle de Danemark d'occuper toutes les forces du roi de Suède et l'empêcher de nous assister et d'entreprendre sur la Silésie et la Bohême en cas de rupture... » (4).

(1) Cf. page 209 : candidature du czar Alexis.

(2) « Ce mot est presque illisible, dit Rulhière en marge. Si dans ce temps on mettait un g à Autriche : Augkstriche, alors ce mot est clair ».

(3) Allusion aux intrigues de l'ambassadeur d'Autriche Lisola pour faire aboutir les visées dynastiques de Léopold, qui contrariaient celles de la France. Que d'intrigues combinées ! Pour les faire réussir, Lisola se posera le premier en protecteur du *liberum veto*, malgré les rois de Pologne ; les autres intrigants étrangers suivront son exemple.

(4) Cette lettre est à Chantilly, Arch. Condé, série R., t. IV, fol. 76.

C'était, annoncés en 1659, les partages de 1772 et presque de la manière dont ils ont été projetés, l'initiative de la proposition revenant à la Prusse comme cela s'exécutera plus tard. Rulhière, satisfait comme peut l'être un chercheur qui vient de faire une découverte corroborant toutes ses prévisions, exalte son contentement en marge de cette lettre : « Un historien est bien heureux, dit-il, quand le récit le plus véridique lui donne, dès le début de son histoire, toute l'annonce des propositions dramatiques » (1).

La Pologne fut cependant encore sauvée pour un temps par les « animosités récentes » des larrons [Suède et Autriche] et il ne faut pas manquer de le dire, par la crainte encore très vive qu'inspirait la « valeur indomptable » des confédérations polonaises » (I, 43). A ces raisons; il faut ajouter des événements qui se produisirent un peu plus tard : les victoires de Sobieski d'une part ; la minorité de Pierre le Grand, le maintien strict du système du Nord sous le règne du roi suédois Charles XI, d'autre part, retinrent les ambitieux à distance en dépit du désordre grandissant et les tournèrent plutôt vers l'empire ottoman. Mais d'autres conjonctures moins favorables se produisirent à la fin du xvii^e siècle et ramenèrent l'intérêt, un intérêt

(1) Ce n'est que tard dans la composition de son ouvrage que Rulhière eut connaissance de ce document. J'ai retrouvé dans son dossier personnel aux A. E. la correspondance qui donna lieu à cette découverte : Mr Désormeaux, secrétaire de Mgr le prince de Conti à Mr de Rulhière, 27 mai 1787 : « Voici, Mr, la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander ; elle est prête depuis très longtemps, je me flattais de l'espérance de vous la présenter quand vous viendriez à la bibliothèque avec Mr le baron de Montmorency, mais comme j'ai été privé de cet honneur, la voici très exacte... (voir p. précédente). Rulhière ajoute : « On trouve dans les ms. de S. A. S. Mgr le prince de Condé, parmi une foule de lettres diverses, une correspondance entre Mrs de Lumbes, de Terlon et Blondel, relative à la Paix du Nord dans le xvii^e siècle. Les cartons qui la renferment sont intitulés : Recueil de lettres, et sont au nombre de 7, depuis 1656 jusqu'à 1660 ». A cette lettre est jointe une surcharge que je crois être de Sémonin, conservateur des Archives : « Mr de Rulhière prétend que la correspondance dont il est question manque au dépôt dans les papiers de Pologne et qu'on pourrait en avoir au moins une copie ». Elle manque en effet.

plein de menaces, du côté de la Pologne : l'usurpation de la Couronne par Auguste de Saxe et la minorité de Charles XII, coïncidant avec la majorité de Pierre I^{er}, « ouvrirent aux événements le cours qu'ils ont suivi depuis ce temps-là » (I, p. 76) (1).

Dès que Charles XII eut repoussé l'attaque de Pierre le Grand, la Pologne devint le champ clos des deux adversaires, Charles, considérant l'élection d'Auguste II de Saxe au trône comme illégale, s'appuya pour le détrôner sur les Polonais mécontents ; mais peu soucieux des privilèges des diètes, il imposa l'élection de Stanislas Leszczinski (2). Ce fut le signal de désordres si graves qu'un nouveau projet de partage put être proposé par Auguste II (1709). Mais Charles, prisonnier des Turcs après Pultava, « était trop fier dans son infortune et Pierre trop ambitieux dans sa prospérité, pour consentir l'un et l'autre à de pareils projets ». Le génie de Charles XII, malgré sa situation précaire, parvint à faire des Turcs les garants de l'intégrité polonaise et le

(1) Cette importante affaire diplomatique fit faire à Rulhière d'autres réflexions que nous ne pouvons omettre de signaler. Elles seront un exemple de sa tendance à chercher dans un fait historique une explication pour un autre : « Mr de Lumbres, dans une lettre du 29 juin 1658, [A. E. 12] avait parlé d'une alliance possible des Polonais et du czar aux dépens de la Suède, car la Livonie en eût été le gage. Le roi de Suède, engagé dans une nouvelle guerre deviendrait incapable d'autres desseins et inutile à ses amis, ce qui pourrait faire prendre d'autres mesures à plusieurs et donner lieu à la Maison d'Autriche de reprendre ses projets sur l'Allemagne » [en violant les traités de Westphalie] ; Rulhière ajoute : « Cette réflexion me paraît très profonde, si le roi de Prusse n'avait pas fait en Allemagne la balance quittée par la Suède, cet événement arrivait. Il reviendra peut-être après la mort de ce roi ». On retrouve là l'adversaire de l'alliance autrichienne, cependant, il n'a pu prévoir la Révolution française, Napoléon et l'alliance austro-prussienne dirigée contre la France, mais il pressent la politique de domination de l'Autriche et de Metternich.

(2) Le baron de Bezenval (père du colonel des Suisses, ami de Marie-Antoinette) disait, en 1716, que Stanislas eut peu de partisans parce que son élection, faite par l'armée suédoise, était un entier renversement des lois polonaises.

traité du Pruth (1711) obligea le czar vaincu à retirer ses troupes de Pologne et à jurer qu'en aucun cas les Russes ne s'ingéreraient dans les affaires de la République ; ce traité devint la « base du droit public de ces contrées ». Mais Auguste II reprit l'année suivante ses marchandages en y intéressant tous ses voisins. La destinée de la Pologne lui importait moins que l'acquisition d'un domaine héréditaire sur son territoire ; Rulhière relève le fait dans la correspondance de Bezenvul : « On soupçonnait en 1712 l'empereur, le roi de Prusse, le roi de Pologne et le czar. On a marqué depuis que si le roi de Suède eût pu revenir en Pologne avec un secours considérable de Turcs, comme il paraissait qu'il pouvait l'espérer dans ce temps-là, son dessein était de produire en pleine diète les propositions qui lui avaient été faites et de se joindre aux Polonais pour en détourner l'effet ».

L'historien arrive maintenant à une période de son récit qu'il considère comme décisive. Il va étudier le second jalon d'une enquête dont il avait posé le premier en 1673, date sur laquelle il avait beaucoup insisté parce qu'elle aurait pu marquer, à l'issue de la diète de Golomb, la réforme profonde de l'état. Mais elle n'avait abouti, on s'en souvient, qu'à une conciliation où chaque groupe était demeuré avec ténacité sur ses positions et, pour maintenir plus sûrement l'unanimité, l'avait supprimée une journée. En 1717, les mêmes faits vont se répéter, avec une différence profonde cependant, c'est que les Polonais et leur roi, au lieu de procéder en famille au rétablissement de leurs affaires personnelles, appelleront l'étranger et, sous la médiation de la Russie, concluront une paix intérieure. Mais il faut revenir un peu en arrière pour exposer la pensée de Rulhière sur ce second avertissement donné à la Pologne, en attendant l'épreuve finale, l'encerclement contre lequel il n'y aura plus de recours.

L'état de la Pologne en 1712 était très confus. Le roi, inconscient « de la vraie situation des esprits », était le chef d'une confédération qui avait été formée pour son rétablis-

sement (1). Il en profitait pour ne plus réunir de diète : rendre son autorité arbitraire était le but de sa politique, diviser les partis en était le moyen : les grands, gagnés par l'appât des faveurs royales, avaient un moment fermé les yeux sur les projets du souverain, mais la simple noblesse, outrée des exactions qu'elle subissait et indignée de la présence illégale de l'armée saxonne sur ses terres, se confédérât contre le roi en juin 1714. Il fallut plus de dix-huit mois aux grands pour comprendre que leurs intérêts leur commandaient de joindre leurs efforts à ceux de la noblesse pour rétablir la liberté : ce fut la Confédération de Tarnogrod. Mais les uns et les autres distinguaient mal les dangers que courait la patrie dans la préoccupation où ils étaient de défendre leurs propres privilèges. Rulhière, dans ses notes, analyse longuement ce terrible malentendu :

« Les deux partis polonais, soutenus par des puissances étrangères, criaient également l'un contre l'autre à l'infraction des lois. Ils affirmaient... que la conservation de ces lois est la règle la plus permanente que les Polonais doivent observer, qu'elle est plus importante que le rétablissement de la paix. Ils disaient que la continuation de la guerre peut les exposer à la dernière misère, mais qu'ils ne peuvent perdre la liberté que par un consentement aux infractions aux lois, à quoi aucune extrémité ne peut les déterminer ».

La Confédération avait cependant élu pour maréchal un gentilhomme d'une haute valeur morale : c'était le maréchal Lédochowski. Rulhière a tracé de lui un beau portrait (I, 86) qui se ressent évidemment de ses préoccupations littéraires. Nous citerons la première esquisse qu'il en a laissée dans ses papiers... On verra que l'exactitude des faits a été rigoureusement conservée, mais que notre auteur visait aussi à l'élégance, une élégance qui fera oublier sa documentation solide et consciencieuse :

« Ledochowski, dont les Polonais ont reconnu la constance et l'intrépidité dans plusieurs occasions... est un homme fort retiré que

(1) Après les ingérences de Charles XII en Pologne et l'élection de Stanislas Leszczyński.

l'on n'a jamais vu à la cour. Il a même refusé l'année dernière une dignité que le roi de Pologne lui avait promise. Il est regardé dans sa province comme l'arbitre de tous les différends. Il a donné dans sa province des marques de sa capacité et de son intégrité, lorsqu'il était maréchal du tribunal, ayant mieux aimé se désister que de recevoir les émoluments et les droits attachés à cette fonction et ses sentiments sont d'un si grand prix que lorsque quelque maladie ou absence ne lui permettait pas de se rendre à l'assemblée des petites diètes de province, on n'a jamais voulu les tenir sans lui et on les limitait pour lui donner le temps de s'y trouver. Il est riche et il n'a pas d'enfants. Il avait disposé de tous ses biens en faveur de ses parents, des églises et des pauvres, mais après avoir été élu maréchal de la Confédération, il avait été obligé de révoquer ses donations pour pouvoir fournir aux dépenses qu'il doit faire. Il a levé à ses dépens 3.000 hommes et des troupes particulières et réglées pour sa garde. Il avait placé celle des confédérés sur ses propres terres avant de les envoyer sur celles des autres. On les a ruinées malgré lui et il s'est fait prier pour recevoir la jouissance de ses propres biens comme la récompense de ses travaux... Ledochowski soutient l'idée qu'on a de lui : il a auprès de lui des envoyés des Turcs, du Khan, du Czar et de l'empereur. Ses ordres sont reçus et exécutés dans tout le royaume comme dans un temps d'interrègne ». (Cf. A. E. Pol. corr. 152, fol. 179, lettre de Maron, agent de France, du 28 février 1716).

La nation s'était donc dressée contre le roi. Les deux partis crurent que la conciliation n'était possible que si on la plaçait sous une garantie acceptée des deux côtés. C'est ainsi que fut sollicitée la médiation de la Russie et que les destinées de la Pologne furent placées entre les mains du voisin le plus intéressé à sa dissolution :

« Les désordres sont parvenus à un tel point que les partis opposés se jettent entre les bras d'une puissance que les anciens polonais envisageaient comme leur ennemie héréditaire et le font dans un temps où cette puissance, par son accroissement, devrait plus que jamais leur donner ombrage ».

Et le roi ? Ne sentait-il pas le danger d'une semblable intervention ? Sans doute « il craignait le czar, mais il préférait ce parti désespéré à laisser fortifier le roi de Suède ». Une politique égoïste était donc l'unique guide de ses démarches. « La République fera de même plus tard et se perdra » ajoute Rulhière et il est évident qu'il pense aux manœuvres des Czartoryski auprès de la Russie et aux con-

séquences néfastes qui en découleront pour leur patrie. Mais puisque la Pologne se jetait de son plein gré dans la gueule du loup, pourquoi Pierre le Grand, au lieu de se prêter à une médiation, ne profitait-il pas de l'occasion pour faire le partage ? C'était, pense Rulhière, parce qu'après sa victoire sur la Suède « il cessait d'être de son intérêt que la Pologne fût partagée : elle devenait une barrière qui lui assurait ses nouvelles frontières ». Et la médiation qu'elle avait si imprudemment demandée lui fournissait le moyen de la tenir sous sa dépendance. Dès avril 1716, il envoya « un plan de pacification avec menace d'agir contre le parti qui le refusera ».

Le Congrès se réunit à Lublin le 13 juin 1716 et comme en 1673 (1), la diète fut composée du Conseil même de la Confédération ; de plus, on y convint d'avance que le silence général tiendrait lieu de l'unanimité, afin d'éviter qu'une seule opposition ne rompît le traité et ne rendît nulles les constitutions qu'on allait ériger. « Ce serait une belle assemblée, ajoute Rulhière, avec une admiration mêlée de regret, si le médiateur ne représentait une puissance ennemie ».

Il était donc question de changer quelque chose à la Constitution. L'évêque de Kujavie Sienawski, dont Rulhière admirait la « bonne tête », avait de beaux projets de « redressement des abus et de rétablissement de l'ancienne forme du gouvernement de sa patrie. « Il envisageait des possibilités de succès du fait que le droit de protester n'était pas admis dans ce Congrès, mais il comptait sans les objections du parti traditionnaliste.

On lui opposa « que ce Congrès ne pouvait étendre ses décisions au delà de ce qui a rapport à l'évacuation des troupes saxonnes » que toute autre décision serait « une contravention aux lois fondamentales, un exemple d'une conséquence pernicieuse, parce que ce qui se pratiquait en Pologne **tournait facilement en usage et acquérait force de loi**, qu'il fallait soigneusement se précautionner contre les atteintes à l'autorité suprême des diètes dans lesquelles résidait la source de la liberté. **Le droit de protester** rend tous les règlements

(1) Cf. A. E. Pol. 153, le journal du Congrès de Lublin.

impossibles, mais les inconvénients qui en résultent paraissent à la nation moins durs à supporter que cette prérogative n'a de douceur pour elle... ainsi donc, tout dessein de réprimer la licence passait pour une tentative vers l'autorité absolue ».

Dans ces conditions, les résultats ne pouvaient être que médiocres et les réformes profondes impossibles, « une seule opposition à la diète aurait replongé la République dans de si terribles malheurs, que personne ne la risqua : c'était un traité qui reçut sa validité d'une unanimité apparente » (1). Malheureusement si quelques règlements utiles furent établis à cette diète, si les troupes saxonnes furent évacuées, on commit l'erreur de réduire les contingents lithuaniens et polonais ; de plus, la médiation de la Russie, si imprudemment sollicitée, fut le germe des ingérences de cette puissance dans les affaires de Pologne. Elle prétendra jouer le rôle que la France et la Suède avaient joué en Allemagne après Westphalie.

Imitation absurde, dit Rulhière, « car les différents états qui composent l'Empire Germanique, indépendants les uns des autres, peuvent faire la guerre ou la paix et s'allier avec les puissances étrangères. Mais s'arroger une autorité pareille dans l'intérieur d'une république, c'est renverser le droit des nations, et ce système d'oppression ne peut avoir pour fondement que cette maxime des barbares : **malheur aux vaincus** ».

C'est ainsi que la Pologne parvint, en 1717, à *sauver ses libertés* de l'ambition de son roi, comme elle les avait soustraites en 1673 à l'ambition des Grands ; mais à quel prix cette fois ! Elle s'était livrée à la puissance voisine la plus ambitieuse et la plus intéressée à maintenir sa désorganisation intérieure. Elle ne distingua pas bien le danger, la noblesse continua à rompre régulièrement ses diètes, le roi ne prit pas la chose au tragique et la nation entière s'endormit dans une douce quiétude en attendant un cruel réveil.

(1) On l'appella la Diète Muette ou de Pacification de 1717 (1^{er} février).

CHAPITRE II

Histoire du despotisme russe (1)

La connaissance du despotisme russe est indispensable à l'intelligence de l'*Anarchie de Pologne*. — Observations personnelles. — Application de la théorie des climats à la Russie : Rulhière contredit Montesquieu et en appelle à Jean-Jacques Rousseau. — La liberté (le mot et la chose) est inconnue en Russie. Opinions de l'abbé Chappe d'Auteroche, de Favier et du baron de Breteuil. — Le peuple russe ne profite pas du *temps des troubles* pour s'émanciper. — Explication de ses conquêtes par le perfectionnement moderne de l'armement. — Encore le témoignage de Rousseau. — La Russie doit aux étrangers son développement. — La tentative des Dolgorucki n'est pas un essai de gouvernement tempéré, mais un complot aristocratique. — Témoignage de Munich.

Après avoir analysé dans le 1^{er} livre l'état d'une république qu'un amour excessif de la liberté avait conduite aux plus funestes désordres, l'auteur va aborder, dans le second, l'étude de l'empire russe, où le despotisme, en asservissant un peuple immense, étendait ses menaces sur la Pologne voisine. Anarchie au dedans, despotisme au dehors, ce sont les deux termes d'une opposition dont la Pologne devait être la victime. C'est sur cette base que l'historien pose son argumentation.

Rulhière a passé quinze mois en Russie. Il y a entretenu des relations mondaines, traité d'affaires diplomatiques et surtout, assisté à un changement de règne. A la faveur de ce grand événement, le voile qui recouvre le mystère russe s'est un moment soulevé ; il en a ressenti une impression durable et profonde. Mais il ne faut pas limiter à ce fait et à quelques lectures faites aux Affaires Etrangères la

(1) Sources du livre II et d'un fragment du livre III. Pour l'histoire de Russie, on peut consulter : P. Milioukov, L. Eisenmann et C. Seignobos, *Histoire de Russie*, Paris, 1932, 3 vol. in-8.

connaissance que Rulhière a acquise de ce pays. Il a assuré plus tard qu'il en savait bien davantage :

« Après avoir étudié [le génie de cette cour et les mœurs de ce peuple] dans ses deux capitales, et soigneusement comparé ce qu'il fut autrefois et ce qu'il est aujourd'hui [l'empire russe], l'un sur d'excellentes relations d'anciens ambassadeurs, l'autre sur mes observations personnelles, j'ai trouvé tout ce qu'on dit communément à ce sujet mêlé de beaucoup d'erreurs et de mensonges » (A. de P. I, 48).

C'est de ces observations personnelles que nous voudrions traiter ici : elles constituent la majeure partie de la documentation rapportée par Rulhière sur les origines du gouvernement de la Russie et des mœurs de la nation. On peut objecter que le futur historien de la Pologne ignorait totalement qu'il serait un jour appelé à raconter les malheurs d'une république dont la destinée fut fatalement influencée par la Russie ; mais ne pourrait-on pas répondre que ce fut précisément en raison du talent qu'il avait apporté dans des recherches désintéressées, de l'ardeur avec laquelle il avait engagé la discussion sur des questions d'histoire pure, qu'il devait être désigné plus tard pour écrire une grande histoire sur des faits complexes dont on le savait instruit.

Il est utile de parler ici de ses discussions entreprises à distance avec Jean-Jacques Rousseau, de ses échanges de vues faits sur place avec d'intimes amis comme l'abbé Chappe, Favier et Breteuil, de lectures méditées et contrôlées dans le pays même, de récits de témoins oculaires, qui constituent les sources les plus importantes rapportées de son voyage et qu'il utilisera pour composer les livres II et III de *l'Anarchie de Pologne*. Au cours de cette étude, nous relèverons ce que Rulhière doit à ces témoins et nous renverrons aux passages de son livre où nous avons cru reconnaître leur inspiration.

Le premier problème qui le passionna fut l'application à la Russie de la théorie de Montesquieu concernant l'influence du climat sur l'état politique d'un peuple. D'après ce système, la Russie, pays froid, aurait dû aspirer à la liberté ; or il n'en était rien, c'était au contraire une nation d'esclaves. Comment expliquer cette anomalie ?

La servitude et la barbarie sont, en dépit des apparences, étrangères à cette nation, affirme Montesquieu, parce qu'elles sont étrangères à son climat, et si le despotisme asservit la Russie, il conteste qu'il y ait là un état naturel ; bien mieux, à certains indices, il croit découvrir une aspiration vers la liberté. Il en propose comme preuve la réussite immédiate des réformes que Pierre le Grand imposa à un peuple dont il méconnaissait les vertus :

« La facilité et la promptitude avec laquelle cette nation s'est policée a bien montré que ce prince avait trop mauvaise opinion d'elle.... les mœurs d'alors étaient étrangères au climat et y avaient été apportées par le mélange des nations et par les conquêtes ; Pierre I^{er} donnant les mœurs et les manières de l'Europe à une nation d'Europe, trouva des facilités qu'il n'attendait pas lui-même » (1).

Montesquieu est donc convaincu que le despotisme auquel le peuple moscovite est soumis est un état contre-nature, qu'il cherche à en sortir et que ce sera bien malgré lui si « des causes particulières » le ramènent un jour « au malheur qu'il voulait fuir » (2). Rulhière ne partage pas l'optimisme de l'auteur de *l'Esprit des Lois*. Il admet bien que c'est par accident que la Russie subit un gouvernement auquel son climat ne l'avait pas destinée, mais il n'interprète pas avec autant de faveur les signes de régénération, de retour à la liberté, naturelle à un peuple septentrional, que Montesquieu croit découvrir. Mais pour s'attacher avec tant de hardiesse à une autorité aussi universellement reconnue, il place les observations que sa jeune expérience a relevées dans le pays même, sous un patronage presque aussi illustre et, s'adressant à Rousseau, son maître et son ami, il oppose le *Contrat Social* (3) à *l'Esprit des Lois* :

« Je veux vous parler, Monsieur, lui écrit-il le 12 juillet 1764, d'une observation dans laquelle je me confirme tous les jours et qui dérive

(1) *Esprit des Lois*, l. XIX, ch. 14.

(2) *Id.*, V, ch. 14.

(3) Le *Contrat Social*, nous l'avons dit, lui était parvenu en Russie, il l'avait lu et fait lire aux grands de l'Empire.

des principes que j'ai puisés dans vos ouvrages. C'est au sujet de cette grande question de l'influence du climat par rapport à la liberté, question décidée, puisque vous, Monsieur, et Mr de Montesquieu, vous réunissez dans le même avis. Il me paraît que les climats septentrionaux favorisent la liberté en ce qu'ils s'opposent aux vices du luxe et de la mollesse, tellement que si cette opposition peut être vaincue, l'influence du climat par rapport à la liberté devient nulle (1) ».

Or Rulhière est persuadé que cette opposition fut vaincue en Russie par l'influence corruptrice de Byzance. C'est, à son avis, pour avoir subi prématurément, alors qu'il était trop barbare pour s'en défendre, le contact d'une civilisation dépravée, que le peuple russe a été avili pour jamais. C'est la confirmation du jugement de Rousseau sur les Russes, « qui ne seront jamais policés parce qu'ils l'ont été trop tôt » (2). Cette première objection conduit Rulhière à en présenter une autre :

« Monsieur de Montesquieu, poursuit-il, répond mal à la contradiction apparente que le gouvernement de Russie donne à son principe ; « que la noblesse moscovite ait été réduite en servitude par un de ses princes, on y verra toujours des traits d'impatience que les climats du Midi ne donnent pas, dit-il, n'y avons-nous pas vu le gouvernement aristocratique établi pendant quelques jours ? » (3). Rulhière n'interprète pas ces signes dans le même sens : « Mr de Montesquieu a cru, sur les cruautés du czar Yvan le Terrible que

(1) Rulhière à Rousseau dans : *Amis et ennemis de Rousseau*. Streckeisen-Moulton, Paris, 1865, 2 vol. in-8, t. I, p. 311. Rousseau avait approuvé la théorie de Montesquieu sur le climat (*Contrat Social* III, 8 et II, 9), mais il n'envisageait pas avec optimisme l'avenir politique des Russes : « Il est pour les nations, comme les hommes, un temps de maturité qu'il faut attendre avant de les soumettre à des lois, mais la maturité d'un peuple n'est pas toujours facile à connaître et si on la prévient, l'ouvrage est manqué. Tel peuple est disciplinable en naissant, tel autre ne l'est pas au bout de dix siècles » (II, 8).

(2) *Contrat Social* II, 8. Il dit encore (I, 2) : « Les esclaves perdent tout dans leurs fers jusqu'au désir d'en sortir ; ils aiment leur servitude comme les compagnons d'Ulysse aimaient leur abrutissement ».

(3) Par trait d'impatience, Montesquieu veut désigner les signes de réaction aristocratique en vue de limiter le pouvoir du souverain : allusion à la tentative des princes Dolgoroucki en 1730. (*L'Esprit des Lois*, I, XVII, ch. 3).

c'est ce prince qui a asservi la nation. Mais les relations antécédentes à ce règne peignent déjà le plus pur despotisme. Depuis Ruric, en 900, tous les monuments de l'histoire russe ne parlent que d'esclavage. Qu'est-ce qu'il appelle des traits d'impatience que les climats du Midi ne donnent pas ? Les révolutions tiennent au despotisme. La Perse et la Turquie ont plus vu de ces scènes que la Russie. L'histoire des princes Dolgorucki prouve l'ambition d'une famille contre laquelle tout l'empire se souleva pour reprendre ses chaînes ».

C'est donc très net : le jeune diplomate ne croit pas aux aspirations de la nation russe vers la liberté : selon lui, la noblesse moscovite n'a jamais eu d'indépendance et ne fit jamais aucun effort pour se soustraire à ses despotes, et si la tentative des Grands, représentés par les Dolgorucki, pour contrôler le pouvoir, aboutit à un échec, c'est précisément parce que la volonté publique souhaitait un maître. L'exemple des Tartares, qui avaient conservé sous des gouvernements tyranniques l'âme d'un peuple libre, avait paru à Montesquieu une illustration de son argumentation en faveur du relèvement probable des Russes ; mais Rulhière ne voit pas entre ces deux peuples matière à comparaison :

« Mr de M. soutient que si les Tartares vivent sous des gouvernements despotiques, ce sont les influences de l'Asie qui se sont communiquées au Nord (1). Ici, c'est le contraire (2) ; si le nom de liberté a été prononcé en Russie, c'est par des voyageurs qui l'avaient appris de notre Europe et qui, croyez-moi, y ont pensé vainement » (3). Et Rulhière cherche dans le *Contrat Social* des arguments en faveur de sa thèse : « Pour vous, Monsieur, qui comme le soldat de César, présentez toujours le fer au visage de vos ennemis et les frappez à la tête, vous dites : « distinguons toujours les lois générales des causes

(1) *Esprit des Lois*, (l. XVII, ch. 5) : « Le peuple tartare conquérant naturel de l'Asie, est devenu esclave lui-même. Il conquiert sans cesse dans le midi de l'Asie ; il forme des empires ; mais la partie de la nation qui reste dans le pays se trouve soumise à un grand maître, qui, despotique dans le Midi, veut encore l'être dans le Nord ».

(2) Rulhière veut dire : en ce qui concerne les Russes, c'est le contraire de ce qui se passe pour les Tartares, encore libres, malgré leurs despotes.

(3) Il tient cela du baron d'Herbestein : *Rerum moscoviticarum commentarii*, Vienne, 1549 (cf. *A. de P.*, t. I, p. 59).

particulières qui peuvent modifier l'effet... (1) Les causes d'exception que vous énoncez subsistent en Russie, elle est extrêmement fertile, a ses rivières très poissonneuses et ses peuples asservis un quart de l'année au carême le plus rigide... (2) J'ajouterai que les Russes, avant que l'Europe les connût étaient bien un peuple barbare, mais leurs vices n'étaient pas ceux de la férocité, c'était ceux de la corruption, la mollesse y régnait dans la crasse, et le luxe dans la grossièreté. L'époque de cette corruption date sans doute de la grande communication qu'ils avaient eue avec l'empire grec, dans le temps que leur capitale était à Kiew. Je ne pousserai pas plus loin les applications pressantes de ce principe, mais je remarquerai qu'en envisageant l'influence du climat sous ce point de vue, je ne suis plus étonné de voir la Perse vertueuse et libre avant Cyrus, toujours esclave depuis ; la patrie de Lycurgue sous le joug du Turc, l'infailibilité à Rome, l'inquisition sur les ruines de Numance ».

C'est par ce petit couplet contre le « fanatisme », à l'usage d'un persécuté, (Rousseau avait dû fuir en 1762 devant un arrêt de prise de corps du Parlement), que Rulhière termine cette importante discussion sur l'esclavage des Russes, peuple du Nord destiné à la liberté, mais préparé par des mœurs venues du Midi à subir un despotisme, dont, malgré les apparences, il n'a jamais songé à se dégager. C'était donc en s'appuyant sur les arguments formulés par Rousseau dans le *Contrat Social* que Rulhière s'était permis d'apporter un correctif à la thèse de Montesquieu. Soutenu par l'opinion de Jean-Jacques, et témoin attentif d'un coup d'état où les inquiétudes des grands et la passivité populaire lui avaient semblé significatives d'un état servile incurable, il crut avoir acquis le droit de formuler un

(1) *Contrat Social*, I, III, 8. Rousseau ajoute : « Quand tout le Midi serait couvert de républiques et tout le Nord d'états despotiques, il n'en serait pas moins vrai que, par l'effet du climat, le despotisme convient aux pays chauds, la barbarie aux pays froids et la bonne politique aux régions intermédiaires. Je vois encore qu'en accordant le principe, on pourra disputer sur l'application : on pourra dire qu'il y a des pays froids très fertiles et des méridionaux très ingrats ».

(2) *Id.*, III, 8. Rousseau y dit que les lieux fertiles, donnant beaucoup de produits pour peu de travail, doivent être gouvernés monarchiquement pour consumer par le luxe du prince l'excès du superflu des sujets, etc.

jugement que les lectures faites en Russie des *Annales* et de nombreux écrivains, tels Cromer, avaient confirmé. Il ne s'en départira plus jamais et le second livre de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, rédigé quatre ans plus tard, ne sera que le développement de cette idée maîtresse : les Russes, peuple « simplement barbare », furent corrompus avant d'être policés :

« Leur superstition, leur perfidie, la vanité qu'ils avaient encore de se regarder comme la seule nation civilisée, leur vie molle et oisive que favorisa la fertilité de ces contrées, leur amour pour le luxe et pour tous les vains amusements, leur passion pour ces bains d'étuve qui faisaient alors les délices de Rome et de la Grèce et qui sont dégénérés dans ces climats septentrionaux en une mollesse barbare... Cette dissolution dans les mœurs publiques fut la première civilisation que ce peuple reçut autrefois des Grecs déjà corrompus et les traces n'en sont point encore effacées » (I, 52 et 53).

Barbarie et corruption devaient avoir pour effet de tuer la liberté dans l'œuf : « non seulement, elle [la noblesse russe] avait perdu sa liberté, mais elle en avait perdu jusqu'au sentiment : le souvenir en est totalement effacé de sa mémoire » (I, 51). Dans la langue, le terme d'esclave est synonyme d'homme (I, 59), l'esclavage est l'état normal des peuples russes, ils n'en ont jamais connu d'autre (1). Convertis à la religion grecque, ces peuples étaient devenus farouchement orthodoxes pour se défendre de l'encercllement hostile des Livoniens catholiques et des Tartares païens ou musulmans. Réduits aux livres sacrés judaïques, ils cherchaient dans ces livres, « et non dans la nature, leurs principes de société et de morale (I, 56) ». Et cette orthodoxie, en rapprochant si étroitement l'autorité de Dieu, devait les conduire à identifier le souverain à la divinité. « Czar et Dieu ne formaient dans leurs esprits qu'une même idée. Dieu et le Czar avaient la propriété de tous leurs biens » (I, 57). Pontife et souverain, le maître de la Russie était

(1) Rulhière appuie ces déclarations sur des témoignages de voyageurs : le baron d'Herbestein, auteur de la *Chronique des guerres contre la Moscovie* ; le baron de Mayerberg : *Relation de 1661* et le vieil historien polonais Kromer.

devenu l'objet d'hommages dont les rites tenaient du culte religieux (1).

On s'explique alors que dans ces âmes primitives une confusion se soit produite ; partant de ce principe que Dieu châtie ceux qu'il aime, le sujet du Czar considéra bientôt comme un bienfait « d'être battu par ses ordres, et comme une faveur signalée d'être battu de sa main » (I, 59). Sa volonté devint la règle du bien et du mal, l'unique loi, et son intérêt, l'unique morale.

Il est intéressant de remarquer que l'opinion professée par Rulhière sur l'empire des czars se confirme par celle de ses compatriotes venus à la même époque que lui dans ce pays. Il est opportun de citer ici les témoignages de ceux qui ont vécu dans son intimité et qui ont pu, d'une part, confirmer sa conviction par leurs propres expériences, d'autre part recevoir de lui des arguments nouveaux en faveur d'une thèse que tous approuvaient.

Le premier est l'abbé Chappe d'Auteroche. Il a été dit précédemment (2) que ce savant avait mis deux ans (1760-62) à parcourir la Russie et la Sibérie pour observer à Tobolsk le passage de Vénus sur le disque du soleil. Il était encore à Pétersbourg, où il avait reçu du baron de Breteuil une gracieuse hospitalité, quand Rulhière y parvint en mars 1762. Des récits du voyageur, le jeune diplomate reçut ses premières impressions sur la Russie. C'est en 1769 que Chappe fit paraître son *Voyage en Sibérie* (3), à l'époque où Rulhière lisait dans les salons de Paris ses *Anecdotes sur la Révolution de Russie*. Ce n'est peut-être pas une simple coïncidence, car les deux amis partageaient les mêmes convictions sur l'état de la Russie. L'abbé Chappe, de ses longs voyages à travers les villes et les villages, avait rapporté d'amples détails de mœurs ; Rulhière avait moins voyagé que lui et surtout il n'avait pas vu de près la vie populaire.

(1) I, 57, d'après le jésuite Possevino : *Moscovia seu de rebus Moscoviticis*. Wilno, 1586.

(2) Page 48.

(3) Amsterdam, 1769, 2 vol. in-8.

Il semble probable que l'abbé Chappe lui a fourni le portrait du paysan « qui ne connaît de subordination que celle des vils esclaves ; il ne reconnaît un maître qu'aux durs traitements qu'il en éprouve ». Superstitieux sans principe de morale, « il ne s'écarte jamais du jeûne de Carême lors même qu'il commet les plus grands crimes (1) », tandis que la femme « quitte son amant pour prier le Saint dans la chapelle » et court ensuite le retrouver (2). Son excuse est que, toujours esclave, le moujik est une denrée qu'on vend et cette coutume lui a enlevé tout sentiment (3) ». Ce peuple « qui n'a aucune idée de la liberté » a peu de désirs et n'a pas de besoins » (4). Sa seule distraction réside dans la danse qui dégénère en débauche et en ivrognerie et il a conçu une véritable passion pour les bains d'étuve (5) importés de Byzance.

Mais, s'il est probable que Rulhière a demandé de nombreuses précisions sur la mentalité moscovite à l'abbé Chappe, il est à croire qu'il fournit à son ami ses vues politiques. Celui-ci dit en effet comme Rulhière que « les annales présentent les premiers souverains comme des despotes » et que le peuple « toujours esclave n'était lié à son souverain ni par les lois, ni par l'amour » (6), enfin que « la nation entière reste muette devant les actes du souverain et ne prononce jamais un jugement ». C'est, pour ces jeunes philosophes, l'état d'une nation que son avilissement rend indigne d'une législation. L'abbé Chappe d'ailleurs reste convaincu qu'il en sera toujours ainsi, et, suivant Rulhière dans la critique de Montesquieu, il dit après lui :

(1) *Voyage en Sibérie*, t. I, p. 70.

(2) *Id.*, I, 72.

(3) I, 247.

(4) I, 247.

(5) I, 82. Rulhière s'est inspiré de ce passage dans *A. de P.*, t. I, p. 52 et y trouve une cause capitale de mollesse et de corruption.

(6) *Voyage en Sibérie*, I, p. 175.

« Un philosophe (1), en examinant la différence des hommes par rapport au climat, nous représente les peuples du Nord avec des organes grossiers ainsi que les fluides qui les animent, plus propres à produire de grands corps vigoureux que des hommes de génie, mais il nous fait envisager ces mêmes peuples comme très courageux, simples, confiants, sans ruse, peu de vices, assez de vertu, de la sincérité. Voyageant en Russie, j'ai reconnu partout un peuple très différent de celui que je comptais trouver d'après les idées de ce philosophe. Il est vrai qu'il a considéré les peuples du Nord indépendamment de leurs gouvernements et celui de la Russie a tellement dénaturé l'homme en subjuguant jusqu'à ses facultés les plus indépendantes du souverain, qu'il est même très difficile d'apprécier le caractère distinctif de la nation ».

Les deux ouvrages, élaborés en même temps, se font écho l'un à l'autre ; on y sent une complète communauté d'idées et peut-être même une collaboration.

Nous citerons maintenant l'opinion de Favier ; bien qu'il apporte à l'énoncer une originalité qui n'appartient qu'à lui, elle exprime la même idée. Il avait été envoyé à Pétersbourg en janvier 1760, par la diplomatie secrète, pour relever le chevalier d'Eon. Retardé par des chutes sur la glace et fort contrarié de ce contre-temps, car il avait des dépêches importantes à remettre au marquis de l'Hopital, il ne trouva plus celui-ci à l'ambassade et fut reçu par son successeur le baron de Breteuil (2). Il revint à Paris en 1761 et revit Rulhière, auprès duquel, du fait de son âge et de son expérience politique, il faisait, on l'a déjà vu, figure de maître. Favier a laissé aux Affaires Etrangères plusieurs mémoires dont deux intéressent notre sujet ; l'un : *Observations générales sur le commerce de Russie*, fut écrit en octobre 1761, puis retouché en 1776 (3) ; l'autre, intitulé *Conjectures raisonnées sur la situation actuelle de la France dans le système politique de l'Europe*, est demeuré célèbre. Il fut écrit en 1773, par ordre du comte de Broglie, pour

(1) *Esprit des Loïs*, I. XIV, ch. 2.

(2) Cf. Chappe, *Voyage en Sibérie* (t. I, p. 11). Chappe et Favier se rencontrèrent à Vienne en 1761.

(3) A. E. Russie : *Mémoires et documents* 7, pièce 8.

justifier sa politique (1). Nous aurons occasion d'y revenir. Nous relèverons simplement, dans l'un et l'autre de ces mémoires, des réflexions apparentées aux idées de Rulhière. Dans ses *Conjectures raisonnées*, Favier peint en ces termes la passivité du peuple russe que rien ne touche, pas même les vicissitudes du pouvoir :

« Au milieu des conjurations et des révolutions, elle [la Russie], n'a rien perdu de sa puissance, parce que ces secousses violentes et passagères n'ont pas même ébranlé le trône en y plaçant successivement plusieurs souverains différents. Le pouvoir a passé en d'autres mains : il est resté toujours le même. Il n'y a pas eu de guerre civile. Tout a été à Pétersbourg comme à Constantinople l'ouvrage d'un jour ou d'une nuit et toute la nation s'est réveillée et couchée tranquille en apprenant qu'elle avait changé de maître. Le système n'a pas changé non plus ».

Voilà bien l'opinion de Rulhière et presque son style. Il n'est d'ailleurs pas impossible que Favier ait demandé à son élève une collaboration sur un sujet que celui-ci connaissait mieux que lui. Dans le mémoire sur le *Commerce de la Russie*, Favier parle longuement de l'esclavage des Russes, mais en tire une conclusion qui vaut la peine d'être citée :

« Il n'est point d'erreur... plus universelle que l'opinion exagérée du malheur du serf russe. Des philosophes, des gens de lettres écrivent là-dessus des déclamations pathétiques. Et voilà les lecteurs attendris jusqu'aux larmes de cette dégradation de l'humanité... Dût-on être dénoncé par le cri des sectes ameutées, comme un apôtre de l'esclavage, on dira ce qu'on a bien vu, bien examiné ; (mais on se gardera sûrement de l'imprimer), c'est que pour le nécessaire, la condition du paysan russe est généralement plus douce, plus aisée que ne l'a été dans ce siècle celle du manœuvrier français. Et quant au moral, qu'elle n'excite pas en lui ces regrets... ni ce désespoir dont nos écrivains philanthropes ont fait des descriptions si éloquentes. On ne regrette point ce qu'on n'a pas perdu, ce qu'on ne connaît pas, c'est le cas de ces millions d'esclaves, objets de tant de lamentations politico-philosophiques » (2).

À part cette boutade qui dépeint mieux Favier qu'une plus ample description, ses observations conduisent à la

(1) A. E. France : *Mém. et doc.* 583.

(2) A. E. Russie, *Mém. et doc.* 7, fol. 105.

conclusion de Rulhière : la Russie n'est qu'esclavage et despotisme.

Et voici une autre voix dont l'autorité s'est jointe à celle des précédents pour confirmer l'historien dans son jugement : c'est celle de l'ambassadeur de France, le baron de Breteuil. Arrivé en Russie un an plus tôt que son jeune secrétaire, il avait, en outre, plus d'expérience politique et cette pondération dans les jugements que doit donner la responsabilité des affaires ; cependant il avait en politique de la timidité, il l'avait prouvé, moins de curiosité que Rulhière, et son caractère officiel ne lui permettait pas, comme cela était possible à ce dernier, de se glisser partout. Mais la confiance mutuelle de ces deux hommes était entière et ce que l'un savait, il le communiquait à l'autre. Leurs sentiments sur la Russie étaient les mêmes et il suffira de citer quelques lignes d'un mémoire déposé aux Affaires Etrangères par le baron de Breteuil à son retour de Russie, pour en fournir la preuve :

« Les Russes sont des esclaves livrés par l'habitude à une honteuse obéissance et plongés dans cette ignorance grossière qui entraîne l'indifférence la plus complète... Cette nation n'a ni mœurs, ni lumières ; le russe est plus livré à la dissipation qu'aucune autre nation... nos modes, nos airs, nos ridicules et même nos vices sont fort du goût général, nos qualités et nos vertus n'auront pas de sitôt chez eux un accueil aussi empressé (1) ».

Disons pour terminer que les étrangers aussi partageaient le même sentiment. Rulhière parle en ces termes du Comte de Mercy, ambassadeur de Vienne à Pétersbourg de 1761 à 1764 :

« [Il] rapportait [de Russie] cette haine que les étrangers vertueux ont toujours rapportée de ce pays. Il n'avait pu voir, sans une sorte d'horreur, un peuple qui joint des mœurs féroces aux vices des peuples policés, un luxe effréné à une profonde misère, et l'insolence des manières à la bassesse des âmes ; qui, sans argent et sans industrie, plein d'ambition et d'arrogance, n'a rien de ce qu'on estime chez les peuples pauvres ; chez lequel on ne connaît pour toute vertu qu'un

(1) A. E. Russie, *Mémoires et doc.* 11, pièce I, fol. 9.

dévouement superstitieux aux volontés d'un despote, pour tous talents que ceux des esclaves, l'imitation et la ruse » (II, p. 40).

Enfin les admirateurs mêmes de Catherine II ne s'écartaient pas de cette opinion :

« Lorsque la conquête est immense, dit le comte de Ségur dans son **Histoire de Russie**, elle suppose le despotisme, l'ignorance du peuple et le maintien de l'esclavage. De quel instrument autre que le despotisme pouvait-il [Pierre le-Grand] se servir chez un peuple où tout était servitude... où la barbarie était si grande que les érudits ne savaient compter qu'avec des boules enfilées (1), où la plus grande partie des hommes étaient abrutis par la misère au point de croire que le ciel n'était point fait pour eux, mais pour leurs princes et leurs boyards. »

Le ton seul diffère ; indigné chez les uns, il est apitoyé chez les autres, mais les conclusions sont identiques.

Sept siècles de servitude avaient donc accoutumé la nation à obéir. En 1598, la dynastie des Ruricks s'éteignit : la Russie fut pendant quinze ans la proie de troubles et cette nation, apparemment si soumise, donna l'impression d'être devenue le peuple le plus séditionnel du monde. Pourquoi cela ? Il y avait là un problème à examiner.

Les notes que Rulhière a laissées sur cette période sont très intéressantes et méritent de retenir un moment, car elles peuvent être citées comme exemples de ses méthodes de travail. Elles sont extraites des œuvres de Stanislas Lubinski, évêque de Plock, et, en marge de son brouillon, Rulhière donne les raisons du choix qu'il a fait de cet historien « fort versé dans les affaires de son temps ». Il a traduit du latin ce texte abondant et en a fait un commentaire minutieux où il revient constamment à cette idée maîtresse : celle de l'incapacité des Russes à recevoir la liberté.

L'histoire de Boris Godounoff et du faux Dmitri lui semble à cet égard pleine d'enseignements (2). Lorsque

(1) A-t-il emprunté ce détail à Rulhière qui le signale (A. de P., t. I, p. 62).

(2) Boris Godounoff avait la faveur du czar Féodor, il fit tuer Dmitri, frère du czar et prit la couronne à la mort de Féodor. Un moine du rite grec (Grégoire Okrépovitch) se fit passer pour Dmitri.

Dmitri songea à recouvrer la couronne, « il était persuadé que la nation entière, aussitôt qu'elle apprendrait que la famille de ses maîtres n'était pas encore éteinte, abandonnerait l'usurpateur (1). Parole vaine, remarque Rulhière et qui prouve combien il était peu au fait des mœurs moscovites ». Il put s'en rendre compte quand il se présenta devant l'armée russe : « Dans la crainte de se tromper, elle n'osait se soulever contre le czar [Boris Godounoff], ni se défendre contre le prétendant [Dmitri], elle semblait un vil troupeau qui laissait se battre les pasteurs sans savoir duquel il serait la proie ». Couronné czar, Dmitri devint un tyran et molesta la religion. Lubienski voit dans sa tyrannie et son impiété la cause de sa chute. Mais Rulhière n'admet pas cette explication : « La vraie raison que le bon évêque ne saisit pas, dit-il, fut qu'il ne vivait pas selon les mœurs russes ; il ne se baignait pas à leur manière » (Cf. I, 52). La superstition imputa à crime ce qui n'était qu'une différence d'habitudes.

Après des intrigues confuses où la Pologne tenta en vain de faire couronner un de ses princes, une élection à laquelle participèrent tous les ordres du pays désigna pour czar un jeune homme de quinze ans : Michel Romanow. C'était le moment propice aux revendications. Chose remarquable, il n'y en eut pas. Les Etats convoqués remirent tous les pouvoirs entre les mains du jeune souverain, « le mot de liberté fut prononcé à son élection, dit Rulhière (2), sans que personne en connût le sens ».

C'est ainsi qu'après quelques années d'agitation, la Russie retomba dans une obéissance sans réserve.

On comprend que Rulhière ait été frappé du phénomène vraiment paradoxal d'une élection royale où, sans qu'on l'y contraignît, une assemblée nationale abandonna sa liberté à un maître. Cet acte d'abnégation avait quelque chose de déconcertant, surtout quand on songe que des occasions comme celle-là ne se présentent pas souvent dans l'histoire

(1) Commentaire de Rulhière sur les extraits de Lubienski.

(2) Commentaire sur Lubienski.

d'un peuple. L'historien a compris qu'une tradition de sept siècles d'autocratie avait habitué la masse à l'obéissance et que les Russes s'étaient à la longue forgé une personnification mystique de l'Etat dans le czar ; cependant il semble croire qu'une émancipation fut possible. Mais qui donc eût pu l'accomplir ? La grande noblesse seule en eût été capable ; or, au début du xviii^e siècle, elle était bien réduite, après les coups que lui avait portés Yvan le Terrible, et les quelques familles qui restaient avaient été compromises dans les troubles récents. Les éléments populaires, habitués à l'obéissance, et les Cosaques, peu gênés par l'absolutisme d'un czar lointain, préféraient un maître, et leur vœu prévalut. C'est ce que Rulhière appelle « le goût des esclaves pour l'esclavage ». Il s'indigne, là où il suffisait de constater, et ses jugements, pour justes et pénétrants qu'ils soient, sont avant tout ceux d'un philosophe. Mais doit-on lui reprocher un défaut qui est celui de son époque, alors qu'il apporte à l'analyse des faits un esprit critique si aigü ?

On pourrait sans doute s'étonner que ce peuple, si passif sous la domination, ait pu devenir, et très tôt, un peuple conquérant. S'ils ont vaincu leurs voisins, dit Rulhière, c'est que, munis d'armes à feu par les villes hanséatiques avides de gain, ils ont réussi, grâce à l'avantage « que le canon a sur la flèche » (I, 64). Ce problème conduit notre historien à engager avec Rousseau une nouvelle discussion sur les mérites comparés des Tartares et des Russes. Qui l'emportera, des Tartares, peuple barbare, animé de vertus guerrières, mais mal outillé, ou des Russes, masse inerte, mais bien armée ? Rousseau croit à la puissance dynamique d'une race libre et vaillante ; Rulhière, en dépit de son aversion pour les Russes, croit que l'avantage sera pour eux, parce qu'ils ont la supériorité de l'armement :

« Il est vrai que les Tartares sont de terribles gens, mais sont-ils à craindre au point que vous croyez ? (1) Cette question est décidée

(1) Lettre du 20 février 1763 (Streckeisen-Moultou, *op. cit.*, t. I, p. 307) qui répond à la phrase du *Contrat Social* (II, 8) : « l'Empire de

[contre eux] si l'exacte discipline, l'artillerie, les fortifications, les arts militaires assurent l'avantage contre l'héroïsme indiscipliné, presque nu et mal armé. Cet objet m'occupe beaucoup, Monsieur, et mes idées s'élèvent en songeant que c'est avec vous que je les discute. L'histoire ancienne nous offre un objet de comparaison ; nous retrouvons la position des Macédoniens entre la Thrace et la Grèce. Les Macédoniens n'ont-ils pas conservé leur même supériorité sur les barbares leurs voisins ou leurs sujets ? Ils n'ont été vaincus que par une discipline meilleure et une tactique mieux combinée que la leur. Les barbares du Nord ont autrefois conquis le monde et subjugué tous les peuples policés, mais dans quel temps ? Lorsque la discipline était encore plus relâchée, les arts militaires plus négligés que les mœurs n'étaient corrompues. Nous sommes amollis, je l'avoue, mais la perfection de tous les arts employés aujourd'hui à la guerre y laisse-t-elle à la valeur d'autre mérite que celui de la fermeté ? La science des armes est plus forte que toute la force humaine. Ainsi, Monsieur, la révolution, qui vous paraît inévitable, ne me paraît pas aussi nécessaire. »

Rulhière avait vu juste. Il avait compris quelle force d'expansion pouvait avoir ce peuple immense, instrument docile entre les mains d'un despote. L'exemple de Pierre le Grand offrait matière à réflexion. N'avait-il pas élevé son empire au rang des plus puissants, en utilisant, par les moyens que lui donnait son pouvoir illimité, l'étonnante aptitude de sa race à l'imitation, faculté que lui-même portait jusqu'au génie. Une phrase de Rousseau avait orienté le jugement de Rulhière (1) et, enthousiasmé, il écrivait à son maître :

« Ce que vous dites des Russes nous a frappés par sa vérité (2). C'est un coup de lumière jeté sur les mœurs de ce peuple et qui m'en explique le problème. Vous avez dit le mot de l'énigme. Je ne cherche point à vous flatter, Monsieur, mais avant de vous avoir lu, toutes mes pensées sur les mœurs de ce peuple étaient confuses. Depuis que

Russie vaudra subjuguier l'Europe et sera subjugué lui-même. Les Tartares, ses sujets ou ses voisins, deviendront ses maîtres et les nôtres. Cette révolution me paraît infaillible ».

(1) C. S., II, 8. « Pierre avait le génie imitatif, il n'avait pas le vrai génie, celui qui crée et fait tout de rien ».

(2) Il faut croire que le *Contrat Social* fournissait un aliment aux conversations de l'ambassade.

je vous ai lu, l'ordre s'y est mis et je vois toutes mes observations dériver du principe que vous avez établi. Vous fixez le jugement qu'on doit porter de leur législateur en le considérant relativement à eux. Le rapport sous lequel les panégyristes de Pierre le Grand ne l'ont point envisagé est le seul côté par où l'on puisse le bien voir (1), le seul par où l'on puisse justement apprécier sa grandeur. Si ce prince avait le génie imitatif, comme vous le remarquez, Monsieur, c'est qu'il était Russe. Le caractère distinctif de ce peuple est précisément le génie, ou plus communément le talent de l'imitation... Tout écolier russe sous les yeux de son maître est un prodige de conception ou d'adresse, ses prompts succès le lui font bientôt dédaigner, mais le talent lui manque aussitôt que le modèle (2) ».

On voit où il veut en venir. La Russie fut transformée, car le czar Pierre avait voulu « que son pays ressemblât à tous ceux qu'il avait vus », mais elle ne fut pas améliorée dans le sens véritable du mot, car « il ne fit aucune loi sur les mœurs, sur la justice, sur les propriétés, sur les droits de l'humanité » (I, 74). En d'autres termes, rien de durable ne se crée sans le respect de la personne humaine et Rulhière n'appelle pas progrès ce qui n'est pas basé sur ce principe. Le génial réformateur mort, les Russes n'eurent plus « le génie de leur ambition » (I, 94).

Cependant d'autres que les Russes, en travaillant pour leurs propres intérêts, servent cette ambition, ce sont les étrangers venus en terre moscovite à l'appel de Pierre le Grand et dont les talents élèvent cet empire, mais d'une façon assez paradoxale. Leurs intrigues portent les souverains au pouvoir, leurs rivalités entre eux ou avec les vieilles familles russes donnent au gouvernement une apparence d'instabilité et de précarité, mais ces étrangers ont les yeux fixés sur l'Europe d'où ils viennent et dont ils apportent les usages ; c'est vers sa civilisation qu'ils entraînent la Russie et, en dépit des heurts, la marche vers l'occident se poursuit. De plus, en conduisant le peuple moscovite vers le progrès, ils n'oublient pas de nourrir sa vieille passion mystique et, de la foi orthodoxe, ils font,

(1) Rulhière pense à Voltaire et n'est pas fâché de l'opposer, pour le critiquer, à Rousseau.

(2) Il reprend les termes de cette lettre dans *A. de P.*, t. I, p. 62.

comme Pierre le Grand, un instrument de conquête contre les Polonais catholiques et les Turcs musulmans. L'Etat russe, malgré les apparences, fortifie donc ses ressources et consolide sa politique extérieure pendant quinze années (1). Sur cette singulière période de l'histoire russe, Rulhière a pu consulter un témoin de grande valeur, un homme dont le rôle avait été considérable et les services inappréciables : cet homme était Munich. Nous avons eu l'occasion de parler plus haut du récit que le feld-maréchal avait fait à Rulhière de la Révolution de 1762. Depuis cet événement, son amitié pour le jeune français s'était accrue et, en de longues causeries, il lui avait raconté ses prodigieuses aventures : elles offrent un saisissant commentaire de l'histoire de la Russie, de la mort de Pierre I à l'avènement d'Elisabeth.

C'est des confidences de Munich que Rulhière tire l'histoire de Mentchikoff, parvenu aux honneurs par l'amour de Catherine I, la veuve de Pierre, à laquelle il fit donner la couronne. Que de mépris amusé dans le portrait de cet aventurier, que Rulhière tient certainement de Munich.

« Il servait de bouffon dans les cours du palais aux soldats de la garde, et ayant un jour amusé le czar qui le regardait par les fenêtres, il fut appelé par ce prince, lui répondit avec une bouffonnerie spirituelle, fut fait page, devint favori, obtint le commandement des armées, resta plus d'une fois régent de l'empire pendant les voyages de son maître et acquit de si grands biens qu'il pouvait, disait-on, aller de Riga en Livonie jusqu'à Duben en Perse, en couchant toutes les nuits dans ses terres » (I. 95).

Mais le triomphe du favori tenait surtout à une faveur personnelle et non à la force d'un parti ; la vieille noblesse supportait avec impatience le joug du parvenu (2). Mentchikoff fut renversé (3) par des princes d'antique maison, les Dolgorucki ; ils tentèrent un coup d'état dont les particularités étaient si étranges qu'on put croire au réveil de la

(1) 1725-1740.

(2) Il maria sa fille à Pierre II, couronna ce jeune prince à la mort de Catherine I et fut pendant son règne maître de la Russie.

(3) A la mort de Pierre II en 1730.

vieille Russie. La minutie avec laquelle Rulhière relate le fait prouve l'importance qu'il y attachait. Les conclusions auxquelles il s'arrête dénotent une telle compétence qu'elles ne peuvent lui avoir été suggérées que par un homme très au fait des affaires de l'Etat : ce ne peut être que Munich.

Les Dolgorucki appelèrent au trône la nièce de Pierre le Grand : Anne, duchesse de Courlande et lui imposèrent une constitution. Ils songeaient surtout, en établissant cette charte, à « délivrer à jamais leur patrie du joug odieux des favoris qui montaient de l'esclavage au ministère et du joug encore plus odieux des étrangers, qui venaient en foule de tous les pays instruire et subjuguier la nation russe » (1). Rulhière adopte le terme de *Conditions* pour désigner le statut imposé à la czarine ; (ce fut en effet ainsi que ses rédacteurs le formulèrent), il en énumère les stipulations et parle du fameux Conseil aristocratique qui prétendait tenir le trône en tutelle. La nouvelle czarine signa ces *Conditions* imitées de la Suède, parce que l'ambiance de la Courlande, d'où elle venait, la disposait à admettre qu'on lui imposât une charte ; mais en arrivant à Moscou, elle sentit sur le sol russe la poussée vers le despotisme qui, chose remarquable, vient d'en bas. Rulhière analyse finement la transformation qui s'opéra :

« La petite noblesse russe, que sa pauvreté met à l'abri des coups violents du despotisme, et qui, disait-elle, préférerait un maître à cinquante tyrans, les étrangers qui voyaient la cour se fermer à leur ambition, les cent mille esclaves qui peuplent cette capitale et qui s'affligeaient de voir la czarine perdre cette autorité arbitraire qui les console en tenant leurs maîtres dans un abaissement égal au leur, tous enfin se réunirent dans le projet de se soulever contre le nouveau gouvernement » (I, 101).

Une conspiration s'ourdit, elle réussit et « les *Conditions* que l'impératrice avait signées pour tempérer le despotisme furent déchirées de ses mains aux acclamations de tout son peuple » (I, 102). Ainsi s'acheva, par un retour

(1) I, 100. Voir aussi Milioukoff : *Le mouvement intellectuel russe*, trad. Bienstock, Paris, 1918, in-8.

volontaire à la servitude, cet essai de gouvernement tempéré où Montesquieu avait cru découvrir ce qu'il appelle des *traits d'impatience*, c'est-à-dire un élan vers la liberté et qui n'était en somme, Rulhière le juge bien ainsi, qu'ambition aristocratique et haine de l'étranger.

Anne régnant, ce fut de nouveau la faveur des étrangers et aussi leur rivalité : celle du chancelier Ostermann, qui avait pour maxime de « ne jamais faire le jour même ce qu'il pouvait remettre au lendemain » et de Munich, ministre de la guerre, qui se vantait de « n'avoir jamais remis au lendemain ce qu'il avait pu faire le jour même » (I, 103). Rulhière fait ressortir combien cette rivalité, pour égoïste qu'elle fût, servit les intérêts de l'empire, par l'émulation qu'elle créa entre les antagonistes.

Mais bientôt vint un troisième larron dont l'inquiétante faveur réconcilia les deux rivaux : c'était Biren le Courlandais qui avait fixé le choix de la czarine Anne. Munich, qui n'aimait pas Ostermann, détesta Biren et le portrait que Rulhière en trace vient certainement de lui :

« C'était un esprit altier, une âme féroce, qui méditait froidement d'horribles cruautés, et prétendait s'en justifier par la nécessité, disait-il, de traiter ainsi le peuple russe. La fermeté de son caractère anima et mit en vigueur toutes les parties de l'administration » (I, 103)

On le voit, Rulhière attribue à l'énergie des étrangers la bonne mise en marche de la machine russe et il observe que c'est bien le seul pays où pareil procédé pouvait donner des résultats. La faveur de Biren fut pour Munich et Ostermann un nouveau motif de se distinguer : « chacun dut chercher sa fortune dans l'éclat de ses services ». Une intrigue polonaise leur en donna l'occasion : Auguste II était mort et Stanislas Leszczynski venait d'être élu. Biren et Munich engagèrent la czarine à soutenir la candidature de l'Electeur de Saxe, l'un pour avoir la Courlande, l'autre pour attacher son nom à une grande victoire. Munich, en effet, s'empara de Dantzic, repoussa les Tartares en Crimée et, reprenant le grand projet de Pierre le Grand sur Constantinople, il engagea sa souveraine à participer à la guerre que l'Autri-

che menait contre les Turcs, en soulevant les populations chrétiennes des Balkans. Son avis fut écouté. La Russie prit part à la guerre contre les Turcs, que menait déjà l'Autriche. En 1737, Munich prit Oczakow, entra en Moldavie et aurait peut-être réussi à soulever les Grecs, si la France n'avait arrêté ses progrès, en proposant sa médiation en vue de la paix.

Mais Munich était rappelé à Pétersbourg par de graves événements ; la czarine mourante avait désigné pour lui succéder un enfant de quelques semaines : Yvan, fils de sa nièce, la duchesse de Mecklembourg. Biren, devenu duc de Courlande, devait être régent pour l'enfant. Or Munich, qui nourrissait contre son rival une haine de dix-huit ans, était encore le maître de l'armée. Il joua la partie avec le soutien de la régente. Il surprit Biren dans son lit et le fit enchaîner, enveloppé dans une couverture ; toute sa famille fut mise aux fers (I, 120). Après vingt ans, Munich, en racontant ces faits, ressentait encore la joie de la vengeance. Il n'avait rien oublié des raffinements de cruauté qu'il exerça contre son ennemi abattu :

« Il fut, avec sa famille, transporté en Sibérie, dans une affreuse prison dont Munich imagina le plan et traça lui-même le dessin pour y installer son ennemi ».

Mais un autre changement de fortune attendait Munich et aussi la Russie. La fille de Pierre le Grand, Elisabeth, préparait un coup de main avec la complicité de l'ambassadeur de France, le marquis de la Chétardie, encore un soutien étranger (1). Comme autrefois les Dolgorucki, mais avec plus de bonheur, elle misa sur l'aversion des Russes pour les étrangers et elle réussit.

Conduits à l'échafaud, ceux-ci reçurent grâce de la vie et prirent le chemin de l'exil, « Osterman dans cette île déserte où Mentchikoff était mort, Munich dans cette triste maison construite sur ses propres dessins pour y enfermer Biren » (A. de P., I, p. 123).

(1) Rulhière a consulté à Pétersbourg même, les papiers de la Chétardie (A. E. Russie, *Corr.* 31 à 45). Cf. épître dédicatoire de la *Révolution de Russie*; *Œuvres*, t. II, p. 268.

D'autres allemands venus avec la mère d'Yvan, subirent un sort aussi cruel : le baron Mengden, sa femme et leur fils furent transportés près du pôle. Rulhière rapporte qu'il vit, en 1762, celui-ci devenu un homme. Il avait passé vingt ans en prison, sans connaître d'autres visages que ceux de ses parents. L'historien l'a vu « occupé à comparer tous les objets de la nature et de la société, également nouveaux pour lui, avec les notions justes et fidèles que ses parents lui en avaient transmises » (I, 124).

Avec Elisabeth, fait remarquer Rulhière, c'était le retour aux anciennes mœurs, c'était donc une vraie révolution, et l'œuvre des étrangers demeura suspendue, et l'on revit comme autrefois « cette espèce de religion qui avait le souverain pour objet de son culte » (I, 126).

A travers ces vicissitudes, la nation russe avait grandi, et sa masse servile, instrument docile entre les mains d'ambitieux souverains, était devenue une menace pour les libertés polonaises, déjà compromises par les désordres de la République.

CHAPITRE III

Intrigues autour d'une élection (1)

Rapports de Rulhière et des Polonais venus à Paris. — Sa situation au milieu d'eux. — Ses liaisons avec les factions contraires. — Ses méthodes d'investigation. — Encore Wielhorski. — Portraits d'Auguste III et du Comte de Bruhl. — Faction des princes Czartoryski et leurs projets. — Jugements de Rulhière sur leur compte. — Faction des Potocki. — Politiques rivales de la France et de l'Angleterre : le chevalier Williams et le comte de Broglie. — Les desseins du Secret en Pologne, expliqués par Favier, approuvés par Rulhière. — Encore le Secret. — Rulhière a travaillé pour le compte du comte de Broglie. — Lettres de Boismartin. — Il est vraisemblable qu'il a collaboré avec Favier à *Conjectures raisonnées*. — Le Secret en Pologne. — Mokronowski. — Rôle de la Franc-Maçonnerie. — Rulhière fut-il affilié ? — Galerie de portraits : Poniatowski. — Adam Czartoryski. — Charles-Christian de Saxe. — Le prince Radziwill et les confidents infidèles de Poniatowski : Xavier Branicki et François Rzewuski. — Michel Oginski. — Projets de réforme des « hommes sages » : Leszczyński, Konarski, Czartoryski. — Varsovie à la veille d'une élection royale. — Politique maladroite de la France. — Mokronowski chez Frédéric.

Les livres que l'on vient d'analyser constituaient en quelque sorte l'introduction de l'ouvrage. En dépit des conseillers littéraires qui estimaient que l'aride développement du début nuisait à l'intérêt et à l'équilibre de la composition (2), l'historien ne consentit pas à les réduire, les jugeant avec raison indispensables à l'intelligence du récit. En effet, grâce à ces éclaircissements préalables, les livres suivants sont d'un exposé plus simple, d'un enchaînement plus clair et, la plupart du temps, d'une plus grande beauté. Enfin l'auteur peut entreprendre ces narrations

(1) Sources des livres III (2^e partie) IV, V et VI.

(2) Voir les conseils de Thomas, 1^{re} partie, ch. 6.

serrées, ces grandes fresques d'ensemble, ces portraits subtils dont les historiens anciens lui offraient de si parfaits exemples (1).

Après avoir brossé le tableau de la cour de Russie aux derniers jours d'Elisabeth, pendant le règne éphémère de Pierre III et le coup d'état de Catherine, il présente la cour de Varsovie au moment de la fin languissante d'Auguste III et de son ministre Bruhl, les agitations des factions à travers lesquelles les puissances étrangères poursuivent des fins dont la malheureuse Pologne devait être la victime, le génie naissant de Catherine encore hésitante quant aux moyens et déjà déterminée quant au but, les vastes ambitions de la maison des Czartoryski, les chances singulières qui élèvent au trône le jeune Poniatowski au-dessus des autres candidats, enfin la diète qui aboutit à son élection.

En abordant cette période, Rulhière savait pouvoir se procurer des informations autrement originales et précises que les ouvrages d'érudits et les correspondances diplomatiques dont il avait usé pour les chapitres précédents (2). Lorsqu'il entreprit, en 1769, l'étude du règne d'Auguste III, mort six ans plus tôt, les événements qui avaient marqué son gouvernement étaient encore dans toutes les mémoires.

(1) C'est l'avis de M. J. Chénier (*Tableau historique de l'état et des progrès de la littérature française depuis 1789*, édition de 1835, p. 568) : « L'auteur [dans ces livres 4, 5 et 6] approche quelquefois de Thucydide, dont il retrace les formes heureuses, et si l'ouvrage entier se soutenait à ce degré de vigueur, après les chefs-d'œuvre de Voltaire... nous cherchons en vain quelle histoire il serait possible de lui comparer pour la beauté du plan, pour l'art de mettre en jeu les caractères, pour la chaleur et la grâce du style ».

(2) Les notes personnelles sont moins abondantes sur cette période. Il ne faut pas en conclure qu'il ait négligé cette source de documentation, mais il est à croire que ses notes se sont perdues. Il a certainement consulté les correspondances du marquis des Issarts, du comte de Broglie et les Instructions du marquis de Monteil (*Mém. et doc. Pol.* 28, pièce 6, fol. 28, juillet 1768) et du marquis de Paulmy (*Mém. et doc. Pol.* 28, pièce 9, fol. 45, avril 1760).

C'était un avantage incomparable pour lui de pouvoir questionner les acteurs de la tragédie et il est indéniable qu'il a connu par eux ces faits petits et grands qui portent dans son œuvre le caractère de l'authenticité et dont seules des liaisons personnelles ont pu provoquer la confiance. Mais il y avait aussi des inconvénients : Rulhière se croyait un grand scrutateur des âmes et il se prévalait avec un peu de suffisance de ses dons d'analyse. Il a peut-être trop oublié qu'en dépit de l'amitié et des affinités de culture qui pouvaient l'unir aux Polonais lettrés auxquels il avait affaire, il restait cependant pour eux un étranger.

Dans cette histoire compliquée où les factions obéissaient à d'obscurs mots d'ordre ou à de mystérieux serments, pouvait-il espérer de ses informateurs une parfaite ouverture de cœur et une sincérité complète ? On a déjà vu, à propos de Wielhorski, combien il lui fallut de réserve pour ne pas servir d'agent involontaire à un parti. Mais il ne pouvait absolument se soustraire aux influences qui s'exerçaient sur lui et, malgré des efforts louables pour rester impartial, il trahit ses secrètes sympathies.

C'est de 1768 à 1790 que se sont établis les rapports que Rulhière a entretenus avec les Polonais venus en France, et ils sont nombreux, au moment des troubles de leur patrie. Il a eu avec les uns des liaisons prolongées et même de véritables amitiés, il n'a vu les autres qu'une ou deux fois, mais on peut affirmer qu'il a rencontré presque sans exception les personnages de son histoire, qu'il a vu leurs visages, entendu le son de leurs voix et étudié sur leurs traits le reflet de leurs émotions intérieures. Quand, par exception, il n'a pu prendre contact avec un de ses héros, il a entretenu correspondance directement avec lui ou lui a fait poser des questions par un intermédiaire ; les lettres et les mémoires de Polonais, demeurés dans ses papiers, en sont la preuve indiscutable. Il dit lui-même (*A. de P. I*, 7) qu'il a eu « des liaisons personnelles avec les chefs des factions opposées ».

Il prit, en effet, au milieu d'eux, une position centrale. La-princesse Sapieha, qui s'entretint longuement avec lui,

lui attribue un rôle quasi officiel : « c'était, disait-elle, une sorte d'agent que Mr de Choiseul avait placé auprès des Confédérés » (1). Son amitié pour Mabli et Rousseau, les grands conseillers des Confédérés de Bar, ses liaisons avec Wielhorski, leur représentant accrédité, le désignèrent bien vite à la considération des Polonais. On allait le voir avec autant d'empressement que les ministres en place, car il avait une obligeance égale à son crédit : les uns venaient lui parler de leurs malheurs, les autres de leurs exploits ; quelques-uns sollicitaient des services et d'autres espéraient seulement figurer un jour dans sa grande galerie de portraits historiques.

Le gouvernement même usait de ses talents diplomatiques quand il fallait mener avec les Polonais ou à leur sujet quelque négociation délicate. C'est ainsi que Vergennes, en 1776, le chargea d'obtenir de Franklin qu'il acceptât Casimir Pulaski dans l'armée des Insurgents. Avec le temps, le cercle de ses relations polonaises se fit si important qu'il pouvait dire en 1790, quelques mois avant sa mort, que « le genre particulier de ses travaux l'avait contraint à ne faire sa société que des Polonais proscrits » (2). Il ne faudrait pas prendre cette affirmation au pied de la lettre, mais conclure simplement qu'aucun Polonais ne serait passé par Paris sans avoir eu avec lui une entrevue.

Nous n'entrerons pas dans l'analyse détaillée du texte de Rulhière, pour indiquer les sources, page par page. Ce procédé serait fastidieux pour le lecteur et nous éloignerait du plan général de cette étude où nous nous efforçons de montrer l'historien au travail. Nous nous attacherons surtout aux grands traits auxquels il a ramené son histoire : les jugements politiques et les portraits.

Ces portraits constituent la grande attraction, si l'on peut dire, de son livre. Ils ne procèdent pas seulement d'une

(1) *Mémoires de la princesse Sapieha*, (en polonais), éd. par Mr W. Konopczynski, Cracovie, 1914, in-8, p. 191.

(2) *Mémoire à Montmorin*.

prédilection littéraire très marquée, ce sont surtout les résultats des enquêtes auxquelles il s'est livré. Ces enquêtes ne sont pas celles d'un juge d'instruction, mais d'un homme du monde. C'est dans les salons parisiens, dans une atmosphère d'urbanité, qu'ils ont été esquissés, soit dans d'affectueux tête-à-tête, soit dans de larges discussions auxquelles se mêlaient de bien illustres voix. D'ailleurs ces portraits ont été tracés par l'historien en collaboration avec ses informateurs. Les évoquer, ce n'est pas seulement présenter la silhouette d'un personnage, c'est aussi appeler à la barre les témoins à charge ou à décharge : c'est se plonger dans l'atmosphère passionnée qui fut celle de la Pologne avant la catastrophe.

C'est évidemment grâce aux souvenirs de Wielhorski que Rulhière traça les traits d'Auguste III et du comte de Bruhl, qui sont les premiers portraits d'après nature de son livre. Il ne consacra que quelques lignes à Auguste III, « monarque nonchalant, mais orgueilleux et jaloux de son autorité » (I, 131), pour s'étendre plus longuement sur son ministre. Le portrait qu'il en trace n'existe pas dans les versions de *l'Anarchie de Pologne* antérieures à 1770 ; il avait entrevu le ministre du roi en avril 1762 lorsque traversant Varsovie, il se rendait en Russie, mais il n'avait pu alors que saisir les traits physiques de ce personnage. En 1771, Wielhorski dut certainement s'offrir à compléter l'esquisse ; mais il ne pouvait consentir à présenter sous de sombres couleurs le beau-père du comte Mniszech auquel les factions partisans l'avaient lié. Il fallut donc que Rulhière cherchât ailleurs des notions plus indépendantes et c'est probablement auprès du jeune prince Adam-Casimir Czartoryski qu'il obtint son complément d'information.

C'est sans doute d'après ce témoignage que l'historien peint comme « le plus vil des flatteurs » (I, 132) ce ministre fastueux, dont la folle magnificence était secrètement destinée à flatter l'orgueil de son roi (1). C'est d'après le même

(1) Rulhière met dans la bouche d'un valet de comédie (cf. A. Chevalier : *Rulhière, Jean-Jacques Rousseau et la comédie de caractère*, Paris,

témoignage qu'il le soupçonne d'avoir conduit la Pologne à une irrémédiable anarchie, en favorisant volontairement ces ruptures de diètes, nuisibles à toute tentative de relèvement, et qu'il l'accuse de n'avoir point eu « d'autre système politique qu'une dépendance entière de la Russie » et d'avoir mieux aimé demander à celle-ci le secours de ses armes que de voir les zélés citoyens sauver les états héréditaires du roi Auguste III, lorsque Frédéric II eut envahi la Saxe en 1755. Wielhorski savait bien que cette trahison était aux yeux de l'historien de la Pologne une faute impardonnable. Il cherchait à défendre Bruhl et à prouver que les Russes n'étaient entrés en Pologne que l'année suivante, alors que le système des alliances les y autorisait (1), mais Rulhière trouvait dans les correspondances officielles la preuve formelle du contraire et ne se laissait pas convaincre.

En écoutant les voix contradictoires de Wielhorski et du prince Adam Czartoryski sur le compte de Bruhl, l'historien avait pris un premier contact avec les factions rivales qui déchiraient la Pologne dans les dernières années du règne d'Auguste III et préparaient en secret deux projets de réforme absolument contraires : c'était la faction des Czartoryski et celle des Potocki. La première faction, celle des princes Czartoryski, avait un programme de réformes très hardies :

« Abolir l'unanimité, augmenter les prérogatives royales, rendre la couronne héréditaire, restreindre l'autorité des premiers emplois, augmenter celle des tribunaux, abaisser la puissance des grandes maisons » (I, 113).

Rulhière ne blâmait pas ces réformes qui répondaient rigoureusement aux critiques que lui-même avait élevées contre les vices du gouvernement polonais. Mais quels

Domat-Montchrestien, 1939, in-8, p. 146) le mot qu'il attribue dans son histoire à Bruhl : « Sans mes profusions, il me laissait manquer du nécessaire » (*A. de P.*, I, 132).

(1) Il était si embarrassé pour défendre cette mauvaise cause qu'il priait Mniszech de lui dicter bien vite quelque argument à fournir à Rulhière. (*Cf. Confédération de Bar*, examen des sources, en polonais) par Mr W. Konopczynski, Lwow, 1934, in-8, p. 17).

étaient les moyens que les Czartoryski comptaient employer pour faire réussir leurs projets ? L'historien, en les exposant, ne cache pas qu'il ne les trouve guère de son goût :

« Ils suivaient l'exécution [de leurs projets] avec d'autant plus d'artifice qu'ils avaient conçu l'espérance de former cette monarchie pour eux-mêmes ; qu'un pareil changement devait être en horreur à une nation si éperdument éprise de sa liberté et qu'ils osaient se flatter d'employer, pour l'y contraindre, le concours même de la Russie, sans que cette cour ignorante et vénale soupçonnât l'usage qu'ils feraient des forces qu'elle leur confierait ».

Donc ambition personnelle, attentat contre les droits de la nation, mais surtout connivence volontaire et aveugle avec l'ennemi héréditaire, tels sont les reproches que Rulhière adresse aux moyens employés par les princes Czartoryski (1). Il en résulte que l'historien se trouve partagé entre l'admiration pour la clairvoyance de ces hommes d'état et la justesse de leurs vues, et la réprobation pour leurs méthodes. Ces sentiments contradictoires le suivront tout au long des jugements qu'il portera sur ces deux personnages et leur rôle capital dans cette histoire. Mais quels furent ses informateurs sur les princes Czartoryski ?

En ce qui concerne l'origine de la maison, ses alliances, le caractère même des deux frères, dans tous les détails où la passion n'entre pas, Rulhière a recueilli les témoignages de deux jeunes gens de la famille qu'il a connus à Paris : le prince Adam-Casimir, fils unique du prince Auguste et le comte Michel Oginski, gendre du prince Michel. Mais sur les vues et les moyens de ces deux hommes à la fois très intelligents et très dissimulés, il a surtout interrogé des ennemis de la Famille : Mokronowski, Wielhorski et les Confédérés de Bar. Faut-il en conclure qu'après avoir tout entendu il ait adopté les opinions qu'on tentait de lui imposer ? Certainement non, car il reste très modéré dans son appréciation des princes Czartoryski et se refuse à voir en

(1) Les princes Czartoryski étaient le prince Auguste, palatin de Russie et le prince Michel, grand-chancelier de Lithuanie (cf. leurs portraits dans *A. de P.*, I, 113-111).

eux des ambitieux vulgaires. C'est surtout dans ses notes intimes qu'il s'exprime clairement sur leur compte :

« Le prince Michel, qui ne s'était jamais flatté de porter la couronne, semblait plutôt se proposer pour modèles ces ministres célèbres qui, en exerçant l'autorité souveraine d'un maître, avaient écrasé leurs propres ennemis, avaient remis quelque apparence d'ordre dans l'Etat, étouffé les divisions : c'était au rôle du Cardinal de Richelieu qu'il paraissait aspirer. Il avait beaucoup plus l'ambition, en exerçant l'autorité, d'établir une monarchie formidable que de faire monter sa famille sur le trône. Aussi il ne serait pas en effet hors de son caractère d'avoir voulu rendre le trône héréditaire pour la Maison de Saxe, comme certains Polonais l'affirment ».

Il est vrai que, dans le texte définitif de son livre, Rulhière s'exprime beaucoup moins favorablement sur le compte du prince Michel. Aurait-il fini par admettre, avec ses informateurs, que l'ambition l'avait emporté sur le patriotisme, chez les Czartoryski ? Ce n'est pas certain car il ajoute dans ses notes :

« Si cela était vrai (1), cela prouverait que cette Maison (2), dans le système qu'elle a eu de changer la Pologne en monarchie, croyait de bonne foi que c'était l'unique moyen de tirer la Pologne de son anarchie et qu'elle y portait moins d'ambitions personnelles que de vues patriotiques. Quand les Czartoryski se furent brouillés avec la Maison de Saxe, ils tâchèrent d'appliquer pour eux-mêmes un projet qui, dans leur opinion, devait être le salut de leur patrie et firent servir ainsi leur ambition personnelle à ce qu'ils croyaient d'un intérêt général, quoiqu'il en soit ».

C'est une réhabilitation des Czartoryski et il semble bien que ce soit, en définitive, la vraie pensée de Rulhière sur ces princes. Et s'il ne l'a pas exprimée avec plus de fermeté dans son histoire, c'est en raison de leur alliance avec la Russie ; il ne pardonne pas à ces grands Polonais d'avoir confié les destinées de leur patrie à une puissance, qui, depuis plusieurs siècles, avait laissé voir ses cyniques projets à son égard.

(1) Qu'ils aient voulu rendre le trône héréditaire dans la Maison de Saxe.

(2) Celle des Czartoryski.

A ce parti, puissant par l'intelligence de ses chefs et le soutien de la Russie, s'opposait la faction des patriotes, dont l'opulente Maison Potocki menait la politique (1) ; Rulhière connut leur programme par Wielhorski qui leur était tout dévoué. C'est sans doute grâce aux arguments de cet avocat éloquent qu'il présente sous un jour favorable leurs desseins patriotiques (I, 112). Mais il est trop perspicace pour ne pas signaler les contradictions d'un parti dont les membres « reconnaissaient la nécessité absolue d'abolir cette folle loi de l'unanimité, mais trouvaient dans une réforme si nécessaire un inconvénient plus dangereux peut-être que tous les désordres actuels... ouvrir un chemin au despotisme ».

Sans insister davantage, Rulhière laisse entendre qu'il ne croit guère à l'efficacité de ces réformes négatives qui tendaient surtout à limiter le pouvoir royal. Seulement, il croit au patriotisme de cette faction et c'est pourquoi il lui garde sa sympathie ; il en donne comme preuve sa tentative de réformes de 1752 par où elle espéra, mais vainement, échapper à la surveillance russe. Mais il semble croire que la Russie n'était pas seule, à ce moment, à tirer des plans sur l'anarchie polonaise. L'Autriche y travaillait en sous-main, la Prusse commençait à jeter un regard avide de ce côté et les rivalités des puissances occidentales : France et Angleterre favorisaient ces desseins. Après la première guerre qui les avait opposées (1740-47) et prévoyant une reprise des hostilités, elles cherchaient à se nuire jusqu'en Orient en utilisant les intrigues polonaises, l'Angleterre, pour attirer les Russes en Allemagne à travers le territoire polonais, la France, pour s'y opposer et susciter contre la Russie tout un système d'encerclement. Deux hommes représentèrent en Pologne les diplomaties rivales : le chevalier Williams et le comte de Broglie.

(1) Sur les oppositions des factions Potocki et Czartoryski, Rulhière peut avoir consulté les Instructions de l'ambassadeur La Fayardie : *Constitution politique de Pologne* (A. E. Pol., 239, fol. 279 et 243, fol. 222 et Pol. *Mém. et Doc.* 28, fol. 4).

Rulhière a tracé de l'Anglais un portrait en deux esquisses : dans la première, il le présente ambassadeur d'Angleterre à Varsovie (I, 152), dans la seconde, ambassadeur à la Cour de Russie (I, 179). De qui tient-il ce qu'il avance sur la corruption de cet homme singulier qui devait finir ses jours dans une maison d'aliénés ? Beaucoup de traits étaient de notoriété publique et couraient les milieux diplomatiques. On les retrouve dans les *Lettres* de Lord Chesterfield (1), les *Mémoires* d'Horace Walpole par Coxe, et les *Mémoires* de Lord Hervey sur les extravagances de la secte déiste dont Williams faisait partie. Rulhière peut aussi avoir connu des détails de mœurs plus précis encore par son ami Favier qui résida en Angleterre en 1746 et connut fort intimement le monde de la diplomatie... et celui de la débauche.

Mais il y a aussi des insinuations malveillantes sur les rapports de ce roué avec Poniatowski et sur le rôle décisif qu'il joua sur la destinée du jeune polonais en le présentant à la Grande-Duchesse Catherine. Rulhière ne peut tenir ces détails confidentiels que des jeunes gens qui eurent successivement avec Poniatowski des liaisons assez intimes pour savoir tout de son existence et eurent aussi avec lui des dissentiments assez violents pour n'avoir pu résister à la tentation d'en dire du mal : ce ne peut être que Xavier Brannicki et le prince Adam-Casimir Czartoryski. Lorsque Rulhière, en 1771, lisait dans les salons de Paris ses *Anecdotes sur la Révolution de Russie*, où le chevalier Williams et Poniatowski jouent un rôle important mais peu flatteur, il se donna le malin plaisir de demander publiquement au prince Adam, qui était présent à une de ces lectures, ce qu'il en pensait (2). La confusion du prince et son mutisme sont au moins la preuve qu'il était l'auteur de cette confidence.

Le portrait du comte de Broglie fait suite à celui du chevalier Williams. C'est un des plus marquants de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*. Rulhière a manifestement

(1) *Lettres à son fils*, *op. cit.*, t. IV, pp. 280-286.

(2) Grimm, *op. cit.*, t. VIII, p. 493, avril 1770.

vu de près cet homme curieux. Mais le portrait fourmille de détails qu'un historien, même avisé, ne peut avoir saisis dans le temps de quelques entrevues. Il faut qu'ils aient été fournis par un familier, par un homme qui lui eût été dévoué et qui, en même temps qu'il subissait son attrait irrésistible, eût senti le poids de son autorité tyrannique. Ce familier ne peut être que Favier. Ce politique, que nous avons vu plusieurs fois dans l'histoire de Rulhière, avait travaillé étroitement avec le comte de Broglie, il l'avait même servi avec un zèle débordant qui, outrepassant ses intérêts, l'avait gravement compromis (1). Favier connaissait donc bien le caractère de cet « ami et protecteur ardent et fidèle... qui ne pardonnait rien à ceux qui ne lui étaient pas dévoués, plus indulgent et plus facile pour ceux qui lui consacraient leurs talents... inspirant au petit nombre de ceux qui l'approchaient un attachement qui allait jusqu'au fanatisme » (2).

La politique du comte de Broglie en Pologne nous ramène à la question de nos alliances en Europe Centrale, question qui a tant divisé les diplomates du XVIII^e siècle. Nous n'entrerons pas dans le fond de la querelle où *Prussiens* et *Autrichiens* se rejetèrent mutuellement la responsabilité d'alliances qui, l'une après l'autre, se révélèrent également décevantes pour la France et son système politique.

(1) Affaire Dumouriez-Ségur-Favier, en 1774. (Cf. Dumouriez, *Mémoires*, éd. Barrière, Paris, t. II, ch. I, p. 256 et suivantes).

(2) *A. de P.*, I, 155. Le comte de Broglie secourut inlassablement Favier dans les situations difficiles où le placèrent ses prodigalités et ses écarts de langage. Il lui obtint, en 1774, un traitement annuel de 6.000 l., un secours extraordinaire de 42.000 l. payable en 6 années « pour arranger ses affaires » et ce secours* n'ayant pu éteindre ses dettes, un second de 10.000 payable en deux ans. En outre, il arrangea une affaire avec le duc d'Aiguillon, irrité de ce que Favier se vantait d'avoir rédigé pour le ministre un projet de commerce avec la Suède, parce que « personne n'était en état de le dresser dans les bureaux », mais sa mort l'empêcha de réparer une affaire avec Vergennes que Favier avait blessé en répétant « les propos qui se tenaient contre lui au Club ». (Dossier Favier aux A. E.).

On incriminait tantôt les souverains auxquels nous nous étions liés, tantôt les diplomates qui avaient posé les conditions de nos obligations. Nous avons déjà signalé les préférences de Rulhière ; nous nous contenterons ici de préciser quelques points restés obscurs dans son histoire.

Le comte de Broglie, ambassadeur de France en Pologne en 1752, avait jeté les fils d'une vaste intrigue qui, en même temps qu'elle nous mettait en garde contre l'agression anglaise, réunissait autour de la France tous les états intéressés à brider l'ambition de l'empire moscovite et à sauver la Pologne. La Suède, le Danemark, la Turquie, la Tartarie, les Cosaques mêmes devaient l'encercler et l'empêcher de nuire. Cette combinaison avait comme base notre alliance avec la Prusse, c'était donc le développement du système prussien. En Pologne même, il avait formé un parti autour des grands noms du maréchal Branicki et de son fidèle Mokronowski. Rulhière développe longuement l'œuvre du Comte de Broglie en Pologne (1) et conclut en ces termes :

« Enfin, dans les premiers mois de 1756, au moment où les hostilités entre l'Angleterre et la France, commencées d'abord en Amérique, portées ensuite sur les mers qui baignent cette partie du monde, étaient sur le point d'embraser l'Europe entière, le comte de Broglie était maître de former en Pologne cette Confédération qui, soutenue par les subsides de la France... et protégée par tant de nations voisines, eût soustrait entièrement la Pologne au joug de la Russie, eût aisément soumis un petit nombre de Polonais réfractaires, et eût rendu à cette république des lois, un gouvernement et des forces » (I, 165).

Il est clair que l'auteur de *l'Anarchie de Pologne* demeure persuadé que la République pouvait être sauvée en 1756 et que les vastes desseins du comte de Broglie auraient produit ce magnifique résultat si le gouvernement de la France avait eu la persévérance de le soutenir ; mais, ajoute notre historien, « la France suspendit tous les secours

(1) *A. de P.*, I, 154. Il s'est inspiré de la correspondance de cet ambassadeur (*A. E. Pol. Corr.* 238 à 258). Pour l'affaire d'Ostrog: *A. E. corr.* 243, fol. 286 et suivants et *Mém. et doc.* 28, pièce 3, fol. 19 et 27, pièce 1.

qu'elle avait promis et renversa toutes les mesures de son ambassadeur. Une révolution dans la politique générale de l'Europe fut la cause de ce fatal abandon ». Il s'agit évidemment du renversement des alliances, mais pour comprendre la pensée de Rulhière il faut pénétrer avec lui dans les coulisses de la politique.

Bien des intrigues, on le sait, s'agitaient dans l'entourage immédiat du roi Louis XV, la faveur du prince de Conti et sa candidature occulte au trône de Pologne avaient marqué l'âge d'or du Secret dont le comte de Broglie était l'animateur ; il avait marqué aussi le sommet des inquiétudes de la favorite Mme de Pompadour. Elle avait voulu à son tour avoir une politique à opposer à son rival et avait pris sous sa protection la Saxe, ce qui la rapprochait de la famille royale, puisque la Dauphine était princesse saxonne. La Saxe voyait non sans souci un remuant voisin (Frédéric II) installé dans une Silésie qui s'enfonçait comme un coin entre ses deux états. L'Autriche, toujours en éveil pour reprendre la Silésie, eut tôt fait d'exploiter à la fois les ambitions de la favorite et les appréhensions d'Auguste III.

Une alliance austro-prussienne fut suivie d'un rapprochement austro-français (1) et cette démarche, que le ministre français croyait inoffensive pour l'accord franco-prussien, devait changer le système de l'Europe. Frédéric II se crut menacé et, le 1^{er} janvier 1756, il annonça son alliance avec l'Angleterre. Ce fut alors en France la stupeur, puis l'affolement, et le traité de Versailles, de mai 1756, nous lia avec l'Autriche par une alliance dont nous faisons tous les frais, en attendant de nous attacher aussi à la Russie.

Que dit Rulhière des événements ? Simplement ceci :

« Dans cette incertitude universelle, la conduite du roi de Prusse, dont les Autrichiens méditaient la ruine, décida en un instant toute la face des affaires. Son alliance imprévue avec les Anglais et l'invasion non moins prompte de la Saxe dont il fit le boulevard de ses propres Etats, ne laissèrent plus aux autres puissances ni le temps de négocier, ni la liberté de choisir. La France eut l'Autriche pour

(1) Conférences de Babiolo, oct. 1755.

alliée, elle cessa de regarder les Russes comme ennemis ; et par cette complication d'événements, la guerre était à peine commencée et déjà tout le poids de ses calamités était tombé sur les états héréditaires du roi de Pologne » (I, 166).

L'historien, on le voit, rejette sur l'Autriche la responsabilité initiale ; mais on pourrait rétorquer qu'il était devenu impossible à la France d'éviter les conséquences d'une alliance autrichienne. Ce n'est pas l'avis de Rulhière et il tire argument des idées du comte de Broglie :

« Il leur représenta que, par une suite de cette révolution dans les alliances générales, la Pologne, exposée aux plus extrêmes périls, devait être pour la France l'objet d'une vigilance plus particulière et d'une protection plus spéciale ; que les Russes, saisissant le prétexte de marcher contre le roi de Prusse devenu l'ennemi commun, voudraient prendre de force sur le territoire de cette république, les passages, les subsistances, les recrues, etc... »

et montrant ensuite que l'honneur et l'intérêt de la France étaient engagés à la défense de la Pologne, il assurait que l'on pouvait :

« concilier les nouveaux engagements avec l'ancienne et véritable politique de la France... et s'alliant sans aucun intérêt avec les deux cours impériales, elle était en droit de leur imposer ses conditions... » (I, 212, 213).

Devant le *lâchage* de Frédéric II, Rulhière insiste donc sur le fait que, menacé par Vienne, le roi de Prusse n'a en somme agi que poussé par l'instinct de conservation et que la France ne put défendre ses vrais intérêts, ni protéger ses fidèles amis parce qu'elle ne sut pas limiter les exigences d'un allié insatiable. C'est évidemment de son maître Favier que Rulhière tient cette politique de sympathie prussienne. Son exposé du renversement des alliances fait écho au jugement de Favier sur Frédéric II dans ses *Conjectures raisonnées* :

« On dit qu'il nous a trompés. C'est trop souvent la phrase de ceux qui se sont trompés eux-mêmes. On ne peut disconvenir que la France n'ait été dupe de la Prusse, mais il s'agit de savoir si l'alliance était en elle-même vicieuse ou si les désavantages qui en sont résultés ne doivent pas être attribués à la maladresse de notre ministère. C'est

une absurdité de dire qu'un prince ne connaît que son intérêt, il doit en être ainsi quand l'état est bien gouverné ; mais une alliance n'est bonne et ne peut être solide que quand les deux parties y trouvent leurs intérêts réciproques et qu'ils ne peuvent point le chercher aux dépens l'un de l'autre (1) ».

C'est la même opinion si ce n'est le même ton. Rulhière garde dans son langage la sérénité de l'histoire, ce n'est pas le cas de Favier dont le mémoire, écrit sous l'inspiration du comte de Broglie, fut une attaque à fond contre l'alliance autrichienne et les hommes d'état qui en portèrent la responsabilité : œuvre de rancune et de passion, semée des éclairs d'une magnifique clairvoyance, parfois même prophétique.

Cette opinion prussienne avait été fort goûtée dans les bureaux des Affaires Etrangères depuis d'Argenson, et tous les ministres avant Bernis avaient partagé cette foi ; mais ils ignoraient que le promoteur de cette alliance menait alors une intrigue dont le Roi était confident et dont le prince de Conti, le candidat au trône de Pologne, était le principal intéressé : c'était le Secret du Roi. Rulhière en expose les origines (I, 208-216), après avoir présenté la personne et les plans du comte de Broglie et, à propos de cette intrigue, il nous faut ouvrir une courte parenthèse, pour revenir sur sa propre participation.

Nous avons déjà dit combien il y avait de vraisemblance à ce qu'il eût été initié en 1762, lorsqu'il accompagna en Russie le baron de Breteuil, mais nous n'avons pu l'affirmer faute de preuves formelles. Nous pouvons, par contre, fournir un document attestant qu'en 1771, il avait été utilisé par le comte de Broglie pour des travaux confidentiels intéressant le Secret. Il s'agit de deux lettres adressées par Dubois-Martin, secrétaire du comte de Broglie, qui accompagnaient l'envoi volumineux de documents. Voici la teneur de ces lettres ; mieux qu'un commentaire elles expliqueront les faits :

(1) A. E. France : *Mém. et doc.*, 583, 2^e section, art. 3, de la Prusse.

Ce 21 août 1771. Je fais à Mr de Rulhière un million d'excuses de ne pas lui envoyer la totalité de ce que j'ai eu l'honneur de lui promettre. J'ai été presque toujours absent, moi qui ne m'absente jamais et je n'ai pas trouvé le moment de rassembler le tout. J'ai celui de lui envoyer seulement la correspondance de Mr le comte avec Mr Durand (1) en 3 volumes ou registres et les lettres de Mr le chevalier Douglas et de l'Hôpital, qui étaient en Russie et qui peuvent contenir des faits intéressants. Il est inutile de lui rappeler la discrétion avec laquelle il faut user de tout cela pour ne compromettre qui que ce soit. Je le prie d'agréer les assurances de mon sincère attachement et de mon respect.

Du Boismartin.

28 octobre 1771. J'ai reçu les 9 volumes que Mr le comte de Broglie avait confiés à Mr de Rulhière. Il le prie de vouloir bien user avec circonspection de cette communication et surtout de ne point rendre public ce qu'il a pu en retirer qu'après qu'il lui aura communiqué son travail. Mr le comte ne parle point encore de son retour. Je suppose que ce ne sera guère que pour la fin de décembre. J'ai l'honneur d'assurer Mr de R. de mon respectueux dévouement.

Du Boismartin.

Il s'agit évidemment d'analyser la correspondance du comte de Broglie avec d'autres agents du Secret ; il est instamment recommandé de n'en point parler. Ces lettres étant d'août et d'octobre 1771, il est manifeste que Rulhière ne put utiliser ces documents ni pour son ouvrage, terminé et remis en mai de la même année, ni pour aucun travail commandé par les Affaires Etrangères, puisqu'il n'en fait plus partie depuis juillet, c'est-à-dire depuis la nomination du duc d'Aiguillon. Il faut donc admettre que le comte de Broglie avait son secret dans le Secret et qu'il faisait travailler Rulhière pour son compte personnel. Or il n'est sorti à cette date des fabriques du comte qu'une seule composition importante : c'est le mémoire de Favier intitulé *Conjectures raisonnées sur la situation actuelle de la France dans le système de l'Europe*, présenté au roi en avril 1772,

(1) Durand, 1^o Commis aux Affaires Etrangères jusqu'en 1771 où il fut nommé ministre en Russie.

auquel nous avons fait allusion plusieurs fois (1). Il est plus que probable que Rulhière, très au fait des affaires de Pologne et de Russie, fut invité par le comte de Broglie à collaborer pour cette partie avec son vieux maître, auquel devait revenir la responsabilité de la composition du mémoire, de son plan et de son argumentation.

On a montré précédemment combien les opinions de Favier sur la Russie se rapprochent de celles de Rulhière et ce que celui-ci dit dans son ouvrage sur les conséquences néfastes à la Pologne de notre alliance avec Vienne est identique aux pages de Favier dans ce même mémoire (2). Comme Favier, il défend la politique du comte de Broglie jusqu'au bout ; après le renversement des alliances ce diplomate avait formé un autre plan : relever la Saxe, lui attribuer les dépouilles de la Prusse et sauver la Pologne. Tels étaient les sages conseils qu'il donnait au chevalier Douglas en 1757, lorsque ce dernier fut chargé de négocier un rapprochement entre la France et la Russie (3). Il projetait de former, avec le concours des trois cours alliées : France, Autriche et Russie, une armée qui eût encerclé les états du roi de Prusse, ce qui eût permis l'établissement d'une confédération polonaise à laquelle le roi Auguste eût accédé et qui eût assuré la succession à ses fils. Mais le comte de Broglie avait dû abandonner, par ordre supérieur, la belle besogne commencée et Rulhière ne cache pas sa déception (I, 166).

Le parti rassemblé en Pologne par l'ambassadeur de France avait dû reporter son action à des temps plus favo-

(1) Un autre mémoire du comte de Broglie sur *la paix du Nord, le démembrement de la Pologne, les suites que ces événements peuvent et doivent avoir sur le système politique de la France* (7 juin 1772) emploie les mêmes arguments. Arch. Nat. K. 157, N° 1.

(2) Dans la section II, art. IV, de *la Pologne*, Favier écrit exactement la même chose que Rulhière dans *l'Anarchie de Pologne* (I, 164).

(3) Broglie avait dû intervenir en janvier 1757 pour réparer l'oubli du chevalier Douglas qui, dans l'alliance avec la Russie, avait négligé la garantie des territoires tures. Il réussit, mais « on ne lui pardonna pas » dit Favier.

rables. Il avait à sa tête deux hommes que l'on verra souvent dans cette histoire : le général Mokronowski et le grand-général Branicki. Le portrait de Mokronowski est de ceux que les ennemis de Rulhière lui ont le plus reproché (1), on s'est étonné qu'il ait fait de ce factieux un héros et qu'il ait toujours trouvé des motifs élogieux à ses manœuvres. Sans prétendre innocenter Rulhière de toute partialité envers Mokronowski, peut-être pourrions-nous donner ici quelques raisons de sa sympathie.

La carrière du « brave général » est fort connue mais, en dépit des nombreuses études dont il a fait l'objet, les mobiles de ses actes n'ont pas toujours été éclaircis. D'une force herculéenne, d'une beauté remarquable, éloquent et persuasif, cet ancien dragon de Stanislas Leszczyński, devenu mousquetaire d'Auguste III, avait gagné la confiance du grand-général Branicki, chef du parti français, et le cœur de la grande-générale, sœur de Poniatowski et nièce des Czartoryski ; cet ami de la France avait donc des appuis solides dans tous les partis. D'ailleurs, s'il servait nos intérêts, il servait encore plus activement ceux de notre ancien allié Frédéric II et surtout par le moyen de la loge maçonnique *aux trois frères* qu'il avait fondée (2). En 1745, le Secret du Roi réclama ses services : il se rendit à Paris et lorsque le comte de Broglie, en 1752, vint en Pologne donner une grande impulsion à la politique anti-russe, Mokronowski forma la confédération des amis de la France en se servant des loges maçonniques. Mais en 1757, quand la besogne du Secret fut anéantie en Pologne par le changement de nos alliances, Mokronowski continua à servir mystérieusement Frédéric II et, au moment de la mort d'Auguste III, il songea à intriguer pour faire donner la couronne au

(1) Voir à ce sujet les rapports de Dupont de Nemours et de Gérard de Rayneval dans la discussion de l'Institut sur l'œuvre de Rulhière. *Œuvres*, I, pp. xiii et xcvi.

(2) Rulhière vit Mokronowski en personne lors de ses voyages à Paris, en août 1769, en juillet 1770 et en 1781. On l'appréciait en haut lieu : dans un mémoire des Affaires Etrangères (Pologne, *Mém. et doc.* 28. pièce 4, fol. 22) il est comparé aux Gracques.

prince Henri de Prusse, frère du grand Frédéric. Cette carrière sent l'intrigue ; cependant Rulhière, d'un bout à l'autre de son histoire, a tenu, à l'égard de Mokronowski, le même langage élogieux. Cette approbation fait d'ailleurs écho à l'opinion professée par le comte de Broglie et Favier, opinion dont Rulhière ne s'écarte pas, quand il s'agit du Secret et de ses agents.

Un autre lien unissait-il Rulhière à Mokronowski et l'historien fut-il affilié à la franc-maçonnerie ? C'est peu vraisemblable ; il n'a certainement pas appartenu à une loge connue ; son nom n'est indiqué dans aucune liste française. Ce n'est peut-être pas un argument péremptoire pour affirmer qu'il ne fut pas franc-maçon, mais on peut faire valoir une autre raison : il avait relevé, en vue d'une comédie, des traits satiriques sur les Illuminés et exprimé, dans les notes qui les accompagnaient, sa vive désapprobation des pratiques superstitieuses qui avaient cours dans les loges (1) ; l'aurait-il fait s'il avait été affilié à une secte ? C'est peu probable. De plus, il avait horreur de tout ce qui pouvait engager sa liberté, de quelque ordre que fût le lien ; enfin l'ignorance où il a été tenu des dissentiments intérieurs des Confédérés tendrait à prouver qu'il n'était pas entré dans tous leurs secrets.

Si Rulhière a toujours soutenu Mokronowski, n'est-ce pas plutôt parce que, favorable lui aussi à un rapprochement prussien, il n'a pas voulu mal juger les démarches du général auprès de Frédéric II, préférant y voir un désir de servir la cause nationale. Ce qui est certain, c'est que le rôle de Mokronowski est toujours interprété dans le sens le plus favorable, soit qu'il s'agisse de sa présence d'esprit à la diète de Grodno (I, 159-161), soit qu'il soit question de constituer un parti patriote au moment de l'élection du roi (I, 216), soit qu'il convienne d'expliquer sa singulière démarche auprès du roi de Prusse ou de narrer sa conduite à la diète de 1762 ou à celle de mai 1764.

(1) Cf. A. Chevalier, *Rulhière, Rousseau et la comédie de caractère*, p. 88.

Plus illustre par la naissance, plus respecté pour son âge et sa grande influence était le Grand-Général Branicki. L'historien insiste sur les vertus chevaleresques de ce chef du parti français, particulièrement sur sa belle conduite à l'orageuse diète de Gradno (1). Mais il ne donne d'importance à ses actes que lorsqu'il les croit inspirés par Mokronowski. Nous ne nous attarderons pas sur les opinions de Rulhière sur ce personnage très décoratif dont les vues personnelles s'effaçaient derrière celles de son adroit conseiller. Nous dirons simplement que les vertus civiques du Grand-Général n'ont jamais été mises en doute.

Nous insisterons davantage sur la personne de Poniatowski dont le rôle fut particulièrement important dans cette histoire. Nous avons vu que le chevalier Williams avait entrepris de saper en Pologne le crédit de la France et de ses amis. Envoyé en Russie en 1757, il continua la même politique et voulut y servir la cause des Czartoryski, compromise par leur rupture avec le roi Auguste III. Il fit venir auprès de lui leur neveu Poniatowski et l'introduisit auprès de la Grande-Duchesse, afin de préparer l'avenir. Il réussit pleinement : les talents mondains du jeune Polonais le firent accueillir avec faveur, sa beauté fit le reste et ce fut le commencement d'une mémorable intrigue.

Rulhière a apporté le plus grand soin à la présentation de son personnage, figure centrale de son tableau. Dans la première version de son ouvrage, il avait accumulé en une fois toutes les particularités de sa personne, de son caractère et de son étonnante fortune. Dans la rédaction définitive, il refit soigneusement ce portrait. Pour ménager ses effets et mieux piquer l'intérêt il en a entretenu ses lecteurs dans quatre livres différents. Dans le livre III, c'est une première ébauche : les origines de la famille, l'enfance et l'éducation de son héros ; au livre IV, le portrait se précise

(1) Mokronowski, qui joua dans cette circonstance un rôle fort avantageux fut l'informateur de Rulhière, qui compléta sa documentation par un mémoire très circonstancié des A. E. *Mém. sur l'état actuel de la Pologne*. A. E. Pol. *Mém. et doc.* 26, fol. 74.

par le récit de ses voyages, de ses succès dans les capitales et surtout de ses amours avec la Grande-Duchesse de Russie. Enfin dans les livres V et VI, les dernières touches sont données à l'ensemble et l'historien découvre le vrai visage du personnage et ses intrigues pour attirer sur sa tête la couronne, grâce au soutien de la Russie. Alors on connaît Poniatowski.

Ce portrait a été fort critiqué (1) ; Rulhière, en effet, le pousse au noir. Il présente Stanislas-Auguste comme un vaniteux et un faible qui a employé les moyens les plus bas à la réalisation d'une folle ambition. Quel crédit faut-il lui accorder ? On fera remarquer que la plupart des traits que Rulhière signale dans ce portrait concordent avec ceux que Poniatowski lui-même se prête dans ses *Mémoires* et sa correspondance (2) ; mais les deux auteurs diffèrent dans l'interprétation qu'ils en donnent. On ne doute pas que Stanislas-Auguste n'ait eu quelque indulgence pour lui-même. Quant à Rulhière, il donne à tous ces traits l'interprétation la plus défavorable et surtout il choisit intentionnellement le moment de ses confidences ; il parle de sa futilité et de son ambition quand il expose les moyens qu'il prit pour gagner le cœur de Catherine ; il dévoile la médiocrité de sa famille paternelle quand il est question d'en faire un roi et fait remarquer son inaptitude politique quand l'élection est faite. Comme il a à peine entrevu son personnage (3), il faut donc chercher de qui lui viennent les détails qu'il présente et l'interprétation fâcheuse qu'il en tire.

Rulhière n'a pas manqué d'informateurs. Tous les Polonais avaient quelque chose à dire sur leur roi ; mais quelques-uns pouvaient fournir des témoignages de premier ordre. C'étaient : le prince Adam-Casimir Czartoryski, cou-

(1) *Discussion au sujet de l'attribution du prix décennal*, déjà citée : rapports de Dupont de Nemours, Lévesque et Gérard de Rayneval.

(2) *Mémoires de Poniatowski*, Posen, 1862 et de Mouy, *Correspondance de Stanislas-Auguste avec Mme Geoffrin*, Paris, 1878, in-8. Ségur, *Mémoires*, I, pp. 304-310 fait un portrait bienveillant de Poniatowski où l'on retrouve quelques traits de Rulhière.

(3) Il a dû l'apercevoir dans les salons de Paris en 1756.

sin de Poniatowski, Michel Oginski, gendre du prince Michel Czartoryski, le prince Charles de Saxe, duc de Courlande, enfin les confidents de Stanislas-Auguste : François Rzewuski et Xavier Branicki.

Ce que Rulhière écrit des origines peu glorieuses de la famille de Poniatowski, de son enfance et des vues ambitieuses de sa mère, née princesse Czartoryska, lui a été dit par le prince Adam-Casimir, son cousin germain. L'histoire de l'horoscope de l'astrologue Fornica et de l'éducation royale que reçut l'enfant était connue de tous lorsque Rulhière écrivit son histoire, mais seul le prince Adam pouvait dire à l'historien de son pays que ce *secret* fut longtemps caché à sa famille. De même les détails sur le caractère de Poniatowski, son manque de sang-froid, sa sensibilité féminine, ses larmes faciles, son goût marqué pour la littérature licencieuse et son inaptitude politique (*A. de P.*, t. I, 175-184), ne peuvent avoir été fournis à l'historien que par un familier qui avait partagé les jeux et les travaux du futur roi. Mais d'où vient que tout ce que Rulhière écrit à ce sujet soit marqué du sceau de la malveillance ? Quels sentiments poussaient donc le prince Adam, connu pour sa douceur et sa modération, à parler de son cousin avec tant d'acrimonie ?

Le prince Adam était le fils unique du prince Auguste Czartoryski, palatin de Russie. Il avait été élevé avec soin par un père ambitieux qui songeait à le pousser vers le trône. Beau, brillant causeur, grand seigneur magnifique (1), il avait, malgré ses dons éminents, toujours rencontré son cousin sur sa route dans des compétitions de cœur et d'ambition et il avait subi l'ascendant que quelques années de plus procurent. C'est dans un élan de générosité qu'il avait renoncé à la couronne en faveur de Poniatowski, lorsque Catherine II leur avait donné, pour ainsi dire, le

(1) Lord Chesterfield disait de lui : « Il n'est point du tout Sarmate, il a de la douceur et cherche à plaire, mais aussi il n'a pas la vivacité française qui, dans de certaines bornes, sied si bien aux jeunes gens ». (*Correspondance*, t. IV, p. 384, lettre du 10 juin 1763).

choix ; il avait même poussé l'oubli de ses intérêts jusqu'à écrire à la czarine qu'il abandonnait sa candidature. Mais cette renonciation n'avait pas été sans entraîner quelques regrets et le récit qu'il fit à Rulhière de cet événement manifeste bien les sentiments contradictoires qu'il ressentait pour son parent, tour à tour son ami et son rival (1). La politique de son père et de son oncle, en 1766, le brouilla avec Poniatowski devenu roi, mais en 1769, lorsque la Confédération de Bar se forma contre le souverain, il préféra l'exil à une attitude franchement hostile. On devine quel parti un homme de l'espèce de Rulhière pouvait tirer de ces sentiments complexes et quelle dose de perspicacité il lui fallait pour s'orienter dans ce mélange de bons souvenirs et de griefs certains. L'historien connut le prince Adam en 1761, lorsque celui-ci, venu pour la première fois en France, conduisit auprès de Jean-Jacques Rousseau sa jeune épouse Isabelle Fleming, admiratrice de la Nouvelle Héloïse. Il le revit en 1770 et c'est à cette date que le prince lui expliqua toute l'histoire de son désistement (2).

Poniatowski avait donc commencé son étonnante carrière en faisant la conquête de la Grande-Duchesse Catherine. Malgré sa vanité, il ne se doutait pas que ce succès sentimental lui vaudrait un jour une couronne. Lorsqu'en 1757, il tenait une place si importante au milieu de la jeune cour, un autre polonais d'un rang supérieur s'était fait très favorablement écouter de la vieille impératrice Elisabeth. C'était Charles-Christian de Saxe, troisième fils du roi Auguste III et son préféré. C'était un prince séduisant et aimable, remarquable, dit Rulhière, « par un esprit complaisant et sou-

(1) Rulhière assure qu'après avoir interrogé le prince « sur les causes d'un si grand sacrifice, il n'en a bien démêlé que le repentir ». Irrésolu, il conservait l'espérance « qu'en travaillant pour Poniatowski, le temps amènerait d'autres conjonctures et que peut-être la fortune le favoriserait ». (I, 246 et II, 10).

(2) Il en entendit parler en 1762 en Russie par la comtesse Bruce, amie de Catherine II, qui fut la maîtresse du prince Adam.

ple » (I, 173) (1). Cette facilité de rapports avait captivé la czarine autant que le roi de Pologne et, par suite de cette double prédilection, il avait obtenu le duché de Courlande. Cette faveur n'avait pas été du goût des Czartoryski car, en augmentant le crédit de la Maison de Saxe, elle nuisait au leur : Poniatowski, émissaire de ses oncles et Charles de Saxe, représentant de son père en Russie, étaient devenus des rivaux. Le prince Charles de Saxe avait eu l'imprudence de joindre ses sollicitations à celles des ambassadeurs de France (2) pour obtenir d'Elisabeth qu'elle ordonnât l'éloignement de Poniatowski. Son succès devait lui coûter cher. Poniatowski partit et Catherine, encore dans le feu de sa passion, menaça le prince Charles de l'en faire repentir un jour.

Ce prince n'ignorait rien de ce qui s'était passé en Russie depuis le commencement de la faveur de son compatriote, car « il avait un intérêt particulier à être fidèlement instruit de toutes les intrigues de cette Cour ». Rulhière s'efforça donc de connaître tous les secrets dont il était dépositaire. Par le baron de Breteuil, qui le vit à Mittau lorsqu'il traversait, en 1761, la capitale de la Courlande, il connut toute son histoire, depuis le récit des grandes espérances qu'avait fait naître en lui la faveur d'Elisabeth, jusqu'aux graves appréhensions que lui faisait éprouver le courroux de Catherine résolue à le détrôner pour rendre la Courlande à Biren (3). Ce témoin, il faut l'avouer, n'avait pas lieu de

(1) C'est ce que sa jeune femme appelle avec plus d'indulgence : « un abord doux et prévenant ». *Journal de Françoise Krasinska*, éd. par la baronne de Baulny dans le *Carnet*, nov. 1902, p. 168.

(2) Paulmy à Varsovie et l'Hôpital à Pétersbourg, nov. 1757.

(3) Sur l'affaire de Courlande, qu'il a longuement détaillée, Rulhière s'est servi de documents des A. E. particulièrement de 2 mémoires dans Pologne, *Mém. et doc.* 27, pièce 7, et Russie, *Mém. et doc.* 6 (le volume entier est consacré aux affaires de Courlande). Rulhière vit le prince Charles pendant chacun de ses séjours en France, le premier en 1769-70 et l'autre en 1776. Dans ce second séjour, il eut avec lui plusieurs entrevues par l'intermédiaire de Casimir Pulaski, qui avait été aide-de-camp du prince en Courlande et l'avait bravement défendu lorsque les Russes l'attaquaient. Pulaski fournit à l'historien une ample provision de ren-

se louer du futur roi. Aussi le portrait qu'il en fit fut-il encore moins flatté que celui qu'en avait tracé le prince Adam Czartoryski.

Cependant l'étonnante ascension de Catherine II avait donné à l'ambition romanesque de Poniatowski la conviction qu'un destin supérieur l'attendait. Depuis son départ de Pétersbourg, il avait vécu dans le souvenir de son auguste liaison et dans la persuasion que la nouvelle impératrice ne l'avait pas oublié. Aussi, raconte Rulhière, lorsqu'on vint lui annoncer la Révolution (1), il en manifesta une joie folle et sans la faveur d'Orloff, qui ne permettait guère la concurrence, il aurait volé à Pétersbourg, auprès de Catherine, porté par l'amour et par l'ambition. La lettre de l'impératrice annonçant qu'elle soutiendrait sa candidature ou celle d'Adam Czartoryski enflamma ses espérances. Et lorsqu'il eut arraché à son cousin son désistement, il ne mit plus de bornes à son ambition. Il la déclara pour ainsi dire publiquement. Quand le baron de Breteuil le vit à Bialystock (2), il l'entendit dire qu'il ne fallait « jamais faire aux autres la fortune qu'on peut faire pour soi-même » (I, 247).

La maladie du roi Auguste et les approches d'un changement de règne provoquèrent à la diète de 1762 une agitation qu'expliquait le déchaînement des passions. Les amis de la Maison de Saxe et du comte de Bruhl voulaient s'opposer à la domination des Czartoryski. Ceux-ci prétendaient

seignements. On voit que ce dernier eut toutes facilités pour connaître dans le détail l'affaire de Courlande qui remplit le livre IV de *l'Anarchie de Pologne* et pour recueillir de la bouche du prince Charles quelques détails supplémentaires sur Poniatowski pendant son séjour en Russie (I, 175-184).

(1) Rulhière (I, 241) donne des détails que seuls les familiers peuvent avoir fournis : « L'émissaire le trouva couché, ayant à chaque côté de son lit un portrait de cette princesse [Catherine], l'un en Bellone, l'autre en Minerve. A cette nouvelle, Poniatowski éperdu se précipita de son lit, et dans une ivresse de joie, se jeta à genoux s'adressant tout ensemble à l'émissaire, au ciel, aux deux portraits ».

(2) Chez le Grand-Général Branicki. En août 1762 le baron de Breteuil s'y arrêta en allant reprendre en Russie le poste qu'il avait déserté au moment de la Révolution.

s'imposer par l'intimidation et Poniatowski comptait faire éclater son importance par une insulte publique au fils du comte de Bruhl. La scène fut dramatique : Mokronowski imposa la modération à l'assemblée par son attitude ferme et sa magnanimité. Dans l'exposé de cette diète, auquel il donne beaucoup de couleur et de mouvement (I, 250-258). Rulhière a adopté le récit de Mokronowski, mais, s'il lui accorde un crédit exagéré, le tableau qu'il a tracé fourmille de détails saisis sur le vif : on y voit Poniatowski répétant « tout bas une harangue qu'il avait préparée », les nonces, levés, le sabre nu, « avec tant de promptitude qu'on ne put distinguer, dans ce tumulte, les agresseurs d'avec ceux qui s'armaient pour leur propre défense », Mokronowski relevant de ses mains les pointes des épées qui menaçaient le jeune comte de Bruhl et, blessé à la main, « cachant cette blessure de peur que la vue du sang n'irritât encore ces furieux » et, le maréchal Malachowski ayant rompu le silence, chacun restant fièrement à sa place, observant ses adversaires d'un air menaçant ».

Les efforts des amis de l'ordre ne purent cependant prévenir la rupture de la diète. Et devant ce désordre croissant, Catherine décida d'imposer sa domination. Elle envoya en Pologne pour la représenter le comte Keyserling, l'homme, dit Rulhière le plus dangereux pour cette République parce qu'il possédait « l'art de concilier les violences les plus tyranniques avec un respect apparent pour toutes les formes républicaines » (1). Il arrivait à Varsovie pour y servir les desseins d'une souveraine qui déclarait au même moment à notre ambassadeur Breteuil, venu lui proposer un accord franco-russe en vue de l'élection prochaine, que c'était à elle seule de décider du sort de cette République, par la raison que la position de son empire lui faisait un

(1) Rulhière a consacré quelques pages de son histoire (I, 259 et suivantes) à ce personnage. Etant à Pétersbourg, il avait su bien des choses sur les origines de ce Courlandais installé en Russie sous le règne d'Anne. En 1776, à Vienne, il connut des faits confidentiels sur le séjour qu'y avait fait Keyserling en 1762.

devoir et une nécessité d'en écarter tout autre influence (I, 170).

Les divisions de la Pologne servaient ses desseins. L'affaire du tribunal de Wilno qui, en mai 1763, dressa la faction des Czartoryski contre la puissante maison lithuanienne des Radziwill, lui fournit l'occasion cherchée. Dans ce duel, le bon droit appartenait au prince Radziwill, mais il ne l'emportait pas par la valeur intellectuelle et morale. En toute conscience, Rulhière ne pouvait représenter comme un homme de mérite cet adversaire des grands Czartoryski et cependant, il ne lui convenait pas de jeter le discrédit sur un ennemi des Russes. Il avait recueilli sur son compte les commentaires les plus variés. En Février 1768, il avait fait la connaissance de la princesse Marie Lubomirska, femme divorcée de Radziwill. Bernardin de Saint Pierre, qui avait gardé des relations féminines en Pologne, l'avait présenté à cette jeune femme intrépide et sans préjugés (1). Que de détails piquants ne dut-elle pas conter sur son ex-époux. Plus tard Rulhière questionna Oginski, qui lui fit un portrait défavorable de Radziwill, et la princesse Sapieha, qui défendit avec chaleur un des chefs du parti qu'elle avait embrassé. Enfin peut-être le vit-il en janvier 1779, lorsque ce dernier vint en France. Rulhière n'a rien omis de ce qu'on lui avait rapporté, mais il a su en composer un portrait curieux, où les qualités et les défauts s'équilibrent comme sur les deux côtés d'une balance (I, 277-283) :

« Etranger à tous les arts, à toute politesse, il avait une confiance féroce dans sa force corporelle... et surtout dans la droiture de ses intentions, car un sentiment de justice et de grandeur le conduisait dans sa férocité et il avait, quoique sans esprit, un sens droit, quand la passion du vin n'en obscurcissait pas la lueur ».

On ne peut dire plus habilement que ce batailleur ne pouvait avoir de méchantes idées, car il n'en avait pas du tout. Cependant il courait de mauvais bruits sur le compte

(1) « Elle m'a paru si aimable, dit Rulhière, que je désire fort de la trouver favorablement prévenue pour moi ». (Lettre à Bernardin de Saint Pierre, fév. 1768).

de Radziwill. Il en était venu des échos jusqu'au fond de la province française. La présidente Cholier écrivait à Mme de Franquières le 10 janvier 1779 :

Le prince Radziwill partit dimanche, ainsi que sa sœur la Grande-Générale et la suite d'un souverain. Ils vont à Venise où ils s'embarquent pour Constantinople... Le prince Oginski, qui est ici depuis dix-huit mois, qui a beaucoup de mérite, d'esprit et de talent, en fait très peu de cas, il a dit que c'était le plus riche palatin de Pologne mais un fou qui a coupé le cou avec son sabre à l'une de ses maîtresses et a toujours fait une dépense extravagante (1) ».

Ce qu'Oginski avait raconté jusqu'à Lyon, il l'avait dit aussi à l'historien de la Pologne et celui-ci devait le noter avec impartialité : « On les accusait [Radziwill et ses amis] d'avoir quelquefois, dans leurs débauches, commis des extravagances de brigands et des crimes follement barbares ». Tel était l'ennemi que l'affaire de Wilno avait dressé contre les Czartoryski. Cette inimitié déclarée annonçait une lutte sans merci, car Radziwill n'avait, dit Rulhière « ni assez de faiblesse, ni assez de raison pour changer » (I, 282).

Au sujet de ce conflit d'influences en Lithuanie, Rulhière montre très finement que cette affaire, où l'amour-propre de ses oncles était engagé, fut pour Poniatowski le moment décisif de sa grande fortune. Déjà la *Famille* le traitait avec considération depuis que l'impératrice l'avait distingué et qu'il avait su habilement amener son cousin à s'effacer devant lui. Les oncles lui avaient-ils abandonné tous les profits de leurs efforts ambitieux ? Rulhière pense qu'ils ne le poussaient en avant que dans l'espoir que son nom, lié intimement à celui de la czarine, en imposerait à leurs adversaires et serait pour leur parti une enseigne. Mais ils faisaient trop peu de cas de l'habileté de leur neveu et des ruses d'une ambition déchaînée.

Dans son impatience de régner, Poniatowski avait formé le projet de détrôner sur-le-champ Auguste III et, pour y réussir, il appela une armée russe en Pologne et forma une

(1) Lettre citée par A. de Galtier dans *Vie de province au XVIII^e siècle*, Rouquette, 1877.

confédération sous la garantie de la czarine (1). Les Czartoryski s'émurent des initiatives d'un neveu trop émancipé, la nation murmura contre les ingérences de la Russie, et surtout le roi de Prusse, qui négociait avec Catherine, lui fit entendre qu'il n'approuverait pas qu'elle aidât la Pologne à modifier son régime intérieur. Catherine retira ses troupes.

D'où venait à Poniatowski tant d'audace ? Il subissait alors l'influence de deux jeunes ambitieux déterminés, persuadés que la fortune ne sourit qu'aux audacieux. C'était deux Polonais d'un physique agréable et d'une grande séduction : François Rzewuski et Xavier Branicki, que le roi Auguste avait placés en 1756 dans la suite de son fils Charles, lorsque celui-ci était venu en Russie. L'amour du plaisir et l'ambition les avaient rapprochés de Poniatowski, lorsque Catherine l'avait distingué. Xavier Branicki, le plus résolu des deux, avait servi les intrigues des amants, tout en montrant à la grande-duchesse son regret d'avoir été devancé dans son cœur. C'était d'ailleurs pour demeurer plus près de sa faveur qu'il s'attacha à Poniatowski, pour lequel il n'eut jamais d'affection. Depuis que l'Impératrice avait promis son soutien à ce dernier, il le pressait d'agir. Il était « d'autant plus impatient de voir régner Poniatowski que la fortune qu'il se promettait sous son règne l'élèverait lui-même jusqu'aux premières dignités et peut-être jusqu'à l'espérance du trône » (II; 72). Après l'élection de Poniatowski, il devint Grand-Veneur, mais il entra dans les intrigues de l'ambassadeur Repnine et abandonna la cause de Stanislas-Auguste. François Rzewuski fut fait Grand-

(1) Catherine, dont les projets de mariage avec Orloff avaient échoué, accepta de satisfaire Poniatowski pour faire éclater sa puissance. Elle envoya une armée qui, pour ne pas alarmer les puissances étrangères (I, 283), devait traverser la Lithuanie en se rendant de Courlande en Ukraine et publia trois déclarations (I, 289) où elle proclamait : « la puissance et les droits de son empire pour l'avantage et le bonheur de tous les peuples », se déclarait *garante du gouvernement de la République* et enfin réclamait la délimitation des frontières de l'Ukraine et de la Pologne. (Rulhière en a trouvé le texte aux A. E. Pol. Corr. Suppl. 12, 2 mai 1763, f. 74 et 9 août 1763, f. 79).

Notaire de Pologne et envoyé, en 1763, en mission à Pétersbourg.

Rulhière vit les deux confidentes du roi à Paris : Rzewuski en 1770 lorsqu'il vint s'entretenir avec Choiseul, Branicki en 1772 et 1773 quand, devenu Grand-Général de la Couronne, il voyagea en France. L'historien tira d'eux beaucoup de détails sur les amours de Catherine et de Poniatowski (1) et sur les événements qui précédèrent l'élection. Il dit tenir de Branicki et Rzewuski « presque toutes les anecdotes » qui ont trait à l'ambition non déguisée que manifesta Poniatowski après la réception de la lettre de Catherine. Suivant leur propre aveu, la maladie qui conduisait Auguste III au tombeau était trop longue pour leur impatience. Ils pressaient Poniatowski « d'en venir à la catastrophe » et de renverser « une maison étrangère qui, deux fois, y'était montée contre le gré de la nation et qui se trouvait aujourd'hui destituée de la seule protection qui l'y avait maintenue ». Ils l'engageaient même à secouer le joug de ses oncles pour ne devoir la couronne qu'à lui-même et à la Czarine.

Mais les morts simultanées d'Auguste III et de son ministre rendirent inutile cette agitation. Un interrègne allait s'ouvrir. C'était une période qui, en d'autres temps, eût pu être glorieuse pour la République :

« Pendant les derniers siècles, la couronne de Pologne avait toujours été un objet d'émulation et de concurrence entre les grands de cette république, les souverains de contrées voisines et tout ce qu'il y avait en Europe, ou de généraux illustres par leurs victoires, ou de jeunes princes sans états, mais annoncés par l'éclat de leurs actions. Pendant toute la durée des interrègnes, c'est un grand et singulier spectacle que les assemblées de cette nation, où les envoyés de cette multitude de concurrents venaient briguer pour leurs maîtres les suffrages de cette nation belliqueuse, en exposant à l'envi ce que chacun avait fait d'héroïque, les vertus qui le rendaient digne du trône et les différents avantages que son élévation promettaient au

(1) Cf. la 2^e dédicace des *Anecdotes sur la Révolution de Russie*, Rulhière ne l'estimait pas et il prétendait, ce qui est inexact, qu'il n'était pas parent du Grand-Général Clément Branicki. Ce renseignement ténébreux a dû venir de Mokronowski.

royaume. On ne vit point cette fois une si belle concurrence et sous le despotisme russe, ce champ d'honneur se trouva fermé » (II, 2).

En effet un seul candidat étranger se présentait : c'était l'électeur de Saxe, fils aîné du roi défunt, dont l'intrigante épouse « avait rempli toutes les cours de ses sollicitations et tous les cabinets de ses lettres » (II, 3). L'Autriche était hésitante, la France, divisée par ses deux politiques, dispersait son influence. Quant au roi de Prusse, il éconduisit l'Electrice de Saxe et, décidé à aider Catherine II dans une affaire où son amour-propre était engagé, il soutint Poniatowski à la condition que le gouvernement de la Pologne ne fût pas transformé (II, 43-45) (1). Poniatowski avait donc peu de choses à craindre, puisque la faveur russe le désignait ouvertement. Le parti français lui avait, il est vrai, opposé son beau-frère le Grand-Général Branicki, sur la popularité duquel Rulhière accueillit des échos un peu amplifiés qui ne pouvaient venir que de Mokronowski (II, 4).

Mais tandis que les chances du jeune homme se précisaient, quels sentiments cachaient les oncles qui n'avaient jamais voulu voir en lui qu'un instrument pour leurs fins ambitieuses ? Rulhière avoue que c'est « avec curiosité » qu'il cherche à déceler leurs secrètes dispositions : il croit démêler dans le « parfait accord » qui régnait dans *la Famille*, en même temps que la crainte de déplaire à la Russie dont les Czartoryski comptaient se servir pour opérer la réforme de l'état, la conviction que leur valeur finirait par l'emporter sur un rival aussi indigne d'eux (II, 11).

On ne parlait plus de la candidature du prince Adam depuis qu'il en avait fait le sacrifice, mais un nouveau candidat était sorti de la *Famille* et c'était Michel Oginski, palatin de Wilno, gendre du prince Michel Czartoryski. D'un physique agréable, d'éducation soignée, il était passionné

(1) Rulhière a trouvé aux A. E. Pol. corr. suppl. 12, tous les documents sur la participation de Frédéric II à l'élection de Poniatowski. (Copie de la correspondance de Frédéric II à l'Electrice, d'oct. à déc. 1763, fol. 86 et 94. Déclarations de Benoît, résident de Prusse à Varsovie, 27 déc. 1763, fol. 102.

pour les arts et les pratiquait en amateur éclairé. Elevé près de Poniatowski son cousin, il fut, comme Adam Czartoryski, en rivalité d'amour et d'ambition avec lui, mais enthousiaste et un peu naïf, sans grandes passions, il ne fut jamais pour Stanislas, ni un obstacle sérieux à ses projets, ni un ennemi irréconciliable, bien qu'il n'eût reconnu en lui « que l'esprit de ces subalternes fourbes, intéressés et flatteurs, qui parviennent à plaire, quoiqu'on s'en défie » (II, 13).

Rulhière était encore présent en Russie lorsque le jeune Oginski y parvint, appelé par l'intrigue du ministre de Danemarck Osten, qui voulait que Catherine l'aimât et lui donnât cette couronne de Pologne qui semblait dépendre de son cœur (1). La princesse Sapieha (2) assure que Rulhière savait par Breteuil que la czarine n'avait pas pris au sérieux l'amour d'Oginski et que l'ambassadeur de France avait lu un billet de Catherine où elle tournait en ridicule Oginski et son protecteur Osten. Rulhière dit bien, en effet, que la czarine « prenait un malin plaisir à laisser continuer son intrigue en la rendant inutile » et que les talents d'Oginski, « qui avaient plus d'agréments que d'éclat, ne devaient pas faire une impression assez vive et assez durable » sur Catherine. Après le premier partage, en 1772, Oginski vint à Paris où il eut un grand succès. Rulhière le vit ainsi que son secrétaire Chominski. Les femmes lui firent fête, on admirait son patriotisme et son désintéressement :

« Ce malheureux, possesseur de 1.500.000 l. de rente se trouve bien réduit, écrivait la comtesse d'Egmont, il ne lui échappe pas un regret, il ne s'afflige que sur sa patrie. Il se prête à la société avec la même douceur que si rien ne le troublait, faisant de la musique avec nous. Il a refusé de notre Cour tout secours qui ne serait que pour lui ; il est bien intéressant et en tout ».

(1) Breteuil avait soutenu cette candidature, en accord avec le baron d'Osten pendant son ambassade en Suède. (A. E. Suède, *corr.* 242. 30 déc. 1763).

(2) *Mémoires*, *op. cit.*, p. 192.

Ce n'était pas l'avis de son beau-frère Wielhorski, (on n'est jamais trahi que par les siens), qui le dépeignait en ces termes à la princesse Sapieha : « Mauvais soldat, poltron, mauvais général, mauvais politique, mauvais ami, mauvais mari et même mauvais amant » (1). Rulhière, on l'a vu, s'en tint à une appréciation modérée.

Une vacance du trône était pour les Polonais une occasion de proposer des réformes propres à réparer le désordre de leur gouvernement. Cette fois, la situation était assez grave pour qu'on envisageât des modifications profondes à la constitution. C'était, dit Rulhière (II, 17) « le vœu des hommes les plus sages de soustraire leur patrie au pouvoir anarchique de la noblesse, en abrogeant cette folle loi de l'unanimité, mais de sauver en même temps la République de tous les dangers du despotisme, en établissant un conseil national pour la nomination de tous les emplois ». Pour parler ainsi de ces programmes « des hommes sages », il faut que Rulhière ait eu connaissance des publications réformatrices qui furent si abondantes en Pologne à cette époque. Il a lu certainement la *Voix libre* du roi Stanislas Leszczyński qui conseille, non une suppression absolue du *liberum veto* mais des moyens d'en prévenir l'abus, et surtout il a connu, par l'entremise de Wielhorski, l'œuvre si intéressante de l'abbé Stanislas Konarski et, moins passionné dans le débat il a mieux apprécié les sages conseils que le réformateur donnait à sa nation (2).

Rulhière a bien compris que les projets que les princes Czartoryski tentèrent de faire adopter par la diète de Convo-

(1) *Id.*, p. 189.

(2) L'œuvre de Konarski *o Skutecznym rad sposobie* a paru en 4 tomes de 1761 à 1764. L'auteur y prouve que l'usage de la règle d'unanimité est illégitime et n'a pas de fondement dans la Constitution. Il prétend même que la règle de la majorité fut en vigueur avant que les factions n'eussent commencé à rompre les diètes. Il propose fermement d'établir la pluralité. Quant à la distribution des charges par le roi, il pense préférable de l'abolir à cause des tentations de corruption qu'elle fait naître. Mr Konopczynski (*Le liberum veto*, p. 253), dit que son ouvrage fut écrit « en accord tacite avec la politique des Czartoryski ».

cation du 7 mai 1764 méritaient d'être rapprochés de ceux des « hommes sages ». Après avoir réprouvé la contrainte qu'ils employèrent pour obtenir la docilité des diétines (1), l'entrée des troupes russes et le maintien illégal de la diète en présence de l'armée étrangère (2) ; il s'étend avec complaisance sur la composition des Commissions qui eussent remplacé les grandes charges et où on aurait fait usage du vote selon « la forme judiciaire », c'est-à-dire à la majorité. L'historien admire leurs vues intelligentes et reconnaît loyalement qu'ils eussent ainsi établi une « véritable monarchie sur les ruines des mauvaises lois qui avaient perdu la Pologne ». Mais il se refuse à croire que des vues si sages pussent servir d'excuse à leur complicité avec la Russie. Ils avaient bien, il est vrai, réussi à appliquer à la Commission du Trésor le vote à la majorité sans attirer l'attention des ambassadeurs de la Czarine, dont l'un, Keyserling, était malade et l'autre, Repnine, encore sans expérience « de ce labyrinthe qu'est le droit public polonais », mais avaient-ils oublié le resserrement de l'alliance russo-prussienne et pouvaient-ils espérer que Catherine sacrifierait ses intérêts au salut de la République ? Or, Frédéric II, indifférent sur le choix du nouveau roi, était intraitable sur la question de la Constitution qu'il voulait maintenir inchangée. Son ambassadeur Benoit, uni à Keyserling, prévint les Czartoryski que les souverains de Russie et de Prusse abandonneraient leur cause pour soutenir leurs adversaires, s'ils persistaient dans leurs projets. Et c'est ainsi que les princes, par un fatal choc en retour des armes qu'ils avaient choisies, se privèrent des magnifiques moyens qu'ils possédaient pour sauver l'indépendance de leur patrie.

(1) II, 46. Sur la résistance des diétines, Rulhière a utilisé des documents des A. E. Pol. corr. suppl. 12, fol. 151-164.

(2) Elle aurait dû être dissoute après la sortie du Grand-Général Malachowski. Sur les péripéties de cette diète, Rulhière a recueilli docilement le récit des hauts faits de Mokronowski (II, 61-73). De la correspondance de Paulmy et de Hennin et de Pol. corr., supp. 12, fol. 172, il a tiré les constitutions de la diète.

On se demandera sans doute ce que faisait la France dans cette tragique aventure où se jouait le sort de sa fidèle alliée. Une étrange activité, qui ressemble fort à du désordre, l'avait poussée à protéger à la fois plusieurs candidats. La diplomatie officielle, représentée par l'ambassadeur Paulmy, soutenait tantôt la Saxe, tantôt le Grand-Général Branicki, tandis que le Secret, représenté par le résident Hennin et le consul Monnet, négligeait le prince de Conti pour donner des espérances à Poniatowski, afin d'obtenir la réintégration dans leurs fonctions de Branicki et de Radziwill, bannis par la haine des Czartoryski. La confusion fut à son comble lorsque Paulmy, gagné par Hennin, promit à Poniatowski, avec le soutien de la France, celui de l'Autriche (1). Blâmé par sa Cour pour son indiscrette promesse, il fut de plus bafoué par le primat de Pologne, ami des Czartoryski, et devant l'affront, dut quitter Varsovie (II, 94) (2).

La France, et ses alliés : Vienne, Dresde et Madrid cessèrent d'être représentés en Pologne. C'est « dans cette extrémité » que Mokronowski accomplit ce singulier voyage à Berlin, pour supplier Frédéric II, qui était déjà lié à la Russie par un pacte, de sauver la Pologne en lui donnant un roi de son choix, son frère Henri, de préférence (II, 96). Cette visite ne discréditait-elle pas Mokronowski autant que ses adversaires livrés à la Russie ? Rulhière n'exprime pas son opinion sur la démarche de son héros. Il en donne simplement des explications qui ressemblent à des excuses. Il était assez naturel, dit-il, que le général désespérât du soutien de la France qui, après avoir donné de fausses espérances, avait finalement abandonné ses amis. Mais Rulhière croit-il à l'opportunité de cette visite ? Pense-t-il que Frédéric II eût pu s'intéresser à la Pologne ?

(1) Rulhière a eu aux A. E. des documents abondants sur ces négociations : Instructions de Paulmy, Pol. *Mém. et doc.* 28, fol. 45 ; de Hennin (A. E. Pol. 273, fol. 319 ; de Monnet (A. E. Pol. *corr. supp.* 12, 19 nov. 1763, fol. 96).

(2) Le récit de cette affaire est aux A. E. Pol. *Mém. et doc.* 28, fol. 65 et Pol. *suppl.* 12, fol. 200-202. Rulhière en eut connaissance par Hennin qui y était présent.

Sans s'expliquer très nettement, il défend le point de vue de Frédéric II. Ce prince ne pouvait, dit-il, être bien disposé en faveur d'un parti qui, après avoir soutenu la Saxe, avait mêlé l'Autriche à cette affaire, éveillant ainsi les soupçons du maître de la Silésie. Et sans s'étendre davantage, Rulhière fait entendre une fois de plus le langage des partisans de l'amitié prussienne : ce sont les maladresses d'une politique déplorable qui ont causé le mal ; en quittant Varsovie, les représentants de la France, de l'Autriche, de la Saxe et de l'Espagne avaient livré la Pologne à la Russie et Frédéric II suivait la politique que lui dictait son esprit réaliste : puisqu'il ne pouvait empêcher cette iniquité, il allait en profiter. Et l'historien laisse entendre qu'il n'en aurait peut-être pas été ainsi si les amis de la Pologne avaient agi avec plus d'efficacité.

Enfin le 7 septembre 1764, le comte Poniatowski fut élu roi d'une voix unanime par la noblesse présente en champ électoral. Le règne du dernier roi de Pologne allait commencer.

CHAPITRE IV

Diètes et Confédérations (1)

Pauvreté de la documentation écrite de Rulhière sur la période de 1764-69 ; abondance sur les années 1770-74. — Raisons de cette anomalie. — Couronnement de Stanislas-Auguste. — Catherine II, conseillée par Panine, s'oppose aux réformes. — Exploitation par la Russie et la Prusse des revendications des dissidents. — Portrait de Gaëtan Soltyk, évêque de Cracovie. — Diète de 1766, programme de Wielhorski ; il s'oppose aux réformes des Czartoryski. — Jugement nuancé de Rulhière. — Podoski et les dissidents. — La Confédération de Radom ; son programme. — Résistance des patriotes à l'ingérence de la Russie dans la diète de 1767. — Enlèvement des sénateurs. — Premiers bruits de la Confédération de Bar. — Jugements de Rulhière sur les nouvelles réformes : division des lois en lois cardinales, matières d'état et matières économiques. — Confédération de Bar. — Reproches adressés à Rulhière à son sujet. — Sa documentation. — Portraits des deux Krasinski. — Joseph Pulaski. — Casimir Pulaski. — C'est le « héros » de Rulhière. — Pourquoi. — Le prince et la princesse Sapieha. — Ignace Bohusz. — Le comte Pac. — Sources de Rulhière sur les épisodes militaires de la Confédération de Bar. — Divisions des Confédérés. — La politique de Choiseul auprès des Confédérés. — Rulhière philosophe et les Confédérés défenseurs de la liberté.

A peine le roi Stanislas-Auguste était-il monté sur le trône des Jagellons que ses sujets souhaitaient déjà de l'en déloger. Nous allons aborder le récit des événements tumultueux qui vont marquer l'affreux malentendu séparant le nouveau roi, sincèrement attaché à sa patrie de la majorité de la nation, convaincue que son intelligence avec la Russie la conduirait à l'asservissement : ce sera l'histoire dramatique des confédérations qui agiteront la Pologne jusqu'au

(1) Sources des livrés VII à XV.

partage, et dont Rulhière fera le récit, du livre VII au livre XV (1).

Sur cette dernière partie de son ouvrage, la documentation dont nous avons disposé présente des lacunes notables : très peu de notes sur les années 1764-69 et en revanche une abondante documentation sur les années 1770-74 (2). Aurait-il détruit la première moitié de ces matériaux ? On n'en voit pas la raison, puisqu'il reste tant de documents sur les périodes antérieures. Aurait-il ralenti, pour cette partie, l'activité de ses recherches ? C'est encore moins probable. D'ailleurs la correspondance des Affaires Etrangères lui est passée par les mains et il en reste une trace bien visible : sur une liasse de dépêches provenant de la mission de Chateaufort, Gérard, le premier Commis a inscrit la mention : « Monsieur de Rulhière » (3). Si les notes personnelles de Rulhière ont disparu, il faut mettre cette perte au compte des multiples transferts de ses papiers. Mais s'il est évident qu'il n'a pu négliger le document d'archives, il est encore plus certain qu'il lui a préféré le témoignage oral et vivant des Polonais qui jouèrent cette grande partie que furent les Confédérations ; ses derniers livres, plus encore que les précédents, traduisent à chaque ligne un témoignage vibrant, le témoignage de l'homme qui a vu, qui a su, qui a joué un rôle dans la grande et confuse tragédie. Nous touchons ici à une des critiques les plus graves qui aient été faites à l'œuvre de Rulhière : il est indéniable qu'il a entendu des témoins, mais ceux-ci, ont dit les adversaires de l'historien, étaient à la fois juges et parties ; ils avaient une thèse à défendre : la leur, et l'historien ne s'est-il pas fait complice de leurs rancunes et de leurs regrets ?

(1) Nous rappelons que les deux derniers livres (14 et 15) n'ont pas été rédigés par lui.

(2) Bien qu'il semble avoir eu à sa disposition des notes de Rulhière que nous n'avons pas retrouvées, Ferrand dit qu'il n'y en avait aucune qui fut antérieure au mois d'août 1769. Les notes sur les années 1770-74 correspondent à la partie inachevée de son ouvrage. Elles sont aux Arch. Nat. K. K. 1396 d.

(3) A. E. corr. Pol. 292, fol. 70.

On ne peut nier que Rulhière ait prêté une oreille sympathique aux accents d'indignation et de désespoir des Confédérés ; qu'il ait décrit en artiste ces combats où souffle l'esprit de l'épopée ; mais il faut avoir bien mal lu son livre pour prétendre qu'il a donné raison à ces entreprises inconsidérées et justifié l'anarchie dont il avait tant de fois stigmatisé l'incohérence. L'examen des derniers livres de *l'Anarchie de Pologne*, que nous allons entreprendre, nous permettra de montrer le peu de fondement de ces accusations ou de les ramener à de plus justes proportions.

Poniatowski avait donc été porté au trône par une diète docile au vœu de la czarine, au moment où celle-ci cessait de prendre intérêt à son élection (1). Catherine II avait à ce moment un incroyable prestige en Pologne : le roi ne pouvait régner que par elle (2), les Czartoryski (3) comptaient sur son appui pour faire réussir leurs réformes, les dissidents lui exprimaient leurs espérances et les mécontents leurs doléances, tous enfin attendaient le succès, de sa modération et de son génie. Satisfaite dans son amour-propre, elle ne semblait pas avoir distingué, fait remarquer Rulhière, que le gouvernement des Czartoryski pouvait fort bien donner aux Polonais, s'ils savaient agir avec union et fermeté, les moyens de sauver leur indépendance et d'échapper à sa tyrannie.

Et par une très fine analyse, l'historien démontre que deux circonstances contribuèrent à éclairer la czarine et par conséquent à perdre la Pologne. Tout d'abord les rivalités de sa Cour auxquelles les factions polonaises eurent le tort de se mêler : le ministre Panine était assez disposé à accepter les nouvelles constitutions des Czartoryski, mais Orloff le

(1) Cf. ce que dit Rulhière de sa désaffection pour lui (II, 111).

(2) Les Turcs l'avaient repoussé, la France et ses alliés ne le reconnaîtront qu'en mai 1765.

(3) Affermis par la diète de couronnement (1764) réunie sous forme de confédération et où avaient été votés à la pluralité le maintien des Commissions souveraines, la suppression des grandes charges et la perception de l'impôt général sous forme de douane (II, 123 et 137).

favori, toujours jaloux de Poniatowski, voulait détruire ce qu'il croyait l'œuvre de son rival : quelques Polonais exaltés par l'esprit de parti utilisèrent son influence sur Catherine pour desservir leurs adversaires et Panine inquiet pour ses intérêts, abandonna les Czartoryski et leurs réformes (II, 131)

Cette première intrigue avait donc indisposé la czarine et son ministre contre les nouveautés venues de Pologne ; une autre influence acheva de la décider à réagir. C'est de Prusse, explique Rulhière (II, 143), que lui vinrent les aversissements décisifs. Le roi Frédéric, bien que toujours attentif à ce qui se passait sur ses frontières, s'était tu quand il avait cru que Catherine allait épouser Poniatowski (II, 118) ; mais quand il fut fixé sur ce point, il accueillit fort mal la création de la douane de Pologne qui gênait le commerce de ses Etats et son ressentiment contre le nouveau gouvernement de Pologne vint à son comble, quand il entendit parler d'un projet de mariage entre Stanislas-Auguste et une archiduchesse. Toujours inquiet quand il s'agissait de Vienne, il entrevit une alliance entre l'Autriche et la Pologne, la monarchie polonaise devenant héréditaire, grâce à l'Empire et cette alliance menaçant sa Silésie. De ce jour, les réformes des Czartoryski furent condamnées dans son esprit et il lui fut facile de démontrer à Catherine qu'elle n'en tirerait que des inconvénients : il fallait dans leur intérêt que leurs efforts combinés s'opposassent à tout changement dans les constitutions de la République.

Lorsque se réunit la diète en octobre 1766, une nouvelle affaire intérieure extrêmement délicate vint fournir à Frédéric II l'occasion de manœuvrer habilement pour paralyser l'action des réformes nouvelles : ce fut l'affaire des dissidents. Cette question avait déjà été agitée aux diètes d'élection et de couronnement et elle avait pris corps sur une équivoque. Rulhière, documents en mains (1), démontre

(1) Il rappelle les traités de Velau avec la Prusse (1657), d'Oliva avec la Suède (1660), de Moscou avec la Russie (1686), qui avaient maintenu la liberté des cultes dans les régions non-catholiques de la Pologne et

que les non-catholiques de Pologne, en invoquant le principe de tolérance, avaient trompé l'opinion philosophique, car, étant bénéficiaires de cette tolérance depuis longtemps, ils réclamaient bien davantage : c'était à l'égalité absolue, au partage total de la souveraineté qu'ils voulaient parvenir (II, 127-157). Stanislas-Auguste s'était empressé de défendre lui-même les intérêts de ses sujets dissidents. Il promit à Catherine de leur accorder les mêmes droits qu'aux autres citoyens."

Les intérêts de la tolérance étaient-ils le grand stimulant qui faisait agir ce prince éclairé ? Rulhière ne le croit pas (II, 129) ; il voit plutôt dans l'empressement de Poniatowski à soutenir les droits des dissidents un moyen habile pour occuper la Russie et détourner son attention de la transformation du gouvernement qui lui eût procuré une réelle autorité. S'il n'y parvint pas, c'est que les factions intérieures, enragées à défendre ce qu'elles croyaient être leurs libertés, se firent, consciemment ou inconsciemment, les alliées des ennemis de l'extérieur et qu'elles ne comprirent pas que le seul moyen de sauver l'indépendance nationale était d'accorder au gouvernement le moyen de se fortifier et d'assurer la défense du pays.

Elles allaient bien le montrer dans la diète de 1766, dont le personnage le plus représentatif fut Gaëtan Soltyk, évêque de Cracovie. On pourra remarquer que, dans le portrait que Rulhière trace de cet évêque, il ne mêle pas dans une même louange l'estime où il tient les vertus et la loyauté du personnage d'une part, et ses démarches d'autre part. Rendant hommage aux premières, il attaque ouvertement les secondes et son esprit critique ne le quitte jamais, même lorsqu'il ne dissimule pas ses sympathies. Voyez les premiers traits du portrait. Ils sont très flatteurs : « Il joignait au caractère le plus ferme la vertu la plus pure et le

l'admission des dissidents aux emplois. Il évoque la médiation russe de 1717, qui avait approuvé leur exclusion des grandes charges. Il a laissé des notes détaillées sur ces questions.

génie le plus élevé » (II, 152-155). Ces éloges ont été fournis par Wielhorski, qui avait vu de près l'évêque de Cracovie chez le comte Mniszech, son ami d'enfance. Cependant Rulhière, selon son habitude, tient à soulager sa conscience d'historien en signalant les bruits malveillants qui ont pu lui parvenir sur le compte de Soltyk : « Ses ennemis [il s'agit certainement des Czartoryski] soutiennent que son ambition, sous la fin du dernier règne, avait pris la voie des intrigues de cour, qu'il prétendait au premier crédit de la république par la faveur de Bruhl » (1). Mais l'historien efface l'impression fâcheuse qu'a pu causer cette insinuation et termine le portrait par ce jugement définitif :

« Ses plus cruels détracteurs avouent que, depuis la vacance du trône, son ambition avait pris une voie plus digne de l'élévation de son génie et de la fierté de son caractère, celle d'une vertu rigide et d'un attachement inébranlable à la liberté de son pays ; les observateurs les plus défiants, dans de fréquents entretiens qu'ils eurent avec lui pendant l'interrègne, ne parvinrent pas à y découvrir un seul mouvement d'intérêt personnel. »

C'était donc un noble caractère, une nature droite que cet évêque ; mais était-ce un homme d'état ? Il détestait Stanislas-Auguste et Rulhière semble l'indiquer comme le premier instigateur du complot qui devait aboutir à la Confédération de Bar. Opposant dans l'affaire des dissidents, ce qui peut s'expliquer puisqu'il était évêque, sa haine pour la Famille le poussa à se rallier aux demandes des représentants de la Russie et de la Prusse plutôt que de soutenir les efforts du roi Stanislas-Auguste pour faire accepter à la diète le nouveau gouvernement.

Rulhière approuve-t-il sa résistance au roi ? C'est un problème assez complexe ; notre historien, nous l'avons déjà dit, a toujours admis l'opportunité des réformes, mais il a toujours inculpé les procédés et quelquefois les intentions des réformateurs. Dans la circonstance, il accuse Poniatowski d'avoir, par sa duplicité et ses artifices, enlevé toute confiance aux nonces et de les avoir rejetés dans

(1) La dignité de primat, première fonction du royaume pendant l'interrègne. On sait que Mniszech, ami de Soltyk, était le gendre de Bruhl.

l'opposition ; mais il déplore toujours l'aveuglement de ces braves gens. Soltyk fut bien, selon Rulhière, un polonais intègre, mais il fut mal inspiré dans son opposition.

Et cependant, l'historien de la Pologne aurait pu être entraîné dans le parti des opposants ; sur toutes les affaires traitées à cette diète de 1766, il avait un informateur dont les intentions étaient aussi partiales que les opinions : c'était Wielhorski. Il est manifeste que ce nonce, dont l'intervention contre le roi et ses oncles fut décisive à cette époque, avait tout intérêt à faire admettre à Rulhière son point de vue.

Voyons comment celui-ci s'est tiré de cette situation difficile. C'est évidemment à Wielhorski qu'il doit le récit des épisodes fameux qui marquèrent la diète de 1766 : il put lire son journal et écouter le récit de ses souvenirs dans les longs entretiens qu'ils eurent ensemble en 1770 et 1771. Il lui doit certainement les détails intensément vivants qui marquent la description de la séance du 11 octobre où Wielhorski s'opposa aux nouveautés proposées par le roi, en demandant le retour aux anciennes lois, malgré « l'œil sévère » des Czartoryski (II, 165), malgré les artifices de Stanislas-Auguste qui employait tour à tour « les reproches et les promesses ». Il lui emprunta aussi le récit mouvementé de la séance du 16 octobre où le roi, espérant faire admettre la pluralité des suffrages dans les affaires financières et militaires, se heurta à une résistance si énergique qu'il défaillit sur son trône (1).

(1) Wielhorski écrit à Rulhière : « J'ai l'honneur, Mr, de vous envoyer l'extrait de mon journal. Vous verrez qu'il s'accorde avec les notions que vous en avez. Le 16 octobre, le Roi se trouva mal, à cause (dit mon journal), que l'ambassadeur de Russie et le ministre de Prusse devaient lui avoir déclaré, ainsi qu'à Mrs Czartoryski, que leurs cours ne veulent point consentir à la pluralité et c'est dès ce moment que ces ministres ont cherché à s'unir avec ceux qui défendaient les droits de la liberté... (1770, sans mention du mois). Rulhière dit (II, 171) que « les citoyens les plus considérés (et il mentionne Soltyk) se ligèrent avec les ennemis de la République ». Le roi cite parmi les opposants (*Correspondance*, p. 262) son cousin Adam Czartoryski et attribue à cette trahison sa défaillance.

Mais si Rulhière écoute avec empressement le récit circonstancié que lui fournit un acteur du drame, il ne s'ensuit pas qu'il adopte les opinions de son narrateur. On remarquera au contraire combien il est circonspect dans ses jugements. Après avoir admis le désintéressement civique de Wielhorski et de ses amis (II, 150) : « ils n'appartenaient ni au roi, dit-il, ni à ses oncles, mais à la patrie », il feint de croire qu'ils ne pensaient pas, en repoussant les réformes, servir les intérêts de la Russie, « ils croyaient agir contre la volonté des Russes » (1). Mais il laisse entendre que c'était là un grand aveuglement. Quant à la réforme qui était l'objet du débat, Rulhière exprime une fois de plus et courageusement son opinion : « On ne peut nier, dit-il, que ces réformes ne fussent d'une extrême utilité. » Et c'est avec une très sincère conviction qu'il déplore que les patriotes comme Soltyk ou Wielhorski aient été assez mal inspirés pour accepter de l'influence de la Russie le rétablissement du *liberum veto*.

C'est donc fort injustement que les adversaires de Rulhière, comme Dupont de Nemours, l'ont accusé d'avoir soutenu aveuglément les passions des adversaires de Stanislas-Auguste et fait siennes toutes leurs opinions. Il s'agit seulement de lire attentivement son texte pour comprendre qu'il fut loin, au contraire, d'approuver leur action. Mais dira-t-on, si la connivence avec la Russie fut toujours,

(1) Wielhorski l'avait assuré que les ministres de Russie et de Prusse ne s'étaient découverts qu'après son action (cf. la lettre citée plus haut). Tout cela est inexact et son « *Manifeste de la république confédérée* », publié avec l'aide de Mably et de Rousseau, est un monument de pharisaïsme et d'impudence (cf. *Confederacya Barska*, t. II, ch. XXX, p. 610). Le roi Stanislas-Auguste porte sur lui un jugement très juste quand il écrit : « Mr Wielhorski, qui a parlé contre moi à Paris, est le même qui a été parler contre moi à Moscou en 1767... c'est lui qui a demandé publiquement alors à l'Impératrice pour la garantie et pour les dissidents, au nom des confédérés d'alors, les mêmes choses dont il se plaint actuellement à Paris et dont lui et ses conjoints veulent depuis deux ans me rendre, moi, responsable. Je ne sais pas si, dans l'histoire, il existe un autre exemple d'une injustice pareille. » (Cf. de Moïty, *Correspondance* de Stanislas-Auguste, p. 396).

pour Rulhière, la faute impardonnable, pourquoi traite-t-il d'erreur, quand il s'agit de Soltyk et de Wielhorski, ce qu'il appelait crime quand il s'agissait de Poniatowski ? Il apporte à résoudre cette distinction quelques raisons subtiles. Pour Soltyk, Wielhorski et leurs amis, il s'agissait, dit-il, de réparer le mal que Poniatowski avait fait à la Pologne, d'obtenir de Catherine qu'elle les délivrât de ce roi détesté qu'elle leur avait donné, qu'elle voulût bien enfin retirer les troupes étrangères que Poniatowski avait appelées dans sa patrie ; leur crédulité venait, dit Rulhière, de l'opinion trop haute qu'ils avaient de la justice de Catherine. Enfin, ajoute-t-il, ils sont allés à la Russie parce que la France les avait abandonnés et que, depuis que ses erreurs politiques en Pologne l'avaient conduite à un échec, elle avait cessé de prêter attention à ce qui se passait dans la République. Et il revient à son idée favorite : ce sont les erreurs politiques commises en France depuis l'alliance autrichienne de 1756 qui ont accru les malheurs de la Pologne.

Repnine, après l'évanouissement du roi, avait exigé, au nom de sa souveraine, « que les nouvelles constitutions fussent éclaircies et que toutes les expressions captieuses par lesquelles on avait tâché d'abroger la loi de l'unanimité... fussent fixées d'une manière précise et qui mît cette loi à l'abri de toutes les atteintes qu'on essayait d'y porter » (II, 172). Stanislas se défendit avec courage (1), mais ses oncles, découragés par la résistance combinée des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, lui conseillèrent de céder

(1) Il inspira les « *Remarques d'un bon patriote sur le mémorial russe et prussien du 11 nov. 1766* » (en polonais), qui montraient le lien entre les idées de Wielhorski et les intrigues étrangères. Il ne faut donc pas s'étonner que ce dernier n'en ait pas parlé à Rulhière. Stanislas-Auguste porte sur les « chefs » une accusation positive quand il dit « ... Ils suggérèrent à la Russie que le seul moyen de faire regarder au gros de la noblesse comme un bien pour elle la venue ici des troupes russes, c'était de leur parler fort peu des dissidents, mais de leur dire que la Russie ferait abolir toutes les nouveautés... Or ces nouveautés tendaient principalement à diminuer l'abus du *liberum veto* » (*Correspondance*, p. 369).

(II, 180). D'ailleurs, pour porter à son comble le désordre, Catherine II, conseillée par Frédéric, avait réveillé l'affaire des dissidents qui semblait apaisée (II, 182) et la diète se sépara dans la plus grande confusion.

Un nouvel intrigant avait secondé la Russie pour donner une ampleur accrue à l'affaire des dissidents : c'était Podoski. Les renseignements que l'historien de la Pologne a recueillis sur ce personnage lui viennent de deux sources bien différentes : le prince Charles de Saxe, duc de Courlande, dont Podoski fut longtemps chancelier, loua hautement son dévouement inlassable aux causes qu'il embrassait, son esprit de ressources et son profond savoir ; d'autre part, Wielhorski, qui fut trompé par ses agissements en 1767, décria les mœurs de cet ecclésiastique sans vocation, sa tolérance scandaleuse envers les hérétiques et il assura que son indéniable intelligence n'était qu'un dangereux esprit d'intrigue.

Rulhière, dut, une fois de plus, se faire une opinion au milieu de ces renseignements contradictoires. Séduit par l'intelligence et le savoir de Podoski, « beaucoup plus versé dans l'histoire de son pays qu'on ne l'était communément alors dans cette nation, » il crut démêler que les actions de ce singulier personnage portaient d'un sentiment louable : la fidélité. C'était par attachement à la Maison de Saxe qu'il voulait travailler au renversement de Poniatowski, c'était par attachement à une vieille liaison de jeunesse (1) qu'il voulait obtenir aux dissidents l'égalité des droits. Mais Rulhière met en cause la sûreté de son jugement et la droiture de son caractère ; son erreur impardonnable fut de croire, comme avaient fait précédemment les princes Czartoryski, qu'il pourrait sans dommage pour son pays se servir de la Russie, dans l'intention de réaliser une révolution salutaire. Il fallait, pense Rulhière, une grande dose d'illusion pour croire encore, en 1767, qu'il fût possible à des Polonais de collaborer loyalement avec la Russie ; n'avait-

(1) Avec une certaine Mme Oemichen, luthérienne de Dantzig. Cette liaison était de notoriété publique.

elle pas toujours déçu cruellement ceux qui avaient eu confiance en sa protection ?

Podoski voulait former une confédération de la noblesse pour renverser Poniatowski et détruire l'œuvre de ses oncles. L'ambassadeur de Catherine, Repnine, avait promis le soutien de sa souveraine, si les droits des dissidents étaient accordés ; déjà une lettre toute maternelle de la Czarine (II, 193), était venue rassurer les Polonais de bonne volonté, et Panine avait donné à son tour des assurances encourageantes (1). Mais, en dépit de ces promesses, Podoski eut grand tort, assure Rulhière, de s'être engagé, et sa patrie avec lui, dans une entreprise aussi hasardeuse : il employa toute son habileté, qui était grande, à convaincre « les hommes vertueux », ceux qui ne pensaient « qu'à la liberté perdue », qu'une confédération protégée par la Russie la leur ferait retrouver. « Les évêques de Cracovie et de Kami-niec, le palatin de Kiovie, le maréchal de la Cour Mniszech, le grand trésorier Wessel, le Strasznik de Lithuanie Pociel, le grand maître d'hôtel de Lithuanie Wielhorski, une foule d'autres accourent dans l'espérance de concerter avec l'ambassadeur de Russie le détrônement du roi (II, 196). » Et ce fut l'embryon de la confédération de Radom.

Rulhière, qui tient tous ces détails de Wielhorski, ne se laisse cependant pas convaincre de l'opportunité de cette démarche et il se demande comment les Polonais, « malgré tant de sujets de défiance, de ressentiments et de crainte », pouvaient ainsi, avec « une incroyable imprudence », mettre leur confiance en leur ennemi.

A peine la confédération était-elle en voie de constitution que déjà Repnine changeait de langage. Il avait un plan tout préparé (2) qu'il prétendait faire admettre immédiatement. Pourquoi les confédérés ne prirent-ils pas leurs précautions quand il en était encore temps ?

(1) Sur l'affaire des dissidents, le manifeste de Panine, les confédérations des dissidents à Thorn, celle de Radom et de Lithuanie, Rulhière s'est aidé des documents des A. E., Pol., suppl. 12, *Corr.*, fol. 358-378.

(2) Concernant les demandes des dissidents et l'étendue de la garantie russe à toutes les parties du gouvernement polonais.

Ici Rulhière enregistre les arguments que lui présenta Wielhorski : ils croyaient que Repnine agissait follement, sans instructions et que, sans tarder, l'impératrice le désavouerait ; ils espéraient aussi que la grande autorité d'une confédération en imposerait à tous, même à la czarine ; ils pensaient enfin que d'autres puissances, en garantissant les prochaines réformes, écarteraient l'influence exclusive de la Russie... (II, 205).

Mais une fois de plus les folles passions l'emportèrent et le désir de détrôner Poniatowski fut plus fort que la réflexion et la plus élémentaire prudence : la confédération de Radom fut conclue en mai 1767 et Catherine, pour flatter la confiance des Polonais, souhaita que la présidence en fût donnée à une victime des princes Czartoryski : le prince Radziwill, sans doute dupe lui-même une fois de plus et non pas traître (1).

Ainsi les Confédérés de Radom qui n'avaient qu'un objectif : détrôner Poniatowski et détruire *la Famille*, se livraient à la Russie pour satisfaire une aveugle passion de vengeance. Cependant, comme le fait remarquer Rulhière (II, 206), les désillusions ne leur manquèrent pas. A peine la confédération était-elle constituée que Repnine manquait à tous ses engagements : il entourait Radom d'un cordon de troupes et, sous la menace, exigeait des chefs de la Confédération la promesse de rendre justice aux dissidents et leur donnait l'ordre de demander à la czarine d'étendre sa garantie sur toutes les parties de leur gouvernement ; mais il n'était déjà plus question de détrôner Poniatowski.

Les Confédérés allaient-ils comprendre enfin qu'ils avaient, par leur imprudente rancune, compromis gravement leur liberté ? Rulhière explique comment leur aveuglement persista. Ils envoyèrent des députés à Moscou porter à l'Impératrice leurs doléances : quelques-uns se plaignirent en effet des procédés artificieux de son ambassadeur, mais aucun n'oublia de demander à la czarine sa protection pour

(1) Cf. A. E. Pol. suppl. 12, fol. 368.

assurer à la Pologne le renversement du nouveau gouvernement et le retour aux « anciennes libertés ». Quant au maintien de Poniatowski au trône, les Confédérés ne crurent pas que Catherine soutiendrait cette exigence ; ils pensèrent que c'était de sa part une manœuvre pour obtenir d'eux de plus grands sacrifices. Et, ajoute Rulhière, « ils eussent accordé sans peine à la Russie tout ce qu'elle exigeait d'eux, si elle eût consenti à le faire descendre du trône (II, 219). » Mais il laisse cependant entendre que cette opposition stupide n'était pas partagée par toute la nation polonaise. Il y avait encore dans le pays une majorité de gens pondérés et raisonnables qui, sans rancunes mesquines, souhaitaient une réforme saine et durable, fût-elle l'œuvre du roi et de ses oncles.

Lorsque la diète fut convoquée en effet, Repnine n'osa pas parler de ramener la Pologne à l'asservissement et se contenta d'annoncer des réformes favorables aux dissidents : il semble bien n'avoir pas voulu heurter de front une opinion qui, depuis longtemps, considérait les ruptures de diètes comme la plaie de la nation et ne pouvait souhaiter le retour de cette calamité. Cependant il proposa aux nonces d'abandonner leurs droits à des commissaires qui statueraient sous la garantie de l'Etat à toutes réformes utiles, et de borner le rôle de la diète à ratifier les décisions prises. Une opposition s'éleva : elle vint de l'évêque de Cracovie. L'abandon par la diète de son droit de contrôle lui parut contraire à tous les usages ; quant à la garantie de la Russie donnée à des lois qui n'étaient pas encore rédigées, il la trouva d'autant plus abusive que cette puissance usurpait là un droit que la nation ne lui avait pas donné ; enfin il trouva que les demandes formulées au nom des dissidents dépassaient de beaucoup les bornes de la tolérance. Son courage fut imité par le comte Wacław Rzewuski, palatin de Cracovie, et son fils Severin, nonce de Podolie, et par l'évêque de Kiovie, Żaluski. Ils secouèrent l'apathie de l'assemblée et ce fut une opposition unanime ; mais six jours après, dans la nuit du 13 au 14 octobre 1767, ils étaient

enlevés, par ordre de Repnine, du palais du comte Mniszech où ils étaient réunis, et transportés en Sibérie (1).

Nous n'entrerons pas dans le récit de cet événement mémorable, auquel l'auteur a consacré une partie du livre VIII (II, 237-260), nous dirons simplement que ce récit lui vient de François Rzewuski, fils et frère de deux des victimes. Rulhière le rencontra à Paris, en 1770, lorsqu'il vint conférer avec Choiseul, et par l'entremise de l'abbé de Mabli : « Je vis hier le comte Rzewuski, écrivait ce dernier à Rulhière le 24 avril, il vous connaît, Mr, de réputation et désire fort d'avoir l'honneur de vous voir, il vous prie à dîner pour lundi 26... Je lui ai dit que nous viendrions chez lui lundi à 1 heure au plus tard pour avoir le temps de causer. Je vous invite à porter avec vous le morceau qui regarde l'enlèvement des sénateurs. Vous le lirez et vous verrez ce que l'on vous dira. » C'est donc un morceau où tous les détails correspondent à un témoignage direct.

Cependant Rulhière était trop clairvoyant pour ne voir dans cet événement que la manifestation violente de la colère de Repnine, provoquée par un refus qu'il ne prévoyait pas. Il y avait certainement plus que cela et la Russie avait dû être avertie des préparatifs secrets d'une résistance générale. L'historien signale en effet les liaisons des sénateurs enlevés avec deux personnages dont il sera bientôt plus longuement question : l'évêque de Kamieniec, Adam Krasiński, et Joseph Pulaski, les instigateurs de la Confédération de Bar (2). L'évêque, aussi prudent que ses amis étaient téméraires, aurait souhaité que l'on acceptât les exigences de la Russie, puis qu'on suscitât au dernier jour de la diète un nonce protestataire, ce qui eût permis de constituer une confédération générale. En attendant, il travaillait dans le mystère à fomenter un complot ; la Russie chercha à l'attirer

(1) Les sénateurs enlevés furent rendus à la liberté, à la paix, en 1772.

(2) Avant que les évêques, le général de camp et le nonce eussent été pris et transportés en Russie, il y eut une conspiration à Varsovie et on projeta dès lors la confédération de Bar.

à Varsovie pour l'enlever comme ses compagnons, mais il sut lui échapper et demeura caché (II, 250).

Avant de quitter cette diète, Rulhière revient sur un sujet qui le préoccupe fort : celui de la législation polonaise (II, 275-279). Un nouveau code de lois avait été établi sous le contrôle de la Russie. Désormais les lois étaient divisées en trois catégories : les lois cardinales, immuables à jamais (1), les matières d'état, qui demeuraient soumises au consentement unanime (2), enfin les matières économiques, qui devaient se traiter pendant les trois premières semaines de la diète, à la pluralité. Il reconnaît qu'il y a là quelque chose de changé et que cette réforme « avait guéri quelques-uns des maux de l'Etat » (II, 276). Il fallait que l'opinion publique fût vraiment acquise à la restriction de la voix libre pour que la Russie se fût décidée à cette concession. Malgré tout, et Rulhière le fait remarquer, en dépit de ce grand progrès, le *liberum veto* conservait son pouvoir de destruction puisque, maintenu dans les discussions des matières d'état, il pouvait ramener perpétuellement l'agitation (3).

Nous voici parvenus à la Confédération de Bar, à cet événement fameux qui conduisit la Pologne à ses ultimes malheurs. Nous n'entreprendrons pas ici une étude détaillée de ce vaste drame qui remplit l'histoire de la Pologne de 1768 à 1772. Ce n'est pas notre affaire, c'est encore moins notre ambition. D'autres, beaucoup plus qualifiés, ont raconté magistralement cette période agitée de l'histoire de

(1) La religion catholique dominante, le roi catholique, l'élection libre, l'union avec la Lithuanie, l'égalité des nobles, etc.

(2) Impôts, effectifs, traités, paix et guerre, monnaies, tribunaux.

(3) L'affaire des dissidents avait reçu une solution dès le 19 nov. 1767 : les dissidents obtenaient l'égalité absolue avec les catholiques à l'exception de la royauté. — Sur cette question de la législation, Rulhière a trouvé aux A. E., Pol., Corr., Suppl. 13, un acte du 24 fév. 1768 concernant : 1° les grecs unis et autres dissidents ; 2° les lois cardinales ; 3° le traité entre l'impératrice et ses alliés (Prusse, Danemark, Suède, Angleterre), du 5 mars : les lois de la diète extraordinaire de Varsovie. Il s'est inspiré aussi de « *L'Etat de la Pologne* » annoté par Wielhoski, pp. 245-283.

la République (1). Mais il nous faut expliquer l'opinion de notre historien sur cette grande aventure, car c'est sur cette dernière partie de son ouvrage qu'il a été le plus critiqué. On l'a accusé d'avoir représenté des rebelles comme des héros et des martyrs, d'avoir négligé, afin de les mieux servir, les documents qui les accablaient, pour n'écouter que leur propre témoignage, d'avoir en leur faveur abandonné le langage serein de l'histoire et adopté le ton de la polémique, enfin d'avoir, à leur sujet, défendu la politique de Choiseul et proclamé avec partialité « qu'elle défendait la meilleure cause (2). »

Est-il vrai que Rulhière n'ait eu pour les Confédérés que des faveurs et qu'il n'ait jamais parlé que de leurs mérites ? Quoiqu'on ait prétendu le contraire, il a toujours utilisé les rapports des agents français en Pologne : Taulès, Chateaufort et Dumouriez, qui ne sont pas très favorables aux Confédérés. Il a eu recours, sans doute, à d'autres sources d'informations, c'était son droit, c'était même son devoir. On ne peut prétendre en effet que nos agents aient pu, après quelques semaines ou même quelques mois de résidence auprès des Confédérés, connaître à fond ces hommes que les difficultés de leur entreprise rendaient inquiets, soupçonneux, âpres surtout à réclamer les subsides que la France leur faisait espérer et ne se hâtait pas de leur donner. Rulhière a voulu qu'après les renseignements fâcheux dont il a d'ailleurs tenu compte, fussent écoutés les bons témoignages que leurs parents, leurs amis et l'opinion polonaise portaient sur eux.

Les portraits des Confédérés par Rulhière sont fort curieux à ce titre, car après avoir exposé ce qu'on disait de désobligeant sur le compte de chacun d'eux, il présente à

(1) L'ouvrage le plus complet sur cette histoire nous vient naturellement de Pologne. Mr Konopeczynski vient de terminer ce monument de ses longues et patientes recherches. *Konfederacya Barska*, 2 vol., 1936-38. Nous formons le vœu que cet ouvrage capital soit bientôt traduit en français.

(2) Discussion de l'Institut, t. I, p. LVIII, dans *Œuvres posthumes*.

la tribune de l'histoire une explication ou une justification dont le lecteur se fera juge. Il arrive avec ses dossiers, et sa conscience lui ferait des reproches s'il ne faisait usage de tous ceux qu'il a rassemblés.

Voici par exemple l'évêque de Kaminiéc : Adam Krasinski, le plus illustre des Confédérés, l'âme de la Confédération, puisqu'il en eut l'idée dès Radom. Rulhière ne dissimule par ses faiblesses (1), c'est un prêtre tiède, mais il n'a pas choisi son état, et cette explication peut être une excuse. On parle de sa répugnance physique à s'exposer aux dangers des batailles ; mais n'est-ce pas l'effet d'une constitution délicate ? Il a, au contraire, beaucoup de courage d'esprit, dit Rulhière très finement, et lorsqu'il s'agit d'imaginer des ruses, sa fertilité d'invention lui fait oublier des dangers très réels ; ses extraordinaires aventures en sont la preuve (2). Cette prudence, dont quelques-uns de ses concitoyens lui avaient fait grief, était précisément, aux yeux de l'historien, la qualité supérieure qui le distinguait du reste de sa téméraire nation. Il y joignait un dévouement sans limites et le plus parfait désintéressement, et Rulhière voyait en lui la tête sage de la Confédération, l'élément modérateur et l'ordonnateur de l'entreprise :

« Avec un zèle infatigable, il luttait contre tous les vices de sa nation, ne se rebutant jamais et parvenant à mettre une espèce d'ordre dans l'anarchie, de la prudence dans les passions les plus inconsidérées, réunissant les esprits les plus divisés, employant dans

(1) (II, 233 et 285). A comparer avec Châteaufort (A. E. 292, lettre du 10 mai 1769) et Dumouriez (295, 25 août 1770).

(2) Rulhière a peut-être vu Adam Krasinski lorsqu'il vint à Paris conférer avec Choiseul, en octobre 1768 ; une chose est certaine, c'est qu'il lui posa maintes questions par des intermédiaires, comme le prouve la lettre suivante d'Ignace Bohusz, (de Nancy, 12 juillet 1774) : « Je suis au désespoir de n'avoir pu faire mieux votre commission par rapport à l'évêque de Kaminiéc. Je lui ai écrit aussitôt que je suis arrivé à Nancy. J'ai pris toutes les précautions possibles pour que ma lettre lui parvienne avec sûreté, mais je n'ai point de réponse jusqu'à ce moment... » Il est peu probable, cependant qu'il ait connu le projet de réformes que Krasinski avait préparé. Cf. *Konfederacya Barska*, II, ch. XXX, p. 620.

les lieux éloignés ceux dont les haines étaient irréconciliables (II, 362). »

A lire ces lignes, on voit le cas que Rulhière faisait de cet homme remarquable : l'historien a la conviction que si la Pologne eût pu être sauvée à ce moment, elle l'eût été par lui. Il le tient pour l'homme le plus renseigné sur les besoins, les aspirations et aussi les égarements de la nation polonaise, car il était resté toute sa vie en contact étroit avec ses concitoyens ; l'intérêt personnel ne l'avait pas égaré comme quelques-uns et il n'avait pas, comme d'autres, perdu la juste notion des réalités polonaises dans la fréquentation de théoriciens étrangers perdus dans l'abstrait.

Quant à son frère, le comte Michel Krasinski, l'historien met en relief son honnêteté, sa bravoure simple et sa générosité, mais il ne lui attribue pas les qualités maîtresses qui distinguaient l'évêque de Kaminiéc. Il se fait l'écho d'une opinion universellement reconnue, quand il trace le portrait de ce citoyen « qui ne songeait qu'à la patrie et toujours prêt, par un si noble motif, à sacrifier son opinion, son intérêt et à s'oublier lui-même » (II, 290). L'agent français Taulès, envoyé en Pologne, avait fait de lui un éloge analogue (1).

Le portrait de Joseph Pulaski est plus curieux encore. Il avait été fort attaqué par les partisans du Roi et de ses oncles, assez maltraité dans les relations des agents français : Rulhière a répété avec impartialité tout ce que ses ennemis lui reprochaient : « Ceux qui détestent son entreprise et qui s'attachent à flétrir sa mémoire prétendent... » (et il énumère les griefs relevés contre lui) (2), mais il a entendu un autre son de cloche quand il a connu Wielhorski et surtout Casimir Pulaski ; il était de son devoir, après avoir écouté les adversaires, de prêter l'oreille au plaidoyer dicté par l'amitié et la piété filiale ; aussi apporte-t-il la seconde face du portrait

(1) Taulès, A. E. Pol., *Corr.* 291, 6 juin 1768, l'appelle « une âme honnête et bonne ».

(2) (II, 286). Ces griefs sont exactement ceux qu'expose Taulès. A. E. Pol., *Corr.* 291, 6 juin 1768.

en opposant à l'exposé précédent, argument pour argument, ce que lui ont rapporté « ceux qui honorent son entreprise et qui respectent sa mémoire ». Tout cela semble de la plus louable impartialité. Mais il est un trait sur lequel Rulhière laisse deviner son intérêt : Pulaski était, dit-il, un jurisconsulte remarquable ; « il possédait dans sa mémoire le recueil immense des lois de son pays », et ce savoir lui vaut l'estime de l'historien. C'est en juriste qu'il forma la confédération : il voulait empêcher la Russie de garantir les nouvelles lois, car cela eût enlevé aux Polonais le droit de légiférer à l'avenir ; la harangue que Rulhière met dans sa bouche (II, 301-306) est basée sur une argumentation juridique. C'est avec plaisir que l'écrivain, qui a souvent regretté l'ignorance où se trouvaient nombre de polonais, de leur législation, constate cette supériorité dans le chef des Confédérés.

Ce n'est certainement pas pour ce motif qu'il donna une place fort importante dans son histoire à l'un des fils de Joseph Pulaski, le jeune Casimir. Rulhière a fait de ce jeune homme un des personnages les plus attachants de son histoire et cette prédilection pour un citoyen qui fut poursuivi pour tentative de régicide lui a été reprochée comme une partialité regrettable. C'est un des Polonais que l'historien a le mieux connus. Pulaski, après le premier partage, avait été proscrit et avait résidé à Marseille. Il le vit à chacun de ses séjours à Paris : à la fin de 1772, au printemps de 1773, et surtout de septembre 1773 à mars 1774. Enfin il entretint avec lui une fort importante correspondance, de janvier 1776 à février 1778, pour négocier son passage à l'armée des Insurgents. Rulhière n'a jamais caché la sympathie que lui inspirait ce héros qui, après avoir tout fait pour sauver son pays, arrivait en France dépouillé de tout. Plus de famille : son père et ses deux frères étaient morts pendant la Confédération (1), un frère était prisonnier ; plus de biens, sa fortune, qui était considérable, était confisquée ;

(1) Pulaski disait que la guerre avait coûté la vie à 20 personnes de sa famille.

son honneur entaché d'une accusation infâmante, sa vie en danger, son épée sans emploi.

L'historien de la Pologne, malgré son apparente sécheresse, était fort accessible à la pitié ; on a pu voir, au cours de cette histoire, que sa complaisance était inlassable et son amitié des plus sûres. Il s'attacha à Pulaski, releva son courage, et en attendant l'occasion de l'obliger, il lui procura le grand soulagement de se raconter. Il est certain que Rulhière a pris plaisir aux récits de Casimir Pulaski. Il lui doit quelques-unes des plus belles narrations de son ouvrage (1), que le jeune héros devait faire avec une ardeur communicative. Il est de toute évidence qu'il a ressenti une émotion artistique à l'entendre (2) ; Pulaski lui paraissait être d'une autre époque, un paladin comme le Moyen-âge français en avait tant produit (3), un homme très près de la nature, dont il percevait avec une étrange acuité les bruits, les couleurs et les formes pour en tirer des ressources à la guerre. Car la guerre était sa raison d'être : combattre était pour lui un sport, s'exposer au péril était un stimulant ; l'esprit d'aventure était en lui. Rulhière, la tête pleine de souvenirs antiques, voyait en lui un héros de Plutarque. Il lui écrivait : « Vous avez fait pour votre patrie tout ce qui a valu l'immortalité aux héros les plus célèbres des républiques anciennes », et cela n'était pas dans sa bouche un compliment banal.

On comprend bien que Rulhière ait aimé ce jeune Polonais, mais, toujours clairvoyant, il ne l'a jamais représenté comme un être supérieur ; sorti de la fièvre des combats, Pulaski était un homme fort ordinaire. Tout d'abord un garçon simple, « doux, liant, sociable, sans défiance personnelle », il n'avait aucune psychologie et ne distinguait pas une honnête homme d'un intrigant.

(1) Celle du combat d'Okopy (III, 6 à 10) et surtout de la belle défense du monastère de Czenstochowa, III, 304).

(2) Cela se sent chaque fois qu'il en parle.

(3) L'abbé de Mabli, dans une lettre à Rulhière déjà citée (p. 155), fait remarquer cette ressemblance de quelques polonais avec nos seigneurs du xiii^e siècle.

Wielhorski, qui partagea avec Rulhière le soin de veiller aux intérêts de Pulaski pendant son séjour en France, se plaignait de son incorrigible crédulité, de son esprit brouillon, de sa tendance à se faire perpétuellement des illusions et à ne rien voir des réalités.

Auprès de Casimir Pulaski, Rulhière a tracé la silhouette d'un ménage de Confédérés où la femme, qui jouait les héroïnes, poussait à l'action un mari effacé : c'étaient le prince et la princesse Sapieha. Lui, personnage assez falot, avait cependant été désigné comme maréchal de la Confédération de Lithuanie à cause de son grand nom et de sa parenté avec le Grand-Général Branicki. Elle, née Jablonska, était charmante et vive. Le salon qu'elle tint à Paris, de décembre 1773 à avril 1774, était un lieu des plus intéressants pour un observateur comme Rulhière, car la colonie polonaise, selon l'expression de la princesse elle-même, était aussi nombreuse que choisie. On y voyait, se condoyant, des gens de convictions très diverses : des confédérés et des royalistes, des politiques ardents et combatifs et des polonais d'opinion tiède. La tiédeur n'était pas le fait de la princesse Teofile : elle nourrissait deux passions : détrôner le roi Stanislas-Auguste et faire passer son mari pour un grand politique. Ce furent deux passions malheureuses ; en dépit de ses efforts, Poniatowski demeura roi et elle ne parvint jamais à convaincre Rulhière que Sapieha fût un génie. Elle reçut pourtant souvent l'historien de la Pologne pendant l'hiver de 1773-1774 ; elle prit pour de l'admiration l'intérêt qu'il semblait trouver à sa conversation. Il en prenait effectivement, car elle lui apprenait bien des choses, mais il gardait pour lui son appréciation. Elle le comprit plus tard avec un grand désappointement lorsqu'elle ouvrit *l'Anarchie de Pologne* et qu'elle trouva sur son mari et sur elle la mention suivante : « Tout ce qu'on présumait de lui [du prince] était dû au soin perpétuel que prenait sa jeune épouse de l'annoncer et de le faire valoir (III, 33) (1). »

(1) Elle espérait beaucoup mieux et dans ses *Mémoires* (p. 192) elle ne cache pas sa déception.

Auprès de cette princesse, Rulhière connut aussi Ignace Bohusz, secrétaire de la Généralité, peut-être aussi rédacteur, ou au moins inspirateur des *Mémoires* de la princesse Sapieha. Il se chargeait d'ailleurs d'une active correspondance. C'est par lui que Rulhière recevait les invitations des Sapieha et les confidences de l'évêque de Kaminiéc. Il était intelligent et très actif ; Rulhière lui doit plus d'une information, mais il ne lui accorde qu'une mention fort insignifiante dans son livre (1).

En revanche, il n'a que des louanges à l'égard du comte Pac, maréchal-général de la Confédération de Lithuanie, qui se retira en France après 1774 et y mourut en 1788. Rulhière était en rapports épistolaires avec lui ; il eut aussi avec lui des entrevues (2), peut-être a-t-il eu connaissance d'une importante correspondance que le comte Pac laissa après sa mort et qui fut remise aux Affaires Etrangères le 6 août 1788 (3). D'après la nomenclature de ces documents, il y avait des lettres de Dumouriez, Viomenil, Wielhorski, Durand, du prince Louis de Rohan, de Gérard, Mabli, etc... ; on peut présumer que Rulhière a obtenu la faveur de les lire et de les utiliser.

En ce qui concerne les opérations militaires des Confédérés, Rulhière a évidemment tenu compte des récits que Casimir Pulaski lui a faits de ses propres aventures (4). Il est évident que les épisodes de Berditcheff (II, 293), d'Okopy (III, 6) et de Czenstochowa (III, 304) abondent en détails qu'on ne trouve en aucune autre relation et que seul Pulaski pouvait fournir. Mais ce n'était pas l'habitude de

(1) Les renseignements que donne sur lui Dumouriez sont peu concordants. Il en dit beaucoup de mal dans un rapport envoyé aux A. E. (295, 25 août 1771), mais dans ses *Mémoires* il tient un tout autre langage : c'est « un grand caractère et un génie vaste... si la Confédération eût réussi, il aurait gouverné et changé la Pologne » (p. 237).

(2) Il en mentionne une (III, 289).

(3) Cette correspondance a dû être égarée, elle n'est pas aujourd'hui aux Affaires Etrangères.

(4) On des relations de Zajoneczek sur les opérations militaires de Pulaski. Il en existe un exemplaire dans les notes de Rulhière conservées aux Arch. Nat. K. K. 1396 d.

Rulhière de s'en tenir à un seul témoignage, surtout lorsqu'il provenait d'un homme personnellement intéressé à proposer sa propre version. L'historien, quoiqu'on ait prétendu (1), a utilisé les relations de Taulès (2) et de Chateaufort (3).

Quant à celles de Dumouriez et de Viomenil, il y a des traces visibles de cette utilisation, car Rulhière en a relevé plusieurs qui sont encore aujourd'hui aux Archives Nationales, au milieu de notes diplomatiques provenant de Vienne, Berlin, Pétersbourg et Constantinople. Là comme ailleurs, la minutie de l'historien a toujours autant d'exigences. Nous n'en donnerons qu'un exemple : pour étudier l'origine des Cosaques Zaporogues qui, en mars 1768, envahirent l'Ukraine et massacrèrent la population (III, 336), il a dépouillé les historiens anciens : Ammien Marcellin et Constantin Porphyrogénète qui ont laissé une description géographique des îles du Borysthène et de leurs habitants primitifs, il a dépouillé Cromer et Vapovius qui ont étudié l'organisation et les mœurs des Cosaques depuis le xv^e siècle, Reynold Heindenstein qui a écrit leur histoire sous Etienne Bathori, le géographe Thévenet qui a décrit les cataractes auprès desquelles ils campaient ; il a comparé les notions données par Moreri à celles du chevalier de Beaujeu, enfin les Affaires Etrangères (4) lui ont fourni une relation détaillée sur les Haydamaks. On voit que, pour un fait d'importance réduite, il épuisait à fond la documentation.

Rulhière n'a pas dissimulé les faiblesses des Confédérés. Il a montré « les maréchaux avides de s'arracher les uns

(1) Lévêque dans la discussion de l'Institut (*Œuvres posthumes*, I, p. LXXXIX) et aussi l'éditeur des *lettres de Viomenil sur les affaires de Pologne*, Paris, 1808, (introduction).

(2) A. E., Pol., 291 (cf. II, 318).

(3) A. E. Pol., 292, (cf. III, 61), (siège de Choczim) et 295, (intrigues de la Saxe contre les Confédérés), (cf. III, 85). Rulhière connaissait Taulès qui avait été son frère d'armes aux Gens d'armes de la Garde du Roi.

(4) A. E. *Mém. et doc.*, Pol., 27, pièce 9.

aux autres. Les subsides de la France (1) (II, 296) », et qui avaient de ce fait même découragé ses tentatives faites en leur faveur. Il a signalé la mollesse et l'égoïsme des plus grands seigneurs et l'esprit d'intrigue de quelques autres ; il n'a rien caché non plus des dissentiments qui avaient séparé Joseph Pulaski de Potocki (II, 365) ; des querelles des chefs de la Confédération qui avaient détruit toute discipline (III, 285) ; de la mésintelligence de Casimir Pulaski et Dumouriez (III, 417) et il attribue à ces fatales discordes la responsabilité principale de leurs malheurs.

Nous ne ferons pas ici l'analyse des livres 14 et 15 qu'il n'écrivit pas lui-même et que Daunou rédigea d'après ses notes. Ses adversaires l'attaquaient avec tant de légèreté et de parti-pris qu'ils lui reprochaient les opinions formulées dans cette dernière partie et spécialement ce qui concerne l'attentat des Confédérés contre Stanislas-Auguste. Daunou dut les ramener à la réalité en leur répliquant que c'était lui le responsable de ces opinions (2). Mais le plus grand reproche qu'ont adressé à Rulhière les adversaires de son livre, c'est d'avoir écrit par complaisance (3) pour Choiseul un panégyrique de sa politique.

S'il était vrai que l'historien de la Pologne eût soutenu la politique de Choiseul, ce ne pourrait être par intérêt personnel, et un examen chronologique des faits suffit à le prouver. Chargé d'écrire sur les événements de Pologne, en décembre 1768, Rulhière avait seulement achevé son 6^e livre, lorsqu'en décembre 1770, Choiseul quitta le ministère. Son 9^e livre, celui qui mentionne pour la première fois la Confédération de Bar, fut déposé aux Affaires Etrangères au moment où le duc d'Aiguillon, l'ennemi de Choiseul,

(1) Chateaufort écrivait (292, juin 1769) « Je suis au milieu de gens qui m'arracheraient les yeux s'ils pouvaient en faire des ducats ».

(2) Cf. discussion de l'Institut, I, p. CXIII.

(3) Et une complaisance payée. (Cf. dans la discussion, les articles de Dupont de Nemours et Lévêque, I, p. LXXXV). Gérard de Rayneval, qui n'aimait cependant pas Rulhière, réfuta cette accusation (p. CX). Il ne pouvait l'écouter en silence ayant été Premier Commis de Choiseul et dépositaire du manuscrit de Rulhière.

en prenait possession. On sait qu'il renvoya Rulhière et que celui-ci ne fut réintégré aux Archives qu'à l'arrivée de Vergennes en 1774 ; or la politique de ce dernier, basée sur le rapprochement avec la Russie et la Prusse, n'était pas précisément celle de Choiseul et c'est cependant sous ce ministère que Rulhière développa son ouvrage. D'ailleurs, s'il a pu avoir quelque sympathie pour les Confédérés, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il ait applaudi à la politique suivie auprès d'eux par notre ministre des Affaires Étrangères, de 1768 à 1770. Le soutien que Choiseul donna aux Confédérés consista surtout à leur procurer l'aide des Turcs. Nous verrons au chapitre suivant ce que Rulhière pensait de cette intervention et comment les arguments qu'il trouva pour justifier l'initiative de Choiseul tenaient plus du patriotisme que de la politique désintéressée.

Mais il s'agit ici de savoir ce que l'historien des Polonais pensa de la conduite que tint le ministre de Louis XV à l'égard des Confédérés de Bar. En fait, Rulhière n'a jamais exprimé clairement son jugement sur ce point et ce n'est que par voie détournée qu'on peut parvenir à le lui arracher. En suivant la piste d'un personnage dont il a toujours approuvé la conduite, peut-être arriverons-nous à connaître ce secret. Ce personnage, c'est Mokronowski.

Celui-ci, dès que le soulèvement fut connu à Varsovie, fut dépêché aux Confédérés pour les entendre (II, 308). Il n'avait guère confiance, nous dit Rulhière, dans « ces émeutes téméraires qu'il avait toujours cherché à prévenir et qu'il prévoyait, avec *trop de raison*, devoir occasionner les derniers malheurs de sa patrie ». Or, Mokronowski, continue Rulhière, avait tout un programme : ou bien réunir le roi aux confédérations, s'il les trouvait assez fortes pour concevoir l'espoir de délivrer la patrie, ou si leur entreprise, dont il soupçonnait la témérité, lui paraissait impossible à soutenir, il voulait essayer de sauver ces braves gens par les négociations.

« La perfidie des Russes ayant rendu ces efforts inutiles, Mokronowski, dit Rulhière, partit pour la France où l'on continuait encore cette correspondance ignorée du ministère français et dont le roi de

France était lui-même confident... Mokronowski n'était même pas sans espérance de déterminer le ministre français à venir au secours de cette infortunée république (II, 313) (1). »

Et par ce petit chemin détourné nous avons abouti au Secret du Roi, dans la politique duquel on trouve presque toujours les jugements de Rulhière : Choiseul a trop tardé à agir auprès des Polonais. En leur expédiant émissaire sur émissaire, il semble bien qu'il ait voulu surtout gagner du temps pour permettre aux Turcs, en prenant parti, d'accomplir de la besogne effective. Mais les Turcs, si difficiles à décider, furent aussi lents à s'ébranler, et lorsqu'ils arrivèrent en présence des Russes, l'effet de surprise était manqué et Catherine avait pris ses dispositions. Une action immédiate eût donné de tout autres résultats et Favier expose sur ce sujet ce qui eût été, selon le système du Secret, la bonne politique :

« Si on avait donné à la Pologne deux millions de subsides au moment que la Confédération de Bar a éclaté et qu'en reconnaissant Mr de Wielhorski pour ministre de cette Confédération, on eût envoyé auprès de ces chefs un ministre de France en état de bien faire employer cette somme, toute la Pologne eût été confédérée en trois mois et il y eût eu plus de 100.000 Polonais sur pied, partagés en corps qui auraient désolé l'armée russe, intercepté les communications et l'utilité que les Turcs en auraient retirée aurait permis de leur demander de payer ce subsid^e. Tout cela a été proposé par des Mémoires que Mr Mokronowski a présentés à Mr le duc de Choiseul. Ce ministre, de son premier mouvement commençait par adopter ces idées, mais la cour de Vienne a toujours empêché de les exécuter (2). »

Donc l'alliance autrichienne est de nouveau mise en cause et c'est elle, selon le Secret, qui a paralysé l'action de Choiseul et achevé la désorganisation des Confédérations en accumulant leurs déceptions. Il est plus que probable

(1) La correspondance du Comte de Broglie à Gérardt explique comment les efforts de la diplomatie secrète tendaient à diriger la bienveillance de Choiseul vers les Confédérés, à recevoir leurs émissaires et à envoyer des agents auprès d'eux. (A. E., Pol., Corr. suppl. II, lettres du 20 février 1768, de mai 68, juin 68, etc.).

(2) *Conjectures raisonnées*, A. E. *Mém. et doc.* France 583, introduction.

que cette opinion de Favier fut celle de Rulhière, comme elle fut celle de tous les élèves du comte de Broglie (1). D'ailleurs Rulhière, sans autre commentaire, montre par une phrase significative que de si longues hésitations avaient renversé la situation. En juillet 1770, après les désastres des Turcs, « la France, qui avait voulu secourir la Pologne par les Turcs, sentit la nécessité de secourir les Turcs par les Polonais (III, 296). » Ce fut l'envoi de Dumouriez et le versement régulier d'un subside qui, bien que remis au Conseil général d'Eperliès légalement reconnu, arrivait cependant trop tard pour sauver la situation.

Rulhière n'a donc pas présenté sous un jour volontairement favorable les personnes et les actes des Confédérés, il n'a pas tenté, à leur sujet, de défendre une politique que les événements avaient désavouée, et cependant il se dégage de la lecture des pages consacrées à la Confédération de Bar une chaleur, une sympathie qu'on aurait tort de dénier. Je crois qu'il faut en chercher la raison dans les principes philosophiques du temps et tout particulièrement dans les enseignements des grands apôtres Mabli et Rousseau, dont Rulhière, en dépit de sa réserve, se montra toujours le disciple et l'ami. L'historien de la Pologne, on a pu le constater tout au long de cette étude, abhorre le despotisme et la Russie qui incarne ce régime inhumain. On sait aussi, d'autre part, qu'il déplore les désordres d'une liberté mal orientée qui va droit à l'anarchie ; mais cependant cette liberté est un bien légitime, c'est un droit sacré de la nature et l'historien approuve du fond du cœur l'élan et l'indignation d'un peuple qui regimbe à la servitude. Pour mieux faire comprendre la pensée de Rulhière, nous renvoyons nos lecteurs à la conclusion qu'il donnait à son 9^e livre, lorsqu'en mai 1771, il remettait son ouvrage aux Affaires Etran-

(1) Cette réserve de Rulhière sur Choiseul fut interprétée comme une complicité par Dupont de Nemours qui le crut le soutien des confédérés. Cf. son *Mémoire sur l'Etat actuel de la Pologne* (Arch. Nat. K. 1317) où il expose son opinion sur Choiseul et la Confédération.

gères, à l'époque où les Confédérés combattaient encore pour leur indépendance :

« Il est beau, il est consolant pour des citoyens, pour des hommes, de voir comment un peuple sans loi, sans union, sans gouvernement, amolli par le luxe, endormi par l'oisiveté, et qui dans son engourdissement paraissait mort aux grandes choses, s'est réveillé, s'est animé au poids d'une oppression presque inévitable... De quelque manière que la fatalité entre dans les événements de cette guerre, ses causes, son origine et ses premiers détails sont des traits rares, précieux, honteux à la tyrannie, honorables à l'humanité, dignes enfin d'être conservés dans le dépôt sacré de l'histoire. »

C'était en somme au nom *des droits de l'homme et du citoyen* que Rulhière, dès 1771, envoyait son salut admiratifs à ces amis de Pologne, qui n'avaient pas voulu supporter le joug de l'oppression.

CHAPITRE V

Turcs et Tartares (1)

Importance du rôle des Turcs dans les affaires polonaises. — La prospérité de l'Empire ottoman est indispensable à la sécurité de la Pologne. — Abondance des sources de Rulhière sur cette partie de son œuvre. — Choix judicieux de ses informateurs. — Etat de la Turquie depuis le début du XVIII^e siècle. — Le despotisme, élément de décomposition pour un état. — Sultans, hommes de loi, grands vizirs. — Armée. — Critique de la politique de la France en Turquie (1701-1740). — Le traité de Belgrade en rompant les obligations contractées par la Russie au traité du Pruth est fatal à la Pologne. — Ambassade de Vergennes (1755-1768). — Jugement de Rulhière sur son compte : très au courant des affaires turques, mais étiéqué et timoré. — Succès de la politique française en Orient au temps du Secret. — Activité de Tott en Turquie et de Peyssonnel en Tartarie. — Vergennes éveille l'inquiétude des Turcs sur les fortifications des Russes en Nouvelle Serbie ; la Russie recule. — Ces heureux résultats annulés par l'alliance de 1756 avec l'Autriche : le crédit de la France diminue à Constantinople au profit de la Prusse. — Mort d'Auguste III. — Vergennes démontre au Divan qu'il est de son intérêt de veiller à la future élection de Pologne. — Ses difficultés. — Il renonce pour le moment à pousser les Turcs à la guerre. — Election de Poniatowski en 1764. — Jugement de Rulhière sur la politique de Choiseul en Turquie. — Incident de Balta. — Les Tartares. — Supériorité de ces peuplades sur les Turcs. — Krim-Guéraï. — Précieuses informations que Rulhière se procure sur lui. — L'Ambassade de France à Constantinople en 1785 : Choiseul-Gouffier, Delille et le neveu de Rulhière. — Lectures des Mémoires du baron de Tott à l'ambassade. — Peyssonnel. — Fornetti. — Mémoire de ce dernier sur les Tartares, rédigé spécialement pour Rulhière. — Politique de Krim-Guéraï et sa déposition. — Guerre entre les Turcs et les Tartares. — Difficulté de Rulhière à terminer son exposé sur les Turcs. — Correspondance de Saint-Priest et du baron de Tott. — Tableau de l'armée turque. — Choczim. — Informations de Rulhière sur trois grands-vizirs de la guerre : Méhemet-Emin, Moldavanghi, Muhyn-Oglou.

(1) Sources des livres IX, X, XII.

Ce chapitre sera consacré à l'étude du rôle que les Turcs et les Tartares ont joué dans la grande aventure polonaise. Il peut sembler étrange de séparer l'histoire de ces peuples des événements si complexes auxquels ils ont été mêlés, mais la présente étude n'a pas la prétention de refaire l'histoire de la question d'Orient au xviii^e siècle (1) ; il ne s'agit que de découvrir les recherches de Rulhière et d'exposer son opinion sur l'action de ces peuples dans les affaires de Pologne. Or ses sources, extrêmement importantes sur ce sujet, nécessitaient une étude à part.

Le sort des Polonais au xviii^e siècle dépendait en quelque sorte de la vigilance de l'Empire Ottoman. Les frontières de cette puissance la mettaient en contact à la fois avec les terres de la République et celles de l'empire moscovite. Mais bien qu'elle fût garante de l'indépendance du territoire polonais par le traité de Pruth et intéressée au maintien de cette indépendance, elle ne sut pas comprendre de quel côté venait le danger. Le bruit des querelles polonaises, en provoquant son mépris, lui parut le gage certain de sa propre sécurité, et le silence du désert qui la séparait de la Russie endormit sa vigilance : elle refusa de reconnaître que l'ambition moscovite la menaçait à travers les troubles de la République et que son salut personnel était en fonction de celui de la Pologne.

D'où venait une aussi stupide inconscience et comment la terreur de la chrétienté était-elle tombée dans une semblable torpeur ? Il faut en chercher les raisons dans la décadence intérieure où elle était peu à peu descendue. Il convient aussi d'en rendre responsable la Pologne, privée de système cohérent et plus encore la France, dont la politique vacillante déconcerta par ses perpétuels changements

(1) Cf. sur ce sujet A. Sorel, *La question d'Orient au xviii^e siècle*, Paris, 1878, in-8.

E. Bourgeois, *Manuel de diplomatie*, Paris, Colin 1911, t. I, p. 389.

P. Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au xviii^e siècle*, Paris, 1911, in-8.

Jorga, *Histoire des Etats balkaniques*, Paris, 1925, in-8.

un état dont le propre était de n'avoir pas de plan et d'en attendre de ses alliés. Après avoir alternativement soutenu la Prusse, puis l'Autriche, systèmes qui par le jeu des alliances faisaient successivement de la Russie notre ennemie, puis notre alliée, et l'empêchaient d'exercer une politique efficace en Pologne, la France avait enfin entraîné la Turquie dans la sanglante querelle polonaise, mais au moment où sa décomposition intérieure ne pouvait produire qu'un désastre. La politique française en Turquie, bien que servie par des diplomates de valeur, avait finalement, par une décision venue trop tard après de longues hésitations, compromis la Turquie, servi les ambitions de Catherine II et échoué dans sa tentative pour sauver la Pologne.

Et cependant, si les Turcs, par l'état de mollesse et d'ignorance où ils étaient retombés, étaient par avance condamnés à la défaite, un peuple vassal, les Tartares, avait conservé, dans un état de barbarie primitive, de saines vertus guerrières et un sens politique remarquable. Mêlés au conflit polonais, ils avaient pu un moment faire espérer une solution plus heureuse de la guerre ; mais la fortune servait l'impératrice de Russie et, dans la péninsule hellénique, lui vint un secours inattendu. Les Grecs, travaillés par une habile propagande et secrètement attirés vers une nation qui partageait sa foi religieuse, se soulevèrent en faveur de la czarine et cette diversion, follement organisée et vouée d'avance à l'insuccès, joua cependant un rôle efficace dans la victoire finale des Russes.

Tels sont les événements dont nous allons entreprendre l'analyse à travers l'ouvrage de Rulhière. Dès les premiers livres de *l'Anarchie de Pologne*, les affaires ottomanes retiennent l'attention de l'historien. A partir du livre IV, on les retrouve fréquemment dans le récit ; le livre IX en partie, les livres X et XII presque entièrement, leur sont consacrés ; c'est dire l'importance que l'auteur attache à l'étude de la politique ottomane et aux événements auxquels cet empire fut mêlé. Nous avons eu la bonne fortune de retrouver la plus grande partie de sa documentation, elle est d'une ampleur impressionnante et cette quantité de notes

donne déjà, avant même qu'on en ait entrepris l'analyse, une première garantie du soin que l'auteur apportait à s'instruire. Cette documentation est de plus d'un réel intérêt ; elle comprend, sur l'histoire des Turcs, une analyse détaillée de la correspondance des ambassadeurs français en Turquie, de 1701 à 1774, et tout particulièrement de celle de Vergennes, étudiée et commentée lettre par lettre, de 1755 à 1768 (1). Et, sur certains points qui ne lui semblaient pas assez clairs, sur quelques personnages ou quelques faits dont la correspondance des Affaires Etrangères ne donnait que de vagues aperçus, il s'est procuré lui-même des renseignements, en les prenant toujours à la bonne source. C'est ainsi qu'il a demandé directement à Saint-Priest, à Choiseul-Gouffier, au baron de Tott, à Peyssonnel, à Fornetti, à Ruffin, à Guys et à Bertrand, ambassadeurs, drogmans et consuls, des mémoires particuliers et qu'il leur a posé des questionnaires très précis sur une multitude de faits.

A chacun il demande le détail qu'il doit avoir à lui fournir : les érudits lui expliquent les mystères de la langue turque ou du dialecte tartare, car les explications philologiques éclairent singulièrement les origines et les affinités des peuples ; les voyageurs et les commerçants lui envoient leurs observations et les comparaisons suscitées par l'examen des différentes civilisations ; les militaires, des récits de campagnes et les diplomates, le résumé de leurs démarches politiques. Tous ces excellents serviteurs de la France en Orient, qui, pendant des vies entières, ont fait l'expérience de ces étranges pays, répondent à toutes ses questions, soit parce qu'ils sont ses amis, soit parce qu'ils espèrent être nommés dans ce monument historique, ou tout simplement par conscience professionnelle et pure courtoisie. Reprenant alors les notes relevées aux Affaires Etrangères au jour le jour, sur les correspondances diplomatiques, Rulhière corrige et complète son étude par tout ce qu'il a connu

(1) Ces analyses sont dans les archives de famille, sauf les notes sur la correspondance de Saint-Priest (1770-74) qui sont aux *Arch. Nat.* K. K. 1396 d.

d'inédit grâce à cette renommée aux cent bouches. Et son récit s'anime, se colore et prend vie, parce qu'il a acquis la collaboration de tous ceux qui travaillèrent pour la France dans ces pays lointains où les traces de leur passage ne sont pas encore effacées. C'est cette collaboration qui donne à l'œuvre de Rulhière tout son prix et son originalité.

Il a consacré à l'état intérieur de la Turquie quelques très belles pages. Cependant cette intéressante synthèse demeure volontairement dans l'imprécision des vues générales et dissimule soigneusement les tâtonnements des recherches.

En disciple convaincu des historiens philosophes de son temps : Montesquieu, Mabli et Rousseau, il argumente d'abord sur le principe que la Turquie, étant un état despotique, se trouve, par ce fait même, condamnée à la plus rapide décadence. Il prend position dans ce débat : le despotisme n'établit pas seulement son joug pesant sur les masses sacrifiées, mais, par une fatale réaction, il se retourne contre le despote lui-même. Il est prisonnier, de ses vices d'abord, qui fatalement l'asservissent et paralysent ses facultés, puis de ministres rempants qui tremblent pour leur vie et écartent toute politique hardie qui risquerait de compromettre leurs intérêts ; il est prisonnier d'une religion étroite et formaliste, d'une milice brutale et amollie dans l'inaction, d'une populace enfin dont les souffrances, supportées longtemps dans le silence, produisent soudain des remous profonds qui s'élèvent jusqu'au trône et le renversent brutalement. D'un bout à l'autre de l'échelle sociale, c'est l'ignorance, la superstition et l'absence totale de tout ce qui réclame prévoyance et initiative. Dans un gouvernement despotique, où tout dépend du maître, il faudrait que le despote fût toujours un grand homme ; or, les sultans, en état de méfiance perpétuelle, privaient leurs héritiers de toute éducation, le sérail était leur seule école, et devenus à leur tour maîtres de l'empire, ils ignoraient tout de l'art de

gouverner. L'un de ces sultans : Achmet III (1) était avare et voluptueux :

« Il remplissait de grands vases de cristal de pièces d'or et d'argent de toutes espèces et rangeait ses vases sur des sellettes dans ses appartements secrets. Son plus grand plaisir était de contempler ses richesses rangées dans un si bel ordre... il passait l'hiver dans des serres chaudes où l'on faisait pousser des fleurs, où on brûlait des bois odoriférants et où on enfermait des rossignols dans des cages dorées. » Gouverné par sa mère, une belle esclave et un jeune homme dont il fit un grand-vizir, « il ne connut du gouvernement que ce qu'il en avait appris dans le sérail (2). »

Monté sur le trône à la faveur d'une sédition, ce sultan efféminé fut renversé par une autre révolution et son neveu Mahmoud le remplaça. Cet autre sultan était à la fois

« impérieux et irrésolu, et le plus sage de ses grands-vizirs disait : s'il fallait faire marcher une armée, elle recevrait dix ordres différents avant même d'être arrivée à Andrinople, tout irait de travers et ma tête en répondrait. Si les choses doivent aller mal, encore vaut-il mieux que ce soit dans une position qui ne la compromette pas (3). »

On voit à quelles conséquences conduisait un despotisme imbécile. Même instabilité chez son successeur : « Osman est sombre, méfiant et inconstant » (4). En deux années il eut sept ou huit grands-vizirs, autant de reys-effendis. Comment espérer une politique suivie sous un maître aussi fantasque ? Il fut déposé par un mouvement révolutionnaire provoqué par les conséquences d'un terrible incendie. Avec Mustapha, on verra comment un prince doué de qualités estimables sera dans l'impossibilité d'en faire

(1) Achmet 1703-1730, Mahmoud 1730-1755, Osman 1755-1757, Mustapha 1757-1774.

(2) Notes de Rulhière, utilisées dans *A. de P.*, I, p. 83.

(3) Cette citation et les suivantes sont extraites des notes de Rulhière sur la correspondance de Vergennes. Affaires Etrangères Turquie, 129, 17 août 1755, utilisé dans *A. de P.*, I, p. 227-228. Nous nous proposons, dans cette analyse des notes de Rulhière, de renvoyer le lecteur : 1° aux volumes des *A. E.* contenant la correspondance de Vergennes que les notes commentent, 2° aux passages de l'*A. de P.* où il les utilise.

(4) Cf. *A. E. Turquie*, 129, 19 août 1755, n° 23 ; 23 octobre 1755, n° 36.

profiter sa nation, à cause de l'ignorance totale où il avait vécu. C'était le fils d'Achmet, le sultan détrôné en 1730. Il avait quarante-deux ans et n'avait jamais quitté le sérail. Il y avait vécu prisonnier, « sans autre société que des femmes esclaves, sans autre instituteur qu'un interprète du Coran ». Comment de bonnes intentions auraient-elles pu suffire pour réformer un empire atteint de vices si profonds? « Modeste dans ses habits, frugal dans sa façon de vivre », Mustapha aurait souhaité, par son exemple, corriger les inconvénients de la mollesse où était tombé son empire. « Laborieux et vigilant, sans confident, ni favori », il aurait voulu inculquer à son ministère le goût du travail. Mais « sombre, fantasque, si absolu dans ses volontés que la moindre représentation le révolte », il a des accès de colère qui paralysent l'action du Divan. Lui-même souhaite la guerre contre la Russie, car il la juge nécessaire et fatale, mais il hésite à l'engager, parce que « l'histoire ottomane ne fournit presque pas d'exemples de déposition de sultan qui ne se fît dans le tumulte des armes » (1). Enfin ce prince guerrier qui aurait voulu renverser le trône de ses voisins « tremblait journellement pour son trône et ne savait pas déguiser la crainte qu'il avait de sa milice et de son peuple ». Il était si borné que l'astrologie était le seul guide de ses actions.

[Il était surpris que les Français] « ayant fait des progrès aussi admirables dans la science de l'astronomie n'en aient pas fait d'aussi étendus dans l'astrologie judiciaire et qu'avec la rencontre des tables astronomiques, ils ne soient pas en état de prédire, par la rencontre ou par l'éloignement des planètes, tous les événements importants qui doivent arriver... Il reste persuadé que le Roi a les meilleurs devins, que S. M. sait tout ce qui doit arriver et que, si elle ne permet pas qu'on rende publiques ses prédictions, c'est par prudence (2). »

(1) Cf. A. E. Turquie, 134, 15 janvier et 15 juin 1758. *A. de P.*, I. 228.

(2) Cf. Aff. Etr. Turquie 140, 28 janvier 1764. Saint-Priest aussi fait remarquer qu'après qu'il eut annoncé l'échec probable des Russes en Morée, les Turcs furent persuadés qu'il était prophète. Il y a aux A. E. (Turquie 138, fol. 345, 10 sept. 1762) un état des livres d'astronomie envoyés au Grand Seigneur.

En dépit de cette crédulité, naturellement droit et ferme, ce despote aurait pu concevoir des vues justes sur la politique à suivre dans l'intérêt de ses états, mais il en était détourné par le corps des interprètes de la loi et par ses grands-vizirs, intéressés les uns et les autres à l'inaction : les prêtres jurisconsultes ou ulémas « craignaient de perdre dans le trouble des armes l'autorité et la considération » acquises dans les règnes précédents, car, en Turquie, « la guerre ne se détermine pas par la puissance du souverain et la volonté du grand-vizir, il faut le concours de l'uléma, et ce corps, qui est l'interprète de la loi, trouve sa force et sa considération dans la paix (1). »

L'uléma tirait de grands arguments de quelques nobles principes inscrits au Coran :

« Il est recommandé de ne pas prendre part aux querelles des chrétiens quand elles n'intéressent pas directement cet empire. Un autre principe religieux interdit de profiter de l'affaiblissement et des embarras d'un voisin pour l'attaquer. C'est à ce principe que les Turcs apportent l'origine de la grandeur de l'empire ottoman et son observation est recommandée sous la menace d'anathèmes dans les canons du Sultan Soliman qui furent le code religieux et politique de cet empire » (2)... « Une guerre selon la loi ne peut être juste qu'autant qu'elle a pour objet la cause de l'empire et l'avantage de la religion. »

On voit tout le parti que des pacifistes déterminés pouvaient tirer de ces préceptes pour détourner la vigilance du maître. Or, le sérail avait encore plus d'intérêt à s'écarter d'une politique hardie. La première dignité de l'empire, le grand-vizirat, était de ces fonctions qui rapprochaient le Capitole de la Roche Tarpéienne. Les hommes qui l'exerçaient savaient qu'un caprice du maître pouvait les renverser et exposer leur tête.

« L'incertitude où le ministre est sur son sort le rend peu disposé à s'intéresser aux affaires du dehors et ne facilite pas la formation d'un système quelconque... Les grands-vizirs étaient quelquefois, par

(1) Cf. A. E. Turquie 134, 28 mai 1758; utilisé dans *Anarchie de Pologne*, I, p. 226.

(2) Cf. A. E. Turquie 134, 28 mai 1758, *A. de P.* I, p. 225.

un effet des intrigues du sérail, perdus dans l'esprit du Grand-Seigneur, dans l'intervalle de la nomination à leur arrivée à Constantinople. Ils arrivaient en place dans un état de discrédit et l'attente prochaine de la déposition ne leur permettait ni de s'occuper des intérêts de l'Empire, ni de former des entreprises qu'ils ne pouvaient se permettre d'exécuter (1). »

Quand il arrivait qu'un vizir eût quelque goût pour l'action, tout son art consistait à « regarder du côté opposé à celui où il veut marcher (2). » Un grand-vizir demeure-t-il par miracle au pouvoir, sa politique se concentre dans l'intérieur des frontières :

« il n'a aucune idée des rapports de l'Empire au dehors, une de ses maximes est que la Porte doit éviter de s'embarrasser dans les affaires de ses voisins, il considère la France comme une amie utile qu'on ne peut trop ménager et cultiver et la Russie comme un ennemi qu'il faut ménager à cause du mal qu'elle peut faire... »

Décidés par leur propre intérêt à ne pas agir, ces ministres se ressemblaient tous par une grande ignorance des choses les plus élémentaires : « ils n'avaient aucune sorte de connaissance géographique, aucune idée de leurs frontières, ni du danger que les établissements [de la Russie en Nouvelle Servie] pouvaient avoir pour eux. » Ils croyaient que Malte appartenait au roi de France. Ils confondaient dans les affaires de Pologne « la diète et le Sénat, la diète et la noblesse ». Enfin, « sans prévoyance et remplie de l'idée qu'elle se suffit à elle-même, la Porte regarde avec indifférence tout ce qui ne la touche pas directement (3). » On ne connaît pas la négociation dans ce gouvernement et on passe d'une extrémité à l'autre avec la plus grande rapidité. D'ailleurs, les avances qu'il reçoit de toutes les puissances chrétiennes, développent la suffisance chez les Turcs,

(1) Cf. A. E. Turquie 129, 18 août 1755, n° 22, *A. de P.*, I, p. 226.

(2) Cf. A. E. Turquie, 138, fol. 277, 16 juillet 1762; *A. de P.*, I, p. 226. Il est écrit textuellement : « Le Grand Vizir veut paraître jeter la pierre du côté opposé à celui où il veut la faire tomber ».

(3) Cf. A. E. Turquie 136, 26 nov. 1760; *A. de P.*, I, p. 100.

« ils en conçoivent un sentiment de fierté et se croient aussi redoutables aux uns qu'utiles aux autres (1). »

On comprend qu'un gouvernement si peu soucieux de ses devoirs ait été miné par l'espionnage et par la corruption; les Russes ont la copie de tout ce qui est écrit à la Porte contre eux, presque tous les Grecs sont leurs espions, or ils sont tous drogmans. Ils se procurent ce qu'ils désirent par tous les moyens : le résident de Russie a le traité de Prusse (2), « l'argent, qui fait tout ici, a fait découdre le sac dont l'entrée est fermée du sceau du Grand-Vizir et a mis un de ses drogmans à portée de copier la minute gardée si scrupuleusement à la Porte (3). » La corruption et l'incurie s'étendent à toutes les parties de l'empire ; la masse sent confusément sa force et son pouvoir et, malgré le despotisme, se permet plus de liberté que les occidentaux.

Pour sauver cet empire né de la guerre, il aurait fallu le maintien d'une politique belliqueuse. C'eût été le seul moyen de « rétablir la subordination et de purger le pays de tous les brigands qui infestaient les provinces » ; mais les troupes ne sont formées à aucun exercice militaire et, depuis dix-sept ans que la paix dure, elles n'ont pas manié les armes ; c'est un ramas sans discipline, mal encadré. « On ne compte que sur la supériorité du nombre et le tranchant du sabre. »

Telle était la situation intérieure où son régime despotique avait fait tomber la Turquie. Et cependant la présence de cet empire, même dégénéré, était nécessaire au maintien de l'équilibre politique en Orient. La France, première alliée de l'empire ottoman, avait montré le parti que l'on pouvait en tirer pour contenir en de justes bornes les ambitions de ses voisins : Autriche et Russie. Mais qu'était devenue au XVIII^e siècle cette politique qui, aux XVI^e et XVII^e siècles, avait marqué tant de succès de notre diplomatie ?

(1) Cf. A. E. Turquie 142, 12 juillet 1766.

(2) Traité de juin 1761.

(3) Cf. A. E. Turquie 137, 15 juin 1761 ; A. de P., I, p. 233.

Pour son instruction personnelle, Rulhière a composé un résumé de l'œuvre de nos envoyés à Constantinople, de 1701 à 1739. C'est en quelque sorte le relevé des erreurs diplomatiques de la France en Turquie, résultat des hésitations de son gouvernement ou des initiatives mal réglées de ses agents, qu'il verse au compte des imprudences qui ont préparé de loin les malheurs de la Pologne. Fait à signaler, il classe, parmi ces « erreurs », certains succès diplomatiques fort admirés en leur temps et même depuis, comme le traité de Belgrade de 1739 (1).

L'analyse de ce petit résumé nous fera connaître l'opinion de Rulhière sur la politique de la France en Turquie avant la guerre de Succession d'Autriche.

En présence d'un état aussi profondément désagrégé, dont l'existence était néanmoins nécessaire pour brider les immenses ambitions des voisins, que faisait donc la France, sa plus ancienne alliée ? Après la guerre de Succession d'Espagne où nos revers, en abaissant notre prestige aux yeux des Turcs, avaient relevé le crédit de l'Angleterre et de l'Autriche, notre ambassadeur, le comte des Alleurs (1693-1716), joignit ses efforts à ceux de Charles XII pour obtenir le concours des Turcs contre la Russie. C'était d'excellente politique : la défaite de Pierre I et le traité du Pruth (I, 84) furent les heureux résultats de cette négociation. On sait quel service ce traité rendait à la Pologne en garantissant son territoire. Malheureusement, il y eut une fâcheuse contre-partie à cette besogne excellente : l'armée russe fut rendue à son souverain, la Russie ne connut qu'une humiliation vite effacée et ne fut guère embarrassée d'une signature qu'un autre traité pouvait annuler.

Victorieux des Russes, les Turcs se faisaient battre par le prince Eugène, et la Maison d'Autriche faisait la conquête de Temesvar. « La Porte songeait à la paix, mais le Régent, qui voyait avec plaisir la Maison d'Autriche occupée sur d'autres frontières, fit distribuer 100.000 écus dans le

(1) A. Vandal : *L'ambassade du marquis de Villeneuve à Constantinople*, Paris, 1887, in-8.

sérail » (1). C'était une sage dépense, malheureusement l'opinion en France ne soutint pas le gouvernement. Le prince Eugène, par ses victoires, (Belgrade, conquise en 1718) souleva l'enthousiasme de la jeune noblesse : « le comte de Saxe [Maurice], le prince de Marcillac, le marquis d'Alencourt, le prince de Pons, » accoururent pour faire campagne autour de lui, et la Turquie fut abaissée à Passarowitz sans que la France intervînt.

Le comte de Bonnac (1717-1725) fit de meilleure besogne. Il obtint la restitution du Saint-Sépulcre aux Latins, victoire sur les Grecs orthodoxes, victoire sur les Russes par conséquent. « Cette faveur parut de si grande importance aux Turcs accoutumés à rendre tant d'hommages au tombeau de leurs prophètes qu'ils envoyèrent en France une ambassade solennelle pour y apporter l'édit du sultan » (2). Mais le gouvernement français ne sut pas tirer parti de la demande de médiation que la Russie sollicitait de la France dans son différend avec la Porte au sujet de la Perse. « C'était en 1723, les Russes s'adressaient à Mr de Bonnac par le moyen de Mr de Campredon qui était en Russie, mais le cardinal Dubois, soit négligence, indécision ou maladie, ne répondit pas à Mr de Bonnac. Celui-ci prit sur lui de favoriser l'agrandissement de la Russie en se rendant médiateur d'un traité où les deux empires se partageaient les provinces du Nord de la Perse, ce qui valut à Mr de Bonnac l'ordre de Saint-André. » C'était une fâcheuse complaisance que son successeur, Mr d'Andrezel (1725-27), fut chargé de réparer en brouillant les deux empires. Le succès de cette opération

(1) Cette citation et les suivantes sont empruntées au commentaire écrit par Rulhière sur les ambassades de France de 1701 à 1739 (papiers de famille).

(2) En 1719. C'est la fameuse ambassade de Méhémet-Effendi. Rulhière ajoute : « Tout dans cette ambassade montre l'ignorance des Turcs. L'ambassadeur avait comme principal objet de sa médiation de prier le roi d'ordonner aux chevaliers de Malte une cessation d'hostilités [ils croyaient le roi souverain de l'île]. L'ambassadeur emmena avec lui un libraire qui pensa être mis en pièces par les copistes de Constantinople, etc... »

fut médiocre : la Russie suscita l'usurpateur de Perse, Thamas-Kouli-Khan et la guerre qui en résulta accéléra la décadence de la Turquie (I, 114).

Sous l'ambassade du marquis de Villeneuve (1727-1740), la vacance au trône de Pologne (1733) occasionna de nouveaux troubles. La Maison d'Autriche et la Russie unirent leurs efforts pour faire triompher le candidat saxon.

« Les Turcs étaient très mécontents de la Russie dont une armée empêchait le passage des Tartares en Perse. L'invasion de la Pologne (1) ajouta un nouveau motif à ces mécontentements. Mr de Villeneuve envoya le baron de Tott (2) au Khan des Tartares pour l'exciter à passer en Ukraine. Huit cents bourses que le roi Auguste II fit donner au grand-vizir suspendit la résolution que la Porte annonçait de déclarer la guerre à la Russie... » L'année suivante (1735) « elle était près de s'engager dans cette guerre où ses ennemis naturels avaient contre eux une ligue si formidable ; elle exigeait seulement, par le conseil du comte de Bonneval (3), une alliance positive avec la France, un engagement de concerter les opérations et de ne quitter les armes que d'un consentement mutuel. Le cardinal Fleury hésitait à prendre un pareil engagement avec les infidèles. Les mécontentements entre la Porte et la Russie étaient accrus que l'orage excité par la France était déjà calmé et la paix convenue entre Versailles et Vienne (4). »

Les Turcs firent la guerre cependant à Vienne et à la Russie et reprirent Belgrade à l'Autriche. C'est alors que le marquis de Villeneuve négocia ce fameux traité de Belgrade (1^{er} septembre 1739), brillante victoire diplomatique qui, d'après l'opinion de Rulhière, s'acheta par de funestes concessions dont les voisins de la Russie, qui auraient dû compter sur l'empressement de la France à prendre leurs intérêts, firent tristement les frais. Voici ce que dit Rulhière à ce sujet :

(1) Interdite d'après le traité du Pruth [1711].

(2) Tott le père ; noble hongrois entré au service de la France avec plusieurs de ses compatriotes (régiment de Berchini), après les rigueurs des Habsbourgs envers son pays et la défaite de Rakoczy.

(3) Sur ce français devenu turc, cf. Vandal, *Le pacha de Bonneval*. Paris, 1885, in-12.

(4) Paix de Vienne, 1738.

« Mr de Villeneuve, uniquement occupé de se procurer la gloire d'être médiateur, sans instructions générales, sans plan, pacifiait tout sans y intéresser en rien les Suédois qui demandaient [sous la médiation de la France] à former avec la Porte une alliance offensive et défensive ; Mr de Villeneuve n'en fut que plus pressé d'achever sa médiation, de peur qu'en retardant, elle ne se trouvât embarrassée par l'affaire des Suédois (cf. I, 119). »

C'était déjà une bien grande faute que de ne pas favoriser une ligue compacte contre l'ennemi commun, mais le marquis de Villeneuve allait en commettre une seconde beaucoup plus grave encore : il rompait les obligations du traité de Pruth, « cet unique bouclier qui restait à la Pologne », en terminant la rédaction de son traité par ce dernier article « que toutes les conventions antérieures n'auraient plus aucune force ». Cette concession était une véritable victoire pour la Russie et la Pologne allait être désormais exposée sans défense à ses injustes ambitions. On comprend alors que l'historien de cette malheureuse république ait porté un jugement sévère sur la politique officielle et la précipitation des initiatives privées qui avaient également compromis le prestige du nom français.

Sur les événements qui vont suivre, Rulhière s'inspire des Affaires Etrangères et surtout de Vergennes. Au sujet de l'état intérieur de l'empire ottoman, nous avons déjà cité quelques emprunts faits par Rulhière à la correspondance de cet ambassadeur. Maintenant qu'il va s'agir d'affaires politiques, il tirera de ces lettres la partie la plus importante de son étude sur le rôle des Turcs dans les affaires polonaises, il en fera la base même de sa documentation. Ce qu'il y ajoutera ne tendra qu'à des modifications ou à des développements de détail, jamais à des contradictions sérieuses (1).

Rulhière avait connu Vergennes à travers la correspondance du Secret. Quand il était en Russie et en Suède auprès du baron de Breteuil, il déchiffrait les lettres que le cheva-

(1) Sur Vergennes : Bonneville de Marsangy : *Mission du chevalier de Vergennes à Constantinople*, Plon, 1894, 2 vol. in-8.

lier de Vergennes faisait passer à son collègue. Plus tard, lorsqu'il fut chargé par le comte de Broglie et Favier d'analyser la correspondance secrète, il put apprécier la sagacité de ce diplomate. De son côté, Vergennes faisait cas des talents du jeune historien. Rulhière aimait-il Vergennes ? Il semble bien que non. Ce dernier était froid, distant et n'avait rien d'un homme du monde, et lorsqu'on a lu le pamphlet que Rulhière écrivit contre lui, en 1787, on est tenté de conclure qu'il avait pour lui moins que de la sympathie (1). Mais s'il a peu apprécié en Vergennes l'homme et le ministre, en revanche, il a rendu hommage à l'ambassadeur en Turquie et à « sa profonde connaissance du pays ». Dans ce même pamphlet où il attaque l'œuvre du ministre, Rulhière écrit :

« C'est dans l'ambassade de Constantinople que le comte de Vergennes jeta les premiers fondements de sa renommée. Cette mission exige plus de sagesse que de génie, plus de suite que d'activité ; il s'agissait de conserver une influence que la jalouse Angleterre a depuis voulu partager ou plutôt détruire, et de maintenir une prépondérance d'opinions dans un conseil toujours trop flegmatique ou trop orageux. Le comte de Vergennes y était parvenu. On lui en tint peu de compte à Versailles, parce qu'on jugeait la besogne aisée ; cependant les tracasseries politiques du chevalier Ainslie prouvaient que c'était quelque chose (2). »

C'est là un hommage rendu à la sagesse de sa politique, à la conscience de ses efforts, à la valeur de ses connaissances. Rulhière ne tient pas Vergennes pour un diplomate de génie, mais il le considère comme un observateur et un informateur de premier ordre. Dans les notes dont il accompagne l'analyse de la correspondance de l'ambassadeur et qu'il n'écrivait que pour lui-même, il souligne les légers repro-

(1) Cf. Rulhière, *Œuvres: Le comte de Vergennes*, t. II, p. 133.

(2) Sir Robert Ainslie (1730-1804) écossais, résida la plus grande partie de sa vie à Bordeaux ; nommé ambassadeur à la Porte en 1775 à la place de J. Murray décédé, il y demeura jusqu'en 1792 ; il fut compagnon de plaisir du sultan Achmed IV ; il fit collection d'objets magnifiques, monnaies et dessins superbes. (*Dictionary of National biography*, I, 189).

ches qu'il adresse à Vergennes. Avec un peu d'ironie, il relève la prudence du diplomate qui écrivait : « Si on me donnait la conduite d'un brûlot, je voudrais me ménager la faculté de me jeter dans la chaloupe avant qu'il eût fait son effet (1). » Il trouve ses procédés étriqués et conventionnels et reproche à son action sa timidité : « Mr de Vergennes dit que l'autorité résidant dans le grand-vizir, toute autre voie n'est bonne qu'à compromettre un ministre qui veut s'en servir et gâter ses affaires, ce trait peint bien le caractère de l'ambassadeur, car on voit que Rexin prenait d'autres voies (2). » Ainsi, il le trouve absolument dénué de chaleur et quelquefois peu psychologue : quand il s'agit de lancer les Turcs contre la Russie, Vergennes emploie les arguments juridiques les plus justifiés et basés sur les traités, mais, dit Rulhière, « il ne laisse pas échapper la plus légère apparence d'intérêt pour la France, seule manière de se concilier l'attention des Turcs (3). » En dépit de ces petites critiques, Rulhière tenait Vergennes pour l'homme de France le mieux au fait des affaires de Turquie et admirait la conscience et la ténacité du diplomate dont Choiseul avait dit : « Mr le comte de Vergennes trouve toujours des raisons contre ce qu'on lui propose, mais jamais de difficultés pour l'exécuter et si nous lui demandions la tête du vizir, il nous écrirait que cela est dangereux, mais il nous l'enverrait (4). »

Lorsqu'en 1755, le chevalier de Vergennes fut envoyé à Constantinople pour remplacer le marquis des Alleurs mort à son poste, la France était écoutée dans les conseils du Divan. Les Turcs, reconnaissants de la médiation française à Belgrade, avaient renouvelé les Capitulations (1740) ; c'était le grand moment de l'ambassade à Versailles de Saïd-Effendi. Nous avons profité alors de notre ascendant sur les Turcs pour les intéresser à Frédéric II, notre allié

(1) Note de Rulhière sur la lettre de Vergennes du 16 février 1761 (A. E. Turquie, 137).

(2) Allusion aux intrigues du ministre de Prusse pour obtenir un traité d'alliance (A. E. Turquie, 138, 1^{er} février 1762, fol. 32).

(3) Note sur la lettre du 14 août 1766 (A. E. Turquie, 142).

(4) *Oeuvres*, II, p. 139.

du moment. On verra que nous ne réussirons d'ailleurs qu'é trop bien et que notre rapide succès ne laissera pas de nous embarrasser plus tard, quand nous aurons de nouveau bouleversé notre système d'alliances. Après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle (1748), le Secret du Roi étendit ses ramifications jusqu'en Orient ; le comte de Broglie, ambassadeur à Varsovie, pour soustraire la Pologne au joug de la Russie et de l'Autriche, avait jeté dans toute l'Europe les ramifications de son activité occulte (I, 164) : la France, la Prusse, la Suède étaient déjà gagnées au soutien de la faction patriotique polonaise, la torpeur de la Turquie était secouée et de Tott le fils, agent du Secret, était envoyé pour préparer la tâche du nouvel ambassadeur et faire comprendre à la Porte « que ses résolutions pouvaient avoir grande influence sur le sort des Etats limitrophes de ceux du Grand Seigneur ». Il devait aussi, lui hongrois, s'informer « auprès de ses compatriotes de l'état des esprits en Hongrie », car les mécontents « ne reconnaissaient plus en leur reine cette tendre mère qu'ils y avaient trouvée quand elle avait eu besoin d'eux » (1). Enfin Peyssonnel était envoyé aux Tartares et Vergennes réussissait à ouvrir les yeux des Turcs sur les établissements dont la Russie obtenait deux avantages :

« L'un de brider les Tartares de Crimée, de manière à ne leur laisser pour ainsi dire de communications avec les provinces ottomanes que par la mer Noire, en sorte que si la Porte ne s'occupe sérieusement d'arrêter les progrès de ces établissements et de les détruire avant qu'ils soient portés à leur perfection, elle ne sera vraisemblablement plus à temps d'empêcher que la Crimée ne tombe au pouvoir des Russes... l'autre de s'être ménagé, dans les ouvrages qui défendent sa ligne, des entrepôts d'armes, de vivres et de munitions au moyen desquels elle pourra toujours être en état d'entreprendre sur Oczakoff, par la facilité de les faire descendre par le Borysthène... Il naît de cette position que la Russie dont les vues sur l'empire ottoman sont peut-être plus étendues et d'une exécution plus facile que ses alliés

(1) A. E. Turquie 128, 21 fév. 1755, instruction à de Tott.

même ne le prévoient, peut approcher du terme où il lui conviendra de provoquer cet empire à la guerre (1). »

Que ces vues sont pénétrantes ! Il faut en laisser l'honneur à Vergennes dont la sagacité était grande. Le mérite de Rulhière est d'insister sur la sagesse de cette politique et de rendre hommage à son auteur. Cette politique eut d'ailleurs un résultat excellent. Rulhière s'y attarde avec complaisance, car ce sont les heureux effets du Secret du Roi : la Turquie, dûment éclairée par Vergennes et les Tartares alertés, surent en imposer à son adversaire et la Russie, intimidée, promit de démolir les forteresses. Malheureusement, cette sage politique, qui nous avait rendu la maîtrise de l'Orient, fut complètement bouleversée par l'alliance autrichienne de 1756. On a déjà dit combien Rulhière, fidèle adepte du Secret du Roi, et plus encore « bon prussien », déplora pour la Pologne cette nouveauté, qui réduisait à néant les efforts heureux du comte de Broglie et paralysait l'action de la France en faveur de la Pologne et de la Turquie : il nous devenait en effet impossible d'empêcher le passage des Russes en Pologne puisqu'ils venaient secourir l'impératrice-reine. On a vu que Rulhière attribue la perte irrémédiable de la Pologne à ce néfaste changement.

En Turquie, d'ailleurs, cette alliance nous fit le plus grand tort : nos amis turcs comprirent mal notre alliance avec leurs ennemis de toujours, ils se crurent menacés. De plus, nous ne pûmes saper le crédit de Frédéric II dont nous avions tant chanté les louanges et il nous fallut laisser aller jusqu'au bout les négociations de Rexin, commencées sous nos auspices, pour procurer à Frédéric II l'amitié du Sultan (2). Quant à la Russie, contre laquelle nous avions

(1) Ce sont les fortifications de la Nouvelle-Serbie que la Russie avait élevées dans les régions désertiques de la rive droite du Borysthène pour encercler les Tartares et couper leurs communications avec la Pologne et la Moldavie.

(2) Extrait de ses commentaires sur la correspondance de Vergennes. Cf. 1^o 128, janvier 1755 ; les hésitations des instructions données à Ver-

armé les Turcs et les Tartares et dénoncé comme *casus belli* la violation du territoire polonais, comment pouvions-nous, après avoir négocié nous-mêmes son entrée dans l'alliance autrichienne, exiger encore le retrait de troupes qui allaient au secours de l'impératrice-reine, notre alliée, ou arrêter la construction des fortifications, qui avait repris de plus belle.

Le bouleversement de notre politique, en déconcertant les Turcs, profitait en définitive à Frédéric II, pour lequel nous avions tant travaillé au moment de notre liaison. « Le sultan, si rigide observateur de la religion, est si préoccupé en faveur du roi de Prusse, qu'il a voulu avoir son portrait et après beaucoup de recherches, on n'a pu lui procurer que l'estampe gravée qui est à la tête des *Mémoires de Brandebourg* (1). » Pourquoi tant de prévenances pour le roi de Prusse ? C'était encore une erreur commise par la diplomatie française qui avait eu cette conséquence. Déjà, le traité austro-français de Versailles (1756) avait gardé le silence sur l'empire ottoman, c'était une faute. De plus, pour négocier l'entrée de la Russie dans le parti austro-français, on avait dépêché à la Czarine Elisabeth le chevalier Douglas. Celui-ci avait négligé dans son traité (la convention secrétissime) d'exiger de la Russie la garantie des états ottomans (2). Par les soins de Vergennes et du comte de Broglie, qui avaient jeté le cri d'alarme, la bévue avait été réparée, mais le sultan avait été blessé du procédé et, par réaction, était « prévenu d'admiration pour le roi de Prusse ».

Tant de contradictions, jointes à l'inertie naturelle des Turcs, ne facilitaient pas la tâche de Vergennes dans ses efforts pour faire comprendre aux Turcs que les agissements de la Russie en Pologne étaient une menace indirecte contre

genues; 2° 128, 22 mars à 19 juin 1755; ordre à Vergennes de favoriser Frédéric II auprès du Sultan.

(1) Cf. A. E. Turquie 135, août 1759; *A. de P.*, I, 234.

(2) A. E. Turquie 133. Cette affaire est de fév. 57, elle fut réparée en juin; Rulhière avait été chargé par le comte de Broglie d'écrire un mémoire sur cette affaire.

eux. Rulhière relève l'importance des difficultés rencontrées par notre ambassadeur :

« Quelle apparence que les ministres ottomans soient plus zélés pour les intérêts de la Pologne qu'ils le sont sur ceux de leur empire, et qu'ils les prennent fort à cœur, lorsqu'ils veulent se dissimuler le danger de l'établissement que les Russes forment sur le terrain dont le Khan ne cesse de leur représenter les inconvénients » (1). Ils ont d'ailleurs peu de confiance dans les Polonais, « qu'ils regardent comme des gens légers avec lesquels il n'est pas possible de prendre des mesures solides (2). »

Aussi, ce fut pour Vergennes une grande entreprise, au moment de la mort d'Auguste III (novembre 1763), que d'expliquer au Divan l'importance que présentait pour la Turquie l'élection d'un nouveau roi. Le Grand Seigneur ne voyait dans les intrigues de la Russie pour faire couronner Poniatowski rien qui menaçât la Pologne, « ce qui ne prouve pas de sa part des notions approfondies » (3). Cependant Vergennes aurait voulu que les Turcs ne se crussent pas justifiés par la suppression du traité du Pruth à tolérer la présence des Russes en Pologne. Rulhière insiste beaucoup sur les efforts de l'ambassadeur pour éclairer le Divan :

« L'interprète de la Porte s'étant adressé à lui pour savoir quelles étaient les obligations du traité de Pruth et ses réflexions sur la suppression du traité déclaré nul par celui de Belgrade, [il démontra avec insistance que] les conséquences de cette suppression n'ont pas toute l'étendue qu'on a pu leur donner ici [en Turquie] et que l'intérêt qui avait dicté ce traité subsiste... on lui objectait que les traités font la règle entre les puissances, que celui de Belgrade, qui est le dernier, ayant annulé les antérieurs, c'est de celui-là qu'il faut parler et qu'il ne renferme pas une seule stipulation qui donne droit à la Porte de s'ériger dans les affaires de Pologne... Que si quelquefois la Russie a pris part aux troubles de ce royaume, c'a été requise par la nation qui appelait un modérateur pour calmer les dissensions et qu'il croyait qu'à ce même titre elle avait contribué à la dernière élection... (4). »

(1) Commentaire sur la lettre de janvier 1763, A. E. Turquie, 139, A. de P., II, 100.

(2) 14 septembre 1762, A. E. Turquie, vol. 138.

(3) 14 janvier 1764, A. E. Turquie, vol. 140, fol. 21, A. de P., II, 101.

(4) 14 novembre 1763, A. E. Turquie, vol. 139, A. de P., II, 100.

Comment faire pour lutter contre tant d'aveuglement, contre l'ignorance d'un sultan bien intentionné mais mal informé, contre les ministres de Russie et de Prusse qui « ne négligent rien pour faire goûter le désintéressement de leurs cours », qui facilitent le succès d'un Polonais tandis que « la France et la Maison d'Autriche, en favorisant un roi étranger nuisent à la liberté de la République et au repos de l'Europe » (1). Comment lutter contre les mensonges de ces mêmes envoyés (Obreskow et Rexin), qui assurent que « ni l'une ni l'autre de leurs cours ne feront entrer de troupes en Pologne avant l'élection et en aucun cas, si le choix des Polonais se fixait sur un Piast » (2). Comment lutter contre « l'argent et les belles pelletteries russes » qui pénètrent dans le sérail, « alors que l'ambassadeur n'a aucun secours pareil à opposer » (3), et surtout comment vaincre le fatalisme de ce Grand Turc qui répondait à toutes les objections que « la Providence dispose de tout, système qui permettait d'échapper à la discussion » (4).

Aussi, lorsque Poniatowski fut élu au mépris de la liberté et de la justice, le Divan ressentit-il « plus de confusion que de ressentiment (5), » et lorsque les deux ministres de Russie et de Prusse eurent assuré effrontément qu'il n'y avait pas d'exemple d'une élection faite avec autant d'unanimité et de tranquillité, « et qu'ils eurent communiqué les *pacta conventa* du nouveau roi, l'article qui lui imposait de *n'épouser qu'une polonaise* » (6) et la *promesse sur leur vie* que les troupes russes sortiraient du royaume de Pologne, la colère du Divan tomba. Vergennes n'insista pas, il avait cependant tous les moyens de susciter les Turcs contre la Russie, y compris une promesse de neutralité de la Maison d'Autriche, mais il jugea que l'entreprise ne

(1) A. E. Turquie 140, fol. 5, 2 janvier 1764. Ce document et ceux qui suivent ont été utilisés dans A. de P., II, 99-103 et 113-117.

(2) *Id.*, fol. 196, 1^{er} mai 1764.

(3) *Id.*, fol. 5, 2 janvier 1764.

(4) *Id.*, fol. 355, 14 septembre 1764.

(5) *Id.*, fol. 197, 1^{er} mai 1764.

(6) *Id.*, fol. 425, 30 nov. 1764.

pouvait qu'échouer et compromettre inutilement son maître et l'allié de celui-ci. Rulhière l'approuve hautement « de s'en être tenu à des *moyens nullement hasardeux* », en s'adressant à un gouvernement où « les accès de colère passés, on retombe dans l'indolence et la léthargie (1) ».

D'où vient donc que deux années plus tard, alors que la situation de la Turquie ne la rendait pas apte à entreprendre contre les Russes, Rulhière semble approuver Choiseul lorsqu'il donne à Vergennes l'ordre formel de décider la Turquie à l'action ?

Il s'est assez peu expliqué sur ses sentiments à l'égard de Choiseul et de sa politique polonaise, et sa réserve doit avoir une raison. L'appréciait-il ? Personnellement, il avait eu à se louer de ses excellents procédés au moment des difficultés qu'il s'était attirées par les lectures de la *Révolution de Russie* ; mais ces mêmes *Anecdotes* avaient cependant décidé Choiseul à ne le point employer dans les ambassades, et le poste qu'il lui avait confié aux Affaires Etrangères n'avait pas été une compensation à son ambition déçue. Rulhière avait toutefois trop de justice dans l'esprit et un sens trop élevé de l'histoire pour s'attarder à des rancunes personnelles, et là encore les commentaires dont il accompagne la correspondance de Choiseul à Vergennes éclairent sa pensée d'une façon fort utile pour nous. Il détaille d'abord la fameuse lettre du 19 juin 1766, où Choiseul fait valoir à Vergennes les arguments en faveur de la guerre, qu'il doit présenter au Grand-Seigneur :

« Dans d'autres temps et d'autres circonstances, la Porte pouvait craindre la puissance de la cour de Vienne, dans le moment présent la France lui répond de cette cour, non pas que cette cour approuve les projets qui tireront les Turcs de la paresse dans laquelle ils sont plongés, mais elle est tellement liée dans ce moment-ci avec la France, que le Roi peut assurer que quel que soit l'événement [l'issue de la guerre]... la Cour ottomane n'aura rien à craindre d'elle pour un nombre d'années qui serait spécifié. »

(1) « Je connais assez les Turcs pour ne pas me fier à des mouvements éphémères », dit Vergennes. (*A. de P.*, II, 117).

C'était donc une offre réitérée de neutralité de la part de la Maison d'Autriche, accompagnée de l'ordre formel à l'ambassadeur de France de conduire les Turcs à la guerre ; « peu nous importerait [le résultat], pourvu que l'objet d'une explosion immédiate fût rempli » ajoute Choiseul (1).

« La lettre de Mr de Choiseul, dit Rulhière en commentaire, offre un tableau de toutes les entreprises de la Russie dans le nord de l'Europe. C'était dans le temps où Catherine commençait ses négociations pour l'alliance générale du Nord sous son étendard. Cette union, toute formidable qu'elle eût paru, eût manqué essentiellement de la puissance pécuniaire et les Anglais avaient espéré de l'approprier à leurs desseins, lorsqu'il leur eût convenu de la soudoyer... dès ce moment, M. de Choiseul regarde la Russie comme l'ennemi capital dont il devait faire échouer les desseins et que nous devions attaquer... Je remarquerai ici à cette occasion que si cette même guerre a eu des événements si malheureux, elle nous a, du moins pour le temps actuel, débarrassés de la Russie. »

Cette déclaration nous éclaire parfaitement sur un point : c'est que le patriotisme de Rulhière approuvait tout à fait Choiseul de cette diversion en Turquie, mais l'historien de la Pologne, en revanche, demeure beaucoup plus réservé (2). Quoiqu'il en soit, cette confidence nous permet d'expliquer pourquoi Rulhière n'a jamais voulu blâmer Choiseul d'avoir donné à fond dans cette politique belliqueuse. Et c'est ainsi qu'après l'important mémoire envoyé par Choiseul à la Porte (3), où le ministre de France mettait la plus grande énergie à souligner au Grand-Seigneur les inqualifiables procédés de son gouvernement qui avait plus de complaisance pour la Russie perfide et ennemie que pour la France, amie désintéressée, la guerre fut décidée dans les conseils du Divan et l'incident de Balta ne fit que précipiter les événements.

L'affaire de Balta, qui allait brusquement jeter les Turcs contre la Russie, fut l'ouvrage des Tartares. Il est

(1) Cette lettre est aux A. E. Turquie 142.

(2) Rulhière fait entrevoir sa pensée, mais moins nettement. *A. de P.*, t. II, p. 148.

(3) Ce mémoire est du 29 oct. 1767. A. E. Turquie 144, f. 152.

temps de présenter au lecteur ces vassaux du Grand Seigneur, pasteurs belliqueux, tantôt nomades (1), tantôt sédentaires (2), dont les khans, descendants de l'illustre Gengis-Khan, étaient soumis au choix du Sultan. Beaucoup mieux placés que les Turcs pour découvrir les fins ambitieuses de la Russie, prompts à la riposte, farouchement indépendants, ils avaient conservé dans une vie simple le goût de la lutte. On comprend que ces sympathiques enfants du désert aient enthousiasmé nos historiens philosophes. Montesquieu avait admiré leurs lois, Rousseau avait loué leur simplicité sauvage et cru à leur invincible supériorité sur les Russes. Aussi enthousiaste, mais beaucoup plus positif, Rulhière avait prédit (3) que les armes modernes et les canons auraient raison de leur adresse dans l'usage des flèches et dans la vitesse incroyable de leurs chevaux. Mais il n'en admirait pas moins cette nation « formidable à ses ennemis, soumise à ses chefs et qui, dans sa fidélité à l'Alcoran, ne méprise ni ne hait les nations chrétiennes », nation bien moins dégénérée que les Turcs, mais « simplement barbare et qui avait gardé la bonté naturelle aux peuples qui n'ont pas été dépravés ».

Sur les établissements, le gouvernement et les mœurs de ces peuplades, Rulhière avait aux Affaires Étrangères une grande abondance de documents auxquels il a fait, ses notes le prouvent, de larges emprunts. Nous en fournirons le détail au cours de cette étude.

On se souvient que le comte de Broglie, aux beaux jours du Secret du Roi, avait expédié le consul Peyssonnel aux Tartares, pour les intéresser à la grande coalition qu'il formait contre la Russie en faveur de la Pologne en 1755. Frédéric II, notre allié, suivait la même voie, mais avec des fins plus personnelles. Grâce à cette politique, le Khan de Crimée Alym-Gueraï ouvrit les yeux et s' alarma des établissements de la Russie en Nouvelle Serbie : son énergie

(1) Nogaïs errants entre le Boudjak et le Kouban.

(2) Tartares de Crimée et de la Côte occidentale de la Mer Noire.

(3) Cf. Correspondance avec Rousseau, citée p. 233.

protestation fit reculer les Russes (1755). Mais il était bien difficile, nous l'avons vu, de secouer la torpeur des Turcs ; « le Khan était près d'entrer en Russie au moment de la mort de Mahmoud, mais la venue au pouvoir d'un grand vizir pacifique arrêta son élan, il disait avec fureur que le Sabre des Rois s'était changé en plume (1). » Voilà comment la Russie fut tirée de ce mauvais pas par l'indolence des Turcs, que la clairvoyance du Khan ne parvint pas à éclairer sur le danger que présentaient les fortifications de la Nouvelle Serbie pour l'indépendance des Tartares et l'intégrité des territoires ottomans.

Malheureusement, l'inertie des Turcs n'était pas seule en cause et la politique de la France, efficace en ces pays au temps de l'alliance prussienne, se réduisait à l'inaction du fait du changement d'alliance. Le roi de Prusse, en revanche, avait conservé auprès des Khans ce prestige qu'il devait en partie à ses talents militaires, en partie à notre influence. Son crédit était d'autant plus grand qu'à ce moment (1758), après des dépositions successives de khans, un prince actif et entreprenant venait, en faisant d'ailleurs violence au Divan, de s'emparer du trône de Gengis-Khan, c'était Krim-Guéraï.

Sur le règne de ce barbare de génie, Rulhière avait aux Affaires Etrangères une documentation fort appréciable dans les papiers (*correspondance* ou *Mémoires*) de Peyssonnel, Ruffin, Tott-et Fornetti, qui tous quatre avaient rempli des missions auprès de ce prince. Il en fit largement usage ; mais il avait une avidité de connaître qui ne pouvait se contenter des renseignements, même parfaitement exacts, que fournissaient des documents écrits. Mille questions lui venaient à l'esprit qu'il brûlait du désir de poser à ceux qui avaient approché le Khan de Crimée.

En 1785, il eut une excellente occasion de s'aboucher avec tous ces drogmans ou consuls. Le baron de Breteuil était alors Ministre de la Maison du Roi, et Rulhière sans fonction déterminée, jouait auprès de lui le rôle d'Eminence

(1) Noté sur la correspondance de Vergennes, 1755.

Grise. Il obtenait tout ce qu'il demandait à Breteuil lequel, fort bien en cour auprès de la Reine, était un des ministres les plus écoutés. C'est ainsi que Rulhière obtint pour son ami le comte de Choiseul-Gouffier l'ambassade de Constantinople, vacante par le rappel de Saint-Priest. Une correspondance (1) s'établit entre le jeune ambassadeur et l'historien, l'un demandait des informations pour son ouvrage, l'autre se maintenait, grâce à son ami, en rapport étroit avec le ministère. A Constantinople, la maison de France s'ouvrait toute grande aux amis de Rulhière : l'abbé Delille en était le plus illustre. On y voyait aussi le comte de Ménard et le marquis de Sayseval, commensaux comme Rulhière et Choiseul-Gouffier, du salon de l'abbé de Périgord, rue de Bellechasse. Choiseul-Gouffier, qui avait pris à tâche de transformer l'armée du sultan, avait à ses côtés des gentilshommes de métier, des artilleurs surtout, dont la mission était d'enseigner leur art aux ottomans. Rulhière plaça auprès de son ami quelques protégés, entre autres Mr de Saint-Rémy, officier d'artillerie. Enfin Choiseul-Gouffier eut la délicate attention d'attacher à sa personne, en qualité de gentilhomme d'ambassade, le propre neveu de l'historien de la Pologne, le chevalier Philippe de Rulhière. Par l'intermédiaire de ce jeune homme, Rulhière fut en liaison constante avec l'ambassade et obtint ainsi de précieux documents.

En 1785, les *Mémoires* du baron de Tott venaient de paraître et l'effet qu'ils produisirent sur les diplomates français de Constantinople ne fut pas bon. Nous en avons les échos par une lettre de Philippe de Rulhière à son oncle :

« Nous avons lu ici l'ouvrage de Mr de Tott, personne n'en a été content, on s'attendait à autre chose. Je vous rapporte la manière dont il a été jugé par les personnes mêmes qui ont accompagné

(1) Au début de 1784, Choiseul-Gouffier lui écrivait ce billet (inédit) : « Votre ouvrage sera peut-être consommé aujourd'hui, vous serez comme de raison le premier à le savoir et je me féliciterai avant tout de vous avoir une si grande obligation ». Et, en s'embarquant à Toulon, le 4 août 1784 : « C'est à vous, à votre active amitié que je dois ce que je suis. »

Mr de Tott dans ses opérations (1). On lui reproche beaucoup d'erreurs, beaucoup de partialité. Ce ne sont pas des mémoires mais sa vie à Constantinople. On lui reproche de s'être traité de manière beaucoup trop avantageuse et d'avoir traité les Turcs avec beaucoup de rigueur et d'injustice, il dit qu'ils n'ont jamais ri, nous avons tous les jours des preuves du contraire ; il les accuse d'ineptie, toutes les personnes qui ont été dans le cas de leur montrer quelque chose leur ont trouvé beaucoup de jugement ; il ne leur manque que de la vivacité et de vivre sous un autre gouvernement. Mr l'ambassadeur, pour réfuter ce raisonnement-là, voulait envoyer au ministre un almanach perpétuel fait à la main, on ne peut rien voir de plus joli dans ce genre. Peut-être l'avez-vous vu ? (2) »

Peyssonnel devait ajouter à cette discrète protestation contre les *Mémoires* du baron de Tott une véritable réfutation qu'il édita la même année (3). C'est vers lui d'ailleurs que le jeune Philippe de Rulhière, quelque temps plus tard, oriente son oncle :

« Le livre du baron de Tott vous a peut-être donné des notions, vous pourriez en avoir encore d'autres beaucoup plus étendues par Mr Peyssonnel et Mr Ruffin, qui passent ici pour avoir des connaissances plus justes ou meilleures que Mr le baron de Tott (4). »

Peyssonnel était un de ces célèbres drogmans de la Porte dont les fonctions étaient héréditaires. Fils d'un secrétaire du marquis de Villeneuve, devenu consul général à Smyrne, il était né à Constantinople en 1727 et dans cette ville avait fait ses études chez les « Jeunes de Langues ». Consul en Crimée de 1754 à 1757, consul général à la Canée de 1757 à 1763 et, jusqu'en 1783, Consul général à Smyrne comme son père. Comme lui aussi, il se passionna pour les fouilles, les inscriptions, les médailles, les recherches lin-

(1) Mrs Peyssonnel et Fornetti, qui avaient été consuls en Crimée. Le baron de Tott : *Mémoires sur les Turcs et les Tartares*, Amsterdam, 1784, 4 vol. in-8.

(2) Lettre du 1^{er} juin 1785.

(3) Lettre contenant des observations sur les *Mémoires* qui ont paru sous le nom du baron de Tott. Amsterdam, 1785, in-8. L'opinion de Saint-Priest est plus bienveillante : « exacts à quelques jactances près ». *Mémoires*, Paris, 1929, 2 vol. in-8, éd. par Barante (t. I, p. 125), c'est aussi l'avis de Rulhière qui en fit largement usage.

(4) Lettre du 29 juin 1785.

guistiques. Associé des académies de Lyon, Dijon et Marseille, il était correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, il vint à Paris en 1783 et ne s'occupa plus que de rédiger des mémoires sur l'état de la politique des cabinets de l'Europe. Peyssonnel est, comme Rulhière, un chaud partisan de l'alliance prussienne, un de ces diplomates qui ont considéré notre alliance avec l'Autriche comme la cause de nos défaillances. On retrouve dans ses œuvres les idées de Mabli et plus encore celles de Favier quand il traite l'alliance de 1756 de « traité monstrueux dans son principe, parce qu'il heurtait de front le premier axiome de la politique : qu'il ne peut y avoir d'alliance sincère et solide entre les ennemis naturels (1). » Cette alliance, selon Peyssonnel, a causé l'affaiblissement de la Turquie et l'anéantissement de la Pologne. « Si nous l'avions rompue en 1763, écrit-il (2), nos deux alliées naturelles la Prusse et la Suède, qui avaient tout à craindre de l'Autriche et de la Russie, se seraient unies pour sauver la Porte. La France, au contraire, est demeurée en dépendance servile, volontaire, gratuite. » Il soutient, en outre, que l'intégrité de l'empire ottoman et l'indépendance des Tartares sont absolument indispensables pour maintenir l'ambition de la Russie en de justes bornes (3).

Nul doute que Rulhière n'ait fait usage de ses écrits. Il est certain qu'il est entré en relations épistolaires avec lui. Il a donné, au livre XII de son histoire, à propos des conditions de vassalité des Tartares au Grand Seigneur, les termes de leur Capitulation, tirés, dit-il, des mémoires manuscrits d'un consul de France en Crimée. Or, ces mémoires sont ceux de Peyssonnel, qui ne furent publiés qu'en 1787. Rulhière en a certainement reçu communication de l'auteur lui-même et il a pu en outre consulter utilement aux Affaires

(1) Peyssonnel : *Réflexions politiques sur la France et ses rapports avec toutes les puissances*, Neufchâtel, 1789, 2 vol. in-8, I, p. 14.

(2) *Id.*, I, p. 70.

(3) *Traité de commerce de la mer Noire 1787*, Paris, 1787, 2 vol. in-8.

Etrangères son *mémoire sur la Petite Tartarie*, envoyé au ministre en 1755 (1). De plus, l'exposé que présente Rulhière de l'intérêt de la Turquie à conserver la libre navigation de la mer Noire, est inspiré du mémoire de Peyssonnel sur le *commerce de la Mer Noire*. Enfin Rulhière a pu consulter ses autres manuscrits, sur *l'Empire des Russes et celui des Tartares*, ses *Réflexions politiques sur l'indépendance des Tartares* (1772) (2) et son *mémoire sur les moyens de rendre l'indépendance des Tartares solide et durable et d'empêcher les Russes de les assujettir* (1772) (3). Il a aussi tiré d'un écrit de Peyssonnel *Dissertation sur la langue esclavonne, prétendue illyrique* (4), un argument philologique pour expliquer le soulèvement des Monténégrins et des Grecs en faveur de la Russie (A. de P., III, 103).

Rulhière s'intéressait tout particulièrement à la personne de Krim-Guéraï. Peyssonnel lui avait appris tous les détails de l'élévation de ce prince, porté au trône par une révolte où la main de Frédéric II ne fut pas étrangère. Mais Peyssonnel n'en avait pas tracé un portrait qui pût faire croire qu'il fut un barbare plus éclairé que ses prédécesseurs : « Krim-Guéraï a plus de vivacité (que son père), mais aussi plus d'emportement, il est incapable de réflexion, par étourderie, comme son père par stupidité, il donne le jour à l'ivrognerie et la nuit à la débauche (5). » Cette description ne permettait guère de croire que ce prince eût des idées politiques dignes d'un homme d'état. Il faut dire que Peyssonnel, fort bien renseigné sur la genèse de la révolte, n'en avait pas vu l'aboutissement, puisqu'il avait été remplacé par Fornetti en 1756, et il ne connaissait de Krim-Guéraï que la réputation que sa débauche notoire lui avait

(1) *Mém. et doc. suppl. Russie 10, pièce 1.*

(2) *Mém. et doc. suppl. Russie 11, pièce 18.*

(3) *Mém. et doc. suppl. Russie 10, pièce 1.*

(4) Jointe aux *Observations historiques et géographiques sur les peuples qui ont habité sur les bords du Danube et du Pont-Euxin*, Paris, 1765, in-4.

(5) *Mémoire concernant la révolte des Nogaïs du Jedzan* (A. E. *Mém. et doc. Russie 9, pièce 8*).

faite avant son élévation. Il fallait donc interroger celui que les devoirs de sa charge avaient conduit en Tartarie à ce moment : le Consul Fornetti.

Encore un jeune de langues que ce Fornetti, encore un de ces drogmans dont la fonction était tenue de père en fils, un de ces serviteurs de la France en Orient qui faisaient avec cœur et esprit leur métier. Il y avait eu treize Fornetti chez les Jeunes de Langues (1). Celui-ci, Pierre, né en 1732 à Belgrade, avait fait ses études à Louis le Grand de 1741 à 1749. Drogman à l'ambassade de France à Constantinople, il avait remplacé Peyssonnel chez le Khan de Crimée en 1765 et y était demeuré jusqu'en 1767, alors que Choiseul et l'ambassadeur Vergennes avaient nommé à cette charge sans s'être consultés mutuellement, l'un, le baron de Tott et l'autre, Ruffin. Rulhière avait demandé à Fornetti des explications sur quatre événements auxquels il avait été directement mêlé : les conditions de l'accession au trône de Krim-Guéraï, la négociation menée auprès des Polonais pour le règlement de l'indemnité réclamée par les Tartares, la diplomatie de Frédéric II auprès des Tartares, enfin une explication sur l'étrange attitude des successeurs de Krim-Guéraï, dont l'inertie, venant après tant d'activité, pouvait faire soupçonner qu'ils s'étaient vendus aux Russes.

Sur l'avènement de Krim-Guéraï, Peyssonnel avait donné les raisons du soulèvement des Nogaïs sans expliquer comment la Porte, suzeraine jalouse de ses droits, s'était prêtée à un changement de règne sur lequel elle n'avait pas été consulté. Fornetti lui envoya la réponse suivante : (2)

« Krim-Guéraï a remplacé Aym-Guéraï. Aym Guéraï était un homme d'un âge avancé, il a régné trois ans. C'était un prince qui se laissait mener par ses femmes, par ses eunuques. Il sortait rare-

(1) Famille illustre chez les Drogmans, comme les Peyssonnel, les Fonton, les Adanson, les Ruffin et les Xenture.

(2) Ce petit mémoire répond à un questionnaire que Rulhière fit parvenir à Fornetti par son neveu, en séjour à l'Ambassade de France à Constantinople.

ment. Son fils était seraskier ou général dans la Bessarabie et sur les Nogais de Yedzan, tartares qui habitaient le territoire entre le Boristhène et le Dniester. Ce sultan était un jeune homme très débauché, il molestait les Tartares en exigeant d'eux de l'argent. Aussi les Tartares firent-ils plusieurs représentations au Khan pour rappeler son fils auprès de lui et pour leur donner un autre chef ; les femmes et les eunuques ont empêché le khan de leur rendre justice. Les Tartares désespérés, connaissant le génie et le courage de Krim-Guéraï, qui se trouvait dans ses terres aux environs d'Andrinople, lui expédièrent un émissaire pour le prier et l'engager de se rendre chez eux pour les délivrer d'un tyran et qu'ils promettaient de se sacrifier pour lui.

Krim-Guéraï qui avait beaucoup d'ambition, qui était pauvre et qui n'était pas dans les bonnes grâces de la Porte, à cause des folies qu'il avait faites dans sa jeunesse, accepta la proposition des Tartares, passa le Danube, accompagné de cinq personnes, *incognito* et se rendant dans la Bessarabie, se trouva à la tête de 100.000 hommes. Alym-Guéraï, ayant pris vent que les Tartares étaient en mouvement et dans l'intention de se soulever, a expédié un courrier à Constantinople, en suppliant le vizir-pacha de lui permettre de sortir de Crimée avec des Tartares, pour aller mettre à la raison les Nogais de Yetzan et de Bessarabie. Le vizir, qui était ami d'Alym-Guéraï, lui expédia des ordres du Grand Seigneur, dont le porteur, un officier distingué, avait la pelisse, le sabre, le bonnet qu'on donne ordinairement au Khan et une somme d'argent. Dès que les ordres du Grand Seigneur furent arrivés de Crimée et que le Khan eut fait lecture de l'ordre, en présence de toute la noblesse de Crimée et de tous les Tartares, il fit ses préparatifs pour le voyage. Mr Fornetti l'y accompagna quand Alym-Guéraï passa Pérékop où il campa avec 40.000 hommes. Krim-Guéraï ayant appris qu'Alym-Guéraï s'était mis en route pour aller contre lui, prit le parti de faire une incursion en Moldavie, accompagné de ses 100.000 hommes, enleva quantité de femmes, d'hommes et d'argent. Un des officiers du Grand Seigneur, qui se trouvait dans ces contrées, alla se jeter aux pieds de Krim-Guéraï en le suppliant de contenir les Tartares, qu'il lui promettait que dans une dizaine de jours il serait nommé Khan de Crimée. Krim-Guéraï y consentit et le Capigi-Bachi expédia un courrier au Grand Vizir pour lui signifier que, s'il ne nommait pas le plus tôt possible Krim-Guéraï Khan, tout était perdu et que ce prince passerait le Danube et viendrait aux portes d'Andrinople. Le vizir, qui était un homme prudent, s'empressa d'envoyer l'investiture, accompagné d'un présent d'argent, en le priant de rendre ce qu'il avait pris de la Moldavie. Les quatre mille Tartares de Crimée qui étaient auprès d'Alym-Guéraï, ayant appris que Krim-Guéraï avait été nommé Khan, prirent le parti de monter à cheval pour le rejoindre et Alym-Guéraï resta seul avec

ses domestiques. Il plia bagage et prit le chemin de ses terres près d'Andrinople (1). »

Krim-Guéraï avait déployé les talents d'un véritable homme d'état. Il avait tenté d'éclairer le Sultan sur les ambitions de la Russie en Nouvelle-Servie, mais les interprètes du Divan, tous grecs et vendus à la Russie, avaient intercepté ses avis, tandis qu'un grand-vizir pacifique rassurait le sultan pour écarter les menaces de guerre (2). A partir de cette date, Krim-Guéraï n'eut plus de confiance qu'en lui-même. Toujours en armes, craignant les Russes, se méfiant de la Porte, désillusionné sur le compte du Grand-Frédéric, il s'installa entre le Borysthène et le Dniepr dans une position qui lui permettait de surveiller tous ses voisins et pour conserver le prétexte de demeurer en armes, il engagea un conflit avec les Polonais (3).

Fornetti, consul en Crimée, avait été prié par Vergennes de suivre avec beaucoup d'attention les négociations engagées, c'est alors que le Khan prit la détermination de remettre entre ses mains cette affaire assez délicate. Voici le résumé que Fornetti fit à Rulhière de son intervention :

« Krim-Guéraï, que la Porte avait nommé Khan par crainte, passait une partie de son temps dans la Bessarabie, à la tête de ses troupes, craignant les intrigues de la Porte en Crimée. Comme ce prince n'avait aucun égard pour le Grand Seigneur et pour le Grand Vizir, il forma des prétentions contre les Polonais et réclamait des sommes considérables de cette nation, menaçant en cas de refus, de faire des incursions sur le territoire de Pologne pour se faire payer ce qu'il prétendait qui lui était dû. Après l'envoi de plusieurs émissaires de part et d'autre sur les frontières, sans qu'on ait pu rien terminer, le Grand Vizir Raghib-Pacha écrivit au Khan d'envoyer

(1) Rulhière a utilisé ces renseignements (I, 232).

(2) Cf. la correspondance de Vergennes A. E. Turquie, 138, 16 oct. 1762, fol. 392. Après l'union du roi de Prusse et de la Russie, on fit grief au Khan de ses alliances avec Frédéric. « Krim-Guéraï représente que si les Russes soumettent la Pologne, c'en sera fait des Tartares qui seront circonvenus et bridés de manière à ne pouvoir bientôt plus communiquer avec l'empire ottoman. » Cf. A. E. Turquie, 138, 1^{er} mai 1762.

(3) Cf. A. E. Turquie, 137, fév. 1761 et 27 juillet 1761, utilisées dans *A. de P.*, II, 297.

de nouveau des émissaires à Branicki et en même temps il ordonna aux princes de Moldavie d'envoyer des gens pour tâcher de faciliter l'affaire et pria Mr le comte de Vergennes de donner ordre à Mr Fornetti d'accompagner les gens du Khan et de terminer les différends (1).

Mr de Vergennes donna en conséquence ses ordres à M. Fornetti et, pendant qu'il faisait ses préparatifs pour le voyage, le Khan l'envoya chercher un jour et lui dit que, réflexion faite, il n'enverrait pas de Tartares à Branicki et qu'il le nommait son plénipotentiaire. Le sieur Fornetti, fort embarrassé, prit le parti de se rendre en Moldavie et avant que d'aller en Pologne, il écrivit au commissaire polonais de quoi il s'agissait, et s'il consentait, qu'il se rendrait en Pologne. Les Polonais répondirent qu'ils aimaient mieux avoir affaire à lui qu'aux Tartares. Il se rendit en Pologne, termina l'affaire pour une somme médiocre que le Khan distribua à ses Tartares pour faire voir que ce n'était pas l'intérêt qui le faisait agir (cf. I, 297). »

Mais l'attitude de Krim-Guéraï vis-à-vis de Frédéric II avait semblé à Rulhière assez singulière. Le Khan, au temps où le roi soldat tenait tête à la coalition européenne, avait professé pour celui-ci une grande admiration. Avec la naïveté d'un barbare, il rapprochait ses campagnes de celles du Grand Frédéric et disait : « Le roi est botté, la carte d'Europe sous les yeux, il suit mes différentes marches et dit : le Khan des Tartares est là. » Bien que Krim-Guéraï fût un fidèle observateur de la loi musulmane, le portrait du roi de Prusse avait la place d'honneur dans sa tente. Lorsqu'après la mort de la czarine Elisabeth, l'avènement du czar Pierre III eut donné à Frédéric l'alliance russe, celui-ci chercha à user de son influence sur Krim-Guéraï pour le détourner des Russes en lui proposant une attaque sur l'Autriche. Le Khan ne fut pas dupe et répudia une amitié qui l'avait déçu. Fornetti, témoin de ces changements politiques, donna à Rulhière les éclaircissements suivants :

(1) Rulhière commente en ces termes la conduite de Krim-Guéraï : « Il cherche à embrouiller ses affaires avec la Pologne pour s'autoriser à y commettre quelques violences... Me voici certain que le khan cache ses menées au grand vizir, il veut que Mr de Vergennes le seconde pour déterminer la guerre contre la Russie et lui fait demander de ne rien faire savoir de cette démarche au grand vizir. » (Notes sur la correspondance des A. E. Turquie, 138, fol. 297).

« Krim-Guéraï voulut faire venir une horde de Tartares d'environ 20.000 hommes, qui se trouvaient dans le Kouban, pour les établir sur le Kouskivody qui est aux environs de Pérékcp. Les Russes se sont adressés à la Porte et ont fait tout au monde pour empêcher cela ; mais le Khan, qui était ferme, a tenu bon et est venu à bout de son dessein.

Les Russes, craignant beaucoup Krim-Guéraï-Khan, lui accordaient tout ce qu'il demandait et cherchaient à gagner son amitié par des présents considérables qu'ils lui envoyaient en pelleteries et bijoux. Le roi de Prusse, qui était en guerre avec les Russes et les Allemands [1756 à 1762], sachant que Krim-Guéraï était un homme plein d'ambition, s'adressa à lui par Mr Boscamp pour l'engager de marcher contre les Russes et de faire des incursions sur le territoire de Russie. Il sacrifia à cette occasion une somme d'argent considérable. Krim-Guéraï, pour contenter ce prince, sortit de Crimée avec 30.000 hommes et alla se camper sur le Bug : le sieur Boscamp, résident de Prusse en Crimée, engageant le Khan de commencer ses incursions, le Khan lui répondit un jour qu'il ne pouvait pas faire une pareille expédition sans être autorisé par l'empire ottoman, de sorte que le roi de Prusse en fut pour tout son argent. Après la mort d'Elisabeth, le roi de Prusse, le système ayant changé entre les Prussiens et les Russes, envoya Boscamp engager le Khan de la part de son maître, à marcher contre les Allemands (cf. I, p. 236), mais le Khan lui répondit qu'il ne le pouvait pas, qu'il s'adressât au Grand Seigneur. »

Enfin, comme Fornetti avait assisté à la déposition de Krim-Guéraï, Rulhière lui demanda de lui en exposer les véritables motifs. Fornetti dans sa réponse donna alors au khan un rôle fort désintéressé, voici son récit :

« Après six ans de règne de Krim-Guéraï et après la mort de Raghib-Pacha, le vizir Mustapha-Pacha s'était mis en tête de le déposer, mais n'osant pas le faire ouvertement, fit faire une invitation au khan de venir à Constantinople traiter d'affaires : le Khan, qui avait des espions et qui savait de quoi il s'agissait, n'aurait pas accepté l'invitation si la noblesse et les vieillards ne s'étaient jetés à ses pieds pour le prier d'avoir pitié d'eux, qu'il dépendait de lui de n'être pas déposé et de ne pas sortir de Crimée et que dans la suite, ils en souffriraient. Le Khan, eu égard aux instances de ces gens-là, prit le parti de se rendre à Constantinople [en août 1764], étant bien sûr et persuadé que c'était pour être déposé ou emprisonné. La Porte avait fait passer 15 000 spahis à Oczakof en cas que le Khan voulût faire quelques tentatives. Cependant, quand le Khan eut passé le Borysthène, ces mêmes spahis offrirent leurs services au Khan et lui dirent qu'ils étaient prêts à se sacrifier pour lui : outre cela, son fils

Seraskier des Nogais, était venu à la tête de 60.000 hommes pour offrir ses services à son père en le conjurant de ne pas se rendre à Constantinople, parce que les Turcs cherchaient à le tromper et à l'enlever. Le Khan, qui avait donné sa parole à la noblesse de Crimée, dit à son fils de rester tranquille, passa le Danube et la Porte lui signifia qu'il était déposé et qu'il se rendit à Chio. »

Rulhière ne crut pas absolument au parfait désintéressement que Fornetti prêtait à Krim-Guéraï, bien qu'il regrettât beaucoup pour la Pologne la chute du seul homme de guerre véritable que la Porte ait eu (II, p. 116). Fornetti avait donné un dernier renseignement qui montrait l'indépendance d'esprit du khan et les justes vues de sa politique :

« A la déposition de Krim-Guéraï, la cour de Russie, ayant appris par son ministre, qui se trouvait à Constantinople, que ce n'était que pour le tromper et pour le déposer, s'empressa d'expédier un émissaire en Crimée pour y faire la confidence que le vizir cherchait à le tromper, de prendre garde à lui et même qu'elle lui conseillait d'engager les Tartares de se soumettre à la Russie, qu'il resterait pour la vie prince de Crimée. Le Khan renvoya l'émissaire en disant qu'il était surpris de cette proposition et qu'il était trop bon musulman pour l'accepter. »

Fornetti fut rappelé en 1767 et reprit ses fonctions de drogman auprès du Divan. Le baron de Tott fut nommé par Choiseul pour le remplacer auprès du Khan des Tartares, (Arslan d'abord, puis Maksoud) au moment du grand effort politique qu'il allait tenter pour sauver la Pologne.

C'était donc un tartare, nous l'avons dit à propos de l'incident de Balta, qui avait allumé l'incendie. Yacoub-Aga, fidèle serviteur de Krim-Guéraï, étant gouverneur de Balta, avait été persécuté par le successeur de son maître pour son attachement à ce dernier, et jeté en prison. Le baron de Tott, envoyé par Choiseul en Turquie pour y préparer la guerre contre les Russes, sachant le parti qu'il pourrait tirer d'un homme aussi résolu, obtint sa grâce. Revenu à Balta, il entretenait des liaisons avec les Confédérés; et pour déterminer le Grand Seigneur à déclarer la guerre sans désobéir aux prescriptions du Coran, il attira quelques Russes sur le sol ottoman ; il y eut des tués, et les motifs religieux qui peuvent autoriser la guerre : violation du territoire, sang

musulman versé, outrage au Sultan, se trouvaient réalisés, il eut soin, d'ailleurs, d'en envoyer une relation très exagérée au Sérail. Le Sultan était décidé à venger l'insulte. Après avoir prononcé « une malédiction formelle contre tous ceux qui entreprendraient de s'opposer à la guerre, il renvoya un ministre qui réfléchissait plus aux inconvénients qu'elle entraîne qu'à la dignité... » et, au nom des articles qu'il avait lui-même signés en 1764 (II, 351 et 356), il demanda raison à Obreskoff, l'envoyé russe, des manquements de sa cour.

Le peuple de Constantinople « se réveilla au bruit de la guerre » et l'étendard du prophète fut déployé. Choiseul, qui attribuait à la timidité de Vergennes l'hésitation de Divan, l'avait remplacé par le comte de Saint-Priest. Et c'est dans l'intervalle de la nomination de ce dernier et de son arrivée à son poste que la guerre fut déclarée.

Rulhière a consacré la plus grande partie du livre X au récit de ces luttes guerrières qui mirent aux prises les Russes et les Ottomans ; ce ne sont qu'énumérations de troupes, combats, sièges et autres opérations stratégiques, peu ou point de ces grandes synthèses politiques pour lesquelles il avait une secrète prédilection.

Les événements que nous allons signaler ne sont en définitive que la fatale conséquence de la décadence dans laquelle était tombé l'Empire ottoman et dont Rulhière avait relevé minutieusement les symptômes dans la correspondance de Vergennes. Aussi bien, aurons-nous peu de chose à dire des sources de ce livre. Rulhière n'avait pas goûté grand plaisir à le rédiger. Il écrivait à Thomas le 3 septembre 1781, en lui en soumettant la lecture :

« Le grand intervalle que j'ai mis entre la composition du 10^e livre et celle des neuf premiers (1) vient de ce que, celui-ci approchant du dénouement, il m'a fallu nécessairement en arranger la composition sur celle des deux derniers (2). Je suis bien loin d'en être satisfait. Mon sujet ne me soutient plus dans ce livre. Il n'y aurait qu'une

(1) Il avait terminé la révision du 9^e en déc. 1776.

(2) A ce moment il ne comptait pas dépasser 12 livres.

manière de s'en tirer, ce serait d'être court ; mais ma tête, un peu fatiguée par le soin que j'ai pris de corriger les premiers livres et de préparer les derniers, ne voit pas bien nettement ce que je dois retrancher ou abrégé. »

L'auteur a eu comme soutien principal de son récit un mémoire que Vergennes déposa aux Affaires Etrangères au retour de sa mission (1), un autre mémoire du baron de Tott, de 1776 (2), la correspondance de Saint-Priest (3), enfin les dépêches de Fornetti, qui accompagna l'armée turque dans ses opérations jusqu'à la prise de Choczim.

Les hostilités avaient commencé par une incursion du Khan des Tartares dans la Nouvelle Servie. Dans ce pillage, dont le baron de Tott donne une relation, le pays fut dévasté, les villages brûlés et la population emmenée en esclavage ; c'est au retour de cette expédition qu'une opportune maladie débarrassa la czarine de Crim-Guéraï.

Rulhière fait un tableau saisissant de l'armée turque, de l'ignorance de ses chefs, de l'indiscipline de ses soldats : janissaires, miliciens ; du désordre et de l'incohérence des mouvements (t. III, 40) (4). Les Russes, très faibles aussi, mais plus conscients de leur insuffisance, avaient remis entre les mains d'instructeurs allemands le soin de former leurs troupes.

Rulhière souligne alors l'affreuse appréhension des Confédérés de Bar en voyant approcher du sol de leur patrie cette épouvantable horde, et leurs efforts pour obtenir du grand-vizir Méhémet-Emin qu'il dirigeât sur la Moscovie ses troupes (III, 52). Les Turcs marchèrent vers la Moldavie. Ils mirent deux mois à construire un pont sur le Danube, afin d'atteindre la rive gauche du Dniester, où les Russes avaient concentré leurs troupes.

(1) A. E. Turquie, *Mémoires et doc.* 7, pièce 6.

(2) A. E. Turquie, *Mémoires et doc.* 8, pièce 2.

(3) A. E. Turquie, *Corr.* 150 à 155. Les analyses de Rulhière sur cette correspondance sont en partie aux Arch. Nat. K. K. 1396 d.

(4) Nous renvoyons aux *Mémoires* de Saint Priest, I, pp. 123-127. Son récit concorde avec celui de Rulhière qui l'a certainement consulté.

L'armée turque voulut fort étourdiment traverser le pont qu'elle avait construit avec de simples bateaux. Le courant, grossi par un orage, l'emporta, tandis qu'une faible partie des troupes avaient pu passer. Ce fut un affreux désordre dont les Russes profitèrent pour attaquer. Choczim ne tarda pas à se rendre et la Moldavie tomba aux mains des Russes (III, 61) (1).

Sur la prise de Choczim, Rulhière eut à comparer les dépêches de Saint-Priest et celles du Chevalier de Chateaufort (2), que Choiseul venait d'envoyer aux Confédérés et qui était fort bien placé pour suivre les événements. Il a tenté d'éclairer la physionomie des hommes auxquels fut confié le soin de diriger les opérations militaires. Trois grands vizirs reçurent ce dangereux honneur : Méhémet-Emin, Moldavanghi et Muhein-Oglou. Nul doute que Rulhière, toujours préoccupé d'écrire une histoire vivante, n'ait recherché une documentation sûre pour dessiner le portrait de ces trois hommes. Sur Méhémet-Emin, qui détestait la Pologne pour laquelle cependant son maître combattait, Rulhière tient de Saint-Priest, à qui il fut tenu, le discours belliqueux qu'il met dans la bouche de ce ministre (III, 56) ; son plan était de faire entrer successivement « soit cette année, soit l'année suivante, 3 ou 400.000 hommes en Pologne, d'y ruiner le pays de fond en comble, d'y faire un deuil où il n'eût plus aucune matière ni à l'avidité, ni à la jalousie, ni à la guerre » ; manifeste que le Sultan lui ordonna de rétracter solennellement. Fornetti, qui accompagna ce vizir pendant toutes ses opérations, a certainement complété le portrait que Rulhière en a tracé (III, 42-50).

Quant à Moldavanghi, dont Rulhière campe une esquisse (III, 66), rien de précis n'est venu à ma connaissance touchant son information ; il est à supposer que la correspondance de Saint-Priest et du baron de Tott en a fourni les traits.

(1) *Mémoires de Saint-Priest*, t. I, pp. 125-130.

(2) *Correspondance de Chateaufort*, A. E. Pologne 292, 22 juin 1769.

Sur le troisième, ce Muheïn-Oglou déjà grand-vizir avant la guerre, auquel le sultan avait enlevé le sceau de l'Empire en 1762, à cause de ses hésitations, pour le lui rendre en 1770, Rulhière a recueilli trois témoignages. Celui d'abord d'un consul des Echelles nommé Marianne (1), auquel il avait demandé un *curriculum vitæ* du premier ministre et qui lui répondit la lettre suivante ; nous la citerons parce qu'elle montre exactement ce que Rulhière attendait de chacun de ses informateurs :

« Paris, 25 juillet 1774. Voici, Monsieur, un mémoire contenant les détails que j'avais fait demander à un homme de ma connaissance qui ne veut pas être nommé, touchant Muhyn-Oglou, grand-vizir actuel (2). Je ne sais si vous le trouverez suffisant. Il me semble que vous auriez voulu que l'on parlât des degrés de l'élévation de ce vizir et c'est à quoi on a pensé le moins. A cela près, je crois que vous pourrez y trouver partie des éclaircissements que vous désirez. Ceux que Mr Guys (3) a demandés à Constantinople, à l'ambassadeur même, pourront vous satisfaire peut-être davantage, venant de ce ministre et je les attends tous les jours. Les précautions de celui qui envoie ce mémoire sont telles qu'il a demandé à son ami de Marseille, à qui il l'a envoyé, de le copier de sa main et de lui renvoyer ensuite son original. Il n'avait rien à craindre de notre part assurément, mais on ne guérit pas de la peur. »

Saint-Priest se rappelait plus tard avoir été consulté par Rulhière sur ce vizir :

« Je me souviens, écrit-il dans ses mémoires (4), que Rulhière, qui travaillait alors à l'histoire de Pologne, m'écrivit pour me demander des renseignements sur les exploits de ce vizir dont il voulait faire mention dans son ouvrage. J'étais trop près du théâtre de la guerre et j'avais trop de notions sur la médiocrité de ce premier ministre pour attribuer à ses talents les demi-succès de sa campagne ; ils étaient dus, en grande partie, au peu de troupes que les Russes avaient employées et surtout au peu de talent de leurs généraux [en 1773]. Je répondis à Rulhière qu'il était à craindre que la réputation éphé-

(1) Vice-consul à Naples de 1780-1783. En 1789, vice-commissaire du commerce et de la marine à Lisbonne. (Almanach Royal).

(2) Ce mémoire de 5 pages est dans les matériaux de Rulhière aux *A. Nat.* K. K. 1396 d. Rulhière l'a recopié et annoté.

(3) Encore une glorieuse dynastie de drogmans que ces Guys.

(4) *Mémoires*, t. I, p. 150.

mère de ce Muhym-Oglou ne s'éclipsât dès la campagne suivante, ce qui ne manqua pas d'arriver (1). »

Si donc Rulhière a pris tant de soins de s'assurer des renseignements sur ces personnages pourtant médiocres, on peut conclure qu'il n'a jamais parlé de ses héros sans avoir pris auparavant de semblables informations. Voilà qui doit, semble-t-il, donner bien du poids à ce qu'il avance.

La situation des Turcs était donc bien compromise au début de 1770, mais de singuliers événements se préparaient dans le Péloponèse, auxquels ils ne s'attendaient guère et qui allaient achever leur ruine.

(1) Un billet de Guys confirme cette opinion de Saint-Priest : « L'honneur du succès des Turcs n'est dû qu'aux fausses manœuvres des Russes. »

CHAPITRE VI

L'expédition des Russes en Grèce (1)

Abondance des documents sur cette période. — Leur originalité. — Joie de Rulhière d'étudier la Grèce, berceau des lettres. — Informations de l'abbé Bertrand. — Le grec Antonio Psaros. — Sa correspondance. — Origines du projet russe en Grèce. — Papaz-Ogli. — Etat de la Morée. — Les Maïnotes. — Promesses trompeuses de Papaz-Ogli aux Grecs. — Alexis Orloff et le rêve grec. — Alexis à Venise. — Il reçoit les députés grecs et organise l'expédition. — Portrait des Orloff. — Recherches ethniques et géographiques de Rulhière sur les habitants du Monténégro et les habitants de la Chimère. — Renseignements ethniques et linguistiques fournis par Ruffin sur les Maïnotes ; ces brigands ne sont décidément pas les descendants des Spartiates. — Notions administratives sur la Morée, sur Bénaki et ses fonctions, données aussi par Ruffin. — Organisation de la flotte russe. — Son itinéraire. — Descente en Morée. — Récit de Psaros. — Attaque de Misistra. — Tripolissa. — Coron. — Les Russes ont abandonné les malheureux Grecs à la vengeance des Turcs. — Bataille navale de Tschesmé. — Conduite d'Hassan. — Le baron de Tott met en défense les Dardanelles. — Fin de la guerre russo-turque. — Inertie des Tartares. — Documentation fournie par Fornetti. — Désastres de Cahoul et de Bender.

Nous arrivons à l'analyse du livre XI, entièrement consacré à l'expédition des Russes en Grèce. Ce livre ne figure pas dans la première rédaction de l'*Anarchie de Pologne*, arrêtée à la fin du 18^e et remis en 1771 aux Affaires Etrangères. Ce n'est d'ailleurs que dix ans après, que Rulhière le composa, à l'aide de documents absolument originaux, qu'il obtint de personnages particulièrement bien infor-

(1) Sources du livre XI.

més (1). Il était très satisfait de ces découvertes et la rédaction de ce livre l'avait enchanté. Il s'en expliquait ainsi à Thomas dans une lettre du 4 septembre 1781, après avoir soumis à son jugement le livre précédent (2) :

« Ce livre n'est pas encore le dénouement. Il me reste encore deux livres dont l'un est fort avancé et l'autre déjà un peu préparé. L'onzième contiendra l'expédition des Russes dans l'Archipel ; j'ai un grand plaisir à reconstituer l'histoire sur les ruines de Lacédémone. J'y apprendrai au lecteur la véritable époque de l'ancienne destruction de cette ville célèbre ; que les Mainotes ne sont pas, comme on le prétend, les descendants des Spartiates, mais ceux des Messéniens appelés dans le dialecte dorien **Massanici**. J'aime mieux trouver les Spartiates entièrement détruits que devenus des brigands. »

Il annonçait à Thomas la suite du plan :

« L'incendie de la flotte turque et la défaite de l'armée ottomane engagent enfin le sultan à s'adresser aux cours de Berlin et de Vienne pour demander la paix. Cette proposition arrive pendant l'entrevue des deux souverains à Neustadt. Ils commencent à se concerter. La Russie, enivrée de ses succès et malgré les succès que font les Confédérés en Pologne, met la paix à des conditions trop hautes, telles que l'indépendance des Tartares, etc... Voilà le sujet de l'onzième livre. »

On constatera d'abord la joie de ce lettré en présence de la Grèce, si chère aux hommes de goût de ce temps-là, comme de tous les temps. L'ami de Choiseul-Gouffier et de l'abbé Delille en était tout pénétré. On remarquera ensuite que dans ce livre XI, Rulhière faisait entrer tout un programme qu'il renvoya dans la suite à une seconde partie de ce même livre, appelée par les éditeurs livre XII à cause du développement imprévu qu'il fut amené à donner au récit de l'expédition des Russes en Grèce.

Il s'agit donc de l'opération à la fois romanesque et audacieuse que Catherine avait décidé d'entreprendre sur la Grèce, opération que l'affinité religieuse et de vagues prophéties, entretenues habilement, avaient préparée et que

(1) Les documents concernant ce livre m'ont été obligeamment communiqués par Mmes de Rulhière et de Sonis. Qu'elles en soient affectueusement remerciées.

(2) Cf. Maurice Henriot : *L'Académicien Thomas*, pp. 71-74.

de hardis esprits comme Pierre le Grand et Munich (1) s'étaient déjà attachés à réaliser en la couvrant du nom de croisade. La hardiesse de la tentative plaisait à l'impératrice, son côté romanésque et l'appât de royaumes tentaient les Orloff, déçus précédemment dans leurs ambitions (2). La Morée, le pays des Maïnotes et ses montagnes escarpées furent choisis comme centre de la conspiration, tandis qu'une flotte russe, commandée par l'anglais Elphinston et le russe Spiritoff, faisait voile vers la mer Noire. L'incurie des Turcs était telle que, malgré une préparation enfantine, les Russes eussent probablement triomphé, s'ils avaient envoyé plus de soldats.

Pour se renseigner sur cet incroyable événement, Rulhière avait naturellement les Affaires Etrangères où les relations de l'ambassadeur Saint-Priest pouvaient lui fournir d'utiles informations. Mais ce n'étaient en somme que des indications générales : le ministre de France n'ayant pas d'agent dans ces pays sauvages et à peine accessibles. Rulhière savait que les Russes avaient séjourné dans les ports italiens (Trieste, Venise, Livourne) et qu'ils avaient trouvé pour leur cause, parmi les Grecs qui trafiquaient dans ces ports, de nombreux adeptes et même des émissaires secrets. Il se souvint alors qu'il avait à Trieste un ami très au fait des affaires de Grèce, le consul Bertrand et, en 1781, il prit auprès de lui des informations.

L'abbé Bertrand appartenait à une bonne famille de Marseille qui servait la France dans les Consulats. Son amitié pour Rulhière avait débuté sur les bancs du Collège Louis le Grand. Ils s'étaient retrouvés aux Affaires Etrangères où Bertrand était attaché au bureau des Consulats. C'est certainement à la prière de Rulhière que le baron de Breteuil, en 1779, avait recommandé Bertrand à la bienveillance de Sartine pour le Consulat de Rotterdam. En 1781, une démarche analogue lui valut le poste de Trieste

(1) Munich en avait parlé à Rulhière.

(2) Grégoire avait espéré en vain épouser Catherine, puis régner à Astrakan.

et, en 1787, le Consulat Général de Naples et de la Sicile (1). Bertrand, ami de Ruffin, et aussi du comte d'Angivilliers, directeur général des bâtiments et membre de l'Académie des Sciences, avait, comme ses intimes, des goûts de fin lettré : musicien, très artiste, amateur de tableaux, il avait groupé une fort belle collection et aspirait comme suprême ambition à obtenir trois mois de congé pour visiter à loisir l'Italie et satisfaire sa passion des belles choses. Il aimait aussi les livres et chargeait Rulhière « d'employer chaque année une dizaine de louis à l'achat des bons livres parus ». Fort savant, il connaissait les langues que l'on parlait à Trieste, ville « hongroise » appartenant à l'Empire et où les Italiens et les Grecs se rejoignaient. C'était donc un informateur de premier ordre et son amitié pour Rulhière, autant que son désir de participer à la rédaction d'un ouvrage utile, stimula ses moyens. Il le mit aussitôt en relation avec un grec, le chevalier Antonio Psaros, qui avait pris part à l'expédition des Orloff en Morée et joué un rôle qu'il qualifiait de très important.

Ce Psaros était un marchand thessalien que l'appât de fructueuses affaires avait conduit à Pétersbourg au moment où le projet grec germait dans le cerveau des Orloff. Il prétendait avoir donné aux organisateurs de l'expédition de sages conseils que l'impératrice avait goûtés et pour lesquels elle lui avait donné le titre de « conseiller honoraire » et l'avait fait embarquer sur l'escadre de Spiritoff comme lieutenant de vaisseau. Il expédia immédiatement à Rulhière un mémoire fort circonstancié, relatant toute l'expédition ; mais avec la faconde propre à un grec, désireux de s'attribuer de l'importance, il avait surtout fait tourner la relation autour de sa propre personne (2). Cette relation ne pouvait

(1) Renseignements tirés de la correspondance inédite de Rulhière et de Bertrand et des *Arch. Nat.* (Aff. Etr. B III, 462). En 1782, à la demande de Rulhière, Breteuil lui obtint un congé du ministre pour qu'il pût voyager en Italie et une gratification basée sur l'enquête dont il fut alors chargé.

(2) Ce manuscrit, rédigé en italien, est dans les papiers de Rulhière. Il est intitulé : *Memoriale delle cose passate en l'espedizione fatta degli*

contenter un esprit aussi exigeant que celui de Rulhière. Sachant quel parti il pouvait tirer du témoignage d'un homme qui, en définitive, avait suivi l'aventure du début à la fin, il prit le parti de lui poser des questions, par l'intermédiaire de Bertrand. C'est ainsi que s'engagea, d'août 1781 à mai 1782, une correspondance très active dont il est resté dix longues lettres. Ces lettres constituent le fond le plus important de la documentation de Rulhière sur l'entreprise des Russes en Morée. Mais selon son habitude, il fera subir à ces informations un examen critique sérieux et ce sera Ruffin qui lui en fournira les moyens. Trois lettres de ce dernier sur ce sujet sont demeurées dans les papiers de l'historien.

Nous ferons grâce au lecteur de ce qui n'a pas trait à l'affaire qui nous occupe et cependant il sera indispensable de faire à ces correspondances de larges emprunts, afin d'expliquer, pour ainsi dire, le mécanisme des informations de Rulhière. Bertrand lui annonçait donc une abondante documentation :

« Vous me faites plaisir, mon cher et digne ami, de me dire que les renseignements du chevalier Psaros vous sont utiles, il est tout prêt à donner encore tous ceux que vous me demandez. Je l'attends dans ce moment avec du chocolat, pour les écrire sous sa dictée. » (1) »

Nous voici en plein décor levantin. Nul doute que cet accueil séduisant n'ait favorisé la loquacité du chevalier, mais Rulhière connaissait assez le monde pour savoir que du chocolat ne suffirait pas au grec ; il lui faisait demander quelque temps après (16 nov. 1781) ce qu'il désirait pour sa peine et voici la requête que le chevalier présenta : propriétaire d'une collection de tableaux, il voulait l'offrir à la czarine pour qu'elle lui accordât le poste de Consul général de Russie dans la mer Adriatique. Une recomman-

Moscovitti in Morea e in Argipelago negl'anno 17... Scritte dal Cavaliere Psaros tenente di Vasculo sopra la flotta russa.

(1) Cette lettre, datée du 21 sept. 1781, n'est pas la première de la série. Bertrand y mentionne une précédente du 27 août, que je n'ai pas retrouvée.

dation de Rulhière au baron de Breteuil, (alors à Vienne) pouvait lui ouvrir les portes des ambassades de France et d'Espagne à Pétersbourg. Couvert d'une aussi recommandable protection, il considérait son affaire comme réalisée. Je ne sais ce que Rulhière fit de cette demande, mais à coup sûr, il ne laissa pas sans récompense les informations de son correspondant, car il ne manquait jamais à ce devoir de reconnaissance. Mais revenons aux premiers détails donnés par le chevalier :

« Me voici à vos questions, écrit Bertrand sous la dictée de Psaros, les Russes depuis longtemps savaient que les habitants de la Grèce étaient disposés à les recevoir et à être délivrés par leur moyen du joug des Turcs. C'est un projet ancien qui remonte au temps de Pierre le Grand (cf. **A. de P.**, III, 101). La guerre de la Russie avec les Turcs forma toutes ces idées et fournit une occasion favorable à les mettre à exécution. A cette époque, [scus Elisabeth,] Papaz-Ogli était en Russie et y était entré en service dans l'artillerie. Il avait connu les Orloff avant leur faveur et lorsque Grégoire n'était que capitaine d'artillerie comme lui. La liaison qu'il avait formée avec ce dernier le fit connaître à la tzarine, lorsqu'il eut fait fortune, et ce fut lui qu'on envoya pour disposer les Grecs à favoriser l'irruption. »

Papaz-Ogli était un grec, né à Larisse en Thessalie. On vient de voir que les hasards d'une vie aventureuse l'avaient mené en Russie. Ambitieux et hardi joueur, il devina en Grégoire Orloff un homme de la même trempe que lui et peignit de couleurs romanesques l'état des grecs dans l'attente d'un *Messie aux cheveux blonds* qui les arracherait à l'Islam (1).

« Le ministère de Pétersbourg et le comte Panine étaient très opposés à cette entreprise et ne voulaient pas en entendre parler, mais les Orloff, qui étaient enflammés pour ce projet qui devait les couvrir de gloire, ne lâchaient pas prise et, pour se donner des preuves nouvelles pour persuader le ministère, Grégoire Orloff, devenu Grand-Maitre de l'artillerie, donna de lui-même un congé à Papaz-Ogli avec une permission de voyager dans sa patrie pendant trois ans : il le pouvait en sa qualité de grand-maitre (cf. **A. de P.** III, 104). Le motif

(1) Papaz-Ogli remplit sa mission d'une manière fort infidèle, il trompa les Grecs sur les intentions de la Russie et les Russes sur la situation des Grecs, et fut en partie responsable de l'échec. Il suivit Alexis Orloff dans l'expédition et mourut de maladie à Lemnos.

de cet émissaire était de s'informer sur les lieux de l'état des choses et comment les Grecs verraient la Russie prendre leur parti et venir les délivrer de leur esclavage. C'était environ trois ans avant la déclaration de la guerre [1766]. Il vint à Trieste (III, 107), il y trouva des Grecs des principales familles de la Morée, il se lia avec eux, il leur fit part de l'objet de son voyage. Il fit en même temps imprimer à Venise un livre qu'il avait composé en grec sur la tactique des Russes et sur la composition et les manœuvres de leurs troupes ; de là, il passa en Morée, il parla à tous les capitaines des Maïnotes, (1) avec Bénaki (III, 135) ; il leur promit que la Russie allait envoyer des forces considérables pour les délivrer et faire refleurir la religion chrétienne ; ils donnèrent tous leur souscription et ils s'engagèrent à mettre sur pied dans la Maïna 15.000 hommes quand les Russes paraîtraient. De plus Bénaki et les Zaims, trois frères qui étaient **Proesti** [c'est-à-dire principaux chefs élus par le peuple] se soulevèrent en faveur des Russes.

Muni de toutes ces souscriptions et de toutes les lettres de ces gens-là, Papaz-Ogli revint en Italie d'où il expédia en Russie aux Orloff tous les titres qu'il avait ramassés en Grèce pour prouver la possibilité et en même temps la sûreté d'une expédition. Les Orloff, ayant reçu toutes ces signatures, firent voir à Panine et aux autres ministres qu'ils ne signaient rien de chimérique dans leur projet, puisque tous les peuples de la Grèce ne demandaient qu'à voir arriver quelques vaisseaux pour se déclarer et opérer la révolution. L'affaire fut donc décidée et tandis qu'on préparait la flotte à Cronstadt, Alexis Orloff, déguisant le motif de son voyage pour ne pas donner d'ombrage aux ambassadeurs, partit de Pétersbourg pour venir en Italie sous le prétexte de sa santé, mais en effet pour s'aboucher avec Papaz-Ogli. Alexis s'arrêta à Venise. Papaz-Ogli vint l'y retrouver et lui rendit un compte plus détaillé de l'état de choses et de la disposition des esprits dans la Grèce, mais il proposa à Alexis de faire venir à Venise des députés de tous les Grecs de la Morée et des îles pour qu'ils pussent s'assurer par eux-mêmes de la vérité des choses qu'on leur avait promises. Cela convenu, Papaz-Ogli retourna une seconde fois en Morée avec des présents qu'Alexis l'avait chargé de faire aux évêques et aux principaux de la nation : c'étaient de superbes habillements d'église pour les premiers. Il distribua alors de belles médailles à l'effigie de l'impératrice et il répandit son livre sur la tactique des Russes pour les convaincre encore mieux et les engager à envoyer à Alexis des députés qui pussent traiter avec lui (cf. A. de P. III, 141). Alexis leur était désigné comme le Messie, celui qui devait les délivrer. Pendant ce temps-là, il affectait beaucoup de dévotion pour la religion grecque et quand il sortait de l'église, il puisait dans ses poches, pleines l'une d'or et l'autre de monnaie d'argent, qu'il distribuait à

(1) Habitants de la Maïna ou Magne, au sud de la Morée.

droite et à gauche. La religion était ainsi le mobile dont il se servait pour amener tous ces peuples grecs conduits par leurs évêques qui se flattaient de se voir rétablis dans le libre exercice de leur culte (III, 141).

Les députés arrivèrent et furent très bien reçus par Alexis qui leur fit de magnifiques présents, et toujours parmi, des présents religieux. Ces députés confirmèrent les engagements déjà souscrits avec Papaz-Ogli. La guerre était déjà déclarée et au moment de la déclaration, il se trouvait dans un port russe sur la mer Noire un bâtiment grec armé par ceux de l'isle Myconi pour faire le commerce... Le chevalier Psaros, grec dont je tiens tous ces détails (1), se trouvait pendant ce temps à Pétersbourg. Il dit au prince Orloff que tous ces grecs étaient de la meilleure foi du monde, mais qu'au résultat ils ne tiendraient rien de tout ce qu'ils promettaient, à moins que la Russie n'envoyât des forces considérables pour les soutenir, que sans cela, on les exposait à une ruine certaine si on les laissait se déclarer, emportés par leur fanatisme, avant que d'être appuyés par le secours de la Russie. Il représenta que les Grecs d'aujourd'hui, élevés dès leur enfance dans la crainte des Turcs, ne pourraient jamais tenir devant eux. Il soutint fortement qu'il fallait modérer ce zèle aveugle qu'ils montraient actuellement parce qu'il ne servirait qu'à avertir les Turcs, au lieu que, faisant tenir les gens tranquilles, l'escadre russe serait arrivée avant que les Turcs se doutassent de rien. Il ajouta qu'il fallait porter une grande quantité d'uniformes russes pour tous les Grecs qui viendraient se joindre alors, parce que l'habit grec leur inspirait autant de crainte qu'il donnait de hardiesse aux Turcs qui sont accoutumés à traiter sous cet habit les gens en esclaves, tandis qu'eux-mêmes ont une frayeur à mourir quand ils voient un habit russe et un casque. Tous ces avis furent goûtés. Psaros fut préconisé, l'impératrice voulut le voir. On l'appela un véritable grec, un grec du bon temps. Panine le vit aussi et lui fit des compliments sur la justesse de ses raisonnements. Pour ce qui est du vaisseau marchand grec qui se trouvait, comme je vous l'ai dit, dans un port de la mer Noire, on avait proposé de l'armer en guerre pour venir au devant de la flotte russe... (1). »

Tous ces détails étaient fort intéressants et plaçaient bien l'aventure dans son atmosphère fabuleuse : un manque total d'organisation, des avis contradictoires, quelques idées ingénieuses, le tout étayé sur une superbe confiance en soi et une parfaite ignorance des notions les plus élémentaires sur la Grèce.

(1) C'est Bertrand qui parle.

(2) Lettre inédite du 21 septembre 1781.

Rulhière accueillit avec beaucoup d'empressement ces précieuses informations, mais la précision de son esprit ne pouvait accepter sans critique des renseignements jetés en désordre. Il lui venait à l'esprit de multiples questions concernant les personnages qui avaient joué un rôle dans cette extraordinaire expédition, la géographie des lieux, l'organisation sociale de ces pays demeurés primitifs, le problème passionnant des races, des langues et de leur évolution, enfin tout ce qui pouvait satisfaire son esprit exigeant.

Il lui faut d'abord des portraits. Ces Orloff, qui étaient devenus si célèbres à cause de l'extraordinaire fortune de l'un d'entre eux, qu'étaient-ils ? Cet Alexis, que Rulhière avait vu en 1762, remarquable par sa force prodigieuse, la beauté de ses traits, la férocité de sa physionomie, cet Alexis, l'assassin ou si l'on veut le bourreau du malheureux Pierre III (1), comment était-il apparu aux Grecs ? Et son frère, le jeune Théodore, qu'il n'avait pas même aperçu lors de son séjour en Russie, quelle idée fallait-il se faire de lui ? N'était-ce pas son romanesque enthousiasme qui avait mené l'entreprise ? C'était bien cela, lui répondait Bertrand. Les Orloff n'avaient calculé aucun des moyens choisis pour réaliser le projet conçu :

« Théodore était un homme de trente-deux ou trente-trois ans, d'une belle figure, grand, l'air un peu féminin, quoiqu'avec beaucoup de courage. Il avait plus d'esprit que les autres frères, mais rempli d'idées romanesques et l'imagination échauffée par la lecture des histoires anciennes et des contes merveilleux... » (2) « Il se flattait de trouver des Miltiade et des Léonidas et avait sans cesse ces noms-là à la bouche, et quand le chevalier Psaros lui disait qu'il n'y avait plus de telles gens, il lui disait qu'il voyait bien qu'il n'était pas un véritable grec... (3). »

Et l'impératrice ? Croyait-elle au succès d'une expédition si mal organisée, ou bien, avec son optimisme habituel,

(1) On remarquera que Rulhière dit maintenant crûment ce qu'il avait fait comprendre en termes voilés dans les *Anecdotes sur la Révolution de Russie*, p. 368. (Cf. A. de P.; III, 138).

(2) Lettre de Bertrand du 16 nov. 1781 (Cf. III, 139).

(3) Lettre de Bertrand du 5 oct. 1781 (cf. III, 139).

la considérerait-elle comme le prologue de grandes transformations ?

« Elle sait qu'il y a chez les Grecs une ancienne croyance : qu'un jour, ils seront remis en liberté par un chef nommé d'un nom dont la première lettre est un C ou un Kappa ; la czarine a fait nommer Constantin le fils aîné du grand-duc et lui a donné une nourrice grecque. Elle a fondé à Pétersbourg un établissement où sont élevés deux cents jeunes grecs et elle a choisi huit des plus gentils pour être auprès du prince afin qu'il apprenne le grec... (1). »

On ne pouvait mieux peindre cette maîtresse-femme dont l'esprit fertile et courageux affrontait toutes les aventures. Mais le plus important était d'obtenir des éclaircissements sur les peuples de la Grèce qui, à l'appel des Russes, allaient s'insurger contre les Turcs. Comment y voir clair sur l'état de ces régions où, depuis la plus haute antiquité, des races si différentes se perpétuaient à la faveur d'un relief abrupt qui constituait sur ce territoire exigü des frontières inaccessibles. Rulhière porte d'abord sa curiosité du côté des habitants des montagnes de la Chimère (situées entre le Monténégro, gagné aux Russes, et l'Albanie, demeurée fidèle aux Turcs) qui s'étaient soulevés à l'appel des Russes. Comment expliquait-on que ces hommes réputés bons guerriers, n'aient prêté qu'un bien faible secours aux Orloff ? Bertrand, à la requête de son ami, fournit d'abondantes explications :

« Le chevalier Psaros n'est pas ennuyé de vos questions, aussi n'ayez point de scrupules. Je viens de lui parler de vos habitants de la Chimère qui prennent le nom de Macédoniens. Voici ce qu'il m'a dit : « Les habitants de ce pays-là ne sont pas du tout les descendants des anciens Macédoniens, ils n'habitent pas même l'ancien pays de Macédoine ; la partie qu'ils habitent est l'ancienne Epire-Mineure vis-à-vis l'île de Corfou (2). Ce pays est confin des possessions des

(1) Lettre du 26 nov. 1781.

(2) « Si vous consultez les cartes anciennes de d'Anville, dit plus loin l'abbé Bertrand, vous y verrez que ce n'est pas là la position de la vraie Macédoine. Ce sont les anciens Myrmidons, mais le nom ne fait pas un bon effet, voilà pourquoi les princes qui se servent de ces gens-là l'ont changé ».

Vénitiens, ce qui fait que la République en prend pour les troupes de même que le roi de Naples, mais le nom de Macédoniens leur a été donné par ces puissances pour les rendre plus recommandables, plus **Conspicui**. C'est ce qui fait que le roi de Naples a un régiment de Macédoniens. Ce nom est plus sonore, c'est une affaire de vanité... Ils n'ont rendu aucun service important aux Russes, lorsque ceux-ci arrivèrent en Morée... parce qu'il y avait de la division parmi eux : plusieurs refusèrent d'entrer dans une guerre qui mettait contre eux les Turcs de l'Albanie dont ils étaient déjà menacés et auxquels ils se verraient peut-être abandonnés par ces nouveaux venus. Le chevalier Psaros prétend que la république de Venise, inquiète et jalouse des progrès des Russes, empêcha cette réunion par les intelligences que lui donnent les anciens capitaines pensionnés et qu'elle avait même excité sous main les Turcs à menacer ce pays-là pour le contenir. De sorte que tout le secours qu'ils donnèrent aux Turcs se borna à quelques chefs qui vinrent sur la flotte et qui demeurèrent sans rien faire et à une cinquantaine de soldats chimériens qui se mêlèrent avec les troupes russes (1). »

Cette réponse, très intelligemment faite, répondait avant même qu'elles ne fussent exprimées, à toutes les objections possibles et Rulhière put immédiatement en tirer parti (*A. de P.*, III, 115). Mais la chose importante était de préciser l'histoire de ces Maïnotes de Morée chez lesquels Papaz-Ogli avait porté les germes de l'insurrection et qui devaient jouer dans l'aventure le rôle le plus important. Rulhière tira du chevalier Psaros quelques renseignements utiles : ce dernier lui apprit que ces Maïnotes ne devaient point se confondre avec les habitants du bourg de Maïna, situé près de Cattaro :

« village dans lequel il y a toujours cinq cents jeunes gens fort braves, armés d'un fusil. Ils sont sujets de Venise, leur bravoure et leur position, qui les rend voisins des Turcs, fait que la République les ménage et les laisse jouir de plus de liberté que les autres colonies (2). »

On voit ici l'étrange situation de ces grecs orthodoxes, dont les uns étaient sujets des Turcs musulmans, les autres de Venise et de Naples, pays catholiques et qui haïssaient

(1) Lettre du 12 octobre 1781.

(2) Lettre du 22 sept. 1781. (Cf. *A. de P.*, t. III, p. 112).

presque également les deux religions. Ce fait explique leur premier empressement à soutenir les Russes.

Psaros avait ensuite exposé l'organisation sociale de ces Maïnotes de Morée : population de 16.000 hommes où la puissance appartient « à celui qui peut faire armer le plus grand nombre de parents et d'amis. Dans les cantons, une famille domine, d'où sont tirés les *Proesti* ou capitaines. » Il existe en tout dix grandes familles (1) dont la plus illustre est celle des *Mauromicaliani* (son nom originaire est *Jatriani*).

« Le chevalier a entendu dire dans le pays de Maïna, que la Maison de Médicis était une branche des Jatriani, venue anciennement de Toscane. Le nom est effectivement le même, mais en latin. C'est peut-être de là que venaient les liaisons des Médicis avec la Grèce, pour le commerce et la protection qu'ils ont accordée aux Grecs lettrés, lors de la prise de la Grèce par les Turcs. »

Ces Maïnotes sont des brigands, mais en quelque sorte des bandits d'honneur (2) « quand ils ne sont pas en guerre, ils se respectent entre eux » et, s'ils pillent les étrangers, « ils respectent toujours ceux qui leur sont recommandés ». Vindictifs, si l'un d'entre eux a commis un meurtre, « la famille du mort déclare une vengeance éternelle à celle du meurtrier », si les ennemis sont de cantons différents, le capitaine et l'évêque s'entremettent sur les confins pour obtenir une réconciliation et, « s'ils s'embrassent, la paix est faite irrévocablement » (3).

Comme on le voit, ces détails étaient pour notre auteur une mine bien précieuse. Mais si Psaros était un voyageur

(1) Bertrand énumère, sous la dictée de Psaros, les noms de ces familles. (Lettre du 6 mars 1782; cf. *id.* III, 133).

(2) Sauf la tribu des Cacavougni, véritables pillards et assassins; on verra leur rôle fâcheux dans l'affaire de Misistra. (Lettre du 28 janvier 1782).

(3) Lettre du 6 mars 1782. A propos des vendettas, qui font penser à la Corse, Bertrand dit, dans sa lettre du 28 janvier 1782, qu'il y avait une colonie de Maïnotes en Corse, dont deux familles (Jatriani et Stephanopole) étaient perpétuellement en guerre.

intelligent, ce n'était pas un savant. De nouvelles questions venaient à l'esprit de l'historien auxquelles un érudit, familiarisé avec toutes les langues mortes et vivantes de ce pays qui avait été habité par tant de races successives, pouvait seul répondre. Quelle était l'origine de ces Maïnotes ? Était-ce les Spartiates ou les Messéniens dont ils occupaient les sites historiques ? Quel était le rôle exact de ces primats *proesti*, sortes de patriarches, auxquels étaient soumis les cantons ? Quelle était exactement la charge de ce fameux *Bénaki* avec lequel Papaz-Ogli s'était abouché ?... A toutes ces questions, le chevalier n'avait pu donner que de vagues réponses. C'est alors qu'avec le conseil de Bertrand, Rulhière présenta son questionnaire à Ruffin.

Il y a bien peu de nouveau à dire sur Pierre-Stanislas Ruffin, après la belle étude que M. H. Dehérain (1) a consacrée à ce très honnête homme, modèle des drogman français, dont la belle vie fut entièrement remplie par l'étude et l'enseignement des langues orientales, l'histoire et la diplomatie (2). Il était doux et modeste, son humeur égale supportait tout avec philosophie et dignité. De Tott disait en plaisantant qu'il « se mettait en colère quinze jours après les autres, que cet éclat violent ne durait que quinze secondes et ne se représentait que tous les quinze ans ».

Rulhière connaissait peu Ruffin. Il avait déjà conversé avec lui dans une maison amie, peut-être celle de son cousin Marrier (3), dont il se recommande, ainsi que de Bertrand, pour s'introduire auprès de lui. Bertrand lui avait fait

(1) *Ruffin*, Paris, 1930, 2 vol. in-4.

(2) Ruffin 1742-1824, élève des Jeunes de Langues à Louis le Grand, de 1750-1758. Drogman, vice-Consul en Crimée en 1767. Consul-général en 1768, prisonnier des Russes pendant la guerre russo-turque (1769), libéré et renvoyé à Constantinople (1771). Premier drogman intérimaire, 3^e interprète du Roi à Paris (1774), professeur (1777-1780). Il semble, d'après ses lettres à Rulhière, qu'il ait été bibliothécaire du Roi. Premier drogman à Constantinople de 1795-98, conseiller d'ambassade (1804), premier interprète du Roi en langues orientales (1818), conseiller d'ambassade à Constantinople (1819-24). Dupont-Ferrier, *op. cit.*, III, 407.

(3) Jean-Louis Marrier de la Gatinerie, commissaire général de la Marine (1741-1815).

savoir que Ruffin était l'auteur d'une traduction d'un poème épique en grec vulgaire sur la *Conquête de la Morée* par les chevaliers français (1). Voici ce que Ruffin dit lui-même de son œuvre, dans une lettre à Rulhière du 25 septembre 1781 :

« Cet ouvrage m'avait paru intéressant sous divers rapports et j'en avais fait une traduction latine pour ma propre instruction. Je me proposais alors d'y mettre un jour la dernière main, en y réunissant tout ce que j'aurais pu puiser dans le *Museum italicum* du Père Mabillon, dans l'*Histoire de la prise de Constantinople* par Geoffroy de Villehardouin, dans celle de M. du Cange et dans les fragments des historiens orientaux ; mais il m'a été impossible de trouver le temps nécessaire pour consulter ces auteurs et former sur leurs rapports successifs une dissertation critique et instructive. Ma traduction, dans l'état où j'ai été contraint de la laisser, est trop informe et trop peu lisible pour que j'ose vous la mettre sous les yeux. C'est là l'unique motif de ma répugnance à vous en faire hommage : et si j'avais l'honneur d'être connu plus particulièrement de vous, Monsieur, vous me plaindriez à coup sûr, d'avoir toujours eu le plus grand désir de céder au vôtre dont je suis infiniment flatté, et de n'avoir jamais pu trouver un quart d'heure de véritable loisir pour vous le consacrer... »

Dans la lettre suivante, du 7 octobre 1781, Ruffin se réjouit de voir que Rulhière a pu tirer parti de son œuvre (2) :

« Puisque vous avez pu y puiser des éclaircissements sur un fait de votre histoire, ma découverte est certainement un trésor. Cette assertion n'est ni un compliment pour vous, ni un acte de modestie de ma part. J'ai conçu et je nourris depuis près d'un an l'espoir de voir un jour une partie de mes malheurs et le titre de mon ouvrage consignés dans le vôtre. L'ambition humaine ne saurait rien désirer au-delà de l'immortalité : et je suis persuadé que cette voie m'y conduira infailliblement : vous voyez à présent, Monsieur, que si ma confiance en vous l'est sans bornes, elle n'est pas désintéressée et qu'elle ne mérite aucune reconnaissance de votre part. C'est à moi à vous témoigner toute la mienne des efforts que vous avez eu la bonté

(1) Il s'agit certainement de la *Chronique métrique grecque anonyme de Morée*, que Buchon publia en 1825, d'après le m. s. 2898 de la Bibliothèque du Roi. En 1845, il prouva que ce texte grec était le résumé du *Livre de la conquête de la principauté de Morée*, chronique française de 1332, conservée à la Bibliothèque de Bruxelles. Cf. Buchon, *Recherches historiques sur la principauté française de Morée*, Paris, 1845, 2 vol. in-8.

(2) Il lui en avait envoyé un extrait.

de faire pour m'encourager à prendre l'essor et de vos conseils pour le diriger ; je vous demanderai la permission de rester encore dans ma douce obscurité. Il me faudrait, pour la quitter, un loisir que mes doubles occupations à Versailles absorbent ; et il m'est impossible en ce moment de penser à autre chose qu'à tâcher de les remplir de manière à m'acquitter envers le Roi des dettes immenses que j'ai contractées avec S. M. a *teneris unguiculis*. »

On ne pouvait montrer plus de modestie et de désintéressement devant les offres de service de Rulhière, toujours soucieux d'user de son crédit en faveur de ceux qui l'obligeaient. L'historien tint compte de la discrète requête de son correspondant et fit mention de l'œuvre de Ruffin dans son histoire (III, p. 131, et 165).

Grâce à la lecture de l'ouvrage traduit par Ruffin et à la correspondance qu'il échangea ensuite avec ce dernier, Rulhière se procura alors des explications lumineuses que pouvait seule fournir une connaissance approfondie de la philologie et de la grammaire comparée, des mœurs et de la psychologie de ces peuplades grecques, soumises depuis plus de trois siècles à l'oppression des Turcs. Il apprit ainsi que les Maïnotes, libres avant la conquête du Péloponèse par les Turcs (III, p. 131), ne descendaient pas des antiques Spartiates, mais plutôt des Messéniens, leurs anciens ennemis (1), que les primats élus étaient des hommes de finance nommés *codjia-bachi* par les Turcs et *proesti* par les Grecs,

« tristes fonctions, ajoutait Ruffin, uniquement ambitionnées par des hommes capables de seconder, pour leur avantage personnel, les vexations du gouvernement et qui, dans cette espérance, comptent pour rien les bastonnades auxquelles peuvent exposer l'humeur et les caprices des beys et du pacha. D'autres Grecs étaient attachés au service de celui-ci en qualité de **Bazirguian Bachi**, c'est-à-dire chef des marchands... ou de **Hekim Bachi**, premier médecin. Ces deux voies conduisant également un sujet à la plus intime confiance du Pacha et à une influence indirecte sur le sort de ses concitoyens (2). »

(1) Ruffin appuie son affirmation sur des arguments philologiques fort ingénieux.

(2) Rulhière a presque reproduit ce passage de la lettre de Ruffin dans III, p. 120.

Les descendants des héros grecs étaient donc réduits à des emplois indignes de leur illustre origine. Ce fait explique bien des défaillances et des compromis. Quant à Bénaki, sur lequel les renseignements fournis par Psaros n'avaient pas paru suffisants à Rulhière, Ruffin, après avoir expliqué ce que pouvaient être ses attributions, avait répondu que ce Bénaki avait rempli successivement les deux fonctions précédemment décrites, l'une devant nécessairement conduire à l'autre.

« Le fameux Bénaki (1), après avoir attiré les Russes dans sa misérable patrie et y avoir occasionné des malheurs dont elle ne se relèvera jamais, mécontent des généraux de l'impératrice, eut l'audace de s'embarquer sur l'un des vaisseaux de cette souveraine pour se rendre à sa cour et y porter les plaintes les plus amères. Il mourut dans la traversée. Rien de plus vrai que le portrait que Mr Bertrand vous a fait du caractère de ce Bénaki. Il était venu à bout de subjuguier les gouverneurs turcs qui avaient en lui une confiance aveugle, il l'employait comme il l'avait acquise, **per fas et nefas** ». [Ruffin expliquait ensuite l'état administratif de la Morée, divisée en 24 districts ou sandjaks.] « C'est un bey turc qui gouverne chacun de ces districts et c'est pour ce fait que le pacha réside à Tripoli et a le titre de bey des beys **Beylerbeyi**. »

Mais Rulhière ne perdait pas de vue que Psaros, s'il n'était pas aussi habile que Ruffin à découvrir l'origine des peuples dans les désinences de leurs langues, ni aussi renseigné sur l'organisation de ces pays, avait joué un rôle important dans l'expédition des Russes en Morée et suivi tous les mouvements des frères Orloff. Il sollicita donc de nouveaux éclaircissements sur les opérations militaires des Russes et spécialement sur les affaires de Misistra et de Tripolissa, auxquelles le chevalier avait été mêlé.

La flotte de Spiritoff s'était dirigée vers Mahon au début de février 1770, sauf trois vaisseaux ayant fait voile sur Livourne pour y chercher Alexis Orloff et Papaz-Ogli qui revenait de ses négociations chez les Maïnotes :

(1) Dans cette lettre du 19 nov. 1781, Ruffin avertit Rulhière qu'il connaît à Paris un Psaros, parent de leur correspondant et qui n'a pas bonne opinion de la véracité de ce dernier, « mais la charité, ajoute-t-il, n'a jamais été la vertu dominante de la nation grecque ».

« Ce dernier n'avait point amené les députés après avoir fait tous ses manèges en Morée. Il se tint à Trieste jusqu'à l'arrivée d'Alexis Orloff à Venise. De Trieste il était resté en correspondance avec les primats de Morée... (1) »

Quant à Théodore, il menait la seconde partie de la flotte et faisait voile sur Malte où il se heurta au refus des chevaliers de se joindre à lui, l'île ayant tout récemment adopté la neutralité.

« Le refus de recevoir la flotte à Malte fut la cause de l'arrivée plus prompte de Théodore au Péloponèse. Alexis devait aller le joindre à Malte et quand il sut qu'il était déjà passé en Grèce, il s'empressa de le rattraper. »

C'est ainsi que le bouillant Théodore, qui tressaillait d'allégresse à la vue d'un Athénien, se hâta sans réflexion de mettre le pied sur les rivages célèbres, avant l'arrivée du gros des troupes. Il s'imaginait que l'apparition du pavillon russe souleverait l'enthousiasme de la Grèce entière. Ses vaisseaux jetèrent l'ancre le 28 février 1770 dans le port de Betylo (2) où les Mauromycali, les plus illustres des Maïnotes, vinrent l'accueillir. Mais deux choses les impressionnèrent désagréablement : tout d'abord le petit nombre des troupes, puis la mauvaise foi des Russes qui avaient falsifié leurs signatures ; mais on ne pouvait reculer et Théodore, toujours fertile en expédients, opéra le miracle de la multiplication des soldats russes :

« Il créa deux légions, dans chacune desquelles il n'y avait que douze soldats moscovites, le reste grec [équipé à la russe]. L'une était confiée au chevalier Psaros, elle devait marcher contre les Turcs vers l'Orient du Péloponèse, l'autre, commandée par Dolgorucki (3), se nommait occidentale et devait marcher vers l'Arcadie par Calamata. Le siège de Lemnos a été commandé par le colonel Gesderoff, livonien. »

(1) Lettre du 26 nov. 1781 (cf. III, p. 158).

(2) Dans le golfe de Coron, la route de Betylo à Misistra est une affaire de deux journées, dit Psaros (lettre du 28 janvier 1782).

(3) Rulhière s'informe si le Dolgorucki en question est celui qu'il a connu en Russie : « Oui, il avait été chez les Monténégrins, blessé à Modon, major-général des troupes de terre, et il fut envoyé après l'embarquement de la flotte turque, porter la nouvelle à la czarine, avec le fils de Spiritoff. » (Lettre du 26 nov. 1781 ; cf. III, p. 160).

Les Mauromycali avaient conseillé à Théodore d'attaquer Coron. Ce fut une action bien molle, faute de troupes et de munitions ; pendant ce temps, les deux légions de Sparte pénétraient dans les défilés du Péloponèse. Psaros et sa légion orientale marchaient à l'attaque de Misistra.

Pour compléter ce que les relations officielles lui faisaient connaître des opérations, Rulhière voulut obtenir de Psaros un récit détaillé. Celui-ci ne se fit pas prier et lui envoya, avec une lettre circonstanciée (1), toujours par l'intermédiaire de Bertrand, un plan de la ville et des mouvements militaires des adversaires : Psaros avait pris le fort avec Dolgorucki, douze russes et des Grecs équipés en russes.

« Le chevalier avait accordé la capitulation aux Turcs (2), à condition qu'ils apporteraient toutes les armes et les munitions qu'ils avaient dans ce fort... [mais tandis qu'on parlementait], les Maïnotes de la partie occidentale, ayant su la nouvelle de la prise de Misistra, et ayant conçu de la jalousie contre les autres Maïnotes qui avaient fait cette prise où ils s'imaginaient qu'ils avaient pris des richesses énormes, se tournèrent vers Misistra. »

Ils entrèrent par la brèche des murailles et se mirent à piller et à saccager malgré la capitulation promise aux Turcs. Il fallut que le clergé s'interposât, avec la croix en main, pour arrêter ces furieux. Psaros, devenu gouverneur du district de Sparte, prit des mesures pour assurer la sécurité des Turcs auxquels il avait promis la capitulation ; il les laissa se réfugier à Tripolissa, ville importante, dont le pacha était l'ancien grand-vizir (Muhyn-Oglou), destitué au début de la guerre.

« Mais deux mois après la prise de Misistra, Orloff envoya l'ordre au chevalier d'aller attaquer Tripolissa, sans lui envoyer aucun secours. Orloff croyait bonnement que toutes les villes de ce pays-là seraient prises avec la même facilité que l'avait été Misistra ; mais, à Tripolissa,

(1) Lettre du 16 nov. 1781.

(2) « Les Turcs avaient à Misistra, Tripolissa et Coron des garnisons de Janissaires nés dans le pays. C'est une légion provinciale, qui ressemble à la conscription usitée en Prusse. Les Turcs envoyèrent en plus 12.000 janissaires de Roumanie et des spahis qui firent un total de 30.000 hommes. Ce fut alors que les Grecs se retirèrent, se croyant abandonnés des Russes. » (Lettre du 13 fév. 1782 ; cf. III, 168).

les Turcs étaient plus forts et d'ailleurs, ayant appris de ceux des leurs qui y étaient venus de Misistra combien étaient réduites les forces des russes, qu'il n'y avait que deux ou trois officiers de cette nation et que tout le reste n'était que des Maïnotes, cela leur donna du courage. »

Ils repoussèrent l'attaque ; d'ailleurs, à Tripolissa comme à Misistra, les Maïnotes avaient oublié la discipline pour assouvir leurs vengeances personnelles (III, 187). Les Russes, se rendant compte que la partie était bien compromise, abandonnèrent le chevalier au milieu de ses Maïnotes et se retirèrent. Or les Turcs et les Albanais de Tripolissa, ayant appris que leur flotte paraissait, revenaient de Coron par le défilé de Nissy (1). Le chevalier n'eut que la ressource de joindre un navire russe par hasard à Maïna et de se réfugier à Trieste :

« Après avoir trompé les Maïnotes, auxquels il fit croire qu'il allait prendre des informations, il partit rejoindre l'escadre russe, laissant son cheval et son petit bagage ». [Orloff, en le voyant, fut fort surpris, car il l'avait laissé en Morée en proie aux Turcs. Il le supposait mort et ne s'en souciait plus]. « Si les Grecs avaient gardé le défilé (2), jamais les Turcs n'auraient pu entrer. C'est la mauvaise conduite des Russes qui, laissant les Grecs sans secours, les obligea d'abandonner ce défilé, se voyant eux-mêmes abandonnés par les Russes (3) »... « Théodore ne voulait pas d'abord faire le siège de Coron, il n'avait pas assez de force pour entrer en Morée, bien qu'il fût persuadé que, maître de la Morée, toutes les places tomberaient en son pouvoir ; mais Mauromycali lui persuada que les Turcs étaient intimidés et ne demandaient qu'à se rendre et que Coron ne résisterait pas. Théodore vit bientôt qu'il se trompait ; les Turcs se défendirent. Quand Alexis arriva, il trouva mauvais qu'on eût fait ce siège, il le fit lever et croyant en son destin, changea la mosquée en église grecque (4). »

Et, de là, il mit le siège devant Modon. Cette opération, bien commencée, finit mal. Alexis se replia sur Navarin et s'y enferma sans égard aux supplications des Grecs qu'il

(1) « Nissy est un village grec de 7 à 800 maisons, distant de l'antique Messine de 2 lieues au plus vers le nord ». (Lettre du 28 janvier 1782 ; cf. III, p. 189).

(2) De Corinthe, qui ferme la Morée.

(3) Lettre du 16 nov. 1781.

(4) Du 26 nov. 1781.

avait compromis et qui lui demandèrent asile. Cette mauvaise action lui aurait peut-être coûté cher, mais la flotte turque était en vue. Il eut encore la chance d'échapper aux Turcs et de s'embarquer avec les Grecs les plus compromis : les proestos, Papaz-Ogli et Benaki. Le pacha, moins inhumain que lui, accorda un pardon général aux malheureuses populations et c'est ainsi que s'acheva « cette grande entreprise dont le Péloponèse avait attendu sa délivrance » (III, p. 193).

Avant de quitter ce sujet, il faut dire quelques mots de ce qui s'était passé sur mer. Comment les Russes, si peu faits pour la mer qu'ils ne connaissaient pas, et pour laquelle ils avaient une horreur superstitieuse (1), avaient-ils pu même se constituer une flotte ?

Catherine en avait confié l'organisation à des Anglais et avait su s'attacher, par tous les moyens, des constructeurs expérimentés. C'est ainsi que deux escadres avaient quitté la Russie, l'une en septembre 1769, sous le commandement de l'amiral Spiritoff. Quant à l'autre, partie un peu avant, nous l'avons vue arriver en Grèce plus tôt qu'on ne l'attendait, avec Orloff à son bord. Ce dernier n'entendait rien aux choses de la mer, mais un marin expérimenté, l'Anglais Elphinston, commandait en fait la flotte.

La Porte avait une belle escadre, mais le Grand Seigneur avait eu la fâcheuse idée d'en nommer capitain-pacha l'intendant d'une de ses sultanes, qui n'avait jamais vu de bateaux. Quand les deux escadres se rencontrèrent dans le canal de Chio, il crut habile de disposer ses navires sur leurs ancrs, le long de la côte, où d'ailleurs il était descendu aux premières annonces des hostilités. Les Russes ne tirèrent pas grand parti d'abord d'une situation qui était toute à leur avantage. Un capitaine turc, nommé Hassan, jeta courageusement le navire qu'il montait sur le vaisseau-amiral russe, et à l'aide de crampons, l'aborda. Le feu prit aux deux

(1) Cf. un mémoire de Favier, A. E. (*Mém. et doc. Russie* 7, fasc. 8, fol. 104).

navires, Hassan blessé fut sauvé avant qu'une explosion ne les fit sauter. Orloff et Spiritoff étaient parvenus à s'échapper. Ce qui restait de la flotte turque se réfugia dans la rade de Tcheshmé. Le capitain-pacha fit débarquer des canons pour défendre ses navires. C'est alors qu'Elphinston lança des brûlots qui atteignirent les bateaux trop resserrés et fit sauter les canons placés si près. Par l'ineptie d'un ignorant, le combat où les Turcs avaient déployé de la valeur, finit par un désastre (1). (III, p. 200-210).

Rulhière voulut avoir des détails sur cet Hassan qui avait fait preuve d'un si grand courage. Il est demeuré dans ses papiers une lettre expédiée de Brest, le 24 mai 1782, et non signée. Elle provient d'un français embarqué sur le navire *la Bretagne*, qui devait surveiller les côtes, au temps de nos luttes avec l'Angleterre. En voici le contenu : « Je viens de recevoir la note que j'attendais de Constantinople sur le capitain-pacha Hassan (2). Ce sont les points de sa vie et de son caractère les plus importants. S'il vous faut quelques commentaires, je me chargerai volontiers de les demander ». C'est vraisemblablement de cette note que Rulhière a tiré le portrait d'Hassan (t. III, p. 194).

Après la victoire de Tcheshmé, il n'eût tenu qu'aux Russes de pénétrer dans les Détroits et d'arriver sous Constantinople. Orloff hésita, fit une diversion vers Smyrne, que sauva l'énergie du consul Peyssonnel (III, p. 212). Mais ce fut l'affollement dans le Divan. Aucun préparatif n'avait été fait pour mettre les Détroits en défense. On s'en avisa quand la flotte d'Elphinston allait s'engager dans le canal des Dardanelles. Le sultan confia sa défense à l'ambassadeur de France, qui mit à son service le baron de Tott (III, 217). Celui-ci avait récemment fait passer sous les yeux du Grand-Seigneur un mémoire impressionnant sur l'indigence des Turcs en défense militaire. Tott fut admis dans les mystères des arsenaux ottomans : non seulement ils étaient vides,

(1) Ce récit est identique dans Saint-Priest : *Mémoires*, I, p. 134.

(2) Hassan fut nommé capitain-pacha (amiral) après son exploit.

mais aucune des inventions modernes n'y était jamais parvenue. Il fit peu de chose, car on lui donna peu de moyens, mais il donna l'essor à une restauration que Choiseul-Gouffier devait plus tard réaliser. En attendant, la présence de Tott aux Dardanelles, l'aide que vint lui donner le brave Hassan, suffirent pour donner à la flotte russe assez d'inquiétude pour qu'elle s'abstînt prudemment. C'est ainsi que Constantinople fut sauvée.

Rulhière connut tous les détails de cette affaire par la correspondance de Saint-Priest, les mémoires de Tott, les renseignements de Peyssonnel et le résumé sur la carrière d'Hassan dont nous avons déjà parlé. En 1785, son neveu lui envoya le plan détaillé (1) des travaux de défense anciens et nouveaux, établis sur les rives des Détroits, avec un commentaire minutieux, rédigé d'après les conseils de la mission militaire que Choiseul-Gouffier avait procurée aux Turcs. La documentation était donc aussi abondante que de bonne source.

La victoire des Russes sur mer et leur avance sur terre, dans la direction de la Mer Noire, posaient une fois de plus le problème de l'indépendance des Tartares et de la libre navigation des Russes sur la mer Noire et les Détroits.

Rulhière revient longuement sur cette question, un peu trop longuement peut-être, car il concentre en une grande synthèse tout ce qu'il avait dit dans les livres précédents sur les Tartares, leur origine, leur gouvernement, leurs mœurs et la nécessité du maintien de leur indépendance (A. de P., III, 227-245). Il ne manquait pas de documents sur cette question qui avait tant préoccupé les diplomates. Il a surtout fait usage du très intéressant mémoire de Saint-Priest : *Réflexions politiques sur l'indépendance des Tartares et la navigation des Russes sur la mer Noire* (1772), et de celui du baron de Tott (1780) sur le même sujet (2).

(1) Ce plan est dans les papiers personnels de Rulhière.

(2) A. E. Turquie, *Mém. et doc. Suppl.* 14.

Mais ce qui le frappait surtout, après l'examen de cette question, c'était l'inertie que les Tartares, si agissants récemment encore, quand un Krim-Guéraï les menait, avaient montrée dans toutes les opérations des années 1769 et 1770.

En effet, quand les Turcs rendirent Choczim (août 1769) à l'armée russe du général Rennencamp, les Tartares avaient fui, et quand, l'année suivante, le général Panine mit le siège devant Bender, les Tartares avaient fini par accepter, lorsque le désastre des Turcs fut complet, l'offre d'alliance des Russes (1) (cf. III, 267). Rulhière avait pour se renseigner la correspondance de Ruffin, encore auprès des khans de Tartarie. De plus, en 1785, il fit passer à Fornetti un petit questionnaire que nous reproduirons comme il l'a lui-même formulé. Ce n'est pas la chronologie qui l'inspire, car les faits sont souvent intervertis, mais il s'agit là de questions sans lien les unes avec les autres et destinées à combler les lacunes d'un travail très avancé auquel ne manquait plus qu'une dernière mise au point :

« 1. Quels ont été, année par année, les successeurs de Krim-Guéraï, leur caractère, les factions auxquelles ils tenaient ?

2. Est-il vrai que le Khan de l'année 1770 eût pris des liaisons avec les Russes, comme on l'a prétendu ? Quelles ont été, avant et après le siège de Bender, les liaisons des Russes avec les Nogais et pourquoi ces peuples n'ont-ils, en aucune manière, inquiété les Russes pendant ce siège ?

3. J'ai trouvé dans une carte géographique : campements des Tartares suivant les districts que le Khan leur avait assignés en 1767. Quelle fut cette opération ? Quels événements l'avaient amenée ? N'avait-elle pas été suivie de mécontentements ?

4. Où les princes de la maison régnante avaient-ils séance ou cour. Était-ce tous les princes ou seulement ceux qui occupaient les généralats ?

5. S'il est vrai que le Khan, après la bataille de Cahoul avait trahi les Turcs ?

(1) Ce fut Yacoubaga, l'ancien ami de Krim-Guéraï et l'ennemi du nouveau Khan qui conseilla, par ressentiment, à ses frères, de se donner aux Russes.

6. Quelles ont été, dans l'année 1771 les liaisons des Russes en Crimée ? Quel était le khan qu'ils ont fait élire ? Avait-il été en Russie ?

7. Quel est l'état actuel de cette nation ? En reste-t-il encore beaucoup en Crimée ? Où les autres sont-ils émigrés ? »

Nous ne donnerons pas la longue et fastidieuse réponse à la première question. Elle n'apporte rien de nouveau sur ce qu'on sait de la succession des khans.

« En 1770, [répond Fornetti à la 2^e question], Sélim-Guéraï abandonna la Crimée, lorsque les Russes vinrent à Pérékop (1). Les Tartares, se voyant sans khan, prièrent Sahib-Guéraï de prendre le titre. Il fut le premier qui commença à traiter avec les Russes. Les Russes qui n'avaient rien à craindre du khan, l'obligèrent à envoyer son frère Chaïm-Guéraï en Russie, où il fut très bien traité. Ce fut lui qui promit d'empêcher les Tartares de rester soumis aux Turcs. La Porte envoya en 1772 Alim-Guéraï par la Mer Noire avec des troupes ; il fit un débarquement en Crimée, se retira du côté du Kouban et vint, accompagné des troupes tartares et de Circassiens et, par le secours des Russes, il s'empara de la Crimée en 73 (2). Les Nogais n'ont pas inquiété les Russes pendant le siège de Bender, parce que la Porte ne leur envoyant pas de secours, ils avaient peur d'être ensuite écrasés par les Russes, et pendant ce temps, ils ont ménagé les Russes et les Turcs. »

Sur la question de savoir quel était leur état actuel (c'est-à-dire depuis leur soumission aux Russes), Fornetti donna les éclaircissements suivants :

« Les Nogais avaient passé soit en Circassie, soit en Asie, soit en Romélie. Les Tartares ont fait en général comme les Nogais. Ceux qui étaient bons musulmans abandonnèrent tout pour passer en Asie. Les autres s'établirent auprès du khan déposé, à Andrinople, où était la résidence de la famille des khans. Quant aux sujets grecs et arméniens, les Russes les firent passer en Russie. »

(1) C'est l'opération de juin 1770. Rulhière dit que « les Tartares craignaient le nouveau Khan, choisi dans la branche que leurs révoltes avaient autrefois détrônée ». Ils s'en étaient détachés (cf. *A. de P.*, III, 247).

(2) Rulhière a utilisé aussi un « rapport d'un tartare à l'Ambassade de France sur les événements de 1771 » (Arch. Nat. K. K. 1396 d). Il a ajouté en note ce commentaire : « il paraît que Sahib-Guéraï était de bonne foi, qu'il croyait sa nation indépendante..., son frère qui avait été envoyé à Pétersbourg est le coquin qui s'est laissé gagner. »

C'est ainsi que les seuls défenseurs possibles des Turcs ne purent échapper à l'empire de la Russie et que leur inaction causa la ruine de la Porte. Bender, assiégée depuis juillet, tomba en octobre entre les mains de Panine et la victoire de Cahoul acheva la déroute des Ottomans.

Rulhière a donné une description minutieuse, claire et cependant remplie d'anecdotes, de ce siège mémorable où la peste fut le plus redoutable agresseur (III, 249). On sent là un témoignage direct qui ne lui vient pas seulement de la correspondance officielle. Nous avons retrouvé, sinon son informateur, tout au moins celui qui procura à Rulhière ces informations. C'est le ministre de Prusse, Sandoz-Rollin. Il écrit à l'historien, le dimanche 4 septembre 1771 :

« Bien fâché, monsieur, d'avoir été absent lorsque vous avez pris la peine de passer chez moi, j'étais à la campagne ; j'ai rendu depuis quelques jours le manuscrit du siège de Bender, mais j'ai l'espérance de pouvoir le redemander à l'auteur et alors j'aurai le plaisir de vous l'envoyer sans délai. »

Sandoz était ministre de Prusse depuis janvier 1770, où il avait été remplacé à Paris par le baron de Goltz. Rulhière eut des liaisons avec lui comme avec tous les représentants du Grand Frédéric. Sa documentation et ses préférences politiques y trouvaient leur compte. Il est certain qu'il eut, sur le siège de Bender et la bataille de Cahoul qui en fut la conséquence, des documents fort intéressants. Il semble que l'informateur de Sandoz-Rollin ait été un de ces nombreux étrangers qui servaient la Russie dans l'armée de Roumantzoff. Ce fut le dernier épisode de la campagne des Turcs. Ceux-ci découragés entamèrent un projet de médiation qu'ils confièrent à Vienne et à Berlin.

La fortune avait encore une fois souri à la Czarine et le lamentable résultat de l'intervention des Turcs avait livré sans rémission la Pologne à sa politique. On a vu dans ce chapitre avec quel soin Rulhière a voulu démêler les raisons de cet échec ; c'est que la défaillance de l'Empire Ottoman

constituait le troisième élément de la tragédie, après les vices de la Constitution polonaise et les convoitises des puissances voisines.

CHAPITRE VII

Les aventures d'un manuscrit

Démêlés du gouvernement et des héritiers de Rulhière au sujet de la propriété de son ouvrage politique, 1791-92. — 1^{re} édition de *l'Anarchie de Pologne*, 1805-07. — Les étranges procédés du comte Ferrand. — Napoléon et la Pologne. — Daunou, 1^{er} éditeur en 1807. — Fouché et Hauterive. — Qui a facilité à Ferrand ses falsifications ? — Contrat de vente entre les héritiers et les libraires. — Ceux-ci deviennent propriétaires du manuscrit et sont responsables du choix de Ferrand. — Le notaire, responsable des falsifications. — La famille Rulhière en 1807. — « Affaire Maubert ». — Rulhière accusé de plagiat, *l'Anarchie de Pologne* traduite devant le tribunal de l'Institut (1808). — Correspondance de Daunou et Hauterive. — Le Maître est-il dans cette affaire ? — Circonspection. — Rulhière réhabilité. — Son œuvre reçoit le prix décennal (1810). — 2^e édition 1817, le manuscrit réclamé définitivement par l'Etat.

Le manuscrit de *l'Anarchie de Pologne* a connu de multiples aventures. D'une part, l'Etat, qui l'avait commandé et rétribué, s'en tenait pour le légitime propriétaire, mais ce travail avait, d'autre part, représenté pour son auteur une vie de labeur et de sacrifices, car son caractère confidentiel en avait retardé la publication ; ses héritiers pouvaient donc, de bonne foi, se croire en droit d'en retirer quelque avantage. Ce malentendu fut à l'origine d'un assez curieux conflit sur la propriété littéraire entre la famille Rulhière et l'Etat. Des intérêts politiques et des convoitises privées viendront d'ailleurs compliquer le démêlé et le changer en une affaire assez ténébreuse sur laquelle, sans espérer faire éclater la pleine lumière, on voudrait apporter ici quelques éclaircissements.

Les difficultés commencèrent au lendemain même de la mort de Rulhière. Comme il avait été pensionné par les

Affaires Etrangères, le ministre Montmorin, sachant qu'il avait eu « en différents temps des correspondances du dépôt des Archives du département pour composer des Mémoires historiques sur la Russie et la Pologne » (1), donna l'ordre à Hennin d'envoyer Sémonin apposer les scellés sur les papiers de l'historien (2). Sémonin malade se fit remplacer par Poisson pour porter l'ordre du roi (3).

La démarche de Poisson eut lieu le 1^{er} février 1791, en présence du frère du défunt, chef de la division de Cavalerie de Paris, d'un de ses fils, du notaire Gérard et d'un secrétaire familiarisé avec les papiers de l'historien. Poisson ne fit pas usage juridique de la lettre du Roi, les héritiers ayant spontanément fait poser les scellés. Elle fut remise à Mr Hennin, afin que celui-ci pût en charger un de ses employés, lorsque le moment serait venu de lever les scellés. Poisson, dans son inventaire, releva :

« 1. deux cartons de copies de l'**histoire de Pologne** et quelques cahiers séparés, 2. une copie du **traité de Ryswick** de 1697, faite d'après une copie donnée par Mr Ledran, chef du dépôt, à Mr de Malesherbes qui l'avait communiquée à Rulhière. Cette copie ayant été faite aux frais du défunt est considérée par ses héritiers comme sa propriété. 3. des notes et écrits qui paraissent avoir été destinés à l'histoire de la Révolution actuelle.

Ces héritiers regardent ces **notes sur la Révolution et l'Histoire de Russie** comme leur propriété, parce qu'elles n'ont coûté aucun frais aux Affaires Etrangères, ils réclament de même l'**Histoire de Pologne** parce que le département des A. E. en a plusieurs copies remises

(1) Rapport de Poisson, (dossier de Rulhière aux A. E.), 1^{er} fév. 1791.

(2) Pierre Michel Hennin est en 1791 premier commis à la 2^e direction du ministère. Il est chargé des Affaires du Nord et de l'Est, cf. Masson; *Le département des Affaires Etrangères pendant la Révolution*, p. 27. Claude Sémonin est garde du dépôt des Archives (*id.*, p. 39).

(3) Louis Huet Poisson est sous-chef des Archives (*id.*, p. 41). « Ordre du roi donné au Sieur Poisson, principal commis, de se rendre au domicile du défunt et à sa maison de campagne de Saint-Denis pour y apposer les scellés sur tous ses papiers, afin qu'à l'ouverture, on puisse retirer les matériaux confiés pour la rédaction des travaux dont il était chargé ». (Dossier Rulhière, A. E., 31 janvier 1791).

autrefois au dépôt. Comme renseignements complémentaires pris auprès du secrétaire, il ressort que Mr de R. n'avait aucun papier du dépôt, il avait remis les correspondances qui lui avaient été confiées autrefois et avait fait les dernières recherches au dépôt même. Il n'y a pas de minutes, car il détruisait les brouillons en rédigeant son travail.

Conclusion : les scellés ont été apposés sur une armoire où tous ces papiers ont été rassemblés. Mr Poisson ne rapporte donc rien au dépôt. Ces messieurs de R. comptent s'adresser à Mr de Montmorin pour lui prouver que l'*histoire de Pologne* appartenait en propre à son auteur. Mr Poisson n'a pas été à Saint-Denis, car le neveu et le secrétaire lui ont assuré qu'il ne s'y trouvait aucun papier politique. Mr de R. a pris l'engagement d'y accompagner l'envoyé des A. E. (1). »

Il ressort de ce rapport que Poisson croyait qu'il ne s'agissait que de réclamer des papiers du dépôt. Le 24 février 1791, Hennin envoya Lesseps, principal commis, ouvrir les scellés et reprendre les papiers « appartenant au département ». Le 26, l'armoire fut ouverte en présence des deux Rulhière, frère et neveu de l'historien, et du notaire. Lesseps en retira la minute mise au net de dix livres de l'*histoire de l'Anarchie de Pologne* et une copie du 4^e livre que le défunt devait remettre au ministre présent (les trois premiers ayant dû être livrés).

[L'envoyé du ministre réclama l'ouvrage] « comme tenant essentiellement au secret de la politique et parce qu'il a été composé avec des matériaux fournis par le département, ce qui supposait un marché et un arrangement quelconque. » [Les héritiers, soutenus par le notaire, firent observer que] « n'ayant trouvé aucune trace de conditions imposées au défunt pour ce travail, la famille paraissait fondée à envisager le fruit de ses veilles et de ses talents comme sa propriété. Les neveux du défunt ont ajouté qu'ils en étaient d'autant plus convaincus qu'ils avaient entendu dire à leur oncle, il n'y a pas bien longtemps, que si les circonstances de la révolution lui faisaient perdre son existence, il vendrait l'ouvrage dont il s'agit (2). »

Lesseps, embarrassé, fit déposer la minute des dix livres du manuscrit chez le notaire Gérard, sur remise d'un récépissé et obtint des héritiers l'engagement « provisoire » de fournir au ministre la copie des livres restants, « copiés de la

(1) Rapport de Poisson, 1^{er} février 1791. (A. E. dossier Rulhière).

(2) Rapport de Lesseps (26 fév. 1791, dossier Rulhière).

même main qui a expédié les premiers. » Les héritiers, toujours persuadés de la légitimité de leurs revendications, allèrent consulter Marmontel dans sa propriété de Choisy-le-Roi. Celui-ci, convaincu de leur bon droit, leur cita l'exemple de Duclos et autres écrivains pensionnés par l'Etat et leur dit que si l'ouvrage eût été achevé plus tôt, le gouvernement eût accordé la permission de l'imprimer au bénéfice de l'auteur.

[Soutenu par cet encouragement, le neveu de Rulhière] « mit en sûretés les papiers les plus intéressants et il laissa le 8^e et le 9^e livres mis au net, ainsi que plusieurs cartons appartenant aux A. E. qui furent réclamés peu de jours après (1). »

En effet, le ministère des Affaires Etrangères ne voulait pas lâcher son bien. Par une lettre du 8 mars 1791 au frère de Rulhière, commandant de la Cavalerie Nationale, le ministre Montmorin était revenu une dernière fois à la charge. Il assurait le frère de l'historien qu'il était « de notoriété publique » que cet ouvrage avait été fait par ordre du Roi, sur les papiers des Affaires Etrangères, que Rulhière jouissait pour ce travail depuis nombre d'années d'un traitement de 6.000 l. et que, d'ailleurs, il fallait soustraire cet ouvrage au public (2) ; il était donc propriété d'état.

« Je vous prie, Mr, ajoutait le ministre, d'autoriser le dépositaire actuel [le notaire], de le remettre en entier à la personne que je charge de l'aller retirer. Outre les dix livres de minute mis au net, il y a une minute imparfaite du dernier qui doit être jointe au reste. »

Et pour atténuer ce qu'il pouvait y avoir de désobligeant dans son insistance, il ajoutait qu'il se proposait de lui faire des propositions fort avantageuses à propos d'un autre ouvrage de l'historien, qui restait la propriété de la

(1) Notice citée. Ce manuscrit, le plus complet, fut « mis en sûreté » chez le comte de Pange qui habitait Saint-Denis. Cette copie, confisquée avec les biens du comte de Pange émigré, fut rendue aux héritiers, après un inventaire, le 16 novembre 1795. (*Arch. Nat. F. 17 1202*, dossier 2, n^o 175).

(2) C'était toujours à cause de la Russie que l'on redoutait en haut lieu la publication des ouvrages de Rulhière.

famille : *Les Anecdotes sur la Révolution de Russie*. On sait que cette offre de corruption, qui lui était dictée par les amis de Catherine II, fut repoussée par les héritiers de Rulhière (1). Le 16 mars, Lesseps, muni d'un pouvoir du ministre, retira de chez le notaire dix livres et une copie du 4^e :

« Il reste à réclamer, dit-il, le 11^e et la moitié du 12^e livre, ainsi que les matériaux des quatorze livres que doit avoir l'ouvrage (2). » Lesseps ajoutait, en date du 19 mars, que « les héritiers se proposaient de faire des représentations au ministre (3). »

La famille, malgré les réclamations de l'Etat, persistait à considérer l'œuvre de Rulhière comme sa légitime propriété. Lorsque la Révolution éclata, l'affaire n'avait pas reçu de solution. Les préoccupations de tous se portèrent bientôt sur des faits autrement graves : Anne-Jean-Auguste de Rulhière, commandant de la Garde Nationale, inquiété après la journée du 10 août, fut incarcéré à la Force et massacré dans sa prison le 2 septembre 1792 (4); ses enfants, absorbés par leur douleur et le sentiment de leur propre insécurité, perdirent de vue un litige que le ministre des Affaires Etran-

(1) Voir l'histoire de cet ouvrage, I^{re} partie, ch. IV.

(2) D'après le *mémoire* rédigé par Rulhière en 1790, que Lesseps avait consulté.

(3) Faut-il croire que ce manuscrit fut immédiatement restitué aux héritiers ? On pourrait le penser, car en 1817, lors de la seconde publication de l'ouvrage, ils paraissaient n'avoir gardé aucun souvenir d'une confiscation de l'Etat. D'ailleurs les manuscrits conservés aux Affaires Etrangères ne dépassent pas neuf livres et semblent provenir des anciennes versions. La question ne dut pas être tranchée. On voit, d'après une lettre de Poisson, que M. Hennin, ayant réclamé des notes sur le cas de Rulhière, les avait gardées à l'étude et qu'elles n'avaient pas été rendues à Poisson à la fin d'avril 1792.

(4) Il mourut de manière héroïque, luttant jusqu'à son dernier souffle contre ses meurtriers. Cf. Lenôtre, *Massacres de Septembre*. Paris, 1907, in-8, p. 21 et p. 141. « Ils le mirent nu et lui appliquèrent de toutes leurs forces des coups de plat de sabre, puis le dépouillèrent jusqu'aux entrailles et firent ruisseler son sang de tout son corps. Enfin après une demi-heure... d'une lutte des plus courageuses contre ses assassins, il expira. »

gères, préoccupé lui aussi par les événements, oublia de son côté. C'est ce qui explique comment, quatorze ans plus tard, en 1805, les héritiers se croyant légitimes propriétaires du manuscrit, se disposèrent à en donner pour la première fois connaissance au public. Nous allons aborder l'histoire de cette première publication, affaire complexe et mystérieuse, où il sera question, à propos de cette œuvre posthume, de secrets d'état, d'attentats à la propriété littéraire et de consciences achetées.

Mais suivons d'abord l'ordre chronologique des faits : Le 15 Floréal an 13 (7 mai 1805), les héritiers de Rulhière passèrent contrat avec les libraires De Senne et Liébaux, et leur abandonnèrent la totalité de leurs droits sur l'ouvrage, moyennant la somme de 5.000 francs payée comptant, plus 1.000 fr. pour chacun des volumes des dits ouvrages qui excéderont le nombre de cinq et 2500 fr. aussitôt la mise au jour d'une seconde édition (1).

Le libraire choisit, pour la préparation du manuscrit, Ferrand, ancien conseiller au Parlement, connu pour ses convictions réactionnaires. On sait comment cet ancien émigré, grand ami de la Russie, entreprit de rectifier l'œuvre de Rulhière à laquelle d'ailleurs il ne ménageait pas les éloges. Il retoucha tout ce qui semblait porter atteinte à la religion, encourager le libéralisme et surtout nuire à la Russie, au point, disait Daunou, d'en avoir fait « en certaines parties un autre ouvrage. Ce sont d'autres opinions et même un autre style (2). »

Or, au moment où Ferrand cherchait à transformer *l'Anarchie de Pologne* en un ouvrage favorable à la Russie,

(1) Elle fut faite l'année 1808.

(2) Edition 1807, notice, p. XXXVI. Daunou donne (p. XXXVI-XLV) des exemples de ces étranges corrections. On sera vite édifié quand on aura jeté les yeux sur le manuscrit (*Arch. Nat. K. K. 1396^b c*). Outre ces transformations, Ferrand couvre l'ouvrage de notes renvoyant à son livre *L'Esprit de l'Histoire*, ouvrage qui lui avait valu en 1802, ce n'est pas inutile à dire, les félicitations du czar Alexandre I^{er}.

Napoléon, qui venait d'écraser la Prusse en 1806, poursuivait le Czar et, pour l'atteindre plus sûrement, songeait à reconstituer la Pologne. Après Iéna, il assurait les Polonais, le 19 novembre 1806, que jamais la France n'avait accepté les partages et que son intérêt était que la Pologne existât. Le 19 décembre, il entra à Varsovie, unissait autour de lui la noblesse polonaise soulevée par un immense espoir, et son ministre Talleyrand rédigeait le 28 janvier 1807 un rapport pour déplorer la faute commise par la France, quand elle avait toléré le premier partage.

C'est au moment où ces événements se produisaient que l'écrit de Rulhière sortait des presses. Napoléon, averti que l'ouvrage, trahi et mutilé par Ferrand, était favorable à la Russie, en fit aussitôt interdire la publication, et, voulant préparer les esprits à une restauration éventuelle de la Pologne, il songea à prendre pour son compte, et dans un sens opposé, les libertés qu'il venait de défendre à l'éditeur. Fouché fut prié de réclamer le manuscrit de Rulhière au comte d'Hauterive (1), chargé du Dépôt des Archives, homme sage et prudent, comme on pourra le constater dans toute cette affaire :

« S. M. m'a chargé, Monsieur, lui écrit-il, le 24 décembre 1806, de faire la recherche du manuscrit de l'ouvrage que M. de Rulhière a écrit sur le démembrement de la Pologne (2). »

La réponse d'Hauterive donne à entendre que ce billet de Fouché n'était pas le premier et précise quels étaient les

(1) Alex. Maurice Blanc d'Hauterive, né en 1754, avait été professeur à l'Oratoire. Choiseul se l'attacha, il connut Talleyrand, et ces deux amitiés lui valurent, en 1784, la place de secrétaire auprès de Choiseul-Gouffier, à Constantinople. En 1785, il fut secrétaire du Hospodar de Moldavie. En 1792, consul à New-York, il retrouva Talleyrand émigré, et après l'avoir suivi dans ses traverses, il le suivit dans sa fortune. En 1798, sous-chef du bureau des consulats, nommé chef de division du ministère des A. E., il remplaçait Talleyrand quand celui-ci s'absentait. Il eut en 1807 la garde du Dépôt des Archives. Cf. sa vie par Arlaud de Montor, Paris, 1839, in-8.

(2) Cette lettre et les suivantes sont inédites. Elles proviennent des A. E., dossier personnel de Rulhière.

ordres prescrits par l'Empereur sur l'usage à faire du manuscrit :

« J'ai eu l'honneur d'informer Votre Altesse que j'avais choisi Mr Flury (1) pour vous porter cette collection et pour faire le travail que V. A. aura à lui prescrire sur tous les objets qui sont de l'intérêt des circonstances actuelles, à l'égard du rétablissement de la Pologne. »

Ces quelques mots ne laissent aucun doute sur les intentions qu'avait manifestées l'empereur de retoucher le manuscrit dans le sens de sa politique. Faut-il conclure que Flury fit subir au texte de nouvelles modifications ? Cela n'est pas probable. Après examen, il parut sans doute que le texte primitif de Rulhière, dûment rétabli, suffirait largement à la propagande que l'Empereur en attendait, et ce qui semblerait le prouver, c'est que ce ne fut pas Flury, mais Daunou qui fut chargé de refaire l'édition (2). Ce dernier avait la conviction que ce livre devait seconder la politique impériale :

« Celui dont les destinées dominent celles des nations et des rois, écrit-il dans sa préface, vient d'humilier tous les oppresseurs de la Pologne et déjà leur abaissement expie les excès de leur ancienne puissance... l'indépendance de la Pologne est un intérêt de l'Europe autant qu'un droit des Polonais et la renaissance de ce vertueux peuple sera l'un de ces vastes bienfaits dont l'histoire de Napoléon se compose. »

Mais un coup de théâtre anéantit ces glorieux pronostics. Après la campagne de Friedland, Napoléon offrit son alliance au czar. Ce fut Tilsitt (juillet 1807) et la Pologne ne fut pas reconstituée. L'édition de Daunou avait déjà paru. Alexandre s'en plaignit à son nouvel ami, faisant entendre, dit-on, qu'il avait « assez payé pour disposer à son gré de

(1) Louis-Noël Flury (1771-1836), consul en Moldavie en 1806, sous-directeur du ministère des A. E., directeur des consulats en 1814, conseiller d'Etat en 1816. Auteur de *la Richesse, sa définition et sa génération ou notion primordiale de l'économie politique*, 1833.

(2) Le rapport de police rédigé à ce sujet dit que le sénateur-ministre de la police (Fouché) veut « qu'on rétablisse religieusement le texte afin de le donner au public tel que l'auteur l'a composé. » (*Arch. Nat. F. 7 4233, Police générale*, 21 janvier 1807).

ce livre (1) ». Napoléon, dans cette soudaine volte-face de sa politique, avait en effet complètement oublié le livre de Rulhière et il est certain qu'il ne put rien objecter à son allié.

C'était cependant sa politique qui avait sauvé l'ouvrage de Rulhière d'une trahison inqualifiable. Mais là ne s'arrête pas l'histoire des étranges procédés de Ferrand. Daunou, auquel le manuscrit fut remis en décembre 1806, ne se plaint pas seulement que « le dépositaire de ce manuscrit durant 1806 [ait] jugé à propos de le couvrir d'un grand nombre de ratures et de corrections » contraires aux opinions politiques de l'auteur, mais il fait entendre en outre qu'on ne lui a pas remis intégralement la totalité du travail, que la fin des livres XI et XII et le milieu du livre XIII ne lui ont pas été rendus, en dépit de l'insistance qu'il a mise à les réclamer. Qu'était devenue cette dernière partie de l'ouvrage, que Rulhière avait écrite incontestablement, et « avait-on consenti à la recevoir en échange des embellissements qu'on venait d'ajouter aux précédentes ? (2) »

On ne pouvait désigner Ferrand, à moins de le nommer, en termes plus intelligibles. Il est évident que Daunou l'accuse d'une spoliation littéraire et ce n'est pas moins clairement qu'il insinue que Ferrand l'a opérée à l'aide d'une complicité. Ostrowski retrouva les fragments des livres XI et XII que Daunou n'avait jamais pu se procurer (3). Il put ainsi prouver, textes en mains, que Ferrand les avait sous-traités pour les insérer, surtout le second, mot pour mot, dans son *Histoire des trois Démembrements de la Pologne* (4). Il avait ainsi acquis la preuve de l'indélicatesse du continuateur de Rulhière, qui prétendait dans sa préface en avoir « conservé le texte à peu près, avoir seulement

(1) Ostrowski, dans la préface de la 4^e édition de *l'Anarchie de Pologne* (1862), fait cette insinuation ; malheureusement il ne dit pas où il a pris ce renseignement.

(2) Notice de Daunou en tête de la 1^{re} édition, I, p. LIII.

(3) *Arch. Nat. K.* 1316.

(4) Paris, 1820, 3 vol. in-8, I, pp. 60-67.

retranché le mot *barbares*, dont l'historien de la Pologne se servait souvent en parlant des Russes et coordonné les dates et les époques très confuses dans l'ouvrage original, dont l'auteur n'avait achevé, revu et corrigé que les onze premiers livres, laissant toutefois des parties considérables des 12^e et 13^e (1). » En effet, outre les corrections dont nous avons mentionné plus haut le caractère tendancieux, les manuscrits sont couverts d'indications renvoyant des passages entiers aux livres que Ferrand voulait ajouter à l'ouvrage de Rulhière (2).

Mais il nous faut maintenant élucider un point délicat : Ferrand, c'est évident, a mutilé le texte de *l'Anarchie de Pologne* pour plaire à la Russie et pour augmenter son propre bagage littéraire. Mais il faut bien admettre qu'il lui a fallu, pour exécuter ces changements, une complicité. En un mot, est-ce la famille ou est-ce le libraire qui a trempé dans cette machination ? Ostrowski affirme crûment que la Russie « fit des offres » aux héritiers, que ceux-ci les acceptèrent et que, pour ses « embellissements », Ferrand sut adroitement se faire donner la permission d'user du texte comme il l'entendait. Mais Ostrowski fait là une hypothèse qu'il n'étaie sur aucune preuve, même lointaine. Peut-être pourrions-nous aujourd'hui rendre à chacun ses responsabilités en apportant dans la discussion et en toute loyauté, les documents qui sont entre nos mains.

(1) Notice de Ferrand en introduction à *l'Esprit de l'histoire*. Rulhière avait rédigé complètement la moitié du livre 12, c'est précisément dans cette partie que Ferrand fit à son profit les coupes que Daunou signale. Rulhière dit expressément dans le *Mémoire* adressé à Montmorin que nous avons déjà cité : « sur 14 livres que doit avoir cet ouvrage, 11 et demi sont achevés et les matériaux des autres rassemblés ». Ce témoignage est de plus confirmé par le Contrat de vente des héritiers. Il y est dit que l'ouvrage s'arrête au milieu du livre 12 [13 dans les éditions imprimées] « au parallèle entre Frédéric II et Kaunitz ».

(2) Cf. le m. s. des Archives Nationales (K. K. 1396 b c) et le recueil des matériaux de Rulhière (K. K. 1396 d), on y voit que Ferrand avait préparé vingt livres. Les six derniers lui furent rendus.

Tout d'abord Ostrowski dit que « vers 1805, le manuscrit passa aux mains d'une personne inconnue qui le garda toute l'année suivante, puis entre les mains du comte Ferrand ». Il y a d'abord à relever dans cette affirmation une erreur de date. Ferrand dit lui-même qu'il conserva le manuscrit dix-huit mois. Or, il lui fut repris par Fouché en décembre 1806, il faut donc qu'il l'ait reçu en juin 1805. Le fait est d'ailleurs confirmé par le contrat de vente du manuscrit, signé, entre les héritiers et l'éditeur, le 15 floréal an 13 (7 mai 1805). Il n'y a pas de lacune dans cette chronologie.

Ostrowski aurait-il, en outre, trouvé suspectes d'autres retouches qui s'ajoutent sur le manuscrit à celles de Ferrand ? On y voit, en effet, des notes à l'encre rouge, dont Daunou est l'auteur, quelques corrections sur le livre VII, très habilement faites, et qui semblent bien être écrites de la main du copiste habituel de l'historien, enfin trois ou quatre titres marginaux dus au neveu de Rulhière, mais qui ne sauraient compter sérieusement pour des modifications de l'ouvrage (1). Il ne paraît donc pas que d'autres que Ferrand aient volontairement mutilé l'œuvre de Rulhière.

Mais cela ne blanchit pas encore entièrement la famille. Il s'agit de démêler maintenant si les *corrections* de l'ouvrage ont reçu ou non son approbation. C'est du contrat que nous allons tirer les éclaircissements que nous cherchons sur le rôle de la famille dans cette affaire.

Ce contrat donne d'abord la preuve qu'elle fit abandon complet du manuscrit entre les mains des libraires ; il est stipulé que les héritiers « *vendent, cèdent et transportent* » les ouvrages de Rulhière qui n'ont encore jamais été impri-

(1) Ostrowski se demandait même si la famille n'avait pas détruit la fin de l'ouvrage « dans les folles appréhensions que lui causait la Révolution ». On sait qu'il n'en fut rien et que Rulhière ne l'a jamais fini (voir page précédente note 1). Les appréhensions n'étaient pas tellement folles en fait, puisqu'elles furent immédiatement justifiées par le massacre du frère de l'historien.

més. De cet abandon, il résulte qu'ils laissent aux libraires le soin de :

« faire parachever à leurs frais et dépens, par tel auteur qu'ils voudront choisir, l'ouvrage intitulé **Histoire de l'Anarchie de Pologne**, en sorte que pour raison de la confection du dit ouvrage, ils ne pourront en aucun cas répéter aucune indemnité, ni exercer aucun recours contre les héritiers. »

Par conséquent ceux-ci restèrent tout à fait en dehors du choix qui fut fait de Ferrand et les libraires en portent seuls la responsabilité (1). Les héritiers avaient cependant pris la précaution de garantir l'écrit de modifications trop larges, car le contrat porte que l'impression devra se faire « littéralement sans pouvoir rien retrancher, ajouter ni changer » sans l'autorisation du notaire Defauconpret (2), auquel les héritiers ont délégué le droit de les juger « nécessaires ou inadmissibles ».

Voilà qui donne au libraire et au notaire la responsabilité des changements que Ferrand a opérés. On trouvera peut-être que c'est un moyen commode de blanchir la famille de toute participation à cette troublante intrigue. Mais quand on saura ce qu'étaient les héritiers, on reconnaîtra que, avant toute autre considération, ils eussent été très imprudents d'y tremper. A cette date, la famille était représentée par le chevalier Philippe de Rulhière, sous-préfet de Falaise, et sa sœur, Madame Caron, tous deux propres neveux de Carloman de Rulhière. Madame Caron avait une fille d'un premier mariage : Mademoiselle le Harivel du Rocher, dame de la Maison d'Education de la Légion d'Honneur à Saint-Denis. Le sous-préfet et sa nièce étaient donc tous deux fonctionnaires de l'Empire et on ne conçoit pas comment, pour un maigre bénéfice, ils eussent

(1) Il est précisé, dans l'Introduction à *l'Esprit de l'Histoire* de Ferrand (Paris, 1832, I, p. XVIII), que « le libraire Desenne était possesseur des manuscrits de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne* quand l'auteur dudit ouvrage, Ferrand, « offrit de revoir et de compléter » l'œuvre de Rulhière.

(2) Notaire à Saint-Denis.

accepté d'entrer dans une affaire contraire aux intérêts de l'Etat, qui eût pu, en provoquant le mécontentement de Napoléon, amener leur révocation.

On peut d'ailleurs faire valoir en leur faveur des arguments plus nobles et plus désintéressés : le sous-préfet de Falaise était ce même neveu de Rulhière qui avait reçu de son oncle tant de marques d'intérêt. C'était lui qui, en 1791, avait refusé de satisfaire Catherine II quand, par l'intermédiaire du ministre des Affaires Etrangères, elle avait fait une dernière tentative pour acheter les *Anecdotes sur la Révolution de Russie*, après la mort de l'auteur ; c'était lui qui, sans crainte de la Russie, avait publié en 1797 les mêmes *Anecdotes*, quand la mort de la czarine lui en avait enfin donné le droit. Comment peut-on accuser un homme aussi intègre, aussi soucieux de la gloire de son oncle, d'avoir trempé dans une affaire nuisible à ses intérêts littéraires ? Madame Caron et sa fille semblent avoir eu pour la mémoire de l'historien le même respect et la même délicatesse. Je citerai ce passage d'une lettre que Mademoiselle le Harivel du Rocher écrivait au sous-préfet de Falaise, au sujet de propositions qui lui étaient faites par des particuliers, pour acquérir des lettres dont elle était dépositaire :

« Il y a quelques mois que Mr de Camponon (1) me fit dire qu'il pensait que ma famille devait posséder des lettres de plusieurs personnages célèbres, qu'il s'occupait dans ce moment d'une collection de lettres autographes et qu'il mettrait le plus grand prix à l'augmenter. Maman lui fit répondre... qu'il y a peu de délicatesse et de discrétion à livrer à l'impression des lettres particulières écrites et lues dans le secret du cabinet... elle vous suppose la même opinion sur cette foule de correspondances dont nous sommes inondés depuis quelques années, par l'indiscrétion et la cupidité des héritiers et des libraire... (2) »

(1) F. N. V. Camponon (1772-1843) imitateur de Delille dans son poème de la *Maison des Champs*. Il est aussi l'auteur d'une édition des *Œuvres* de Ducis, son ami, et d'une *Histoire d'Angleterre*.

(2) Lettre inédite du 15 août 1817. On rappellera aussi que Mlle du Rocher, avec l'assentiment de son oncle, avait fait don aux héritiers de Malesherbes des lettres de ce dernier à Rulhière. On peut trouver là une autre preuve de désintéressement et de délicatesse de sentiments.

Il paraît donc bien probable que les héritiers de Rulhière furent étrangers à cette mauvaise affaire. Ils eurent seulement le grand tort d'abandonner à un notaire une surveillance qu'ils eussent dû exercer eux-mêmes, pour sauvegarder la gloire d'un homme dont ils vénéraient la mémoire et à qui ils devaient tant ; ce fut une négligence répréhensible. Quant à prouver que la Russie versa de l'argent et qui en fut bénéficiaire, nous ne pouvons fournir aucun indice certain, c'est un mystère que nous laisserons, à notre grand regret, sans l'avoir élucidé.

Cependant l'œuvre posthume de Rulhière n'était pas au bout de ses épreuves. Nous avons dit que Napoléon, réconcilié avec Alexandre à Tilsitt, s'était entendu reprocher par ce dernier la récente publication de *l'Anarchie de Pologne*. Faut-il voir un lien entre l'extraordinaire aventure qui va arriver à cet ouvrage et la politique russophile de l'Empereur, et est-ce pour jeter le discrédit sur un livre malencontreux que fut suscitée la confusion dont nous allons nous entretenir ?

En janvier 1808, le ministre de l'Intérieur Cretet reçut de Champagny, récemment nommé ministre des Affaires Etrangères, en remplacement de Talleyrand, le billet suivant :

« S. M. ayant eu connaissance, Monsieur, d'un manuscrit existant dans les Archives de mon département, portant pour titre : **Histoire de l'Anarchie de Pologne** et pour nom d'auteur celui de Maubert (1), a vu qu'il existait entre cet écrit et celui qui a paru récemment sous le nom de Rulhière une telle affinité, qu'on était fondé à penser que Mr Rulhière avait emprunté de cet écrivain une partie considérable

(1) Maubert était un ex-capucin mort en 1767, auquel on avait attribué déjà le *testament politique* d'Albéroni et celui de Walpole. Danton croit qu'il collabora avec La Baumelle à la première édition falsifiée de *la Pucelle*, qui causa tant d'ennuis à son auteur ; que d'ailleurs il existait un autre Maubert qui fut secrétaire d'Auguste III (voir *Observations sur deux volumes manuscrits intitulés Histoire de l'Anarchie de Pologne*, Arch. Nat. F. 7 4233).

de l'ouvrage publié sous son nom. S. M. mue par l'esprit de justice qui la caractérise, veut que ce manuscrit soit communiqué à la 3^e classe de l'Institut, afin que, sur son examen et d'après le rapport qu'elle en fera, la gloire qui peut provenir de cet ouvrage soit restituée au nom de son véritable auteur. »

On s'apercevait donc soudain que l'ouvrage qui depuis un an était passé des mains d'Hauterive dans celles de Fouché et de Daunou, portait un nom d'auteur qu'aucun d'eux n'avait jamais signalé : le père Maubert.

Le 17 février 1808, tandis que Napoléon prenait le chemin de Bayonne pour régler le destin de l'Espagne, le secrétaire d'Etat Maret demandait à d'Hauterive le manuscrit et lui prescrivait en outre d'y joindre un extrait des catalogues et registres constatant l'époque de l'entrée du manuscrit au dépôt, pour être mis sous les yeux de la 3^e classe de l'Institut.

On fera remarquer que dans cette classe (l'Académie des Sciences Morales et Politiques) siégeaient des hommes, tels Lévêque et Dupont de Nemours, qui avaient vu Rulhière à l'ouvrage et avaient longuement discuté avec lui des affaires de Pologne ; il y avait surtout parmi eux Gérard de Rayneval, l'ancien Commis des Affaires Etrangères auquel Rulhière avait remis, (sa correspondance en fait foi,) en dépôt personnel et livre par livre, le manuscrit même qui était en ce jour l'objet de ce singulier jugement.

Aucun d'entre eux n'éleva la voix pour se porter témoin dans un débat où le maître s'était déclaré juge. On désigna une commission dont Daunou fut le rapporteur (1). Il semble que celui-ci, sincèrement ou non, ait voulu mettre

(1) Quand la discussion fut close, Daunou écrivait que le manuscrit dit de Maubert était littéralement semblable à celui que Gérard possédait en propre et dont il lui avait parlé comme d'un ouvrage « parfaitement authentique de M. de Rulhière, son ancien ami. Cette histoire a été composée en quelque sorte sous les yeux de Mr de Rayneval qui était alors Premier Commis des Affaires Etrangères et qui procurait à l'auteur un grand nombre de renseignements et de monuments ». (Arch. Nat. F. 7 4233).

en action tout l'appareil de la meilleure méthode critique. Il pria Hauterive de lui fournir « tous les renseignements qu'on pourrait puiser sur cette affaire dans les Archives des Affaires Etrangères ». Hauterive soupçonna tout de suite une intention cachée de l'Empereur dans cette histoire inattendue et il agit avec la plus sage circonspection. Il répondit à Daunou que l'absence, avant 1796, de registre des manuscrits entrant au Dépôt, l'empêchait de fournir « le seul document qui eût pu permettre une identification certaine du manuscrit », que les mots « *par Maubert* », mis après coup au-dessous du titre de l'ouvrage, pourraient bien avoir été écrits par M. Gauthier de la Peyronie, employé au dépôt depuis 1780 jusqu'en 1792... enfin, ajoutait-il finement, de manière à éveiller l'attention de Daunou si elle n'était déjà alertée, et cela sans se compromettre :

« Quand je considère qu'il ne s'agit ici que de décider d'une propriété douteuse, que la vie et les travaux des deux écrivains dont vous avez à peser les titres appartiennent à l'histoire littéraire du siècle dernier, que la critique a des règles dont l'usage est aussi facile que sûr pour des esprits exercés à discerner les caractères de l'authenticité dans un fait contesté et ceux de l'originalité dans le style d'un ouvrage dont l'origine n'est qu'ambigüe, enfin qu'il existe dans la nomenclature des œuvres des deux concurrents des pièces de comparaison aussi nombreuses qu'authentiques, je regrette moins le défaut de documents officiels que je me serais empressé de vous fournir si j'avais été assez heureux pour en trouver, et j'attends avec autant d'empressement que de confiance le travail dont l'Institut vous a chargé et dont le résultat doit dissiper toutes les incertitudes qui se sont élevées sur l'objet de cette discussion (1). »

L'Institut mit deux mois à poursuivre ce minutieux examen. Ce délai laissait à la politique de Napoléon le temps d'évoluer encore. Au milieu des difficultés espagnoles, Napoléon avait senti le besoin de réchauffer le zèle de son allié et préparé Erfurt. Mais l'alliance russe, vieille d'un an, se refroidissait déjà. Faut-il attribuer à ce relâchement le

(1) Hauterive avait d'abord écrit « singulière discussion ». Il a prudemment barré l'épithète. (Lettre du 23 mai 1808, dossier Rulhière A. E.).

résultat final de l'enquête de Daunou, qui restituait enfin à Rulhière la paternité de son œuvre ? Et si l'on pouvait douter que Napoléon ne fût pour quelque chose dans cette aventure, la dernière lettre d'Hauterive prouverait amplement que telle était l'arrière-pensée du Conservateur des Archives. C'est avec Champagny qu'il s'en explique enfin lorsque l'affaire est définitivement close. Après lui en avoir fourni tous les détails, il ajoute :

«... Il ne m'était pas difficile en prenant le témoignage des plus anciens Commis de la Division, en vérifiant quelques écritures, en recherchant la date de la reliure... d'arriver à une solution positive et péremptoire de cette singulière discussion. Mais d'abord il était évident que cette marche ne m'était pas prescrite par la lettre de Mr le Secrétaire d'Etat, qui se bornait à me demander un extrait du catalogue ; et ensuite il me semblait peu agréable pour moi et peu convenable pour le ministre que les pièces de sa correspondance et les personnes attachées à son service entrassent par voie de sommation dans un débat litigieux et que l'autorité des uns et le témoignage des autres pussent être pesés, balancés, réduits ou mis en doute par quelque personne que ce soit... J'ai eu d'autant plus lieu de me féliciter de cette circonspection que la décision de l'Institut a été entièrement conforme à mon opinion personnelle... il m'a paru constant que si S. M. avait voulu que cette question fût résolue par des données historiques ou des traditions administratives, il en aurait laissé exclusivement l'examen et la discussion au ministre des Relations extérieures.

En général dès l'origine, cette discussion, née d'une méprise de peu d'importance, en a fait faire d'autres qui pouvaient avoir plus de gravité ; l'intérêt qu'on a semblé y prendre et l'éclat qu'on lui a donné n'auraient été plausibles qu'autant que la solution qui vient de la terminer aurait été absolument opposée à celle que l'Institut a dû envoyer au Ministère de l'Intérieur, et c'est encore une des considérations qui m'ont déterminé à ne vouloir y prendre que la part légère et forcée que j'y ai prise. J'ai obéi enfin aux ordres de S. M. qui, quels que soient leur nature et leur objet, sont toujours à mes yeux de la plus haute importance et commandent mon obéissance et mon respect (1). »

C'est ainsi que l'ouvrage de Rulhière, qu'un fâcheux hasard avait mêlé, toujours à contre-temps, aux grands desseins de l'Empereur, put enfin connaître la justice, fut

(1) 13 juillet 1808 (dossier Rulhière, A. E.).

réhabilité et dûment récompensé par l'attribution d'un des prix décennaux de l'Institut, le 24 août 1810.

Après la première édition, le manuscrit fut déposé au ministère de l'Intérieur. Mais les libraires croyaient toujours en avoir conservé la propriété. Le 29 juillet 1817, un nouveau contrat fut établi entre les héritiers et Victor Desenne et Ménard, les successeurs des précédents libraires, en vue d'une troisième édition des œuvres de Rulhière, les premières étant épuisées. Les libraires obtenaient l'autorisation d'imprimer autant d'éditions qu'ils le voudraient, à condition de verser 600 l. à la mise en vente de la nouvelle édition et de faire une nouvelle notice biographique de l'auteur. Auguis (1) fut chargé de la préparation de l'édition. Elle est, à peu de chose près, identique à la première. Quant à la nouvelle biographie, composée de souvenirs communiqués par la famille ou les amis de Rulhière, elle contient nombre d'erreurs que Daunou n'avait pas commises car, doué d'un sens critique supérieur, il n'avait affirmé que ce qu'il savait avec certitude et avait pris, semble-t-il, pour guide, dans ses recherches, le dossier personnel de Rulhière aux Affaires Etrangères.

Le manuscrit étant aux Archives du Ministère de l'Intérieur, les libraires en réclamèrent la remise, comme étant leur propriété, et la vieille querelle qui opposait l'Etat aux héritiers se réveilla. Le duc de Richelieu, premier ministre, consulté par Lainé, ministre de l'Intérieur, répondit :

« Les travaux de Mr de Rulhière n'ont jamais pu être regardés comme sa propriété particulière, ce n'était que le résultat d'un travail dont il recevait le prix et sa position sous ce rapport est absolument semblable à celle de tous ceux qui, depuis un siècle, ont enrichi de leurs travaux le dépôt des Affaires Etrangères (2). »

Les libraires réclamèrent au nom de leur contrat, la famille renouvela ses protestations, assurant que « Rulhière

(1) René Auguis, membre de la Chambre des Députés, rédacteur au « *Constitutionnel* », éditeur de nombreux ouvrages classiques, entre autres des œuvres de Marot, Ma'herbe, Molière et J.-J. Rousseau.

(2) Lettre du 16 sept. 1817, dossier Rulhière.

n'avait pas fait ce travail par ordre du gouvernement, puisqu'il avait fait « un voyage entièrement à ses frais pour recueillir les matériaux qu'il jugeait devoir lui être nécessaires »... que Duclos, « également attaché aux A. E. fit cependant imprimer ses ouvrages à son bénéfice sans qu'il s'élevât aucune protestation de la part du gouvernement... », qu'enfin Mr de Montmorin avait reconnu que le manuscrit sur la Pologne ne faisait pas partie des papiers appartenant au gouvernement puisqu'il n'avait pas renouvelé sa réclamation (1). Le duc de Richelieu, nullement convaincu par ces considérations, réitéra ses affirmations avec insistance :

« Il n'a pu entrer dans la pensée de personne que des travaux de ce genre pussent devenir la propriété de ceux à qui ils sont confiés et encore moins que la publicité pût en être tolérée. Aussi à la mort de Mr de Rulhière, le premier soin du ministre fut-il de faire mettre les scellés sur ses papiers et un employé du département des A. E. fut chargé de réclamer tout ce qui concernait le travail dont il avait été chargé. En vain le frère de Mr de Rulhière le réclama-t-il comme sa propriété, le ministre insista pour que toutes les copies et les minutes de ces papiers lui fussent remises. La copie des dix premiers livres de Mr de R. fut remise de cette manière au département des A. E. où elle existe encore ; mais le désordre qui s'introduisit dans toutes les parties de la société autorisa les héritiers à conserver les minutes et c'est vraisemblablement par suite de cette désobéissance et de cette infidélité que la publication de l'ouvrage de Mr de R. a eu lieu et que les manuscrits dont vous me parlez sont devenus la propriété des Archives du Royaume... ces manuscrits ne doivent pas être remis aux personnes qui les réclament. Ils sont incontestablement la propriété du Département des A. E. qui en a ordonné, dirigé et payé la rédaction et c'est d'après ces motifs, Monsieur (2), que j'insisterai auprès de vous pour que les deux cartons qui renferment ces manuscrits soient remis au Garde du Dépôt des A. E. »

C'était sans réplique et, en toute logique, parfaitement équitable. Les libraires durent se contenter de l'ancienne édition pour préparer la nouvelle. Quant au manuscrit, il ne semble pas qu'il ait été transporté aux Affaires Etran-

(1) Lettre de Mme du Rocher, sept. 1817, dossier Rulhière.

(2) Cette lettre est adressée à Hauterive, le 9 décembre 1817.

gères, car c'est aux Archives Nationales que le consulta Ostrowski, lorsqu'en 1862, il entreprit la quatrième et définitive édition de *l'Anarchie de Pologne* (1).

(1) On remarque qu'Ostrowski, très respectueux du texte de Rulhière, en a toutefois modifié le titre. Il l'a intitulé : *les Révolutions de Pologne*.

CONCLUSION

Ainsi fut vécue autant qu'écrite *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*. On a pu constater, au cours de cette longue analyse, que deux tendances ont dû contribuer à orienter les jugements de l'auteur : il fut philosophe et il fut adepte du Secret du Roi. Ces influences auront-elles trop rigide-ment orienté son histoire et nui à son impartialité ?

On fera remarquer que la tendance philosophique de Rulhière ne présente qu'un aspect de son œuvre ; l'élève de Mabli et de Rousseau a cru qu'il était nécessaire d'affirmer sa foi en la cause sacrée de la liberté et son mépris pour les oppresseurs d'un peuple fier (1) ; mais ce serait trahir l'esprit qui anime son histoire que d'y voir un plaidoyer en faveur de la liberté : il n'y a là que des réflexions qu'un honnête homme, appartenant au pays et au siècle des lumières, se devait de formuler.

Quant à la seconde tendance, elle est évidemment plus sensible : Rulhière, on l'a vu, appartenait à une école diplomatique pour laquelle l'indépendance de la Pologne formait pour ainsi dire le système central. Cette doctrine dirige l'ensemble des vues politiques de l'auteur et en fait un tout cohérent. Mais ses allusions sont en général si modérées et si discrètes qu'on a cru parfois pouvoir leur donner une interprétation tout opposée.

Tout cela est donc peu de chose et il semble bien que ces doctrines de chapelle aient été largement bridées par la conscience professionnelle : Rulhière fut un véritable historien. Toute sa vie, il a interrogé et confronté, que ce soit

(1) On peut se rappeler la pression qu'exercèrent sur lui, en ce sens, ses critiques Thomas et Talleyrand.

les documents d'archives souvent contradictoires, dont les mots gardent un secret qu'il faut aller chercher entre les lignes ; que ce soit les hommes que les intérêts, les passions ou seulement l'incapacité ont incités à travestir ce qu'ils savaient. Il s'est soumis, pour les contraindre à lui livrer la vérité, aux disciplines de travail les plus ingénieuses comme les plus consciencieuses. Mais surtout il a été servi par son démon secret : la curiosité, une curiosité que l'on a vue aussi insolente que géniale, qui ne tolérait aucune restriction, et qui, par surprise, contrainte ou séduction, accumulait à ses pieds les découvertes.

Si le mot n'était pas un peu ambitieux, on pourrait dire de lui qu'il fut un précurseur. C'était tout au moins l'avis de Stendhal qui, en faisant le procès de son époque, avait découvert le mérite de l'historien de la Pologne :

« Excepté Rulhière, écrivait-il en 1817 (1), tout ce qui a paru depuis trente ans peut s'intituler : grand secret pour faire de belles choses, inconnu jusqu'à ce jour. Nos gens ne voient pas la nature, ils ne voient que ses copies dans les phrases des livres et ils ne savent même par choisir ces livres. »

Nous serions heureux si nous avions pu, en donnant quelque fondement à ce témoignage de Stendhal, contribuer à procurer à l'auteur de *l'Anarchie de Pologne* une tardive réhabilitation.

(1) Stendhal, *Histoire de la peinture en Italie*, Paris, Calmann-Lévy, s. d. in-12, p. 76 (note).

APPENDICE

Carloman de Rulhière à son père

De Pétersbourg le 25 avril 1762.

J'imagine, mon très cher père, que vous êtes dans une grande inquiétude de n'avoir point reçu la moindre nouvelle de moi depuis mon départ ; je me flatte que vous en aurez reçu indirectement par la réponse que Monsieur le marquis de Paulmy aura faite au Père de la Tour, mais que cela soit ou non, je saisis la première occasion de vous faire savoir que mon voyage a été bon quoique pénible et qu'enfin je suis arrivé à Pétersbourg bien portant, à mon rhume près, qui ne m'a pas quitté. Cela fait bien vingt-cinq jours de course nuit et jour, pendant lesquels je ne me suis couché que six jours à Vienne, et je me suis jeté sur un lit tout habillé trois heures à Varsovie : le dégel nous a pris dès avant de sortir de France et nous avons fait huit cents lieues dans la boue. Nous avons versé sept fois et toujours la nuit, obligés de travailler seuls, le postillon, le courrier et moi à relever la voiture : ajoutez à cela que nous avons traversé toute la Pologne pendant la Semaine Sainte et que ces gens, qui vivent fort mal toute l'année, observent dans ces temps un jeûne très rigoureux, que nous ne trouvions absolument rien à manger, que nous nous sommes embourbés autant de fois que nous avons versé, de là pied à terre et obligés de pousser la voiture une demi-heure entière ; que nous avons traversé en bateau des rivières qui chariaient et dont les glaces ont été sur le point de nous emporter, enfin c'est un voyage affreux à faire en cette saison... Dieu merci, le voilà fait. En passant à Vienne, je profitai d'un instant pour répondre à M. de Sainte-Foy, qui avait remis au courrier une lettre fort honnête pour moi, en m'envoyant mon passeport signé du roi, conçu en ces termes : « A tous... le Sieur de Rulhière, gendarme de notre Garde, allant en poste à Pétersbourg, pour être attaché au baron de Breteuil, notre ministre plénipotentiaire auprès de l'empereur de Russie ». Je comptais, mon très cher père, vous écrire de Varsovie, mais j'eus tort de remettre, car à Varsovie, j'étais rendu de fatigue et le peu de moments que j'y fus libre, je l'employai à dormir sur le lit de M. de Moret, lui présent.

Le marquis de Paulmy m'a reçu avec une bonté infinie. En arrivant, il était l'heure du dîner, il me pria, je m'excusai sur ce que je n'osais paraître comme j'étais devant madame l'ambassadrice.

« Vous avez, m'a-t-il dit, une autre raison, c'est que vous voulez dormir, et là-dessus, il m'envoya conduire chez M. de Moret pour que je dinasse avec lui et me jetasse sur son lit aussitôt, voulant que quand je serais un peu reposé, je revinsse le voir et causer avec lui. J'ai passé une heure enfermé avec lui, assis au coin de son feu et sa confiance en moi a été aussi grande que la mienne en lui, si j'ose dire. Il m'a chargé très expressément de compliments pour vous, mon très cher Père ; notre conversation n'a fini que par l'arrivée de Madame de Paulmy à laquelle il m'a présenté et l'instant d'après, je remonte en voiture, et vogue la galère.

Le Père de la Tour a mandé à M. le marquis de Paulmy qu'il m'avait chargé de lui porter toutes les **Défenses de la Société**, je demande pardon à Sa Révérence, il ne m'a donné qu'un exemplaire de chaque ouvrage pour Mr le baron de Breteuil et je n'ai pu répondre à Mr l'Ambassadeur autre chose, sinon que c'était sans doute l'intention du R. P. de la Tour, mais comme il m'avait envoyé sa lettre de Louveciennes, le paquet qu'il destinait à S. E. ne m'a pas été remis.

Mon passage à Varsovie a été si précipité que j'ai commis une étourderie énorme. Mr Favier m'a chargé de deux paquets, qui contiennent je crois quelques bijoux pour cette ville ; je ne les ai point rendus et j'ai encore les deux paquets en main ici à Pétersbourg ; je vous prie donc, mon très cher père, d'aller chez M. Favier lui conter cela et lui demander excuse de ma part. Je n'ai pas le temps de lui écrire, parce que le courrier qui part est dépêché par un autre ministre que Mr le baron. Nous n'apprenons son départ que dans le moment et je n'ai que celui de vous écrire, mais je supplie Mr Favier de n'être point inquiet de ses paquets : je prendrai une voie sûre pour les envoyer à Varsovie, soit par un courrier du ministre de France, soit par Mr l'abbé Chappe, qui va partir dans huit jours, soit par Mr le comte de Bruhl... Diriez-vous qu'au moment où j'écris ceci chez Mr Duprat, voici Mr Pratz, résident de Saxe, qui se charge d'envoyer ces paquets à Varsovie à Mr de Wessel ; ainsi, vous pourrez apprendre à Mr Favier que mon étourderie est réparée.

Vous me demanderez comment j'ai été reçu ici : j'ai tout lieu d'en être satisfait et je compte, au premier courrier qui partira, écrire au Père de la Tour pour lui faire tous les compliments que je lui dois.

Il est impossible que je me passe ici de Laurens : les domestiques des grandes maisons n'aiment point à nous servir, quelque ordre qu'ils en reçoivent de leur maître, ils ne veulent être attachés qu'à sa personne, mais la situation où nous sommes m'oblige de suspendre encore de vous prier de l'envoyer jusqu'à ce que notre sort soit éclairci ; car s'il partait à présent, Dieu seul sait s'il nous trouverait encore ici ; peut-être que oui, peut-être que non. En attendant, je prends la liberté de le recommander à vos bontés ; vous avez jugé vous-même qu'il en était digne.

J'embrasse tendrement ma sœur, ma bonne, mon frère, Mr le Tourneur (1), mon voisin, ma voisine, Plancy (2) que je prie de faire savoir les nouvelles de la troupe. Le courrier va partir, je n'ai que le temps de vous embrasser, mon très cher père, avec autant de tendresse que de respect.

Rulhière au Père de la Tour

De Pétersbourg, ce 3 mai 1762.

Mon très Révérend Père,

Me voici déjà initié dans les affaires ; ce que j'espérais mériter par une bonne conduite longtemps soutenue a été simplement l'effet des heureuses dispositions où Monsieur le Baron de Breteuil est en ma faveur, et que je dois, mon Révérend Père, moins encore aux témoignages que vous avez bien voulu rendre de moi qu'à votre protection.

Son Excellence m'a encouragé à l'étude des affaires, par tous les objets capables d'exciter l'émulation et de donner d'assez grandes espérances pour l'avenir. Ainsi, comme vous voyez, mon Révérend Père, voici tous les préliminaires abrégés et me voici au point où je devais tendre.

Comme c'est précisément à ce point que s'est arrêté davantage Mr le Maréchal de Soubise, je crois bien faire de l'en informer, en ayant prévenu Mr de Breteuil qui l'a trouvé bon.

Je comptais, mon Révérend Père, même avant ceci, avoir l'honneur de vous écrire à dessein de vous faire tous mes remerciements : chaque jour ajoute à ceux que je vous dois : je n'ai plus qu'à avancer dans la voie que vous m'avez ouverte ; mais votre appui me sera de plus en plus nécessaire.

J'ai l'honneur d'être avec autant de reconnaissance que de respect, mon très Révérend Père, votre... etc.

Rulhière

Rulhière à son père

De Pétersbourg, ce 3 mai 1763.

Ma lettre au Révérend Père de la Tour vous apprendra, mon très cher Père, mon initiation dans les affaires. Je sais que Monsieur

(1) Le Tourneur est lieutenant du Prévôt-Général de la Connétablie et Maréchaussée de France.

(2) Plancy est gens d'armes de la Garde du Roi.

le baron a écrit au Révérend Père ; il me semble que j'ai bien débuté dans la maison. J'y suis toujours et n'en suis encore sorti qu'avec Mr. ou Madame la Baronne : je n'ai vu qui que ce soit qu'avec eux, je n'ai parlé que devant eux et ce sera là à peu près toujours le plan de ma conduite.

Mon rhume dure encore et me tourmente violemment, je prends du lait, matin et soir et j'observe le plus exact régime. J'ai trouvé mes équipages en bon état : les vers n'y ont point pénétré et la pommade même n'est pas gâtée.

Laurens me sera nécessaire ; je vous l'ai écrit dans ma dernière lettre et si ce n'est pas une épargne, au moins la dépense de plus sera médiocre. Je ne sais même si le soin et l'arrangement ne regagneront pas avec usure cette dépense, mais je ne puis absolument rien statuer sur son départ. S'il partait à présent, peut-être nous trouverait-il partis en arrivant. Je vous supplie donc, mon très cher père, de lui renouveler la promesse positive que je le ferai venir, quelque part que ce soit ou que j'irai le chercher ; qu'il n'y a rien autre chose que l'incertitude des événements qui m'arrête à présent là-dessus ; il s'agit d'un ou deux mois de plus ou de moins. Je l'exhorte à la patience.

J'ai vu, mon très cher Père, par la lettre que j'ai reçue de vous, et par celle de mon frère, ce que j'avais déjà bien senti auparavant, combien mon silence vous avait inquiété, je vous ai déjà écrit mes excuses.

Comment va la santé de ma chère bonne ? Que fait ma sœur ? Comment va la poitrine de Mademoiselle Alexandre ; a-t-elle été jusqu'à Pâques ? Etes-vous toujours content de Lapierre ? Ce grand chagrin de bel air est-il dissipé ? Et Madame Suson ?

Adieu, mon très cher père, il faut nous accoutumer aux grands éloignements, aux longues absences, à être longtemps sans recevoir des nouvelles l'un de l'autre. J'imagine bien que vous n'oublierez pas de dire à Mademoiselle de Chabouillé que je suis entré dans la carrière.

Donnez-moi, je vous supplie, des nouvelles de la santé de Madame des Balances (1).

Vous connaissez mon très cher père, ma tendresse et mon respect.

Rulhière à son père

De Saint-Pétersbourg, le 11 mai 1762.

On ne peut être plus content que je le suis, mon très cher Père, on me traite admirablement bien et il me semble que je fais des progrès rapides dans la confiance de M. le baron, je partage mon

(1) Belle-mère du frère aîné de Rulhière et veuve d'un inspecteur de la Maréchaussée.

temps entre lui, Madame de Breteuil et l'étude des affaires politiques ; j'ai refusé toute connaissance au dehors. Vous saurez peut-être que Mr le Baron est nommé Ambassadeur en Suède. Cela me donnera trois points à discuter avec vous : 1^o le voyage de Laurens, 2^o les choses dont j'ai besoin, 3^o ce que je dois déjà songer à obtenir.

Je vous supplie de faire partir Laurens pour qu'il se trouve rendu à Stockolm dans les premiers jours du mois d'août : c'est ainsi que M. le baron l'a décidé. S. E. m'a entièrement approuvé et m'a même cité en exemple la position où lui-même était chez Mr l'abbé de Breteuil son oncle, fort mal servi par les gens de la maison et s'il se plaignait, on le tracassait. Il m'a entièrement approuvé ; je conçois, mon très cher Père, que cela va vous donner bien de l'embarras parce que je doute que Mr Fils ait encore aucune correspondance établie avec la Suède, mais comme il lui est nécessaire de s'en procurer et qu'il a des correspondants dans nos ports, soit à Rouen, soit en Hollande, je vous prierai de vouloir bien vous adresser à lui.

Mr de Sainte-Foy m'a promis de donner un passeport à Laurens : ainsi je vous prierai d'y aller, de le prier de faire expédier ce passeport au plus tôt possible. Ensuite, ce passeport à la main, de voir le secrétaire d'Ambassade de M. le baron de Scheffer, ambassadeur de Suède : il serait très à souhaiter qu'il voulût bien nous faire le plaisir de donner à Laurens un passeport suédois, comme s'il allait en Suède pour s'attacher à quelque suédois, afin qu'en cas de rencontre de quelque vaisseau anglais, cela évitât toute discussion. En cas qu'on nous refuse, ce que je ne crois pas, surtout si vous voulez bien faire cette démarche vous-même, il faudra que Laurence se donne sur le bateau pour un allemand allant en Suède pour une histoire qu'il composera, mais qui n'aura nulle part à la France. S'il obtient le passeport suédois, il ne se servira du passeport français que pour sortir de France et le déchirera après, afin que le suédois subsiste seul et sans contradiction en mer. Je vais revenir encore à cet article après vous avoir dit un mot de ce qu'il faut que je songe à obtenir.

Mr Bérenger et moi, peut-être moi seul, nous irons en Suède avec toute la maison de Mr le baron : et lui, dans le même temps avec Madame de Breteuil partira pour Paris ; il n'y arrivera que vers la fin de septembre et par conséquent y passera l'hiver et n'en repartira qu'au printemps ; il m'a déjà proposé de me faire avoir alors un brevet de capitaine de cavalerie à la suite de quelque régiment, avec les appointements de 600 l. de capitaine réformé, chose qui lui serait facile et se fera dans un dîner avec M. le duc de Choiseul. J'ai répondu à M. le baron d'une façon qui marquait ma reconnaissance, mais assez légèrement pour ne rien décider, que je n'avais plus que trois ans à attendre pour avoir par mon rang seul celui de capitaine de cavalerie, qu'on me compterait cependant cela pour une grande grâce, au lieu qu'après douze ans, c'était à la Croix de Saint-Louis que je devais

viser ; j'ai dit cela assez légèrement pour n'en pas faire une demande positive parce que, comme il n'a lui-même que cette décoration, j'ignore s'il me la verrait avec plaisir. Il y a quelques jours que Madame de Breteuil me disait que j'étais invité avec elle chez le ministre d'Hollande, elle me dit : on vous a même nommé Mr le chevalier, j'ignore où est votre chevalerie ; je lui ai répondu en souriant : Madame je n'ai pas encore l'honneur de l'être, mais j'espère l'être un jour : à quoi elle a répliqué très sérieusement : cela n'est pas douteux, cela sera.

Voici mes réflexions que je vous propose et au R. P. de la Tour : avoir ce brevet de capitaine de cavalerie à la suite d'un régiment que l'on ne rejoint pas, c'est en effet ne tenir à aucun corps, c'est prendre un titre simple et quitter le service ; actuellement, je tiens à un corps, cela est déjà beaucoup ; que je fasse un voyage de trois mois à Paris, je fais mon service pendant ces trois mois, je suis sous la protection d'un grand seigneur puissant qui a de la bonté pour moi, mon rang court de lui-même, j'ai celui de capitaine de cavalerie dans trois ans et je suis sûr qu'en vivant sans aucune autre peine, j'arrive au brevet de colonel, cela vaut bien de ne s'être pas jeté à ses pieds : j'ai pour exemple la manière dont a cheminé Mr de Vernege (1), à qui bien en a pris d'être resté gendarme pendant qu'il était avec son cardinal. Je crois que M. le baron lui-même ne se refusera pas à ces réflexions dont je lui ai déjà présenté une partie, mais comme je vous l'ai dit, très légèrement, exprès pour ne rien décider, ne voulant point, dans une chose si essentielle, me conduire par moi-même. J'entrerai dans ma 13^e année de service quand Mr le baron sera à Paris ; le voyage de Russie, celui de Suède ajouteront aux services, ainsi je crois, sans témérité, pouvoir dès ce moment viser à la Croix : ce sera l'affaire du P. de la Tour de déterminer Mr le baron, qui sera, je crois, bien disposé : le soin de prendre mon certificat de service, de voir Mr de Vernege, Mr de Soubise (2), de solliciter Mr Dubois, vous regardera, mon très cher père, je présume assez de vos bontés pour croire que vous prendrez ces soins avec plaisir.

Je profiterai du voyage que monsieur le baron fera à Paris pour vous faire remettre quelque argent, afin que je ne perde pas sur le change, le déchet par cette voie étant très considérable, car, mon très cher père, nous allons être en compte ouvert et je serai très exact à acquitter les avances que vous voudrez bien faire, ou même quand je le pourrai à vous faire passer des fonds. Mr le baron m'a promis d'habiller Laurens : mais comme il sera absent quand Laurens arrivera, que sa livrée d'ambassade ne sera pas encore faite, le plus

(1) M. de Vernege est brigadier de cavalerie depuis le 20 février 1761 (Almanach royal). Rulhière est dans sa compagnie.

(2) Le Prince de Soubise, maréchal de France, commande les Gendarmes de la Garde.

sûr est que Laurens, pour attendre le retour, apporte avec lui un bon habit qui soit propre, il fera bien de se pourvoir de linge et de souliers ; quant à l'argent que vous lui donnerez, c'est à Mr Fils à vous le dire et je vous supplierai qu'il y en ait assez de surplus pour qu'il ne soit pas dans l'embarras à Stockholm, s'il est obligé de m'y attendre quelques jours.

Il faudra qu'il m'apporte des peignes, je n'en ai point, des fers à passer les papillottes et à toupet, une bonne houppe à poudre, de la soie et du fil de toutes couleurs, avec des aiguilles, un sac à poudre ; il m'apportera aussi deux lorgnettes qu'il ira prendre chez George, à la descente du Pont-Neuf, du côté de la rue Dauphine : les verres marqués N^o 8 ; elles valent 6 l. pièce. Je voudrais qu'il m'apportât aussi 1^o une culotte de soie noire que j'ai laissée à Paris, 2^o une culotte de calmande rouge : il faut prévenir le tailleur qu'il les fasse un peu plus longues de haut et de bas que les dernières qu'il m'a faites. Je n'ai ici que des culottes de velours.

Je n'ai pas non plus assez de chemises fines : comme il faut en porter tous les jours, douze ne suffisent pas et les blanchissages perpétuels les abîmeraient ; aussi je supplie ma bonne de m'en faire encore une demi-douzaine, dont trois avec des manchettes.

Je ne porterai plus guère que des habits uniformes, j'userai les autres que j'ai, mais quand ils seront usés, l'uniforme sera mon seul vêtement ; le petit uniforme que j'ai commence à montrer les dents, mais je crois qu'il est inutile de songer à cela jusqu'au départ de Mr le baron de Paris, parce que l'habit que vous m'enverrez ne payera plus de douane, étant avec ses effets.

Voilà de l'ouvrage pour ma chère bonne ; je me recommande à elle. J'embrasse tendrement ma sœur et mon frère et vous, mon très cher père, très respectueusement.

Carloman de Rulhière à son père

De Saint-Pétersbourg, ce 20 août 1762.

Il y a, je crois, deux mois que je ne vous ai écrit, mon très cher père, faute d'occasions ; ne voulant point écrire par la poste qui est d'une cherté ridicule ; je n'ai reçu par cette voie qu'une réponse de Mr de Soubise, il est de deux cents lieues plus près d'ici que vous, et sa réponse, qui n'est qu'un petit compliment, m'a coûté cent sols de port.

Pendant ce long intervalle, nous avons expédié un courrier qui a porté à Paris la nouvelle du détronement de l'empereur, mais j'avais tant d'affaires dans un moment si précipité qu'il m'a été impossible de vous écrire. J'imagine que vous aurez été inquiet, me croyant embarqué, de ne point recevoir des nouvelles de mon arrivée

à Stockolm ; mais je vous confierai qu'au moment de la révolution, ayant prévu que Mr le baron allait revenir ici, j'ai exprès et sous différents prétextes, différé de jour en jour le départ de ses équipages, l'informant par notre courrier de la conduite que j'allais tenir. Cela a réussi à merveille, mais il était temps que la nouvelle de son retour arrivât, car j'étais au bout de mon rollet, tout était embarqué et prêt à partir : nous voici restés et il revient. Au lieu de Stockolm, c'est à Moscou qu'il faut aller pour assister au couronnement de la nouvelle impératrice, c'est encore un petit voyage de deux cents lieues.

Je viens de recevoir tout à l'heure par le même courrier toutes vos lettres des 21 et 30 mai, des 4, 13 et 28 juin et du 7 juillet, ainsi que toutes celles qui étaient jointes, entre autres celle du R. P. de la Tour, du 30 mai, qui me félicite d'avoir passé trois ou quatre mois en Russie dans l'époque la plus intéressante. Ses compliments doivent redoubler depuis les grands événements dont j'ai été témoin. Si le spectacle d'une telle révolution ne me vaut pas plusieurs années d'expérience, le tort en est à moi. La lettre adressée à Mr le baron, je l'ai gardée pour la lui remettre à sa prochaine arrivée.

Votre lettre du 21 mai ne me donne à répondre qu'aux bals des environs de Paris. Comme il est très vraisemblable que si j'étais aux environs de Paris, je n'irais pas à ces bals, je ne m'en occuperai pas beaucoup ici. Je suis très aise que nos parisiens dansent, mais je serais bien plus aise qu'ils eussent de véritables sujets d'être joyeux.

Je ne m'étonne pas que Madame d'Egmont ait été admirée au bal, elle m'a inspiré cette admiration partout où je l'ai vue. Je lui ai écrit et je compte entretenir une correspondance suivie avec elle.

J'ai gardé le passeport du Roy que M. de Sainte-Foy m'a envoyé ainsi que vous me le recommandez. J'avais prévenu les conseils et les ordres du P. de la Tour au sujet du voyage de M. le baron en Suède, je m'en applaudis.

Vous ne me dites point la suite de l'assignation faite à ma pauvre bonne au sujet du billet de 40 l. empruntées à Etienne Cochu. Je voudrais que cette affaire fût finie afin de pouvoir en rire, car tant qu'elle dure, elle n'est point plaisante.

On voit bien, ma très chère bonne, que vous n'êtes jamais venue en Russie quand vous me dites que je pourrais bien acheter de la calmande ici et faire faire une culotte. Vous avez oublié qu'il faut faire venir de France jusqu'à des clous, des peignes ; pourrez-vous imaginer qu'un perruquier, en se fournissant soi-même de poudre et de pommade, il faut donner vingt livres par mois : cela fait dresser les cheveux à la tête. Je répondrai la même chose, mon très cher père, à ce que vous me dites que la vente que je me propose de faire de mes habits vous effraye, et que quand on vend des hardes on n'en a jamais rien. Je les vendrais ici le double de ce qu'ils ont coûté neufs, mais deux raisons m'ont cependant empêché de les vendre, la pre-

mière, qu'on est en deuil ici et par conséquent le moment n'est pas favorable, la deuxième que mon uniforme est si usé que si je tarde, comme il y a actuellement grande apparence, à en recevoir un autre de Paris, je me serais trouvé tout nu. Soyez sûr que quand on revend quelque chose ici, ce n'est point à perte et que si j'avais assez de fonds pour y faire quelque petit commerce, j'y gagnerais plus de cent pour cent, comme tous ceux qui sont à portée de pouvoir sauver les frais de Douane dont la cherté est énorme.

Ma nourrice est une folle qui mérite tous les malheurs qui lui arriveront : cela fait pourtant pitié.

Je vous remercie, mon très cher père, de tous les soins que vous avez bien voulu prendre de ce pauvre Laurens. Ce que je viens de vous dire au sujet du perruquier qu'on ne peut pas avoir ici à moins de vingt francs par mois vous prouve combien ce garçon m'est nécessaire. Comme je le crois arrivé à Stockholm, j'ai écrit au secrétaire d'ambassade pour qu'il veuille bien le faire passer à Pétersbourg. J'espère qu'il aura apporté tout ce que je vous priais de m'envoyer par cette occasion.

Mr l'abbé Duprat, secrétaire de Mr le baron, s'était chargé, mon très cher père, de vous remettre de ma part cent pistoles pour les fonds des choses dont j'ai besoin. Je ne sais pas encore si Mr l'abbé Duprat aura continué sa route vers Paris avec Madame la baronne ou s'il sera retourné sur ses pas avec Mr le baron. S'il va à Paris, il exécutera ma commission, et s'il nous revient, je trouverai quelque autre occasion de vous faire passer cette somme. Mais comment m'enverrez-vous actuellement ce que je pourrai vous demander et qu'aurai-je à demander, c'est ce que nous saurons par la suite, quand il sera décidé si M. le baron revient ici pour quelques mois seulement ou pour y rester Ambassadeur ; chose encore incertaine et que le temps éclaircira.

Mr Cordier doit avoir reçu réponse de son neveu, je lui ai remis la lettre en main propre : je ne vous l'avais pas écrit, parce que j'avais cru qu'il l'apprendrait par son neveu lui-même.

Je suis bien aise que vous ayez fait connaissance avec Madame la marquise de Ménard : il y a longtemps que j'ai l'honneur d'en être connu et elle m'a toujours marqué beaucoup de bontés.

Il se présentera au logis un jeune homme de douze ou treize ans, appelé M. Rostein, il arrive de Russie. Son père est gouverneur des pages de l'impératrice et fort aimé de M. le baron ; un de ses frères va être page de Mr le baron ; celui qui est à Paris a annoncé de si grandes dispositions naturelles pour la peinture que son père a cru devoir l'envoyer en France pour s'instruire. Je le recommande aux bontés de ma sœur et de ma bonne. Qu'elles s'instruisent s'il est bien traité dans la pension où il est, qu'elles lui fassent rendre compte de

son temps et de son argent ; enfin qu'elles prennent sur lui toute autorité : M. son père m'en prie.

Je ne vous parle point, mon très cher père, ni du brevet, ni de la Croix : le retour de M. le baron arrête tout pour le moment, mais j'espère que ce sera reculer pour mieux sauter.

Vous me marquez que ma conduite vous donne de l'inquiétude, prenez je vous supplie, un peu plus de confiance en l'expérience que j'ai déjà été à même d'acquérir et en mon âge qui est tout à l'heure de vingt-neuf ans.

Je vous prie de faire mille compliments à Plancy en lui marquant la part sincère que j'ai prise à son incommodité. Comment va la santé de M. le Tourneur et celle de Madame des Balances ? J'embrasse mon frère et sa femme, ma sœur et ma bonne, mon voisin et ma voisine et vous, mon très cher père, avec autant de tendresse que de respect.

Vous ne m'avez point parlé de M. de la Fosse, je le salue de tout mon cœur : je fais mon compliment de condoléance à Mademoiselle Alexandre sur la mort de son père.

Je ne sais pas précisément où en sont les affaires des Jésuites. Je vous prie de me le marquer un peu en détail, et si ce qu'on dit est vrai, que tout soit fini pour eux, quel parti prend le P. de la Tour, le P. Roth ; si j'ai le temps, je joindrai ici un mot pour le P. Desnoyers que je vous prierai de lui faire parvenir.

Je fais les plus tendres compliments à M. Favier, le départ du courrier ne me permet pas de lui écrire, je m'en dédommagerai par la première occasion.

Carloman de Rulhière à son père

De Saint-Petersbourg, ce 12 septembre 1762.

Mon très cher père,

Le secrétaire de l'Ambassade de France en Suède m'a envoyé ici les deux lettres que vous aviez adressées à Stockholm pour moi et toutes celles qui y étaient jointes. J'ai tâché de suivre d'avance les conseils que vous me donnez pour ma conduite dans le peu de temps que j'ai été à la tête de la Maison de M. le baron. Il arriva ici, il y eut hier huit jours et j'ai lieu de croire qu'il se confirme à son retour dans les sentiments de bienveillance pour moi qu'il avait emportés d'ici.

Je vous prie, mon très cher père, d'aller trouver M. d'Hemery (1) de la part de M. l'Ambassadeur et de lui demander le nouveau livre de Jean-Jacques Rousseau qui a pour titre **Emile ou de l'Education**. S. E. compte assez sur l'ancienne amitié de M. d'Hemery et sur

(1) M. d'Hémery, lieutenant criminel du Châtelet, en retraite (Almanach royal 1761) et Inspecteur de la Librairie.

les offres de service qu'il a bien voulu me faire pour elle, pour espérer qu'il lui procurera cet ouvrage, quelque difficile qu'il soit devenu d'en avoir. Vous voudrez bien en rembourser le prix à M. d'Hémery et Mr Fils vous le remboursera. Vous prierez en même temps, s'il vous plaît Mr Fils de nous le faire parvenir volume à volume, s'il ne part pas de courrier en droiture pour Pétersbourg ou tout ensemble si cela est possible, ce qui vaudrait mieux.

Quelques lettres me parlent aussi d'un excellent ouvrage en faveur des jésuites, intitulé : **Appel à la raison**, mais après la mort, le médecin. Je vous prierais aussi, mon très cher père, de m'envoyer ce livre, mais après l'autre, car cet autre est non seulement pour M. le baron, mais attendu impatiemment par Madame la princesse d'Aschkoff et la Gazette de France vous a appris ce que c'était que cette jeune princesse.

Les Gazettes disent que la Société des Jésuites est entièrement dissoute et l'arrêt qu'elles rapportent ne permet pas d'en douter ; instruisez-moi donc au plus tôt je vous en supplie du parti que prend le P. de la Tour, le P. Roth, le P. Desnoyers. Le Confesseur du Roi change-t-il d'habit sur un arrêt du Parlement ?

M. l'abbé Duprat, qui est revenu ici, m'a dit avoir écrit à son cousin M. Dupaire, intéressé dans les affaires du Roi, demeurant dans la rue Neuve des Bons Enfants. pour le prier de vous remettre la lettre et l'argent dont M. l'abbé était chargé, ainsi que cent écus à chaque échéance jusqu'au mois de janvier prochain, ce qui fera alors une somme de 1.000 l., il sera moins difficile de l'employer que de l'amasser. J'ignore quelle sera notre destination ultérieure ou plutôt j'ignore quand nous passerons en Suède, mais pour tout pays et actuellement même, la chose dont j'ai le plus pressant besoin, ce sont des bas de soie, je n'en ai qu'une paire de gris : en noir, pas une qui soit mettable, il y a autant de trous que de mailles ; ils sont ici d'un prix ridicule et d'un mauvais, plus ridicule encore.

Je suis bien impatient d'apprendre des nouvelles de Laurens. Il n'était pas encore en Suède le 24 août, ni parti de Paris le 30 juillet. Quand vous aurez appris à Paris le retour de M. le baron à Pétersbourg, si Laurens n'était pas parti, j'ai peur que vous ne l'ayez pas fait partir, que le temps de la navigation ne se passe et que je passe cet hiver sans lui. M. le baron voulait ces jours-ci m'engager lui-même à en prendre un autre, je ne l'ai pas voulu par attachement pour Laurens. J'en ai un besoin inexprimable pour tout.

Je vous félicite, mon très cher père, d'avoir le portrait du R. P. de la Tour. Le Parlement n'enverra-t-il pas saisir ce portrait à cause de la robe de Jésuite ? J'embrasse ma sœur et ma bonne et vous, mon très cher Père, très respectueusement.

Carloman de Rulhière à son père

De Moscow, le 6 octobre 1762.

Mon très cher père,

Depuis les deux lettres que vous m'avez adressées en Suède et qui m'ont été envoyées à Pétersbourg, je n'ai reçu de vos nouvelles que par la lettre que vous avez écrite à M. l'abbé Duprat par laquelle j'ai appris que vous aviez fait partir Laurens pour Rouen au commencement du mois d'août. Je sais qu'il n'était pas encore arrivé à Stockholm le 14 de septembre. Je serais inquiet de ce pauvre garçon si je n'espérais qu'il aura été obligé d'attendre longtemps à Rouen auparavant de mettre à la voile, retard ordinaire dans les voyages de mer. En arrivant à Stockholm, il y trouvera une lettre de moi qui l'appelle à Pétersbourg ; en arrivant à Pétersbourg, il en trouvera une autre par laquelle je le laisse maître de m'y attendre, s'il est fatigué de ses deux routes de mer, ou de me venir joindre ici, s'il se sent encore le courage de faire deux cent cinquante lieues. Nous les avons faites pour venir au couronnement de la nouvelle impératrice, mais une nouvelle tracasserie nous a encore exclus de cette cérémonie et de toutes les fêtes. Il se pourra bien que je quitte cet empire sans en avoir vu la cour, mais au moins j'en aurai vu les deux principales villes.

Je compte, mon très cher père, que vos premières lettres m'instruiront de ce que c'est que cette grande querelle qu'il y a eu dans la Maison du Roi, dont je ne sais aucun autre détail, si ce n'est qu'à ce propos, on a fait revenir les mousquetaires gris et on les a tous mis aux arrêts en arrivant. Il faut que l'affaire soit majeure ; quelle part y avons-nous eu ? Ordinairement nous sommes (1) assez sages dans ces tracas-là, mais n'est pas sage qui veut dans les affaires de corps.

J'ai lu aussi dans les Gazettes qu'on avait exécuté la nuit en place de Grève trois personnes dont on ne dit point les noms et dont l'arrêt n'a point été publié. Les Gazettes faisaient entendre que c'était Messieurs du Canada. Cela y ressemble fort ; au fait, il y a tant de gens à pendre à Paris que ce pourrait en être d'autres et j'en nommerais plus d'un à qui pareille aventure aurait pu arriver justement. Je vous prie donc, mon très cher père, de m'instruire en détail de ce que vous saurez de Mrs du Canada. Ce pauvre M. Péan avait de l'amitié pour moi et je lui dois de la reconnaissance et quelque chose de plus.

La dissolution des Jésuites est donc prononcée, leurs maisons vidées. J'attends que vous me donniez des nouvelles de notre bien-

(1) Les Gens d'armes de la Garde.

fauteur (1) et de nos amis. Comment leur courage et leur santé auront soutenu ce renversement et ce qu'ils seront devenus. Le Parlement va sans doute être bien attentif à toutes les démarches, à tous les propos d'eux et de leurs amis et je crains qu'il n'arrive dans ce genre plus d'une affaire fâcheuse.

Vous savez, mon très cher père, toutes les personnes à qui je vous prie de présenter mes respects, mes compliments ; ceux et celles qu'il faut embrasser pour moi, sœur, bonne, frère, belle-sœur, nièce. Madame Rulhière doit être accouchée selon mon compte et déjà redevenue grosse selon celui de mon frère (2). Comment va la santé de Madame des Balances et de Monsieur le Tourneur ; M. de la Fosse doit être revenu de Montmorency et Plancy prêt à revenir de l'armée. Mademoiselle de Chabouillet a-t-elle fait mettre son couvent en prière pour mon heureuse navigation ? Comment se portent mon voisin et ma voisine ? Mademoiselle Alexandre a-t-elle soin de ménager sa poitrine ? Comment M. Vienot s'arrange-t-il à Montreuil et M. Guillot à Bondy (3) et le Sr Proa (4), vous ne m'en dites qu'un mot, mais il est bon ; je voudrais cependant savoir quelque détail à l'occasion de ce messire. Il est temps de finir cette légende après vous avoir encore prié de dire mille choses pour moi à M. le curé de Franconville, vous connaissez, mon très cher père, ma tendresse et mon respect.

Carloman de Rulhière à sa sœur

Stockolm, 16 novembre 1764.

Ma très chère sœur,

L'exil des Jésuites, la mort de Plancy et l'infortune qui m'arrive sont des coups bien rudes pour la sensibilité de mon père : Dieu m'est

(1) Le Père de la Tour.

(2) En octobre, naissait Simon-Philippe de Rulhière (1762-1833), l'aîné des neveux de Carloman, à l'éducation desquels il se dévoua avec tant d'affection. Sous-lieutenant au régiment de Bourbonnais en 1785, il fut capitaine de cavalerie en 1788. Il remplaça alors son père comme inspecteur de la Maréchaussée à Saint-Denis jusqu'en 1791. Sans emploi pendant la Révolution, il devint, en 1800, sous-préfet de Falaise où il épousa Mademoiselle Douësy d'Ollendon dont il eut une fille Antoinette qui se maria avec Gaëtan de MauSSION. Devenu veuf, il épousa Mademoiselle Marye de la Quaize qui lui donna deux fils, tous deux officiers de marine ; l'aîné prit part à une expédition polaire dont il ne revint jamais.

(3) Guillotte et Vienot sont deux Exempts de la Maréchaussée de l'Île de France (*Alm. Royal* 1762).

(4) M. Proa est Prévôt Général de la Maréchaussée de l'Île de France (*Alm. Royal* 1762).

témoin que cette considération m'a fait supporter longtemps une situation cruelle. Madame l'Ambassadrice doit écrire aujourd'hui à mon père. Monsieur l'Ambassadeur a voulu arrêter cette lettre, mais quoique je ne sache pas ce qu'elle contient, je l'ai supplié moi-même de la laisser partir afin qu'il vît, par la fureur dont elle sera sans doute pleine, d'où part le coup de ma perte ; je vais d'ici aller en droiture à Fribourg chez le Père de la Tour y attendre les événements et je copie ici la lettre que je lui adresse : « Mon très cher Père, quelle nouvelle ai-je à vous apprendre ? Un malheureux, mais digne encore de toutes vos bontés, va arriver chez vous pour se jeter dans vos bras paternels. Des tracasseries domestiques, dont vous avez vu le germe, me forcent à partir d'ici, mais tranquille dans ma conscience, sauf dans mon honneur, n'ayant à craindre le reproche de personne dans l'univers et couvert partout de la protection de M. l'Ambassadeur ; mais mon père ? mais le public ? Qu'aura-t-on à médire, si le premier asile où je me sauve est l'asile de la vertu même, et comment me plaindrai-je de mon malheur quand je vous verrai dans l'exil ? Monsieur l'Ambassadeur, qui approuve la résolution où je suis de me sauver chez vous, mon très cher père, et dont toutes les bontés n'ont pu prévenir tout ce qui l'occasionne, doit avoir l'honneur de vous écrire à ce sujet : c'est à Fribourg que je prendrai sous vos yeux les résolutions ultérieures sur mon sort. Je partirai dans huit jours et j'irai aussi vite que les occasions et la saison le permettront. »

Tout n'est pas perdu, ma chère sœur, ce revers est cruel, mais des hommes meilleurs que moi en ont éprouvé de plus grands : je vais tâcher par tout moyen de ne point être à charge à mon père : il est d'abord très nécessaire de garder le secret de cette funeste aventure, 1^o parce que M. l'Ambassadeur va continuer de demander pour moi le brevet de capitaine de cavalerie comme si je lui étais attaché, que M. le duc de Choiseul a promis ce brevet et qu'un silence de quelque temps, qui laissera croire à tout le monde que je suis encore à Stockholm, est le seul moyen d'obtenir ce brevet que M. l'Ambassadeur me promet de m'envoyer ; 2^o je voudrais que Madame de Rochechouart fût à Paris, afin qu'elle prévienne elle-même plusieurs gens qu'il faudra prévenir.

Mon très cher père, ne désespérez point de mon sort ; soyez sûr que mon cœur est pur, ma conduite a été sage, je ne laisse pas un sol de dette, j'ai quelque argent devant moi, qui peut-être me laissera le temps de chercher d'autres ressources. Cachez, je vous le demande à genoux, le violent chagrin que vous allez avoir, sous quelque prétexte, si vous ne pouvez pas le dissimuler tout à fait : je viens d'exposer les raisons qui rendent cette conduite nécessaire. De la patience et je sortirai de ce gouffre, je vais attendre les événements chez le Père de la Tour, et quand je lui aurai tout conté comme à mon confesseur, soyez sûr que je n'aurai pas besoin de son indulgence, mais de sa justice.

Ma chère sœur, si vous voulez et je vous en prie, me faire une réponse prompte, adressez-la sous mon nom, et mon titre de gendarme de la garde, **pour l'attendre à son passage à la poste à Hambourg.** Comme cependant il serait possible que je manquasse cette lettre, écrivez, mais un peu plus tard, à mon passage à la poste de Strasbourg et enfin si je pouvais trouver de vos nouvelles et de celles de la santé de mon père et de la santé de ma pauvre chère bonne, en arrivant à Fribourg, ce serait une consolation pour moi.

Les chagrins que je vais vous causer m'affligent plus encore que mon désastre. Ne m'accablez point : les reproches ne feraient qu'aggraver mon désespoir. J'ai besoin d'encouragement pour me soutenir : je me distrais de mon malheur pour ne jeter les yeux que sur mon innocence ; je contemple l'infortune de tant de gens de bien ; je songe aux persécutions que la vertu essuie en ce monde et qui prouvent bien qu'il y en aura un autre où elle sera récompensée, car sans cela, Dieu serait injuste, ce qui n'est pas possible. Ne confiez mon malheur qu'à mon digne ami M. Favier, il l'affligera, mais je l'aime trop pour lui cacher une circonstance si essentielle de ma vie et son amitié ne sera peut-être pas inutile à votre consolation.

Adieu, ma chère sœur, il y a quelque temps qu'il m'arriva de tomber dans la mer et je m'en tirai avec de la présence d'esprit et du courage ; il y avait des gens au bord qui me secoururent ; ma chère sœur, me laisserez-vous périr ? Je n'ose adresser la parole à ma bonne, l'idée de son chagrin ajoute trop au mien.

Carloman de Rulhière à sa sœur

Stockolm, 23 novembre 1764.

Ma chère sœur,

Je vous adresse cette grande lettre pour mon père, dont je vous prie d'abord de prendre lecture. Vous me jugerez digne d'estime et de pitié : ce que j'y dis est vrai, je crois ce que je propose raisonnable. Mon père se joindra-t-il à mes persécuteurs pour concourir à ma perte ?

Les raisons qui m'ont fait changer de résolution pour le voyage chez le P. de la Tour sont évidentes : il sera temps pour moi d'y aller après. Ma route est incertaine ; je pars avec un résident de la cour de Vienne avec lequel je vais certainement jusqu'à Stralsund. Là, il doit recevoir des ordres ultérieurs de sa Cour qui décideront s'il ira à Varsovie, auquel cas nous nous séparerions là et je continuerais ma route par Hambourg, Munster, etc... ; mais s'il s'en va à Vienne, alors j'irais avec lui jusqu'à Dresde et de là je continuerais ma route par Francfort et Metz. J'espère donc, ma sœur, que vous voudrez bien m'écrire par ces deux routes à tout événement : une lettre pour

m'attendre à mon passage à la poste à Bruxelles et la copie de cette même lettre pour m'attendre à mon passage à la poste de Francfort et aussi à celle de Metz.

Je vous prie que ma lettre à mon père soit communiquée à Mr Favier, ce digne ami partagera trop ma situation. Ma chère sœur, je suis innocent ; j'ai bon courage, mais j'ai pourtant besoin de consolation. Donnez-moi au plus tôt des nouvelles de mon père : dites-moi si je dois me présenter chez lui ou si sa colère mettra le comble à mon malheur en m'obligeant de chercher asile dans une maison étrangère.

Consolerez ma bonne : elle disait bien que je n'étais pas heureux ; je lutte contre une destinée bien fatale ; mais au moins cette fois suis-je irréprochable et tout mon désastre vient des viles passions des autres et non pas de moi-même : une conscience assurée est la première de toutes les consolations et j'éprouve bien à présent cette vérité.

Mon beau cachet : **je meurs où je m'attache**, ne sied plus guère à mon aventure : je le passerai à mon frère pour qui il sera plus vrai : Dieu veuille qu'il jouisse longtemps du sentiment que cette devise exprime.

Carloman de Rulhière à son père

Stockolm, 23 novembre 1764.

Mon très cher père,

Craignez devant Dieu même de vous joindre aux persécuteurs d'un innocent, ne commencez point par imputer sans examen mon infortune à faute : je vous prie à genoux de m'écouter.

Qu'a pu vous écrire Madame l'ambassadrice sinon de la rage, je la défie d'articuler contre moi une accusation qui ait ni fondement, ni preuve ; il y a longtemps que ses partialités, son aversion me font sentir que je n'avais point un état, que j'étais seulement en service. Si j'avais voulu faire fortune par toute voie, j'ai vu d'assez près tous les chemins ; mais il y en a où j'ai dédaigné d'entrer ; j'ai imité votre constance à ne vouloir parvenir à rien par les petites intrigues : mon père, je n'ai point de pardon à demander, je n'ai rien à justifier, j'ai seulement à vous faire connaître la pureté de mon cœur et l'honnêteté de ma conduite.

Quatre à cinq mille francs, tant en argent comptant qu'à toucher dans le courant de l'année, déposent de mon économie, vous assurent que je ne demande vos bontés que pour vos bontés même, que je puis, indépendamment de vos secours, attendre des circonstances plus sûres ou chercher des ressources en moi-même.

Ma première idée avait été de me jeter dans les bras du P. de la Tour ; j'aurais eu l'air de me cacher ; il faut aller droit à Paris ou à Versailles et ce n'est qu'après m'être montré partout, pendant quelques semaines, que j'irai chercher et porter peut-être de la consolation dans cet asile de la vertu persécutée.

J'écris par la poste d'aujourd'hui même à Mr le prince de Soubise et voici la copie de ma lettre : « Mgr, les observations pleines de bonté que V. A. daigna faire lorsque je lui demandai un congé pour le voyage que j'ai entrepris, étaient autant d'oracles qui annonçaient ma destinée. En osant vous les rappeler, Mgr, j'espère que V. A. apprendra avec moins de surprise que des circonstances qui n'ont aucun rapport, ni à ma conduite dans les deux cours où j'ai eu l'honneur de suivre M. le baron de Breteuil, ni aux affaires dans lesquelles cet Ambassadeur m'honorait de quelque confiance, mais uniquement relatives à l'intérieur de sa maison, me décident à prendre le parti de retourner en France. M. l'Ambassadeur ne me refusera pas la justice d'en rendre témoignage à V. A. et mon premier pas en cessant de profiter du congé qu'elle avait bien voulu m'accorder, sera de me présenter devant elle pour répondre au compte qu'il lui plaira me demander de ma conduite et de mes voyages. »

J'envoie à M. de Vernege copie de cette lettre et je lui demande comme une grâce de vouloir bien m'employer pour le service du quartier de Janvier.

J'ai fait, mon très cher père, une autre démarche dont je vous dois également compte, j'ai écrit à M. Ménard, non que j'aie voulu implorer une protection auprès de vous, je n'ai besoin que de votre justice ; mais j'ai pensé que son autorité, s'il vous parle pour moi, celle de M. de Saint Florentin même, en imposerait à toute votre compagnie : j'ai pris le ton suppliant ; voici ma lettre : « Mr, les bontés paternelles dont vous avez toujours honoré ma famille, m'autorisent à me jeter sous votre protection. Des circonstances qui n'ont aucun rapport ni à ma conduite dans les deux cours où j'ai eu l'honneur de suivre M. le baron de Breteuil, ni aux affaires dans lesquelles cet Ambassadeur m'honorait de quelque confiance, mais uniquement relatives à l'intérieur de sa maison, me forcent à prendre le parti de retourner en France. Mr l'Ambassadeur ne me refusera pas la justice d'en rendre témoignage à M. de Soubise, à mon père, partout où j'en aurai besoin, mais je tremble qu'à cette nouvelle, au renversement de tant d'espérances, le chagrin de mon père ne se tourne en une violente colère contre moi, j'implore, Monsieur, toute votre autorité sur son esprit pour le fléchir ; il m'a souvent conté avec attendrissement, qu'au temps de sa jeunesse, quand lui-même avait irrité son père, ce fut Mgr le Comte de Maurepas qui lui fit rendre les bontés paternelles, qui sont la première fortune de tout homme qui pense

honnêtement ; ne me refusez pas, je vous en conjure, Monsieur, le secours d'une pareille protection.

Si ce voyage n'a pas contribué à ma fortune d'une manière positive, il m'a donné des instructions qui m'ouvrent de nouveaux moyens, enfin tout ne sera pas perdu pour moi s'il me reste vos bontés, Monsieur, si elles me rendent celles de mon père ; je les redemande avec d'autant plus d'assurance que je n'ai à me justifier de rien et que, dans tous les cas, j'ai pour ressource la sûreté de mon honneur et la tranquillité de ma conscience. »

L'Archevêque de Paris est à la Trappe, tous nos amis sont dispersés en exil ; qu'ont-ils fait ? Ne jugez pas des hommes par les infortunes qu'ils éprouvent. Mon très cher père, oserai-je raisonner tranquillement avec vous sur mon malheur ? Si quelque chose est capable de l'adoucir, d'en prévenir les suites dans l'opinion publique, ne serait-ce pas que vous me reçussiez avec bonté, que vous disiez hautement que vous savez ma conduite et que vous ne la désapprouvez pas ; tout ce public qui rend hommage à votre probité, qui sait votre délicatesse sur toutes les choses de l'honneur, s'il me voit couvert de votre vertu, n'osera me toucher. Je dis plus : quand j'aurais de véritables torts, cette conduite serait celle de la prudence ; mais je vous jure que la seule justice vous doit engager à la tenir. Vous m'avez dit tant de fois que pour peu que j'eusse une petite pension et que je ne vous coutasse rien, vous préféreriez de m'avoir auprès de vous à me voir courir le monde : c'est le cas où je me trouverais ; je tâcherais de remplacer les amis qui vous manquent et peut-être mes soins vous donneraient quelques consolations, comme vos bontés m'empêcheraient d'avoir aucun regret.

Je n'ose vous ajouter que M. l'abbé de Laville lui-même a éprouvé autrefois une aventure semblable à celle que j'éprouve aujourd'hui. Son exemple montre que tout n'est pas perdu pour moi du côté de la fortune. Mr l'Ambassadeur m'a promis de vous écrire dans le même sens. Mon très cher père, n'en voyez pas moins M. l'abbé de Laville et M. de Sainte Foy : je vous prie même de leur annoncer mon désastre avec tranquillité, précisément comme quand vous déchirâtes dans les mains du greffier le procès qu'on avait commencé contre vous ; mais il ne faut pas prononcer un mot que j'ai envie de me rejeter dans la carrière des affaires, ils craindraient que je n'allasse retomber chez eux en solliciteur ; ils se préviendraient d'avance contre mes demandes. Dites-leur seulement que je vous ai prié de leur annoncer ce retour, qu'à tout ce que je vous dis, j'ai l'air d'une grande assurance et d'avoir tenu une conduite qui ne doit point vous irriter contre moi, qu'ainsi jusque là vous m'attendez en père.

Daignez m'en croire, j'ai beaucoup vu ; c'est dans le malheur qu'on doit se rendre justice à soi-même : j'ai quelques talents et de la capacité. Dans votre dernière lettre vous me disiez d'avoir bon courage. Avec cela tout ira bien.

Carloman de Rulhière à sa sœur

Stockolm, 26 novembre 1764.

Le prince Yvan était né pour vivre dans une prison et y mourir assassiné : je suis né pour éprouver l'adversité, mais ma chère sœur, il me semble que je puis tirer de ma position un sort plus heureux que je n'ai eu jusqu'à présent.

Je vous prie de vous informer comment, vers la fin de janvier, je pourrais placer quatre mille francs à rente viagère, le Roi les prenait ces dernières années au denier 10 : ainsi cela doit avoir réglé le taux des particuliers, cela me fera quatre cents livres de rentes indépendant du caprice, des trahisons, des calomnies. Ma paie de gendarme : six cents livres par an et il est très assuré qu'il n'y a point de campagne, point d'équipage à faire d'ici à longues années : avec cent pistoles de rente, si mon père me loge et me nourrit, même en lui payant une petite pension, qu'aurai-je à regretter ? L'économie avec laquelle il est prouvé que j'ai vécu, dans une position dispendieuse, répond de moi dans les nouvelles circonstances où je me trouve ; et il n'est pas hors de vraisemblance que je ne puisse, dans le courant de cette année même, augmenter ma petite rente d'une centaine de francs.

Vous avez sans doute appris que le meilleur de mes amis, ce Risteau dont vous m'avez tant ouï parler, est à présent à la tête de la Compagnie des Indes. Je saisisrai avec empressement cette circonstance pour réparer, s'il est possible, les pertes que mon père a faites sur la Compagnie des Indes : je lui promets de me charger de cette partie de ses affaires sous ses yeux et sous ses ordres, avec zèle, et ma liaison avec ce chef important pourra peut-être un peu monter notre fortune.

Pourquoi mon frère, qui a une famille, ne prendrait-il pas lui-même mon argent en rente : si je mourais, il hériterait et les choses seraient dans l'ordre ; il voit bien que c'est la pure nécessité, les malheureux hasards de ma vie, qui me forcent à disposer ainsi de cette modique somme ramassée sur presque toutes les parties du globe avec d'incroyables fatigues et des périls de tout genre. Ou si mon père lui-même voulait prendre ce capital, si je mourais, il hériterait de moi : si la fortune se lassait de me persécuter et que de nouvelles circonstances me reportassent dans une position plus aisée, comme je suis loin d'en désespérer, la remise de cette rente serait le premier présent

que je lui ferais. Mais ma chère sœur, je jure bien que j'aime mieux toute ma vie vivre de mes quatre cents livres, que de m'engager jamais à quoi que ce soit, qui me remette, sans état décidé, à la merci d'un autre : la pauvreté vaut mieux que la servitude.

30 novembre.

Je joins ici une lettre de change de deux mille francs qui pourront être touchés le 27 décembre et je vous donne tout pouvoir de les placer à rente sur ma tête dès cette époque, car, en cette matière, le plus tôt vaut le mieux ; agissez, ma sœur, comme personne de tête et de courage : priez mon frère de les prendre, cela nous évitera à tous deux les frais de notaire, car je me contenterai de sa signature.

M. l'Ambassadeur doit écrire lui-même à mon père que j'ai 1.200 francs à toucher dans le courant de cette année : à savoir 100 écus par quartier, et j'ai prié que ce fût mon père lui-même qui les touchât, j'en destine 100 l. à répartir sur les frais de ma dépense de l'année : restera 1.100 livres à placer, je n'ai rien vendu de mes bijoux, dentelles, linges, etc., mais je compte vendre à mon arrivée à Paris la boîte d'or que j'ai reçue de l'impératrice de Russie. elle vaut, pour ne se pas tromper, 600 l. Voilà donc de bien bon compte 3.700 livres d'argent bien net à placer : je compte que j'aurai encore en poche en arrivant, mon voyage payé, de quatre à cinq cents francs : j'ai entre les mains de Mr de Vernege au moins encore une somme de 600 l., voilà 4.800 l. Tout cela, comme vous voyez, est de l'argent bien net et bien comptant.

J'ai actuellement à Pétersbourg une tente de Tartare entre les mains de M. Béranger, qui me l'enverra le printemps prochain à Paris, et je compte y vendre aussitôt cette tente singulière. Je sais qu'il n'y en a en France qu'une seule, appartenant au Roi, mais afin de ne me point tromper dans mon calcul, je compte vendre cet effet 1.200 livres, ce qui, joint au reste, me compose dans l'année une rente personnelle et bien à moi de 600 l. ; voilà, ma sœur, le calcul de toute ma fortune, défalquez-en ce dernier effet, le reste est bien argent comptant, et moi, gendarme de la Garde avec ce fonds, je me trouve, en servant deux quartiers par an, 12 à 1.300 l. de rentes par an, sans rien demander à mon père ; il me semble que ce calcul met un grand baume sur mes plaies : je vous jure, ma sœur, que j'ai le cœur pur comme le jour, et si mon père veut bien jeter un coup d'œil sur mon innocence, je vivrai bien plus heureux que je n'ai jamais été.

Dans ce moment-ci même, M. l'Ambassadeur veut contribuer à me faire une autre fortune, je suis prêt à me livrer à de nouvelles espérances, à recommencer des caravanes, mais vous le savez, je ne suis pas né heureux : aucun événement de ma vie ne s'est tourné comme il aurait dû, ne vaut-il pas mieux quitter la partie, mettre à supporter mon honnête pauvreté le courage que j'emploierais à

tenter de nouvelles aventures ? Vous en jugerez, mon père en ordonnera ; mais encore une fois, je crois, avec mes petites rentes, que je dois dorénavant me passer de servitude, et si l'on veut de moi, il faudra qu'on me fasse un état assuré.

Ma sœur, il faut que je fasse tout valoir : ayant voyagé dans les pays froids, j'y ai appris la manière de bien chauffer les maisons et j'apprendrai à mon père la manière de bien chauffer toute sa maison en brûlant près de moitié moins de bois.

D'après mon innocence et ma petite fortune, j'ose croire que mon père ne me refusera point un logement : si c'est celui que j'ai toujours habité, je désirerais qu'on fit mettre un nouvel enduit de plâtre bien épais tout le long du tuyau qui le traverse, car sans cela il n'est pas habitable, je vous prie de vous occuper de ce soin.

J'ai pris un laquais pour traverser l'Allemagne avec moi, ayant besoin de quelque secours dans cette affreuse saison, c'est un français qui parle plusieurs langues et désire de retourner en France, je ne le paye point, je ne paye que son voyage : nous sommes convenus que si je n'en avais pas besoin, je le quitterais en arrivant, mais les premiers jours, en attendant à voir à se retourner, il pourrait coucher dans le lit où couchait Laurens.

Pour répondre à toutes les objections, je dois songer qu'il faut, en arrivant, me mettre en équipage de gendarme : j'achèterai le premier habit d'hasard et Mr de Vernege ne me refusera pas de m'en faire payer le prix sur mes appointements de deux ou trois années, ce qui, pendant ce temps, me laissera toujours mon revenu de 100 pistoles à 1.100 francs.

Je ne sais si mon imagination me trompe ; mais tout ceci bien pesé, mon père m'ayant pour compagnie, sans avoir l'embarras de mon soutien, moi, dans ce nouveau genre de vie, me livrant tout entier à la littérature et sachant vivre petitement, ayant beaucoup vu, assez voyagé pour mon instruction et pour l'agrément des autres, n'ayant plus rien à demander à personne, n'aurai-je pas atteint le bonheur que mon père me désire ? Il dépend de lui : Adieu, ma chère sœur, contez tout cela à ma bonne et dites-lui que, même en rentrant au logis, je ne lui donnerai aucun embarras ; car je me chargerai moi-même de tout mon petit ménage.

Carloman de Rulhière à sa sœur

Stockholm, 1^{er} décembre 1744.

Ma chère sœur,

Je porte à mon père une lettre de M. l'Ambassadeur écrite tout entière de sa main et conçue en ces termes : « Je ne veux pas laisser partir, Monsieur, d'auprès de moi, M. votre fils sans lui remettre une

lettre qui vous ôte toute inquiétude sur les raisons de son départ et je veux aussi vous assurer que je serai très aise des occasions de lui être de quelque utilité. Je lui en donne aujourd'hui les seules preuves qui dépendent de moi en lui donnant mille livres pour son voyage, et en lui conservant ses appointements de douze cents livres pour le courant de l'année prochaine ; je tâcherai de plus de lui procurer la commission de capitaine de cavalerie que M. le Duc de Choiseul m'a fait espérer et si, par la suite, il était possible de lui obtenir une compagnie de cavalerie en pied et que vous fussiez embarrassé de lui fournir les huit mille francs nécessaires pour la payer, comme ce serait un établissement aussi solide que convenable que je serais fâché de lui voir manquer, je serai très disposé à lui en faire l'avance en prenant avec vous les arrangements qui pourraient vous gêner le moins pour me rembourser ; je voudrais pouvoir vous convaincre plus essentiellement de mon estime pour vous et de tous les sentiments distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être... Le baron de Breteuil. »

Comme je ne veux point perdre l'original de cette lettre et que je ne veux cependant pas différer d'en faire part à mon père, j'ai pris le parti de vous en adresser la copie, elle prouve que ceci est un revers inattendu, qui me laisse irréprochable, que M. l'Ambassadeur me sacrifie malgré lui à des circonstances dont je vous ferai le détail : mais, ma chère sœur, je vous en supplie éternellement, que mon père mette de la bonté et du calme dans cette aventure et je m'en tirerai bien ; j'ai su faire les affaires des autres ; il faut bien que je sache faire les miennes.

Je vous ai adressé par la poste d'hier une lettre de change de 2.000 livres en date du 27 novembre, payable à Paris le 27 décembre sur Mrs Tourton et Baur. Quoique cette lettre de change fasse aujourd'hui la moitié de ma fortune, je n'ai point hésité à la remettre entre vos mains avec une aveugle confiance ; mais comme je ne suis pas né heureux, j'ai cru devoir, par la poste d'aujourd'hui, vous en donner un avis particulier, afin que si quelque événement, quelque friponnerie de poste avait empêché cette lettre de change de vous parvenir, vous envoyassiez sur le champ chez Mrs Tourton et Baur pour prévenir qu'elle ne fût payée à d'autres, car alors je serais ruiné.

La lettre de M. l'Ambassadeur prouve tout ce que je vous disais dans ma lettre d'hier et vous voyez ma petite rente prendre consistance, et je vous jure bien que quelque fortune que je coure désormais, cette petite rente en sera la base : au moins aurai-je une cabane pour asile.

Adieu, ma sœur, je pars demain avec un Résident de la cour de Venne, je laisse entre les mains d'un de mes amis cette lettre pour qu'il la fasse partir par le premier ordinaire : je suis innocent, j'ai bon courage ; si vous m'aimez encore, si mon père me conserve sa tendresse, si ma bonne ne s'afflige pas trop, tout ira bien.

Carloman de Rulhière à son père

Ile de Rugen, 16 décembre 1764.

Mon très cher père,

J'espère que ma sœur vous aura consécutivement rendu compte de toutes les lettres que je lui ai adressées, de la copie de celle que M. l'Ambassadeur vous a écrite et dont je suis porteur, d'une lettre de change de 2.000 livres par laquelle je me suis fait précéder, tant afin que les intérêts en courussent au plus tôt possible, qu'afin de vous mettre entre les mains comme un premier gage de la vérité de la promesse que je vous ai faite, mon très cher Père, de ne vous rien demander, ni pour le présent, ni par la suite, ce dont tous les arrangements dont j'ai informé ma sœur doivent vous assurer. Le mal est fait, la bonne volonté de M. l'Ambassadeur lui-même n'a pu le prévenir. Je crois ne point mériter de reproches et pour ne m'expliquer qu'autant qu'une lettre le permet, si je m'étais conduit de façon à prévenir le mal qui m'arrive à présent, il est certain que, dans quelque temps, il me serait arrivé bien pis, car au moins, je conserve pour ma vie les bontés et la protection décidée de M. l'Ambassadeur, au lieu qu'autrement, je les eusse perdues sans retour. Sur ma tête et sur l'Evangile, je ne vous trompe point.

J'espère donc, mon très cher Père, que le chagrin que cet événement vous cause ne se tourne point en colère contre moi ; j'espère trouver moi-même dans l'affliction où je suis quelque consolation dans vos bontés ; peut-être même y a-t-il des moyens de tirer de cette circonstance, non seulement des ressources contre cet accident, mais des moyens de fortune plus rapides et plus brillants. J'ai assez vu des affaires de ce monde, d'intrigues de tout genre, de fortunes faites et détruites, pour apprendre à ne point me repaître de chimères, et à ne point désespérer ; mon innocence, bien connue de mon premier juge, qui est le baron de Breteuil, me laisse un calme dans l'âme que rien ne peut troubler.

Je vais donc vous déduire toutes mes idées. Il y a premièrement dans ceci l'éclat fâcheux de ce retour imprévu. Ma conduite à cet égard sera d'aller en arrivant trouver M. de Saint Florentin lui-même et lui rendre compte, comme à mon protecteur et votre ministre, de ma conduite et de mes desseins, ainsi qu'à M. Ménard, auquel vous savez que j'ai déjà écrit, mon très cher père, non pour vous forcer, mais pour vous épargner le désagrément de lui apprendre cette nouvelle, pour qu'il vint à votre secours. Quant à M. de Soubise, je lui porte une lettre de M. l'Ambassadeur et j'y ferai comme chez M. de Saint Florentin. Avant tout, je m'adresserai à M. l'abbé de Breteuil, etc... je n'ai ni à m'excuser, ni à rougir : ce ne sont point propos de jeune homme et si vous voulez, mon Père, vous serez présent à toutes ces

explications : l'embarras est de n'y compromettre personne et c'est à quoi il faudra aviser ; je sais bien que, malgré cela, beaucoup de gens crieront ; je rassurerai mes amis ; quant aux autres, il faut s'endurcir aux propos : que leur dire ? Rien. Je ne puis prétexter ma santé ; elle est de fer : « Messieurs, le temps est un grand maître ; attendez pour me juger ». Voilà ce qui regarde l'éclat : voilà comment j'en prévenirai le mal réel : il faut bien se persuader qu'il n'y a point de réalité dans les propos de gens dont l'opinion n'est rien. Je ne dois pas oublier que j'ai aussi des lettres pour Madame d'Egmont, dont le suffrage n'importe d'autant plus à présent, que j'ai appris qu'elle est en grande liaison avec M. le duc de Choiseul.

Quant à la fortune actuelle et aux espérances à venir : voici mes considérations et je vous prie de les communiquer à Mrs Letourneur et Baron, de l'amitié desquels j'attends des conseils sur mes projets : 1^o ma principale espérance consistait à voir un jour Mr de Breteuil arriver à la tête des affaires ; c'est à quoi s'attachait ma fortune. Si cet événement se réalise, je compte à présent bien plus positivement sur lui et de ce côté-là, je suis au moins au même point.

2^o Quant à la position actuelle, bon Dieu ! Dans quel enfer je vivais ! Que de coulevres je dévorais ! Quand cet été je vous écrivais que le dieu de ce monde est l'argent comptant, je prévoyais ce qui m'arrive, je sentais que je ne pouvais plus tenir à tant de déboires, toutes mes espérances étaient éloignées ; point de Croix que l'ambassadeur n'ait le Coordon bleu, ce qui ne sera pas d'ici à de longues années ; pour expectative, on me faisait attendre dans quelques années 1.000 livres d'appointements de la Cour.

3^o J'ai passé près de trois ans dehors, je vais rapporter entre 5 et 6.000 l. d'argent comptant, brevet de capitaine de cavalerie, et des fonds assurés pour acheter la compagnie quand j'en aurai l'agrément.

4^o J'ai fait dessein de garder de cet argent 2.000 l. ou environ, placé en papiers publics pour en avoir l'argent comptant au cas de quelque événement, soit de campagne ou de quelque achat, et le reste de la somme je le placerai à rente viagère.

5^o J'ai écrit à M. de Sainte Foy, mais dans l'idée d'un conseil que m'a donné M. l'Ambassadeur, c'est de ne pas montrer pendant quelque temps la moindre intention de rentrer dans les affaires. « Votre retour, m'a-t-il dit, prévient naturellement contre vous ; depuis que vous êtes parti, on vous a oublié. Chacun de ces Messieurs a une liste de ses protégés qu'il veut produire et vous n'êtes point sur cette liste. Si on vous voit arriver comme solliciteur, vous embarrasserez et l'humeur que cela donnera ajoutera à la prévention de votre retour. Mais dans quelques mois, il faudra jeter un mot en passant que si l'occasion se trouvait, vous seriez bien aise de rentrer dans cette carrière ; un mois après, vous demandez si l'idée dont vous lui avez parlé a germé dans sa

tête, et alors moi, s'il le faut je viendrai à votre appui. » Voilà les propres paroles de M. l'Ambassadeur, elles me paraissent dictées par la sagesse : elles entrent dans un de mes plans, et en écrivant mon retour à M. de Sainte Foix, je lui ai dit positivement en suivant ce système « que je sentais bien que je devais pour un temps changer d'objet ».

6° Je suis convenu avec M. l'Ambassadeur que, comme il a récemment demandé pour moi le brevet, affaire encore actuellement subsistante, il ne peut pas demander l'agrément de la compagnie, mais qu'en arrivant je verrais si par mes amis, par Madame d'Egmont qu'on m'assure être liée avec M. le duc de Choiseul, je puis emporter cet agrément : il m'en prête l'argent comme lui-même vous l'a écrit de sa main : j'en ai à moi suffisamment pour me mettre en équipage, je me trouve alors un état fait, très honnête et qui est une fortune pour moi quand même je m'en tiendrais là. Mais si, devenu capitaine de cavalerie en pied, je puis dans un an rentrer dans les affaires, vous sentez avec combien d'avantage j'y rentrerais alors et que réellement ce qui m'arrive aujourd'hui aurait été une secousse très heureuse.

7° Risteau, mon intime ami, est Directeur de la Compagnie des Indes, je suis prêt à partir pour aller au bout du monde : six mille lieues et la mer ne m'effraient point ; s'il y a là une fortune prête et prompte, vous pouvez me regarder comme parti : j'ai écrit, il y a déjà trois semaines à Risteau pour le lui demander : quoique mon ami intime, il recevra encore une lettre de l'Ambassadeur qui l'en prie et qui l'assure que mon retour n'a rien qui doive inquiéter son amitié. Je vous prie, mon très cher Père, de vous faire informer positivement de sa demeure, ce qui est aisé de savoir à la Compagnie des Indes, parce qu'après vous et mon cher ami M. Favier, c'est le premier homme que je veux voir. En effet, s'il a arrangé quelque chose de convenable, je n'ai plus rien à dire à tous ceux que je verrai, sinon : « Messieurs, j'arrive du nord, je pars pour le midi, n'avez-vous point de commission à me donner ? » Mais s'il n'y a rien de prêt aux Indes, comme alors j'ai besoin de tout le monde, il faut que je prenne un autre ton ; il faut donc nécessairement que je voie M. Risteau en arrivant.

8° Si ni la compagnie, ni les Indes ne réussissent, ma petite rente et mes gendarmes me font de 11 à 1200 livres de rente ; je ne vous suis plus à charge ; je suis indépendant, je me suis conservé 2.000 l. dans mon portefeuille pour les événements ; en vivant avec économie, je paie quelque chose de mes dettes tous les ans : je donne dans quelques mois une édition de quelques drogues qui pourront réussir, ou je travaillerai pour la littérature ou j'attendrai en silence la fin de l'année que l'Ambassadeur m'a dit de passer en silence : voilà, mon très cher père, tous mes projets subordonnés à vos lumières et à celles des amis à qui vous voudrez les confier.

Je vous écris cette lettre d'une petite île dans la mer Baltique auprès de l'île de Rugen, après avoir été ballotté quarante heures sur la mer pour faire douze lieues d'Allemagne et en ayant encore quatre à faire pour gagner le continent à Stralsund : j'y mettrai cette lettre à la poste en arrivant, je gagnerai de là Hambourg et si j'y trouve quelque vaisseau prêt à faire voile pour la France, je m'y embarquerai, car quelque périlleuse que soit la mer, j'épargnerais par là bien de l'argent et l'on n'a pas tous les malheurs à la fois ; ainsi je ne me noierai pas : sinon, je continuerai ma route par terre dans des charriots de poste découverts et non suspendus qui vont nuit et jour pour avancer lentement, mais il s'agit d'arriver et de dépenser peu. Je ne crois pas être à Paris avant un mois, mon très cher Père, daignez quelquefois songer que je ne mérite pas de reproches et que j'ai besoin de consolation.

Je vous embrasse très respectueusement.

Carloman de Rulhière au Père de la Tour à Fribourg (Suisse)

Stockholm, 30 novembre 1764.

Mon très Révérend Père,

Ma première pensée était d'aller me jeter entre vos bras paternels. Quelques réflexions m'ont engagé à différer la consolation d'aller me justifier pleinement à vos yeux et de m'assurer par la continuation de vos bontés le retour de celles de mon père. Mon départ précipité n'a aucune cause dont j'aie à rougir ; il provient des inconvénients sur lesquels vous-même, mon Révérend Père, m'aviez prévenu, mais qui ont été poussés à un excès qu'il était impossible de prévoir : l'éclaircissement exige toutes sortes de circonspection de ma part, mais par le ménagement que je dois aux autres et non par aucune considération qui me soit personnelle.

Dans cette position je ne dois pas me cacher : je dois éclaircir par ma présence le nuage de soupçon que ce retour précipité peut jeter sur moi. Je dois me présenter au plus tôt à M. de Soubise avec une lettre de M. l'Ambassadeur, à Mesdames d'Aiguillon et d'Egmont, avec des lettres de Mrs de Scheffer, etc. Je me remettrai dans mon premier état, ayant de plus la connaissance de deux cours, quelque exercice des grandes affaires, et une petite rente de 5 à 600 l. que je vais acquérir en plaçant en viager tout l'argent de mes épargnes. Cette rente, jointe à ma paie de gendarme de la Garde fera que dorénavant, je ne serai plus à la charge de mon père. Ne vaudra-t-il pas mieux qu'il m'ait à sa table pour lui tenir compagnie que d'y avoir un étranger ? Et dans cette position, le bonheur pour moi n'est ni à Moscou, ni à Stockholm ; il sera dans la maison paternelle.

J'ai mérité quelque estime de la nation suédoise ; les témoignages en ont été évidents ; les amis de la France ont daigné regarder mon départ comme une perte et nos ennemis en ont marqué de la joie. J'emporterai de mon côté une véritable estime pour cette nation ; c'est là que chaque homme est véritablement un homme, que chacun vaut ce qu'il vaut en effet, qu'un citoyen devient toujours aussi intéressant qu'il mérite de l'être. J'irai, mon très cher Père, vous faire tous ces détails quand, après avoir à Paris constaté mon innocence et mon état, j'irai vous rendre compte de moi-même. J'ai écrit à mon père qu'en vous voyant dans l'exil, on devait apprendre à ne pas juger les hommes par leurs infortunes, je lui ai écrit qu'il devait craindre devant Dieu même de se joindre aux persécuteurs d'un innocent. S'il me recevait chez lui, je lui demanderais sa bénédiction en partant pour aller vous voir. S'il me refuse sa porte, j'irai en pleurer chez vous.

P. S. — Je ne dois pas oublier de vous marquer que c'est après-demain que je pars avec un Résident de la Cour de Vienne qui me conduira jusqu'à Stralsund. J'ai la mer à passer, des neiges, des glaces, mais les hommes sont bien plus cruels pour les hommes que la nature entière.

M. de Rulhière père à Mrs l'abbé de la Ville et de Sainte Foy

A Paris, ce 17 décembre 1764.

Monsieur,

J'ai reçu une lettre de mon fils par laquelle il me marque que des circonstances qui n'ont aucun rapport, ni à sa conduite dans les deux cours où il a eu l'honneur de suivre M. le baron de Breteuil, ni aux affaires dans lesquelles cet ambassadeur l'a honoré de quelque confiance, mais uniquement relatives à l'intérieur de sa maison, le forcent à prendre le parti de revenir en France. Il me prie, Monsieur, de vous annoncer son retour et me dit qu'il ne vous en écrit point, parce qu'à son retour, il aura l'honneur de vous voir lui-même.

Par tout ce qu'il me dit, convaincu qu'il a tenu une conduite qui ne doit pas m'irriter contre lui, je l'attends en Père...

M. l'Abbé de la Ville à M. de Rulhière père

A Versailles, le 19 décembre 1764.

Je suis très sensible, Monsieur, à la confiance avec laquelle vous m'avez fait l'honneur de m'informer du retour de M. votre fils en France. J'ignore, ainsi que vous, quel en est le motif, mais je suis bien persuadé que sa conduite n'a mérité que des éloges pendant le séjour qu'il a fait en Russie et en Suède. Je serai fort aise de le voir

et de raisonner avec lui sur les pays où il a résidé, et je serais très flatté de toute occasion qui me mettrait à portée de contribuer aux vues qu'il peut avoir et à votre satisfaction.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

L'abbé de Laville.

Le Père de la Tour à M. de Rulhière père

Fribourg, ce 19 décembre 1764.

Je reçois votre lettre du 13, j'y répons un mot dans le moment, c'est justement jour de poste. J'avais reçu, il y a quelques jours celle qui l'a précédée, j'avais aussi reçu celle de Carloman, dont j'ai fait un profond mystère à son frère et à tout le monde ; il part correctement. Je me sais bon gré de cette réserve que je continuerai ; en effet, à quoi bon en parler ici ? J'attendrai en conséquence une lettre de votre fille. Je suis enchanté du parti que vous prenez, vous l'avez lu sans doute dans mon âme peu pleine de joie ; allez, à cet âge là surtout, il y a du remède à tout, hors la mort.

Seulement que Carloman ne se lâche sur rien... en un mot, qu'il ne fasse son apologie que par la conduite la plus loyale, la plus mesurée. Grâce à Dieu, je ne suis pas absolument hors de ce monde ; puisqu'on n'a rien à lui reprocher et qu'il n'est que malheureux, il sera toujours mon fils bien-aimé, qu'il ne manque pas, dès qu'il le pourra, de me faire la confession plénière de tout ce qui est arrivé ; il a bien et très bien fait de ne pas passer ici, c'eût été une franche équipée. Ma santé peu à peu se fortifie. Je me conduis avec autant de précaution que si je dansais sur la corde. Adieu, je vous aime si tendrement et si solidement. Je ne parle point de Carloman. Avant que de parler, il faut savoir ce que l'on a à dire.

M. de Rulhière père au Père de la Tour

28 décembre 1764.

Mon très cher Père,

Je ne m'étendrai pas sur les compliments de bonne année, je vous déplairais, ce ne sont point des compliments, c'est de la sincérité, c'est de l'attachement, c'est de l'amitié que vous voulez. Et qui en a plus pour vous et qui vous en doit plus, mon très cher Père, que moi et toute ma famille ? Tout ce que je désire, c'est que vous soyez bien convaincu de ma respectueuse reconnaissance.

Carloman nous a écrit de sa route le 4 décembre, et il était parti avec M. le baron de Staal qui retourne à Vienne, ils iront ensemble

probablement jusqu'à Dresde, ils voyagent assez lentement, cela est cause que je n'attends guère Carloman qu'au 15 ou 20 du mois prochain, il m'apportera une lettre de M. le baron de Breteuil, dont il a pris copie avant qu'elle ne fût cachetée et qu'il envoie toujours en avance à sa sœur. Cette lettre que Carloman m'apporte et qu'il dit être écrite tout entière de la main de M. le baron, prouve évidemment que M. le baron regarde Carloman comme irréprochable et qu'il le sacrifie malgré lui à quelques circonstances qu'apparemment nous saurons vous et moi. J'ai le mérite de m'être décidé à recevoir mon fils avec bonté, avant d'avoir eu connaissance de la lettre qu'il m'apporte, mais à présent je crois que je n'aurais point du tout eu raison d'agir autrement.

Le Père de la Tour à M. de Rulhière père

A Fribourg, ce 21 janvier 1765.

Je reçus hier votre paquet. Je recevais la lettre qui l'avait précédé, comme je venais à peu près d'écrire à votre chère fille, ce qui m'empêcha d'y répondre, parce que par là vous receviez également de mes nouvelles et que je n'aurais pu que vous répéter les mêmes choses que je lui mandais. J'attendais donc de vos nouvelles, elles sont arrivées, Dieu soit béni, elles me font toujours le plus sensible plaisir, mais vous êtes bien laconique, à peine m'y dites-vous dix mots. Je ne vous demande pas le compte des folies ou des misères de Paris, mais je suis avide de ce qui vous regarde tous, de vos santés, de vos peines, de vos plaisirs et vous êtes sur cela plus muet que toutes les carpes de nos lacs !

Ma santé continue à se rétablir, à un peu de froid près, mais qui est très supportable, nous avons des jours comme les beaux jours du mois de mai. La Suisse n'est en aucun sens si barbare qu'on l'écrit si souvent chez nous. Je ne sais pas plus que le premier jour ce que je deviendrai. J'ai du temps jusqu'à la belle saison, j'espère que dans tous les cas, le Ciel me conservera la même résignation à ses adorables et impénétrables décrets. Il est certain que j'aurais une grande consolation à me trouver à quelque portée de vous autres. Il est le Maître, le Potier et moi l'argile !

Je ne fais pas comme vous, je vous embrasse tous à commencer par vous et à finir par Criseuil (1).

(1) Criseuil de Rulhière (1764-1802), capitaine d'artillerie jusqu'en 1793, chef des bureaux des Bibliothèques nationales à Franciade (Saint-Denis) en 1795, historiographe près les armées d'Italie en 1796 et 1797, attaché à Bonaparte. Commissaire du gouvernement dans le département

Le Père Mat (1) et le Père du Fay vous remercient. Vous remettez ce billet à Carloman et vous le lirez aussi pour votre instruction. Bien des choses à votre voisin.

de la Mer Egée en 1798. Sous-préfet de Falaise en 1797. Secrétaire Général de police en Piémont en 1800. Préfet de la Roër (Aix-la-Chapelle) en 1802.

(1) Le Père Mat avait été Scriptor au Collège Louis-le-Grand de 1761 à 1762.

Sources documentaires

Les documents utilisés dans cette étude se répartissent comme suit :

I. *Archives de famille* (documents inédits)

a) Correspondance de Rulhière adressée de Pétersbourg (années 1762 et 1763) et de Stockholm (année 1764) à son père, à sa sœur, au Père de la Tour et à la Comtesse d'Egmont.

b) Correspondances échangées de 1770 à 1790 entre Rulhière et des personnalités polonaises, des diplomates et des hommes de lettres français, relatives à la composition de son histoire.

c) Des notes et des extraits relevés par Rulhière sur les correspondances des Affaires Etrangères (séries Pologne, Russie, Suède, Turquie, Autriche, Prusse et Saxe).

d) Des commentaires sur des ouvrages d'érudition, relatifs à la Pologne et à la Russie (périodes anciennes).

e) Des mémoires, des questionnaires, des notes rédigées spécialement pour l'auteur de l'histoire de l'Anarchie de Pologne, par des diplomates ou des savants sur les affaires de Turquie, Tartarie et Grèce.

f) Papiers divers (état-civil, contrats, actes notariés).

II. *Archives du ministère des Affaires Etrangères*

a) La correspondance officielle de *Russie* (vol. 69, 70, 71), et de *Suède* (vol. 242-243-244) est en grande partie chiffrée par lui.

b) Relation de sa mission diplomatique à Berlin, année 1776 (Prusse vol. 194).

c) Manuscrits de l'Histoire de l'*Anarchie de Pologne* (dits « du Père Maubert ») (Pologne. Mémoires et documents 19, 20, 21).

d) Dossier personnel de Rulhière.

e) Etats-Unis, Mém. et doc. 1, pièce 7, « Lettre d'un Français retiré à Rome » à M. le Comte de X., 10 juillet 1778, par Rulhière.

Il faut ajouter, comme sources où il a puisé, les correspondances de Pologne, Russie, Prusse, Autriche, Turquie et les séries connexes des Mémoires et documents.

III. Archives Nationales

a) Manuscrit de l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne* sur lequel l'ouvrage a été imprimé : K. K. 1396 bc.

b) Notes et matériaux employés : K. K. 1396 d.

c) Manuscrit original des livres VI et IX, de l'*Anarchie de Pologne* : K. 1315.

d) Fragments des livres XI et XII (manuscrits antérieurs à celui qui a été imprimé) : K. 1316.

e) Manuscrit des *Anecdotes sur la Révolution de Russie* : K. 1308.

f) Affaire Maubert-Rulhière : Observations de Daunou sur l'attribution de l'*Anarchie de Pologne* au Père Maubert : F. 7 4233.

Rapport de Dacier à l'Institut : F 17 1629, dossier 4.

IV. Bibliothèque Nationale

Collection de pièces sur les affaires des Calvinistes de 1669 à 1788, recueillis et annotés par Rulhière pour la composition des *Eclaircissements sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes* : B. N. fonds français 7044, 45, 46, 47.

V. Ministère de la Guerre

Dossier personnel de Rulhière.

Editions des Œuvres de Rulhière

Œuvres posthumes contenant entre autres choses des détails historiques sur les affaires de Russie et de Pologne.

Tableau esquissé de la fermentation qui agite actuellement l'Empire Ottoman, la Russie et la Pologne.

A Paris, chez Lavilette, 1792, in-12.

Anecdotes sur la Révolution de Russie en 1762. Paris, Desenne, 1797, in-8.

Anecdotes om Staatsförändringen i Russland i 1762, Kigsbenh, 1797, in-8.

Geschichte der russischen Revolution im J. 1762.

a) Germanien 1797, in-8.

b) Deutschland 1797, in-8.

c) Strasburg und Paris 1797, in-8.

Geschiednis of anecdotes des Russ. omventaling in den I. 1762, Haag 1797, in-8.

The history of anecdotes of the Revolution in Russia, in 1762.

a) from the French. London, printed for Longman, 1797, in-8.

b) for Mr Beavelet, 1797, in-8.

Œuvres poétiques, éd. par Dallonville, Paris, Colnet, 1800, in-12.

1^{re} édition. — *Histoire de l'Anarchie de Pologne et du démembrement de cette république, suivie des Anecdotes sur la Révolution de Russie en 1762.* 4 vol. Paris 1807, in-8.

Chez Desenne, libraire, palais du Tribunat, n° 2.

A la librairie stéréotypique chez Nicolle, rue des Petits Augustins, 15.

Chez Desenne jeune, palais du Tribunat ; galerie Virginie.

Autre édition (sans indication) 1807, petit in-8.

Autre édition chez Nicolle, librairie stéréotypique 1807, très petit in-8. — Chez Desenne, rue de Rivoli, 14, très petit in-8.

2^e édition. — Nouvelle édition avec supplément, 1808, 4 vol. in-8.

Nouvelle édition chez Fleischer, 1807.

3^e édition. — *Œuvres posthumes*, comprenant l'histoire de l'Anarchie de Pologne, les Anecdotes sur la Révolution de Russie en 1762, les Eclaircissements historiques sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes et les œuvres diverses ; chez Ménard et Desenne, 1819, 6 vol. in-8.

La même édition, Leipzig, chez Michelsen, 1843, 4 vol. in-8.

4^e édition. — *Les Révolutions de Pologne*, 4^e édition, revue sur les textes et complétée par Christian Ostrowski, 1862, Paris, Firmin-Didot, 3 vol. in-12.

Anecdotes sur le Maréchal de Richelieu, précédées d'une notice par Eugène Assé, Librairie des Bibliophiles. Paris. 1890.

Les jeux de mains, poème inédit en 3 chants, par C. C. de Rulhière, suivi de son discours sur les *Disputes* et de plusieurs pièces de cet auteur également inédites, Paris, Desenne aîné, 1808, in-8.

Notices biographiques

DALLONVILLE, en tête des *Œuvres poétiques*, Paris, 1800, in-8.

DAUNOU, en tête de *l'Histoire de l'Anarchie de Pologne*, t. I, pp. I-LXXV.

AUGUIS, *Œuvres posthumes*, t. I, pp. I-XXXVII.

OSTROWSKI, *Révolution de Pologne*, 1863, t. I, p. XLV, notice de Daunou.

Biographie universelle, Firmin-Didot, 1866.

QUÉRART, la *France littéraire*, éd. 1836, t. VIII, p. 28.

MICHAUD, *Biographie*, Paris et Leipzig, 1858, t. 37, pp. 75-79.

LE FÈVRE-DEUMIER, *Célébrités d'autrefois*, Paris 1853, in-18, pp. 179-234.

SAINTE-BEUVE, *Causeries du Lundi*, IV, p. 379.

Vu, le 26 avril 1939.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur,

L'Inspecteur d'Académie :

G. MONOD.

Liste alphabétique des noms propres

- ACHMET III. — 310, 311.
 AGENAIS (duc d'). — 22, 25.
 AGENFELD. — 63.
 AIGUILLON (duc d'). — 22, 29, 30, 37, 38, 110-113, 119-121, 251, 256.
 AIGUILLON (duchesse douairière d'). — 25, 28, 79, 101, 418.
 AIGUILLON (duchesse d'). — 25, 28, 29.
 AINSLIE. — 319.
 ALBERONI. — 384.
 ALEMBERT (d'). — 108, 115, 137.
 ALENCOURT. — 316.
 ALEXIS ROMANOFF. — 209, 211.
 ALEXANDRE I. — 376, 378, 384.
 ALLONVILLE. — 32, 46, 47.
 ALYM-GUÉRAI. — 328, 334, 335, 368.
 ANDOAGA. — 129.
 ANDREZEL. — 316.
 ANGIVILLIERS. — 348.
 ANNE IVANOWNA. — 65, 237, 238, 266.
 ANTRAIGUES. — 21, 22, 102.
 ARGENSON (marquis d'). — 44, 255.
 ARGENTAL. — 105, 106.
 ARMAILLÉ (comtesse d'). — 35, 37, 107.
 ARSLAN-GUÉRAI. — 339.
 AUBETERRE. — 106.
 AUGUIS. — 18, 388.
 AUGUSTE II, AUGUSTE III (voir Saxe).
 BACHAUMONT. — 103, 110, 111, 114, 175, 180, 181.
 BARTHÉLEMY. — 106, 129, 135, 136, 140, 147, 150.
 BAUDORY (père du). — 20.
 BEAUJEU. — 299.
 BEAUMONT (M^{me} de). — 130.
 BEAUSSET. — 48, 105.
 BEAUTTEVILLE. — 106.
 BÉNAKI. — 351, 357, 359, 360, 364.
 BENOIT. — 271, 274.
 BÉRENGER. — 45, 48, 49, 57-60, 75, 397, 412.
 BERNARDIN DE ST-PIERRE. — 100, 106, 108, 267.
 BERNIS. — 24, 106, 255.
 BERTRAND. — 22, 308, 347, 362.
 BERTRAND DE MOLLEVILLE. — 178, 181, 183.
 BETSKY. — 108.
 BEZENVAL (ambassadeur). — 192, 213, 214.
 BEZENVAL (colonel des Suisses). — 102, 213.
 BIREN. — 53, 238, 239, 264.
 BLONDEL. — 212.
 BODEN. — 127, 137, 140.
 BOHUSZ. — 293, 298.
 BOISMARTIN. — 49, 50, 255, 256.
 BOISMONT (abbé de). — 180.
 BOMBELLES. — 127, 128.
 BONNAC. — 316.
 BONNEVAL. — 317.
 BONZI. — 192.
 BOSCAMP. — 338.
 BOTIN. — 79.
 BRANCAS (comtesse de). — 101.
 BRANICKA (comtesse). — 258.
 BRANICKI (Grand-général). — 170, 172, 252, 258, 260, 265, 270, 271, 275, 297, 336.
 BRANICKI (Xavier). — 250, 262, 269, 270.
 BRETEUIL (abbé de). — 46, 47, 415.
 BRETEUIL (baron de). — 10, 22, 23, 41-50, 55, 56, 60-68, 75, 76, 78, 87-96, 100, 105, 106, 113, 114, 118, 119, 125-131, 134, 136, 146, 148, 150, 158, 166, 175, 178, 179, 183, 220, 226, 228, 230, 255, 264-266, 272, 318, 329, 347-350, 393 et passim.
 BRETEUIL (baronne de). — 45-47, 77, 86-94, 101, 175, 394 et passim.
 BRIENNE. — 203, 211.

- BRIENNE (Loménie de). — 175, 183.
 BRIONNE (comtesse de). — 101, 108, 171.
 BROGLIE (maréchal de). — 39.
 BROGLIE (comte de). — 10, 44, 49, 51, 55, 56, 77, 93, 124-126, 164, 170, 228, 242, 249-259, 302, 303, 318, 321, 323, 328.
 BRUCE (comtesse). — 64, 263.
 BRUHL. — 49, 188, 242, 245, 246, 265, 266, 282, 394.
 CALEPPI. — 150.
 CAMPENON. — 383.
 CAMPREDON. — 316.
 CATHERINE IVANOWNA. — 64.
 CATHERINE I^{re}. — 236.
 CATHERINE II. — 9, 47, 48, 55-76, 105, 108, 109, 115-117, 126, 135, 138, 141, 149-151, 163, 168, 170, 187, 189, 231, 242, 250, 260-274, 279-289, 302, 307, 327, 364, 375, 383.
 CATT. — 137.
 CERCEAU (père du). — 19.
 CHABANON. — 22, 173, 181.
 CHAIM-GUÉRAL. — 368.
 CHAMFORT. — 5, 113, 114.
 CHAMPAGNY. — 384, 387.
 CHANTEPIE DES BALANCES (Mme). — 15, 396, 402, 405.
 CHAPPE D'AUTEROCHE. — 48, 49, 53, 72, 220, 226, 227, 394.
 CHARLES XI. — 212.
 CHARLES XII. — 213, 215.
 CHAROLAIS (M^{lle} de). — 33.
 CHASTELLUX. — 22.
 CHATEAUFORT. — 118, 278, 292, 299, 300, 341.
 CHATRE (M^{is} de la). — 182.
 CHÉNIER (M. J.). — 242.
 CHESTERFIELD (Lord). — 21, 27, 31, 250, 262.
 CHÉTARDIE (de la). — 53, 239.
 CHEVREUSE. — 37.
 CHOISEUL-GOUFFIER. — 166, 175, 180, 181, 308, 346, 366, 377.
 CHOISEUL-PRASLIN. — 50, 56, 77, 105, 106.
 CHOISEUL-STAINVILLE. — 10, 37, 39, 43-47, 50, 56, 76, 87, 94, 96, 101, 105, 106, 110, 112, 113, 117-121, 134, 171, 193, 194, 244, 290, 292, 300-303, 326, 327, 334, 339-342, 377, 397, 406, 414-417.
 CHOMINSKI. — 272.
 CHOTENSKY. — 108, 109.
 CLERMONT D'AMBOISE (M^{iss} de). — 101.
 COIGNY (M^{me} de). — 172.
 COISLIN (C^{ssc} de). — 101.
 COLLÉ. — 103.
 CONSTANTIN (Grand duc). — 354.
 CONTI (Prince de). — 19, 50-53, 56, 93, 212, 253, 255, 275.
 CORNEILLE. — 144, 146.
 COURLANDE (duc de). — Voir Saxe.
 COXE. — 250.
 CRÉQUI (marquise de). — 35.
 CRETET. — 384.
 CREUTZ. — 79.
 CROMER ou KRÖMER. — 191, 225, 299.
 CZARTORYSKA (princesse). — 263.
 CZARTORYSKI (princes). — 9, 163, 169, 190, 196, 216, 242, 246-248, 258, 260, 264-269, 271, 273-275, 279-283, 286, 288.
 CZARTORYSKI (Auguste). — 247, 262.
 CZARTORYSKI (Michel). — 247, 248, 262, 271.
 CZARTORYSKI (Adam). — 107, 245-247, 250, 261, 262, 265, 271, 272, 283.
 DARGET. — 137.
 DASCHKOFF (princesse). — 52, 57, 67-73, 107, 108, 113, 403.
 DAUNOU. — 6, 18, 100, 102, 104, 113, 114, 152, 300, 376, 378-381, 384-388.
 DEFFAND (marquise du). — 105.
 DELILLE. — 114, 181, 330, 346, 383.
 DESNOYERS (père). — 17, 20, 53, 402, 403.
 DIDEROT. — 69, 103, 106-109, 116.
 DMITRI. — 231, 232.
 DOLGORUCKI (princes). — 71, 222, 223, 236-239.
 DOUGLAS. — 51, 256, 257, 323.
 DUBOIS (cardinal). — 316.
 DUBOIS. — 46.
 DU BOIS. — 183.
 DUCIS. — 383.
 DUCLOS. — 374, 389.

- DUFORT DE CHEVERNY. — 46.
94.
DUMAS. — 47, 106.
DUMOURIEZ. — 17, 20, 112, 118,
251, 292, 298-300, 303.
DUPIN (Madame). — 79.
DUPIN DE CHENONCEAUX
(Madame). — 40, 79.
DUPONT-FERRIER. — 17, 19, 20.
DUPONT DE NEMOURS. — 258,
261, 284, 300, 385.
DUPRAT. — 48, 49, 50, 60, 91-94,
394, 401, 403, 404.
DURAND. — 44, 256, 298.
- ECKELBLADT. — 78.
EGMONT (comte d'). — 83.
EGMONT (comtesse douairière).
— 42.
EGMONT-PIGNATELLI (comte).
22, 25, 42.
EGMONT-PIGNATELLI (comtes-
se d'). — 25, 34-39, 53, 70, '4,
78-80, 96, 101, 104-106, 112,
113, 117, 272, 400, 416-418.
ELISABETH PETROWNA (tsa-
rine). — 47, 53, 78, 239-242,
263, 264, 323, 337, 338.
ELPHINSTON. — 347, 364, 365.
ENGHIEN (duc d'). — 192, 205.
EON. — 50, 93, 228.
ETIENNE BATHORI. — 206.
EUGÈNE (prince). — 315, 316.
- FALCONET. — 48, 107, 108.
FAVIER. — 9, 10, 17, 18, 48-50,
53, 76, 77, 93, 112, 118, 124-
126, 134, 135, 188, 220, 228,
229, 250, 251, 254-259, 302,
303, 318, 332, 394, 402, 407,
408, 417.
FAY (père). — 421.
FÉODOR (czar). — 231.
FERRAND. — 173, 191, 278, 376-
382.
FERSEN. — 78.
FLEMING. — 192.
FLEURY (cardinal). — 317.
FLURY. — 378.
FORNETTI. — 308, 329-342, 367,
368.
FORNICA. — 262.
FORTIA DE PILES. — 69, 105.
FOUCHÉ. — 377, 381-385.
FRAIGNES. — 141.
FRANKLIN. — 244.
- FRÉDÉRIC II. — 10, 54, 70, 125-
127, 136-141, 149-151, 163, 168,
170, 187, 246, 253, 254, 258-
280, 286, 320-323, 328, 332,
336, 337, 369.
FRÉDÉRIC-GUILLAUME (Elec-
teur). — 210.
FRIESEN (baronne de). — 128,
129.
- GALITZINE. — 135.
GAUTHIER DE LA PEYRONIE.
— 386.
GEFFROY. — 35, 36, 118.
GENLIS (madame de). — 35. —
GEOFFRIN (madame). — 106-
108.
GEOFFROY (père). — 20.
GÉRARD DE RAYNEVAL. —
106, 119, 120, 186, 258, 278,
298, 300, 385.
GÉRAULT. — 302.
GISORS. — 36.
GJORWELL. — 79.
GODOUNOFF (Boris). — 231,
232.
GOLTZ. — 127, 269.
GRAMMONT (duchesse de). —
113.
GRIMM. — 32, 64, 104, 106, 107,
109, 113, 118, 195.
GUERCHE. — 171.
GUIBERT. — 114.
GUINES. — 140.
GUIZOT. — 180.
GUSTAVE III. — 35, 36, 107,
110, 118, 129.
GUSTAVE-ADOLPHE. — 76.
GUYS. — 308, 343, 344.
- HASSAN. — 364, 365.
HÄUSSET (madame du). — 118.
HAUTERIVE. — 377, 385-387.
HAVRINCOURT. — 75, 78.
HEIDENSTEIN. — 192, 299.
HÉMERY. — 52, 274, 275, 402,
403.
HENNIN. — 274, 275, 372, 373,
375.
HENRI IV. — 15, 23, 178.
HERBERSTEIN ou HERBES-
TEIN. — 192, 223, 225.
HERMANSON. — 78.
HÉRICOURT (madame d'). —
166.
HERVEY. — 250.
HERTZBERG. — 152.

- HOPITAL (marquis de l'). — 48,
228, 256, 264.
HORACE. — 30, 85.
HORN. — 83.
- ISSARTS (marquis des). — 242.
- JEAN II CASIMIR. — 203, 205,
207, 209, 210.
JEAN III SOBIESKI. — 207, 212.
JOSEPH II. — 125, 127, 131-136,
187.
- KAUNITZ. — 127, 133-135.
KEISERLING. — 164, 266, 274.
KONARSKI. — 190, 200, 201, 273.
KONOPCZYNSKI. — 11, 118, 196,
273, 284, 292.
KNIPHAUSEN. — 127, 137, 151.
KRASINSKI (Adam). — 287, 290,
293, 298.
KRASINSKI (Michel). — 293.
KRASINSKA (Françoise). — 264.
KRIM-GUÉRAI ou CRIM-GUÉ-
RAI. — 329, 333-341, 367.
- LA BAUMELLE. — 384.
LA BRUYÈRE. — 161.
LACHAISE (père). — 178.
LA FAYARDIE. — 249.
LA HARPE. — 183.
LAINÉ. — 388.
LANGEAC. — 103.
LA ROCHEFOUCAULD d'AN-
VILLE. — 108, 118.
LA ROCHEFOUCAULD d'AN-
VILLE (duchesse). — 166.
LA ROCHEFOUCAULD - LIAN-
COURT. — 114.
LASCY. — 132, 133.
LAVAL (duc de). — 39.
LAVILLE. — 96, 410, 419.
LEDOCHOWSKI. — 215, 216.
LE HARIVEL DU ROCHER (Ma-
demoiselle). — 382, 383.
LE LABOUREUR. — 192, 201.
LENGNICH. — 192, 199, 200, 201.
LÉOPOLD I. — 211.
LE PELETIER DE ROSANBO. —
177.
LESSEPS. — 373, 375.
LESTOK. — 53.
LESZCZYNSKI (voir Stanislas).
LESZCZYNSKA (Marie). — 180.
LETOURNEUR. — 395, 402, 205,
416.
- LÈVESQUE. — 300, 385.
LISOLA. — 211.
LOUIS XIV. — 177, 178, 180, 192,
207.
LOUIS XV. — 31, 50, 51, 55, 61,
121, 170, 180, 189, 253, 301.
LOUIS XVI. — 118, 121, 176, 177.
LOUISE-MARIE DE GONZA-
GUE. — 205, 209.
LOUVOIS. — 178.
LUBIENSKI (Stanislas). — 192,
201, 231, 232.
LUBOMIRSKA (Marie). — 267.
LUBOMIRSKI (Georges). — 203.
LUMBRES. — 192, 203, 204, 206,
209-213.
LUYNES (duc de). — 35.
LUZERNE (de la). — 126.
- MABLI. — 108, 113, 118, 121, 142,
144, 152-155, 173, 180, 188, 194-
198, 244, 290, 298, 303, 309,
332, 391.
MAHMOUD. — 310.
MAINTENON (Madame de). —
178.
MAKSoud-GUÉRAI. — 339.
MALACHOWSKI. — 266, 274.
MALESHERBES. — 32, 175-178,
181, 186, 372, 383.
MARET. — 385.
MARIANNE. — 343.
MARIE-ANTOINETTE. — 175,
213.
MARIE-THÉRÈSE. impératrice.
— 127, 131, 147.
MARMONTEL. — 17, 19, 35, 158,
374.
MARIGNY. — 46.
MARRIER (famille). — 14.
MARRIER (Dom Martin). — 14.
MARRIER DE LA GATINERIE.
— 357.
MAT (père). — 422.
MATIGNON (Marquise de). —
94.
MAUBERT (père). — 120, 186,
384-386.
MAUREPAS (comte de). — 15,
88, 409.
MAUSSION (Gaëtan de). — 14,
405.
MAYERBERG. — 225.
MAZARIN. — 192, 201, 209, 210.
MÉDICIS. — 356.
MEHEMET-EFFENDI. — 316.
MEHEMET-EMIN. — 341, 342.

- MÉNARD. — 88, 330, 409, 415.
MÉNARD (marquise de). — 401.
MENGDEN (baron). — 240.
MENTCHIKOFF. — 236, 239.
MERCY. — 63, 230.
MICHEL. — 66.
MICHEL WISNIOWIECKI. — 207.
MILLET. — 192.
MIRABEAU. — 183.
MNISZECH. — 245, 246, 282, 287, 290.
METTERNICH. — 134, 213.
MOLDAVANGHI. — 342.
MOKRONOWSKI. — 11, 162, 170, 172, 188, 247, 252, 258-260, 266, 271, 274, 275, 301, 302.
MONNET. — 275.
MONTBAREY. — 140.
MONTEIL. — 103, 242.
MONTESQUIEU. — 80, 83, 84, 96, 161, 190, 220-224, 238, 309, 328.
MONTESQUIOU. — 128, 131, 134, 136, 166.
MONTMORIN. — 116, 119, 124, 126, 130, 171, 244, 372-374, 380, 389.
MORELLET. — 19, 48.
MORET. — 44, 45, 393, 394.
MORERI. — 299.
MUHIN-OGLOU. — 342, 343, 344.
MUNICH. — 53, 64-66, 73, 236-239, 347.
MUSTAPHA III. — 310, 311, 338.
NAPOLÉON. — 6, 167, 377-379, 383-387.
NARBONNE. — 166.
NECKER (Madame). — 34, 158, 166.
NOAILLES (duchesse de). — 179.
OBRESKOFF. — 325, 340.
OEMICHEN (Madame). — 286.
ODARD. — 57-59, 71.
OGINSKI (Michel). — 247, 262, 267, 268, 271, 272.
ORLÉANS (duc d'). — 46, 102.
ORLOFF (Alexis). — 347, 350-353, 360-365.
ORLOFF (Grégoire). — 55, 66, 67, 70, 189, 265, 269, 279, 347, 350, 351.
ORLOFF (Théodore). — 353, 361, 363.
OSMAN. — 309.
OSTEN. — 272.
OSTERMANN. — 238, 239.
OSTROROG. — 200.
OSTROWSKI. — 12, 73, 186, 379-381, 390.
PAC (Christophe). — 192.
PAC (maréchal). — 127, 298.
PAGÈS (Georges). — 11.
PANGE. — 374.
PANINE. — 48, 57, 64, 71-73, 279, 280, 287, 350-352, 367, 369.
PAPAZ-OGLOU. — 350-352, 355, 357, 360, 364.
PAPILLON. — 17.
PARAT DE MONTGERON. — 47.
PARC (père du). — 20.
PAUL (grand-duc). — 71.
PAULMY. — 44, 242, 264, 274, 275, 393, 394.
PEYSSONNEL. — 308, 321, 329-334, 365, 366.
PFEIFFEL. — 195.
PIERRE LE GRAND. — 52, 61, 63, 212, 213, 217, 221, 231, 234, 235, 238, 239, 347, 350.
PIERRE II. — 236.
PIERRE III. — 47, 54, 55, 58, 59, 64-66, 71, 189, 242, 337.
POCIEL. — 287.
PODOSKI. — 9, 196, 286, 287.
POISSON. — 372, 373, 375.
POMPADOUR (marquise de). — 51, 96, 138, 144, 253.
PONIATOWSKI (voir Stanislas-Auguste).
PONIATOWSKA (princesse). — 262.
PONS. — 102, 136, 316.
PORÉE (père). — 22.
POSSEVINO. — 226.
POTOCKI (famille). — 246, 249, 269, 300.
PRATZ. — 49, 394.
PRAZMOWSKI. — 192.
PROVENCE (comte de). — 102, 110, 112-114, 137, 180, 182.
PRUSSE (prince-royal). — 114, 138, 140, 143, 144, 146, 149.
PRUSSE (Henri de). — 127, 151, 187, 259, 275.
PSAROS. — 348-356, 359-363.
PULASKI (Joseph). — 290, 294, 295.

- PULASKI (Casimir). — 244, 264, 294-299.
- RABAUD - SAINT - ETIENNE. — 179, 181, 183.
- RADZIWILL. — 267, 268, 275, 288.
- RAGHIB-PACHA. — 336, 338.
- RAJOCZKI. — 209.
- RAZOUNOWSKI. — 57.
- RÉGENT (le). — 315.
- REPINE. — 164, 269, 274, 285, 287-290.
- REXIN. — 220, 322, 325.
- RICHELIEU (maréchal de). — 10, 24, 25, 26, 29-38, 81, 101.
- RICHELIEU (cardinal de). — 83, 248.
- RICHELIEU (duc de). — 388, 389.
- RICHER-SÉRIZY. — 69.
- RIVAROL. — 5.
- RIVIÈRE. — 118.
- RISTEAU. — 96, 411, 417.
- ROCHECHOUART (marquise de). — 26, 38, 87, 406.
- ROCHECHOUART (vicomtesse de). — 40.
- ROHAN (cardinal de). — 129, 298.
- ROHAN-SOUBISE (maréchal de). — 23, 24, 39, 42, 46, 88, 395, 398, 399, 409, 415, 418.
- ROMANOFF (Michel). — 232.
- ROSSIGNOL. — 75, 109.
- ROTH (père). — 53, 402, 403.
- ROUSSEAU (JeanJacques). — 34, 36, 52, 67, 68, 79, 80, 118, 144, 158, 195, 196, 197, 220-224, 233, 234, 244, 263, 303, 309, 328, 391, 402.
- RUFFIN. — 308, 329, 331, 334, 348, 349, 357, 360, 367.
- RULHIÈRE (Claude - Carloman). — Cité à presque toutes les pages.
- RULHIÈRE (famille). — 14, 15.
- RULHIÈRE (Martin de). — 13-19, 21, 22, 60, 87, 88, 94, 97, 293 et passim.
- RULHIÈRE (Anne-Auguste de). — 14, 15, 23, 116, 372-375.
- RULHIÈRE (Philippe-Simon de). — 15, 20, 100, 116, 179, 182, 183, 330, 331, 382, 383, 405.
- RULHIÈRE (Chriseuil de). — 183, 421, 422.
- RULHIÈRE (Joseph-Marcelin). — 14.
- RURICK. — 223, 231.
- RZEWUSKI (François). — 262, 269, 270, 290.
- RZEWUSKI (Séverin). — 289.
- RZEWUSKI (Waclaw). — 289.
- SACKEN. — 118.
- SAHIB-GUÉRAI. — 368.
- SAID-EFFENDI. — 320.
- SAINT-AULAIRE. — 134.
- SAINT-BEUVE. — 7, 32, 171.
- SAINT-FOY. — 42, 96, 393, 397, 400, 410, 416, 417, 419.
- SAINT-FLORENTIN. — 17, 88, 409, 415.
- SAINT-GERMAIN. — 132, 140.
- SAINT-LAMBERT. — 181.
- SAINT-PRIEST. — 22-24, 39, 106, 308, 330, 340-344, 347, 366.
- SAINT-RÉMY. — 330.
- SALLUSTE. — 163-164.
- SANDOZ-ROLLIN. — 127, 151, 369.
- SAPIEHA. — 297.
- SAPIEHA (princesse). — 148, 243, 244, 267, 272, 273, 297.
- SARTINE. — 111-113, 121, 347.
- SAXE (Charles de). — 47, 114, 262-265, 269, 286.
- SAXE (Electeur de). — 271.
- SAXE (Marie-Josèphe, dauphine). — 51, 253.
- SAXE (Maurice de). — 128, 316.
- SAXE (Auguste II de). — 192, 213, 238, 269, 317.
- SAXE (Auguste III de). — 51, 162, 188, 242, 245, 246, 253, 257, 258, 260, 263, 265, 268-270, 324, 384.
- SAYSSEVAL. — 330.
- SCHANAZILLOS. — 201.
- SCHLIPPENBACH. — 210.
- SCHEFFER (baron). — 78, 79, 92, 101, 397, 418.
- SCHEFFER (Ulric). — 101.
- SÉGUR. — 61, 70, 112, 130, 132, 134, 138, 139, 231, 251.
- SÉGUR (marquise de). — 101.
- SÉLIM-GUÉRAI. — 368.
- SÉMONIN. — 122, 212, 372.
- SENAC DE MEILHAN. — 31, 32.
- SICINSKI. — 202.
- SIGISMOND II Auguste. — 201.
- SOBIESKI (Jacques). — 200.
- SOLIMAN. — 312.
- SOLTYK. — 281-285, 287, 289.
- STAEL (baron de). — 98.

- STANISLAS I LESZCZYNSKI. — 213, 215, 238, 258, 273.
STANISLAS II Auguste. — 9, 47, 55, 61, 76, 106, 107, 163, 170, 190, 196, 242, 250, 258, 260-272, 275-286, 288, 289, 297, 300, 324, 325.
TACITE. — 5, 69, 109, 110, 159, 161, 163-165, 172.
TALLEYRAND - PÉRIGORD. — 36, 101, 114, 166, 168, 330, 377, 384, 391.
TAULÈS. — 292, 294, 299.
TERCIER. — 55, 56.
TERLON. — 212.
THAMAS-KOULI-KHAN. — 317.
THEVENET. — 299.
THIARD. — 102.
THOMAS. — 41, 157-167, 174, 179, 340, 346, 391.
THUCYDIDE. — 163, 242.
TOTT. — 308, 317, 321, 329-331, 334, 339-342, 357, 365, 366.
TOUR (père de la). — 17, 19, 20, 41-46, 49, 50-53, 55, 56, 60, 86, 87, 89, 92, 93, 95, 97, 98, 118, 393-398, 400, 402, 403, 406, 407, 409, 418-421.
TRACY (Madame de). — 172.
TURGOT. — 155.
VAINES (Madame de). — 114.
VALORI. — 137.
VAPOWSKI (Vapovius). — 192, 299.
VAUDREUIL. — 114.
VERGENNES. — 10, 106, 121-126, 135-138, 141, 146-149, 175, 244-251, 301, 308, 310, 318-337, 340, 341.
VERNEGE. — 46, 88, 128, 398, 409, 412, 413.
VIEUVILLE. — 28.
VILLEBOIS. — 66, 73.
VILLEMOTTE. — 182.
VILLENEUVE. — 317, 318, 331.
VIOMÉNIL. — 251, 298, 299.
VOLTAIRE. — 20, 22, 29, 30, 32, 81, 104, 105, 106, 235, 242.
VRILLIÈRE. — 120.
WALISZEWSKI. — 69-71.
WALPOLE. — 35, 250, 384.
WESSEL. — 49, 194, 287, 394.
WIELHORSKI. — 120, 152-155, 188, 193-195, 201, 243, 245-247, 249, 273, 282-288, 292, 294, 297, 298, 302.
WILLIAMS. — 249, 250, 260.
XÉNOPHON. — 161.
YACOUB-AGA. — 339, 367.
YVAN IV. — 222, 232.
YVAN VI. — 78, 239, 240, 411.
ZAJONCZEK. — 298.
ZALUSKI. — 192, 289.
ZAMOISKI. — 200.
ZERBST (duchesse de). — 141.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I. — L'éducation d'un « honnête homme ».....	13
Chapitre II. — Rulhière en Russie.....	41
Chapitre III. — Grandeur et servitude diplomatiques.....	75
Chapitre IV. — De la diplomatie à l'histoire.....	99
Chapitre V. — Voyage diplomatique en Europe Centrale.....	123
Chapitre VI. — De l'histoire aux Conseils du Gouvernement.....	157

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre I. — Causes de l'Anarchie de Pologne.....	185
Chapitre II. — Histoire du despotisme russe.....	219
Chapitre III. — Intrigues autour d'une élection.....	241
Chapitre IV. — Diètes et Confédérations.....	277
Chapitre V. — Turcs et Tartares.....	305
Chapitre VI. — L'expédition des Russes en Grèce.....	345
Chapitre VII. — Les aventures d'un manuscrit.....	371
CONCLUSION	391
APPENDICE	393
Sources documentaires.....	423
Editions des œuvres de Rulhière.....	425
Notices biographiques	427
Index bibliographique	428

Imp. M. REMONDIN
13. rue de Brébisson - Falaise

—
1939

